

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

II

ARCHIVES DIPLOMATIQUES



Baron de BEUST

CHANCELIER DE L'EMPIRE

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES D'AUTRICHE

Amyot, édit. Paris

Imp. Ch. Chardon, Paris

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1868

RECUEIL DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME DEUXIÈME

8^e ANNÉE

AVRIL, MAI, JUIN

1868

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1868

I

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

PAYS-BAS — NASSAU.

Convention concernant les arrangements devenus nécessaires par suite de la cession d'une partie du Grand-Duché de Luxembourg. Conclue à Wiesbaden, le 27 juin 1839.

A la suite des regrettables événements de l'année 1830, la séparation d'une partie du Grand-Duché de Luxembourg est devenue pour S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, une nécessité politique, et comme cette séparation a eu lieu, de fait, aux termes de l'article 2 du Traité de Londres, du 19 avril de cette année¹, Sa

1. Voir *Archives*, 1867, tome III, page 1247.

Majesté, pour se conformer au pacte de famille de 1783, a dû soumettre cette question à ses Sérénissimes Agnats.

Ont été nommés pour les négociations ouvertes à cet effet :

De la part du Roi Grand-Duc, M. Hugo, baron de Zuylen de Nyevelt, etc.,

Et, de la part du Duc de Nassau, M. le comte de Watterdorf, etc.

Lesquels, sous la réserve de la ratification de leurs Cours respectives, ont arrêté ce qui suit :

Art. 1^{er}. S. A. le Duc de Nassau, en conséquence des stipulations qui le concernent dans l'article 2 ci-après, s'engage, pour lui, pour le Prince héréditaire, Adolphe de Nassau, et pour ses descendants mâles, ainsi que pour son frère, le Prince Frédéric de Nassau, à renoncer aux droits qui, conformément à la loi d'hérédité de 1783 et à l'acte du Congrès de Vienne du 9 juin 1815¹, appartiennent à la ligne de Walram, de la Maison de Nassau, sur la partie du Grand-Duché de Luxembourg que S. M. le Roi des Pays-Bas abandonne en vertu de l'article 2 du Traité de Londres du 19 avril 1839.

Art. 2. Comme la Maison royale des Pays-Bas déclare ne pas être en état de donner à ses Agnats un dédommagement en territoire et en population, et qu'elle reconnaît en même temps la nécessité d'obtenir le consentement des Agnats pour écarter un empêchement au règlement d'intérêts aussi grands, les Agnats s'étant déclarés disposés, sous la pression des circonstances, à ne pas faire valoir de droits sur des possessions territoriales dans le Limbourg, il a été arrêté qu'au lieu de ces possessions, le Roi des Pays-Bas servirait à S. A. le Duc de Nassau un capital de 750 000 florins.

Art. 3. Ce capital de 750 000 florins doit être payé dans le délai de trois mois, en espèces sonnantes et sans frais, à Wiesbaden ou à Francfort-sur-Mein; par contre, ce paiement sera immédiatement suivi du consentement formel de S. A. le Duc de Nassau, de S. A. le Prince héréditaire et de S. A. le Prince Frédéric de Nassau.

Art. 4. Les droits de la ligne de Walram de la Maison de Nassau sur les autres parties du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la ville et la forteresse de ce nom, conservent leur valeur originnaire sous les mêmes garanties assurées par l'acte du Congrès de Vienne.

Art. 5. La Maison royale des Pays-Bas s'engage, de son côté, à prendre les mesures nécessaires pour que les obligations fédérales imposées aux parties cédées du Grand-Duché ne tombent pas à la charge du Grand-Duché actuel.

Art. 6. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications

1. Voir *Archives*, 1867, tome III, page 1008.

seront échangées à Wiesbaden dans le délai de quinze jours, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Wiesbaden, en double original, le 27 juin 1839.

(L. S.) *Signé* : DE ZUYLEN.

(L. S.) *Signé* : WATTERDORF.

AUTRICHE. — BELGIQUE.

Traité de commerce et de navigation conclu à Vienne le 23 février 1867.

S. M. le Roi des Belges et S. M. l'Empereur d'Autriche, animés du désir de resserrer les liens d'amitié et d'étendre les relations commerciales et maritimes existants entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure un Traité à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires :

S. M. le Roi des Belges, le sieur Louis-Joseph-Ghislain, vicomte de *Jonghe d'Ardoye*, son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, commandeur de son ordre royal de Léopold, etc.;

S. M. l'Empereur d'Autriche, le sieur Frédéric-Ferdinand, baron de *Beust*, son conseiller intime, président du conseil des Ministres et Ministre de sa Maison et des affaires étrangères, grand-croix des ordres de Saint-Étienne et de Léopold, de l'ordre royal de Léopold de Belgique, et le sieur Bernard, baron de *Wüllerstorff et Urbair*, vice-amiral, son conseiller intime, Ministre du commerce et de l'industrie, chevalier de l'ordre de la Couronne de Fer de deuxième classe, etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les sujets de S. M. le Roi des Belges et ceux de S. M. l'Empereur d'Autriche; ils ne seront pas soumis, à raison de leur commerce et de leur industrie, dans les ports, villes et lieux quelconques des États respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des droits, taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés, que

ceux qui seront perçus sur les nationaux; et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques, dont jouiraient, en matière de commerce ou d'industrie, les sujets de l'une des hautes parties contractantes, seront communs à ceux de l'autre.

Art. 2. Les produits du sol et de l'industrie de l'empire d'Autriche, de quelque part qu'ils viennent, seront admis en Belgique sur le même pied et sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que les produits similaires de la nation la plus favorisée en Belgique.

Réciproquement, les produits du sol et de l'industrie du royaume de Belgique, de quelque part qu'ils viennent, seront admis en Autriche sur le même pied et sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que les produits similaires de la nation étrangère la plus favorisée en Autriche.

Les deux hautes parties contractantes se garantissent également le traitement de la nation étrangère la plus favorisée, pour tout ce qui concerne le transit et l'exportation.

Art. 3. Le traitement réservé au pavillon national pour tout ce qui concerne les navires ou leur cargaison, sera réciproquement garanti aux navires des deux hautes parties contractantes, soit dans le royaume de Belgique, soit dans l'empire d'Autriche.

Il est fait exception aux stipulations du présent Traité en ce qui concerne le cabotage et la pêche nationale dans les pays respectifs.

Art. 4. Les dispositions des articles précédents sur le traitement de la nation la plus favorisée ne se réfèrent point :

En Belgique :

A la bonification de 7 pour 100 sur le taux des droits d'accise, accordée, à titre de déchet, aux sels marins français, conformément à l'article 8 du Traité franco-belge du 1^{er} mai 1861. Si toutefois les sels marins français raffinés en Belgique venaient à obtenir une réduction de plus de 7 pour 100 sur le droit d'accise, il est convenu que le sel d'Autriche raffiné en Belgique jouira à l'instant même d'une réduction de l'accise qui ne pourra être inférieure de plus de 7 pour 100 à la réfaction accordée aux sels marins français.

En Autriche :

a) Aux faveurs spéciales dont jouissent de temps immémorial les sujets ottomans pour le commerce turc en Autriche.

b) Aux faveurs qui sont ou seront accordées pour faciliter le commerce de frontière des États du Zollverein allemand ou d'autres États limitrophes, ni aux réductions ou exemptions de droit dont l'appli-

cation est restreinte à certaines frontières ou aux habitants de certains districts.

c) Aux facilités mentionnées en l'article 6 du Traité conclu le 11 avril 1865 entre l'Autriche et les États du Zollverein ni à des facilités analogues.

Art. 5. Il est entendu que le présent Traité s'étendra également à la principauté de Lichtenstein, en vertu de l'article 13 du Traité de douane conclu entre S. M. l'Empereur d'Autriche et le Prince souverain de Lichtenstein.

Art. 6. Les Consuls et autres Agents consulaires belges dans l'empire d'Autriche jouiront de tous les privilèges, exemptions ou immunités dont jouissent les Consuls et autres Agents de même qualité de la nation la plus favorisée. Il en sera de même en Belgique pour les Consuls et autres Agents consulaires de l'empire d'Autriche.

Art. 7. Les Consuls et autres Agents consulaires respectifs pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leurs pays, les marins et toute autre personne faisant, à quelque titre que ce soit, partie des équipages des navires de leur nation, qui auraient déserté d'un bâtiment de leur nation dans un des ports de l'autre.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition en original ou en copie dûment certifiée des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage.

Sur cette demande, ainsi justifiée, il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des Consuls et autres Agents consulaires, jusqu'à ce que ces Consuls ou Agents consulaires aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté après un avis donné au Consul trois jours à l'avance, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins ou autres individus de l'équipage, sujets du pays dans lequel s'effectuera la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

Si le déserteur a commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du Consul ou de l'Agent consulaire qu'après que le tribunal, qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

Art. 8. Le présent Traité restera en vigueur pendant dix années, à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, le Traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des deux hautes parties contractantes l'aura dénoncé.

Ce Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Vienne, dans le délai de deux mois ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, en double expédition, le vingt-trois février de l'an de grâce 1867.

(L. S.) *Signé* : VICOMTE DE JONGHE D'ARDOYE.

(L. S.) *Signé* : BEUST.

(L. S.) *Signé* : WULLERSTORF.

PRUSSE, BAVIÈRE, SAXE, WURTEMBERG, GRAND-DUCHÉ DE HESSE, ÉTATS DE THURINGE, BRUNSWICK, OLDENBOURG.

Convention du 8 mai, relative à l'établissement d'un droit sur le sel.

Les Gouvernements des États ci-après :

Prusse, Bavière, Saxe, Wurtemberg, Bade, Grand-Duché de Hesse, États formant l'Association de douane et de commerce de la Thuringe, Brunswick, Oldenbourg, animés du désir d'écarter les entraves qui gênent le commerce des sels dans le territoire du Zollverein, ont fait ouvrir à cet effet des négociations et nommé pour Plénipotentiaires, savoir, etc.

Lesquels, sous réserve de ratification, ont conclu la Convention ci-après :

Art. 1^{er}. L'article 10 du Traité du 16 mai 1865 pour la prorogation de l'Association douanière allemande est supprimé, et le commerce du sel est rendu libre dans toute l'étendue du Zollverein.

Art. 2. Le sel, tant celui qui est produit à l'intérieur que celui qui est importé de l'étranger, est soumis à un droit de 2 thalers ou 3 florins 30 kreutzers par quintal de douane (15 francs par 100 kilogr.).

En dehors de cette redevance, il ne pourra, en aucun cas, être pré-

levé d'autre impôt quelconque sur le sel, soit pour le compte de l'État, soit pour le compte de communes ou de corporations.

La dénomination de sel (sel de cuisine) comprend, outre le sel de saline, le sel gemme et le sel de marais, toutes les matières servant habituellement à l'extraction des sels.

Art. 3. Le produit du droit sur le sel entre en communauté de recette. Le montant de ce revenu se partage entre les États associés au prorata de leur population, déduction faite des frais de perception et de contrôle, ainsi que des restitutions pour perceptions indues. La répartition a lieu d'ailleurs d'après les règles établies pour les recettes douanières du Zollverein en général.

Art. 4. La perception et le contrôle du droit prélevé sur le sel seront déterminés, pour le sel indigène, par des arrangements spéciaux à intervenir entre les Gouvernements contractants; et pour le sel importé de l'étranger, par la législation douanière.

Art. 5. Pourront être exemptés des droits, sauf les mesures de précaution requises pour prévenir les abus :

A. Pour le compte de l'Association :

- 1° Les sels destinés à l'exportation pour l'étranger;
- 2° Les sels destinés à des usages agricoles, soit pour la nourriture des bestiaux, soit pour engrais;
- 3° Les sels employés à la salaison, à la saumure, etc., d'objets destinés à l'exportation et exportés;
- 4° Les sels affectés à d'autres usages industriels, à l'exception toutefois de ceux qui entrent dans la confection des denrées alimentaires, et notamment aussi de ceux qui sont employés dans les manufactures de tabacs, dans les fabriques d'eaux minérales artificielles et dans les établissements de bains.

Avant leur mise en franchise, les sels servant aux usages désignés aux n° 2 et 4 devront, sous la surveillance de l'autorité, être dénaturés, c'est-à-dire rendus impropres à l'alimentation humaine. Dans le cas prévu au n° 3, la quantité de sel employée devra être vérifiée au moyen d'un contrôle officiel permanent. Si la vérification n'a pas lieu suivant toutes les formalités requises, les sels ne pourront être délivrés en franchise et jouir du remboursement du droit qu'au compte de l'État particulier intéressé.

B. Pour le compte des États particuliers, outre les sels qui se trouvent dans le cas ci-dessus mentionné :

- 1° Les sels destinés à l'alimentation publique en cas de calamité générale et ceux consommés par les établissements de charité;
- 2° Les sels livrés en franchise de droits à des particuliers en vertu d'anciennes immunités;

3° Les sels destinés à paquer le hareng.

C. Moitié pour compte de l'Association et moitié pour compte des États particuliers :

Les sels destinés à la salaison du hareng et d'autres poissons.

Art. 6. Chacun des États contractants pourra prélever, pour son propre compte, un droit de contrôle ne dépassant pas 2 silbergros ou 7 kreutzers par quintal de douane (50 c. par 100 kilogr.) sur les sels livrés en franchise de droits, à l'exception de ceux destinés à l'exportation et de ceux affectés à la fabrication du sulfate de soude et de la soude.

Art. 7. Les fonctions des délégués du Zollverein et des contrôleurs de stations s'étendent à tout ce qui se rapporte aux droits prélevés sur le sel.

Sera de même applicable dans l'espèce le cartel de douane du 11 mai 1833.

Art. 8. La présente Convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1868.

Elle sera soumise à la ratification des Gouvernements et les ratifications seront échangées à Berlin au plus tard dans le délai de six semaines.

(Suivent les signatures.)

TURQUIE.

Firman donné par le Sultan au vice-roi d'Égypte, en date de Constantinople, juin 1867.

A mon illustre Vizir Ismaïl Pacha, kedewi-el-masr (souverain d'Égypte), grand-vizir en activité, décoré des ordres d'Osmanié et de Medjidié en diamants, et que Dieu continue sa gloire et augmente sa puissance et son bonheur !

En recevant ce firman impérial, apprenez notre décision.

Notre firman qui accordait au kedewi-el-masr le privilège de l'hérédité ordonnait que l'Égypte serait gouvernée conformément au caractère de son peuple, au droit et à l'équité, d'après les lois fondamentales en vigueur dans les autres parties de l'Empire et basées sur le hattî-humayoum de Gulhané.

Cependant l'administration intérieure de l'Égypte, c'est-à-dire tout ce qui a rapport à ses intérêts financiers et à ses intérêts locaux,

étant de la compétence du Gouvernement égyptien, nous vous permettons, pour la conservation et en faveur de ses intérêts, de faire des règlements spéciaux ayant rapport à cette administration intérieure seulement, en continuant à observer en Égypte les traités de notre Empire tels quels. En résumé, vous êtes autorisé à faire des conventions pour les douanes, la police des sujets européens, le transit, la poste, à la condition que ces accords n'aient ni la forme ni le caractère de traités internationaux ou politiques. Dans le cas contraire, si ces accords ne sont pas conformes aux bases ci-dessus et à nos droits fondamentaux de souveraineté, ils seront considérés comme nuls et non avenue.

Dans le cas où le Gouvernement égyptien aurait quelques doutes sur la conformité d'une Convention de ce genre avec les lois fondamentales de notre Empire, il devra en référer à notre Sublime-Porte avant de prendre aucune résolution définitive.

Toutes les fois qu'il se fera en Égypte un règlement de douane spécial dans la forme voulue, avis en sera donné régulièrement à notre Gouvernement, de même que, pour sauvegarder les intérêts commerciaux de l'Égypte dans les traités de commerce qui interviendront entre nous et les Gouvernements étrangers, l'administration égyptienne sera consultée.

Et afin que vous ayez pleine connaissance des volontés énoncées ci-dessus, nous avons ordonné à notre divan impérial de rédiger et de vous adresser le présent firman.

HAÏTI — SAINT-DOMINGUE.

**Traité de paix et d'alliance signé à Saint-Domingue
le 26 juillet 1867.**

Le Président de la République dominicaine et le Président de la République d'Haïti,

Désirant resserrer et perpétuer les bonnes relations qui existent entre les deux États, ont résolu d'établir les bases préliminaires d'un traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation.

A cet effet, ils ont nommé pour leurs commissaires et délégués, à savoir : le Président de la République dominicaine, les citoyens Thomas Bobadilla, Manuel M. Valverde, Pedro A. Bobea, Carlos Nouel, Juan Ramon Fiallo et Juan B. Zafra;

Le Président de la République d'Haïti, les citoyens *Linstant Pradine*, le général *Ultimo Lafontant*, *D. Doucet*, *Saint-Aude*, le général *Cinna Leconte* et *D. Pouilh* ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1^{er}. Il y aura paix et amitié perpétuelles entre la République dominicaine et la République d'Haïti, comme aussi entre les citoyens des deux États, sans exception de personnes ni de lieux.

Art. 2. Le Gouvernement d'Haïti et celui de la République dominicaine s'obligent réciproquement à ne pas permettre ni tolérer que dans leurs territoires respectifs s'établisse aucun individu, aucune bande et aucun parti ayant pour but de troubler d'aucune manière l'ordre de choses constitué dans l'Etat voisin.

Ils s'engagent également à éloigner des frontières, et même à expulser de leurs territoires respectifs, tous les individus dont la présence pourrait causer des troubles ou des désordres dans l'État voisin.

Art. 3. L'article qui précède s'exécutera contre les individus, les bandes ou les partis qui seront désignés, soit en vertu de la réclamation d'un des deux Gouvernements, soit par la connaissance que l'autre acquerrait des faits qui pourraient donner lieu à cette mesure.

Art. 4. Dans le but de resserrer autant que possible les relations qui existent entre les deux Gouvernements, les parties contractantes conviennent de nommer des représentants ou agents consulaires sur les points qu'elles croiront convenables, et lesdits représentants ou agents jouiront pour leurs personnes et propriétés des mêmes prérogatives, immunités et exemptions qui sont ou seront concédées à ceux de même classe de la nation la plus favorisée.

Art. 5. Les deux parties contractantes s'obligent à maintenir de toute leur force et pouvoir l'intégrité de leurs territoires respectifs, et à ne pas céder, engager, ni aliéner en faveur d'aucune puissance étrangère la totalité ou une partie de leurs territoires ni des îles adjacentes qui en dépendent.

Art. 6. Les parties contractantes s'engagent à conclure ultérieurement, s'il y avait lieu, pour les cas d'invasion étrangère, un traité d'alliance défensive.

Art. 7. Un traité spécial fixera ultérieurement la démarcation des limites des deux États; en attendant, ils se maintiendront dans leurs possessions actuelles.

Art. 8. Les Haïtiens et les Dominicains pourront réciproquement et avec toute sécurité et liberté entrer comme les nationaux, avec leurs navires et chargements, dans les ports ouverts au commerce étranger

dans chacun des deux États, et ils seront traités avec une parfaite réciprocité comme les citoyens de la nation la plus favorisée.

Art. 9. Les productions territoriales des deux Républiques qui s'introduiront par les frontières ne seront sujettes à aucun droit fiscal.

Art. 10. Les réclamations qui pourraient être faites par l'un ou l'autre des deux Gouvernements pour ce qui concerne les biens immeubles existant dans l'un ou l'autre État, et qui, au temps de la séparation de 1844, constituaient des propriétés individuelles, se régleront par un traité spécial.

Art. 11. L'extradition des individus accusés de crimes emportant peine afflictive ou infamante, sera l'objet d'un traité spécial.

Ne seront jamais compris dans cette catégorie les coupables de délits politiques.

Art. 12. La présente Convention sera exécutée dans toutes ses parties après l'échange des ratifications, mais les articles 2, 3 et 4 recevront leur exécution immédiatement.

L'échange des ratifications se fera à Port-au-Prince dans le délai de deux mois ; mais le traité de paix définitif devra être conclu six mois après les dites ratifications, ou plus tôt s'il est possible.

En foi de quoi, les commissaires délégués respectifs ont signé et scellé les précédents articles en français et en espagnol.

Fait en duplicata, dans la ville de Santo Domingo, le 26 juillet de l'an du Seigneur 1867.

(L. S.) Signé :	THOMAS BOBADILLA,
(L. S.) Signé :	PEDRO ANTONIO BOBEA.
(L. S.) Signé :	J. R. FIALLO.
(L. S.) Signé :	CARLO NOUEL.
(L. S.) Signé :	JUAN B. ZAFRA.
(L. S.) Signé :	MANUEL MARIA VALVERDE.
(L. S.) Signé :	LINSTANT PRADINE.
(L. S.) Signé :	ULTIMO LAFONTANT.
(L. S.) Signé :	SAINT-AUDE.
(L. S.) Signé :	DOUCET.
(L. S.) Signé :	D. POULH.
(L. S.) Signé :	GINNA LEGONTE.

FRANCE.

Décret pour l'application aux pays y énumérés du Traité de commerce conclu avec le Portugal, en date du 28 juillet 1867.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre le 23 janvier 1860¹, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre et 16 novembre de la même année²;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique le 1^{er} mai 1861³.

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse le 2 août 1862⁴;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863⁵;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864⁶;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes unis de Suède et de Norvège le 14 février 1865⁷;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck le 4 mars 1865⁸;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le Grand-Duché de Mecklembourg-Schwerin le 9 juin 1865⁹;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu entre la France et les Pays-Bas le 7 juillet 1865¹⁰;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Autriche le 11 décembre 1866¹¹;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le Portugal le 11 juillet 1866¹²;

1. Voir *Archives*, 1861, tome III, page 5.

2. Voir *Archives*, 1861, tome III, page 50.

3. Voir *Archives*, 1861, tome III, page 161.

4. Voir *Archives*, 1862, tome IV, page 308.

5. Voir *Archives*, 1864, tome III, page 247.

6. Voir *Archives*, 1864, tome III, page 162.

7. Voir *Archives*, 1865, tome III, page 11.

8. Voir *Archives*, 1865, tome II, page 289.

9. Voir *Archives*, 1865, tome IV, page 184.

10. Voir *Archives*, 1865, tome III, page 411.

11. Voir *Archives*, 1867, tome I, page 49.

12. Voir *Archives*, 1867, tome IV, page 1335.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article 1^{er}. Les dispositions du traité de commerce conclu le 11 juillet 1866 avec le Portugal, sont applicables à l'Angleterre, à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suisse, aux royaumes unis de Suède et de Norwège, aux villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, au Grand-Duché de Mecklembourg-Schwerin, aux Pays-Bas et à l'Autriche.

Art. 2. Nos Ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 28 juillet 1867.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics.*

DE FORCADE.

**Décret pour l'application aux pays y énumérés des dispositions
du Traité de commerce conclu avec le Portugal, concernant les
marchandises d'origine ou de manufacture portugaise, en date
du 28 juillet 1867.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir salut :

Sur la proposition de notre Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics;

Vu le décret du 27 juillet 1867, portant promulgation du traité de
commerce et de navigation conclu le 11 juillet 1866 entre la France et
le Portugal,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article 1^{er}. Les marchandises d'origine ou de manufacture portu-
gaise reprises dans le traité conclu le 11 juillet 1866 entre la France et
le Portugal, importées autrement que par terre ou par navires fran-
çais, ou sous pavillon du Portugal, seront soumises :

1^o A une surtaxe de 25 centimes par 100 kilogrammes lorsque ces
marchandises sont affranchies de tout droit à l'entrée, ou lorsqu'elles
sont taxées à moins de trois francs par 100 kilogrammes ;

2^o Aux surtaxes édictées par l'article 7 de la loi du 28 avril 1816,
lorsque ces marchandises sont assujetties à un droit de trois francs et
et au-dessus par 100 kilogrammes.

Art. 2. Nos ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais des Tuileries, le 28 juillet 1867.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

DE FORCADE.

**Décret pour l'application aux pays y énumérés des dispositions
du Traité de commerce conclu avec le Portugal, concernant
les tissus y désignés du Portugal, en date du 28 juillet 1867.**

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir salut :

Sur la proposition de notre Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Angleterre le 23 janvier 1860,
et les Conventions complémentaires des 12 octobre et 16 novembre
de la même année ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique le 1^{er} mai 1861 ;

Vu le traité conclu avec la Prusse le 2 août 1862 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864 ;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes de Suède et de
Norvège le 14 février 1865 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les
villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck le 4
mars 1865 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le Grand-
Duché de Mecklembourg-Schwerin le 9 juin 1865 ;

Vu la Convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne
le 18 juin 1865 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu entre la France et
les Pays-Bas le 7 juillet 1865 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Autriche le 11 décembre 1866 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le Portugal
le 11 juillet 1866 ;

Vu nos décrets des 9 septembre, 14 décembre 1861 (article 2), 8 janvier, 15 février, 23 novembre 1862, 15 avril, 16 juillet 1863 et 20 janvier 1864, fixant les ports et bureaux de douane ouverts à l'importation des tissus anglais, belges et italiens taxés à la valeur,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article 1^{er}. Les dispositions des décrets susvisés sont applicables aux tissus du Portugal taxés à la valeur.

Art. 2. Nos Ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 28 juillet 1867.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

DE FORCADE.

Décret pour l'application aux pays y énumérés des dispositions du Traité de commerce avec le Portugal, concernant l'importation des marchandises d'origine portugaise, en date du 28 juillet 1867.

NAPOLÉON.

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir salut :

Sur la proposition de notre Ministre de l'agriculture du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre le 23 janvier 1860, ainsi que les Conventions annexes des 12 octobre et 16 novembre de la même année ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique le 1^{er} mai 1861 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse le 2 août 1862 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863 ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864 ;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes-unis de Suède et de Norvège le 14 février 1865 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck le 4 mars 1865 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le Grand-Duché de Mecklembourg-Schwerin le 9 juin 1865 ;

Vu la Convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne le 18 juin 1865 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu entre la France et les Pays-Bas le 7 juillet 1865 ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Autriche le 11 décembre 1866 ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le Portugal le 11 juillet 1866 ;

Vu nos décrets des 1^{er} octobre, 14 décembre 1861 (article 1^{er}) et 20 juillet 1862, qui fixent les restrictions d'entrée et d'emballage applicables à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article 1^{er}. Les dispositions de nos décrets susvisés sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine portugaise.

Art. 2. Nos Ministres de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 28 juillet 1867.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

DE FORCADE.

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES-
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

AUTRICHE.

LIVRE ROUGE.

DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AUX DÉLÉGATIONS DES DIÈTES DE VIENNE
ET DE PESTH RÉUNIES A VIENNE, LE 4 FÉVRIER 1868.

Correspondances du Ministère *Impérial et Royal* des Affaires étrangères
de novembre 1866 à la fin de 1867.

(Suite¹.)

III

AFFAIRES D'ORIENT.

N° 71. Le baron de Beust au chevalier de Vetsera
à Constantinople.

Vienne, le 8 août 1867.

Monsieur le Chevalier,

Sur les sollicitations du Consul de l'Empereur à la Canée, vous m'avez demandé par votre rapport du 19 juillet dernier, n° 43 D, des instructions sur la ligne de conduite à suivre par ledit Consul ainsi que

1. Voir *Archives*, 1868, tome I^{er}, pages 323 et suivantes.

par les commandants des bâtiments de guerre autrichiens stationnés dans les eaux de la Crète, pour le cas où nécessité il y aurait de donner un asile à bord de nos bâtiments aux victimes de la lutte qui déssole dans ce moment la Candie.

Le Gouvernevement impérial n'a pas voulu refuser son concours à une œuvre d'humanité à laquelle d'autres Puissances ont également considéré comme un devoir de se dévouer et que la Sublime-Porte elle-même ne peut qu'approuver.

Vous trouverez ci-joint la copie des instructions que M. le Baron de John, d'ordre de S. M. l'Empereur, vient de faire transmettre par l'entremise de la section pour la marine à M. le capitaine de vaisseau Chevalier Pokorny, commandant l'escadre impériale qui se trouve actuellement dans l'Archipel, en l'autorisant à en informer par le télégraphe les commandants des différents bâtiments placés sous ses ordres.

Au terme de ces instructions, nos commandants pourront embarquer, à l'exemple des navires d'autres nations, tous ceux, sans distinction d'origine, qui réclameront leur protection pour échapper aux conséquences des tristes événements dont la Crète est dans ce moment le théâtre.

La communication qui nous a été faite, depuis, par Hayder Efendi, dans des termes identiques à ceux que m'annonçait l'un de vos derniers rapports, nous a fait voir que la Sublime-Porte mettait du prix à voir transporter de préférence sur territoire ottoman les réfugiés de la Candie, en leur promettant aide et protection de toute espèce. En conséquence, le Ministère de la guerre s'est empressé de compléter dans ce sens sous la date du 5 courant les instructions pour nos commandants.

Veuillez, monsieur le Chevalier, instruire M. Stiglich, conformément à ce qui précède, tant pour sa propre gouverne que pour s'entendre avec nos commandants.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

**N° 72. Le consul Stiglich au chevalier de Vetsera
à Constantinople.**

La Canée, le 3 septembre 1867.

Monsieur le Chevalier,

J'ai l'honneur de porter respectueusement à la connaissance de Votre Seigneurie, que ce matin est arrivée à la Suda Vecchia la ca-

nonnière le *Wall*, de la marine impériale et royale, de retour de son premier voyage au Pirée, entrepris pour le transport en Grèce des Crétois embarqués dans la rade d'Armiro dans la matinée du 28 août dernier.

Le nombre des personnes embarquées d'après la déclaration de mon fils et les informations de M. le commandant, monte à 952, savoir :

- 400 femmes ;
- 300 enfants des deux sexes ;
- 50 vieillards ;
- 150 hommes valides ;
- 2 volontaires maniotes,

appartenant tous au district d'Apocorona, territoire de la Canée et habitant différents villages tels que Matheli, Kalomitu, Pédaki, Argudena et autres. Quelques-uns d'entre eux ayant été interrogés sur les motifs qui les portaient à quitter leur patrie, tous, hommes et femmes se sont accordés à dire que la cause de leur expatriement étaient les mauvais traitements infligés aux chrétiens par les Turcs, qui pendant la révolution actuelle avaient commis beaucoup de massacres d'hommes, d'enfants et de femmes, et avaient détruit leurs habitations ; que dans les villages où ils rencontraient des enfants qui n'avaient pas encore atteint l'âge de dix ans ils les violaient, commettant beaucoup d'autres actes barbares, jusqu'à brûler les vieillards et les enfants ; qu'ils profanaient les églises et les tombeaux, et que tout ce qu'ils trouvaient dans les maisons ils l'enlevaient et le détruisaient.

Mais interrogés en même temps si eux-mêmes avaient eu à supporter une des atrocités indiquées, ou s'ils en avaient vu d'autres en souffrir de loin ou de près et cela de leurs propres yeux, ils ont répondu qu'ayant été pendant ce temps sur les hauteurs des montagnes pour éviter les tourments, ils n'avaient rien souffert de tout cela ni vu, mais qu'ils l'avaient simplement entendu raconter. Un seul des interrogés qui se nomme Papa Manoli-Lilaki, du village de Marthi, a déclaré qu'étant resté le dernier dans son propre village, il avait vu d'une certaine distance, sans expliquer son dire suffisamment, brûler une vieille femme, mais il n'a pu indiquer son nom.

M. le commandant m'a assuré en son particulier qu'il n'est point porté à croire tout ce qu'ont déclaré les personnes interrogées, parce que, d'après la manière dont elles s'exprimaient en déclarant n'avoir rien vu de leurs yeux, mais avoir simplement entendu dire, elles ne disaient pas la vérité ; qu'il avait parlé dans ce sens au commandant de l'escadre qu'il avait rencontré dans son voyage à Syra.

Le même commandant a encore ajouté que lorsqu'il se présenta sur la rade d'Armiro, les réfugiés se jetèrent dans l'eau pour ne pas

rester les derniers à s'embarquer et que beaucoup d'hommes et de volontaires eux-mêmes se seraient embarqués s'ils n'en avaient été empêchés et menacés par ceux qui étaient restés sur le rivage, pour surveiller l'embarquement.

Que les embarqués se trouvaient généralement dans un état misérable malgré que quelques-uns eussent de volumineux bagages, quelques autres de l'huile; que dans tous les cas on devait plaindre leur sort, parce qu'ils se rendaient dans un pays où ils ne trouveraient peut-être pas les secours qu'ils espéraient.

Le Wall se tient prêt à entreprendre un second voyage avec l'approbation du commandant de l'escadre; je ne manquerai pas d'informer Votre Seigneurie de l'issue des voyages ultérieurs.

Je vous confirme mon rapport du 30 août, n° 266-60, et je saisis l'occasion, etc., etc.

Signé : STIGLICH.

N° 73. Le chevalier Vetsera au baron de Beust.

(Extrait.)

Thérapia, le 6 septembre 1867.

Monsieur le Ministre,

L'amiral Simon a reçu l'ordre de Paris, de suspendre pour tous les bâtiments de son escadre, le transport des réfugiés crétois, parce qu'on avait satisfait aux exigences de l'humanité.

Les rapports de l'amiral ainsi que ceux des commandants placés sous ses ordres n'auront pas été sans influence sur cette résolution du cabinet français.

Les bâtiments français ont embarqué des réfugiés de tous les points de l'île. Tous ne connaissaient les massacres que par ouï-dire. Quoique les vaisseaux français aient transporté plus de 5000 personnes, il ne se trouvait aucun individu dans ce nombre qui eût été témoin de ces scènes de carnage ou qui eût eu à souffrir lui-même de mauvais traitements.

Recevez, etc.

Signé : VETSERÄ.

N° 74. Le chevalier de Vetsera au baron de Beust.

Thérapia, le 17 septembre 1867.

Monsieur le Ministre,

Je joins à ce pli le rapport sur le premier transport de réfugiés crétois exécuté par la canonnière de Sa Majesté *le Wall*.

Cette relation rapporte les mêmes faits que les commandants des vaisseaux de guerre français. Tous les fugitifs connaissent par ouï-dire les scènes de carnage, mais personne, parmi eux, n'en a rien vu ou n'a eu à supporter de dommage.

Ils sont bien dénués de conscience ceux qui, sous de vaines promesses, ont engagé des milliers de malheureux à quitter le sol natal pour ne leur présenter en échange que la perspective de mourir dans la misère.

J'apprends que la canonnière prussienne *l'Éclair* a suspendu ses voyages humanitaires sous prétexte d'avaries.

Recevez, etc., etc.

Signé : VETSERA.

N° 75. Le baron de Beust au chevalier de Vetsera.

Vienne, le 18 septembre 1867.

Monsieur le Chevalier,

Les rapports consulaires qui nous sont parvenus ainsi que les avis des commandants de la marine impériale et royale, sur le véritable état des choses qui nous avaient engagé, à l'exemple d'autres puissances, à recevoir à bord de nos vaisseaux des Crétois dans la détresse, sont d'accord avec les nouvelles que d'autres Gouvernements ont reçues sur le même objet. On ne peut donc révoquer en doute que le transport de familles ou d'individus de l'île de Candie en Grèce, au lieu d'être réclamé pour des considérations d'humanité, ne sert qu'à des vues politiques bien éloignées du Cabinet impérial. Nous avons donc invité le commandant de l'escadre à prendre les mesures nécessaires pour suspendre le transport de réfugiés candiotes à bord de vaisseaux de guerre de la marine impériale.

Agréez, etc.

Signé : BEUST.

N° 76. Le chevalier de Vetsera au baron de Beust.

Thérapia, le 8 octobre 1867.

Monsieur le Ministre,

Dans le cours de mon entretien d'hier avec M. le Ministre des affaires étrangères, Fuad-Pacha m'a annoncé que le Gouvernement turc avait l'intention de conclure un accord avec la société du Lloyd autrichien, d'après lequel les réfugiés candiotes qui voudraient retourner de Grèce en Crète et témoigneraient de leur nationalité au moyen d'un billet du Consul turc seraient reconduits dans l'île aux prix ordinaires. Le Gouvernement turc se chargerait de payer les prix de transport à la société du Lloyd.

Fuad-Pacha m'a déclaré que le Gouvernement avait l'intention, une fois la tranquillité rétablie, de faciliter le retour à tous ceux qui avaient quitté leurs foyers au commencement de l'insurrection.

Ce rapatriement ne doit avoir lieu d'abord que sur une petite échelle; il espère que l'exemple donné en entraînera beaucoup d'autres.

Agréé, etc., etc.

Signé : VETSERA.

N° 77. Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris.

Vienne, le 10 novembre 1867.

Mon Prince,

Nous avons pris connaissance avec un vif intérêt de votre rapport du 2 de ce mois, coté 62 D, qui nous informe de l'entretien confidentiel que vous avez eu avec M. le marquis de Moustier sur les affaires d'Orient et particulièrement sur celles de Servie.

Veuillez exprimer à M. le Ministre des affaires étrangères mes sincères remerciements pour les communications qu'il a bien voulu mettre Votre Altesse à même de me faire. Je constate avec plaisir cette nouvelle preuve des dispositions que montre le Gouvernement français de s'entendre avec l'Autriche sur les questions orientales.

Les troupes de Candie et la fermentation régnant dans quelques parties de l'empire ottoman ont fourni dans ces derniers temps à mon prédécesseur l'occasion d'entretenir souvent Votre Altesse des vues du Gouvernement impérial sur les affaires d'Orient. A peine sortie d'une guerre désastreuse, l'Autriche éprouve, avant tout, le besoin de

réparer ses forces et d'éloigner, autant que faire se peut, des complications qui menaceraient le maintien de la paix européenne. C'est vous dire, mon Prince, que nous regarderions dans ce moment comme fort inopportune toute solution radicale de la question d'Orient, et notre premier désir est donc de ne point voir se poser devant l'Europe le problème redoutable de la dissolution de l'Empire ottoman. Nous croyons être d'accord sur ce point avec le Gouvernement français, qui nous a maintes fois témoigné le vœu de ne pas voir troublée la tranquillité de l'Europe. Le Gouvernement impérial joindra ses efforts sincères à ceux qui seront faits pour empêcher que le trône du Sultan ne s'écroule. D'un autre côté, l'Autriche ne saurait refuser ses sympathies et son appui dans une certaine mesure aux populations chrétiennes de la Turquie qui ont parfois de justes réclamations à élever et qui sont rattachées à quelques-uns des peuples de l'empire d'Autriche par des liens étroits de race et de religion. La France aussi accorde constamment une protection généreuse aux chrétiens d'Orient quand ils renferment leurs demandes dans des bornes équitables et modérées. Les deux Gouvernements pourront donc facilement, je l'espère, se mettre d'accord pour suivre une ligne de conduite conforme à ce double principe en tenant compte à la fois des intérêts des populations chrétiennes comme de ceux de la politique, qui exige le maintien de la domination musulmane.

C'est également à ce point de vue, il me semble, que nous devons examiner la question dont traite spécialement votre rapport du 2 de ce mois. Le Gouvernement impérial surveille avec attention ce qui se passe en Serbie. Il n'est point étonnant que les concessions obtenues par les Moldo-Valaques y aient du retentissement et n'engagent le prince Michel à présenter à son tour quelques demandes qui fortifieraient l'autonomie dont jouit la Serbie. Nous avons trop d'intérêt à cultiver des rapports de bon voisinage avec les Serbes pour nous opposer à ce qu'il leur soit accordé des satisfactions pouvant se concilier avec les droits de la Porte. Nous ne voudrions pas non plus qu'on crût à Belgrade que le Gouvernement russe est le seul qui soit disposé à montrer de la sollicitude pour la situation de la Serbie.

L'occupation de la citadelle ne saurait avoir pour la Turquie une importance sérieuse au point de vue militaire. Les Serbes, de leur côté, attachent un grand prix à se voir délivrés de la présence de soldats étrangers, qu'ils considèrent comme une humiliation et qui est en outre une cause permanente de rixes et de difficultés. Nous ne serions donc pas éloignés de partager le sentiment de M. le marquis de Moustier sur cette question et de croire qu'elle pourrait être résolue à l'avantage mutuel des deux parties, si les Serbes donnaient à la Porte, en retour de cette concession, des garanties efficaces de

calme et de loyauté dans l'avenir. Par égard pour l'indépendance du Gouvernement ottoman, nous ne voudrions pas le presser avec instance d'aller au-devant des vœux des Serbes, mais j'engage M. le baron de Prokesch à s'exprimer de manière à ce qu'on sache à Constantinople que nous ne sommes point opposés à l'idée de sages concessions et que nous applaudirions même à toute mesure qui, sans mettre en question la suzeraineté de la Porte, contenterait la Servie et assurerait ainsi la tranquillité de ce pays.

Veuillez, mon Prince, vous énoncer dans le sens de la présente dépêche, que je vous autorise même à placer confidentiellement, si vous le jugez à propos, sous les yeux de M. le marquis de Moustier, et recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 78. Le comte Apponyi au baron de Beust.

Londres, le 19 novembre 1866.

Monsieur le Ministre,

Afin de mettre le Cabinet anglais plus exactement au courant des vues du Gouvernement impérial relativement à la question de la Servie, j'ai cru pouvoir donner confidentiellement lecture à lord Stanley de la dépêche que Votre Excellence a adressée à ce sujet au prince de Metternich, à la date du 10 courant.

Ayant prié Sa Seigneurie de me faire connaître les dispositions de son Gouvernement par rapport aux réclamations serbes, voici quelle a été sa réponse :

Lord Stanley pense que, vu la situation actuelle de la Turquie, le Sultan est dans la nécessité de faire aux populations chrétiennes de son Empire de larges concessions qui, quelque dures qu'elles puissent lui paraître, sont devenues indispensables. Il faut donc que les Principautés et la Servie deviennent plutôt les alliés que les sujets des Turcs et que leur autonomie soit aussi étendue que possible. Partant de ce point de vue, lord Stanley est assez disposé à admettre en principe les réclamations serbes et à concourir à ce qu'il y soit fait droit. Cependant il m'a avoué ne pas avoir suffisamment approfondi la matière, pour pouvoir me donner dès à présent une réponse détaillée et définitive. Il croit d'ailleurs que la question ne deviendra palpitante que vers le printemps et que d'ici là nous aurons le temps de nous entendre.

Agréez, etc., etc.

Signé : APPONYI.

N° 79. Le comte de Kálnoky au baron de Beust.*(Extrait.)*

Londres, le 5 décembre 1866.

Monsieur le Ministre,

D'après ce que lord Stanley vient de me dire, ses rapports de Constantinople confirment qu'on doit s'attendre à une résistance tenace de la part du Gouvernement turc sur la question de Belgrade. « C'est pour la Porte un souvenir historique auquel elle se croit obligée de tenir dans l'intérêt de sa dignité et de son autorité. » — Le Principal Secrétaire d'État constata de nouveau avec satisfaction l'accord qui existait au sujet de cette affaire entre les Cabinets de Vienne, de Paris et de Londres, en ajoutant : « Je connais votre manière de voir et celle de la France que j'approuve entièrement, avec la nuance peut-être que nous considérons cette question comme une affaire qui regarde essentiellement la Turquie et où nous n'avons pas à nous mêler. Nous avons conseillé à Constantinople de faire des concessions, c'est au Gouvernement turc à décider s'il croit devoir en faire. S'il refuse de sortir de Belgrade, il est dans son droit, et nous devons nous borner à lui dire que c'est de la mauvaise politique et que par conséquent il a tort. »

Agréé, etc.

Signé : KALNOKY.

**N° 80. Le baron de Beust au baron de Prokesch
à Constantinople.**

Vienne, le 11 novembre 1866.

Monsieur le Baron,

Par le rapport ci-joint en copie, notre Ambassadeur à Paris rend compte d'un entretien qu'il a eu avec M. le marquis de Moustier sur les plans que, d'après les informations de ce Ministre, nourrirait le Gouvernement serbe. Votre Excellence trouvera sous ce pli la réponse à laquelle ces révélations ont donné lieu de notre part.

Vous y verrez, monsieur le Baron, quelle est, en général, la manière de voir du Cabinet impérial au sujet des questions qui doivent être soulevées par le Gouvernement de Belgrade. Il va sans dire que nous n'avons pas à prendre, à cet égard, l'initiative à Constantinople. Nous attendons, d'ailleurs, sous peu, l'arrivée d'un agent serbe,

chargé de nous informer en détail des réclamations que le prince Michel entend adresser à la Porte. Jusque-là, il nous semble sage de suspendre notre jugement. Mais dès à présent, je crois utile de vous inviter, monsieur le Baron, à ne pas laisser ignorer aux Ministres turcs que, sans prétendre exercer aucune pression sur leurs déterminations, nous pensons qu'en thèse générale, la Sublime-Porte ferait acte de prudence en ne repoussant pas de prime abord toute idée de sages concessions. Celles qu'elle vient de faire paraissent s'accorder parfaitement avec le principe de l'intégrité de l'Empire ottoman. Si, à l'égard de la Serbie, la Sublime-Porte se prêtait également à des accommodements sur certaines questions qui, sans compromettre les droits essentiels du Suzerain, fussent de nature à satisfaire le Gouvernement de cette Principauté, nous ne pourrions que voir dans un pareil arrangement un nouveau gage donné à la tranquillité de ce pays et, par conséquent, au maintien de la paix en Orient qu'il importe tant de maintenir.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 81. Le prince de Metternich au baron de Beust.

Paris, le 14 novembre 1866.

Monsieur le Ministre,

J'ai placé sous les yeux de M. le marquis de Moustier, selon l'autorisation que Votre Excellence m'en a donnée, la dépêche du 10, n° 1, concernant les affaires de Serbie.

Le Ministre des affaires étrangères a accueilli cette pièce avec tout l'intérêt qu'elle mérite. Il s'est plu à relever l'attention prudente que le Gouvernement impérial dirige de ce côté et se dit prêt à souscrire aux termes dans lesquels Votre Excellence exprime le jugement qu'elle porte sur cette question délicate.

Tout en applaudissant aux intentions exprimées par Votre Excellence, M. de Moustier ne semble pas encore entièrement fixé sur la manière dont le Cabinet français jugera à propos de faire valoir à Constantinople les demandes serbes. Il m'a néanmoins assuré qu'il me tiendrait au courant de cette affaire.

Agréez, etc., etc.

Signé : METTERNICH.

N° 82. Le comte Kálnoky au baron de Beust.

Londres, le 29 décembre 1866.

Monsieur le Ministre,

Lord Stanley étant revenu de la campagne lundi, j'ai pu le voir hier pour l'entretenir des affaires de Serbie dans le sens des dépêches de Votre Excellence.

Le Principal Secrétaire d'État m'a paru très-satisfait du contenu de ces pièces; il m'a répété à plusieurs reprises que dans cette question la manière de voir du Cabinet impérial était pleinement partagée par le Gouvernement britannique et que les instructions envoyées à lord Lyons la semaine dernière s'accordaient exactement avec la ligne de conduite suivie par M. l'Internonce. Quant au Cabinet des Tuileries, Sa Seigneurie me dit savoir qu'il entretenait des vues tout à fait analogues aux nôtres. Le Ministre approuva expressément la sagesse avec laquelle M. le baron de Prokesch évite de donner ombrage aux susceptibilités de la Porte et dit avoir également recommandé à l'Ambassadeur de Sa Majesté britannique de s'abstenir de tout semblant de pression sur le Gouvernement ottoman. — L'idée d'un voyage du prince Michel à Constantinople lui paraissant fort bonne, il est prêt à l'appuyer et veut en écrire à lord Lyons.

Agréez, etc., etc.

Signé : KALNOKY.

**N° 83. Le baron de Beust au baron de Prokesch
à Constantinople.**

Vienne, le 20 décembre 1866.

Monsieur le Baron,

Le ton de la lettre du prince de Serbie au Grand Vizir, dont M. Ristich vous a donné communication, nous paraît fort convenable et les termes chaleureux et non équivoques dans lesquels le Prince y affirme sa fidélité constante à son Suzerain nous semblent propres à tranquilliser la Sublime-Porte sur ses intentions.

J'ai aussi tout lieu d'être satisfait du langage de l'Envoyé serbe, M. Marinovich, qui, en venant de Saint-Petersbourg, s'est présenté chez moi. D'après ce qu'il m'a dit, le prince Michel serait disposé à se rendre en personne à Constantinople, s'il était assuré que ses désirs seraient remplis. M. Marinovich a vivement protesté de la loyauté de la Serbie et de sa volonté de rester unie à l'Empire ottoman, si on

la délivre d'une occupation armée qui, à ses yeux, l'humilie et paralyse son essor sans procurer aucun avantage réel à la Porte.

Toutes ces explications ne font que nous confirmer dans notre sentiment sur l'opportunité de concessions qui satisferaient le peuple serbe et l'empêcheraient de céder aux suggestions tendant à l'induire à des actes de violence pour obtenir l'objet de ses réclamations. Votre Excellence voudra bien s'énoncer confidentiellement dans ce sens vis-à-vis des Ministres ottomans, tout en continuant à ménager les susceptibilités de la Porte. Persuadé comme il doit l'être du désintéressement et de l'esprit de bienveillance qui dictent nos conseils, le Gouvernement du Sultan reconnaîtra, nous en avons l'espoir, l'utilité de faire acte de condescendance envers le prince Michel et de ne pas opposer à ses demandes une fin de non-recevoir qui ne pourrait qu'envenimer la situation.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 84. Le comte de Mülinen au baron de Beust.

Paris, le 21 décembre 1866.

Monsieur le Ministre,

J'ai entretenu M. le Ministre des affaires étrangères dans le sens qui m'était indiqué par la dépêche du 12 décembre, cotée n° 4, et par celle du 13 décembre.

M. le marquis de Moustier a pris connaissance avec satisfaction des bons résultats que la ligne de conduite suivie par l'Autriche dans la question serbe commençait déjà à amener. Il est complètement d'accord avec la réserve que s'impose le baron de Prokesch pour ménager les susceptibilités de la Porte.

Quant à l'attitude de la France dans cette affaire, mon interlocuteur m'a fait observer qu'il me l'avait déjà fait pressentir, qu'elle avait été et qu'elle serait complètement identique avec celle que nous avons adoptée.

Mon interlocuteur me dit à cette occasion que le baron de Budberg lui ayant touché un mot de la question serbe et lui ayant demandé s'il était resté fidèle aux principes qu'il avait développés, il y a quatre ans, au sein de la Conférence de Constantinople, il lui avait répondu qu'il n'avait pas varié, que maintenant comme alors il refusait aux forteresses turques toute utilité matérielle pour la Puissance suzeraine. Toutefois il fallait que la Serbie sauvegardât la dignité de la Porte et offrit des compensations morales comme prix de la conces-

sion qui lui serait faite et comme garantie que celle-ci ne tournerait jamais au détriment du Suzerain. C'est seulement alors qu'on pourrait peser sur la Turquie pour l'engager à faire droit aux demandes de la Serbie.

Agrérez, etc. etc.

Signé : MULINEN.

N° 85. Le comte de Kalnoky au baron de Beust.

(Extrait.)

Londres, le 25 décembre 1866.

Monsieur le Ministre,

Lord Stanley approuva vivement les conseils de modération que Votre Excellence ne cesse d'adresser au Gouvernement serbe et me dit que c'est exactement le langage que le Consul britannique à Belgrade est chargé de tenir.

Recevez, etc.

Signé : KALNOKY.

**N° 86. Le baron de Beust au baron de Prokesch
à Constantinople.**

Vienne, le 29 mars 1867.

Monsieur le Baron,

Hayder Efendy m'a donné communication de la dépêche ci-jointe en copie que vient de lui adresser son Gouvernement pour l'informer de l'excellent accueil que l'arrangement relatif aux forteresses de Serbie a rencontré dans ce pays et de la prochaine venue à Constantinople du Prince Michel, désireux de présenter à Sa Majesté Impériale le Sultan l'hommage de sa reconnaissance pour un témoignage aussi éclatant de la sollicitude de son suzerain.

L'arrangement dont il s'agit et qui est consacré par la lettre vizerielle dont Votre Excellence m'a transmis le texte par son rapport n° 10-A. du 8 courant, a donné aux aspirations légitimes du peuple serbe une satisfaction dont nous nous réjouissons sincèrement dans l'intérêt de la Serbie autant que dans celui de la Sublime-Porte elle-même, et nous avons l'espoir qu'il aura pour conséquence de dissiper entièrement les nuages qui s'étaient élevés de ce côté et qui pouvaient porter dans leurs flancs des orages redoutables pour la paix de

l'Orient. Si, comme il est permis de le croire, les conseils bienveillants du Cabinet Impérial ont été pour quelque chose dans cette sage détermination du Gouvernement ottoman, nous ne pouvons que nous en féliciter.

Nous n'avons pas été moins heureux d'apprendre, par la dépêche de Fuad-Pacha, que le Sultan vient d'ordonner l'application générale à toutes les provinces de l'Empire de réformes administratives conçues dans le sens du progrès et destinées surtout, ainsi que le dit le Ministre, à procurer de légitimes satisfactions aux sujets ottomans, à quelque croyance religieuse qu'ils appartiennent. Il ne nous reste qu'à exprimer l'espoir que les intentions éclairées du Gouvernement turc sortiront leur plein et entier effet, et que les résultats viendront donner un démenti à l'opinion de ceux qui ne craignent pas de contester à l'Empire ottoman la faculté de se régénérer en poursuivant la voie salutaire dans laquelle le Hat-houmaïoum de 1856 a marqué le premier pas.

Recevez, etc. etc.

Signé : BEUST.

N° 87. Le comte de Mülinen au baron de Beust.

Paris, le 6 décembre 1866.

Monsieur le Ministre,

M. le Ministre des affaires étrangères m'ayant insinué assez ouvertement qu'il attacherait du prix à connaître les vues de l'Autriche en face de la question d'Orient, afin de pouvoir préparer une entente, je me permis de rappeler à Son Excellence la dépêche du 10 novembre, cotée n° 1, qui lui avait été communiquée et dans laquelle le Cabinet Impérial montrait un grand empressement à faire connaître son point de vue en matière d'affaires orientales en général et relativement à la Serbie en particulier.

M. le Ministre des affaires étrangères étant revenu sur l'avantage qu'il y aurait à ne point se laisser prendre au dépourvu et ayant insisté sur le rôle actif et d'initiative qui revenait à l'Autriche, je me suis borné à lui donner l'assurance que je ne doutais pas que Votre Excellence n'acceptât la conversation sur ce sujet.

Agréez, etc.

Signé : MULINEN.

N° 88. Le comte de Mälinen au baron de Beust.

Paris, le 30 décembre 1866.

Monsieur le Ministre,

M. le Ministre des affaires étrangères m'a confirmé que les nouvelles arrivant d'Orient faisaient craindre de graves complications, et il ne m'a pas caché qu'à son sens il n'y avait pas de temps à perdre pour parer à cet état de choses.

Je me suis permis de faire observer à mon interlocuteur que je ne doutais pas que la France ne rencontrât auprès du Cabinet Impérial et Royal le plus grand empressement à l'aider à atteindre ce but.

Le Marquis de Moustier me répondit qu'il ne doutait point de trouver chez Votre Excellence un appui sympathique, s'il avait à proposer un moyen de pacifier l'Orient, mais que malheureusement ce moyen était difficile à trouver et que c'était justement en raison de cette difficulté qu'il voulait provoquer une sorte de « consultation de médecins, » afin de connaître l'avis de chacun sur le remède à apporter au mal. L'Autriche étant plus directement intéressée à ce qui se passe dans son voisinage, il s'adressait tout particulièrement à Votre Excellence qui mieux que tout autre pouvait puiser dans sa profonde connaissance des affaires quelque remède à l'état de choses actuel.

L'attitude de l'Angleterre en Grèce, qui dans les derniers temps était faite pour surprendre, aurait été modifiée récemment, et j'apprends que les agents britanniques en Grèce et le chef de l'escadre anglaise auraient reçu l'ordre de rengainer leurs sympathies par trop philhellènes.

Agréez, etc. etc.

Signé : MULINEN.

N° 89. Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris.Vienne, le 1^{er} janvier 1867.

Pendant le séjour que vous venez de faire à Vienne, je vous ai entre-tenu, mon Prince, de nos graves préoccupations par rapport aux affaires d'Orient et de notre intention de nous ouvrir à ce sujet en toute confiance au Cabinet des Tuileries.

La situation où se trouve en ce moment la Turquie mérite en effet l'attention sérieuse des Cabinets. Toutes les nouvelles s'accordent

à faire pressentir que l'insurrection de Candie, bien que comprimée dans la majeure partie de l'île, n'en continuera pas moins à couvrir jusqu'au printemps. Dans la plupart des autres parties de l'Empire ottoman habitées par des chrétiens, tout est préparé pour une levée de boucliers ; les excitations venant de Grèce alimentent sans cesse la fermentation dans les provinces limitrophes, et il est tel point du territoire turc où l'agitation s'est déjà, à l'heure qu'il est, traduite en lutte ouverte.

Nous n'avons pas à analyser ici les causes qui ont déterminé cet entraînement soudain des esprits, ni à examiner les fautes qui peuvent avoir contribué à l'accélérer ou les moyens par lesquels il eût été possible d'arrêter les progrès du mal.

Ce qu'il y a de certain, c'est que cet état de choses est de nature à faire surgir de graves dangers pour la paix de l'Europe, si les Puissances ne s'appliquent, en temps opportun, à prendre des mesures efficaces pour les prévenir.

Il est impossible de se dissimuler que les remèdes à l'aide desquels on a cherché, dans le cours des dernières années, à maintenir le *statu quo* en Orient, se sont montrés insuffisants à maîtriser des difficultés que chaque jour est venu accroître.

En effet, la marche des événements qui ont ensanglanté l'île de Crète semble dénoter un certain amoindrissement dans la force de résistance dont dispose le Gouvernement du Sultan, puisqu'un territoire d'une étendue peu considérable, dont, il est vrai, la position insulaire augmente l'importance, est en état de tenir si longtemps en échec la puissance musulmane.

D'un autre côté, depuis la signature du traité de Paris de 1856, la condition générale des États européens a subi des modifications notables et, grâce aux succès remportés par le principe de nationalité en dehors de la Turquie, le désir d'obtenir des triomphes pareils a dû se faire jour avec un redoublement de vivacité au sein des populations chrétiennes de cet Empire, même indépendamment de toute impulsion de l'étranger.

La physionomie de l'Orient, prise dans son ensemble, se présente donc aujourd'hui sous un aspect essentiellement différent de celui qu'elle avait en 1856, et les stipulations de cette époque, aussi bien que les conventions spéciales dont elles furent suivies, dépassées qu'elles sont, sur plus d'un point important, par les événements survenus depuis, ne suffisent plus aux nécessités de la situation actuelle.

Ajoutons que, tout en reconnaissant la Conférence de Paris comme virtuellement existante, l'on ne saurait disconvenir qu'elle s'est montrée au-dessous de sa tâche ou, tout au moins, que les circonstances

ont tourné de façon à lui en rendre l'accomplissement impossible. La Conférence a été amenée, par la force des choses, à enterrer plus d'une des dispositions capitales de l'Acte de 1856. C'est ainsi qu'elle a donné le coup de grâce à celle qui consacrait la séparation des Principautés danubiennes, en autorisant l'établissement d'un corps politique unitaire. C'est ainsi que, tout récemment encore, à la chute du dernier Hospodar, elle n'a pu faire respecter les traités pour la nomination de son successeur. En plus d'une occasion, le rôle de la Conférence de Paris s'est borné à donner, après coup, sa sanction à des faits accomplis en dehors de son action et qui étaient en désaccord avec les conventions placées sous sa sauvegarde.

Il y a là plus de motifs qu'il n'en faut pour faire faire aux Cabinets de sérieuses réflexions et pour les engager à se demander ce qu'il y aurait à faire dans le but de préserver l'Europe des convulsions où la jetterait l'écroulement subit de la domination ottomane, et si le moment n'est pas venu de procéder à une révision du traité de Paris du 30 mars 1856 et des actes subséquents, à opérer de commun accord par les Puissances qui les ont conclus, le Royaume d'Italie prenant aujourd'hui la place du Royaume de Sardaigne.

Cette révision aurait, ce nous semble, à se proposer un double but.

Le traité de Paris a laissé dans le vague la pensée de ses auteurs en ce qui concerne les droits des populations chrétiennes sujettes du Sultan. En mentionnant expressément le Hat-houmaïoum, le traité a donné, il est vrai, une consécration indirecte aux dispositions de cet acte ; mais les généralités dans lesquelles se renferme le firman, qui ne fait qu'ébaucher les institutions destinées à protéger les raïas, sont loin de leur offrir des garanties sérieuses. La première tâche de la Conférence de révision consisterait donc à dissiper ces incertitudes, cause incessante de mécontentement pour les chrétiens de la Turquie. Toutes les Puissances intéressées auraient à s'occuper soigneusement de cette question, chacune d'elles mettant en lumière le point de vue auquel elle est portée à l'envisager suivant sa position particulière, et ces points de vue divers seraient ensuite discutés en Conférence. Cette manière de procéder nous paraît offrir le meilleur moyen d'arriver à un résultat qui, une fois obtenu, serait présenté à la Sublime-Porte, avec toute l'autorité qui appartient à un avis unanime de l'Europe.

En nous prononçant dans des termes aussi positifs, nous n'entendons nullement anticiper sur la forme qu'on jugerait convenable d'adopter pour faire agréer au Gouvernement ottoman les propositions de la Conférence. Il va sans dire que cette forme devrait être de nature à ménager autant que possible l'autorité de la Porte et à

faciliter son consentement. Mais en présence du danger qu'il s'agit de conjurer, le but qu'on se propose d'atteindre serait manqué d'avance si le moindre doute devait subsister sur l'efficacité de cette intervention de l'Europe.

Le travail que les Puissances assumeraient de cette manière est, nous le savons, loin d'être facile ; il l'est d'autant moins qu'elles devraient se garder surtout de tailler sur un seul et même patron des combinaisons qui auraient à s'appliquer à des contrées si diverses entre elles sous le rapport de la religion, de la race, du degré de civilisation et des intérêts matériels.

Pour cette même raison, il faudrait examiner mûrement la question de savoir quelle serait la marche la plus convenable à suivre pour s'enquérir des besoins de chaque province. Selon nous, le mode qui se recommanderait de préférence serait d'en charger des organes de chacun des Gouvernements intéressés, lesquels, afin d'être bien renseignés, devraient consulter des hommes spéciaux appartenant au pays et dont l'impartialité et la rectitude de jugement leur seraient connues.

A côté de cet objet principal qu'une révision du traité de Paris doit avoir en vue, il en est un autre, non moins important à nos yeux : celui de s'assurer du concours loyal et sincère de toutes les parties intervenantes. A ce point de vue, on ne saurait nier que le traité de 1856 n'a pas atteint complètement son but. Comme ce traité était destiné à terminer une guerre que la Porte et ses Alliés avaient soutenue avec succès contre la Russie, il devait paraître indispensable d'y introduire des clauses restrictives de la libre disposition d'une partie des moyens d'action que cette dernière Puissance pourrait, dans un cas donné, vouloir diriger contre l'Empire ottoman. On s'y sentait d'autant plus disposé que, pour tout le reste, on entendait épargner à la Cour de Saint-Petersbourg des conditions trop onéreuses. Aussi fut-elle ménagée en ce qu'on ne lui demanda qu'une cession de territoire de peu d'importance, et le prix de la lutte se résuma dans les entraves imposées aux mouvements de la Russie du côté de la Turquie. On espérait, par là, garantir l'Europe, pendant un long délai, des complications dont la menaçait la question d'Orient. Tout en rendant justice aux motifs qui, à cette époque, ont dicté les déterminations de l'Europe, on ne saurait se dissimuler que c'est aller contre la nature des choses que d'interdire à un État d'une étendue et d'une population aussi immenses sa liberté d'allures dans le cercle de son action légitime. Une pareille interdiction était peu propre à détourner, à la longue, les complications que l'on avait à cœur d'éviter. Toute compression excessive a pour effet de provoquer l'expansion de la force comprimée dans une autre direction et, de

toute manière, en agissant comme on l'a fait, on a rendu difficile au Gouvernement russe de prendre de bon cœur sa position dans le concert européen nouvellement établi pour les affaires d'Orient.

Autant qu'il s'agit donc des restrictions dont nous venons de parler, il importe de distinguer ce qui est possible de ce qui ne l'est pas. A notre avis, il y a lieu de tenir compte, dans une mesure convenable, du rôle naturel qu'assure à la Russie en Orient la communauté des institutions religieuses et de se ménager, par une attitude conciliante, le concours sincère de cette Puissance dans les affaires du Levant.

La question que nous traitons ici mérite, croyons-nous, d'être prise en considération le plus promptement possible. Il serait à désirer, selon nous, qu'un concert nouveau pût s'établir dans des formes différentes de celles qui ont présidé jusqu'ici à l'action de la Conférence de Paris. Des dissentiments regrettables ont trop souvent paralysé cette action, et il nous semble préférable d'entrer, sans hésiter, dans une voie nouvelle pour assurer l'entente des Puissances.

Si les Cabinets partageaient les vues que nous venons d'exposer, nous proposerions que chacun d'eux voulût bien, par les moyens indiqués plus haut, se procurer les informations nécessaires au sujet des vœux et des besoins des différentes populations chrétiennes soumises à la Porte et que les matériaux ainsi recueillis fissent l'objet des délibérations d'une Conférence, composée des plénipotentiaires de toutes les Cours garantes.

Une question à examiner serait celle de savoir s'il conviendrait d'admettre à cette Conférence un Représentant de la Sublime-Porte. Nous sommes loin de méconnaître que le respect dû à l'indépendance de la Turquie conseillerait de le faire intervenir dans ces délibérations. Mais plus les dangers qu'il s'agit de conjurer sont graves et imminents, et plus on doit être pénétré de l'urgence qu'il y a d'avoir recours aux moyens les plus efficaces ; or, l'on ne saurait disconvenir que la participation de la Porte rendrait on ne peut plus difficile aux Puissances d'arriver à une entente avec toute la promptitude commandée par les circonstances. On devrait donc, ce nous semble, s'attacher à démontrer au Gouvernement ottoman que son propre intérêt, loin de souffrir de son absence de la Conférence, exigerait au contraire qu'il restât étranger à ses travaux. L'attitude d'abstention pleine d'égard dont toutes les Cours ont fait preuve dans la question des Principautés, dans celle de Candie et même dans celle de Servie, doit éclairer la Porte sur les véritables intentions de l'Europe à son égard. D'un autre côté, elle ne peut fermer les yeux aux sinistres lueurs qui traversent aujourd'hui son Empire et qui doivent lui faire craindre un embrasement général. Nous ne mettons donc point en doute que

les Cabinets réussiront à la convaincre de l'impossibilité de conserver désormais, sans modification, le régime d'administration actuel, et à lui donner confiance dans les vues aussi désintéressées que bienveillantes qui inspireront leurs propositions. Nous pensons aussi que la Porte accueillera avec reconnaissance les mesures que les Puissances garantes jugeront propres à créer un ordre de choses durable dans la presqu'île des Balkans.

En revanche, et c'est par là que nous complétons l'expression de notre pensée, il nous reste à énoncer un vœu dont l'accomplissement aurait, à notre avis, pour le Gouvernement ottoman, infiniment plus de valeur que sa participation aux travaux de la Conférence. Dans notre opinion, il serait aussi injuste qu'imprudent d'imposer une pareille intervention à la Turquie sans la mettre à l'abri des mouvements insurrectionnels qui la menacent. Si les Puissances s'engagent dans la voie que nous venons d'indiquer, elles doivent le faire connaître aussitôt à l'Europe entière et, partant, aux populations chrétiennes de la Turquie, mais en même temps elles doivent hautement manifester l'intention de ne pas souffrir que la révolte vienne traverser leurs délibérations. Ces populations doivent être prévenues que ce n'est qu'en rentrant dans l'ordre et en gardant une attitude parfaitement calme qu'elles peuvent compter sur une intervention en leur faveur et qu'autrement l'Europe avisera aux moyens de les contenir.

Veillez, mon prince, donner lecture de la présente dépêche à M. le marquis de Moustier et lui faire connaître notre intention de transmettre une communication analogue aux Cabinets de Berlin, de Florence, de Londres et de Saint-Petersbourg. Mais, avant de faire cette dernière démarche, nous serions heureux que le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français voulût bien nous communiquer sa manière de voir, disposés que nous sommes à tenir compte des modifications qui lui sembleraient utiles.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

**N° 90. Le baron de Beust au baron de Prokesch
à Constantinople.**

Vienne, le 22 janvier 1867.

Monsieur le Baron,

Ainsi que sans doute vous ne l'ignorez pas, l'Ambassadeur de Russie, à Paris, a été chargé, par une dépêche confidentielle de son

Cabinet en date du 28 novembre dernier, d'appeler l'attention du Gouvernement français sur la situation critique des affaires en Orient et de lui proposer de s'entendre avec la Russie sur les remèdes à appliquer à un mal qui est fait pour inspirer à l'Europe de vives alarmes.

Cette dépêche qui, après avoir été tenue assez longtemps secrète, m'a été communiquée par le comte Stackelberg dans les premiers jours de ce mois, porte en substance ce qui suit :

Parlant d'abord de l'insurrection en Candie, le prince Gortchakoff pense que le moyen le plus efficace d'y mettre un terme, se trouverait dans la réunion de cette île à la Grèce. Subsidiairement, la Russie propose une autonomie complète sous la suzeraineté ottomane. En même temps elle demande l'évacuation des forteresses serbes. Quant aux autres dépendances de l'Empire ottoman, les Puissances devraient, en face des soulèvements qui pourraient y éclater, prendre pour règle le principe de non-intervention et s'abstenir scrupuleusement de toute ingérence active.

A en juger par les explications dont le comte Stackelberg a accompagné cette communication, le Gouvernement russe, se faisant illusion sur l'effet que sa démarche a produit à Paris, se flatterait d'avoir fait partager en tout point son avis au Cabinet des Tuileries.

Nos propres informations ne nous permettent pas de douter que cette impression ne soit erronée. Dans l'entretien auquel les ouvertures dont je parle ont donné lieu entre le marquis de Moustier et le baron de Budberg, le Ministre des affaires étrangères de France a demandé à son interlocuteur ce que l'on entendait par non-intervention et si, dans la pensée du Cabinet russe, il serait également défendu aux Grecs, aux Serbes et aux Roumains d'intervenir dans les démêlés de la Porte avec ses sujets chrétiens. La réponse de l'Ambassadeur de Russie semble avoir été peu concluante. De son côté, le comte de Stackelberg, à qui j'ai adressé la même question, m'a répondu qu'il n'était en mesure d'émettre que son opinion personnelle à ce sujet, mais qu'il ne saurait regarder le principe de non-intervention comme étant applicable aux populations dont il s'agit, qui, selon lui, ne forment qu'une seule et même famille avec les races chrétiennes soumises à la domination du Sultan.

Quoi qu'il en soit, la proposition russe tendant à faire proclamer la non-intervention de l'Europe dans les luttes qui viendraient à surgir en Turquie, a été définitivement écartée par la France, et ce qui le prouve bien, c'est que tout récemment, le 6 de ce mois, une nouvelle dépêche du prince Gortchakoff a été communiquée au marquis de Moustier, ayant pour objet de lui proposer de maintenir à tout prix le *statu quo* dans l'Empire ottoman, après que l'on aurait donné

une solution à l'affaire de Crète et obtenu l'évacuation par les Turcs des forteresses serbes. C'est à ces deux questions que se borne l'union de vues entre la France et la Russie. Elles jugent nécessaire, l'une et l'autre, que le Sultan fasse droit aux demandes du prince Michel. En ce qui concerne la question de Candie, les deux Cabinets s'accordent à vouloir l'autonomie pour cette île et à croire qu'il y a lieu d'exercer, au besoin, une pression dans ce sens sur la Sublime-Porte. Toutefois, la France a mis pour condition de son assentiment aux vues du Cabinet de Saint-Petersbourg, dans ces deux questions spéciales, que des garanties pour le maintien de la tranquillité à l'avenir fussent données, soit par les populations chrétiennes elles-mêmes, soit par le Gouvernement hellénique, soit enfin par le Gouvernement russe. C'est dans ces termes que la question est posée dans une dépêche que le marquis de Moustier vient d'adresser au duc de Gramont.

Pour mon compte, il m'est difficile, je l'avoue, de trouver dans la garantie russe, réclamée par le Cabinet des Tuileries, toutes les sécurités dont il importe d'entourer un intérêt aussi grave que l'est la conservation de la paix du Levant. En effet, ou cette garantie serait illusoire et inefficace, ou, si la Russie était réellement à même de remplir la tâche immense qu'on prétend lui imposer et si donc elle tenait, pour ainsi dire, dans ses mains le repos de l'Orient, ce pouvoir exorbitant de l'une des Puissances garantes serait certes de nature à donner à réfléchir sérieusement aux autres Cours, qui devraient alors, selon nous, aviser à assurer la paix en Turquie indépendamment du concours d'une puissance aussi préponderante.

Au surplus, nos nouvelles de Paris constatent que l'on y est désireux d'en venir à une entente avec la Russie relativement aux affaires orientales. Sur ce point, nos propres voies se rencontrent parfaitement avec celles du Cabinet français; nous mettons, nous aussi, le plus grand prix à voir cette entente s'établir et nous ne différons avec lui que sur les moyens d'y arriver.

Le moment me paraît venu de vous parler ici, monsieur le Baron, de l'initiative que le Cabinet Impérial vient de prendre lui-même, dans le but de prévenir les complications que l'état de choses actuel en Turquie recèle dans son sein. Il importe que vous soyez éclairé sur la portée d'une démarche au sujet de laquelle les versions les plus extravagantes ont été mises en circulation. Grâce à une indiscretion dont on n'a pu encore découvrir l'origine, le *Mémorial diplomatique* a donné l'éveil par une demi-révélation, où le vrai se mêlait au faux et dont la *Wiener Abendpost*, dans un article qui ne vous aura pas échappé, a aussitôt fait justice.

Voici la vérité sur la démarche dont il s'agit. Ce n'est pas, ainsi qu'on l'a prétendu, une circulaire adressée à toutes les Cours. Nous

nous sommes bornés à faire faire une ouverture toute confidentielle à Paris, au moyen d'une dépêche à l'Ambassadeur de l'Empereur, en date du jour de l'an. Jusqu'à présent, nous n'en avons donné connaissance à aucun des autres Cabinets. Nous avons jugé convenable de sonder d'abord les dispositions de celui des Tuileries, parce que, depuis le Congrès de 1856, Paris a toujours été considéré comme le centre de l'action diplomatique dans les questions d'Orient et parce que nous étions fondés à supposer que l'accord qui, à partir de cette époque, a constamment uni les Cours de France et d'Angleterre à l'égard de ces questions, n'a pas cessé d'exister et que nous avions donc le droit d'espérer que, ce qui aurait été arrêté à Paris, ne pourrait en aucune façon donner de l'ombrage à Londres et que, loin de là, une proposition faite en commun par le Cabinet de Vienne et celui des Tuileries, aurait toute chance d'y trouver un accueil favorable.

Ma dépêche au prince de Metternich développe les points de vue suivants.

Après avoir signalé la gravité de la situation et la nécessité qui en résulte pour les Puissances garantes de prendre à temps des mesures efficaces dans le but de parer aux dangers dont elle menace la paix de l'Europe, nous constatons que les remèdes employés jusqu'ici se sont montrés impuissants. Nous faisons remarquer que les événements de Candie semblent prouver l'insuffisance des forces de résistance que la Porte est aujourd'hui en état d'opposer à des soulèvements de quelque importance; que les récents succès remportés par l'esprit de nationalité en dehors de la Turquie ont dû exciter et enhardir les populations chrétiennes de cet Empire; que les stipulations de 1856 et celles qui les ont suivies ont été dépassées par les événements sur plus d'un point important, sans que la Conférence de Paris ait pu les faire respecter. Nous en inférons que les Cabinets doivent se demander s'il n'y a pas lieu de procéder à une révision du traité de Paris et des actes subséquents.

Cette révision, à notre sens, aurait à poursuivre un double but. Elle devrait, en premier lieu, fixer l'incertitude où le hat-houmaïoum a laissé le sort des raïas. A cet effet, chacune des Cours garantes aurait, dans notre pensée, à mettre en lumière le point de vue particulier auquel elle est placée dans cette question; ces points de vue divers seraient discutés en Conférence et les résultats de cette discussion présentés à la Porte. Nous réservons expressément la forme dont il conviendrait de revêtir ces propositions et qui, de toute manière, devrait ménager autant que possible l'autorité du Sultan, afin de faciliter son assentiment. Les combinaisons à proposer devraient tenir compte de la diversité de religion, de race, du degré de civilisation et des intérêts matériels qui existe entre les différentes contrées aux-

quelles elles s'appliqueraient. Aussi devrait-on commencer par s'enquérir des besoins de chaque province, et nous croyons que des organes de chacun des Gouvernements intéressés devraient être chargés de cette enquête, de concert avec des hommes spéciaux appartenant au pays et offrant toute garantie d'impartialité.

En second lieu, la révision du traité de 1856 devrait avoir en vue de s'assurer du concours loyal de toutes les parties. A cet égard, les restrictions imposées par cet acte à la Russie nous semblent peu propres à atteindre le but auquel elles visaient, et il y aurait peut-être lieu d'y apporter certaines modifications.

Tels sont les points les plus saillants du travail que nous avons soumis à l'appréciation du Cabinet français.

Je compléterai cet exposé par quelques considérations qui dévoileront à Votre Excellence le fond de ma pensée.

On ne saurait se dissimuler que l'Empire ottoman est à la veille d'une crise qui peut l'ébranler jusque dans ses fondements. Il est possible, bien que cela nous paraisse douteux, que les propres forces de la Turquie suffisent à maîtriser l'élan général qui semble devoir s'emparer de ses sujets chrétiens. Mais quand même elle en aurait le pouvoir, ce n'est pas de ses ressources matérielles qu'elle pourrait espérer le succès; elle n'y parviendrait qu'en faisant appel au sentiment religieux de ses sujets mahométans. Dès lors, la lutte prendrait un caractère qui rendrait complètement impossible aux Puissances de ne pas intervenir. L'Europe ne saurait assister impassible à des massacres entre les musulmans fanatisés et les chrétiens combattant pour leur foi et leur existence : aucun des grands États ne pourrait rester étranger à un conflit engagé dans ces conditions. Le monde chrétien retentirait du cri de guerre au Croissant, pour garantir les raïas de l'extermination qui les menacerait, et le temps des croisades serait revenu. Le besoin d'arriver à une entente entre les Puissances, en vue de prévenir le danger d'une conflagration générale par une intervention diplomatique, est donc irrécusable. Les gouvernements européens doivent être également désireux de maintenir la paix générale; ils sont donc tous intéressés à ce que le mouvement en Orient soit apaisé au moyen d'une solution pacifique et sans troubler les bonnes relations qui existent entre eux. Il n'y a qu'une seule puissance à laquelle on puisse supposer des vues différentes : c'est la Russie. On peut la soupçonner de poursuivre un autre but que celui de l'intérêt européen, en faisant servir à ses desseins les relations multiples qu'elle a su se créer dans le sud-est de l'Europe. L'expérience de ces dix dernières années a fait voir qu'elle ne cesse de se donner du mouvement pour y tenir en haleine l'agitation des esprits.

Or, il est évident qu'un concert européen d'où la Russie serait

exclue ne promettrait aucun succès, et cela d'autant moins que, forts de l'appui de cette Puissance, les peuples chrétiens en Orient refuseraient de se soumettre aux décisions d'un aréopage dont elle ne ferait point partie. D'un autre côté, l'isolement de la Russie, en admettant même qu'il fût possible, offrirait de grands dangers ; car plus cette Puissance se verrait réduite à elle-même, et plus elle soutiendrait énergiquement son rôle traditionnel en Orient.

La conclusion à tirer de ces prémisses est, à notre avis, toute simple. Il faut 1° chercher à établir, en temps opportun, un accord entre les Cours dans le but de pouvoir présenter au Gouvernement du Sultan des propositions qui ne se borneraient pas à tel ou tel point spécial, mais qui embrasseraient l'ensemble des questions orientales, et qui seraient articulées dans les termes les plus précis, bien qu'entourées de toutes les formes dues à l'indépendance de la Porte, afin de ne pas courir le risque d'un refus. Et 2° cet accord ne doit pas être partiel, mais il faut qu'il s'étende à toutes les Cours garantes.

Or, un accord général, tel que nous le croyons indispensable, peut être obtenu en usant de bons procédés envers la Cour de Saint-Petersbourg.

Le moyen indiqué par nous à cet effet, et qui consiste à reviser le traité de Paris, semble devoir, de prime abord, rencontrer de vives répugnances de la part de la France et de l'Angleterre. Pour notre part, nous sommes forcés de reconnaître que la neutralisation de la mer Noire et les autres entraves par lesquelles on a cru, en 1856, pouvoir lier les mains à la Russie ne constituent pas une combinaison fort heureuse au point de vue autrichien.

Nous comprenons que la France et l'Angleterre ont de la peine à se familiariser avec l'idée de voir altérer ce qu'elles considèrent comme le fruit principal de la guerre de Crimée, mais nous pensons aussi que la question d'amour-propre ne saurait être décisive en face des intérêts immenses qui sont aujourd'hui en jeu, et, matériellement parlant, il nous semble qu'il conviendrait d'examiner avec soin la valeur relative de ce que l'on désire conserver et de ce qu'il s'agirait d'y substituer. Nous ne contestons pas le prix que peut avoir l'absence d'une flotte russe dans la mer Noire ; mais s'est-on demandé si, en la stipulant, on a réellement affranchi Constantinople de tout danger de ce côté ? En supposant que la Russie se décidât à construire des vaisseaux dans la mer d'Azoff, lui ferait-on la guerre pour l'en empêcher ? Cela nous paraît plus que problématique. Tant que l'existence de l'Empire ottoman ne sera pas directement menacée, l'Europe reculera probablement devant une nouvelle guerre.

Il y a donc lieu de considérer, selon nous, s'il ne serait pas opportun de se prêter à des concessions, ne fût-ce que partielles, envers

le Cabinet de Saint-Petersbourg, concessions en retour desquelles on pourrait, au reste, établir des garanties propres à circonscrire son action dans des limites naturelles. Dotées, par les soins de toutes les Cours garantes, d'institutions autonomes, suivant la diversité de religion et de race, les populations chrétiennes soumises à la Porte deviendraient les obligées de l'Europe entière. Telle est la pensée fondamentale qui, dans notre opinion, devrait dicter les résolutions des Puissances.

Dans la proposition que nous avons fait parvenir à Paris, à l'effet d'engager un échange d'idées sur la question qui nous occupe, nous avons insinué que, si les Cours garantes se réunissaient en Conférence pour en délibérer, il serait peut-être préférable de ne pas inviter la Porte à y prendre part. En recommandant ce mode de procéder, notre intention n'est nullement de placer la Turquie sous la tutelle de l'Europe, ni de lui faire violence. Nous avons pensé, au contraire, que la Sublime-Porte pouvant être pleinement rassurée sur les intentions des Puissances, qui presque toutes désirent sincèrement lui conserver la meilleure position possible, il ne serait pas nécessaire qu'elle fût directement représentée dans la Conférence. Les délibérations, à notre avis, n'auront pas à souffrir de son absence, tandis que le concours d'un plénipotentiaire ottoman, au lieu d'écarter l'antagonisme des opinions, servirait plutôt à l'irriter. La Porte peut être persuadée que toute arrière-pensée est étrangère à notre projet et que, si nous croyons que les Puissances doivent se préoccuper de garanties à donner aux sujets chrétiens du Sultan, d'un autre côté il est indispensable, selon nous, qu'elles aient soin de mettre l'Empire ottoman à l'abri des mouvements insurrectionnels qui le menacent. L'Europe, en demandant à la Porte de céder à ses conseils, s'engage moralement, selon nous, à empêcher que le repos de l'Orient ne soit troublé par les populations chrétiennes auxquelles ces conseils doivent profiter.

Votre Excellence voudra bien s'inspirer du contenu de la présente dépêche afin d'être à même, dans ses entretiens avec Aali-Pacha, de mettre dans son vrai jour le sens des instructions que j'ai adressées au Prince de Metternich. Ces instructions ont, du reste, été bien accueillies à Paris, et la question des modifications à apporter au traité de 1856 a seule soulevé des objections sérieuses.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 91. Le baron de Beust aux Missions impériales à l'étranger.*(Circulaire.)*

Vienne, le 3 février 1867.

L'attitude adoptée par le Cabinet Impérial au sujet des questions qui se sont produites récemment en Orient et les vues qui le guident en face des complications qu'un prochain avenir pourrait y faire naître, ont été, dans la presse et ailleurs, l'objet de versions et de commentaires si étranges et si peu fondés qu'il me semble utile, monsieur, de vous transmettre quelques renseignements pour vous mettre à même, au besoin, de placer les faits dans leur vrai jour.

Afin de ne pas se tromper sur la marche que nous suivons par rapport aux affaires du Levant, il faut distinguer notre conduite à l'égard des questions spéciales qui sont aujourd'hui en litige, et nos démarches ayant pour but de prévenir des crises ultérieures.

La question qui est venue s'imposer la première aux préoccupations des Cabinets est celle qui a trait aux forteresses serbes, occupées par des garnisons turques en vertu des traités, et dont le Prince de Serbie réclame l'évacuation. Dès l'origine de cette question, qui a surgi vers la mi-novembre, nous avons recommandé au Gouvernement du Sultan, avec toute la déférence due à un État indépendant, de lui donner le plus tôt possible une solution satisfaisante pour la Serbie. En nous permettant d'offrir ce conseil à la Porte, notre intention, toute bienveillante à son égard, était de lui assurer le mérite et les avantages de la spontanéité dans une affaire où il n'y va d'aucun intérêt capital pour la domination ottomane, et de servir la cause de la paix, en écartant une cause permanente d'irritation au milieu d'un peuple voisin de notre Empire et que des liens nombreux y rattachent. Nous ne nous sommes, d'ailleurs, décidés à émettre cet avis qu'après avoir acquis la certitude qu'il était partagé par la France et l'Angleterre. Effectivement, ces deux Puissances ont, depuis, tenu à Constantinople, sur cette question, un langage analogue à celui du Cabinet Impérial.

Sur un autre point du territoire turc, l'agitation s'est, depuis longtemps, traduite en une insurrection ouverte, dont le Gouvernement n'a pas encore réussi à se rendre maître. Toutefois, les événements de Candie n'ont donné lieu, ni à Constantinople, ni ailleurs, à des démarches quelconques de la part de l'Autriche, qui considère cette île comme étant, par sa position géographique, placée en dehors de sa sphère d'action, autant que celle-ci peut être déterminée par des intérêts vitaux.

Pour en venir maintenant à ce que j'appellerai l'action prophylactique que nous croyons nécessaire dans le but de conjurer une crise qui, d'un jour à l'autre, peut prendre des proportions alarmantes pour la paix européenne, nous avons, il est vrai, entamé avec le Cabinet français des pourparlers sur les mesures à prendre à cet effet. Nous avons pensé qu'avant de saisir de nos propositions les autres Cours signataires du traité de 1856, il était convenable de nous adresser au Cabinet des Tuileries, pour pressentir ses dispositions, Paris ayant toujours, depuis le Congrès de 1856, été regardé comme le centre formel de l'action diplomatique relative aux affaires d'Orient, et les principales questions qui s'y rapportaient et dont l'Europe avait à connaître ayant toutes été traitées dans cette capitale.

Voici, en résumé, les idées que j'ai fait soumettre à l'appréciation préalable du Cabinet français.

Après avoir montré l'insuffisance des moyens employés jusqu'ici pour combattre les symptômes isolés d'un mal qui tend à envahir toute la surface de la Turquie d'Europe, nous en inférons que l'on doit se demander s'il n'y a pas lieu de procéder à une révision des stipulations de 1856, dépassées qu'elles ont été successivement par les événements, sur plus d'un point important, sans que la Conférence de Paris ait eu le pouvoir de les faire respecter.

Cette révision, selon nous, devrait avoir pour objet principal les améliorations à apporter à la condition des sujets chrétiens du Sultan, condition qui, en dépit des promesses du hat-houmaïoum, est si peu assurée qu'elle forme une cause continue de mécontentement parmi eux. Les points de vue divers que chacune des Cours garantes aurait à faire prévaloir à cet égard, après mûr examen des besoins des différentes populations dont il s'agit, devraient être discutés en conférence et les résultats obtenus de commun accord être présentés à l'acceptation de la Sublime Porte.

Or, il me semble impossible d'arriver dans les questions orientales à un accord sérieux et fécond de toutes les parties, à moins que l'on ne parvienne à se ménager, à l'aide de certaines concessions, le concours sincère de la seule d'entre les Puissances signataires du traité de Paris à qui l'on puisse supposer des vues isolées en Orient, savoir de la Russie. Ces concessions, à mon sens, devraient porter sur les restrictions imposées à cette Puissance par l'acte de 1856, dans le but d'enrayer son action du côté de la Turquie. Quelle que soit la valeur matérielle que l'on doive attacher à ces restrictions, en les considérant comme des gages donnés à la durée de l'Empire ottoman, il est incontestable que, par le fait seul de l'existence de transactions européennes enchaînant à ce point la liberté de mouvement d'un grand État, cet État se trouve sous le coup d'une stipula-

tion blessante; il est donc naturel qu'il aspire à se dégager de ces entraves, et leur suppression doit, dès lors, constituer pour lui une concession importante en retour de laquelle on aurait droit de s'attendre à le voir entrer franchement et loyalement dans le concert européen.

Nous ne doutons nullement que, si une proposition analogue était mise en avant par les autres Puissances signataires du traité de 1856, le Cabinet de Saint-Petersbourg ne la prenne en sérieuse considération. L'attitude réservée qui se manifeste à ce sujet dans ses communications récentes ne saurait nous faire changer d'opinion. Cette réserve vient seulement à l'appui d'une considération que nous avons fait valoir à Paris et à Londres. C'est que, matériellement, les garanties qu'on s'était flatté d'obtenir par la neutralisation de la mer Noire, deviendront illusoires le jour où la Russie, cédant à la force des choses, voudrait et pourrait rétablir une marine de guerre dans une mer contiguë de son territoire.

Ma dépêche à M. le prince de Metternich où sont formulées les propositions dont je parle, insinue, en outre, que si, agréant nos idées, les Cours garants se réunissaient en conférence pour s'occuper des questions orientales, il serait peut-être préférable de ne pas inviter le Gouvernement ottoman à prendre part à leurs délibérations. En recommandant ce mode de procéder, toute intention désobligeante pour la Turquie a été bien loin de notre pensée. Ce qui justifie notre idée, c'est que, la Sublime Porte pouvant être pleinement rassurée sur les vues aussi désintéressées que bienveillantes des Puissances à son égard, il n'est pas nécessaire qu'elle soit directement représentée dans la Conférence. D'un autre côté, on ne saurait méconnaître que la participation d'un plénipotentiaire ottoman à ces discussions où il aurait forcément à remplir le rôle odieux d'adversaire des vœux des chrétiens, ne ferait qu'en compromettre le succès, tandis que l'abstention du Gouvernement du Sultan le placerait dans une sphère d'impartialité et lui rendrait plus facile d'accéder aux demandes de l'Europe en dégageant sa responsabilité vis-à-vis des préjugés de ses sujets musulmans.

En revanche, nous croyons qu'il serait aussi injuste qu'imprudent de prétendre que la Turquie ait à se prêter à une pareille interposition de l'Europe, sans la mettre à l'abri des mouvements insurrectionnels qui la menacent. Il est évident, toutefois, que l'appui des Puissances ne devrait pas revêtir la forme d'une intervention collective et armée, mais celle d'une déclaration commune par laquelle elles feraient connaître leurs intentions à l'Europe entière et, partant, aux populations chrétiennes de la Turquie, tout en manifestant hautement la détermination de ne pas souffrir que la

révolte viennoise traverser leurs délibérations. Ces populations devraient être prévenues que ce n'est qu'en restant dans l'ordre et en gardant une attitude parfaitement calme qu'elles pourraient compter sur une intervention diplomatique en leur faveur et qu'autrement l'Europe aviserait aux moyens de les contenir.

Telle est, Monsieur ..., la substance des ouvertures confidentielles que le Gouvernement impérial a fait faire à Paris.

Je puis ajouter que le Cabinet des Tuileries s'est empressé de les discuter en appréciant nos vues et nos intentions. Il s'en est suivi un échange d'idées qui continue encore et dont nous sommes fondés à espérer un résultat pratique, grâce surtout à la connaissance profonde des hommes et des choses qu'un séjour prolongé dans la capitale de l'Empire ottoman a mis M. le Ministre des affaires étrangères de France à même de s'approprier.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 92. Le baron de Prokesch au baron de Beust.

(Extrait.)

Constantinople, le 30 avril 1867.

Monsieur le Ministre,

Mon Collègue de Russie m'a parlé de la nécessité d'en finir avec cette question de Candie, « pour assurer à l'Empire ottoman une tranquillité durable, dont il avait besoin pour rétablir ses finances. » Il m'a parlé des garanties à donner à la Porte pour la conduite ultérieure de la Grèce, aussitôt que ce Royaume serait mis en possession de la Candie. Il m'a exprimé sa persuasion que la Porte céderait à une nouvelle pression, pourvu qu'elle fût collective et sérieuse. Il m'a, cependant, avoué d'avoir recouru par le télégraphe au Prince Gortchacoff pour savoir quelle suite les Puissances comptent donner à leur démarche en cas de refus.

Je lui ai dit que ce recours me paraissait très à sa place, que les Puissances fussent résolues de poser nettement la demande de la cession de Candie, ou qu'elles choisissent une autre fois la voie détournée du plébiscite. Le Général pense qu'on évitera l'écueil en exigeant de la Porte l'armistice et l'admission de Commissaires européens en Candie pour s'informer des vœux des populations.

.

Le Général Ignatieff m'a encore parlé des protocoles de 1830 qui assimilent la Candie à l'île de Samos. Mais ce sont ces mêmes proto-

coles qui, en fixant les limites du Royaume hellénique, stipulent que la Candie et Samos continueront à faire partie de l'Empire ottoman. Il paraît donc difficile de s'en prévaloir pour l'annexion de la Candie à la Grèce.

Agréez, etc., etc.

Signé : PROKESCH.

N° 93. Le baron de Prokesch au baron de Beust.

Constantinople, le 4 mai 1867.

Monsieur le Ministre,

M. Bourée me dit avoir, par suite d'un ordre télégraphique, demandé à la Porte la cessation des hostilités en Candie. La Porte a décliné, disant qu'on n'aura qu'à obliger la Grèce de rappeler les aventuriers qui y sont contre le droit des gens, ou les chasser en leur offrant les bâtiments pour s'en aller, et que la paix se ferait alors d'elle-même. M. Bourée, en transmettant ce refus à Paris, a fait observer que le télégramme ne parlant point de ses collègues, il avait fait la démarche à lui seul. Le Marquis de Moustier répondit que, dans sa pensée, il aurait dû se concerter avec ses collègues. M. Bourée m'a donc fait ces communications auxquelles j'ai répondu en l'assurant que j'étais sans instructions. Il fait ces mêmes communications aux Représentants de la Russie, de la Prusse et de l'Italie.

Agréez, etc.

Signé : PROKESCH.

N° 94. Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris.

Vienne, le 15 mai 1867.

Mon Prince,

Je vous ai informé, par ma dépêche du 11 de ce mois, de la nouvelle démarche que le Gouvernement français proposait de faire à Constantinople au sujet de l'île de Candie. Depuis, M. le Comte de Stackelberg est venu, de son côté, me demander, au nom de la Russie, de donner à l'Internonce des instructions conformes au projet de dépêche français, et M. le Duc de Gramont est revenu à la charge pour obtenir l'adhésion du Cabinet Impérial.

Je me suis énoncé à peu près dans les mêmes termes envers les deux Représentants, en leur disant que je ne pouvais pas encore me

décider à prendre part à la démarche proposée. J'ai seulement ajouté, en parlant au Duc de Gramont, que c'était avec un véritable sentiment de regret que je me voyais obligé d'opposer un refus à la France.

Expliquant les motifs qui me faisaient agir ainsi, j'ai informé M. l'Ambassadeur de France que j'avais écrit sur cette affaire à Londres, et qu'avant de recevoir une réponse je regardais comme impossible de m'avancer plus loin.

Une démarche à Constantinople, telle qu'on la suggérait, ne pouvait se justifier, selon moi, que si au moins toutes les Puissances étaient d'accord et exerçaient de la sorte une pression irrésistible. Sans cette condition, on se condamnait d'avance à un échec à peu près certain, qui compromettait la dignité des Puissances et devait amener des conséquences aux inconvénients desquelles, l'Autriche surtout, ne pouvait pas s'exposer. Connaissant, comme nous le faisons, les dispositions de la Porte, nous risquerions presque de prêter au ridicule en offrant des avis qui ne seraient pas acceptés.

Le refroidissement dans les relations diplomatiques, qui nous était représenté comme la conséquence d'un refus de la Porte, était un fait assez grave dont l'Autriche ne pouvait si facilement prendre son parti. Soit qu'on entendit par là le rappel des Représentants, soit qu'on se bornât au mode plus doux de leur prescrire simplement une espèce d'interruption de leurs rapports habituels avec les Ministres ottomans, les intérêts matériels si nombreux que l'Autriche a en Orient auraient trop à souffrir d'un pareil état de choses. Aucun Ministre de l'Empereur ne voudrait s'exposer à encourir les reproches que lui adresseraient infailliblement le commerce entier et tous les sujets autrichiens qui ont des intérêts en Orient, si les relations régulières entre l'Autriche et la Turquie, ainsi que la protection exercée par nos Agents, venaient à être ébranlées pour une cause qui nous concerne en réalité si peu. Une entente générale des Puissances, revêtue du cachet d'une décision de l'Europe, peut seule, je le répète, nous faire braver de pareilles difficultés.

Tels sont en substance les arguments que j'ai développés à l'appui de ma manière de voir. J'engage Votre Altesse à s'en servir également auprès de M. le Marquis de Moustier, si ce Ministre aborde ce même sujet dans ses entretiens. Je désire vivement que nos motifs soient appréciés par le Gouvernement français, et qu'il ne voie pas dans notre attitude l'indice d'une mauvaise volonté qui est fort loin de notre pensée.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

N° 95. Le baron de Prokesch au baron de Beust.

Constantinople, le 17 mai 1867.

Monsieur le Ministre,

Les Ministres turcs considèrent la proposition d'un plébiscite, sous quelque forme qu'il apparaisse, comme un suicide. Comme je parlais de cet objet il y a quelques jours à Fuad-Pacha, il me dit, pour résumer sa pensée : « Si les Puissances veulent discuter sur les moyens d'anéantir la Turquie, c'est leur affaire, nous ne pouvons l'empêcher ; mais on ne peut nous demander d'assister à leurs délibérations. Si l'on demande notre assentiment pour des mesures destructives, nous dirons non, et nous nous laisserons plutôt démembler par la force que de nous démembler nous-mêmes. On n'a vu dans mon allusion à un second Navarin qu'une belle phrase ; c'était l'expression non de l'aveuglement, mais de la résignation la plus sérieuse. »

Un autre jour il m'a dit : « Une consultation de la population, pernicieuse comme exemple, et qui, si on l'accorde à Candie, sera aussitôt réclamée pour les Provinces grecques et slaves, surtout pour la Bulgarie, ne serait possible en principe que si :

« 1° On chassait d'Athènes les aventuriers et qu'on laissât l'œuvre aux Comités ;

« 2° Que si on déclarait que Candie fait partie intégrante de l'Empire turc ;

« 3° Que s'il reste expressément établi que la consultation ne se rapporte qu'à la forme de l'administration, et que l'ingérence de Commissaires étrangers sera formellement exclue. »

Je lui fis remarquer qu'une Commission européenne avait fonctionné à Beyrouth à la suite des événements de 1860 ; à quoi il me répondit, non sans raison : « Il est vrai qu'il y a eu une Commission européenne à Beyrouth, mais elle n'a pas consulté les populations ; au contraire, elle s'entendit avec le Commissaire de la Porte pour formuler un règlement d'administration qui, revêtu de la sanction de la Porte et des Ambassades, est devenu une loi pour les populations du Liban. »

L'éloignement, pour l'admission de Commissaires européens en Candie, est bien décidé. Je crois qu'une entente entre la Porte et les Représentants des Puissances à Constantinople, dès qu'il ne s'agirait que de la question d'administration, aurait plutôt des chances de succès.

Ce que je regrette le plus, c'est de voir la pression exercée à l'occasion de Candie paralyser la question de réforme en général. La Porte

en conclut que les Puissances attachent peu d'importance à la réforme, qui me semble pourtant plus nécessaire. Aussi tout reste en suspens depuis qu'il semble clair que les Puissances n'ont d'autre but que de détacher Candie de la Turquie, ou, comme on dit dans l'opinion publique, « de procurer à l'épouse future du roi de Grèce une dot que la Turquie doit payer. »

La question de la réforme procure à l'ingérence européenne le point d'appui légal qui lui manque dans la question de Candie telle qu'elle se présente aujourd'hui. Les Puissances qui ont déclaré, dans le Traité de Paris, le Hat *pour un acte de haute valeur* et l'ont pris comme tel sous leur protection, me semblent parfaitement avoir le droit de demander si ce Hat est réellement exécuté et de quelle façon il l'est, spécialement en Candie. Il est vrai que cette question ne pourrait être adressée qu'à la Porte et non aux populations, comme cela a été formellement stipulé dans le Traité. Les Puissances peuvent demander à la Porte la preuve que Candie n'est pas plus mal traitée que les autres Provinces.

Il ne faudrait cependant pas que cette question spéciale fit oublier celle qui intéresse tout l'Empire. Si la crise actuelle ne fait pas avancer la question de la réforme dans le sens de la fusion, il faut convenir que la dissolution de l'Empire turc n'est plus qu'une question de temps.

Agréé, etc., etc.

Signé : PROKESCH.

**N° 96. Le baron de Beust au baron de Prokesch
à Constantinople.**

Vienne, le 28 mai 1867.

Monsieur le Baron,

Ma dépêche du 16 de ce mois a appris à Votre Excellence de quelle manière j'ai répondu à la proposition du Gouvernement français d'engager la Sublime Porte, au moyen d'une démarche collective à faire par les Représentants étrangers à Constantinople, à consulter les populations de l'île de Crète, dans le but de constater les causes réelles de l'insurrection et les moyens d'en tarir la source. Je me suis énoncé dans le même sens envers le Cabinet anglais, sans avoir reçu jusqu'ici des explications bien précises sur ce qu'il pensait de la proposition française.

Ces jours derniers, M. l'Ambassadeur de France est revenu auprès de moi sur cette affaire, en me donnant communication d'une nouvelle

dépêche de M. le Marquis de Moustier que vous trouverez ci-jointe en copie.

En prenant connaissance de cette pièce, je n'ai pu m'empêcher d'être frappé de la différence essentielle qui existe entre ses conclusions et celles de la dépêche française du 4 courant. Celle-ci, en effet, avait en vue de recommander une votation des populations, combinaison qui, à nos yeux, était faite pour soulever de graves objections. Non-seulement, tout annonçait que le Gouvernement ottoman repousserait, cette fois encore, un remède considéré par lui comme un dissolvant actif qui, une fois introduit dans l'organisme de son Empire, entraînerait infailliblement la dissolution, mais ce remède eût même été d'une application on ne peut plus difficile au milieu d'une population mixte comme celle de Candie, et surtout à côté des aventuriers étrangers qui y fourmillent en ce moment et dont la présence aurait été incompatible avec la sincérité du suffrage.

La démarche suggérée aujourd'hui par le Gouvernement français nous paraît avoir un caractère tout différent. On se bornerait à proposer à la Porte d'envoyer sur les lieux une commission d'enquête à laquelle seraient adjoints des délégués des autres Puissances. Cette commission aurait la tâche de s'informer de l'état réel des choses, ainsi que des vœux et des besoins véritables des habitants de l'île, et d'indiquer les mesures qu'elle jugerait propres à y donner satisfaction. Libre alors à cette commission de consulter tels individus qui lui sembleront les plus aptes à faire connaître les vœux réels des populations ou de procéder à un scrutin offrant la même garantie. Placée dans ces termes, la combinaison dont il s'agit ne présenterait, à notre avis, aucun des inconvénients dont je viens de parler et elle n'offrirait rien qui pût porter la moindre atteinte aux droits ou à la dignité de la Porte, puisque la formation de la commission émanerait de l'initiative du Sultan et que les délégués des autres Cours n'auraient pas à exercer de fonctions gouvernementales dans le pays et que leur présence servirait, au contraire, à rehausser et à renforcer l'autorité des commissaires turcs qu'ils assisteraient de leurs conseils et de leur concours.

Rien ne nous empêche, dès lors, de nous rallier à la proposition du Cabinet des Tuileries, telle qu'elle se dessine à la suite des éclaircissements qu'il vient de nous fournir. Nous y consentons d'autant plus volontiers que nous attachons toujours le plus grand prix à marcher autant que possible d'accord avec la France dans les questions d'Orient, et que, d'un autre côté, les dispositions du Gouvernement anglais ne semblent pas être défavorables à l'idée d'une enquête européenne.

Vous êtes, en conséquence, chargé, monsieur le Baron, de vous as-

socier à toute démarche qui sera faite dans ce sens par votre collègue de France.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

**Fuad-Pacha aux Représentants de la Sublime Porte à Paris,
Vienne, Berlin, Florence, Saint-Pétersbourg¹.**

(*Circulaire.*)

Constantinople, le 20 juin 1867.

MM. les Représentants de France, d'Italie, de Prusse et de Russie viennent de me faire donner lecture et de me laisser copie d'une dépêche identique qu'ils ont reçue de la part de leurs Gouvernements respectifs au sujet des affaires de Crète.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une copie de cette dépêche.

M. l'Internonce d'Autriche m'a communiqué la même pièce avec une variante que vous trouverez marquée et qui se trouve conforme à ce que M. l'Ambassadeur de France m'a fait dire verbalement.

Ainsi que vous le relèverez du contenu de cette pièce, on nous reproche de n'avoir pas bien compris le véritable objet des conseils qu'on nous avait donnés lors de la première démarche et de nous être engagés dans le champ des conjectures sur les conséquences éventuelles qu'elle pouvait avoir, et que nous aurions porté ainsi le débat sur des questions qui n'étaient pas posées en éludant celle qui était seule en discussion.

Nous n'avons pas besoin de protester ici de notre égard très-profond pour les conseils qui nous viennent de la part des grandes Puissances.

La Sublime Porte connaît leurs sentiments de bienveillance à son égard et Elle ne saurait douter de la sincérité de ces sentiments ni de la justice qui les caractérise. C'est en conséquence de cette confiance que nous venons aujourd'hui expliquer franchement le motif impérieux qui nous a déterminés à nous exprimer relativement à la première démarche, de la manière dont on parle dans la dépêche que j'ai mentionnée plus haut.

Et d'abord qu'il nous soit permis de faire observer que le premier et le plus important des devoirs d'un Gouvernement c'est de veiller à sa propre conservation, et qu'il y manquerait complètement s'il entraînait sans le moindre examen, sans connaissance de cause et sans calculer

1. Voir aussi *Archives*, 1867, tome IV, page 1572.

les conséquences qui peuvent en résulter, dans des éventualités dont le résultat pourrait porter une atteinte mortelle au principe de son existence. Le Gouvernement du Sultan ne pouvait et ne devait donc pas manquer à un devoir aussi sacré qu'impérieux. C'est pour y obéir que j'ai dû mettre en avant les considérations contenues dans ma dépêche du 10 avril dernier, n° 18874/32, en réponse aux précédentes propositions des cinq grandes Puissances.

La nature de nos observations et l'esprit de haute équité des Cabinets nous faisaient espérer qu'elles seraient prises en sérieuse considération. Mais je regrette de dire qu'il en a été autrement, et la dernière communication nous laisse, j'ose l'affirmer, dans les mêmes ténèbres que la première sur le résultat qu'on se propose d'atteindre.

Ainsi, la situation est toujours la même et si d'un côté la Sublime Porte ne veut pas entrer dans de longs détails pour encourir de nouveaux reproches, elle ne saurait de l'autre côté s'empêcher de faire tout son possible pour préciser ses vues dans cette question.

On nous demande par cette nouvelle démarche ainsi que par la précédente de provoquer la consultation des habitants de Crète tant sur les causes des événements regrettables qui se sont passés dans cette île que sur les moyens d'y mettre un terme. Mais le Gouvernement de S. M. le Sultan, animé comme toujours des sentiments de sollicitude paternelle à l'égard de toutes les populations de l'Empire, s'était déjà appliqué à rechercher les causes des plaintes des Crétois et les moyens de leur procurer le bien-être en les dotant, s'il y a lieu, d'une meilleure administration. Il n'avait pas même hésité à consulter le vœu de la population de l'île dans les limites de ses droits et dans les formes requises.

Je dois ajouter que s'il s'agissait seulement et sans aucun autre but de rechercher les moyens propres à assurer à la Crète une administration compatible avec ses droits et capable de satisfaire aux besoins légitimes des habitants, la Sublime Porte n'aurait point hésité un seul instant à s'y prêter. Mais est-ce là réellement le but auquel on veut arriver?

Ne voyons-nous pas malheureusement un pays voisin et en paix avec nous se livrer à des actes qu'on peut dire sans exemple dans les annales des peuples, dans l'intention publiquement avouée d'assouvir son ambition?

Le monde entier connaît déjà dans quel but et en vue de quel résultat l'insurrection de Candie a été préparée et quels sont les efforts incessants que ce même pays voisin et en paix déploie pour arriver à ses fins.

Or dans cette situation y aurait-il moyen de faire autre chose que ce

que le Gouvernement impérial s'est vu et se voit dans la nécessité de faire?

En examinant d'une manière approfondie la situation de l'île, on y trouve deux idées dominantes, celle qui doit sa naissance aux menées ourdies par le pays en question, menées suffisamment prouvées par la présence même des volontaires hellènes et des moyens séditieux qu'ils emploient.

On sait que ce sont ces mêmes étrangers qui ont provoqué les événements malheureux dont l'île a été le théâtre et qui cherchent à prolonger cet état de choses par tous les moyens imaginables; que ce sont encore eux qui paralysent les efforts de la Sublime Porte pour le rétablissement de la tranquillité dans l'île. Y a-t-il nécessité de le constater sur les lieux?

La seconde idée, qui est celle des habitants de Candie, consiste à vivre en paix sous l'administration modifiée conformément aux vœux exprimés au nom de ces habitants avant que l'insurrection ne vînt à éclater. Or la Sublime Porte a décidé que tout en examinant ces demandes il soit procédé aux mesures propres à assurer le bien-être de la population chrétienne de l'île par toutes les améliorations susceptibles d'amener ce résultat et en donnant entre autres une part importante aux éléments chrétiens dans l'administration de l'île.

Partant de ce point de vue, nous nous permettons de dire que la Sublime Porte ne voit aucune nécessité de se livrer sur les lieux à une nouvelle consultation du vœu de la population. A notre avis, on arriverait plus facilement à se former une idée juste sur les vœux réels des populations et les intentions paternelles du Gouvernement impérial en passant en revue les demandes présentées précédemment par les Crétois et les mesures qui seront prises en conséquence.

Quoi qu'il en soit, le Gouvernement du Sultan, s'appuyant sur son droit imprescriptible et en se fiant à la justice des Puissances, qui ne demanderont, nous en sommes convaincus, rien qui puisse porter atteinte aux principes des stipulations dont elles sont les co-signataires, n'hésitera pas à admettre une nouvelle enquête dont la forme et le but devraient être déterminés par lui-même, et la forme à donner et le but à désigner ne devraient pas dépasser les limites naturelles de ses droits de souveraineté. Cependant pour que cette enquête soit faite, comme on le veut, librement et sincèrement, il faut que la population soit dégagée de toute pression, par l'expulsion, d'une manière ou d'une autre, de ces envahisseurs étrangers qui veulent dicter la loi au pays.

La Sublime Porte, dont on se plaît à reconnaître les sentiments d'humanité et de modération, regrette infiniment l'effusion du sang, qu'elle tâche d'éviter autant qu'elle peut. Mais la cause et la continua-

tion de ce fait affligeant résident dans l'espoir chimérique dont on se berce toujours dans le pays voisin ci-dessus mentionné, en envoyant continuellement des bandes qui s'organisent sous les yeux du Gouvernement de ce même pays. Mais, le jour où cette espérance lui sera ôtée par la conviction que les Puissances sont décidées à faire respecter les traités qui se trouvent revêtus de leurs signatures, ce jour-là les armes tomberont des mains de ceux contre lesquels nous sommes obligés de combattre, et on verra que le Gouvernement du Sultan n'est ni dans le cas ni dans l'intention de verser le sang de ses propres enfants.

Je suis persuadé, Monsieur, que ces réflexions, que nous soumettons avec la plus grande confiance au jugement éclairé du Gouvernement de Sa Majesté, seront prises en sérieuse considération et c'est dans cette conviction que je vous autorise à laisser copie de cette dépêche à Son Excellence M. le Ministre des affaires étrangères.

Veuillez, etc., etc.

Signé : FUAD-PACHA.

N° 98. Le chevalier de Vetsera au baron de Beust.

Constantinople, le 13 août 1867.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de mander à Votre Excellence le 10 de ce mois, par le télégraphe, que le chargé d'affaires de France, à la suite d'un ordre qui lui a été transmis par le télégraphe, avait fait des démarches pour faire accepter, sans condition, la formation d'une Commission d'enquête pour les affaires de Candie. Dans un entretien que M. Outrey a eu avant-hier avec Fuad-Pacha, il a fait des tentatives répétées pour amener la Porte à renoncer à ses fins de non-recevoir.

Le général Ignatieff, avant son départ pour la Crimée, a travaillé dans le même sens.

Aali-Pacha m'a fait cette communication au bal qu'il a donné le 9 en l'honneur du retour du Sultan, en ajoutant que la Porte a, avant tout, le devoir de sa propre conservation et doit, par conséquent, repousser les propositions de la France et de la Russie aussi longtemps qu'on ne lui aura pas donné l'assurance que la Commission n'est pas un moyen d'obtenir la cession de Candie comme le dit ouvertement le général Ignatieff.

Aali et Fuad-Pacha m'ont assuré à différentes reprises, que la Porte consentira à la formation de la Commission dès que le caractère

administratif de celle-ci sera bien établi, et que l'on évitera toute violation de la souveraineté de la Porte et du Traité de Paris.

Agrérez, etc., etc.

Signé : VETSERÁ.

N° 99. Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris.

Wildbad-Gastein, le 28 août 1867.

Mon Prince,

D'après ce qui a été arrêté à Salzbourg, la question de Candie doit être reprise en sous-œuvre aujourd'hui que les circonstances ont changé. Obtenir une pacification prompte du pays en amenant la cessation des hostilités et le commencement de l'enquête, dans le but de donner satisfaction à tous les vœux des populations compatibles avec la dignité de l'Empire ottoman, voilà ce que les Gouvernements de France et d'Autriche veulent tâcher de réaliser. A cet effet, il a été convenu que l'on ferait une démarche auprès du Gouvernement russe pour lui demander son avis sur les moyens les plus propres à amener la solution de l'affaire crétoise. Les deux Cabinets comptent s'adresser ensuite au Gouvernement britannique afin de l'engager à unir ses efforts aux leurs pour décider le Gouvernement ottoman à adopter le mode indiqué.

J'ai, dès à présent, fait informer le Grand-Vizir que les pourparlers de Salzbourg avaient été empreints d'un caractère de bienveillance non équivoque pour la Porte, mais qu'en même temps ils avaient tendu à la faire entrer résolûment dans la voie de l'enquête proposée.

Dans le cours des entretiens à Salzbourg, j'ai fait ressortir plus d'une fois combien il y avait d'exagération, pour ne pas dire plus, dans les nouvelles répandues à grand bruit sur les cruautés commises en Candie par les troupes d'Omer-Pacha, nouvelles sur la foi desquelles les Puissances ont cru devoir envoyer des bâtiments pour recueillir les femmes et les enfants. Votre Altesse verra par le rapport ci-joint en copie de notre Chargé d'affaires à Constantinople et que je vous engage à faire traduire afin de pouvoir le mettre sous les yeux de M. le Marquis de Moustier, que nos appréciations sont confirmées par des autorités françaises. Il en est de même de l'état actuel de l'insurrection, que l'on prétend toujours être en voie de progrès et qui serait complètement finie sans l'appui moral que lui a donné l'envoi des vaisseaux étrangers.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 100. Le chevalier de Vetsera au baron de Beust.

Thérapia, le 6 septembre 1867.

Monsieur le Ministre,

Dans le conseil des Ministres tenu avant-hier sous la présidence du Sultan on a résolu de donner l'ordre au généralissime Omer-Pacha de cesser les opérations militaires pendant un mois. On proclamera en même temps une amnistie générale en faveur de ceux qui ont pris part à l'insurrection crétoise et l'on fera connaître aux volontaires étrangers que tous les chemins leur seront ouverts pendant un mois pour quitter l'île sans aucun empêchement. Dans le cas où ils le désireraient, le Gouvernement ottoman mettra à leur disposition des bâtiments et leur accordera toutes les facilités du voyage.

La Porte attache à ces facilités la condition que les indigènes de Crète qui quitteront l'île pendant ce laps d'un mois perdront leur nationalité ottomane et ne pourront retourner en Crète sans une permission particulière de la Porte.

Cette résolution importante témoigne aussi bien de l'humanité de la Porte vis-à-vis de l'insurrection privée de presque tous les moyens de résistance, que de sa déférence à l'égard des désirs des Puissances.

Plus le Gouvernement turc peut se dire avec droit, qu'il a poussé, à son point de vue, les concessions jusqu'aux dernières limites, plus il persistera avec opiniâtreté dans son refus de céder la Crète ou de prendre quelque mesure qui pourrait amener cette cession.

C'est aussi dans cet esprit que le Sultan s'est exprimé vis-à-vis de l'envoyé russe, dans sa visite de congé d'hier en déclarant qu'il ne consentirait jamais à la cession de la Candie, qu'on la lui demandât directement ou indirectement.

Agréez, etc., etc.

Signé : VETSER.

N° 101. Le chevalier de Vetsera au baron de Beust.Constantinople, le 1^{er} octobre 1867.

Monsieur le Ministre,

D'après les rapports que la Porte a reçus de Candie, elle croit le moment venu pour mettre la dernière main à l'œuvre de rétablissement de la paix.

La large amnistie qui a été promulguée le 18 septembre sur tous les points de l'île semble avoir fait une brèche profonde dans les rangs de l'insurrection malgré les efforts opposés des meneurs. Le soulèvement n'ayant son origine dans aucune nécessité intérieure, excité seulement par des menées extérieures, entretenu par l'ambition étrangère et nourri par les promesses de plusieurs puissances, semble maintenant privé de tout appui et être tombé moralement.

C'est ce moment que la Porte avait choisi pour préparer les esprits aux bienfaits de la paix par la promulgation de l'acte généreux du Sultan, et pendant que ces esprits sont encore sous la première impression, le Grand-Vizir part demain pour Candie, muni de pouvoirs les plus étendus pour mettre à exécution une suite de réformes préparées dans le conseil des Ministres de la Porte, et dont on attend la consolidation de l'ordre dans l'État.

Si les puissances ont abandonné la pensée de la cession de l'île, elles ne peuvent désirer autre chose que d'y voir rétablir l'autorité du Sultan par lui-même, et d'organiser rapidement un état de choses capable de cicatriser des plaies sanglantes et de délivrer l'Europe d'un danger menaçant.

Aali-Pacha, tout pénétré de la grandeur de sa mission, a les meilleurs espoirs. Il me disait hier : « La volonté de mon maître est que Candie soit contente, ma première mission est d'accomplir ce noble désir. »

Le Sultan et ses Ministres attachent le plus grand poids à la spontanéité de leurs résolutions. En agissant librement, disait Fuad, nous pouvons tout donner, nous nous attachons la population et nous fortifions notre puissance. Dans le cas opposé, toutes les concessions semblant arrachées, l'autorité, la dignité du souverain seraient paralysées.

C'est à cette pensée qu'il faut attribuer la grande réserve que les Ministres de la Porte observent touchant les réformes à introduire en Candie. Les mesures arrêtées en principe et qu'Aali-Pacha appliquera ne sont pas encore connues en détail. Elles seront renfermées dans un écrit qu'on ne communiquera toutefois aux ambassadeurs qu'après le départ du Grand-Vizir.

Fuad-Pacha a cependant eu l'obligeance de me faire hier quelque communication à ce sujet.

L'administration de l'île doit être organisée d'après les principes des Vilayets; on fera cependant des changements notables dans le sens de l'autonomie. Le gouverneur général pourra être musulman ou chrétien; dans tous les cas il lui sera adjoint un chrétien. Les chefs des districts seront de la religion de la majorité des habitants.

Aali-Pacha a l'intention d'introduire la nouvelle organisation

d'abord dans les districts paisibles, espérant que ses avantages seront bientôt reconnus et désirés par l'île tout entière.

Outre ces bienfaits politiques, le Grand-Vizir en apporte encore d'autres aux habitants de l'île. La plupart des districts sont depuis longtemps en retard pour le paiement de leurs impôts, les indigènes sont appauvris par la guerre, leurs champs sont dévastés, leurs forêts brûlées; ce serait pour eux un lourd fardeau de payer à l'État ce qu'ils lui doivent. Le Grand-Vizir leur apporte la remise de tous les arriérés. Il distribuera dans les endroits nécessaires de l'argent et des vivres. Comme envoyé il fera tout ce qu'un maître bienveillant peut faire afin de ramener les esprits d'une race égarée.

Ce sont là les communications intimes que m'a faites Fuad-Pacha; je prie Votre Excellence de ne les considérer que comme telles, pour le moment.

J'ai appelé à Fuad et à Aali-Pacha le sort de ces milliers de fugitifs qui poussés par la peur ou l'entraînement ont quitté leur patrie et vivent en Grèce dans la plus profonde misère. Je vois d'après un rapport du Consul impérial à Canée qu'on désire dans l'île être instruit sur le sort de ces malheureux.

Aali-Pacha m'a assuré qu'on n'oublierait point ces malheureux. Fuad m'assura que le Sultan avait désiré réserver à Aali-Pacha la publication de cette faveur afin d'entourer sa mission de tous les bienfaits de la réconciliation.

L'impression produite ici par la résolution et le choix du Sultan a été des plus profondes.

J'ai eu l'honneur d'informer Votre Excellence par le télégraphe, le 28 septembre, que le Grand-Vizir était accompagné de Kabulli-Pacha, de Kostaki Adossides, Caratheodori, Savas et Mahmud Bei. Ce sont des fonctionnaires de la Porte qui jouissent de la meilleure réputation. Il y a à espérer qu'ils la conserveront en Crète.

Fuad-Pacha remplacera Aali dans la charge de Grand-Vizir pendant son absence, en même temps qu'il conservera le portefeuille des affaires étrangères.

J'informerai demain le Consul impérial M. Stiglich de l'arrivée de la Mission. Je l'ai désigné à Aali-Pacha comme un homme bien au courant de la situation à la suite d'un long séjour à la Canée et comme doué d'un jugement sain et sûr.

Agrez, etc., etc.

Signé : VETSERÀ.

**N° 102. Le baron de Beust au comte Apponyi à Londres,
et au comte de Mülinen à Paris.**

Vienne, le 8 octobre 1867.

Le rapport ci-joint en copie de notre Chargé d'affaires à Constantinople contient des informations intéressantes sur les mesures de clémence et de conciliation que la Porte se propose de prendre à l'égard des Crétois. C'est avec une sincère satisfaction que nous constatons ces dispositions et nous aimons à croire au succès de la mission confiée dans de telles conditions au Grand-Vizir.

Je ne doute pas que les généreuses intentions du Sultan ne rencontrent la pleine approbation du Gouvernement britannique et français qui prend, comme nous, le plus vif intérêt à voir les troubles sanglants de Candie enfin apaisés et le sort des habitants chrétiens de l'île amélioré.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 103. Le chevalier de Vetsera au baron de Beust.

(Extrait.)

Constantinople, le 15 octobre 1867.

Monsieur le Ministre,

Les rapports que j'ai reçus avant-hier du Consul Stiglich vont jusqu'au 6 octobre. Il me parle de la manière prévenante avec laquelle le Grand-Vizir l'a reçu et a fait valoir l'activité avec laquelle il s'occupe de sa tâche.

Comme contrepoids aux efforts de la Porte pour rétablir la paix, le Consul impérial m'informe que les chefs de l'insurrection en face des proclamations du Gouvernement, n'ont accordé aux Crétois vivant dans les districts où ils sont maîtres que 11 jours pour faire sortir leurs familles de l'île et prendre les armes, sous peine de voir leurs villages et leurs forêts brûlés.

Agréez, etc., etc.

Signé : VETSERA.

N^o 104. Le baron de Beust au comte de Mülinen à Paris.

Vienne, le 16 octobre 1867.

Monsieur le Comte,

J'ai dû, bien qu'à regret, déclarer à M. le duc de Gramont que le Gouvernement Impérial ne pourrait pas s'associer à la démarche concertée entre les Gouvernements de France et de Russie, à la suite du refus de la Porte de donner satisfaction aux demandes qui lui ont été adressées par ces Puissances relativement aux affaires de Crète.

Les termes de la déclaration projetée nous paraissent de nature à provoquer des conséquences fâcheuses. Ils contiennent, en effet, à l'adresse de la Porte une admonition très-dure qui ne nous semble pas entièrement méritée et qui pourrait bien donner un nouvel aliment à l'agitation, au lieu de l'apaiser. M. le marquis de Moustier pense que les Puissances doivent prendre désormais dans cette question une attitude qui dégage complètement leur responsabilité.

J'avoue que je craindrais précisément d'engager la responsabilité du Gouvernement Impérial d'une manière assez sérieuse, si je m'appropriais le langage que la France et la Russie proposent de tenir à la Porte. Dans un moment où le maintien de la tranquillité en Orient repose sur des bases peu solides, ce ne serait pas sans appréhension que j'adresserais au Gouvernement ottoman des paroles qui pourraient facilement être interprétées comme une menace et devenir ainsi une arme entre les mains des auteurs de troubles.

Malgré mon sincère désir de saisir chaque occasion qui se présente pour manifester l'accord régnant entre les vues de l'Autriche et de la France, il ne m'est pas possible, dans cette circonstance, de déférer au vœu qui m'a été exprimé par le duc de Gramont.

Si le Gouvernement français voulait suivre notre suggestion et suspendre la remise à Constantinople de la déclaration projetée, veuillez m'en instruire de suite. Je m'empresserais dans ce cas de proposer à Paris des modifications au texte primitivement arrêté, et nous pourrions arriver ainsi à rétablir une entente parfaite qui nous permettrait d'agir à Constantinople d'un commun accord.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 105. Le baron de Prokesch au baron de Beust.

Constantinople, le 27 décembre 1867.

Monsieur le Ministre ,

J'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence dans l'annexe le règlement administratif qui, avec les règlements organique et judiciaire déjà soumis à Votre Excellence, complète les nouvelles institutions données par le Grand-Vizir à l'île de Crète.

Le règlement administratif est calqué sur la loi du Vilayet. Il la surpasse en quelque point en tendance libérale et il est évidemment inspiré par l'intention d'aller jusqu'aux limites de ce qui est compatible avec le maintien du pouvoir souverain.

L'exécutif est dans les mains du Gouvernement, c'est-à-dire dans les mains des musulmans, tant que le Gouverneur général sera Turc, mais l'exclusion d'un chrétien pour remplir ces fonctions suprêmes n'est pas prononcée; il se peut donc que le pouvoir exécutif passera demain dans des mains chrétiennes.

Le nombre des grandes divisions de l'île et des gouvernements étant 5 et le Gouverneur général ayant une de ces divisions sous son administration directe, il s'ensuit qu'actuellement trois des gouvernements sont administrés par des chefs musulmans et deux par des chefs chrétiens.

Dans le conseil administratif général la majorité des votes est aux musulmans; elle peut l'être dans les conseils administratifs des gouvernements et des sous-gouvernements mixtes tantôt aux musulmans tantôt aux chrétiens; dans ceux des gouvernements et sous-gouvernements chrétiens, elle est aux chrétiens. Dans la formation des Conseils entre comme lien avec les populations le principe électif.

Les Gouverneurs et Sous-Gouverneurs ainsi que les anciens des communes sont les instruments du pouvoir exécutif; aux Conseils est la consultation, la délibération et le jugement en matière administrative. L'administration des communes appartient au Conseil des anciens. Les Gouverneurs (le Gouverneur général y compris) sont tenus à se conformer à l'avis du Conseil, sauf des cas exceptionnels, où le Gouverneur général prendra les ordres de la Porte ou se départira de l'avis du Conseil sous sa responsabilité personnelle.

Le travail des bureaux se fera dans les deux langues grecque et turque.

Toute ingérence des pouvoirs politiques ou administratifs dans le judiciaire est interdite.

Une loi spéciale réglera l'administration des communes. Le projet

de cette loi sera l'œuvre de l'Assemblée générale, instituée par le règlement organique sur la base d'élections directes et actuellement déjà en fonction. C'est encore à l'Assemblée générale qu'incombe d'examiner et de proposer le meilleur mode de perception des impôts. La Crète a été toujours exempte de l'impôt foncier; elle le sera encore à l'avenir; elle ne donne que la dîme, l'impôt sur les boissons, le sel et le tabac, enfin la douane et quelques petites taxes établies dans toutes les provinces.

Mes collègues d'Angleterre et de France approuvent hautement le règlement administratif.

Veuillez, etc., etc.

Signé : PROKESCH.

N° 106. Fuad-Pacha à Hayder Effendi à Vienne.

Constantinople, 1e 3 janvier 1868.

Son Excellence l'ambassadeur de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique m'a lu, il y a au delà d'un mois, une dépêche confidentielle de M. de Beust relativement à la question de Crète. Il en résulte que M. de Beust, ayant reçu du cabinet des Tuileries au sujet de la déclaration des quatre Puissances les assurances les plus satisfaisantes relativement au maintien du principe de l'intégrité de l'Empire, s'est abouché ensuite à Londres avec le principal secrétaire d'État de Sa Majesté la Reine, et que c'est le résultat de cette entente qu'il veut bien nous communiquer par l'entremise du baron Prokesch.

M. de Beust nous engage donc d'accepter l'enquête proposée par les quatre Puissances, l'intégrité de l'Empire ayant été mise hors de cause. Cela posé, l'enquête servirait, d'après l'opinion de M. le baron de Beust, à aplanir toutes les difficultés de la situation et ferait disparaître la seule question qui préoccupe en ce moment d'une manière sérieuse la Sublime Porte, savoir la question de la Crète.

Si donc le Gouvernement ottoman répondait dans le sens sus-indiqué à la déclaration des quatre Puissances et qu'il transmettait cette réponse aux Cabinets de Vienne et de Londres, ceux-ci seraient prêts à l'appuyer. Telle est la substance de la communication qui nous a été faite confidentiellement au nom de M. de Beust.

Vous comprendrez, Monsieur l'Ambassadeur, que venant de la part du Ministre d'une Puissance dont l'appui bienveillant ne nous a fait défaut dans aucune des questions qui nous touchent de si près, et d'un des hommes d'État dont s'honore aujourd'hui à un si juste titre la diplo-

matie européenne, cette communication ne pouvait ne pas nous trouver profondément sensibles. La Sublime Porte apprécie d'autant plus cette sollicitude pour nos intérêts qu'elle nous offre une vraie consolation et un encouragement au moment même où nos efforts pour répondre à l'attente de l'Europe, notre modération et l'esprit de conciliation dont nous avons fait preuve, sont si ouvertement méconnus. Je tiens donc tout d'abord à vous prier, Monsieur l'Ambassadeur, d'en exprimer les remerciements les plus vifs de Sa Majesté Impériale le Sultan ainsi que de son Gouvernement tant à Sa Majesté l'empereur François-Joseph qu'à M. le chancelier de l'Empire. M. de Beust a donné une preuve éclatante de cette sollicitude en mettant avec tant de succès à notre profit son voyage à Paris et à Londres, car vous n'ignorez pas de quelle influence a été, au point de vue de nos intérêts, ce voyage qui a suivi de près l'entrevue de Salzbourg. Le discours de l'Empereur des Français à l'ouverture de la session du Corps législatif est venu corroborer d'une manière solennelle les dispositions favorables de la France au sujet de l'intégrité de l'Empire. Ce point est désormais acquis et nous pouvons nous féliciter de voir celles des Puissances qui se sont de tout temps intéressées à la Turquie se rencontrer dans les mêmes dispositions à cet égard.

La politique de la France relativement à l'intégrité de l'Empire s'étant donc nettement dessinée, nous avons dû rechercher quel pourrait être l'objet d'une enquête en Crète. Il pourrait y en avoir trois : d'abord les causes de l'insurrection, puis ses suites désastreuses pour le pays, enfin les moyens pour les réparer.

Les causes de l'insurrection ? mais si jamais une question a été débattue à fond et jugée irrévocablement par l'opinion publique, c'est bien celle-là. Qui ne sait aujourd'hui que ce sont les excitations étrangères et non pas seulement les excitations, mais le privilège accordé à un pays limitrophe, en dépit du droit international et des stipulations des traités, d'introduire des moyens de guerre et de lancer des bandes sur le sol de la Candie, qui ont produit et entretenu l'insurrection ?

Quant aux désastres qui par suite de l'insurrection ont ravagé le pays, ils ne sont malheureusement que trop réels. Le Gouvernement Impérial qui en connaît l'étendue les déplore plus que qui que ce soit. Aussi fait-il tout ce qui est en son pouvoir pour les réparer et s'emploie-t-il à mettre fin à une situation aussi déplorable, en portant d'un côté le dernier coup à l'insurrection et en inaugurant de l'autre côté pour la Candie une nouvelle ère dont les populations lui savent déjà gré et qu'aussi l'Europe appréciera sans doute. Les dernières mesures décrétées par Sa Majesté Impériale, en dotant l'île d'une organisation sage et libérale, en promulguant des règlements qui accordent aux

chrétiens une large part dans l'administration, ont ouvert aux populations la perspective d'une paix féconde en prospérité et bien-être. Les règlements administratif et judiciaire élaborés et décrétés tout récemment ne laissent, nous l'espérons, rien à désirer. Que pourrait-on demander davantage ? Aussi ces mesures sont-elles accueillies par les populations délivrées de la pression des bandes étrangères comme un bienfait véritable. La majorité de la population qui a toujours conservé son attitude calme et soumise se voit récompensée de sa conduite et encouragée à y persévérer, tandis que le découragement gagne de plus en plus les exaltés qui se sont laissé entraîner par les agitateurs. Cet heureux résultat sur lequel le Gouvernement Impérial a incontestablement le droit de compter pour mener à bonne fin l'œuvre de réparation et d'apaisement, serait gravement compromis, il est facile de s'en convaincre, par la présence d'une commission mixte sur le sol de la Candie qui remettrait tout en question. Elle aurait pour effet immédiat de relever le moral des récalcitrants et de les enhardir. En se berçant de nouvelles et dangereuses illusions, les meneurs de l'insurrection les communiqueraient à la population soumise, et vous savez combien la contagion des idées chimériques est facile sous l'empire de circonstances telles qu'en créerait l'enquête infailliblement. Laissées en présence des autorités constituées du pays, en présence de la magnanimité du Gouvernement Impérial qui se présente avec le pardon et la clémence à la main, les populations si cruellement éprouvées ne sauraient que se jeter dans leurs bras. Mais qu'une commission internationale vienne s'interposer entre le Gouvernement et ses sujets avec la mission d'examiner et de statuer sur leur sort, ce fait seul serait de nature à jeter la confusion dans les esprits, à ébranler leurs sentiments et à leur inculquer la pensée que ce n'est pas de l'initiative et de l'autorité du Gouvernement Impérial que dépend leur salut. On ne manquerait pas d'ailleurs d'exploiter cette situation, de faire luire aux yeux des plus simples le mirage de concessions impossibles ; les moyens subversifs feraient le reste. Le résultat en serait tel que nous ne le saurions admettre à aucun prix et que les Puissances mêmes ne le pourraient désirer. C'est pour toutes ces considérations que Sa Majesté Impériale le Sultan s'est décidé à envoyer sur les lieux son Grand-Vizir. La mission de Son Altesse Aali-Pacha n'a pas eu d'autre but que celui qu'on s'est proposé par l'enquête, ayant en même temps l'avantage d'appliquer sans délai les remèdes aux maux retrouvés. Elle n'est donc qu'une autre forme de l'enquête, la seule qui soit exempte d'inconvénients. Le caractère de ce premier homme d'État de la Turquie assure d'ailleurs à son œuvre la maturité de l'intelligence ainsi que l'impartialité et l'équité voulues. Ce n'est pas un refus par lequel nous répondons aux conseils de

M. de Beust. Ces conseils sont marqués au coin d'une trop grande bienveillance pour qu'il nous soit permis de les accueillir avec un autre sentiment que celui d'une profonde déférence. Mais cette déférence même nous fait un devoir de lui présenter nos observations. Dans sa haute perspicacité et dans sa grande expérience des affaires il ne saurait ne pas les prendre en sérieuse considération et leur accorder l'accueil que nous espérons mériter par la sincérité de notre langage et par la confiance dont il fait preuve. Dans la situation où nous sommes, la franchise et la loyauté envers nos amis est sans doute notre premier devoir; c'est pour cela que nous avouons que leur appui nous est plus que jamais indispensable. Nous espérons qu'il ne nous fera pas défaut dans cette circonstance de la part de M. le baron de Beust et nous le lui demandons au nom de cette bienveillance dont il est animé à notre égard, au nom des intérêts de la Turquie qui est déjà fière de le compter parmi ses amis, au nom de la justice et des grands intérêts européens qui ne sauraient être séparés de ceux de l'intégrité de l'Empire.

En vous priant de donner confidentiellement lecture de cette dépêche à Son Excellence M. le Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté impériale et royale apostolique, je vous autorise à lui laisser une copie si Elle le désire.

Agréez, etc. etc.

Signé : FUAD PACHA.

**N° 107. Le baron de Beust au baron de Prokesch
à Constantinople.**

Vienne, le 14 mars 1867.

Monsieur le Baron,

M. l'ambassadeur de France a été chargé de me donner communication d'un mémoire dans lequel M. le marquis de Moustier développe ses vues au sujet des réformes à introduire en Turquie. M. de Gramont a ajouté que le Ministre désirait vivement être informé du jugement que je portais sur ses conclusions.

Vous voudrez bien, Monsieur le Baron, examiner ce travail, dont vous trouverez copie ci-joint, avec tout le soin dû à la connaissance approfondie des choses de l'Orient qui distingue son auteur, et me faire connaître le plus promptement possible les impressions qu'auront produites sur votre esprit les propositions du marquis de Moustier.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N^o 408. Le baron de Prokesch au baron de Beust.

Constantinople, le 15 mars 1867.

Monsieur le Ministre,

La Porte va nous communiquer en peu de jours un projet de loi réglant le droit de possession d'immeubles par les étrangers. Le conseil donné à la Porte, qu'au lieu d'attendre l'action des Puissances au sujet de l'article y relatif du Hatt-Houmaïoum, elle fasse plutôt de sa part connaître les conditions qui lui permettront d'accorder ce droit, a été adopté et suivi. Cette communication nous engagera à la discussion et mènera finalement à l'enfente.

La pensée de la Porte est de n'accorder la jouissance du droit en question qu'aux sujets des Puissances qui accepteront ses conditions; ce sera à la discussion d'examiner si les garanties qui les accompagnent sont telles à les rendre acceptables.

Une autre question d'intérêt vital pour la Porte, quoique moins saillante pour l'Europe, est celle de la régularisation des Vacoufs, ou biens de mainmorte. Il faut beaucoup de courage au Gouvernement musulman pour aborder une question où toute modification du *statu quo* aura toujours la grande majorité des Oulémas pour adversaires. A l'époque de la conquête, un tiers du territoire fut concédé aux mosquées et cette donation constitue encore le Vacouf légal dont le revenu est destiné aux frais du culte, des écoles, des hospices, etc. Depuis, des Vacoufs *coutumiers* ou des donations pieuses ont agrandi la propriété religieuse. Personne n'ayant le droit de construire une mosquée sans en assurer en même temps l'existence, une partie des immeubles qui composent la fortune du fondateur passe à la mosquée pour couvrir les frais de son entretien et du culte. Le Vacouf coutumier a donc dans le cours des siècles augmenté de beaucoup le Vacouf légal. L'administration de son revenu a engendré beaucoup d'abus, notamment les concessions de biens-fonds à bail illimité qui, en changeant le propriétaire en tenancier, l'exonérait des charges de l'État et le garantissait contre toute spoliation, même contre la poursuite pour créance personnelle. Il ne pouvait léguer que le droit de jouissance, et cela seulement à ses héritiers de descendance directe; cette ligne éteinte, la propriété revenait au domaine religieux et devint inaliénable. On peut admettre que les Vacoufs représentent bien au delà de la moitié de la propriété immobilière de la Turquie. Ils sont exempts d'impôts. Depuis Mahmoud II, l'État s'est fait lui-même l'inspecteur général des Vacoufs; il en a pris une partie, les Vacoufs ruraux, sous son administration directe, en allouant en retour aux

établissements publics y attachés une subvention, ce qui fut un premier pas dans une réforme utile; mais ce pas a coûté cher, car il retombe sur le budget une dépense annuelle de plus de 20 millions de piastres au delà de la rente de ces biens stipulée à l'origine à des redevances fabuleusement minimes.

Décharger l'État de cette dépense et faire concourir les Vacoufs dans une mesure équitable aux charges de l'État, telle est la tâche que le Gouvernement entreprend en ce moment.

Pour arriver à ce but il s'arrête d'abord aux Vacoufs coutumiers. Il ne peut pas concourir à une sécularisation proprement dite, mesure qui révolterait la piété musulmane. Il se contente de modifier dans un sens conforme au siècle la loi qui règle la succession des tenanciers de ces biens, et d'abolir certains privilèges que cette loi confère aux Vacoufs. Ainsi, le Gouvernement se propose d'étendre la faculté de succession à la jouissance aux branches collatérales, et, en vertu de concession faite du vivant du locataire, même à des tiers; par contre, il va rendre la propriété responsable des dettes personnelles et élever en même temps les droits emphytéotiques à payer par le tenancier.

Ces dispositions, en même temps qu'elles profitent au fisc, permettront l'établissement de banques hypothécaires et aideront à développer le crédit public et la richesse du sol.

C'est donc le second pas dans la carrière déjà ouverte par le Sultan Mahmoud. Il est évident que le Gouvernement ne s'arrêtera pas là et qu'il viendra peu à peu, les circonstances aidant, à la sécularisation de tous les biens de mainmorte.

Quant à la participation de l'élément chrétien dans l'administration, que je recommande sans cesse à la Porte comme étant le moyen le plus propre pour satisfaire l'opinion publique en Europe, je remarque dans les Ministres turcs, depuis le discours de lord Derby, plus d'hésitation. La principale crainte est toujours de heurter l'esprit des musulmans et du Souverain. Il me paraît évident qu'en agissant sans le concours de conseillers chrétiens, le Gouvernement se charge gratuitement de plus de responsabilité qu'il ne faut, et méconnaît l'avantage de profiter des lumières des personnes qui sauront toujours mieux que lui quels sont leurs griefs et leurs besoins.

Veuillez, etc.

Signé : PROKESCH.

N° 109. Le baron de Prokesch au baron de Beust.

Constantinople, le 29 mars 1867.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir la dépêche en date du 14 par laquelle Votre Excellence a bien voulu me communiquer un travail de M. le marquis de Moustier au sujet de l'exécution du Hatt-houmayoum et des réformes à introduire en Turquie.

Mon collègue de Russie, muni d'une pareille communication de la part de son Gouvernement, m'en avait parlé la veille dans un sens peu favorable. En parcourant ce travail il m'a paru mériter un meilleur accueil. Il ne contient rien qui ne soit connu et généralement senti par presque tout le monde ici, capable de voir et de juger; c'est là son mérite. Il aide encore à éclairer l'opinion de l'Europe, à la rendre plus équitable et à se prémunir contre des préjugés surannés et qui ne s'appliquent plus à la Turquie d'aujourd'hui.

Il faut rendre la justice à l'auteur du mémoire qu'il saisit la question de la réforme du point de vue le plus haut et le seul pratique, en se renfermant dans des propositions à faire au Gouvernement ottoman qui sont utiles et applicables à tous ses sujets, musulmans ou non. C'est là la voie de la fusion et non pas celle qui conduirait à perpétuer les haines et à augmenter les distances.

Me conformant aux ordres de Votre Excellence, j'ai l'honneur de lui soumettre dans les annexes les observations que le travail de M. de Moustier m'a inspirées.

Veuillez agréer, etc.

Signé : PROKESCH.

N° 110. Observations du baron de Prokesch sur le Mémoire du Cabinet français du 22 février 1867¹.

Ad I. Rien de plus saillant que l'influence utile qu'exercerait sur la fusion des races l'application d'un système militaire basé sur la participation de tous. Telle était notre pensée lors de la confection du hat. Mais on reste court en allant à la recherche des moyens que la Porte aurait à sa disposition pour briser la résistance des chrétiens qui, probablement, éclaterait en plusieurs endroits en révolte ou-

1. Voir *Archives*, 1867, tome IV, p. 1582.

verte. L'enrôlement forcé a provoqué, même parmi les musulmans, jusqu'aujourd'hui des résistances armées, quoique le Sultan est le Khalife et toute guerre une guerre sainte. La même aversion règne parmi les sujets non musulmans. La vie de famille est chez eux relativement dans sa force primitive; ils ne comprennent pas qu'on puisse faire le sacrifice de ses enfants pour une question d'État; ils n'ont, de plus, point d'intérêt à soutenir à pareil prix un Gouvernement qui n'est ni de leur race ni de leur religion.

L'admission sérieuse des chrétiens aux fonctions de l'État paraît mériter le plus énergique appui. Je suis, pour ma part, allé plus loin à ce sujet vis-à-vis de la Porte qu'aucun de mes collègues. C'est le pont-levis par lequel les chrétiens entreront dans la forteresse, non pas pour la détruire, mais pour la défendre. Le danger qu'ils envahissent peu à peu toute l'administration sera pour les musulmans l'excitant le plus propre pour les stimuler à la concurrence. Tout en admettant l'utilité d'une époque de transition, où les chrétiens n'occuperaient d'abord que des emplois administratifs, il paraît préférable, à cause de la pression de dehors, qu'ils obtiennent pour eux dès à présent les ministères des travaux publics et du commerce, ainsi que la direction de l'instruction chrétienne et des institutions qui en découlent.

Ad II. Dans l'application du principe que l'amélioration doit porter sur les musulmans de même que sur les sujets non musulmans, l'auteur du mémoire s'est occupé d'abord de l'instruction des premiers. Ses propositions répondent à des besoins réels, mais il est évident qu'elles ne pourront sortir des limites d'un conseil. Une demande formelle à ce sujet blesserait trop les mœurs pour ne pas être déclinée. En ce qui touche les femmes, la plus grande délicatesse est de rigueur. L'émancipation des femmes européennes est aux yeux des Turcs un scandale et non pas un progrès.

La fondation d'une Université où les musulmans et les chrétiens (leur éducation préparatoire supposée) seraient admis, pourrait devenir, sans doute, un des plus puissants moyens de fusion. La difficulté sera de trouver des professeurs capables pour occuper les chaires; peut-être les voudrait-on tirer de dehors; la diversité des idiomes se présentera d'abord comme un obstacle et frayera le chemin à l'introduction de la langue française comme langue générale de la civilisation et du progrès.

Quant aux écoles spéciales pour les différentes carrières, elles sont d'un intérêt bien plus grand encore. Elles ne serviront à rien sans des professeurs européens.

Il faut cependant remarquer qu'il existe déjà une école préparatoire pour les Mudirs (chefs des cantons). Il n'y a pas de raisons

pour que des chrétiens n'y soient admis; toujours faudrait-il leur assurer, au bout de leurs études, l'entrée dans les emplois et une carrière régulière.

Ad III. La nouvelle organisation du Vilayet a encore à faire ses preuves. Elle a des avantages et des inconvénients. Le chef du Vilayet est un petit souverain; la compétence accordée à lui enlève aux populations la consolation du recours à Constantinople, où elles jouissaient et jouissent en partie encore aujourd'hui de l'avantage d'une administration composée d'hommes plus éclairés, d'une position plus indépendante et, dans beaucoup de cas, de l'appui des ambassades. Le nouveau système offre à la Porte la facilité d'échapper aux intercesseurs par le subterfuge qu'elle ne connaît rien du fait, que le dossier des actes est auprès du chef de la province, etc.

Le mode d'élection pour la formation des tribunaux civils qui existe aujourd'hui est vicieux et donne le choix entièrement dans les mains du Gouverneur. Que les juges chrétiens soient à la hauteur de leur tâche, cela dépendra en grande partie de leur instruction. Il faudrait partout des juges formés exprès dans des institutions préparatoires. Les intérêts particuliers et personnels, leur ignorance, leur conscience peu scrupuleuse et d'autres défauts inhérents au caractère de la masse des chrétiens des provinces, se feront d'abord sentir dans l'exercice des fonctions confiées à leurs mains et n'offriront pas les garanties désirables qu'exige une bonne justice.

Ad IV. La publicité est peu dans les habitudes du pays. La première curiosité satisfaite, personne ne se présentera à ces audiences. Dans les tribunaux religieux (chérichérif) le public est admis aujourd'hui même, mais il ne vient pas. Le témoignage des chrétiens est déjà dans la loi; à Constantinople il ne rencontre aucune difficulté. Dans les provinces où il y a des tribunaux mixtes ou correctionnels, il est admis; dans celles où les anciens medjliss existent encore, il est repoussé. Généralement il a peu de valeur, car malheureusement le témoignage parmi les chrétiens s'achète souvent comme un autre service.

Ad V. Les tribunaux de commerce fonctionnent dans les villes maritimes, dans les centres de commerce et dans presque tous les sièges provinciaux pour tous les sujets sans distinction de race ou de religion. Leur nombre s'est considérablement accru dans les derniers dix ans. Ils sont composés de juges chrétiens et turcs, nommés par le Gouvernement, et de négociants à bérat. Contre les sentences émanées des tribunaux dans les provinces, l'appel au tribunal de commerce de la capitale est admis. Les sujets ottomans peuvent en appeler de ce dernier tribunal au Cheikh-ul-Islam. Les Représentants

européens n'ayant pas reconnu le tribunal du Cheïkh-ul-Islam, les sentences du tribunal de commerce de Constantinople sont inappellables pour les sujets étrangers.

La procédure laisse beaucoup à désirer. La Porte nous a communiqué, il y a quelques années, la rédaction d'un nouveau Code de commerce, mais les objections que ce travail a soulevées ont eu pour suite qu'il est resté à l'état de projet.

Ad VI. Cette révision est absolument nécessaire. Elle se tente en ce moment par le nouveau Ministre de police. L'organisation de la police est pour la plus grande partie une question d'argent et de modifications des privilèges des étrangers. Tant que l'homme de la police (pour la plupart sorti des rangs de l'armée et marié) n'est pas payé, il fera cause commune avec les voleurs et les recéleurs; et tant que la police est arrêtée à chaque pas par les privilèges des étrangers, il n'y aura pas de police.

Ad VII. Cet article est traité autre part.

Ad VIII. De même.

Ad IX. Sera la suite de l'exécution des articles VII et VIII.

Ad X. Cette suppression rencontrera probablement de grands obstacles. La Porte peut craindre avec raison que peu à peu presque toute la propriété immobilière passera entre les mains des chrétiens et des étrangers. Il est possible qu'elle cède sur l'immeuble urbain, mais sûrement pas sur l'immeuble rural.

La seconde partie de cet article n'est pas claire. Veut-elle traiter les propriétaires musulmans en mineurs et les obliger à verser le prix de vente dans des établissements de crédit? Il est difficile de soutenir qu'on ait droit ou pouvoir d'aller si loin. La création de pareils établissements suffira; qu'on en tienne la porte ouverte, mais qu'on ne force personne d'y entrer.

Ad XI. Sans doute la mise en régie des impôts indirects serait désirable, mais où sont les hommes dressés à une pareille administration? Et où est la loi suffisamment sévère pour effrayer la corruption? On connaît trop bien les tristes résultats que, jusqu'à ce jour, le Gouvernement ottoman a obtenus de ses essais dans cette direction.

La réforme de la perception de l'impôt direct suppose le cadastre. Il en existe des commencements à Smyrne, à Salonique, etc., mais où est le temps, où est l'argent pour donner à ce travail préalable une extension tant soit peu considérable? Les inconvénients du système des fermes sautent aux yeux. J'ai proposé, il y a dix ans, à la Porte de faire des essais, à prendre les communes mêmes pour fermiers. Dans quelques parties de la Roumélie cela a réussi. Malheureusement le système d'aujourd'hui répond le mieux aux besoins pressants du Gouvernement. C'est à une époque fixe que se fait l'en-

chère des dîmes (mois de mars). Elle se fait à Constantinople même pour tout l'Empire, ce qui simplifie immensément la manipulation. Les fermiers versent sur-le-champ une partie du bail dans la caisse publique et le reste à termes fixes. L'affermage est donc la voie la plus sûre et la plus commode. Le Gouvernement connaît d'avance le montant de la somme qu'il réalisera pour l'année et à quelles époques. On pourrait peut-être lui demander des garanties contre les abus des fermiers, mais il sera bien difficile d'en obtenir en pratique de suffisantes.

Ad XII. La suppression des douanes intérieures est déjà promise dans des transactions internationales, cependant ces droits existent dans toutes les provinces. Leur rapport est bien moindre qu'on ne le suppose. C'est une raison de plus pour insister qu'ils soient abolis. Il nous est moins facile de demander la suppression des impôts dits de consommation. La Porte peut se référer à l'exemple de toutes les Puissances qui conservent chez elles ce qu'elles lui conseilleraient d'abandonner. Les industries de l'Orient ont été tuées par les anciens Traités de commerce avec l'Europe. Ce n'est que depuis les nouveaux Traités, et lorsque l'industrie jadis florissante de ces pays était déjà presque étouffée, que l'appauvrissement systématique a commencé à s'arrêter et que çà et là encore l'industrie se relève.

Ad XIII. Ce n'est pas à la Porte qu'on doit reprocher de n'avoir pas voulu livrer à l'industrie étrangère les chemins de fer, les routes et les ports. Combien de concessions n'a-t-elle pas données en accordant les garanties demandées! Les Représentants n'ont jamais trouvé de difficultés auprès d'elle sous ce rapport, mais la Porte n'a pas retiré le moindre profit de ses concessions et encouragements. La spéculation malhonnête a été à l'ordre du jour depuis qu'on l'a engagée dans ces entreprises. Malgré cela il faut y venir et espérer qu'elle tombe mieux. On devrait lui recommander de faire tracer un tableau du réseau des communications principales à créer et d'inviter l'industrie étrangère à se charger de l'exécution, mais il serait du devoir des Représentants de la garantir autant que possible contre la fraude et l'abus.

Ad XIV. Le règlement relatif à l'exploitation des mines et des forêts pêche par trop de conditions. Il faudrait le changer. Quant à ce qui regarde particulièrement les forêts, l'exploitation étrangère a été la ruine de cette richesse naturelle dans plusieurs Provinces. La Porte en a été indisposée au point qu'elle refuse aujourd'hui toute concession. Elle a depuis un an un personnel nombreux de forestiers français à sa solde pour régler cette administration et en diriger l'aménagement. Il est à supposer qu'elle en retirera un résultat utile.

Ad XV. L'institution de municipalités dans les grandes villes est

très-désirable. Elle rencontre dans la capitale des difficultés presque invincibles dans les exemptions que réclament les étrangers et dans le manque de contrainte pour les indigènes qui refusent de contribuer aux frais des améliorations d'utilité pour tous.

Ad XVI. Il faut désirer qu'on trouve mieux que jusqu'à présent et mieux qu'en plusieurs pays d'Europe, les moyens pour établir un Budget réel et sincère.

Le second alinéa de cet article indique peut-être le contrôle proposé par un journal français d'ici, savoir, la création d'un Conseil mixte qui aurait la surveillance des finances de l'État.

La Porte a déjà contracté l'engagement d'assurer en première ligne le service des emprunts étrangers. Il faudrait la persuader qu'elle emploie en seconde ligne son revenu à payer ses employés et l'armée. Aujourd'hui ces deux branches ont des crédits arriérés sur le Gouvernement, quelquefois de dix mois et plus. Les employés obtiennent, après des mois d'attente, des assignations sur des caisses provinciales ; ils ne sont pas en état d'aller les réaliser, et les vendent à des usuriers à 40 ou 50 pour cent de perte. Ayant été obligés à faire des dettes pour vivre, ils ne sortent plus de ce gouffre.

Il faudrait encore faire abolir le singulier abus, source de dilapidations et de désordres financiers, qui consiste dans la faculté des Ministères de contracter directement des emprunts pour couvrir leur service spécial. Il faudrait que tout Ministère fût obligé à présenter son découvert momentané au Conseil des Ministres, et qu'il n'existât d'autres dettes que celles de l'État.

Il est évident qu'il y a ici une création complète à entreprendre. Elle se ferait d'elle-même si l'Empire avait du temps à sa disposition et de l'argent. Il est difficile de comprendre comment la Porte sortira de ses embarras actuels sans un emprunt ; comment elle parviendra à payer régulièrement ses employés et ses armées, et à mettre de l'ordre dans son administration. Un tableau approximatif de la dette flottante serait très-nécessaire. Aujourd'hui le service régulier est souvent à la merci des réclamations des étrangers. Il n'est pas rare de voir que les sommes destinées à satisfaire les employés sont détournées, sous leurs yeux, pour contenter telle réclamation, souvent fort équivoque, appuyée par telle ou telle Légation. Le plus étonnant qu'on peut voir ici, c'est une armée qui n'est pas payée pendant de longs mois, et qui reste obéissante, dévouée et où les cas d'indiscipline sont extrêmement rares ; ce sont des employés qui, se trouvant réduits à la misère par la retenue de leurs gages, continuent sans murmurer leur service ; c'est un peuple qui, ruiné par les spéculateurs du dehors et par les nécessités du dedans, divisé par races et religions et par des efforts subversifs incessants, reste dans sa

grande masse tranquille; c'est enfin un Gouvernement qui, sans être poussé d'en bas, se met à la tête de la révolution sociale, dont la nécessité est encore loin d'être comprise par la grande majorité des populations.

N° 111. Le chevalier de Vetsera au baron de Beust.

Constantinople, le 4 octobre 1867.

Monsieur le Ministre,

En parlant de l'organisation que la Porte a l'intention de donner à la Crète et des réformes qu'elle songe à introduire dans les îles de l'Archipel, Fuad-Pacha s'est étendu sur les caractères principaux de la nouvelle organisation des Vilayets et sur les idées qui lui servent de base.

Dans un Rapport du 4 juillet de cette année, N° 41 C, je me suis efforcé d'exposer à Votre Excellence, en traits généraux, les caractères principaux de la nouvelle administration. Permettez-moi de développer les communications que me fit le Ministre de la Porte, pour achever le tableau alors tracé et caractériser le point de vue auquel s'est placé le Gouvernement turc.

D'après les communications de Fuad-Pacha, la nouvelle organisation renferme en même temps un principe centralisateur et un autre décentralisateur. En réunissant dans les mains des Gouverneurs des pouvoirs administratifs très-étendus, ces Gouverneurs dépendant étroitement de la Porte, la nouvelle organisation penche du côté de la centralisation. Mais si l'on considère qu'avant l'introduction du Vilayet, les autorités provinciales inférieures, les chefs d'arrondissements et de districts étaient indépendants du Gouverneur et soumis immédiatement à la Porte, le Gouvernement central s'est en apparence dessaisi d'une partie de son action directe sur ces organes inférieurs qui, dans le nouveau système, sont sous la dépendance du Gouverneur. La puissance des Pachas, presque indépendants avant l'introduction du Tanzimat, avait déterminé la Porte à ne leur accorder qu'une sphère d'action très-bornée. Depuis que l'action du Tanzimat, exercée pendant de nombreuses années, a détruit les traditions des Pachas agissant jadis en princes indépendants, la Porte a cru pouvoir redonner aux Gouverneurs des pouvoirs plus étendus, qui trouvent pourtant leur contre-poids dans une soumission très-complète au Gouvernement central.

Dans la création des nouveaux départements et des représentations

provinciales, ainsi que dans le règlement de leur compétence, la Porte a eu en vue de donner à la population plus de garanties pour la juste répartition des impôts ainsi que pour une meilleure distribution de la justice.

La répartition des cotes imposées a été remise à la représentation départementale. La fixation du terme de paiement, de même que la publicité de la liste d'impôts proposés, est une garantie contre les abus qui ont régné jusqu'à ce jour. La publication des listes d'impôts surtout empêchera les maires ou anciens de villages en fonction, de répartir la cote d'après leur intérêt particulier. Je me permets d'appeler l'attention de Votre Excellence sur les remarques renfermées dans mon Rapport du 1^{er} du courant, N° 62 B, touchant les Dimogérontes.

Quant à la distribution de la justice, l'assemblée des anciens du village remplit le rôle d'un Tribunal de paix, et cela de façon que les fractions séparées d'après les confessions, décident les conflits ou différends survenus entre les divers adhérents d'une religion. Les parties chrétiennes ne s'adressent qu'à des juges chrétiens, de même que les musulmans à des juges de leur religion. Ce n'est que dans les causes pendantes entre des parties de religion différente, que toute la représentation du village est appelée à juger comme Tribunal mixte. Cette représentation fonctionne donc à peu près comme un jury sans Cour d'assises. Ainsi, dans beaucoup de cas, si elle ne prononce pas un jugement appuyé sur tel ou tel texte d'un Code, ce jugement n'en sera pas moins juste.

Comme le nouveau système, surtout dans l'importante question de la répartition des impôts, pose des limites à la manière de procéder des anciens du village qui n'était soumise à aucune espèce de contrôle, la Porte attend que l'application de ce système trouvera en certaines localités de la résistance, comme cela est arrivé chez les Dimogérontes des îles de l'Archipel et chez les musulmans.

Cependant la Porte espère qu'elle réussira à persuader les populations de l'excellence de cette mesure prise dans leur intérêt, et qu'elle pourra peu à peu l'introduire dans toutes les parties de l'Empire.

Agréez, etc.

Signé : VETSERÄ.

N° 112. Le chevalier de Vetsera au baron de Beust.

Constantinople, le 25 octobre 1867.

Monsieur le Ministre,

Ayant décrit, dans mes Rapports antérieurs, le caractère général de la réforme introduite par la nouvelle division de l'Empire, en Vilayets, je me permettrai dans ce moment de faire ressortir que la nouvelle organisation a appelé l'élément chrétien à une participation plus active dans l'Administration que cela n'avait eu lieu jusqu'alors.

L'Assemblée provinciale, celles d'arrondissements et de départements, adjointes aux différents Chefs d'administration comme conseil administratif, se composent pour la moitié de leurs membres élus de chrétiens. Il en est de même pour la Représentation provinciale érigée sous le nom de *Conseil général* du Vilayet.

Le nombre proportionnellement élevé de fonctionnaires qui siègent et votent dans ces Assemblées, et surtout le mode d'élection, qui n'est guère que le droit de présentation, enlèvent beaucoup de son caractère à cette institution populaire en apparence; malgré cela, je n'hésite pas à la considérer comme un véritable progrès. La participation aux travaux de l'administration éveillera l'intérêt pour la vie publique et pourra servir d'école pour l'exercice futur de droits politiques que la nation est encore incapable d'exercer aujourd'hui à cause de son manque d'instruction.

La Commune est organisée sur une base large, et c'est cette organisation qui me paraît assurer la vitalité du nouveau système, quoique différentes dispositions, telles par exemple, que le mode d'élection dont je viens de parler, doivent tôt ou tard subir des modifications.

Quant à l'administration de la justice, la loi actuelle sépare les affaires soumises aux tribunaux religieux musulmans de celles qui sont du ressort des tribunaux mixtes, civils ou correctionnels, dans lesquels le droit de prononcer appartient à la Porte. On créera au chef-lieu de chaque arrondissement et de chaque département une de ces Cours de justice composée par moitié de chrétiens et par moitié de musulmans. Une Cour d'appel dans la capitale de la province, organisée de la même manière, complète l'organisme de ces tribunaux.

Outre ces tribunaux, on s'occupe encore de créer dans les principales localités du département des tribunaux de commerce mixtes qui auront une instance supérieure dans la capitale de la province.

La mise en pratique de ces institutions demandera peut-être quelques négociations avec la Porte au sujet de la résidence des Consuls

qui ont à assister les sujets étrangers devant les tribunaux civils correctionnels ou de commerce.

Mais la Porte n'étant pas encore parvenue à diviser tout l'Empire en départements et en arrondissements, et comme le soin d'opérer cette division sera probablement laissé aux Gouverneurs des Provinces, il faut attendre les projets que ceux-ci soumettront au Sultan.

Agréez, etc.

Signé: VETSERÀ.

**N° 113. Le baron de Beust aux Ambassades impériales
à Paris et Londres.**

Vienne, le 9 janvier 1868.

L'Ambassadeur turc a bien voulu me donner communication de la dépêche ci-jointe en copie que Fuad-Pacha a adressée au Chargé d'affaires de Turquie à Saint-Pétersbourg.

Nous ne pouvons qu'approuver les intentions bienveillantes proclamées dans cette pièce à l'égard des sujets chrétiens de la Porte. Le Gouvernement ottoman déclare vouloir marcher d'un pas ferme dans la voie des réformes entreprises pour améliorer l'administration de l'Empire et la condition de toutes ses populations, sans distinction de race ou de religion.

Quant à l'affaire des réfugiés crétois transportés en Grèce, nous devons dire que les rapports de nos Consuls confirment les allégations du Gouvernement ottoman. Le sort de ces malheureux est des plus déplorables, et, exposés à une misère complète et aux ravages des maladies, leur nombre diminue rapidement. Ceux qui survivent ont tout lieu de regretter de s'être expatriés et nous constatons à regret les tristes résultats d'une mesure à laquelle les Puissances ont participé en croyant faire un acte d'humanité.

Recevez, etc.

Signé: BEUST.

N° 114. Le prince Georges B. Stirbey au baron de Beust.

Vienne, le 12 mars 1867.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur d'entretenir Votre Excellence de quelques questions d'intérêt commun au sujet desquelles j'ai reçu la mission spéciale de

demandeur et d'obtenir une entente avec le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

La haute sagacité et l'élévation des vues qui caractérisent Votre Excellence à un degré si éminent, ne me permettent pas de douter que les propositions tendant à resserrer et à rendre plus réciproquement utiles et profitables les liens multiples de bon voisinage et de commerce qui existent entre l'empire d'Autriche et les Principautés, recevront un accueil bienveillant et favorable, comme Votre Excellence d'ailleurs a eu la bonté de m'en donner l'assurance, et qu'Elle voudra bien leur accorder Son attention éclairée.

Je vous prie en conséquence, Monsieur le Baron, de me permettre de résumer et de préciser en quelques lignes les objets principaux que je crois devoir, avant tout et pour le moment, soumettre à cet effet à votre haute appréciation.

1° Le projet pour un cartel d'extradition des malfaiteurs ci-joint est d'autant plus urgent qu'en raison de l'étendue de nos frontières communes, qui embrassent, pour ce qui nous concerne, les quatre cinquièmes de la circonférence de la Roumanie, et des rapports fréquents et même journaliers entre les deux pays, nous nous trouvons arrêtés à chaque pas dans les nombreux cas de cette nature qui se présentent, faute d'une stipulation spéciale.

2° Le commerce direct comme celui de transit entre les deux pays ne pourrait qu'acquérir des développements mutuellement avantageux par un arrangement qui lui donnerait toutes les facilités possibles, sur le pied de la liberté des échanges et d'une parfaite réciprocité. La convenance et l'utilité d'une entente semblable étant admise en principe, comme j'ose m'en flatter, des hommes spéciaux pourraient être par la suite chargés de part et d'autre de s'entendre sur les meilleurs moyens à adopter dans ce but et de réglementer une réduction de tarifs pour quelques articles spéciaux.

3° Une entente aussi prompte que possible sur les points de raccordement des lignes de chemin de fer projetées dans les deux pays, ne manquera pas sans doute de paraître à Votre Excellence d'une urgence incontestable sous tous les rapports.

4° Nos relations internationales reposent sur une base mal définie et donnent souvent lieu à des discussions et à des conflits, provenant de la difficulté de concilier les traités et capitulations entre les Puissances étrangères et la Porte, avec l'article 8 de la Convention de Paris. L'exercice de la juridiction consulaire serait susceptible d'être modifié sur plusieurs points où il entrave et paralyse la libre action du Gouvernement roumain, et confiant dans la bienveillante sollicitude de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique pour mon pays, j'ose espérer qu'Elle voudra bien admettre une large modification dans la

matière; les détails en seraient concertés à Bucharest à la suite de l'assentiment de Votre Excellence entre M. le Baron d'Eder et mon Département.

5° Je crois enfin devoir soumettre à Votre Excellence la nécessité d'accréditer auprès de son Ministère un agent du Prince Charles à l'instar de ceux qui sont établis à Constantinople et à Paris. Les Princes régnants précédents ont eu de tout temps un agent à Vienne et l'extension de nos relations rend encore plus urgente l'admission d'un organe destiné à les cultiver et à les maintenir sur le pied de la meilleure entente. Il est entendu que je me ferai un devoir de consulter M. le Baron d'Eder sur le choix qui pourrait être le plus agréable au Gouvernement de sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

J'ose me flatter, monsieur le Baron, que Votre Excellence voudra bien prendre en mûre considération l'utilité mutuelle de régler les divers objets que je viens d'avoir l'honneur de Lui signaler en principe seulement, les détails devant être réglementés par des instruments faits à Bucharest avec M. le Baron d'Eder aussitôt après mon retour; et j'ose espérer qu'Elle voudra bien me mettre à même de rapporter à Son Altesse Sérénissime le Prince Charles I^{er} l'assurance positive que la mission dont Elle a daigné me charger a été couronnée de succès.

C'est dans cette attente, monsieur le Baron, que je vous prie d'agréer, etc., etc.

Signé : GEORGES B. STIRBEY.

N° 115. Le baron de Beust au prince Georges Stirbey.

Vienne, le 17 mars 1867.

MON PRINCE,

Par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 12 de ce mois, vous avez bien voulu me signaler plusieurs questions que le Gouvernement des Principautés-Unies de la Moldo-Valachie tient à régler de gré à gré avec le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

Ces questions intéressent trop vivement les relations amicales que l'Autriche a à cœur d'entretenir avec le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince Charles, pour que je ne me sois pas empressé d'y vouer une sérieuse attention.

Comme vous le faites justement remarquer, mon Prince, les différents objets que vous mentionnez demandent, pour la plupart, à être

traités au moyen de négociations spéciales, avant de recevoir un règlement définitif. Je suis heureux, toutefois, de pouvoir vous informer que le Gouvernement Impérial n'est pas moins désireux que le vôtre de voir s'établir une entente au sujet de ces matières et qu'il est très-disposé à contribuer de son mieux à amener ce résultat.

Ainsi, pour répondre préalablement, un à un, aux divers points articulés dans votre lettre, je puis vous transmettre l'assurance,

1° Que le Gouvernement autrichien partage le désir de celui des Principautés de stipuler un cartel d'extradition des malfaiteurs et qu'il va incessamment mettre à l'étude le projet que vous avez eu l'obligeance de m'adresser à cet effet;

2° Qu'il ne pourra que se féliciter de la conclusion d'un arrangement tendant à assurer aux deux pays, en matière de commerce, les facilités réciproques les plus étendues;

3° Qu'il s'occupera activement de conduire à bon terme, dans le sens qui répondra le mieux aux intérêts communs des deux pays, les délibérations ayant pour but de fixer les points de raccordement des chemins de fer de la Transylvanie et de ceux de la Roumanie;

4° Qu'il est prêt à entrer en négociations avec le Gouvernement du Prince Charles pour régler le régime de la juridiction consulaire d'une manière conforme aux nécessités nouvelles.

En ce qui concerne, enfin, le dernier point de votre lettre, celui où vous exprimez le désir du Prince de Moldo-Valachie d'accréditer à Vienne un agent, à l'instar de ceux qui sont établis à Constantinople et à Paris, j'ai l'honneur de vous prévenir dès à présent que le Gouvernement de l'Empereur donne avec plaisir son adhésion à cette mesure, qui ne pourra que profiter au maintien et à la consolidation des bons rapports entre deux pays unis par tant d'intérêts communs.

En vous priant, mon Prince, de vouloir bien porter la présente communication à la connaissance de Son Altesse Sérénissime le Prince Charles, je saisis avec empressement cette occasion pour vous offrir les assurances, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 116. Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris.

Vienne, le 2 juillet 1867.

MON PRINCE,

Par Votre rapport du 12 juin dernier, coté 31 D, vous m'avez transmis une lettre de la Société de l'alliance israélite universelle qui invo-

que l'intervention du Gouvernement Impérial en faveur des Israélites de la Roumanie.

Avant que cette démarche n'eût lieu et sur la première nouvelle des vexations auxquelles les Israélites étaient exposés en Moldavie, je me suis empressé de donner aux Agents de l'Autriche, tant à Jassy, qu'à Bucharest, les ordres nécessaires afin qu'ils agissent énergiquement auprès du Gouvernement moldo-valaque pour faire cesser le désordre et réparer les injustices commises.

Les efforts de nos Agents, unis à ceux des autres Puissances, ne sont point restés sans résultat. J'aime à croire que ces faits regrettables ne se renouvelleront plus et le Gouvernement Impérial ne manquera pas, en tout cas, de continuer à étendre sur les Israélites qui habitent les Principautés la protection dont ils pourront avoir besoin.

J'invite Votre Altesse à donner connaissance de ce qui précède à la Société de l'alliance israélite universelle, dans la forme qu'elle jugera convenable.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 117. Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest.

(Dépêche télégraphique).

Vienne, le 18 juillet 1867.

L'incident annoncé (la noyade de deux Israélites près de Galatz) mérite l'expression de la plus profonde indignation. Vous la porterez officiellement à la connaissance du Gouvernement roumain, en lui demandant catégoriquement quelles mesures il a prises pour punir les coupables et prévenir de semblables éventualités que le Gouvernement impérial ne peut voir avec indifférence, quand même les victimes ne seraient pas des sujets autrichiens. Hâtez-vous. Réponse télégraphique attendue.

N° 118. Le chevalier de Vetsera au baron de Beust.

Thérapia, le 26 juillet 1867.

Monsieur le Ministre,

Votre Excellence aura appris par les rapports directs du baron de Eder, en date du 17 et du 20 de ce mois, de même que par ceux du

Consul impérial à Galatz, du 16 de ce mois, n° LXIII, les actes de barbarie que les autorités moldo-valaques ont laissé commettre sous leur responsabilité contre les nombreux israélites établis dans ce pays, et dont Galatz surtout a été le théâtre pendant les journées du 13 et du 14 de ce mois.

Pour compléter ces nouvelles, je me permets d'annoncer à Votre Excellence que les rapports reçus par la Porte de la part de ses agents s'accordent sur le fait dont il s'agit avec les dépêches de M. de Kremer, ils ne mentionnent toutefois pas la circonstance que les deux Israélites, qui ont perdu la vie à cette occasion, se seraient encore tenus accrochés pendant quelque temps à la barque du sous-officier turc qui les conduisait à Galatz, et qu'ils n'auraient que plus tard trouvé la mort dans les flots du Danube.

M. Kanas, ie chargé d'affaires moldo-valaque, a envoyé une lettre, à la suite de cet incident, à Safwet-Pacha, en lui communiquant l'intention de son Gouvernement de faire une enquête sévère sur cette affaire, dans laquelle le Gouvernement valaque attribue la mort de ces deux individus aux agents turcs, afin de pouvoir, de son côté, diriger une réclamation, dans ce sens, contre la Turquie.

Ce dernier pays, d'autre part, a chargé hier Midhat-Pacha de relever tous les détails de l'incident, en lui faisant connaître qu'il avait l'intention de proposer au Gouvernement moldo-valaque la nomination d'une Commission mixte d'enquête.

La Porte fera demain des ouvertures au sujet de cette affaire à M. Kanas.

Agréez, etc.

Signé : VETSERÀ.

N° 449. Le baron de Eder au baron de Beust.

Bucharest, le 31 juillet 1867.

Comme j'ai eu l'honneur de vous en informer, j'ai remis au Ministère princier une note basée sur les instructions que j'avais reçues sous la date du 18 courant.

J'ai l'honneur de remettre ci-joint à Votre Excellence la réponse que ce ministère m'a faite, à la suite de ma démarche.

Votre Excellence pourra voir, d'après cette réponse, que le Gouvernement princier, contradictoirement avec la déclaration officielle des Consuls à Galatz, sur les événements, persiste à dire que les Israélites, noyés dans le Danube, n'ont pas été jetés à l'eau par des soldats moldo-valaques, mais par des soldats turcs.

Le Gouvernement princier avait envoyé une Commission à Galatz, pour avoir des éclaircissements sur les faits. Cette Commission était composée de MM. Pappius Hillariano, procureur général à la cour de cassation ; I. Mihailescu, directeur général au ministère de l'intérieur ; et du colonel Yarka. L'annexe à la note princière renferme le rapport de cette Commission, que le journal officiel et les autres feuilles, paraissant ici, ont publié il y a quelques jours.

En ce qui touche ce rapport et la manière dont il est rédigé, je crois devoir m'abstenir de toute remarque en indiquant seulement que, d'après mon jugement, il n'infirme en rien les faits avancés dans la note des Consuls de Galatz, à la date du 15 juillet.

Daignez agréer, etc.

Signé : DE EDER.

N° 120. Le baron de Meysenbug au baron de Eder à Bucharest.

Vienne, le 10 août 1867.

Monsieur le Baron,

La note du cabinet princier, annexée à votre rapport n° 70 B du 31 juillet dernier, et relative à l'affaire des Israélites noyés dans le Danube, à Galatz, n'est pas suffisante, comme vous en convenez vous-même, pour disculper le Gouvernement moldo-valaque des faits mis à sa charge.

Comme Votre Excellence pourra le voir d'après le rapport ci-joint du chevalier de Vetsera, la Porte, à la suite d'une communication du Chargé d'affaires moldo-valaque, mettant sur le compte des Agents du Gouvernement turc les faits déplorables qui ont eu lieu, a non-seulement engagé le gouverneur de la province danubienne à rechercher exactement la manière dont les faits avaient eu lieu, mais encore elle a l'intention de proposer au Gouvernement princier la formation d'une Commission mixte à cet effet.

Je ne puis que prier instamment Votre Excellence de faire tous ses efforts pour que le Gouvernement moldo-valaque accepte cette proposition, et je doute d'autant moins que vous vous appliquerez dans la mesure du possible à découvrir la vérité dans cette affaire, que vous devez être personnellement intéressé à voir confirmer l'exactitude des dates indiquées par vous, d'après lesquelles la culpabilité des agents moldo-valaques ne serait plus contestable.

Recevez, etc.

Signé : MEYSENBUG.

**N° 121. Le baron de Meysenbug au chevalier de Vetsera
à Constantinople.**

Vienne, le 11 août 1867.

Monsieur le Chevalier,

D'après votre rapport n° 45 E, en date du 26 du mois passé, Votre Excellence doit être au courant du texte de la Note que le Consul général impérial et royal à Bucharest a adressé au Ministre des affaires étrangères moldo-valaque, relativement à l'affaire des Israélites chassés des provinces danubiennes, et dont deux, à la suite des procédés inhumains employés à leur égard, ont péri dans le Danube à Galatz.

Votre Excellence pourra voir, par le rapport ci-joint et les pièces justificatives qui l'accompagnent, de quelle manière M. Etienne Golesco y a répondu.

Nous avons vu avec une grande satisfaction, d'après votre rapport ci-dessus mentionné, que non-seulement la Porte a prescrit une enquête par l'intermédiaire du gouverneur général de la province du Danube, mais qu'elle était même prête à proposer au Gouvernement moldo-valaque la nomination d'une Commission mixte pour le règlement de cette affaire. D'après une dépêche de notre Gouvernement, en date d'hier, le baron de Eder a reçu des instructions, afin de faire tous ses efforts pour engager le Gouvernement du Prince à accepter cette proposition.

Veuillez bien, Monsieur, de votre côté, ne rien négliger pour engager la Porte, à laquelle vous êtes autorisé à communiquer les pièces précitées, à agir énergiquement afin que la vérité se fasse jour sur cet incident malheureux, et que les coupables n'échappent pas au châtimement mérité.

Recevez, etc.

Signé : MEYSENBUG.

N° 122. Le baron de Eder au baron de Beust.

Bucharest, le 17 août 1867.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir les instructions du 10 de ce mois, concernant la noyade de plusieurs Israélites près de Galatz. Je veux bien croire que la Commission, qu'on a envoyée d'ici à ce port, avait effectivement pour but d'établir la manière dont les choses s'étaient passées.

Cependant, les membres de la Commission ne se sont arrêtés que douze heures à Galatz, juste le temps que le bateau à vapeur y stationne. Leur relation est empruntée aux personnes en cause, à savoir : le préfet, le commandant et le capitaine du port.

J'ai cru devoir accorder plus de confiance à la déclaration des six Consuls résidents, qui met l'incident non à la charge des Turcs, mais à celle des autorités locales. C'est aussi dans ce sens que les Israélites de Galatz ont écrit à leurs coreligionnaires de Bucharest.

Quant à la Commission mixte désirée par la Porte pour procéder à une enquête sur cette affaire, je crois devoir m'abstenir de toute démarche à cet égard, jusqu'au moment où le nouveau ministère sera formé.

Votre Excellence aura pu voir, d'après mon rapport d'aujourd'hui, lettre B, que M. Bratiano a donné sa démission et qu'il la maintient.

La retraite de M. I. Bratiano entraîne celle de tous les Ministres.

Daignez, etc.

Signé : DE EDER.

N° 123. Le chevalier de Vetsera au baron de Beust.

Constantinople, le 3 septembre 1867.

Monsieur le Ministre,

Il a été impossible d'amener le Gouvernement des Provinces danubiennes à abandonner le terrain des fins de non-recevoir qu'il a opposées aux désirs de la Porte de faire examiner par une Commission mixte, l'affaire des dix Israélites expulsés.

Comme je l'ai indiqué dans mon rapport du 23 du mois passé, n° 53 A, la Porte a cru devoir envoyer la dépêche ci-jointe à ses représentants, dans laquelle elle prouve que la responsabilité des événements déplorables ne peut lui être imputée.

Recevez, etc.

Signé : VETSERA.

N° 124. Le baron de Eder au baron de Beust.

Bucharest, le 8 décembre 1867.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir ce matin, par le télégraphe, la communication de Votre Excellence ayant pour objet les persécutions exercées contre les Juifs dans les Principautés.

Les représentations, faites au nom de Votre Excellence au prince Charles et à son Gouvernement, ont eu pour conséquence de faire rapporter les mesures décidées contre les Israélites.

Sir Moyse Montefiore, qui est arrivé ici plus tard pour s'employer en faveur de ses coreligionnaires, a trouvé une situation tout à fait apaisée.

Ses efforts n'ont donc pu avoir pour objet que l'avenir.

Il a reçu du Prince et de son Gouvernement les assurances les plus satisfaisantes, assurances que le prince Charles a exprimées dans une lettre autographe adressée à sir Moyse Montefiore.

Sir Moyse Montefiore a été entièrement satisfait du résultat de son intervention. Il m'a exprimé, en termes très-chaleureux, avant son départ, sa reconnaissance et celle de ses coreligionnaires pour l'appui que ses efforts avaient trouvé auprès de Votre Excellence.

Il ne s'est présenté dans ce pays, depuis l'été dernier, aucun acte que l'on puisse qualifier de persécution contre les Juifs.

Dans ces derniers temps, la question des Juifs a, pour ainsi dire, été soulevée en théorie.

La dissolution des Assemblées législatives et les élections ont éveillé les passions des partis.

Ceux qui prennent part à la vie politique, dans les Principautés, se sont divisés en deux camps : les ministériels et les anti-ministériels.

On a fondé de nouveaux organes de publicité, afin de peser sur l'opinion publique par des attaques et des accusations contre ses adversaires.

J'étendrais par trop les limites de ce rapport et prendrais un temps précieux à Votre Excellence, si je voulais rapporter ici toutes les accusations portées contre les Juifs à l'occasion des élections.

Une partie de la presse anti-ministérielle profite de la circonstance que le Gouvernement s'est montré plus humain et plus modéré envers les Juifs à la suite des représentations faites par les Puissances, pour l'attaquer.

D'après ce qui est arrivé, cette polémique, qui embrasse aussi la question des Juifs, doit inquiéter les Israélites établis dans cette ville.

Mais, aux termes de la nouvelle Constitution, la presse est libre, entièrement libre, sans qu'il y ait une loi pour régler cette liberté. Cependant en ce qui touche les inquiétudes des Israélites, je crois que le Gouvernement est assez fort pour réprimer les excès auxquels la populace pourrait se livrer. Il n'y a d'ailleurs rien qui indique que les adversaires du Ministère cherchent à provoquer ces excès.

Il ne me reste plus qu'à revenir sur les noyés de Galatz. D'après ce que je disais de cette affaire, et je crois être bien renseigné, le Gou-

Le 10 août, le conseil de la commune a décidé de faire voter par le peuple la suppression de la royauté.

Le 12 août, le conseil de la commune a décidé de faire voter par le peuple la suppression de la royauté.

Le 14 août, le conseil de la commune a décidé de faire voter par le peuple la suppression de la royauté.

Le 16 août, le conseil de la commune a décidé de faire voter par le peuple la suppression de la royauté.

Le 18 août, le conseil de la commune a décidé de faire voter par le peuple la suppression de la royauté.

Le 20 août, le conseil de la commune a décidé de faire voter par le peuple la suppression de la royauté.

Le 22 août, le conseil de la commune a décidé de faire voter par le peuple la suppression de la royauté.

Le 24 août, le conseil de la commune a décidé de faire voter par le peuple la suppression de la royauté.

Le 26 août, le conseil de la commune a décidé de faire voter par le peuple la suppression de la royauté.

Le 28 août, le conseil de la commune a décidé de faire voter par le peuple la suppression de la royauté.

Le 30 août, le conseil de la commune a décidé de faire voter par le peuple la suppression de la royauté.

Le 1er septembre, le conseil de la commune a décidé de faire voter par le peuple la suppression de la royauté.

Le 2 septembre, le conseil de la commune a décidé de faire voter par le peuple la suppression de la royauté.

N° 125. Le baron de Beust à M. de Lenk à Belgrade.

Vienne, le 16 décembre 1867.

Monsieur le Consul général,

Les faits relatifs à de grands préparatifs militaires en Serbie, signalés dans vos derniers rapports, sont confirmés dans des documents qui nous viennent de sources différentes.

Si le camp des milices nationales de Poscharevaz, ainsi que les manœuvres et les exercices dont la Principauté est aujourd'hui le théâtre, peuvent être considérés comme un fait ordinaire, les achats et les commandes extraordinaires de canons, d'armes et de munitions, venant se joindre à tout ce qu'on a déjà rassemblé depuis des années, doivent exciter un étonnement général. Aussi vous n'ignorez pas qu'ils ont attiré l'attention de la Sublime Porte.

En effet, on a quelque droit de se demander quelles peuvent être les raisons qui portent le Gouvernement de la Principauté à faire des préparatifs si extraordinaires. On ne saurait admettre que ce Gouvernement les fasse contre une attaque éventuelle d'une puissance voisine, puisque la Serbie n'a d'attaque de ce genre à redouter ni du côté de la Turquie, ni d'un autre pays voisin. Si l'on ne veut pas admettre qu'il faille considérer ces préparatifs comme une levée contre la souveraineté de la Turquie, il ne reste plus qu'à se dire pour expliquer ces préparatifs de guerre, que la Serbie veut, par ce moyen, donner plus de poids aux réclamations qu'elle adresse en ce moment à la Turquie, ou bien encore qu'elle désire par là donner une certaine satisfaction au sentiment national, dans l'espérance que les passions nationales seront facilement apaisées si on est à même de pouvoir faire valoir des concessions passant pour le résultat de l'attitude guerrière que l'on prend aujourd'hui.

Le Gouvernement impérial regretterait vivement de voir la Serbie employer un pareil moyen pour arriver à ses fins. Dans le cas le plus favorable, ces moyens nous sembleraient superflus, puisque, d'après nos renseignements, les cours garantes, sans exception, sont favorables aux vœux de la Serbie, et que la puissance suzeraine elle-même ne semble pas trop éloignée de se prêter à ces vœux. Le bruit de guerre qui remplit toute la Serbie, si le Gouvernement ne parvient pas à lui imposer silence, ne pourra, au contraire, que suggérer à la Porte des soupçons très-fondés, et pourrait être mis à profit à Constantinople, par les adversaires de la Serbie, ainsi que dans d'autres États, comme une raison sérieuse de refuser toute concession.

Vous saviez, Monsieur, par ma note du 9 de ce mois, qui vous in-

struisait des démarches que l'internonce a faites officiellement pour appuyer les demandes du prince Michel, combien nous désirons voir donner satisfaction aux justes aspirations d'un peuple voisin uni à l'Autriche par des liens de plus d'une sorte. Mais si nous croyons, à cette occasion, avoir donné une nouvelle preuve des sentiments amicaux qui animent l'Autriche à l'égard de ce pays, toutes les fois que l'occasion lui en a été offerte, nous nous croyons, d'un autre côté, autorisés à attendre du Gouvernement de la Principauté qu'il n'augmente pas les difficultés de la situation par une conduite qui, sans avancer l'accomplissement de ses vœux, ne serait propre qu'à provoquer parmi les populations chrétiennes de la Turquie une fermentation dont les suites pourraient sérieusement troubler la paix de l'Orient.

Je vous prie, Monsieur, de vous exprimer dans le sens des observations qui précèdent, quoiqu'avec prudence, partout où vous croirez, à votre jugement, que cela pourra être de quelque utilité.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 126. Le baron de Beust à monsieur de Lenk à Belgrade,

Vienne, le 19 décembre 1867.

Monsieur le Consul général,

Vous trouverez sous ce pli copie d'une dépêche récemment adressée par M. le marquis de Moustier au Consul général de France à Belgrade, et dont M. le duc de Grammont m'a donné communication.

Le langage que M. Engelhardt est chargé de faire entendre au Gouvernement serbe a notre entier assentiment, et vous êtes invité, Monsieur, à vous y associer sans réserve.

Aux appréhensions d'une nature plus générale qu'ont éveillées à Paris les armements extraordinaires qui se font en Serbie, viennent s'ajouter pour l'Autriche, comme puissance voisine, des préoccupations d'un intérêt plus direct encore. Aussi, dès le jour où nous avons vu le Gouvernement princier commencer à se livrer à ces préparatifs militaires qui, poursuivis depuis sans relâche, ont acquis aujourd'hui un si large développement, nous avons eu soin, par la dépêche que je vous ai adressée en date du 16 décembre de l'année dernière, de lui faire représenter les complications auxquelles aboutirait la voie où il venait de s'engager.

Abstraction faite de toute autre considération, nous ne saurions voir avec indifférence un pays limitrophe se transformer successivement, pour ainsi dire, en une vaste place d'armes, et il doit être per-

mis de chercher à nous rendre compte de ce qui peut motiver une situation si anormale.

La Principauté n'ayant pas à redouter, que nous sachions, des troubles intérieurs dont l'imminence la forcerait à un déploiement de forces aussi inusité, ces armements ne peuvent qu'être dirigés contre un danger venant du dehors dont elle se croirait menacée; car il nous répugnerait d'admettre qu'ils fussent inspirés par une pensée agressive contre l'un des voisins de la Serbie. Or, le Gouvernement princier est trop éclairé pour ne pas savoir que, tant qu'il se renfermera dans la condition que lui ont faite les traités, ce n'est pas l'Autriche qui songera à l'attaquer, elle qui ne vise, au contraire, qu'à maintenir et consolider ses bonnes relations avec un pays auquel la lient tant d'intérêts. Rien n'indique non plus que le Gouvernement des Principautés-Unies soit animé d'intentions malveillantes à l'égard de la Serbie. Reste donc la Sublime Porte. Le Gouvernement de Belgrade croirait-il réellement devoir se prémunir contre une agression venant de ce côté? Nous ne saurions croire que le Gouvernement serbe puisse se livrer sérieusement à de si vaines alarmes au lendemain du discours par lequel S. A. le prince Michel a inauguré les travaux de la Skoupchtina, et où il a rendu un hommage mérité aux dispositions bienveillantes dont il sait animé son suzerain à l'égard de la Serbie.

D'après ce qui précède, il est impossible de s'expliquer d'une manière satisfaisante le bruit d'armes dont retentit en ce moment la Principauté. Nous tenons à mettre en garde le Gouvernement princier contre des suggestions perfides qui tendraient à l'entraîner sur une pente aventureuse et funeste. En laissant s'accroître l'excitation de l'esprit guerrier de son peuple, il finirait par se trouver en face d'une situation qu'il lui serait peut-être difficile de maîtriser, et qui forcerait les voisins de la Serbie, dans l'intérêt de leur propre sécurité, à prendre des mesures de précaution.

Vous voudrez bien, Monsieur, vous inspirer de ces considérations pour faire sentir, de concert avec votre collègue de France, aux hommes politiques de Belgrade toute la gravité des conséquences auxquelles ils exposeraient leur pays en encourageant des agitations qui commencent à fixer les regards de toutes les puissances soucieuses de maintenir la paix du Levant.

Nous comptons d'autant plus sur un accueil favorable de la démarche que vous êtes chargé de faire, que le Gouvernement serbe ne saurait ignorer que c'est principalement l'intervention du Gouvernement impérial qui a amené l'évacuation de la forteresse de Belgrade.

Certes, nous n'entendons pas lui rappeler un service que nous étions heureux de lui rendre, mais nous ne jugeons pas inutile d'évo-

quer un souvenir qui doit rester pour la Servie un gage certain de nos dispositions amicales et désintéressées.

Recevez, etc., etc.

IV

AFFAIRES COMMERCIALES.

N° 127. Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin.

Vienne le 8 novembre 1866.

Monsieur le Comte,

L'article 13 du Traité de paix de Prague ayant réservé une révision du Traité de commerce et des douanes du 11 avril 1865, dans le sens d'une plus grande liberté du trafic mutuel, et l'ouverture de négociations dans le plus bref délai, les deux parties ne pouvant, d'un autre côté, désirer rester plus longtemps dans l'incertitude en présence du terme de six mois, fixé pour la dénonciation de ce Traité, ce qui jetterait de la perturbation dans les cercles industriels, Votre Excellence voudra bien entamer cette question aussitôt que possible auprès du Gouvernement prussien, et chercher à savoir si et quand il a l'intention de donner suite à cette négociation.

Je n'ai pas besoin de faire remarquer, d'après le désir qu'on nous a exprimé en haut lieu, de voir s'établir des rapports amicaux entre l'Autriche et la Prusse, que c'est sur ce terrain que ce désir pourra s'accomplir le plus facilement et le plus rapidement, parce qu'il est également partagé par la conscience de la nation ; nous sommes d'autant plus convaincus, que le Gouvernement prussien prêtera facilement la main à notre proposition, que les industriels en Prusse comme en Autriche désirent voir bientôt commencer ces négociations.

Dans l'attente d'un prochain rapport de votre part sur ce sujet, je vous renouvelle, etc.

Signé : BEUST

N° 128. Le comte de Wimpffen au baron de Beust.

Berlin, le 14 novembre 1866.

Monsieur le Ministre,

Je n'ai pas manqué de faire connaître à M. de Thile le contenu de votre dépêche du 8 de ce mois et de faire ressortir l'importance politique d'une prochaine révision du Traité douanier et commercial du 11 avril 1865.

Monsieur de Thile a reçu cette communication avec beaucoup d'intérêt et de satisfaction, m'assurant que quant à l'esprit politique et aux intentions renfermées dans cette communication, il partageait entièrement les vues de Votre Excellence.

M. le Sous-Secrétaire d'État m'a promis de s'entendre sans retard avec le Ministre du commerce et des finances pour entamer aussitôt que possible les négociations, me faisant cependant remarquer qu'il ne pourrait guère être en état de m'informer du résultat de leurs délibérations avant la semaine prochaine.

Recevez, etc.

Signé : WIMPFEN.

N° 129. Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin.

Vienne, le 18 décembre 1866.

Monsieur le Comte,

J'ai appris avec satisfaction du Baron de Werther, il y a quelques jours, que le Gouvernement prussien avait l'intention d'envoyer prochainement des plénipotentiaires à Vienne pour traiter de la révision du Traité de commerce et des douanes du 11 avril 1865.

Ces communications orales n'ayant pas été accompagnées ni suivies jusqu'à ce jour d'ouvertures plus précises, nous pouvons supposer que le Cabinet de Berlin aura effectué de son côté les démarches nécessaires auprès des autres Gouvernements du Zollverein, surtout avec ceux qui étaient délégués par Traité pour les négociations avec l'Autriche, tels que les Gouvernements de Bavière et de Saxe.

Nous avons, de notre côté, depuis la communication de notre dépêche du 8 du mois dernier à la Bavière et à la Saxe, d'autant moins de raison de nous expliquer vis-à-vis des Cabinets de Munich et de Dresde sur la part qu'ils auraient à prendre aux négociations désirées

des deux côtés, que nous n'avions reçu de Berlin aucune communication touchant ce point.

Cependant, nous désirons, en faisant simplement part aux Gouvernements de Saxe et de Bavière de la situation actuelle des choses, qu'il soit bien entendu aussi à Berlin que l'omission d'une formalité usitée autrefois ne puisse nous être opposée comme une difficulté pour la réussite des négociations entamées.

Que Votre Excellence veuille bien s'exprimer dans ce sens vis-à-vis de M. le Comte de Bismarck.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

N° 130. Le comte de Wimpffen au baron de Beust.

Berlin, le 20 décembre 1866.

Monsieur le Ministre,

Monsieur de Thile, auquel j'ai communiqué votre dépêche du 18 du mois courant, m'a assuré au nom de M. le Comte de Bismarck, que la question de forme mentionnée dans votre dépêche ne pouvait avoir aucune influence sur les négociations qui doivent s'ouvrir à Vienne relativement aux Traités de douanes et de commerce, puisque le Gouvernement du Roi, du moment que nous avons soulevé cette question de révision des Traités de commerce et de douane du 11 avril 1865, s'était entendu avec ses alliés du Zollverein, notamment avec la Bavière et la Saxe, et venait de les inviter à donner au plus tôt leur avis sur cette question.

Le Sous-Secrétaire d'État a encore ajouté que suivant une nouvelle télégraphique, venue de Munich, M. Von der Pfordten était prêt à envoyer dès aujourd'hui un plénipotentiaire à Vienne pour prendre part aux conférences douanières et que l'on attend de même du côté de la Saxe l'envoi d'un fonctionnaire spécial.

M. de Thile m'a promis de faire connaître sans retard à M. le Comte de Bismarck la communication que je venais de lui faire.

Agréez, etc.

Signé : WIMPFEN.

N° 131. Protocole signé à Vienne le 3 février 1867 au ministère impérial et royal des affaires étrangères.

Sur l'invitation du Gouvernement impérial autrichien, des négociations relatives à la révision du Traité douanier et de commerce du 11 avril 1865 ont eu lieu à Vienne depuis le 20 décembre, entre les soussignés plénipotentiaires de l'Autriche et de la Prusse auxquelles participaient les soussignés plénipotentiaires de la Bavière et de la Saxe. Ces négociations n'ont pu jusqu'à ce jour être terminées parce que les plénipotentiaires prussiens n'ont pas été en mesure de s'expliquer sur l'abaissement du droit d'entrée sur les vins, demandé par l'Autriche; elles ne peuvent être continuées tant que cet empêchement ne sera levé, parce que l'Autriche, à la suite de promesses faites et en considération d'intérêts commerciaux importants, doit entrer en négociations avec l'Italie, négociations qui ne peuvent être suivies en même temps que celles avec la Prusse.

Dans cet état de choses, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de suspendre momentanément leurs délibérations.

Il est entendu de part et d'autre que ces négociations recommenceront aussitôt qu'auront disparu les circonstances qui en ont nécessité l'ajournement; des communications seront échangées à ce sujet au plus tard dans quatre semaines.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent protocole et y ont apposé le cachet de leurs armes.

(L. S.) *Signé* : BEUST. (L. S.) *Signé* : WERTHER. (L. S.)
Signé : WEBER. (L. S.) *Signé* : THUMMEL. (L. S.)
Signé : WULLERSTORF. (L. S.) *Signé* : PHILIPSBORN.
(L. S.) *Signé* : EGGENSBERGER.

N° 132. Le comte de Wimpffen au baron de Beust.

(Extrait.)

Berlin, le 13 février 1867.

Monsieur le Ministre,

Un entretien que j'ai eu avec le Ministre Baron Von der Heydt m'a encore fortifié dans la conviction que j'avais que le Gouvernement Royal de son côté ne désire pas que l'ajournement des négociations relatives au Traité de commerce ait le caractère d'une rupture. J'ai

été très-satisfait de remarquer pendant notre entretien d'hier que l'homme d'État précité a dû reconnaître, en conscience, que nous n'avons aucune faute à nous reprocher en ce qui touche cet ajournement, que nous n'avons, au contraire, jamais cessé de témoigner de notre bon vouloir.

Signé : WIMPFEN.

N° 133. Le comte de Wimpffen au baron de Beust.

(Extrait.)

Berlin, le 23 mars 1867.

Monsieur le Ministre,

J'ai profité de mon entretien d'hier avec M. de Bismarck pour lui rappeler nos négociations commerciales interrompues, et pour lui dire que j'attendais la réalisation de ses promesses amicales touchant cette affaire. Le Comte de Bismarck m'assura que, quant à lui, il était prêt à abaisser les droits d'entrée comme nous le demandions à 2 thalers et demi, mais qu'il ne pouvait à lui seul décider la question....

Signé : WIMPFEN.

N° 134. Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin.

Vienne, le 12 octobre 1867.

Monsieur le Comte,

Le Chargé d'affaires prussien, M. de Ladenberg, m'a donné lecture en effet, comme vous me l'annonciez dans votre rapport du 15 de ce mois, n° 118 D, d'une dépêche du Chancelier de l'Union du Nord, du 26 du mois écoulé, adressée au Comte de Goltz, dans laquelle celui-ci était invité à reprendre les négociations avec la France sur la question des droits d'entrée sur les vins. En me faisant cette communication, le Chargé d'affaires de Prusse m'a demandé verbalement d'appuyer de notre côté les propositions faites auprès du Gouvernement français, et vous pourrez voir, par la copie ci-jointe des instructions envoyées au Chargé d'affaires impérial à Paris, en date du 8 courant, de quelle manière j'ai cru devoir répondre à ces ouvertures.

Veillez, à la première occasion, rappeler au Comte de Bismarck et

à M. de Thile que je l'ai fait sans retard, et les assurer que nous nous empresserons, aussitôt que les négociations seront assez avancées à Paris, d'envoyer en qualité de plénipotentiaire à Berlin, le Chef de section de Pretis, pour terminer la négociation ajournée depuis le mois de février.

En attendant, je vous prie de me faire parvenir les nouvelles que vous recevrez de Paris sur la marche de cette affaire.

Recevez, etc.

Signé : BEUST.

N° 135. Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin.

Vienne, le 18 novembre 1867.

Monsieur le Comte,

Vous n'aurez sans doute pas manqué d'informer officiellement M. le Président du Conseil des Ministres de Prusse, que, sur son désir, nous avons sans retard appuyé les propositions qu'en sa qualité de Chancelier de l'Union du Nord, il avait fait parvenir au Comte de Goltz par une dépêche du 26 septembre qui nous a été communiquée, afin d'obtenir, moyennant l'abaissement du droit d'entrée sur les vins de 4 reichsthalers à 2 2/3 th. que le Mecklenbourg fût délié de ses obligations contractées envers la France.

Après avoir fait tous mes efforts pour recommander au Cabinet français de se montrer coulant dans cette question, je viens d'apprendre par de nouveaux rapports du prince de Metternich, que l'Ambassadeur français à Berlin a été chargé de répondre aux propositions ci-dessus indiquées, que ses instructions lui commandent de demander l'abaissement du droit d'entrée sur les vins de 4 à 2 th. par quintal.

Il était facile de prévoir que la France n'abandonnerait pas facilement l'avantage qu'elle avait obtenu pour l'écoulement de ses vins par le Traité de commerce avec le Mecklenbourg et qu'une élévation du tarif de 2 thalers et demi proposée autrefois par nous (que la France aurait acceptée au mois de février si la Prusse la lui avait offerte), à 2 2/3 th., trouverait d'autant moins d'accueil à Paris que la Prusse y ajoutait une autre prétention, à savoir, qu'outre la résiliation du Traité avec le Mecklenbourg, la France consentît à appliquer un droit uniforme de 10 pour 100 de la valeur aux coutils, damas, etc.

Il serait possible que cette nouvelle exigence seule eût suffi pour décider la France à formuler de son côté des demandes plus élevées; dans tous les cas, il nous semble que la Prusse aurait bien des rai-

sons de ne pas persister à exiger son tarif de 2 2/3 th., déjà très-élevé en lui-même et de ne pas risquer de faire échouer toutes les négociations pour cette minime différence de 5 silbergros, en supposant que la France puisse être amenée par nous à accepter de nouveau le taux de 2 thalers et demi par quintal.

Si le Gouvernement impérial avait la moindre pensée d'arrêter le développement intérieur de la Confédération du Nord et du Zollverein, la demande française d'abaisser les droits d'entrée sur les vins jusqu'à 2 thalers nous paraîtrait très-modérée et comme ne pouvant guère être repoussée dans le cas où le Mecklenbourg entrerait dans le Zollverein. Mais dans toute la négociation, comme le Comte de Bismarck l'a reconnu lui-même à différentes reprises, nous nous sommes jusqu'ici exclusivement tenus sur le terrain des intérêts matériels du trafic et en cela nous avons autant que possible prévenu les désirs de la Prusse. Nous ne voulons pas nier que nous n'ayons, de notre côté, le désir de mener à bonne fin toutes nos négociations douanières et la généralisation de notre tarif, et que nous ne reconnaitrions dans le bon vouloir de la Prusse dans ce sens la preuve d'une même appréciation des rapports de bon voisinage. Si donc, le Chancelier de l'Union du Nord voulait, au nom des États de l'Allemagne du Sud, terminer la négociation pendante sur la base indiquée ci-dessus, nous nous offrons de recommander de nouveau cette base à Paris, et, si on le désire, d'envoyer notre plénipotentiaire en passant par Paris, à Berlin.

Veuillez personnellement communiquer ces réflexions ainsi que la proposition qui s'y rattache au comte de Bismarck et nous rendre compte du succès qu'auront obtenu vos ouvertures.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 136. Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris.

Vienne, le 19 novembre 1867.

Mon Prince,

J'apprends, par votre rapport du 5 de ce mois, n° 58 E, que le Gouvernement français reprend à Berlin la négociation sur les droits d'entrée des vins et sur la résiliation du traité avec le Mecklenbourg. Le comte de Wimpffen m'annonce, sous la date du 13 courant, que M. Benedetti a en effet reçu des instructions pour la reprise de ces négociations, mais a en même temps été invité à insister sur la demande d'une réduction à 2 th. par quintal ou, ce qui revient au même,

à faire des conditions plus onéreuses que celles que la France avait consenties vis-à-vis de nous, 2 th. 1/2, ainsi qu'il résulte de la note verbale du duc de Gramont, en date du 1^{er} février.

J'ai autorisé le comte de Wimpffen à s'entendre confidentiellement avec M. Benedetti dans la supposition que ces instructions n'étaient pas le dernier mot de la France, avant de faire à M. de Bismarck l'ouverture dont je le charge dans les deux dépêches de ce jour jointes sous ce pli. J'engage en conséquence Votre Altesse à insinuer au Gouvernement français que nous ne pouvons attendre une heureuse issue des négociations en présence de l'élévation de ses demandes, mais que nous serions prêts à engager la Prusse à renoncer au tarif uniforme de 10 pour 100 de la valeur pour les coutils, damas, etc., si elle voulait de son côté consentir à abaisser jusqu'à 2 1/2 th. par quintal le droit d'entrée sur les vins. Veuillez bien, à cette occasion, faire connaître aux ministres français compétents, que si la France, pour des raisons que nous n'avons pas à apprécier, n'était pas décidée à mener dans un bref délai la négociation pendante à bonne fin, nous serions forcés, à notre grand regret, de terminer les négociations avec le Zollverein sans la concession prussienne sur les vins et sans concessions équivalentes de notre part. A cause de l'importance de cette affaire, je prie Votre Altesse de m'informer, même par le télégraphe, du résultat de ses efforts, et je lui renouvelle, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 137. Le comte de Wimpffen au baron de Beust.

(Extrait.)

Vienne, le 22 novembre 1867.

Monsieur le Ministre,

Je profite du retour du courrier qui m'a apporté les deux dépêches de Votre Excellence au sujet de la question des vins, pour lui communiquer le résultat de l'entretien que j'ai eu avec M. Benedetti.

Après avoir rappelé et expliqué à l'Ambassadeur notre position actuelle dans cette question si importante pour les intérêts du Gouvernement impérial autrichien, j'insistai surtout, en lui en communiquant le texte, sur l'ouverture que nous avait faite, le 1^{er} février, le duc de Gramont au sujet du tarif sur les vins.

Il reconnut la justesse de notre demande, et me confirma que la condition, posée par lui, d'abaisser le tarif à 2 th. par quintal, n'était

pas son dernier mot. Il me promet encore de se rendre chez M. de Thile et de contribuer selon ses moyens à faire rentrer la négociation en bonne voie, ce qui me semble pour le moment être le plus pressé et le plus important.

Je compte voir M. de Bismarck aujourd'hui ou demain, mais je doute qu'il soit possible de l'amener à consentir au chiffre de 2 1/2 th. D'après mes derniers renseignements, il s'en tient au chiffre appuyé par nous à Paris comme dernière concession, et il l'abandonnera d'autant moins qu'il est en cela soutenu par l'opinion publique en Prusse.

P. S. M. Benedetti s'est en effet rendu hier chez M. de Thile en faisant observer qu'il avait déjà informé le comte de Bismarck qu'il était muni d'instructions étendues pour traiter la question des vins, sur quoi le Président du Conseil des Ministres lui a annoncé la visite prochaine de M. Delbrück.

Signé : WIMPFEN.

N° 138. Le comte de Wimpffen au baron de Beust.

Berlin, le 27 novembre 1867.

Monsieur le Ministre,

« Le Gouvernement royal de Prusse accepte la proposition de Votre Excellence avec reconnaissance. Par conséquent M. de Pretis, d'après l'assurance de M. Delbrück, peut déclarer à Paris que la Prusse, outre la résiliation du Traité avec le Mecklenbourg, ne posera pas d'autres conditions en ce qui touche la question des vins, et se laissera guider en cette circonstance par l'intérêt qu'elle a de conclure avec nous.

Signé : WIMPFEN.

N° 139. Le baron de Beust au comte de Wimpffen.

Vienne, le 30 novembre 1867.

Monsieur le Comte,

A la suite de vos dépêches télégraphiques du 27 de ce mois, d'après lesquelles le Gouvernement royal de Prusse se déclarerait prêt à

abaisser le tarif sur les vins à 2 2/3 th. pour le moment, mais à abandonner en même temps toutes les autres conditions exigées de la France dans le cas où cette dernière consentirait à résilier le traité conclu avec le Mecklenbourg, nous avons pris la résolution d'envoyer aussitôt que possible le chef de section de Pretis à Paris, afin de hâter autant qu'il dépendra de nous la conclusion du traité.

Veuillez par conséquent faire connaître au comte de Bismarck que M. de Pretis partira d'ici pour Paris au plus tard le 5 décembre et qu'il y fera tous ses efforts pour obtenir, en échange de la déclaration à laquelle il est autorisé par la Prusse et le Zollverein, que la France se contente comme nous d'une réduction de 4 à 2 2/3 th. par quintal du droit d'entrée sur les vins et qu'elle prête la main à la combinaison proposée pour le Mecklenbourg. En même temps j'invite Votre Excellence à exprimer notre ferme espérance à M. le Président du Conseil que si, malgré nos efforts à Paris unis à ceux de l'Ambassadeur prussien, nous ne pouvons amener la France à consentir un autre tarif que celui de 2 1/2 th., la Prusse ne refusera pas, dans ce cas extrême, son consentement.

En attendant un prochain rapport sur l'accueil qu'aura trouvé votre démarche auprès du comte de Bismarck, je renouvelle, etc., etc.

Signé : WIMPFEN.

N° 140. Le comte de Wimpffen au baron de Beust.

Berlin, le 2 décembre 1867.

Monsieur le Ministre,

Le comte de Bismarck m'ayant prié, ainsi que M. Benedetti, de me mettre en rapport pour tout ce qui concerne la question du tarif des vins avec M. Delbrück, je me suis empressé de communiquer à ce dernier votre dépêche du 30 courant, en l'engageant toutefois d'en faire connaître le contenu à M. le Président du Conseil, auquel je me réserve d'en appeler, si la mission du chef de section de Pretis à Paris devait rester sans résultat.

Ma communication a été très-bien accueillie par M. Delbrück, qui m'a exprimé à différentes reprises la satisfaction avec laquelle le Gouvernement royal avait accepté notre proposition de renouveler nos tentatives à Paris.

Quant à notre espoir que la Prusse, dans un cas extrême, ne refuserait pas d'accepter le chiffre de 2 1/2 th. par quintal, M. Delbrück n'a pas voulu s'occuper de cette extrémité, parce qu'il est dans la

persuasion que si la France ne veut pas entièrement méconnaître ses intérêts matériels, elle consentira au chiffre de 2 2/3 th. qu'on lui offre aujourd'hui.

J'ai trouvé M. Delbrück convaincu de l'étroite connexité de nos intérêts dans cette question et rempli du désir de bientôt conclure avec nous, et comme je lui représentais avec chaleur et conviction combien il serait désirable, dans le cas toujours possible où les efforts de M. de Pretis échoueraient à Paris, de ne pas voir nos négociations péricliter, il me répondit qu'il ne voulait pas encore penser *aux pis aller* auxquels on aurait à se résigner dans cette éventualité.

Sur ma demande que l'on envoyât les instructions nécessaires au comte de Goltz pour pouvoir agir de concert avec M. de Pretis, M. Delbrück me fit savoir que cela avait déjà eu lieu. L'Ambassadeur royal à Paris a été instruit, il y a peu de jours, des négociations suivies entre M. Benedetti et M. Delbrück, ainsi que de celles qui ont eu lieu entre moi et ce dernier, de l'acceptation de notre proposition relative à la fixation du tarif sur les vins à 2 2/3 th. en abandonnant les autres demandes adressées à la France si celle-ci résilie le traité avec le Mecklenbourg, et enfin de la prochaine arrivée de M. de Pretis à Paris.

Agréez, etc., etc.

Signé : WIMPFEN.

N° 141. Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin.

Vienne, le 16 décembre 1867.

Monsieur le Comte,

A la suite de votre télégramme de ce jour, concernant la question des vins et de votre rapport du 14 de ce mois, je ne puis m'empêcher de vous exprimer de nouveau le désappointement que nous avons éprouvé à la réception de la dépêche télégraphique de Paris, d'après laquelle la Prusse aurait reproduit encore il y a quelques jours seulement sa demande que la France fixât son tarif pour tous les tissus mélangés, uniformément à 10 pour 100 de la valeur.

D'après votre dépêche télégraphique, en date du 27 novembre, n° 84, constatant, suivant les expressions mêmes de M. Delbrück, que la Prusse, en acceptant notre proposition avec reconnaissance, ne poserait pas d'autres conditions que la résiliation du traité avec le Mecklenbourg, nous pouvions considérer comme un fait acquis qu'à partir de ce moment de part et d'autre on abandonnerait toutes les questions subsidiaires, et qu'il ne s'agirait plus que de discuter le tarif sur les vins qui serait fixé à 2 1/2 ou 2 2/3 th. par quintal.

Nous avons fait, de notre côté, tout ce qu'il était possible de faire en déclarant que nous acceptions la réduction limitée 2 2/3 th.; mais nous vous invitons en même temps à laisser entendre au comte de Bismarck que, dans le cas où on ne parviendrait pas à faire accepter à la France un tarif plus élevé que 2 1/2 th., nous espérons que la Prusse ne refuserait pas son consentement dans ce cas extrême.

Nous avons été confirmés dans cette espérance et cette attente par la dernière partie de votre télégramme du 8 de ce mois, n° 86, suivant lequel M. Delbrück était sur le point d'écrire à Munich pour empêcher un ajournement des négociations.

Je vous prie de vous bien assurer qu'il ne s'agit plus, de la part de la Prusse, de demandes plus étendues ou d'une autre espèce vis-à-vis de la France, et en même temps d'employer toute votre influence pour que la difficulté, roulant sur une différence de 5 silbergros, arrive enfin à une solution.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 142. Le comte de Wimpffen au baron de Beust.

(Extrait.)

Berlin, le 20 décembre 1867.

Monsieur le Ministre,

J'ai demandé hier, en votre nom, au comte de Bismarck, de faire tout ce qu'il pourrait pour vider rapidement la question du tarif des vins.

Le comte de Bismarck m'a renouvelé son désir d'arriver à une conclusion, en ajoutant que le Mecklenbourg demandait avec instance à entrer dans le Zollverein; mais il ne peut, comme il me l'a donné à entendre, contribuer en rien à hâter le règlement de cette affaire, au point où elle est arrivée.

Si la France après avoir accepté le taux de 2 2/3 th. pour le droit des vins, en échange de l'abandon par la Prusse de ses prétentions touchant les tissus mélangés, renonce à ses autres demandes en dehors de la question du tarif des vins, on peut considérer l'affaire comme terminée; sinon, il semble nécessaire d'entrer en négociations avec les autres états du Zollverein sur les conditions faites par la France.

M. de Bismarck paraît jusqu'à un certain point étonné que le Gouvernement français rattache aujourd'hui à la question des vins déjà résolue trois objets distincts dont on ne s'était pas occupé auparavant, surtout la question des fers et des faïences.

Agréez, etc.

Signé : WIMPFEN.

N° 143. Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris.

Vienne, le 21 décembre 1867.

Mon Prince,

Votre Altesse nous ayant annoncé par son télégramme du 2 de ce mois, n° 164, que l'empereur Napoléon, sur son intervention directe dans la question du tarif des vins, avait envoyé les instructions nécessaires à son Ambassadeur à Berlin M. Benedetti, nous crûmes pouvoir renoncer à envoyer à Paris le chef de section M. de Pretis, et en effet le comte de Wimpffen nous fit connaître de Berlin, sous la date du 16 courant, que dans la question du tarif des vins, la France se contentait de la réduction de 2 2/3 thalers par quintal.

Mais ce consentement de la France était soumis à des conditions : 1° Les tissus légers de coton blanchi devaient être traités dans les États du Zollverein comme les tissus épais, ce à quoi la Prusse semble décidée à souscrire; 2° Le fer façonné en barres sera traité comme le fer ordinaire; et 3° Les poteries et faïences payeront un droit de 10 pour 100 de la valeur, ce que la Prusse ne peut accepter sans l'assentiment des autres Gouvernements du Zollverein.

Ces demandes de la France ne nous étaient pas connues jusqu'à ce jour, et après nous être entremis fortement à Berlin pour que la Prusse abandonnât toutes les autres conditions sauf la résiliation des obligations du Mecklenbourg, les nouvelles exigences de la France ont, à ce qu'il semble, été l'occasion pour la Prusse de renouveler ses anciennes demandes relatives au droit de 10 pour 100 sur les tissus mélangés, ce dont la France s'est plainte d'après le télégramme de Votre Altesse, en date du 15 de ce mois, n° 171.

Nous avons, en effet, exprimé le désir et l'espérance que des deux côtés on écartât de la négociation toutes les demandes qui ne concernaient pas le droit sur les vins, et nous devons craindre que ces nouvelles exigences de la France que la Prusse ne peut accepter ou rejeter seule, ne retardent d'une manière indéfinie ces négociations préliminaires dont nous désirons si vivement la prochaine issue.

Plus nous avons été favorablement impressionnés par la communication que nous avaient faite Votre Altesse et Son Excellence le duc de Gramont, que le désir de Sa Majesté l'empereur Napoléon était de se montrer aussi favorable que possible à l'Autriche, plus nous étions en droit d'attendre et d'espérer qu'on s'efforcerait d'écarter à Paris les difficultés en question. Si pendant l'intervalle on ne s'était pas encore décidé à Paris à abandonner les nouvelles exigences françaises, ou si on n'a pas trouvé un autre moyen de solution, Votre Al-

tesse voudra bien faire ses efforts afin d'amener le Gouvernement français à ces vues, et dans tous les cas, nous envoyer bientôt un rapport sur la marche que l'on pense suivre à Paris au sujet de l'entente à établir conformément aux indications contenues dans cette question, dans notre dépêche du 10 du mois courant.

Agréez, etc.

Signé : BEUST.

N° 144. Le comte de Wimpffen au baron de Beust.

Berlin, le 4 janvier 1868.

Monsieur le Ministre,

J'ai employé hier les derniers moments de ma longue visite au comte de Bismarck pour lui rappeler aussi la question du tarif des vins et j'ai appris qu'il venait de répondre par M. Delbrück à M. Benedetti et par M. le comte de Goltz, aux demandes françaises en ce sens qu'il acceptait la première concernant les tissus de coton et repoussait la seconde concernant les fers ; il a de plus déclaré qu'il ne pouvait accepter en ce qui touche la troisième la forme de droits *ad valorem*.

Recevez, etc., etc.

WIMPFEN.

N° 145. Le comte de Bismarck au baron de Werther à Vienne.

Berlin, le 4 janvier 1868.

Monsieur le Baron,

Votre Excellence a reçu communication par ma dépêche du 19 décembre de l'année écoulée des déclarations que M. Benedetti a faites au nom de son Gouvernement relativement à la situation politico-commerciale du Mecklenbourg. Après avoir pris l'avis du Gouvernement du Roi et celui du Gouvernement saxon, je lui ai fait connaître que je serais disposé à admettre pour les tissus de coton légers et blanchis le taux de 200 francs par 100 kilogrammes, mais que j'étais dans l'impossibilité d'accorder sur les fers façonnés et les faïences les diminutions de droits que la France demandait. En effet la prétention touchant les fers façonnés est entièrement nouvelle, elle porte une atteinte profonde aux proportions du tarif douanier touchant un article de première importance et cela dans un moment où la fabrica-

tion indigène de cet article a énormément à souffrir de la situation générale, et cette demande semble d'autant moins facile à justifier au point de vue de l'industrie métallurgique française que le système de tarif à la pièce ne s'y rapporte pas, mais a pour conséquence d'accorder une véritable prime à l'exportation du fer en barre. La prétention concernant les faïences exige, si l'on remplace les droits au poids par les droits *ad valorem*, un changement dans les principes fondamentaux du tarif douanier, qui a souvent été discuté dans les négociations précédentes avec la France, mais qui a toujours été unanimement reconnu comme inadmissible et ne se fonde pas sur des motifs réels, parce que la raison alléguée pour le justifier que les droits au poids du Zollverein sont plus élevés que les droits *ad valorem* français ne peut être regardée comme fondée.

M. Benedetti se déclara satisfait de la concession touchant les tissus de coton, garda le silence sur le rejet de sa demande concernant les faïences, mais fit vivement ressortir la valeur que l'on mettait à Paris à obtenir une diminution de droits sur le fer façonné et exprima le regret que touchant cet article, il ne pût trouver une combinaison quelconque conforme aux désirs de la France. Il finit en remarquant qu'il écrirait à Paris au sujet des ouvertures qu'on lui avait faites.

Je ne manquerai pas de mettre Votre Excellence au courant de la marche de cette affaire.

Recevez, etc., etc.

Signé : BISMARCK.

N° 146. Le comte de Wimpffen au baron de Beust.

(Télégramme.)

Berlin, le 4 janvier 1868.

Hier, M. Delbrück a répondu à M. Benedetti : Première demande acceptée, seconde et troisième sous la forme de droits *ad valorem*, refusées. M. Benedetti a montré de la satisfaction sur le premier point, articles de coton; n'a pas insisté sur le troisième, faïence, sur le second concernant les fers, il a fait entrevoir une nouvelle proposition; il se borne à demander des instructions à Paris.

N° 147. Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin.

Vienne, le 8 janvier 1868.

Monsieur le Comte,

La réponse faite à la France par M. Delbrück dans la question des tarifs douaniers, m'a été communiquée hier par le baron de Werther, dans une dépêche du comte de Bismarck, dont la copie est jointe à ce pli, conforme en substance à votre télégramme du 4 de ce mois et à vos deux rapports du même jour, n° 1 F et G. M. le baron de Werther m'a exprimé à cette occasion l'espérance que je trouverais dans cette ouverture le moyen d'agir avec succès à Paris pour engager le Gouvernement français à céder.

Nous avons en vérité déjà fait auprès du Gouvernement français tout ce qui nous était possible. Nous avons agi comme si dans la question des droits sur les vins nous n'avions pas les mêmes intérêts que la France, et en acceptant pour nous le tarif de 2 2/3 thalers par quintal et en engageant la France à l'accepter, nous avons à peu près renoncé à la chance de voir augmenter la vente de nos vins en gros. Nous ne nous étonnons cependant pas que la France, pour une concession aussi peu importante que celle de l'abaissement du droit d'entrée sur les vins de 2 2/3 thalers, hésite à résilier son traité de commerce avec le Mecklenbourg, sans autre compensation. Il nous semble à nous aussi pour le système de l'union du Nord et pour ses intérêts d'une bien plus grande importance qu'un pays comme le Mecklenbourg, pays de côtes et ayant une marine, ne forme plus un vide dans la carte du Zollverein que de voir une règle du tarif actuelle changée ou prendre une autre forme, ce qui arriverait si l'on acceptait le droit *ad valorem* proposé par la France pour les faïences, ou si d'après la deuxième demande française, la proportion entre deux tarifs, — celui du fer façonné et du fer brut, — venait à être rompue, quand même cet article serait d'une grande importance. D'ailleurs, M. Delbrück a considéré la première demande française concernant les tissus de coton légers et blanchis, comme peu importante et il l'a accordée. Si donc la France persiste dans sa seconde demande concernant le fer façonné, ou devait la présenter sous une nouvelle forme, nous aurions — telles sont les instructions de Votre Excellence — à insister fortement auprès de M. le comte de Bismarck pour qu'il se montre d'une manière ou d'une autre disposé à des concessions.

Nous croyons être à juste titre autorisés à cette demande après avoir prouvé au Cabinet royal que nous avons toujours été prêts à

avoir pour lui toute espèce d'égards même en sa qualité de représentant de l'union du Nord en général et en particulier, dans la question présente et après lui avoir suffisamment donné à entendre quelle valeur nous attachions au prompt achèvement de nos négociations avec la Prusse, déjà très-avancées.

Vous êtes autorisé à lire cette dépêche à M. le comte de Bismarck, à lui en laisser copie et vous voudrez bien nous faire connaître aussitôt le résultat de votre démarche.

Recevez, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 148. Le prince de Metternich au baron de Beust.

(Télégramme.)

Paris, le 9 janvier 1868.

J'ai remis hier à l'empereur Napoléon un *promemoria* sur la question douanière. Sa Majesté en a parlé ce matin avec le Marquis de Moustier, qui envoie l'instruction à M. Benedetti de céder sur les deux points et de conclure. Il croit que le protocole sera signé dans huit jours.

N° 149. Le comte de Bismarck au baron de Werther à Vienne.

Berlin, le 19 janvier 1868.

Monsieur le Baron,

J'ai à faire connaître à Votre Excellence un incident nouveau et inattendu dans la négociation avec la France sur la résiliation de son traité avec le Mecklenbourg.

Comme vous le savez par ma dépêche du 4 janvier, nous avons fait savoir à M. Benedetti, en réponse à ses dernières demandes, que j'étais prêt à accorder une diminution des droits sur les tissus de coton légers, blanchis, qui ne seraient plus que de 200 francs par 100 kil. ou 26 $\frac{2}{3}$ thalers par quintal, mais que j'étais forcé de refuser ses demandes concernant le fer façonné et les faïences. M. Benedetti s'était montré satisfait au sujet des tissus de coton, se réservant d'en référer à son Gouvernement pour le reste. Il y a quelques jours, il m'annonça que la France n'insistait pas sur ses demandes concer-

nant le fer façonné et les faïences et me lut en partie une dépêche qui lui était adressée par le marquis de Moustier, dans laquelle étaient résumés les différents points de l'entente actuellement existante entre la France et la Prusse. Ce résumé porte relativement aux tissus de coton :

Déclassement des tissus de coton légers, c'est-à-dire que tous les tissus de coton légers transparents, tels que jaconas, mousselines, tulles, marlis et gazes, blanchis et apprêtés, seront taxés comme les mêmes tissus à l'état écriu, et payeront à l'entrée dans le Zollverein le droit de 16 écus par quintal de douane.

La diminution de droits à 200 fr. par 100 kilos accordée à M. Benedetti, a été d'après cela comprise à Paris, comme étant de 120 fr. par 100 kilos.

Le droit de douane de 200 fr. par 100 kilos ou 26 $\frac{2}{3}$ th. par quintal, est celui que la France réclamait depuis 1862, comme vous pourrez le voir d'après le mémoire ci-joint. Il a été désigné à M. Benedetti, comme répondant aux demandes que la France avait faites jusqu'à ce jour. Nous nous sommes décidés à l'accepter parce que nous avions à montrer par là que nous satisfaisions une ancienne réclamation de la France que la Prusse avait jugée fondée, et qu'elle avait depuis longtemps essayé de faire accepter. La diminution des droits jusqu'à concurrence de 16 thalers, est une nouvelle demande. Elle tend à abaisser presque de moitié les droits existants pour un article important. Cette diminution ne frappe pas l'industrie de la Prusse, mais de la Saxe et des États du Sud de l'Allemagne. Elle remet en question l'accord sur la question du Mecklenbourg.

Votre Excellence est priée de communiquer le contenu de cette dépêche à M. le Baron de Beust.

Recevez, etc.

Signé : BISMARCK.

N° 150. Le comte de Wimpffen au baron de Beust.

(Télégramme.)

Paris, le 23 janvier 1868.

J'apprends de M. Delbrück que suivant un télégramme du comte de Goltz, M. Benedetti a reçu l'avis de terminer l'affaire des tissus de coton conformément à la proposition prussienne.

N° 151. Le comte de Wimpffen au baron de Beust.*(Télégramme.)*

Berlin, le 25 janvier 1868.

Je viens d'apprendre par M. Benedetti et cela m'est confirmé par M. Delbrück, que la France a retiré sa dernière demande. L'affaire des tarifs serait terminée aujourd'hui.

**N° 152. M. Graham Bonar, chargé d'affaires d'Angleterre,
au baron de Beust.**

Vienne, le 19 décembre 1866.

Monsieur le Baron,

Le Gouvernement de S. M. la Reine a appris qu'une commission est sur le point de se former à Vienne, pour reprendre les négociations douanières et commerciales avec la Prusse.

Lorsque j'eus l'honneur, il y a quelques semaines, de m'adresser au Gouvernement de S. M. Impériale, dans l'espérance que, conformément aux obligations stipulées dans le protocole dressé à Vienne au mois de juillet dernier, on voudrait bien fixer une époque pour la réunion de la commission commerciale britannique, et que j'exprimai même le désir du Gouvernement de la Reine de rouvrir ces négociations avant l'époque qui avait été fixée, si le Gouvernement autrichien y consentait : les occupations de l'administration impériale étaient si nombreuses à la suite des événements de la dernière guerre, et surtout celles du Ministère du commerce, qu'il ne fut pas possible au Gouvernement impérial de donner à cet objet tout le temps et toute l'attention qu'il désirait lui consacrer.

Mais depuis, on a ouvert des négociations commerciales et conclu un traité avec la France. On a proposé d'envoyer un commissaire autrichien à Florence, afin de préparer la base d'un nouveau traité de commerce avec l'Italie, et aujourd'hui les négociations douanières et commerciales avec la Prusse sont sur le point de s'ouvrir à Vienne.

Le Gouvernement de S. M. la Reine ne peut avoir d'objections à ce que le Gouvernement impérial ouvre des négociations pour la conclusion de traités de commerce avec d'autres Puissances, il ne peut

au contraire que se réjouir de toutes les mesures qui peuvent faire avancer la politique libérale commerciale de l'Autriche. Cependant, le Gouvernement de Sa Majesté croit avoir le droit d'attendre qu'on ne négligera pas ou qu'on ne subordonnera pas à d'autres, des négociations que l'Autriche s'était engagée, par traité, à reprendre dans l'espace d'un temps déterminé après le retour de la paix.

Je me plais à croire dès lors que le Gouvernement de S. M. Impériale sera en état d'indiquer également un jour pour le commencement des discussions de la commission anglo-autrichienne ajournée depuis si longtemps.

Je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma considération la plus distinguée.

Signé : BONAR.

**N° 153. Le baron de Beust au chargé d'affaires britannique,
M. Graham Bonar.**

Le Ministère impérial et royal des affaires étrangères a eu l'honneur de recevoir la note du chargé d'affaires de la Grande-Bretagne, M. Bonar, etc., etc., sous la date du 19 du mois courant. Par cette note, il rappelle les négociations commerciales ajournées par le protocole du 2 juillet, à cause des événements de la guerre, et demande qu'un jour soit fixé pour les reprendre.

La note présentée exprimant à différentes reprises la crainte que la négociation projetée avec l'Angleterre relativement à un traité de commerce, ne soit négligée à cause des négociations antérieures ou actuelles avec d'autres États pour le même objet, le Ministère des affaires étrangères n'hésite pas à se prononcer de nouveau en toute franchise au sujet de ces craintes.

Ce Ministère doit d'abord supposer que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine ne trouvera aucune raison de considérer la nouvelle des négociations avec la Prusse comme un incident inattendu et désagréable pour lui. En effet, le chargé d'affaires d'Autriche à Londres a reçu déjà dans le courant du mois de novembre, l'ordre de donner à cet égard des assurances satisfaisantes et claires, semblables à celles que renferme la note du 26 novembre adressée à M. Bonar, et d'appeler en même temps l'attention du premier secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique sur les nécessités de la politique intérieure de l'Autriche, qui ont fortement engagé le Gouver-

nement impérial à régler d'abord ses rapports commerciaux avec les États allemands voisins; ces circonstances ayant été appréciées à leur valeur par lord Stanley, le chargé d'affaires de l'Empereur reçut l'invitation d'exprimer à cette occasion à Sa Seigneurie toute la reconnaissance du Gouvernement autrichien.

Le Gouvernement impérial est également obligé à M. le chargé d'affaires du Royaume d'Angleterre, d'avoir bien voulu, sur le désir du Ministre du commerce, demander au Gouvernement anglais un délai pour l'ouverture des négociations. Si le baron de Wullerstorf à cette occasion a allégué comme motif la masse des affaires qui pesait surtout sur son département, après les événements de la guerre, et l'empêchait de consacrer à la négociation avec l'Angleterre le temps et l'attention nécessaires, le Gouvernement de S. M. la Reine est trop juste pour ne pas reconnaître que l'examen convenu du tarif autrichien, suivant une proportion déterminée d'un tant pour cent, est entièrement différente des autres négociations dans lesquelles l'Autriche est engagée depuis longtemps avec les États voisins du continent et qui portent principalement sur des concessions réciproques de tarifs, négociations dont les résultats seront d'ailleurs favorables au commerce et à l'industrie de l'Angleterre.

En effet, les traités et conventions conclus le 11 de ce mois avec la France, étaient préparés depuis un an; les combinaisons de tarif qui sont jointes au traité de commerce austro-français, ne demandaient que très-peu de temps et se justifient maintenant devant l'opinion publique de l'Empire par un échange équitable de concessions des deux côtés. Vis-à-vis de la Prusse et du Zollverein, c'est pour l'Autriche une véritable nécessité, comme la remarque en a déjà été faite, de réviser et de transformer le traité du 11 avril 1865, révision qui, d'après les stipulations du traité de paix de Prague, devait avoir lieu dans les six mois sous peine de dénonciation. Le Gouvernement impérial s'estime heureux que le Gouvernement prussien y ait plus facilement prêté la main qu'il ne semblait vouloir le faire dès le commencement, et semble disposé à terminer les négociations dans le courant des semaines prochaines. Enfin le commerce et l'industrie de l'Autriche attachent parmi ces différentes négociations, une grande valeur à celles entamées avec l'Italie. C'est pourquoi le Gouvernement impérial est occupé d'échanger avec le Gouvernement de Florence les projets d'un traité de commerce, et nous espérons parvenir en janvier ou février à une conclusion basée sur de nombreuses concessions réciproques.

Parmi les États industriels de l'Europe, il ne restera plus alors que les Pays-Bas, la Belgique et la Suisse, qui ont déjà de fait et sans réciprocité, accordé à l'Autriche le traitement de la nation la plus favorisée, mais auxquels l'Autriche a promis depuis des années un

traité dans lequel cette réciprocité serait formellement consacrée. Le Gouvernement impérial n'en est pas moins prêt à accomplir entièrement l'engagement contracté envers l'Angleterre par le protocole du 2 juillet de cette année. Le Gouvernement autrichien a l'espoir fondé de pouvoir prouver aux commissaires anglais, à la reprise des négociations, que par les abaissements successifs de tarifs, non-seulement il a accompli l'engagement inscrit dans l'article III du traité anglo-autrichien du 16 décembre de l'année dernière, en ce qui touche le taux de 25 pour 100 *ad valorem* jusqu'au 1^{er} janvier 1870, mais encore que, sauf quelques exceptions, on est arrivé à un taux beaucoup moins élevé; que par conséquent le développement d'une politique commerciale libérale désirée par le Gouvernement de la Reine a fait en Autriche des progrès considérables. Mais si MM. les commissaires anglais ont encore des raisons motivées de conclure une convention supplémentaire, telle que l'a prévue l'article V du traité en question, il va de soi que le Gouvernement impérial examinera avec grand soin les propositions que lui soumettra le Gouvernement britannique. Pour répondre déjà aujourd'hui à la proposition de la note du 19 de ce mois, le Ministère impérial des affaires étrangères a l'honneur de proposer le terme du 1^{er} mars pour recommencer les négociations avec l'Angleterre, et invite M. le chargé d'affaires d'Angleterre à faire part de cette proposition à son Gouvernement.

Le soussigné profite en même temps, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 154. Le baron de Beust à M. Bonar.

Vienne, le 23 décembre 1867.

Conformément à l'engagement pris par le protocole du 8 septembre de l'année courante, d'après lequel les plénipotentiaires des deux États devaient se réunir au plus tard le 1^{er} janvier 1868, afin de mettre le Gouvernement anglais à même à la réouverture du Parlement de lui faire connaître l'état des négociations concernant le traité de commerce entre l'Autriche et l'Angleterre, le Ministère impérial et royal des affaires étrangères a l'honneur d'informer M. Bonar que les difficultés constitutionnelles mentionnées dans ce protocole ne sont pas encore en ce moment suffisamment écartées, pour qu'on puisse, si les plénipotentiaires se réunissent le 1^{er} janvier 1868, leur soumettre des conditions nouvelles; que cependant, le Gouvernement impérial a l'espoir fondé de pouvoir instruire le Gouvernement bri-

tannique, lors de l'ouverture du Parlement au mois de février, de l'aplanissement des difficultés actuellement encore existantes, et de proposer de terminer la négociation pendant conformément au protocole, et cela dans un bref délai.

Le Ministère des affaires étrangères prie M. le chargé d'affaires d'Angleterre de faire part à son Gouvernement de la présente note, et le soussigné profite de l'occasion, etc., etc.

Signé : BEUST.

N° 155. Le duc de Gramont au baron de Beust.

Vienne, le 6 janvier 1867.

Le Soussigné a l'honneur de transmettre ci-joint à S. E. etc. etc. le texte de la Convention monétaire, qui a été conclue le 23 décembre 1865 entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse.

Cet acte qui est entré en vigueur le 1^{er} août dr., a reconstitué, sous la garantie d'un contrat international, une union monétaire qui avait existé de fait entre ces quatre États, mais que diverses mesures adoptées, sans entente préalable, avaient rompue dans ces derniers temps. Ces mesures prises successivement en Suisse, en Italie et en France, avaient un même but, celui de faire cesser la disparition anormale de la monnaie divisionnaire d'argent ou monnaie d'appoint, indispensable pour les paiements de peu d'importance. Au même mal elles opposaient le même remède, l'abaissement du titre, mais suivant des règles et des proportions différentes. Les pièces suisses notamment, frappées au titre de 800 millièmes de fin, tandis que celles de France et d'Italie l'étaient au titre de 835, devaient être refusées dans les caisses publiques de l'Empire comme dans celles du Royaume d'Italie. Les inconvénients de cet état de choses ne tardèrent pas à se manifester et à faire apprécier plus vivement peut-être que par le passé aux populations des quatre États limitrophes les avantages de la communauté monétaire dont elles avaient antérieurement profité.

C'est en vue de satisfaire à de justes réclamations et aux intérêts pressants du commerce, qu'en 1865, le Gouvernement de l'Empereur a proposé¹ à l'Italie, à la Belgique et à la Suisse de confier à une commission mixte internationale le soin d'établir l'ancienne uniformité, en tenant compte des faits accomplis et des conditions nouvelles de la circulation monétaire de l'Europe. Des commissaires délégués par ces divers États se sont réunis à Paris sous la présidence de M. de Parieu,

1. Voir *Archives*, 1866, tome III, page 181.

vice-président du Conseil d'État, et en arrêtant les clauses de la convention du 23 décembre dr., ils ont pleinement atteint le but immédiat qui était assigné à leurs travaux. Suivant l'expression dont s'est servi M. le Ministre des affaires étrangères de Belgique, en soumettant aux Chambres belges le projet de loi destiné à sanctionner la convention : « Cet acte comporte, en effet, dans son ensemble, sauf l'unité d'étalon, un système monétaire complet pour les monnaies proprement dites à l'exclusion du billon. »

Aujourd'hui, les espèces d'or et d'argent des quatre États sont fabriquées dans des conditions identiques. En ce qui concerne particulièrement les monnaies d'argent fractionnées de la pièce de cinq francs, véritable monnaie d'appoint, qui peuvent seules pourvoir aux besoins des petites transactions, le titre de 835 millièmes a été définitivement adopté ; c'est ce chiffre qui, déjà consacré en France et en Italie, a paru satisfaire le mieux aux conditions qu'il s'agissait de résoudre, c'est-à-dire donner aux pièces divisionnaires de l'Union la valeur intrinsèque la plus élevée et les qualités d'un bon alliage, tout en supprimant la prime qu'elles obtenaient depuis la dépréciation relative de l'or et qui permettait à la spéculation de les refondre et de les exporter avec bénéfice.

Des dispositions expresses limitent d'ailleurs l'émission, comme le cours légal de ces monnaies d'appoint, et servent ainsi de correctif à l'abaissement du titre.

Des règles précises réduisent à des chiffres aussi faibles que possible les tolérances de fabrication et de frais, de manière à maintenir les pièces de l'Union dans des conditions constamment normales.

Enfin, le Soussigné a l'honneur de faire remarquer à Son Excellence une clause qui se détache de l'ensemble des stipulations exclusivement destinées à déterminer le régime monétaire des quatre pays, celle qui a trait à la faculté d'accession que l'article 12 garantit à tout État.

Cette clause peut être considérée comme la manifestation d'un vœu qui s'est produit au sein de la Conférence internationale et qui n'a pas été sans influence sur l'heureuse issue de la négociation. Après avoir fait disparaître les divergences dont ils avaient reconnu les inconvénients, les délégués de France, de Belgique, d'Italie et de Suisse, voyant une population de 70 000 000 d'âmes désormais dotée du même système monétaire, devaient être naturellement amenés à se préoccuper d'un intérêt plus général ; sans entrer dans l'examen d'une question qu'ils n'avaient pas mission de résoudre, ils exprimèrent, au nom de leurs Gouvernements, le plaisir de voir l'Union, encore restreinte à quatre pays, devenir le germe d'une Union plus vaste et favoriser l'établissement d'une circulation monétaire uniforme entre tous les États civilisés.

C'est en vue de ce grand intérêt que le Soussigné a été chargé par son Gouvernement de communiquer la convention ci-jointe au Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apost., en lui offrant de profiter de la clause d'accession qu'elle renferme.

Le Gouvernement de l'Empereur se féliciterait vivement de voir accueillir cette proposition; il ne saurait toutefois se dissimuler les difficultés et les objections qu'elle peut rencontrer, mais il ne doute pas du moins que les vues dont il s'inspire ne répondent à des nécessités qui s'imposent dès aujourd'hui à la sollicitude des Gouvernements. A mesure que la solidarité qui existe entre les intérêts économiques devient de plus en plus étroite, chaque peuple, en présence des avantages déjà réalisés, comprend mieux l'importance de supprimer les entraves que rencontrent encore les relations internationales; l'une des plus onéreuses et des plus gênantes résulte assurément de la diversité des monnaies, qui multiplie les variations du change; l'idée de l'unification des systèmes monétaires fait donc tous les jours de nouveaux progrès. C'est sous son influence qu'a été conclu le 24 janvier 1857 le traité qui a si notablement simplifié le régime monétaire des États compris dans l'ancienne Confédération germanique; tout récemment en 1865 la même tendance s'est manifestée dans les discussions et dans les votes de la Diète commerciale allemande; enfin, la convention même du 23 décembre a été spontanément l'objet, de la part de plusieurs Gouvernements étrangers, d'un examen qui témoignait assez de leur sollicitude pour les intérêts qui s'y rattachent; une nouvelle loi monétaire a déjà introduit dans les États romains le régime stipulé par la Convention de Paris; et aux États-Unis, l'attention de l'opinion publique a été appelée sur cette question par des délibérations mêmes du Congrès.

Cependant si, pour le moment, des objections trop graves empêchaient le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique d'adhérer à la Convention du 23 décembre, le Gouvernement de l'Empereur n'en attacherait pas moins un prix particulier à être informé de ces obstacles et à connaître les observations auxquelles aurait donné lieu l'examen de cet acte international. A défaut d'un résultat plus satisfaisant et plus immédiat, il y aurait un profit incontestable à pouvoir apprécier exactement la nature et l'étendue des difficultés qu'il s'agirait d'écarter pour aboutir à l'uniformité monétaire et, du moment où il est permis d'entrevoir la solution pratique d'un tel problème, il est du devoir des Gouvernements de le poursuivre sans idée exclusive, en s'éclairant mutuellement de leurs recherches. Aussi, dans le cas où le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, sans vouloir accéder à l'Union actuellement constituée, serait disposé, soit à souscrire à des arran-

gements destinés à établir des équations entre certains de ses types monétaires d'or ou d'argent et ceux que détermine la Convention de 1865, soit à prendre part à une Conférence internationale dans laquelle seraient discutés les moyens d'arriver à une entente monétaire, le Gouvernement de l'Empereur accueillerait-il avec empressement les ouvertures qui lui seraient adressées dans ce sens.

Le soussigné, etc.

Signé : GRAMONT.

N° 156. Le baron de Beust au duc de Gramont.

Vienne, le 27 janvier 1867.

Le Ministère Impérial et Royal des affaires étrangères a eu l'honneur de recevoir la Note datée du 6 de ce mois par laquelle Monsieur le duc de Gramont, etc., etc., a bien voulu lui transmettre le texte de la Convention monétaire conclue le 23 décembre 1865 entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse, afin d'appeler l'attention du Gouvernement impérial d'Autriche sur les avantages qu'il y aurait pour lui à profiter de la clause d'accession contenue dans l'article 12 de cette Convention, ou du moins à entrer dans des arrangements destinés à établir des équations entre ses propres types monétaires d'or ou d'argent et ceux de l'Union monétaire de 1865.

Pour remercier Monsieur l'Ambassadeur de cette obligeante communication, qui a été aussitôt recommandée à l'étude des autorités compétentes de l'intérieur, le Ministère des affaires étrangères n'attend pas le résultat de l'examen détaillé, auquel la proposition en instance va être livrée, mais il s'empresse de donner dès à présent à Monsieur le duc de Gramont l'assurance que, malgré les difficultés particulières prévues dans sa Note, le Gouvernement impérial d'Autriche reconnaît et apprécie trop la justesse du problème éminemment pratique que s'est proposé l'Union monétaire de 1865, inaugurée par la France, pour ne pas être déterminé à y vouer désormais sa constante sollicitude. Parmi les difficultés qui l'empêchent momentanément d'accéder à cette Union, celle qui retient l'Autriche comme partie contractante dans l'Union du 24 janvier 1857 pourra, il est permis de l'espérer, être bientôt écartée, puisque, par une stipulation récente, elle s'est réservé la faculté de se dégager des obligations ressortant de cette dernière Convention et que les négociations pour arriver à ce but viennent d'être entamées à Berlin. Mais lors même qu'elle se trouvera entièrement dégagée de cette entrave et parfaite-

ment libre de ses mouvements, l'Autriche, privée comme elle le sera pour quelque temps encore, de la circulation de ses valeurs monnayées, ne pourra donner d'abord qu'une solution théorique à la proposition qui lui est faite et devra se borner à préparer les voies pour se rapprocher du système de l'Union monétaire de 1865 ou pour y accéder. En effet, le désavantage actuel de sa position lui offrira plus tard peut-être l'avantage de pouvoir, sans trop d'inconvénients, passer d'emblée à l'étalon unique de l'or. En attendant, la question internationale entre la pièce de 20 francs et celle de 25 francs, équivalant à 10 florins du système actuel d'Autriche, question sur laquelle l'opinion des hommes spéciaux du pays n'est pas encore arrêtée, sera probablement décidée. En tout état de cause, le Gouvernement impérial et royal est très-disposé à prendre part à une Conférence internationale dans laquelle seraient discutés les moyens d'arriver à une entente monétaire, Conférence telle, par exemple, qu'elle a été proposée pour l'époque de l'Exposition prochaine de Paris.

En priant Monsieur l'Ambassadeur de vouloir bien se rendre, auprès du Gouvernement français, l'interprète de l'accueil empressé qu'a rencontré sa proposition auprès du Gouvernement impérial d'Autriche, le soussigné saisit en même temps cette occasion, etc.

Signé : BEUST.

**N° 157. L'ambassadeur de France duc de Gramont
au baron de Beust.**

Vienne, le 12 août 1867.

Par ordre de son Gouvernement, le soussigné a l'honneur de faire parvenir au Gouvernement impérial et royal le texte de la Convention monétaire préliminaire entre l'Autriche et la France.

Après un examen attentif de l'avant-projet, que M. le baron de Hock, commissaire de l'Autriche, avait rédigé pour servir de base aux négociations, MM. les délégués français ont été amenés à reconnaître qu'ils devaient réserver sur plusieurs points la décision du Gouvernement de l'Empereur, notamment en ce qui concerne la question de l'étalon qui ne peut obtenir une solution sans l'intervention du Corps législatif, dont la session est actuellement terminée.

Le soussigné est chargé, en insistant sur la raison qui précède, de donner au Gouvernement impérial et royal l'assurance que le Gouvernement de l'Empereur ne négligera rien pour être à même de

réaliser le projet d'Union monétaire dont il comprend toute l'importance.

Le Cabinet de Vienne recevra, au reste, dès qu'ils auront été autographiés, les procès-verbaux des séances de la Commission mixte. La lecture de ces documents lui permettra de suivre les diverses phases de la négociation et d'apprécier exactement quelle est la portée de l'arrangement qui vient d'être signé.

Le soussigné, etc.

Signé : GRAMONT.

t

N° 158. Convention monétaire préliminaire entre la France et l'Autriche, signée à Paris le 31 juillet 1867.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le Gouvernement de S. M. l'Empereur d'Autriche, désireux d'établir entre les deux pays une circulation monétaire commune autant que le permettent actuellement leurs législations respectives, et sous réserve de l'acceptation des trois autres États qui ont signé avec la France la Convention du 23 décembre 1865, ont résolu de s'entendre à cet effet et ont désigné pour leurs Commissaires plénipotentiaires :

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français, M. de Parieu, Vice-Président du Conseil d'État, membre de l'Institut, etc., etc.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur d'Autriche, S. Exc. M. le baron de Hock, Conseiller intime et d'État, membre de la Chambre des seigneurs, etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants, qui devront faire ultérieurement l'objet d'une Convention définitive à la négociation de laquelle les trois États précités seront appelés à concourir, en même temps que M. le baron de Hock apportera les pleins pouvoirs de S. A. le prince de Liechtenstein, dont le Gouvernement a fait accession au système monétaire de l'Empire d'Autriche.

Art. 1^{er}. L'Autriche déclare vouloir accéder à l'union monétaire établie par la Convention du 23 décembre 1865 entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse, spécialement en ce qui concerne les monnaies d'or et sous les conditions, réserves et explications suivantes, qui sont acceptées par la France.

Art. 2. L'Autriche conserve la dénomination de *florin* pour son unité monétaire. Elle inscrira la valeur correspondante en *francs* à côté de la valeur en *florins*, dans la proportion de 2 fr. 50 pour un

florin, sur celles de ces pièces d'or dont la dimension rendra cette double inscription possible.

Art. 3. L'Autriche s'engage soit à ne frapper, soit à ne laisser frapper à son empreinte, à partir du 1^{er} janvier 1870, que des monnaies d'or aux types et dans les conditions énoncées dans la Convention du 23 décembre 1865, ou encore des pièces d'or de 10 florins équivalant à 25 francs, du poids de 8 gr. 064,51, du titre de 900 millièmes de fin, de 24 millimètres de diamètre, à bord cannelé, avec une tolérance de poids et de titre de 2 millièmes, tant en dessus qu'en dessous du titre et du poids droits.

Art. 4. La France se réserve, avec le consentement de la Belgique, de l'Italie et de la Suisse, de fabriquer, dès à présent, si elle le juge utile, des pièces de 25 francs d'or, dans les conditions déterminées en l'article précédent, lesquelles pièces seront assimilées, pour le cours en France, aux pièces énoncées dans ladite Convention.

Art. 5. Il est entendu qu'aucune des Hautes Parties Contractantes n'est tenue de faire frapper simultanément toutes les pièces diverses comprises dans l'énonciation de l'article 3 ci-dessus.

Art. 6. A dater du 1^{er} janvier 1870, la France recevra dans ses caisses publiques, pour un nombre de francs correspondant à leur valeur en florins, à raison de 2 fr. 50 c. par florin, les pièces émises en Autriche conformément à l'article 3, sous réserve d'exclure les pièces dont le poids aurait été réduit par le frai de 1/2 pour 100 au-dessous des tolérances admises ou dont les empreintes auraient disparu.

Art. 7. L'Autriche recevra dans ses caisses publiques, à dater du 1^{er} janvier 1870, sur le pied de un florin pour 2 fr. 50 c., les pièces d'or énoncées dans la Convention du 23 décembre 1865, et les pièces de 25 francs mentionnées en l'article 4 ci-dessus, fabriquées en France, sous des réserves correspondant à celles qui sont énoncées en l'article précédent pour les pièces réduites par le frai.

Art. 8. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne point modifier le titre, le poids ni le cours légal des monnaies d'or énoncées dans les articles précédents, monnaies qui seront regardées comme constituant leur étalon monétaire invariable et commun.

Elles se réservent de proposer à leurs Assemblées législatives respectives des projets de loi tendant à la suppression de leur monnaie courante d'argent, soit en consultant l'intérêt de leur circulation intérieure, soit en vue de favoriser la conclusion d'autres Conventions monétaires.

Le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique déclare vouloir ne pas différer au delà du 1^{er} janvier 1873, la suppression de sa monnaie courante d'argent. Il renonce à faire aucune

émission nouvelle de cette nature de monnaies, à partir du 1^{er} janvier 1870.

Art. 9. Tant que l'Autriche conservera sa monnaie courante d'argent sur le pied de 12 gr. 344 d'argent, à 9/10 de fin, par florin, conformément à la patente Impériale du 19 septembre 1857, et tant que la France conservera sa monnaie courante d'argent, fabriquée suivant les termes de l'article 3 de la Convention du 23 décembre 1865, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à s'abstenir de toute mesure pouvant donner à ces monnaies d'argent une préférence sur la monnaie d'or dans la circulation intérieure de leurs États.

Art. 10. L'Autriche se réserve de continuer, lors de la suppression de son étalon d'argent, à frapper comme monnaie de commerce des thalers dits levantins, au coin de l'Impératrice Marie-Thérèse et au millésime de 1780, au poids et au titre usités.

La France se réserve également, si elle y trouvait son intérêt, de laisser fabriquer ou de fabriquer une monnaie de commerce d'argent, à l'époque où elle supprimerait sa monnaie courante dans le même métal.

Art. 11. Quoique l'Autriche n'ait pas encore arrêté les bases définitives sur lesquelles elle entend constituer sa monnaie d'appoint en argent, elle déclare adopter, dès à présent, les principes suivants pour la fabrication, l'émission et le cours de cette monnaie, conformément à la Convention du 23 décembre 1865, que la France s'engage aussi à observer vis-à-vis de l'Autriche :

1^o L'Autriche s'engage à frapper ses monnaies d'appoint au titre de 835/1000 de fin ;

2^o Tant que la France conservera, conformément à l'article 3 de la Convention du 23 décembre 1865, sa pièce de 5 francs d'argent, l'Autriche ne fabriquera pas, comme monnaie d'appoint, de pièces de la valeur de 2 florins ;

3^o Elle prend l'engagement d'observer la limite de 6 francs par tête d'habitant pour l'émission des monnaies d'appoint en argent, suivant les bases arrêtées par la Convention du 23 décembre 1865 ;

4^o Conformément à l'art. 6 de la susdite Convention, les monnaies d'appoint d'argent, en Autriche, n'y auront cours légal que pour 20 florins ;

Art. 12. Les Hautes Parties Contractantes se réservent de régler ultérieurement, s'il y a lieu, d'un commun accord, le cours réciproque de leurs monnaies d'appoint d'argent respectives, et dans ce cas l'Autriche appliquera la disposition de l'article 2 ci-dessus au sujet de l'inscription de la valeur en francs sur lesdites pièces.

Art. 13. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à maintenir dans leurs législations respectives, ou à proposer à leurs Assemblées

législatives, les dispositions nécessaires pour constituer la parité de répression contre la contrefaçon, l'altération et la coloration des monnaies, sans aucune distinction entre les monnaies propres à chaque nation et les monnaies des autres États ayant cours dans les Caisses publiques de cette nation, en vertu de la Convention du 23 décembre 1865 et de la présente Convention.

Art. 14. L'Autriche déclare s'associer à l'obligation d'inscrire le millésime de fabrication sur les pièces d'or et d'argent, conformément à l'article 10 de la Convention de 1865, et sauf l'exception prévue en l'article 10 de la présente Convention pour les thalers de Marie-Thérèse dits levantins.

Art. 15. Les Hautes Parties Contractantes, conformément à l'article 11 de la Convention du 23 décembre 1865, se communiqueront annuellement la quotité de leurs émissions de monnaie d'or et d'argent, l'état du retrait et de la refonte de leurs anciennes monnaies, toutes les dispositions et tous les documents administratifs relatifs aux monnaies. Elles se donneront également avis de tous les faits qui intéressent la circulation réciproque de leurs espèces d'or et d'argent.

Art. 16. Les Hautes Parties Contractantes déclarent en outre accepter les principes suivants, relativement à la fabrication de leurs monnaies :

1° Les monnaies seront frappées, autant que possible, suivant le poids et le titre droit, sans aucune réduction à raison des frais de monnayage ;

2° Le kilogramme et ses subdivisions seront seuls adoptés pour l'expression des poids monétaires ;

3° Les étalons des monnaies admises au cours international seront déposées aux Archives de l'Empire français ;

4° La Commission des monnaies de Paris fournira à l'Autriche, sur sa demande, des poids normaux (dénéraux) pour la fabrication des pièces admises à une circulation internationale ;

5° Les Hautes parties Contractantes s'accorderont d'après l'avis d'une Commission technique, aussitôt après la ratification de la présente Convention, sur l'adoption des règles et procédés communs pour la fabrication et l'épreuve des monnaies admises à un cours international.

Art. 17. Aucune démonétisation d'une nature ou série de monnaies admises au cours réciproque entre les États contractants, ne sera ordonnée par l'État qui a émis lesdites monnaies, que sous réserve d'un délai d'un an au moins pour le retrait des pièces sujettes à ladite démonétisation et introduites dans la circulation de l'autre État.

Art. 18. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à négocier avec tout État qui s'obligerait à adopter pour étalon des monnaies d'or au

dénominateur commun de 5 francs , et à appliquer les principes de l'article 16 ci-dessus pour l'intégrité du système monétaire.

Art. 19. L'exécution des engagements réciproques énoncés dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités établies par les lois constitutionnelles des États contractants.

L'Autriche déclare spécialement ne pas devoir exécuter la présente Convention sans le consentement de ses Assemblées constitutionnelles compétentes.

Art. 20. La présente Convention préliminaire sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Paris dans le plus court délai possible.

En foi de quoi les Commissaires Plénipotentiaires des deux Gouvernements ont signé les présents Préliminaires et les ont revêtus du cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le 31 juillet 1867.

(L. S.) *Signé* : DE PARIEU.

(L. S.) *Signé* : BARON DE HOCK.

TROISIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC.

BRÉSIL — FRANCE.

CORRESPONDANCE RELATIVE
A L'AFFAIRE
DE LA CORVETTE BRÉSILIENNE *BRAZIL*.

BRÉSIL.

Note du baron de Penedo à M. Drouyn de Lhuys.

Paris, le 1^{er} juin 1865.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence le mémorandum dont je lui ai parlé dans notre conférence d'hier, au sujet de la corvette *Brazil*. J'y joins les pièces à l'appui.

Votre Excellence me permettra de les soumettre à sa bienveillante attention et de lui exprimer toute ma confiance dans son esprit de justice.

Je saisis avec empressement cette occasion pour renouveler l'assurance de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très-humble et très-obéissant serviteur,

Signé : PENEDO.

MÉ MORANDUM.

S'il est deux pays appelés par leur intérêt mutuel à resserrer les liens qui heureusement les unissent, c'est le Brésil et la France ; tout contribue à augmenter cette sympathie réciproque ; le Brésil représente dans le Nouveau Monde ce que la France représente dans l'ancien, l'influence de la race latine. Comme l'Empereur des Français, l'Empereur du Brésil est l'émanation de la volonté populaire ; les constitutions des deux pays portent l'empreinte de cette commune origine : même destinée, mêmes aspirations tendant au développement du progrès dans l'ordre et dans la liberté.

La position géographique du Brésil lui assure un avenir de prospérité. Il possède 1200 lieues de côtes, des ports nombreux et sûrs, des produits variés, dont l'échange entretient avec l'Europe un commerce déjà considérable et qui grandit tous les jours ; aussi le Brésil peut légitimement aspirer à compter un jour parmi les grandes puissances maritimes.

Déjà suffisante pour défendre la longue étendue de ses rivages, sa marine, qui ne peut manquer d'augmenter rapidement, prendra bien tôt part à la police des mers, protégera les bâtiments marchands qui, pour se rendre de l'Europe et du nord de l'Amérique dans l'Inde, la Chine et l'Australie, passent forcément en face des côtes du Brésil ; les grandes puissances maritimes se reposant sur la surveillance exercée par les vaisseaux de guerre brésiliens pourront alors réduire sans danger l'effectif de leurs stations navales dans l'Atlantique et s'affranchir ainsi d'une lourde dépense.

En temps de guerre, la marine brésilienne maintiendrait la neutralité ; en temps de paix, elle contribuerait à la sécurité de commerce, et les chantiers que les besoins d'une marine nombreuse ne manqueraient pas de créer dans les ports du Brésil offriraient une ressource précieuse aux bâtiments étrangers. Les grandes nations maritimes sont donc intéressées au développement de la marine brésilienne.

Cette vérité a été comprise par les Gouvernements européens, et le Brésil a toujours trouvé, pour compléter les ressources encore insuffisantes de ses ateliers maritimes, un accueil empressé dans les chantiers de la France et de l'Angleterre¹. La multiplicité de ses rela-

1. Le commerce du Brésil avec la France prend tous les jours une plus grande importance. Le *Tableau général du commerce de la France* constate qu'il s'est élevé en 1863 à 166 300 000 francs, page xxxvii. Depuis 1863, ces transactions n'ont pu qu'augmenter considérablement, puisque dans la dernière période quinquennale le même document constate un accroissement de 39 pour 100. Dans le même année, les relations maritimes entre le Brésil et la France ont atteint 138 740 tonneaux.

tions commerciales avec l'Angleterre, qui est le principal débouché pour les produits brésiliens, amena naturellement le Brésil à confier en grande partie à l'industrie britannique la construction des bâtiments de guerre qui ne sortaient pas de ses propres chantiers; les constructeurs français ne négligeaient rien pour obtenir une part plus large dans les commandes du Gouvernement brésilien, et le Gouvernement français appuyait leurs sollicitations, obéissant en cela au plus louable et au plus noble désir, celui de procurer à l'industrie nationale l'occasion de prouver sa supériorité.

L'incident inattendu qui amena une suspension dans les relations diplomatiques entre le Gouvernement du Brésil et celui de la Grande-Bretagne, stimula encore cette concurrence; le Gouvernement du Brésil ayant manifesté l'intention de faire construire en Europe une corvette blindée et cuirassée, l'industrie française jugea l'occasion favorable pour redoubler d'efforts. Il s'agissait en effet de bâtiments d'une construction nouvelle; les commandes du Brésil ne devaient pas se borner à un seul navire; la Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée se présenta avec la puissante recommandation de la légation de France à Rio de Janeiro. La correspondance adressée par M. le baron Des Michels, chargé d'affaires de France au Brésil, au ministre de la marine de Gouvernement brésilien, montre combien le Gouvernement français s'intéressait à ce que la construction de la nouvelle corvette brésilienne fût confiée à un chantier français.

« Il a, » dit M. le baron Des Michels, en parlant du représentant de la Société des Forges et Chantiers, « des plans nouveaux et des « devis à offrir au Gouvernement, et tous les efforts de la légation « de France vont tendre à gagner à nos grandes compagnies l'opinion favorable d'un personnage aussi éclairé que Votre Excellence. « Nous faisons une question d'amour-propre de créer des relations « industrielles nouvelles avec le Brésil. (*Lettre du 23 novembre 1863.*)

« Je tiens essentiellement à rapporter en France un nouveau témoignage de la bienveillance du Gouvernement impérial, en réussissant dans une question dont mon Gouvernement se fait un point « d'amour-propre.... » (*Lettre du 5 décembre 1863.*)

A M. le baron Des Michels se joignit M. l'amiral Chaigneau, commandant de la station navale française du Brésil et de la Plata.

« Informé, écrivait M. l'amiral Chaigneau de la rade de Montevideo, « que cette compagnie est en instance pour obtenir la commande

(*Tableau général du commerce de la France*, xxvii.) Cette publication officielle n'indique même pas le chiffre du commerce entre la France et le Paraguay. Le Paraguay a si peu de relations avec les puissances étrangères, que dans toute la République on compte à peine cent étrangers (Jules Duval, *Histoire de l'émigration au dix-neuvième siècle*, page 264.)

« des vaisseaux de guerre que le Gouvernement impérial est dans l'intention de faire construire en Europe, je crois devoir, monsieur et cher ministre, joindre mes efforts à ceux de la légation de France pour engager S. M. l'Empereur Don Pedro II à prescrire la conclusion d'un contrat, dont le Gouvernement français se fait une question d'amour-propre de surveiller l'exécution dans le sens des meilleurs intérêts du Brésil.... » (*Lettre du 15 décembre 1863.*)

Cette recommandation spéciale faite par un officier supérieur de la marine française, si compétent pour tout ce qui touche aux constructions navales, est une preuve de plus, comme le dit M. le baron Des Michels en envoyant au ministre brésilien la lettre de l'amiral, « de l'importance que le Gouvernement français attache à la concession du contrat avec les Forges et Chantiers.... » (*Lettre du 20 décembre 1863.*)

Cédant à ces instances réitérées, le ministre de la marine impériale signa le traité le 5 janvier 1864, et deux jours après M. le baron Des Michels lui témoignait sa reconnaissance, le priant « de conserver sa confiance à l'industrie française, » en se déclarant « fier d'avoir attaché son nom au premier fait d'une ère nouvelle dans les annales des deux Empires. » (*Lettre du 7 janvier 1864.*)

En vertu de ce traité, la corvette *Brazil* fut construite dans les Chantiers de la Seyne, sous la surveillance de deux officiers de la marine impériale du Brésil. Elle fut lancée le 2 décembre 1864; cet événement fut célébré par une fête à bord, présidée par le consul brésilien, et à laquelle assistaient plusieurs officiers de la marine française. Les essais constatèrent qu'elle remplissait les conditions stipulées dans le marché, et le 2 mars 1865 le directeur en chef des Forges et Chantiers de la Méditerranée livra la corvette au consul du Brésil à Marseille, qui en prit possession au nom du Gouvernement brésilien (*Acte de livraison en date du 2 mars 1865*). Un officier de la marine impériale du Brésil, muni d'une commission délivrée par l'Empereur du Brésil, prit le commandement de la corvette et la flamme de guerre battit à la corne et au haut des mâts.

La corvette achevait ses préparatifs de départ, le charbon était à bord, l'ordre d'embarquement pour la poudre était arrivé, quand, le 6 mars 1865, M. le préfet maritime de Toulon notifia au consul brésilien l'ordre qu'il avait reçu du ministre de la marine d'interdire à la corvette *Brazil* la sortie du port de Toulon. Cet ordre était motivé sur le désir du Gouvernement français d'observer la neutralité en raison de l'état de guerre survenu entre le Brésil et les Républiques de l'Uruguay et du Paraguay.

Les protestations du consul et du commandant restèrent sans effet,

et la corvette se trouve encore détenue aujourd'hui dans le port de Toulon.

Toutes les circonstances qui ont précédé et accompagné la construction de la corvette modifient profondément l'état de la question et ne peuvent manquer d'exercer leur influence sur l'application des règles de la neutralité. La neutralité impose aux nations neutres le devoir de ne rien faire en faveur de l'un des belligérants qui puisse tourner au détriment de l'autre¹. En vertu de ce principe, le neutre doit, il est vrai, s'opposer sur son territoire à tout acte de nature à augmenter les forces d'un des belligérants; mais par le même motif on n'a jamais contesté aux navires de guerre qui se trouvent dans un port neutre au moment où la guerre vient d'éclater le droit de sortir de ce port. Ce serait en effet priver l'un des États en guerre d'une partie de ses forces, favoriser l'autre, et par conséquent manquer à la neutralité. Si le bâtiment de guerre ne peut acheter de nouvelles munitions, augmenter le nombre de ses artilleurs et de ses matelots, il peut toujours quitter le port avec les canons, la poudre, les armes, tous les instruments de guerre qu'il possédait déjà à son bord au moment où l'état de guerre a été connu; on admet même que si un bâtiment de guerre se trouvait, faute d'hommes pour la manœuvre dans l'impossibilité de reprendre la mer, le neutre peut lui permettre d'engager le nombre de matelots strictement nécessaire pour regagner sa patrie².

La corvette *Brazil* n'était pas un de ces bâtiments suspects, qui, construits clandestinement, inoffensifs en apparence, se convertissent tout à coup en instruments de guerre. Elle n'a jamais dissimulé sa qualité de bâtiment de guerre, elle a été construite pour le compte du Gouvernement brésilien, en vertu d'un traité signé par le ministre de la marine, sur des plans spéciaux incompatibles avec toute autre destination; elle est blindée, revêtue d'une cuirasse de métal, armée d'un éperon (*article 1^{er} du traité*); des officiers de la marine brésilienne en ont surveillé et suivi les travaux; elle porte des canons, des sabords de chasse et de retraite; le consul du Brésil en a pris possession au nom du Gouvernement du Brésil, son commandant est porteur d'une commission délivrée par l'Empereur du Brésil, la flamme exclusivement réservée aux vaisseaux de guerre battait à sa corne: le Gouvernement français connaissait et reconnaissait si bien sa qualité de vaisseau de guerre, que les armes blanches qui sont à bord sont sorties de l'arsenal de Toulon. Si les essais de vitesse n'ont pas eu lieu, les essais préliminaires ont suffi pour constater que la corvette remplissait les conditions énumérées dans le marché.

1. Ortolan, *Diplomatie de la mer*, t. II, p. 77.

2. Hautefeuille, *Des Nations neutres*, tome I^{er}, p. 359.

Les essais définitifs ne peuvent du reste en aucun cas modifier la destination du navire ; ils n'ont d'autre but que de vérifier la vitesse de la marche, la constatation d'une infériorité de vitesse n'emporte nullement pour le Gouvernement brésilien le droit de refuser la corvette ; elle entraîne simplement un rabais de 2000 francs pour chaque dixième de nœud trouvé en moins (*article 16 du marché*). La corvette *Brazil* faisait donc partie de la marine militaire du Brésil ; l'embargo qui l'a frappée a privé le Brésil d'une partie de ses forces, et par suite, malgré l'incontestable intention du Gouvernement français de garder la neutralité, cette mesure tourne au détriment du Brésil et en faveur du Paraguay, le seul État avec lequel le Brésil soit actuellement en guerre.

L'esprit de la loi internationale se concilie difficilement avec un acte qui porte exclusivement préjudice à l'un des belligérants. La rigueur déployée à l'égard de la corvette brésilienne contraste avec la doctrine libérale proclamée et appliquée en 1854 par le Gouvernement français. La guerre de Crimée venait d'éclater, le Gouvernement français pouvait, la loi à la main, saisir immédiatement tous les navires de commerce russes, qui se trouvaient dans ses ports ; c'était son droit absolu ; mais le Gouvernement français repoussa cette application rigoureuse du droit international, et une déclaration, à laquelle M. Drouyn de Lhuys a eu l'honneur d'attacher son nom, accorda aux bâtiments russes un délai de six semaines pour sortir des ports. La pensée qui inspira cette généreuse résolution se trouve imprimée en tête du rapport du 26 mars 1854 : « Même après l'ouverture des hostilités, il convient de protéger encore aussi largement que possible les opérations faites de bonne foi et en cours d'exécution avant la guerre. »

La construction de la corvette brésilienne n'était pas seulement une opération engagée de bonne foi et en cours d'exécution presque un an avant la guerre ; elle était terminée, livrée, prête à partir, avant que l'état de guerre fût connu en France.

Quand la France traite ainsi ses ennemis, il est pénible de la voir traiter avec défaveur et même sévérité le Brésil, nation amie, qui a toujours entretenu avec elle les plus cordiales relations, et qui même ne se trouve exposée à cette rigueur inattendue que par suite d'un nouveau témoignage de confiance et de sympathie donné à la France.

Si la nouvelle de l'état de guerre eût trouvé la corvette *Brazil* dans un port de l'Angleterre, elle eût profité de l'interprétation différente que reçoit en Angleterre la loi de neutralité. Là, en effet, la jurisprudence des tribunaux qui appliquent le *foreign enlistment act* adoucit constamment la rigueur des principes. Même en présence des plus formelles réclamations, le Gouvernement anglais n'hésite pas à adhérer à cette large interprétation ; sa conduite pendant la guerre améri-

caine en offre plus d'un exemple, et, en septembre 1863, lord Russell a formulé les principes adoptés et pratiqués par le Gouvernement de la Reine à propos de la vente et de la construction de navires de guerre dans les ports anglais. (*Dépêche de lord Russell à M. Adams, en date du 16 septembre 1863.*)

Un exemple autorise à croire que le Gouvernement anglais n'aurait pas rompu avec ses traditions pour se montrer plus sévère à l'égard du Brésil. En mars 1852, avant que la conclusion de la guerre soutenue par le Brésil contre Rosas pût être connue en Europe, la frégate brésilienne *Amazonas* se trouvait dans le port de Liverpool dans des circonstances absolument semblables à celles où se trouvait la corvette *Brazil* dans le port de Toulon avant le 6 mars 1865. Commandée avant la guerre par le Gouvernement brésilien, elle venait d'être terminée et s'apprêtait à prendre la mer ; tout en prohibant le recrutement d'un équipage sur le territoire anglais en vertu du *foreign enlistment act*, le Gouvernement anglais ne s'opposa ni à l'équipement ni au départ de l'*Amazonas*. (*Lettre de lord Malmesbury, mars 1852.*) La pratique du Gouvernement anglais ne s'est point modifiée sur ce point.

Il est une autre considération qui aggrave encore la portée de la mesure prise à l'égard de la corvette brésilienne. Obéissant aux sentiments de progrès et d'humanité qui ont toujours inspiré sa politique, le Brésil a donné son adhésion à la déclaration qui a suivi le traité de Paris et a, par conséquent, renoncé à délivrer des lettres de marque ; des renseignements précis recueillis par les agents brésiliens en Angleterre permettent d'affirmer que le Paraguay, qui n'a pas adhéré à cette déclaration, ne recule pas devant l'emploi d'un système appartenant à une autre époque. Pendant la guerre d'Amérique, l'activité des autorités anglaises, encore aiguillonnée par les incessantes réclamations du Gouvernement de l'Union, est restée à peu près impuissante, et il n'y a pas d'exemple d'un seul bâtiment qui, dénoncé par le Gouvernement fédéral, n'ait rencontré dans les tribunaux une très-large interprétation des principes consacrés par le *foreign enlistment act*.

D'ailleurs, l'état actuel des relations entre le Brésil et la Grande-Bretagne¹ ne permet guère de compter sur une grande énergie de la part du gouvernement anglais, si le Brésil lui demande d'empêcher dans les chantiers de ses ports la construction de bâtiments suspects ; mais en admettant même que le gouvernement de l'Angleterre fût animé du même désir de maintenir la neutralité envers le Brésil, et

1. La reprise des rapports officiels entre les deux pays n'avait pas encore eu lieu, à l'époque à laquelle le mémorandum brésilien fait allusion.

déployât la même vigueur qu'il a montrée dans les conflits analogues qui se sont élevés entre le Gouvernement britannique et le Gouvernement de l'Union, tout tend à faire croire que le Gouvernement du Brésil ne serait pas plus heureux dans ses démarches que ne l'a été celui des États-Unis, et l'apparition dans l'Atlantique d'un ou de plusieurs *Alabama* paraguayens n'étonnerait pas le Brésil. Le Paraguay peut être d'autant plus tenté de recourir à ce moyen de guerre, qu'il voit une partie considérable de la flotte brésilienne engagée dans les affluents supérieurs du Rio de la Plata.

L'absence de la corvette *Brazil*, quand même le bâtiment posséderait les qualités de construction nécessaires pour pénétrer dans les eaux de la rivière Paraguay, ne peut avoir aucune influence sur l'issue certaine de la guerre ; mais il serait fâcheux de voir que la tolérance et l'inefficacité des lois anglaises d'une part et de l'autre l'excessive sévérité qu'apporte le Gouvernement français dans l'application des lois de neutralité, pesassent exclusivement sur celui des belligérants qui a donné, en adoptant la déclaration du Congrès de Paris, la mesure de son amour pour le progrès.

Il est impossible de se dissimuler que le belligérant qui seul profite de cet état de choses, c'est le Paraguay, qui ne s'est pas associé au grand acte du Congrès de Paris ; qui a conservé des pratiques barbares et indignes de la civilisation actuelle ; qui, sans déclaration de guerre préalable et sans avoir été provoqué, s'est emparé d'un bâtiment postal naviguant sur la foi des traités en vigueur ; qui a retenu en captivité des passagers inoffensifs ; qui soumet des prisonniers de guerre à d'odieux traitements, et dont la cruauté n'épargne ni les populations sans armes, ni les femmes, ni les enfants.

Le Gouvernement français ne pouvait pas connaître toutes ces circonstances, dont quelques-unes ont une date toute récente ; il les prendra en considération et ne maintiendra pas une mesure qui aurait pour conséquence de créer une inégalité au profit du Paraguay et au détriment du Brésil.

L'esprit de justice éclairé qui préside à tous les actes du Gouvernement français ne permet pas au Brésil de douter un seul instant de cette solution.

Paris, le 1^{er} juin 1865.

Signé : PENEDO.

**M. Drouyn de Lhuys au baron de Penedo, envoyé extraordinaire
et ministre plénipotentiaire du Brésil à Paris.**

Paris, le 9 juin 1865.

Monsieur le baron,

J'ai reçu la communication que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 1^{er} de ce mois.

La question relative à la corvette cuirassée commandée par votre Gouvernement à la Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée a été de ma part et de celle de M. le ministre de la marine l'objet d'un nouvel examen. Je suis heureux de pouvoir vous annoncer que cet examen a déterminé l'envoi d'instructions qui ont prescrit la remise du bâtiment aux autorités brésiliennes désignées pour en prendre possession.

Agréez les assurances de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Monsieur le baron,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

Signé : DROUYN DE LHUYS.

PRINCIPAUTÉS-UNIES.

Circulaire adressée par le prince G. Stirbey, ministre des affaires étrangères, aux agents diplomatiques de la Roumanie à l'étranger, sur la situation du pays, le 9/21 décembre 1866.

Monsieur l'Agent,

Après une absence de trois mois, je m'empresse de reprendre ma correspondance générale forcément interrompue par les négociations qui ont été l'objet de ma laborieuse mission dans la capitale de l'Empire ottoman, négociation dont l'heureux succès a donné satisfaction pleine et entière aux vœux de notre pays.

Malgré tout mon désir de combler les lacunes de cet arriéré, je me trouve dans la nécessité de glisser sur nombre de faits pour faire ressortir spécialement ceux que leur importance ou leur actualité recommandent à votre attention.

Je dois, entre autres, signaler tout particulièrement l'excellent ac-

cueil fait par l'opinion publique à la lettre adressée par Son Altesse Sérénissime à M. le Président du Conseil, à l'effet d'insister sur la pleine et entière liberté que le Prince, d'accord d'ailleurs avec les vues de ses Ministres, a entendu laisser aux électeurs, afin de garantir à toutes les opinions, une manifestation toute spontanée, en s'abstenant soigneusement de toute pression ou influence gouvernementale sur les opérations électorales, et d'assurer ainsi une véritable et sincère représentation nationale. Cette abstention absolue qui, du reste, n'aurait jamais pu être plus strictement observée qu'elle ne l'a été en fait, a convaincu le public bien pensant que si (ce que je suis loin de prétendre) l'Assemblée actuelle n'était pas l'exacte expression des diverses opinions qui représentent les vœux et les besoins du pays, ce ne serait pas du moins à l'influence administrative qu'il faudrait s'en prendre. La loyauté du Gouvernement, qui, du reste, n'a pas été même mise en question, est d'autant plus à l'abri de toute suspicion, qu'elle a donné prise à des observations motivées par des désordres qui ont eu lieu dans certains collèges électoraux de la capitale dont, par une mesure générale, avait été scrupuleusement écarté tout agent du pouvoir exécutif; désordres momentanés d'ailleurs, sans influence aucune sur le maintien de la tranquillité publique et qui n'ont pas eu même la gravité qu'ils revêtent souvent dans des pays bien plus avancés dans la pratique du régime constitutionnel.

Ces reproches doivent être aussi attribués à ce fait que l'abstention stricte et absolue que le Gouvernement s'est imposée, est chose toute nouvelle dans un pays traditionnellement habitué à tout attendre du Gouvernement, à en recevoir toute impulsion et à n'avoir aucune initiative pour tout ce qui concerne la vie publique; n'ayant donc pu être comprise encore, il n'est pas étonnant qu'elle ait été interprétée comme un aveu de faiblesse ou d'impuissance par les parties directement intéressées à s'en plaindre et trop prévenues pour saisir la portée de l'attitude d'impartialité adoptée par l'administration. Il ne nous reste qu'à exprimer le vœu que l'Assemblée législative, s'élevant désormais au-dessus des questions personnelles et des animosités de partis, qui n'ont plus aujourd'hui aucune raison d'être, soit tout à fait à la hauteur de son importante mission et prête au pouvoir exécutif ce concours sincère et éminemment patriotique qui est impérieusement réclamé pour parvenir à réparer les maux d'un passé désastreux et relever le pays de la situation critique qu'il nous a léguée.

Au retour de Constantinople, retour salué par les démonstrations les plus chaleureuses et les plus enthousiastes, partant de tous les points de la Roumanie (le *Moniteur* a inséré toutes ces adresses et ces

félicitations), Son Altesse Sérénissime a voulu donner suite au voyage qu'Elle avait projeté comme complément de sa précédente tournée.

Le Prince quitta la capitale le 31 octobre, accompagné de M. Strat, ministre du culte et de l'instruction publique, et parcourut le littoral du Bas-Danube depuis Olteniza jusqu'à Belgrade, en visitant les échelles de Galatz et d'Ibraïla, centres principaux, pour ne pas dire uniques, de tout le commerce d'exportation et d'importation de la Roumanie. Son Altesse voua une attention particulière à l'inspection de tous les établissements publics et à l'étude de tous les moyens les plus adaptés à étendre et à développer les transactions commerciales; pour tout résumer, l'accueil sympathique et enthousiaste que l'Élu de la nation reçut dans toutes les localités qu'il parcourut, a été identique à celui dont il avait été l'objet lors de son premier voyage.

De retour à Bucharest, le 14 novembre dernier, Son Altesse Sérénissime a bien voulu inaugurer par sa présence l'ouverture d'une série de conférences qui devaient être données à l'Athénée roumain sur des sujets fixés par le programme de cette année (la deuxième) de cette utile institution, appelée, non sans raison, dans la pensée de ses fondateurs, à donner une impulsion efficace au progrès scientifique, littéraire, artistique, industriel, commercial et agricole.

C'est aussi vers ce but que tendent très-activement les mesures prises par le Gouvernement roumain, touchant l'envoi des produits indigènes à l'Exposition universelle de 1867. Toutes les dispositions nécessaires à cette fin ont été adoptées, et une récente circulaire adressée par le Ministère de l'intérieur aux préfets des districts et aux présidents des conseils généraux, les invite à presser et à faciliter, dans la limite de leurs moyens, l'envoi des articles destinés à figurer à cette exposition et à ouvrir de nouveaux débouchés aux produits de notre sol et de notre industrie agricole.

Il a aussi été ouvert un concours auquel les artistes indigènes et étrangers, résidant en Roumanie, ont été, au même effet, invités à prendre part.

Une autre mesure, qui produit de précieux résultats pour l'avenir, est la création dans les districts de trois cents écoles primaires.

Préoccupé de l'urgence d'obvier, dans la mesure de ses ressources, aux conséquences funestes de la disette qui afflige le pays, le Gouvernement roumain avait déjà institué une commission d'enquête et un comité spécial pour organiser des souscriptions et cotisations charitables. Les conseils généraux, appelés à émettre leur avis, ont proposé d'affecter au secours des nécessiteux les fonds provenant des économies réalisées ou à réaliser sur les diverses allocations de leurs budgets respectifs, ce qui a été approuvé. La loi douanière, promulguée le 20 juin dernier, a été l'occasion d'une note identique

adressée à mon département par les Agents des Puissances étrangères qui réclament une modification de ladite loi, et notamment le retrait de la prohibition des vins et alcools au-dessous de 40 degrés, comme contraire aux traités.

Je crois utile de vous communiquer ci-joint copie de la réponse que je viens de faire à cette réclamation, afin que vous puissiez, le cas échéant, faire ressortir et développer les arguments que je fais valoir à l'appui du droit qui nous est garanti, de réglementer notre régime économique, droit qui, en vertu des articles 2 et 8 de la Convention de Paris, ne peut nous être enlevé par des traités de commerce conclus entre la Porte et les Puissances étrangères. Je m'explique, du reste, cette réclamation par les tendances générales de l'Europe à la liberté absolue du commerce. Mais tout en rendant hommage à ce principe et à ses bienfaits résultats, pour les pays qui offrent toutes les conditions voulues pour en profiter, il importe de faire remarquer qu'il existe pour notre pays des conditions qui lui sont particulières et dont il est juste de tenir compte.

Au surplus, en ce qui concerne la prohibition des alcools de qualité inférieure, peut-être serons-nous dans le cas de revenir sur cette mesure, non pour les motifs qu'on allègue pour la combattre ou contester notre droit, mais toujours pour des considérations inhérentes aux nécessités de notre régime économique dont nous sommes les juges les plus compétents.

La misère (très-grande malheureusement dans le pays, par suite de l'incurie et des abus du Gouvernement déchu, et du manque des récoltes pendant trois années consécutives), n'est sans doute pas étrangère à la fréquence des attentats à la propriété qui se commettent depuis quelque temps. Le Gouvernement a dû se préoccuper de la multiplicité exceptionnelle de ces méfaits, et vient de faire opérer, entre autres mesures, sur une vaste échelle, une razzia sur une foule de vagabonds et gens sans aveu, la plupart étrangers. Tous ceux, parmi ces derniers, qui n'ont pu justifier de moyens légitimes d'existence, ont été reconduits à la frontière, et les indigènes non domiciliés dans la capitale, renvoyés dans leurs localités respectives.

L'attention spéciale du Gouvernement est en ce moment fixée sur les moyens les plus adaptés à relever et réorganiser nos finances, à donner à la propriété les garanties qui lui sont dues pour rétablir la confiance et le crédit public, et enfin à donner au commerce extérieur et à notre industrie agricole tous les encouragements et les développements dont il est susceptible; parmi les mesures qui sont adoptées à cet effet, je crois devoir vous signaler : 1^o les stipulations concernant la navigation du Pruth que j'ai signée, il y a quatre jours, comme plénipotentiaire de Son Altesse Sérénissime avec les repré-

sentants de l'Empire d'Autriche et de Russie, et dont je vous signalerai le but et le caractère dans ma prochaine correspondance ; 2° la loi et le rapport y annexé sur le budget de 1867 qui est en équilibre ; 3° un projet de loi sur la police rurale et une série d'autres mesures économiques et financières.

Agréez, etc., etc.

Signé : STIRBEY.

HESSE GRAND-DUCALE.

Discours prononcé par M. de Dalwigk, président du conseil des ministres, à l'ouverture de la session des Chambres, le 22 décembre 1866.

Hauts et très-honorables messieurs,

S. A. R. le Grand-Duc m'a ordonné d'ouvrir la dix-neuvième session en son nom. Les événements de guerre de l'été passé et les traités qui les ont suivis ont complètement transformé la situation politique de notre patrie allemande. L'Autriche est sortie de l'Allemagne. Le Nord est séparé des États au sud du Mein, la Confédération à laquelle l'Allemagne a dû cinquante ans de paix et de développement moral et matériel, n'existe plus. Mais la pensée d'une patrie grande et commune, le lien qui embrasse les cœurs allemands ne saurait périr, et là est notre espoir que le jour viendra où l'Allemagne renaîtra pour une nouvelle espérance et une nouvelle grandeur.

Le Gouvernement de S. A. R. le Grand-Duc ne cessera pas de vouer ses efforts à ce but élevé ; il sait qu'en cela il peut compter sur l'appui des deux Chambres du Grand-Duché. On soumettra avant tout à votre assentiment constitutionnel le traité de paix du 3 septembre 1866¹, par lequel les relations anciennes et amicales avec la Prusse, qui, au regret douloureux de S. A. R. le Grand-Duc, avaient été interrompues, ont été rétablies.

La position que S. A. R. le Grand-Duc a prise immédiatement avant l'explosion de la dernière guerre et pendant sa durée fait désirer à S. A. R. le Grand-Duc de connaître l'opinion du peuple hessois sur cette position. Par suite, l'ancienne Chambre, élue dans d'autres circonstances, a été dissoute et une nouvelle assemblée des États a été convoquée.

Le Gouvernement grand-ducal se livre à l'espoir que la Chambre

1. Voir *Archives*, 1866, t. IV, p. 202.

actuelle ne refusera pas d'approuver la conduite politique qu'il a tenue jusqu'ici.

Le traité de paix du 3 septembre 1866 stipule que les parties du pays situées au nord du Mein appartiendront à la Confédération du Nord. Quoiqu'il eût été très-désirable que toutes les parties du pays, même tous les États allemands de ce côté-ci du Mein, eussent pu être reçues dans la nouvelle Confédération, des obstacles insurmontables se sont néanmoins opposés à l'accomplissement de ce vœu. Ce sera d'abord notre tâche de faire en sorte, en accomplissant avec le plus grand zèle et la plus grande fidélité les nouvelles obligations fédérales que nous avons contractées, que la position particulière des pays situés au nord du Mein n'altère pas d'une façon essentielle les liens constitutionnels des diverses parties du Grand-Duché, ni l'égalité de droit des trois provinces.

Les propositions ultérieures du Gouvernement grand-ducal concerneront la loi sur les élections pour le Parlement du Nord, puis l'introduction d'une partie de la législation hessoise aux pays nouvellement acquis, ensuite la participation de ces pays à la représentation du Grand-Duché, enfin le règlement de l'administration de nos finances, qui ont bien supporté les épreuves des derniers mois.

D'autres propositions relatives à la Constitution de la Confédération du Nord, au développement et à l'achèvement de notre Constitution et de notre législation, ainsi qu'à l'augmentation des moyens de communication du pays, vous seront présentées aussitôt que les travaux destinés à les préparer seront terminés. Le Gouvernement espère être en état de le faire dans le courant même de cette session.

Au nom de S. A. R. le Grand-Duc, je déclare la dix-neuvième session ouverte.

HANOVRE.

Rescrit du roi George, publié le 28 décembre 1866, par le général d'Arentschildt, concernant tous ceux qui ont appartenu à l'ancienne armée hanovrienne.

J'ordonne par ces présentes que tous ceux de mes officiers, employés militaires, sous-officiers, musiciens et soldats, qui désirent avoir leur congé par suite de leurs affaires, le reçoivent. Je veux en conséquence que vous fassiez savoir de la manière convenable :
1° que tout officier et employé militaire qui aura formé une demande

en congé définitif recevra de vous ce congé expédié en mon nom 2° qu'aux sous-officiers, caporaux, musiciens et soldats qui désireront avoir leur congé, vous pourrez également l'accorder en mon nom. Je laisse à votre disposition la manière de l'accorder.

Je reste, mon cher lieutenant général, votre bienveillant

Signé : GEORGE, roi.

AUTRICHE.

Discours prononcé par le comte Goluchowski à la clôture de la session législative de la Diète de Galicie, le 31 décembre 1866.

Haute assemblée ! le Gouvernement actuel, obéissant au principe, reconnu d'ailleurs dans l'Empire autrichien, que le libre développement d'institutions autonomiques dans tous les pays de la couronne est la plus sûre garantie du bonheur et du contentement des peuples et des nationalités qui, séparées entre elles par tant de différences, n'en font pas moins partie de cet Empire, est entré franchement, fermement et sans réserves ambiguës dans cette voie, en détruisant les obstacles qui ont entravé pendant plusieurs années nos libertés garanties par la loi et en soumettant d'importantes propositions législatives aux représentants qu'il a convoqués pour les faire délibérer sur les affaires de notre pays. D'un autre côté, la Diète, fidèle à la haute mission qui lui est dévolue, a fait tous ses efforts pour élaborer le plus grand nombre des propositions émanées de l'initiative de la représentation nationale, et qui, en majeure partie, sont devenues l'objet de nos votes et de nos décisions. C'est ainsi que par des délibérations entièrement libres, cette session législative a su jeter les premières bases de la réorganisation tant désirée du pays. Le Gouvernement, en réunissant le mois dernier la Diète du royaume de Galicie et de Lodomélie et du grand-duché de Cracovie, n'a pas eu l'intention de restreindre plus qu'il ne fallait la durée de ses délibérations, par la raison que déjà, durant la session précédente de cette haute assemblée, il s'était manifesté dans son sein des tendances ayant pour objet de modifier ou de réorganiser bien des lois et des dispositions qui, disons-le franchement, ne s'accordent plus ni avec les exigences ni avec l'esprit de l'époque actuelle.

Si nous sommes appelés aujourd'hui à clore nos délibérations, il

faut l'attribuer à l'approche du moment que nous appelons de tous nos vœux, celui où le règlement décisif des rapports communs qui intéressent tout l'Empire doit être définitivement arrêté. Ce n'est qu'alors que les peuples de l'Autriche, unis par le lien de réciprocité fraternelle ainsi que par le sentiment d'une sincère solidarité, s'empresseront de défendre non-seulement leurs propres droits, mais aussi ceux de la couronne. Ce n'est qu'alors que l'Autriche, conduite par le monarque qui nous gouverne gracieusement, deviendra un boulevard inexpugnable contre les tendances cachées jusqu'ici qui cherchent à la dissoudre.

L'adresse que notre Diète a votée il n'y a pas longtemps¹ et dans laquelle, au nom du pays entier, nous avons déposé des déclarations solennelles, a reçu un accueil favorable de la part de Sa Majesté. Ce fait, d'une haute portée, m'affermirait dans la conviction que le lien entre l'ensemble de l'Empire et notre pays, fondé sur une juste réciprocité, se consolide de plus en plus, et que ce n'est qu'en poursuivant cette conduite, la seule salutaire pour notre pays, que nous obtiendrons, sans aucune réserve et en toute plénitude, les droits qui nous sont assurés par la patente impériale du 20 octobre 1860².

Enfin, je remplis un devoir qui m'est bien doux en vous remerciant, prince, maréchal et honorables collègues, de la bienveillance et de la cordialité avec lesquelles vous avez secondé les efforts sincères et impartiaux de M. Louis Possinger, conseiller de la cour et commissaire du Gouvernement près de notre Diète.

PRINCIPAUTÉS-UNIES.

Adresse de la Chambre des députés au prince Charles, en réponse au discours des Chambres, le 31 décembre 1866¹.

Altesse,

Le grand vœu national de l'union sous un prince héréditaire d'une famille régnante de l'Europe a été accompli : nous sommes heureux, Altesse, d'être les représentants de la nation entière pour la féliciter à cette occasion comme fondateur de l'état politique qui a été désiré et acclamé sans interruption par la nation roumaine dans toutes les

1. Voir *Archives*, 1867, tome IV, page 1440.

2. Voir *Archives*, 1861, tome I, page 42.

3. Voir *Archives*, 1867, tome I, page 205.

assemblées législatives et qui est destiné à ouvrir à notre pays un avenir de stabilité politique, fondé sur les garanties puissantes d'ordre, de développement et d'indépendance nationale. Nous sommes d'autant plus heureux, Altesse, de vous féliciter, que les Roumains avec l'établissement d'une dynastie ont vu monter sur le trône d'Étienne le Grand et de Michel le Brave le descendant d'une famille illustre, qui, par ses héros, a fondé la grandeur et la gloire de sa patrie.

La Constitution roumaine¹, Altesse, étant en réalité l'œuvre de la nation même, nous sommes tous décidés de la maintenir sacrée et inviolable, et nous croyons de notre devoir de mettre les lois du pays en harmonie avec notre Constitution.

Le pays entier, Altesse, a vu avec plaisir la consécration donnée par la Sublime-Porte et les Puissances garantes à notre établissement politique, et ce plaisir a été d'autant plus grand, d'autant plus général, que cette consécration a été acquise sans porter atteinte aux droits du pays.

L'appel fait par Votre Altesse de nous tenir avec sagesse dans le cercle de nos droits et de nos aspirations légitimes a eu un écho d'autant plus fort dans nos cœurs et nos pensées, que nous sommes convaincus que, seulement dans le cercle de ces droits, consacrés par le traité de Paris, qui nous garantit la neutralité du territoire roumain, nous pouvons trouver la stabilité et l'indépendance nationale auxquelles toute la nation roumaine tient principalement.

Nous répondons tous, Altesse, à l'appel chaleureux que vous nous faites quand vous nous dites : « Au travail, Roumains ! » Nous sommes également convenus, Altesse, que les abus seront frappés avec justice partout où ils se produiront. Vous trouverez en nous toujours le concours le plus sincère et le plus loyal, et nous serons heureux de prouver à Votre Altesse que tous nous sommes animés de la seule ambition de faire le bien du pays.

Permettez-nous, Altesse, de vous exprimer la profonde reconnaissance du pays de ce que vous avez accepté de suivre le sort de notre pays, et de vous assurer encore une fois du bonheur que nous sentons d'avoir sur le trône de la Roumanie un prince doué de toutes les vertus qui peuvent rendre une nation heureuse.

Vive Votre Altesse !

1. Voir *Archives*, 1867, tome I^{er}, page 117.

F. AMYOT.

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1868

II

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

AUTRICHE, PRUSSE ET ZOLLVEREIN.

Traité de commerce conclu à Berlin le 11 avril 1865¹.

S. M. l'Empereur d'Autriche, représentant en même temps la Principauté souveraine de Liechtenstein,

D'une part, et

LL. MM. le Roi de Prusse, le Roi de Bavière et le roi de Saxe, tant pour elles-mêmes et comme représentant les États et parties d'États souverains attachés au système de douanes et d'impôts prussien, à savoir :

1. Voir plus haut, même volume, page 536.

Le Grand-Duché du Luxembourg ;
 Les enclaves mecklembourgeoises de Rossow, Netzeband et Schœneberg ;
 La Principauté de Birkenfeld, faisant partie du Grand-Duché d'Oldenbourg ;
 Le Duché d'Anhalt ;
 Les Principautés de Waldeck et Pyrmont ;
 La Principauté de Lippe et le Bailliage de Meisenheim appartenant au Landgraviat de Hesse,

Qu'au nom de tous les autres membres du Zollverein, à savoir :

De la Couronne de Hanovre, stipulant tant pour elle-même que pour la Principauté de Schaumbourg-Lippe ;
 De la Couronne de Wurtemberg ;
 Du Grand-Duché de Bade ;
 De l'Électorat de Hesse ;
 Du Grand-Duché de Hesse, stipulant tant pour lui-même que pour le Bailliage de Hombourg appartenant au Landgraviat de Hesse ;
 Des États formant l'Union de douane et de commerce de la Thuringe, à savoir : le Grand-Duché de Saxe, les Duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Altenbourg et de Saxe-Cobourg-Gotha, les Principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt, de Schwarzbourg-Sondershausen, et de Reuss ligne aînée, et Reuss ligne cadette ;
 Du Duché de Brunswick ;
 Du Duché d'Oldenbourg ;
 Du Duché de Nassau ;
 De la Ville libre de Francfort,
 D'autre part,

Animés du désir de développer et de faciliter les relations de commerce et de circulation entre leurs États par des exemptions et de larges réductions de droits, par la simplification et l'uniformité des formalités en douane et par le libre usage de toutes les voies de communication ; voulant, de plus, assurer le recouvrement de leurs recettes douanières et préparer l'union de douane de toute l'Allemagne, ont ouvert des négociations à l'effet de renouveler le Traité conclu entre eux, le 9 février 1853¹, d'y apporter des modifications et lui donner l'extension nécessaire, et ont nommé, à cette fin, pour Plénipotentiaires, etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins

1. Voir *Archives*, 1862, tome IV, page 259.

pouvoirs et les avoir trouvés en bonne forme, ont conclu le *Traité de commerce et de douane dont la teneur suit* :

Art. 1^{er}. Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver les relations entre leurs États par aucune prohibition d'entrée, de sortie et de transit.

Il ne pourra y avoir d'exception à ce principe que pour les objets ci-après :

- a. Tabac, Sel, Poudre à tirer, Cartes à jouer et Almanachs ;
- b. Objets auxquels s'appliquent des considérations d'hygiène publique ;
- c. Objets nécessaires aux armées dans des circonstances extraordinaires.

Art. 2. En ce qui touche le taux, le contrôle et la perception des droits d'entrée, de sortie et de transit, aucune des deux Parties ne pourra traiter un État tiers plus favorablement que l'autre Partie contractante. En conséquence, toute faveur accordée à des tiers, à cet égard, sera immédiatement et sans compensation étendue à l'autre Partie contractante.

Sont seules exceptées les faveurs dont jouissent les États actuellement associés au système douanier de l'une des Parties contractantes, ou qui s'y associeront à l'avenir, de même que les concessions déjà faites à d'autres États par des conventions existantes et qui sont expressément exceptées de l'application de la disposition ci-dessus. Ces faveurs ne pourront être accordées à ces mêmes États, pour les mêmes articles, que dans les mêmes proportions, même après l'expiration desdites conventions.

Art. 3. Les Parties contractantes faciliteront, à dater du 1^{er} juillet 1865, les relations réciproques par la libre admission de leur produits bruts, et par l'admission à droits réduits de leurs produits fabriqués.

En conséquence, elles sont convenues que lorsque les marchandises passeront de la libre circulation de l'un des États sur le territoire de l'autre, celles désignées dans l'annexe A, à leur entrée en Autriche, et celles désignées dans l'annexe B, à leur entrée dans le Zollverein, ne payeront aucun droit ou, suivant le cas, ne payeront pas de droits plus élevées que ceux stipulés dans lesdites annexes.

Art. 4. Si, pendant la durée du présent *Traité*, l'un des États contractants augmente les droits d'entrée du *Tarif général*, en vigueur à partir du 1^{er} juillet 1865, les faveurs de douane comprises dans les annexes A et B n'en seront point affectées.

Mais s'il a l'intention de réduire, soit par mesure générale, soit sur certaines frontières, ou quelques bureaux de douane seulement, le droit du *Tarif général*, en vigueur à partir du 1^{er} juillet 1865, sur

des articles énumérés dans les annexes A et B, il sera tenu d'informer l'autre Partie de cette réduction trois mois au moins avant sa mise en vigueur. L'autre Partie restera libre, sous réserve d'un autre arrangement, d'admettre lesdits articles, soit en franchise de droit, soit, suivant le cas, au droit convenu, mais seulement sous condition de production du certificat d'origine. L'État qui aura fait usage de cette faculté rendra la modification publique, quatre mois avant sa mise en vigueur.

Act. 5. 1° En ce qui concerne le passage immédiat de l'un des territoires sur l'autre, les marchandises ne seront soumises à aucun droit de sortie.

Sont exceptées de cette disposition les marchandises spécifiées ci-après, qui acquitteront les droits de sortie suivants, à savoir :

Dans le Zollverein :

Drilles et autres Déchets servant à la fabrication du papier, savoir :

- a. Drilles autres que de soie pure, Drilles triturées (demi-ouvrées), Maculatures et Rognures de papier, — le quintal¹, 1 *th.*² 20 *sgr.* (2 *fl.* 55 *kr.* du midi de l'Allemagne) (100 kilogr. 12 fr. 50 c.);
- b. Cordages vieux, Filets vieux et vieilles Cordes goudronnées ou non goudronnées, le quintal 0 *th.* 10 *sgr.* (0 *fl.* 35 *kr.* du midi de l'Allemagne³) (100 kilogr. 2 fr. 50 c.).

En Autriche :

- a. TARIF A, SECTION 6, a : Peaux petites et grandes, communes, — le quintal 2 *fl.*⁴ 30 *kr.* valeur autrichienne (100 kilogr. 11 fr. 50 c.);
- b. TARIF A, SECTION 44, b : Drilles et autres Déchets servant à la fabrication du papier, le quintal 3 *fl.* 0 *kr.* valeur autrichienne (100 kilogr. 15 fr. 00 c.);
- c. TARIF A, SECTION 44, c : Os, Sabots, Pieds et Griffes d'animaux, Rognures de peau, — le quintal 0 *fl.* 75 *kr.* valeur autrichienne (100 kilogr. 3 fr. 75 c.).

2° Les drawbacks alloués à le sortie de certains produits, dans cha-

1. Le quintal de douane.....	= 50 kilogrammes.
2. Le <i>thaler</i>	= 3 fr. 75 c.
Le <i>silbergros.</i>	= 0 fr. 12.5.
3. Le florin du midi de l'Allemagne.....	= 2 fr. 14.28.
Le <i>kreutzer</i> id.....	= 0 fr. 03.57.
4. Le florin d'Autriche.....	= 2 fr. 50.
Le <i>kreutzer</i> id.....	= 0 fr. 02.5.

cun des États contractants, ne représentent que le remboursement des droits et impôts intérieurs acquittés par lesdits produits ou par les matières employées à leur fabrication ; ils ne devront pas constituer une prime à la sortie excédant ce remboursement.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement avis des modifications apportées aux taux des drawbacks et la proportion entre les taux modifiés et le droit de douane ou l'impôt intérieur.

3° Les Parties contractantes ne percevront aucun droit de transit sur les marchandises traversant leurs territoires respectifs, lorsque ces marchandises, expédiées d'un desdits territoires, seront à destination d'un autre.

La stipulation qui précède est applicable aussi bien au transbordement ou entreposage qu'au transit direct et immédiat.

Art. 6. Dans le but de faciliter encore les relations entre les deux territoires, les deux Parties exemptent des droits d'entrée et de sortie les marchandises ci-après :

- a. Marchandises autres que denrées alimentaires, transportées de l'un des deux territoires, sur les foires et marchés de l'autre, ou qui, expédiées pour une vente éventuelle, en dehors des foires et marchés, n'auront pas été mises en libre circulation sur l'autre territoire, mais déposées, sous le contrôle de la Douane, dans des magasins publics (gares, bureaux des halles, etc.), de même que les échantillons apportés par les voyageurs du commerce, lorsque tous ces objets auront été réimportés, dans un délai déterminé d'avance ;
- b. Bétail conduit aux marchés de l'autre État et ramené invendu ;
- c. Cloches et caractères d'imprimerie destinés à être refondus ; — Paille à tresser ; — Cire à blanchir ; — Déchets de soie destinés à être cardés.
- d. Fils et Tissus destinés à être lavés, blanchis, teints, foulés, apprêtés, imprimés et brodés ; — Fils à tricoter ; — Filés (y compris les accessoires nécessaires) pour restauration de dentelles et de passementeries ; — Peaux grandes et petites pour la réparation des cuirs et des fourrures ; — Fils en chaînes tondues et lissées, avec la trame nécessaire, pour la restauration des tissus, ainsi qu'Objets destinés à être vernis au vernis fin, polis et peints ;
- e. Autres Objets de toute sorte portés d'un État dans l'autre pour y subir une réparation, une mise en œuvre ou un perfectionnement, et qui, après les avoir subis, sont réimportés sous l'observation des prescriptions spéciales établies à cet égard, pourvu que le caractère essentiel et la dénomination des objets restent

les mêmes, et notamment, dans le cas prévu à la lettre *c*, sous condition de conserver le même poids total, et dans les cas désignés aux lettres *a*, *b*, *d*, et *e*, en tant que l'identité des objets exportés et réimportés ne laisse aucun doute.

Art. 7. En ce qui concerne l'expédition en douane des marchandises soumises à l'obligation des passavants, les facilités, réciproquement accordées, consisteront en ce que, au moment du passage immédiat desdites marchandises du territoire de l'un des États sur celui de l'autre, il ne sera pas procédé à l'enlèvement des plombs, ni à l'apposition de plombs nouveaux, ni au déballage des marchandises, s'il a été satisfait aux prescriptions convenues. En général, l'expédition sera accélérée autant que possible.

Art. 8. Les Parties contractantes s'entendront pour établir, autant que les circonstances le permettront, leurs bureaux-frontières réciproques dans la même localité, de manière que les opérations en douane, au passage des marchandises d'un territoire douanier sur l'autre, puissent avoir lieu simultanément.

Art. 9. Les taxes intérieures qui, dans l'un des États contractants, atteignent au profit, soit de l'État, soit des communes et corporations, la production, la préparation ou la consommation d'un objet, ne peuvent, sous aucun prétexte, frapper les produits de l'autre État contractant plus fortement, ou d'une manière plus onéreuse, que les produits similaires dudit État.

Art. 10. Les Parties contractantes s'obligent encore à concourir, par les moyens convenables, à empêcher et à punir la contrebande de et vers leurs territoires, à maintenir en vigueur les lois pénales édictées dans ce but, à prêter l'appui légal aux agents de l'autre État et à leur permettre de poursuivre les délinquants sur le territoire voisin; à leur procurer les renseignements et l'aide nécessaires de la part des employés des contributions, des douanes et de la police, ainsi que de la part des autorités locales.

Seront maintenues en vigueur les mesures convenues dans le but de se prêter un appui réciproque pour la surveillance des eaux limitrophes et des frontières où le territoire des États contractants est contigu à celui d'États étrangers.

Art. 11. Aucun droit d'étape ou d'échelle ne sera perçu dans les États des Parties contractantes; et, sauf les dispositions réglementaires de navigation et d'hygiène publique, ou pour assurer le recouvrement des impôts, aucun conducteur de marchandises ne sera astreint à s'arrêter ou à opérer un chargement ou déchargement, ou un transbordement, dans un lieu déterminé.

Art. 12. Les Parties contractantes admettront leurs navires de mer

respectifs et les cargaisons desdits navires, aux mêmes conditions et sous les mêmes droits que leurs propres navires.

La nationalité des navires de chaque État contractant sera constatée d'après la législation du pays auxquels ils appartiennent.

Les certificats de jauge, valables d'après la législation du pays auquel les navires appartiennent, détermineront, sous réserve de *réduction*, la capacité de ces navires pour l'assiette des droits de port et de navigation.

Chaque État est libre de réserver à ses propres navires le cabotage entre les ports de mer de son territoire ; par contre, le chargement et le déchargement successifs dans plusieurs ports de mer de l'un des États contractants seront permis aux navires de l'autre État.

En général, toutes les faveurs que, sous réserve de réciprocité, un des États du Zollverein, faisant de la navigation maritime, a ou aura accordées aux navires de mer d'un État tiers et aux cargaisons de ces navires, profiteront aux navires autrichiens et à leurs cargaisons ; et, par contre, toutes les faveurs que l'Autriche a, ou aura accordées, à cet égard, à un État tiers, profiteront aux navires des États du Zollverein employés à la navigation maritime, et aux cargaisons de ces navires.

Sont seules exceptées de cette disposition, les faveurs relatives au cabotage accordées, autrement que par convention, aux navires des États tiers.

Art. 13. Il ne sera perçu aucun droit de port ou de navigation sur les navires de l'une des Parties contractantes qui, par suite d'accidents ou par force majeure, entrent dans les ports de mer de l'autre Partie, pourvu qu'ils n'y restent que le temps nécessaire, ou ne s'y livrent pas à des opérations de commerce.

Les marchandises avariées et les épaves chargées sur les navires d'un des États contractants ne seront assujetties par l'autre à un droit quelconque, sauf les frais éventuels de sauvetage, que si elles entrent en consommation.

Art. 14. Les patrons de navire et les embarcations appartenant à l'un des États contractants seront admis à naviguer sur toutes les voies navigables, fleuves, rivières et canaux du territoire de l'autre Partie, aux mêmes conditions et en acquittant les mêmes droits, sur les bâtiments et la cargaison, que les patrons et les embarcations appartenant à ce territoire.

Art. 15. Les sujets de l'un des États contractants pourront faire usage, aux mêmes conditions et sous les mêmes redevances que les nationaux de l'autre État, des chaussées et autres routes, canaux, écluses, bacs, ponts et ponts-tournants, ports et débarcadères, bouées, phares, fanaux, pilotage, grues et balances, entrepôts et établissements

pour le sauvetage et la conservation des cargaisons, et autres semblables, en tant que lesdits établissements ou installations seront destinés à l'usage public, qu'ils soient administrés par l'État ou par des particuliers.

Aucune redevance ne sera perçue que pour usage effectif, sans préjudice des dispositions contraires concernant les phares et le pilotage. La perception ne devra pas dépasser les frais d'entretien, plus l'intérêt du capital d'établissement au taux du pays.

Sur les routes qui servent directement ou indirectement à mettre en communication les États contractants entre eux et avec l'Étranger, les péages de barrière pour les voitures chargées ne pourront dépasser le *taux* actuel, s'il est de 1 *silbergros* (5 *kr.* val. autr. 0 fr. 12 c. 5) ou plus par mille géographique (7 kilomètres 409), et par bête de trait, ni être élevés au-dessus de 1 *silbergros* si les péages actuels sont inférieurs à ce *taux*.

Pour le commerce au delà des frontières, les péages de barrière, sur les routes dont il s'agit, ne peuvent, eu égard à la distance parcourue, être plus élevés que pour le commerce du pays.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux chemins de fer, qui sont régis par les dispositions des articles 16 et 17.

Art. 16. Sur les chemins de fer de chaque État, les sujets de l'autre État et leurs marchandises ne seront pas traités d'une manière moins favorable que les nationaux et leurs marchandises, sous le rapport de la durée, du mode et du prix de transport.

Pour le transport des marchandises qui transitent de et vers le territoire de l'autre État, aucun des deux États contractants ne percevra de prix plus élevés que ceux auxquels sont soumises, sur le même chemin, les marchandises chargées ou déchargées à l'intérieur du pays.

Art. 17. Les Parties contractantes s'appliqueront à faciliter, autant que possible, le transport des marchandises sur les chemins de fer de leurs territoires, par l'établissement de voies directes de communication entre les lignes aboutissant au même lieu et d'une ligne à l'autre.

Aux points de leurs frontières où aboutissent des voies ferrées et où des communications existent entre les lignes respectives, elles exempteront de la déclaration, du déchargement et de la visite à la frontière, ainsi que du plombage des colis, les marchandises entrant dans des wagons fermés, conformément aux règlements, et transportées dans les mêmes wagons vers un lieu de l'intérieur où se trouve un Bureau de douane ou de contributions ayant qualité pour faire l'expédition, sous la condition que lesdites marchandises aient été annoncées pour l'entrée par la remise des bordereaux de chargement et des lettres de voiture.

Les marchandises qui transitent sans transbordement, dans des wagons de chemin de fer fermés conformément aux règlements, par le territoire de l'une des Parties contractantes et sont dirigées sur le territoire de l'autre, seront de même exemptées de la déclaration, du déchargement et du plombage des colis, tant à l'intérieur qu'aux frontières, pourvu qu'elles aient été annoncées par la remise des bordereaux de chargement et des lettres de voiture.

La mise en vigueur des dispositions qui précèdent est toutefois subordonnée à cette condition, que les administrateurs des chemins de fer intéressés répondent de l'arrivée, en temps utile, des wagons avec plombage intact au Bureau d'expédition à l'intérieur ou au Bureau de sortie.

Dans le cas où une des Parties contractantes aurait stipulé par convention avec un État tiers de nouvelles facilités concernant l'expédition en douane, ces mêmes facilités profiteront dans la même mesure au commerce avec l'autre Partie, sous réserve de réciprocité.

Art. 18. Les États contractants s'appliqueront de concert à encourager l'industrie par l'adoption de principes uniformes et à fournir toutes les facilités possibles aux sujets de l'un des États qui cherchent du travail et de l'occupation dans l'autre.

A dater de la mise en vigueur du présent Traité, les sujets de l'un des États contractants qui exercent une industrie, ou qui cherchent du travail, dans le territoire de l'autre, ne payeront aucun impôt auquel les régnicoles, exerçant les mêmes industries, ne seraient pas soumis également.

Les fabricants et commerçants et autres industriels faisant des achats pour leur commerce, ou les voyageurs portant avec eux, non des marchandises, mais de simples échantillons en vue d'obtenir des commandes, n'auront, à ce titre, aucun droit à payer dans l'autre État, s'ils ont acquis, par le paiement des taxes légales, le droit de faire ce commerce dans l'État où ils ont leur domicile, ou s'ils sont au service de fabricants ou commerçants du pays.

Les sujets des États contractants qui fréquentent les marchés ou foires de l'un des États pour y faire le commerce et pour y débiter les produits de leur sol et de leur industrie y seront traités comme les sujets mêmes de cet État.

Les sujets de l'un des États contractants, faisant un service de roulage ou de navigation par mer ou par les fleuves entre des points de différents États, ne pourront être soumis, pour l'exercice de cette industrie, à aucune taxe sur le territoire de l'autre Partie.

Art. 19. Les Parties contractantes se concèdent réciproquement le droit de nommer des Consuls dans tous les ports et places de com-

merce sur leurs territoires, où seraient admis les Consuls d'un État tiers quelconque.

Art. 20. Chacune des Parties obligera ses Consuls à l'étranger à accorder aux sujets de l'autre Partie, dans les lieux où celle-ci n'est pas représentée par un Consul, la même protection et la même assistance qu'à ses propres sujets sans exiger des droits plus élevés.

Art. 21. Les Parties contractantes se reconnaissent réciproquement le droit d'envoyer, près de leurs Bureaux de douane respectifs, des fonctionnaires chargés de prendre connaissance de tout ce qui concerne l'administration douanière et la surveillance des frontières, mission pour l'accomplissement de laquelle il leur sera fourni toutes facilités.

Les États contractants se fourniront mutuellement toutes les informations désirables sur la comptabilité et la statistique des deux territoires douaniers.

Art. 22. Les stipulations des articles 1 à 9 du présent Traité ne sont pas applicables aux portions de territoire des États contractants exceptées de leur système douanier, pendant tout le temps que durera cette exclusion.

Art. 23. Des commissaires des États contractants se réuniront, immédiatement après l'échange des ratifications du présent Traité, pour régler les détails de l'exécution dudit Traité.

Art. 24. Les stipulations contenues dans les annexes seront considérées comme parties intégrantes du Traité lui-même.

Art. 25. Le présent Traité remplace, à dater du 1^{er} juillet 1865, le Traité du 19 février 1853. Sa durée est fixée du 1^{er} juillet 1865 au 31 décembre 1877.

Les deux Parties contractantes se réservent d'entrer en négociation pour accorder au commerce des facilités plus étendues, pour opérer, autant que possible, un rapprochement entre les Tarifs respectifs et s'entendre sur la question d'une union douanière pour l'Allemagne en général. Dès qu'une des Parties jugera le moment opportun pour la négociation, elle fera ses propositions à l'autre, après quoi les Commissaires des Parties contractantes se réuniront pour négocier.

Les deux Parties contractantes reconnaissent n'avoir pas entendu porter atteinte, par le présent Traité à l'autonomie que chacune d'elles conserve relativement à sa législation douanière et commerciale.

Art. 26. L'adhésion au présent Traité est réservée à tout État allemand qui, dans l'avenir, fera son accession au Zollverein.

Art. 27. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berlin dans le délai de six semaines.

FRANCE — SIAM.

Traité pour régler la position du royaume de Cambodge conclu à Paris, le 15 juillet 1867.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le roi de Siam, désirant régler définitivement, d'un commun accord, la position faite au royaume du Cambodge par suite du traité conclu à Oudon, entre la France et ce royaume, le 11 août 1863 ¹ (vingt-septième jour de la lune *Assach* de l'année Cor 1225), et voulant en outre éviter à l'avenir toute contestation de nature à altérer la parfaite amitié qui unit les deux nations, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. le marquis Léonel de *Moustier*, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et S. M. le roi de Siam, *Phya Surawongs Way Wat*, son premier ambassadeur, et *Phra Kaxa Sena*, son deuxième ambassadeur ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Sa Majesté le roi de Siam reconnaît solennellement le protectorat de S. M. l'Empereur des Français sur le Cambodge.

Art. 2. Le traité conclu, au mois de décembre 1863, entre les royaumes de Siam et de Cambodge, est déclaré nul et non avenu, sans qu'il soit possible au Gouvernement de Siam de l'invoquer à l'avenir et en aucune circonstance.

Art. 3. S. M. le roi de Siam renonce, pour lui et ses successeurs, à tout tribut, présent ou autre marque de vassalité de la part du Cambodge.

De son côté, S. M. l'Empereur des Français s'engage à ne point s'emparer de ce royaume pour l'incorporer à ses possessions de Cochinchine.

Art. 4. Les provinces de Battambang et d'Angkor (Nakhon Siemrap) resteront au royaume de Siam. Leurs frontières, ainsi que celles des autres provinces siamoises limitrophes du Cambodge, telles qu'elles sont reconnues de nos jours de part et d'autre, seront, dans le plus bref délai, déterminées exactement, à l'aide de poteaux ou autres marques, par une commission d'officiers siamois et cambodgiens, en présence et avec le concours d'officiers français désignés par le gouverneur de la Cochinchine.

1. Voir de *Clercq.* Traités de la France, tome VIII, page 608.

La délimitation opérée, il en sera dressé une carte exacte par les officiers français.

Art. 5. Les Siamois s'abstiendront de tout empiétement sur le territoire du Cambodge et les Cambodgiens s'abstiendront également de tout empiétement sur le territoire siamois.

Toutefois, les habitants des deux pays auront la liberté de circuler, de faire le commerce et de résider pacifiquement sur les territoires respectifs.

Si des sujets siamois se rendent coupables de quelques délits ou crimes sur le territoire du Cambodge, ils seront jugés et punis avec justice par le Gouvernement du Cambodge et suivant les lois de ce pays; si des sujets Cambodgiens se rendent coupables de délits ou crimes sur le territoire siamois, ils seront également jugés et punis avec justice par le Gouvernement siamois, suivant les lois de Siam.

Art. 6. Les bâtiments sous pavillon français pourront naviguer librement dans les parties du fleuve Mekong et de la mer intérieure qui touchent aux possessions siamoises. Le Gouvernement de S. M. le roi de Siam mettra à la disposition des autorités de Saïgon le nombre de passe-ports qu'elles jugeront nécessaire, pour être délivrés, après avoir été signés et apostillés par lesdites autorités, aux sujets français qui voudront se rendre dans ces parages. Sur le territoire siamois, ceux-ci devront se conformer en tout aux stipulations du traité de 1856 entre la France et le Siam. Le passe-port ci-dessus mentionné tiendra lieu, en cas de relâche, de la passe exigée par l'article 7 dudit Traité, et donnera aux porteurs en cas d'urgence, le droit d'adresser directement leurs réclamations aux autorités siamoises.

Art. 7. Le Gouvernement français s'engage à faire observer par le Cambodge les stipulations qui précèdent.

Art. 8. Le présent Traité ayant été rédigé en français et en siamois, et les deux versions ayant la même portée et le même sens, le texte français sera officiel et fera foi, sous tous les rapports, aussi bien que le texte siamois.

Art. 9. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bangkok dans le délai de cinq mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 15 juillet de l'an de grâce 1867 (le quatorzième jour de la huitième lune de l'année Tho : 1229 de l'ère siamoise.)

(L. S.) *Signé* : MOUSTIER.

(L. S.) *Signé* : PHYA SURAWONGS WAY WAT.

(L. S.) *Signé* : PHRA KAXA SENA.

Convention conclue, le 7 août 1867, entre la France et le royaume de Siam, relativement à l'importation des vins et spiritueux dans le royaume de Siam.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le Gouvernement de S. M. le roi de Siam, désirant consolider et accroître par une Convention spécialement relative au régime des vins et spiritueux importés dans le royaume de Siam, les avantages que les deux Pays ont jusqu'à présent recueillis du traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu à Bangkok, le 15 août 1856¹, les Plénipotentiaires soussignés :

M. le marquis Léonel de *Moustier*, ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères de S. M. l'Empereur des Français,

Et *Phya Surawongs Way Wat*, premier ambassadeur de S. M. le roi de Siam, et *Phra Kaxa Sena*, son second ambassadeur,

Dûment autorisés, ont arrêté dans ce but les articles suivants :

Art. 1^{er} Les sujets français pourront, moyennant l'acquittement d'un droit d'entrée de trois pour cent de la valeur, importer dans le Royaume de Siam, de quelque pays et sous quelque pavillon que ce soit, des vins et autres boissons fermentées, ainsi que toute espèce de boissons distillées.

Ces produits pourront être librement vendus et transportés dans l'intérieur du pays, et leur vente ne sera pas soumise à d'autres formalités ni à d'autres charges que celles qui se trouvent indiquées ci-après.

Art. 2. Tout individu qui voudra vendre en détail des boissons fermentées ou distillées de provenance étrangère devra se munir d'un permis spécial. Ce permis sera délivré par l'autorité siamoise qui ne pourra jamais le refuser.

Art. 3. Toutes les fois qu'un permis sera délivré pour la vente en détail de boissons distillées d'une valeur inférieure à un franc soixante-cinq centimes (un demi-tical) le litre, il n'en pourra être fait usage que pour un seul établissement ou un seul bateau, et que dans les limites d'un district déterminé.

Art. 4. La délivrance des permis aura lieu sans frais, mais une taxe annuelle pourra être exigée de tout détaillant qui vendra des boissons distillées d'une valeur inférieure à un franc soixante cinq centimes (un demi-tical) le litre, alors même qu'il vendrait simultanément des

1. Voir *De Clercq, Traité de la France*, tome VII, page 138.

spiritueux de qualité supérieure. Cette taxe ne devra, en aucun cas, dépasser quaire-vingts ticaux.

Art. 5. Les infractions aux dispositions qui précèdent seront punies d'une amende qui ne pourra excéder deux cents ticaux. Si le contrevenant est sujet ou protégé français, la condamnation à l'amende devra être prononcée par le consul de France.

Art. 6. Les sujets français devant jouir, aux termes du traité du 15 août 1856, du traitement de la nation la plus favorisée, il est bien entendu qu'ils ne seront tenus de se conformer aux dispositions de la présente Convention qu'autant que les sujets des autres nations y seraient également soumis et les observeraient en toute circonstance.

Art. 7. La présente Convention aura une durée fixe de cinq années, à dater de l'échange des ratifications, et elle demeurera ensuite obligatoire d'année en année jusqu'à ce que l'un des deux Gouvernements ait annoncé à l'autre, un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Les deux Gouvernements se réservent d'ailleurs d'y introduire, d'un commun accord, à l'expiration du terme assigné à sa durée fixe, les modifications qui seraient jugées nécessaires.

Les ratifications en seront échangées à Bangkok dans le délai de cinq mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 7 août 1867.

(L. S.) *Signé* : MOUSTIER.

(L. S.) *Signé* : PHYA SURAWONGS WAY WAT.

(L. S.) *Signé* : PHRA KAXA SENA.

FRANCE. — URUGUAY.

Arrangement conclu, le 26 septembre 1866, entre la France et La République orientale de l'Uruguay, relativement au maintien de la Convention de commerce et de navigation signée, le 8 avril 1836, entre la France et l'Uruguay¹.

Les soussignés, M. Daniel-Pierre-Martin *Maillefer*, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., chargé d'affaires et consul gé-

1. Voir *De Clercq. Traités de la France*, tome IV, page 332.

néral de S. M. l'Empereur des Français, d'une part, et, de l'autre, Son Excellence M. Albert *Flangini*, ministre secrétaire d'Etat au département des relations extérieures de la République orientale de l'Uruguay ;

Considérant que les circonstances n'ont pas permis jusqu'à présent de remplacer par le traité en forme qui doit être conclu en temps opportun la Convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation signée entre la France et la République orientale de l'Uruguay, le 8 avril 1836 ;

Attenu, toutefois, que le Gouvernement impérial et celui de la République attachent un égal intérêt à maintenir et à développer, par la concession de garanties mutuelles, les relations avantageuses qui existent entre les deux Pays ;

Et, en dernier lieu, que le Gouvernement provisoire de la République se trouve investi des pouvoirs suffisants pour remettre en vigueur pendant un terme de deux ans, à compter de cette date, la susdite Convention préliminaire, devant être consignées par un article additionnel les stipulations de l'article II, paragraphe 3, et de l'article III, paragraphe 4, du Traité célébré entre la Prusse et les États du Zollverein, le 23 juin 1856¹, lequel est une loi de la nation, et qui sont également établies à l'article 2 additionnel du Traité conclu avec la Belgique le 15 septembre 1853² ;

A ces causes, les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. L'arrangement intervenu, le 7 juillet 1865, afin de proroger de deux années la Convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation conclue, le 8 avril 1836, entre la France et la République orientale de l'Uruguay, est de nouveau mis en vigueur et maintenu dans tous ses effets jusqu'au 26 septembre 1869.

Art. 2. Il demeure par conséquent entendu que, des effets de l'article antérieur, seront considérées comme exceptées les stipulations consignées à l'article II, paragraphe 3, et à l'article III, paragraphe 4, du traité mentionné ci-dessus, conclu entre la République et la Prusse et les États du Zollverein, relativement à la navigation de cabotage et aux pays limitrophes et voisins, lesquelles stipulations sont conçues comme suit :

« Art. II, § 3. Il est déclaré expressément ici que, dans les stipulations du présent article, n'est point comprise la navigation de cabotage entre un port et un autre situé dans le même territoire ; mais on ne considérera pas comme cabotage qu'un navire d'outre-mer com-

1. Voir *Martens*. N. Recueil gén. de Samwer, tome XVI, II^e partie, page 279.

2. Voir *García de la Vega*. Traité de la Belgique, tome III, page 199.

plète graduellement son chargement dans divers ports du territoire d'une des deux parties contractantes, ou qu'il décharge successivement dans divers ports. Si sur ce point une franchise plus grande était accordée de la part de la République orientale à toute autre nation qui ne serait ni limitrophe ni voisine, elle sera entendue comme concédée aux sujets et navires des États du Zollverein.

« Art. III, § 4. L'égalité ou assimilation établie par cet article ne comprend pas le cas où des faveurs, privilèges ou exemptions en matière de commerce et de navigation seraient concédés aux pays limitrophes et voisins ou aux citoyens et sujets de ces pays. Mais si l'on avait accordé ou si l'on accordait à un pays quelconque qui ne serait pas des susmentionnés, l'avantage d'être considéré comme la nation la plus favorisée sans la restriction contenue dans le présent Traité, cet avantage sera réputé acquis aux États du Zollverein. »

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent Arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition à Montevideo, le 26 septembre de l'an de grâce 1867.

(L. S.) *Signé* : M. MAILLEFER.

(L. S.) *Signé* : ALBERTO FLANGINI.

FRANCE, SUÈDE ET NORWÈGE.

Convention de poste conclue à Paris, le 31 octobre 1867.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi de Suède et de Norwège, désirant resserrer les liens d'amitié qui unissent si heureusement leurs États respectifs, en améliorant, au moyen d'une nouvelle Convention, les relations postales tant entre la France et la Suède qu'entre la France et la Norwège, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. le marquis Léonel de Moustier, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre des Séraphins de Suède, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et S. M. le Roi de Suède et de Norwège, M. Georges-Nicolas baron *Adelswärd*, grand-croix de l'ordre de l'Étoile polaire, grand-croix de l'ordre de Saint-Olaf, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura un échange de lettres, d'échantillons de marchandises et d'imprimés de toute nature au moyen des services de poste des États par l'intermédiaire desquels l'administration des postes de France, d'une part, et les administrations des postes de Suède et de Norwège, d'autre part, peuvent échanger entre elles des dépêches closes.

Art. 2. Les frais résultant du transport entre la frontière suédoise ou norvégienne et la frontière d'Allemagne des dépêches closes désignées dans l'article précédent seront entièrement à la charge des administrations des postes de Suède et de Norwège.

De son côté, l'administration des postes de France supportera seule les droits de transit dus aux offices des postes de Belgique et d'Allemagne pour le parcours desdites dépêches closes à travers la Belgique et l'Allemagne.

Art. 3. Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, soit de la France et de l'Algérie pour la Suède et la Norwège, soit de la Suède et de la Norwège pour la France et l'Algérie, pourront, à leur choix, laisser le port desdites lettres à la charge des destinataires ou payer ce port d'avance jusqu'à destination.

Art. 4. Le prix du port des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, qui seront échangées entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants de la Suède et de la Norwège, d'autre part, sera réglé conformément au tarif ci-après :

DÉSIGNATION DES LETTRES.	PRIX DE PORT à payer par l'expéditeur de chaque lettre affranchie ou par le destinataire de chaque lettre non affranchie et pour chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes.	SOMME À PAYER POUR CHAQUE LETTRE et par chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes.			
		par l'administration des postes de France à l'administration des postes.		à l'administration des postes de France par l'administration des postes.	
		de Suède.	de Nor- wège.	de Suède.	de Nor- wège.
1	2	3	4	5	6
Lettres affran- chies.	de la France } pour la Suède...	60 centimes.	fr. c. 0 25	»	»
	et de l'Algérie } pour la Norwège.	70 centimes.	»	0 35	»
	de la Suède pour la France et l'Algérie.....	42 öre.....	»	»	0 35
	de la Norwège pour la France et l'Algérie.....	15 skillings.	»	»	0 35
Lettres non affran- chies.	de la France } pour la Suède...	56 öre.....	»	»	0 46 2/3
	et de l'Algérie } pour la Norwège.	19 skillings.	»	»	0 45
	de la Suède pour la France et l'Algérie.....	80 centimes.	0 33 1/3	»	»
	de la Norwège pour la France et l'Algérie.....	90 centimes.	»	0 45	»

Art. 5. Les lettres ordinaires expédiées à découvert par la voie de la France, soit des pays mentionnés au tableau A annexé à la présente Convention pour la Suède, soit de la Suède pour les pays mentionnés au tableau A, seront échangées entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Suède aux conditions énoncées dans ledit tableau.

Il est convenu, toutefois, que les conditions d'échange fixées par le tableau A pourront être modifiées, d'un commun accord, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Suède.

Art. 6. Les lettres expédiées à découvert par la voie de France, soit des pays mentionnés au tableau B annexé à la présente Convention pour la Norwège, soit de la Norwège pour les pays mentionnés au tableau B, seront échangées entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Norwège aux conditions énoncées dans ledit tableau.

Il est convenu, toutefois, que les conditions d'échange fixées par

le tableau B, pourront être modifiées d'un commun accord, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Norwége.

Art. 7. L'administration des postes de France pourra livrer à l'administration des postes de Suède des lettres chargées à destination de la Suède, et à l'administration des postes de Norwége des lettres chargées à destination de la Norwége.

De leur côté, les administrations des postes de Suède et de Norwége pourront livrer à l'administration des postes de France des lettres chargées à destination de la France et de l'Algérie, et, autant que possible, à destination des pays auxquels la France sert d'intermédiaire.

Le port des lettres chargées devra toujours être acquitté d'avance jusqu'à destination.

Il est entendu que les valeurs-papiers payables au porteur ne pourront être adressées de la France et de l'Algérie à destination de la Suède ou de la Norwége, et *vice versa*, par la voie de la poste, qu'autant qu'elles auront été insérées dans des lettres chargées.

Art. 8. Toute lettre chargée expédiée de la France ou de l'Algérie pour la Suède ou la Norwége supportera au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids, un droit fixe de cinquante centimes, et réciproquement toute lettre chargée expédiée de la Suède ou de la Norwége pour la France ou l'Algérie supportera au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids, un droit fixe de trente-cinq öre, si elle est originaire de Suède, et un droit fixe de onze skillings, si elle est originaire de Norwége.

Art. 9. L'administration des postes de France payera à l'administration des postes de Suède, en sus du prix résultant de l'article 4 précédent, un droit fixe de vingt centimes pour toute lettre chargée que ladite administration des postes de France livrera à l'administration des postes de Suède, à destination de la Suède.

De son côté, l'administration des postes de Suède payera à l'administration des postes de France, en sus du prix résultant de l'article 4 précédent, un droit fixe de trente centimes pour toute lettre chargée que ladite administration des postes de Suède livrera à l'administration des postes de France, à destination de la France ou de l'Algérie.

Art. 10. L'administration des postes de France payera à l'administration des postes de Norwége, en sus du prix résultant de l'article 4 précédent, un droit fixe de vingt-cinq centimes pour toute lettre chargée que ladite administration des postes de France livrera à l'administration des postes de Norwége, à destination de la Norwége.

De son côté, l'administration des postes de Norwége payera à l'administration des postes de France, en sus du prix résultant de l'article 4 précédent, un droit fixe de vingt-cinq centimes pour toute lettre chargée que ladite administration des postes de Norwége livrera à l'administration des postes de France, à destination de la France ou de l'Algérie.

Art. 11. Quant aux prix de port ou droits spéciaux dont les administrations des postes de Suède et de Norwége devront tenir compte à l'administration des postes de France pour les lettres chargées à destination des pays mentionnés dans les articles 5 et 6 précédents, ils seront fixés, d'un commun accord, entre l'administration des postes de France et les administrations des postes de Suède et de Norwége, conformément aux conventions actuellement en vigueur ou qui interviendraient dans la suite.

Art. 12. Dans le cas où quelque lettre chargée viendrait à être perdue, il sera payé à l'expéditeur une indemnité de cinquante francs dans le délai de deux mois, à dater du jour de la réclamation; mais il est entendu que les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt du chargement; passé ce terme, les réclamants n'auront droit à aucune indemnité.

L'indemnité ci-dessus fixée sera à la charge de l'administration sur le territoire de laquelle la lettre chargée aura été perdue, si cette perte a eu lieu sur le territoire français, le territoire suédois ou le territoire norvégien, et à la charge de l'office pour le compte duquel le transport aura été effectué, lorsque la perte aura eu lieu dans le trajet entre la France et la Suède ou entre la France et la Norwége.

Art. 13. Les échantillons de marchandises, les journaux, les gazettes, les ouvrages périodiques, les livres brochés ou reliés, les brochures, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés qui seront expédiés soit de la France et de l'Algérie pour la Suède ou la Norwége, soit de la Suède ou de la Norwége pour la France ou l'Algérie, devront être affranchis, de part et d'autre, jusqu'à destination.

Art. 14. Les taxes à percevoir pour l'affranchissement des objets désignés dans l'article précédent seront payées par les expéditeurs et réparties entre l'administration des postes de France, d'une part, et les administrations des postes de Suède et de Norwége, d'autre part, conformément au tarif suivant :

NATURE, ORIGINE ET DESTINATION des objets affranchis.	TAXE A PAYER par l'envoyeur pour l'affranchisse- ment de chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	SOMME A PAYER POUR CHAQUE PAQUET portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.			
		par l'administration des postes de France à l'administration des postes.		à l'administration des postes de France par l'administration des postes.	
		de Suède.	de Nor- wège.	de Suède.	de Nor- wège.
1	2	3	4	5	6
Échantillons de marchandises, journaux, ga- zettes, ouvrages périodiques, li- vres brochés ou reliés, bro- chures, papiers de musique, ca- talogues, pros- pectus, annon- ces et avis di- vers imprimés, gravés, litho- graphiés ou au- tographiés....	de la France et de l'Algérie	15 centimes.	0 07	»	»
	la Suède. ...	18 centimes.	»	0 09	»
	la Norwège.				
	pour de la Suède pour la France et l'Algérie	11 öre.	»	»	0 08
	de la Norwège pour la France et l'Algérie.	4 skillings.	»	»	0 09

Art. 15. Les échantillons de marchandises ne seront admis à jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par l'article précédent qu'autant qu'ils n'auront par eux-mêmes aucune valeur marchande, qu'ils seront affranchis, qu'ils seront placés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Les échantillons de marchandises qui ne rempliront pas ces conditions seront taxés comme lettres.

Art. 16. Les imprimés de toute nature expédiés à découvert par la voie de la France, soit des pays désignés par le tableau C annexé à la présente Convention pour la Suède, soit de la Suède pour les pays mentionnés au tableau C, seront échangés entre l'Administration des postes de France et l'Administration des postes de Suède aux conditions énoncées dans ledit tableau.

Il est convenu, toutefois, que les conditions d'échange fixées par le tableau C pourront être modifiées, d'un commun accord, entre

l'Administration des postes de France et l'Administration des postes de Suède.

Art. 17. Les imprimés de toute nature expédiés à découvert par la voie de la France, soit des pays désignés dans le tableau D annexé à la présente Convention pour la Norvège, soit de la Norvège pour les pays mentionnés au tableau D, seront échangés entre l'Administration des postes de France et l'Administration des postes de Norvège aux conditions énoncées dans ledit tableau.

Il est convenu, toutefois, que les conditions d'échange fixées par le tableau D pourront être modifiées, d'un commun accord, entre l'Administration des postes de France et l'Administration des postes de Norvège.

Art. 18. Pour jouir des modérations de port accordées par la présente Convention, les imprimés mentionnés dans les articles 14, 16 et 17 devront être affranchis jusqu'aux limites respectivement fixées par lesdits articles, être mis sous bandes et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire.

Les imprimés qui ne réuniront pas ces conditions seront considérés comme lettres et traités en conséquence.

Il est entendu que les dispositions contenues dans les articles susmentionnés n'infirmen en aucune manière le droit qu'ont les Administrations des postes de France, de Suède et de Norvège de ne pas effectuer, sur leurs territoires respectifs, le transport et la distribution de ceux des objets désignés auxdits articles à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation tant en France qu'en Suède ou en Norvège.

Art. 19. Il est formellement convenu entre les Hautes Parties contractantes que les lettres, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature adressés de la France et de l'Algérie en Suède ou en Norvège, et *vice versa*, et affranchis jusqu'à destination, conformément à la présente Convention, ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires, si ce n'est du droit de distribution dont sont passibles, en Suède et en Norvège, les correspondances adressées à des destinataires habitant les villes où les lettres sont distribuées à domicile par les facteurs des postes.

Il est entendu que cette taxe ne pourra pas excéder la somme de un skilling ou trois öre par lettre ou paquet.

Afin de maintenir les bases établies par les articles 4 et 14 précédents pour la répartition des taxes à percevoir sur les correspondances

échangées entre l'Administration des postes de France et les Administrations des postes de Suède et de Norwége, ces dernières Administrations payeront à l'Administration des postes de France, à l'expiration de chaque année, en sus des prix de livraison fixés par la présente Convention, et aussi longtemps que la taxe de distribution précitée subsistera, une somme équivalente à la moitié des droits de distribution perçus dans l'année écoulée sur les correspondances livrées par les bureaux d'échange français aux bureaux d'échange suédois ou norwégiens.

Pour déterminer cette somme, les Administrations des postes de Suède et de Norwége procéderont chaque année, pendant quinze jours consécutifs, à une enquête dont les résultats seront communiqués à l'Administration des postes de France.

Art. 20. Les Administrations des postes de Suède et de Norwége pourront échanger, au moyen des dépêches closes transitant par la France, des correspondances originaires de la Suède ou de la Norwége à destination des pays auxquels la France sert ou pourrait servir d'intermédiaire, et réciproquement de ces pays pour la Suède et la Norwége.

De son côté l'Administration des postes de France pourra échanger, au moyen de dépêches closes transitant par la Suède ou par la Norwége, des correspondances originaires de la France ou passant par la France à destination des pays auxquels la Suède ou la Norwége servent ou pourraient servir d'intermédiaire, et réciproquement de ces pays pour la France et les États auxquels la France sert ou pourrait servir d'intermédiaire.

Art. 21. Les Administrations des postes de Suède et de Norwége pourront faire transporter en dépêches closes, par les paquebots-poste français naviguant entre les ports français et les ports des pays étrangers auxquels la France sert ou pourrait servir d'intermédiaire, les correspondances qu'elles seraient dans le cas d'échanger avec les Administrations des postes desdits pays par la voie de France et des paquebots précités.

De son côté, l'Administration des postes de France pourra faire transporter en dépêches closes, par les paquebots-poste suédois ou norwégiens naviguant entre les ports de la Suède ou de la Norwége et les ports des pays étrangers auxquels ces paquebots servent ou pourraient servir d'intermédiaire, les correspondances qu'elle serait dans le cas d'expédier ou de recevoir par la voie des paquebots précités.

Art. 22. L'Administration pour le compte de laquelle seront transportées les dépêches closes désignées dans les articles 20 et 21 précédents payera à l'Administration qui effectuera ce transport la somme

de cinq centimes par kilogramme de lettres, poids net, et d'un quart de centime par kilogramme d'échantillons de marchandises ou d'imprimés, aussi poids net, pour chaque kilomètre existant en ligne droite entre le point où commencera ledit transport et le point où il finira, en vertu des dispositions combinées desdits articles.

Art. 23. Il ne sera admis, tant par l'Administration des postes de France à destination de la Suède et de la Norvège que par l'administration des ports de Suède ou de Norvège à destination de la France, de de l'Algérie et des pays auxquels la France sert d'intermédiaire, aucune lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux ou tout autre objet passible de droits de douane.

Art. 24. Afin de s'assurer réciproquement l'intégralité du produit des correspondances désignées dans les articles 3, 4, 7, 8, 9, 10, 13 et 14 de la présente Convention, les Hautes Parties contractantes s'engagent à empêcher, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, que ces correspondances ne passent par d'autres voies que par les postes du pays d'origine ou de destination.

Art. 25. Les Administrations des postes de France et de Suède, d'une part, et les Administrations des postes de France et de Norvège, d'autre part, dresseront chaque mois les comptes résultant de la transmission réciproque des correspondances, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés à la fin de chaque trimestre, savoir : par l'Administration des postes de France à celle de Suède, à Stockholm, et à celle de Norvège, à Christiania, et par l'Administration des postes de Suède ou de Norvège à celle de France, à Paris.

En cas de non-paiement du solde d'un compte dans le délai ci-dessus fixé, le montant de ce solde sera productif d'intérêts à dater du jour de l'expiration dudit délai et jusqu'au jour où le paiement aura lieu. Ces intérêts sont calculés à raison de cinq pour cent l'an et devront être portés au débit de l'Administration retardataire, sur le compte du mois pendant lequel la somme productive d'intérêts aura été soldée.

Art. 26. Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises et les imprimés mal adressés ou mal dirigés seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyés par l'intermédiaire des bureaux d'échanges respectifs pour les poids et prix auxquels l'office expéditeur aura livré ces objets en compte à l'autre office.

Les objets de même nature qui auront été adressés à des destinataires ayant changé de résidence seront respectivement rendus chargés du port qui aurait dû être payé par les destinataires.

Art. 27. Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises et les imprimés échangés entre l'Administration des postes

de France, d'une part, et les Administrations des postes de Suède et de Norwège, d'autre part, qui seront tombés en rebut pour quelque cause que ce soit, devront être renvoyés, de part et d'autre, à la fin de chaque mois, et plus souvent si faire se peut. Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte seront rendus pour le prix pour lequel ils auront été originairement comptés par l'office envoyeur.

Ceux qui auront été livrés affranchis jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière de l'office correspondant seront renvoyés sans taxe ni décompte.

Art. 28. L'Administration des postes de France et les Administrations des postes de Suède et de Norwège désigneront, d'un commun accord, les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives. Elles détermineront les conditions auxquelles seront soumises les correspondances insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste et originaires soit de la France ou de l'Algérie, soit de la Suède ou de la Norwège. Elles régleront la direction des correspondances transmises réciproquement et la forme des comptes mentionnés dans l'article 25 précédent, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les Administrations correspondantes, toutes les fois que, d'un commun accord, ces Administrations en reconnaîtront la nécessité.

Art. 29. La présente Convention aura force et valeur à partir du jour dont les parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des États contractants, et elle demeurera obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'un d'eux ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant cette dernière année, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les Administrations respectives, après l'expiration dudit terme.

Art. 30. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double original, à Paris, le trente et un octobre de l'an de grâce mil huit cent soixante-sept.

(L. S.) *Signé* : MOUSTIER.

(L. S.) *Signé* : G. ADELSWARD.

A. — Tableau indiquant les conditions auxquelles seront échangées, entre l'administration des postes et les administrations des pays étrangers, les lettres et les paquets, et les conditions auxquelles la France sert d'intermédiaire.

DÉSIGNATION DES PAYS dont la correspondance avec la Suède peut être transmise à découvert par la voie de la France.	à destination des pays désignés dans		
	Condition de l'affranchisse- ment.	Limite de l'affranchissement	Total des taxes à payer par les habitants de la Suède pour chaq- lettre affranchie et par chaq- 10 gramm ou fraction de 10 grammes
1	2	3	4
Tanger (Maroc), Tunis, Alexandrie, le Caire, Port-Saïd, Suez, Jaffa, Beyrouth, Tripoli de Syrie, Lattaquié, Alexandrette, Mersina, Rhodes, Smyrne, Mételin, les Dardanelles, Gallipoli, Constantinople, Salonique, Varna, Sulina, Tulscha, Galatz, Ibraïla, Inéboli, Sinope, Samsoun, Kérassunde, Trébizonde, Suisse, royaume d'Italie, Etats-Pontificaux, royaume de Grèce, île de Malte, Portugal.	Facultatif.....	Destination.....	ore. 66
Martinique, Guadeloupe, Guyane française, îles Saint-Pierre et Miquelon, Sénégal, Pondichéry, Chandernagor, Karikal, Yanaon, Mahé, île de la Réunion, Mayotte et dépendances, Sainte-Marie de Madagascar, établissements français en Cochinchine, Nouvelle-Calédonie, îles des Pins, îles Loyalty, Shang-Hai (Chine), Yokohama (Japon), Antiochia, la Barbade, la Dominique, Essequibo, la Grenade, Montserrat, Nevis, Saint-Christophe ou Saint-Kitts, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, la Trinité, la Jamaïque, Tabago, Tortola, Bahama, Honduras britannique, Bermudes, Sainte-Hélène, îles Turques, Canada, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, île du Prince-Edouard, Terre-Neuve, Aden, Indes orientales britanniques, Ceylan, Penang, Singapore, Hong-Kong, Seychelles, île Maurice, Nouvelles-Galles du Sud, Victoria, Queensland, Australie occidentale, Nouvelle-Zélande, îles Marquises, îles Basses, îles de la Société, Indes orientales néerlandaises, Guyanes anglaise et hollandaise.	Facultatif.....	Destination.....	81
Brésil, États-Unis de l'Amérique du Nord.....	Facultatif.....	Destination.....	98
Espagne, Gibraltar.....	Obligatoire....	Frontière de sortie de France.	42

France et l'administration des postes de Suède, les lettres expédiées à découvert des pays de la Suède, et vice versa.

L E T T R E S

Première colonne du tableau

originaires des pays désignés dans la première colonne du tableau.

Prix que doit payer l'office de France à l'office de Suède pour les lettres non affranchies.	Prix que doit payer l'office de France à l'office de Suède pour les lettres non affranchies.	Condition de l'affranchis- sement.	Limite de l'affranchissement.	Total des taxes à payer par les habitants de la Suède pour chaque lettre non affranchie ou chargée de port de transit et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes.	Prix que doit payer l'office de Suède à l'office de France pour chaque lettre non affranchie ou chargée de port de transit et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes.	Prix que doit payer l'office de France à l'office de Suède pour les lettres non affranchies.
5	6	7	8	9	10	11
c.				oere.	fr.	c.
68	Le même prix que pour les lettres non affranchies à destination de la France.	Facultatif..	Destination.....	76	»	74 2/3
90	Le même prix que pour les lettres non affranchies à destination de la France.	Facultatif..	Destination.....	92	»	97 2/3
13	Le même prix que pour les lettres non affranchies à destination de la France.	Facultatif..	Destination.....	117	1	31 2/3
35	»	Obligatoire.	Frontière d'entrée en France.....	56	»	46 2/3

DÉSIGNATION DES PAYS	à destination des pays désignés dans		
	Condition de l'affranchisse- ment.	Limite de l'affranchissement.	Total des taxes à payer par les habitants de la Suède pour cha- cune lettre affranchie et par chaq. 10 gramm ou fraction de 10 grammes
1	3	4	4
dont la correspondance avec la Suède peut être transmise à découvert par la voie de la France.			
Australie méridionale, Tasmanie (voie de Suez).	Obligatoire....	Ports de l'océan Austral desservis par les paque- bots britanniques.....	ore. 81
Pays d'outre-mer sans distinction de parages,	par les paquebots-poste français et autres bâtiments partant ou à destination des ports de France.	Obligatoire....	Port de débarquement... 81
	par la voie d'Angleterre et des paquebots-poste britanniques ou des bâtiments de commerce.	Obligatoire....	Port de débarquement... 81
	par la voie de Suez.....	Obligatoire....	Ports des mers de l'Inde ou de la Chine desser- vis par les paquebots français ou anglais..... 81
Iles Sandwich.....	Obligatoire....	San-Francisco.....	97
Côtes occidentales de la Nouvelle-Grenade, République de l'Équateur, Pérou, Bolivie, Chili (voie de Panama).....	Obligatoire....	Ports de l'océan Pacifique desservis par les paque- bots britanniques.....	97
Amérique centrale, Mexique (voie de Panama).	Obligatoire....	Panama.....	97

LETTRES.

5 ^{ème} colonne du tableau.		originaires des pays désignés dans la première colonne du tableau.								
Prix que doit payer l'office de Suède à l'office de France pour chaque lettre non affranchie et pour chaque fraction de 10 grammes.		Prix que doit payer l'office de France à l'office de Suède pour les lettres non affranchies.	Condition de l'affranchissement.	LIMITE de l'affranchissement.	Total des taxes à payer par les habitants de la Suède pour chaque lettre non affranchie ou chargée de port de transit et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes.	Prix que doit payer l'office de Suède à l'office de France pour chaque lettre non affranchie ou chargée de port de transit et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes.		Prix que doit payer l'office de France à l'office de Suède pour les lettres affranchies.		
5		6	7	8	9	10		11		
fr.	c.				oere.	fr.	c.			
	90	»	Obligatoire..	Alexandrie.....	69	»	63 2/3	»		
	90	»	Obligatoire..	Port d'embarquement...	100	1	08 2/3	»		
	90	»	Obligatoire..	Port d'embarquement...	100	1	08 2/3	»		
	90	»	Obligatoire..	Ports des mers de l'Inde ou de la Chine desservis par les paquebots français ou anglais.	100	1	08 2/3	»		
	13	»	Obligatoire..	San-Francisco.....	117	1	31 2/3	»		
	13	»	Obligatoire..	Ports de l'océan Pacifique desservis par les paquebots britanniques.....	117	1	31 2/3	»		
	13	»	Obligatoire..	Panama.....	117	1	31 2/3	»		

B. — *Tableau indiquant les conditions auxquelles seront échangées, entre l'administration des postes de la France sert d'intermédiaire*

DÉSIGNATION DES PAYS dont la correspondance avec la Norvège peut être transmise à découvert par la voie de la France.	à destination des pays désignés dans		
	Condition de l'affranchis- sement.	Limite de l'affranchissement.	Total des taxes à payer par les habitants de la Norvège pour chaque lettre affranchie et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes
1	2	3	4
Tanger (Maroc), Tunis, Alexandrie, le Caire, Port-Saïd, Suède, Jaffa, Beyrouth, Tripoli de Syrie, Lattaquié, Alexandrette, Mersina, Rhodes, Smyrne, Mételin, les Dardanelles, Gallipoli, Constantinople, Salonique, Varna, Sulina, Tulscha, Galatz, Ibraila, Inéholi, Sinope, Samsoun, Kérassunde, Trébizonde, Suisse, royaume d'Italie, États-Pontificaux, royaume de Grèce, île de Malte, Portugal.	Facultatif.....	Destination.....	22 skillings
Martinique, Guadeloupe, Guyane française, îles Saint-Pierre et Miquelon, Sénégal, Pondichéry, Chandernagor, Karikal, Yanaon, Mahé, île de la Réunion, Mayotte et dépendances, Sainte-Marie de Madagascar, établissements français en Cochinchine, Nouvelle-Calédonie, îles des Pins, îles Loyalty, Shang-Hai (Chine), Yokohama (Japon), Antiochia, la Barbade, la Dominique, Essequibo, la Grenade, Montserrat, Nevis, Saint-Christophe ou Saint-Kitts, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, la Trinité, la Jamaïque, Tabago, Tortola, Bahama, Honduras britannique, Bermudes, Sainte-Hélène, îles Turques, Canada, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, île du Prince-Edouard, Terre-Neuve, Aden, Indes orientales britanniques, Ceylan, Penang, Singapore, Hong-Kong, Seychelles, île Maurice, Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Queensland, Australie occidentale, Nouvelle-Zélande, îles Marquises, îles Basses, îles de la Société, Indes orientales néerlandaises, Guyanes anglaise et hollandaise.	Facultatif.....	Destination.....	27
Brésil, États-Unis de l'Amérique du Nord.....	Facultatif.....	Destination.....	32
Espagne, Gibraltar.....	Obligatoire....	Frontière de sortie de France.....	15

France et l'administration des postes de Norwége, les lettres expédiées à découvert des pays auxquels la Norwége, et vice versa.

LETTRES

première colonne du tableau.

originaires des pays désignés dans la première colonne du tableau.

Prix que doit payer l'office de Norwége à l'office de France pour les lettres non affranchies.		Condition de l'affranchissement.	Limite de l'affranchissement.	Total des taxes à payer par les habitants de la Norwége pour chaque lettre non affranchie ou chargée de port de transit et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes.	Prix que doit payer l'office de Norwége à l'office de France pour chaque lettre non affranchie ou chargée de port de transit et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes.	Prix que doit payer l'office de France à l'office de Norwége pour les lettres affranchies.
5	6	7	8	9	10	11
c.				skillings.	fr.	c.
68	Le même prix que pour les lettres non affranchies à destination de la France.	Facultatif..	Destination.....	25	»	73
90	Le même prix que pour les lettres non affranchies à destination de la France.	Facultatif..	Destination.....	30	»	96
13	Le même prix que pour les lettres non affranchies à destination de la France.	Facultatif..	Destination.....	37	1	30
35	»	Obligatoire.	Frontière d'entrée en France.	19	»	45
						»

DÉSIGNATION DES PAYS	à destination des pays désignés dans		
	Condition de l'affranchisse- ment.	Limite de l'affranchissement.	Total des taxes à payer par les habitants de la Norvège pour cha- cune lettre affranchie et par cha- cun 10 gram- mes ou frac- tion de 10 grammes 4 skillings
dont la correspondance avec la Norvège peut être transmise à découvert par la voie de la France.			
1	2	3	4
Australie méridionale, Tasmanie (voie de Suez).	Obligatoire . . .	Ports de l'océan Austral desservis par les paquebots britanniques.	27
Pays d'outre-mer sans distinction de parages,	par les paquebots-poste français et autres bâtiments partant ou à destination des ports de France.	Obligatoire.... Port de débarquement.	27
	par la voie d'Angleterre et des paquebots-poste britanniques ou des bâtiments du commerce.	Obligatoire.... Port de débarquement.	27
	par la voie de Suez.....	Obligatoire.... Ports des mers de l'Inde ou de la Chine desservis par les paquebots français ou anglais.	27
Iles Sandwich.....	Obligatoire....	San-Francisco.....	32
Côtes occidentales de la Nouvelle-Grenade, république de l'Équateur, Pérou, Bolivie, Chili (voie de Panama).	Obligatoire....	Ports de l'océan Pacifique desservis par les paquebots britanniques.	32
Amérique centrale, Mexique (voie de Panama).	Obligatoire....	Panama.....	32

LETTRES

première colonne du tableau.

originaires des pays désignés dans la première colonne du tableau.

Prix que doit payer l'office de Norvège à l'office de France pour chaque lettre affranchie et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes.		Prix que doit payer l'office de France à l'office de Norvège pour les lettres non affranchies.	Condition de l'affranchisse- ment.	Limite de l'affranchissement.	Total des taxes à payer par les habitants de la Norvège pour chaque lettre non affranchie ou chargée de port de transit et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes.	Prix que doit payer l'office de la Norvège à l'office de France pour chaque lettre non affranchie ou chargée de port de transit et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes.	Prix que doit payer l'office de France à l'office de Norvège pour les lettres affranchies.
5	6	7	8	9	10	11	
fr.	c.			shillings.	fr.	c.	
»	90	»	Obligatoire..	Alexandrie.....	23	» 62	»
»	90	»	Obligatoire..	Port d'embarquement..	32	1 07	»
»	90	»	Obligatoire..	Port d'embarquement..	32	1 07	»
»	90	»	Obligatoire..	Ports des mers de l'Inde ou de la Chine des- servis par les paque- bots français ou an- glais.	32	1 07	»
1	13	»	Obligatoire..	San-Francisco.....	37	1 30	»
1	13	»	Obligatoire..	Ports de l'océan Paci- fique desservis par les paquebots britanni- ques.	37	1 30	»
1	13	»	Obligatoire..	Panama.....	37	1 30	»

C. — Tableau indiquant les conditions auxquelles seront échangés, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Suède, les imprimés de toute nature expédiés de France et l'administration des postes de Suède, les imprimés de toute nature expédiés de Suède, et vice versa.

DÉSIGNATION DES PAYS ÉTRANGERS auxquels la France sert d'intermédiaire.	IMPRIMÉS				
	à destination des pays désignés dans la première colonne du tableau.		originaires des pays désignés dans la première colonne du tableau.		
	Limite de	Prix que doit payer l'office de Suède à l'office de France pour chaque paquet et par chaque 40 gram. ou fraction de 40 gram.	Limite de	Prix que doit payer	
				l'office de France à l'office de Suède pour chaque paquet et par chaque 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	l'office de Suède à l'office de France pour chaque paquet et par chaque 40 gram. ou fraction de 40 gram.
1	2	3	4	5	6
		fr. c.			fr. c.
Alexandrie, le Caire, Port-Saïd, Suez, Jaffa, Beyrouth, Tripoli de Syrie, Lattaquié, Alexandrette, Mersina, Rhodes, Smyrne, Mételin, les Dardanelles, Gallipoli, Constantinople, Salonique, Varna, Sulina, Tulscha, Galatz, Ibraïla, Inéboli, Samsoun, Kérassunde, Trébizonde, Tanger, Tunis, île de Malte.	Destination...	0 14	Destination...	Le même prix que pour les imprimés affranchis provenant de la France.	»
Espagne et Gibraltar	Frontière franco-espagnole.	0 14	Frontière franco-espagnole.	»	0 14
États-Unis de l'Amérique du Nord.	Par les bâtiments partant ou à destination des ports de France.	Port de débarquement.	0 19	Port d'embarquement.	» 0 19
	Par la voie d'Angleterre et des paquebots américains.	Port anglais d'embarquement.	0 19	Port anglais de débarquement.	» 0 19
	Par la voie d'Angleterre et des paquebots britanniques.	Port américain de débarquement.	0 19	Port américain d'embarquement.	» 0 19
Australie, Tasmanie, Nouvelle-Zélande, (voie de Suez).	Ports du grand océan Austral desservis par les paquebots britanniques.	0 19	Alexandrie...	»	0 19

DÉSIGNATION DES PAYS ÉTRANGERS auxquels la France sert d'intermédiaire.	IMPRIMÉS				
	à destination des pays désignés dans la première colonne du tableau.		originaires des pays désignés dans la première colonne du tableau.		
	Limite de l'affranchisse- ment obligatoire.	Prix que doit payer l'office de Suède à l'office de France pour chaque paquet et par chaque 40 gram. ou fraction de 40 gram.	Limite de l'affranchisse- ment obligatoire.	Prix que doit payer	
				l'office de France à l'office de Suède pour chaque paquet et par chaque 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	l'office de Suède à l'office de France pour chaque paquet et par chaque 40 gram. ou fraction de 40 grammes.
1	2	3	4	5	6
		fr. c.			fr. c.
Pays tre-mer sans inction de rages.	Par les baquebots-poste fran- çais et autres bâtiments partant ou à destination des ports de France.	Port de débar- quement.	0 19	Port d'embar- quement.	» 0 19
	Par la voie d'Angleterre et des paquebots britanniques ou des bâtiments du com- merce.	Port de débar- quement.	0 19	Port d'embar- quement.	» 0 19
	Par la voie de Suez.	Ports des mers de l'Inde ou de la Chine des- servis par les paquebots français ou britanniques.	0 19	Ports des mers de l'Inde ou de la Chine des- servis par les paquebots français ou britanniques.	» 0 19
s occidentales de la Nouvelle-Gre- de, République de l'Équateur, Pérou, livie, Chili (voie de Panama.)	Ports de l'océan Pacifique des- servis par les paquebots britanniques.	0 24	Ports de l'océan Pacifique des- servis par les paquebots britanniques.	»	0 24
rique centrale, Mexique (voie de ama).	Panama.....	0 24	Panama.....	»	0 24
d'Europe non désignés dans le ent tableau.	Frontière fran- çaise d'entrée.	0 06	Frontière fran- çaise d'entrée.	»	0 14

D. — Tableau indiquant les conditions auxquelles seront échangés, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Norwège, les imprimés de toute nature expédiés de France et vice versa.

DÉSIGNATION DES PAYS ÉTRANGERS auxquels la France sert d'intermédiaire.	IMPRIMÉS				
	à destination des pays désignés dans la première colonne du tableau.		originaires des pays désignés dans la première colonne du tableau.		
	Limite de l'affranchisse- ment obligatoire.	Prix que doit payer l'office de Norwège à l'office de France pour chaque paquet et par chaque 40 gram. ou fraction de 40 gram.	Limite de l'affranchisse- ment obligatoire.	Prix que doit payer l'office de France à l'office de Norwège pour chaque paquet et par chaque 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	Prix que doit payer l'office de Norwège à l'office de France pour chaque paquet et par chaque 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
1	2	3	5	5	6
		fr. c.			fr. c.
Alexandrie, le Caire, Port-Saïd, Suez, Jaffa, Beyrouth, Tripoli de Syrie, Lattaquié, Alexandrette, Mersina, Rhodes, Smyrne, Mételin, les Dardanelles, Gallipoli, Constantinople, Salonique, Varna, Sulina, Tulscha, Galatz, Ibraïla, Inéboli, Samsoun, Kérassunde, Trébizonde, Tanger, Tunis, île de Malte.	Destination....	0 15	Destination....	Le même prix que pour les imprimés affranchis provenant de la France.	»
Espagne, Gibraltar.....	Frontière franco-espagnole.	0 15	Frontière franco-espagnole.	»	0 15
États-Unis de l'Amérique du Nord,	par les bâtiments partant ou à destination des ports de France	Port de débarquement. ✱	0 20	Port d'embarquement.	» 0 20
	par la voie d'Angleterre et des paquebots américains.	Port anglais d'embarquement.	0 20	Port anglais de débarquement	» 0 20
	par la voie d'Angleterre et des paquebots britanniques	Port américain de débarquement.	0 20	Port américain d'embarquement.	» 0 20
Australie, Tasmanie, Nouvelle-Zélande, (voie de Suez).....	Ports du grand océan Austral desservis par les paquebots britanniques.	0 20	Alexandrie	»	0 20

DÉSIGNATION DES PAYS ÉTRANGERS		IMPRIMÉS			
		à destination des pays désignés dans la première colonne du tableau.		originaires des pays désignés dans la première colonne du tableau.	
		Limite de l'affranchisse- ment obligatoire.	Prix que doit payer l'office de Norwége à l'office de France pour chaque paquet et par chaque 40 gram ou fraction de 40 gram.	Limite de l'affranchisse- ment obligatoire.	Prix que doit payer l'office de France à l'office de Norwége pour chaque paquet et par chaque 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
auxquels		1	2	3	4
la France sert d'intermédiaire.					
Pays outre-mer sans distinction de parages.	Par les paquebots-poste fran- çais et autres bâtiments partant ou à destination des ports de France.	Port de débar- quement.	fr. c. 0 20	Port d'embar- quement.	fr. c. 0 20
	Par la voie d'Angleterre et des paquebots britanniques ou des bâtiments du com- merce.	Port de débar- quement.	0 20	Port d'embar- quement.	0 20
	Par la voie de Suez.....	Ports des mers de l'Inde ou de la Chine des- servis par les paquebots français ou britanniques.	0 20	Ports des mers de l'Inde ou de la Chine des- servis par les paquebots français ou britanniques.	0 20
	Îles occidentales de la Nouvelle-Gre- nade, république de l'Équateur, Pérou, Bolivie, Chili (voie de Panama).	Ports de l'Océan Pacifique des- servis par les paquebots britanniques.	0 25	Ports de l'Océan Pacifique des- servis par les paquebots britanniques.	0 25
	Amérique centrale, Mexique (voie de Panama).	Panama.....	0 25	Panama.....	0 25
Pays d'Europe non désignés dans le présent tableau.		Frontière fran- çaise d'entrée.	0 07	Frontière fran- çaise d'entrée.	0 15

FRANCE — BADE.

Convention additionnelle à la Convention de poste du 14 octobre 1856¹, conclue à Paris le 27 novembre 1867.

S. M. l'Empereur des Français et S. A. R. le Grand-Duc de Bade, également animés du désir d'améliorer le service des correspondances entre la France et le Grand-Duché de Bade, ont résolu d'y pourvoir au moyen d'une Convention additionnelle à la Convention de poste du 14 octobre 1856 et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à cet effet, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. le marquis *Léonel de Moustier*, grand-croix de son Ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son Ministre et Secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et S. A. R. le Grand-Duc de Bade, M. le baron *Ferdinand Alésina de Schweizer*, grand-croix de l'Ordre du Lion de Zaehringen, grand officier de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français :

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. L'envoyeur de toute lettre chargée contenant des valeurs-papiers payables au porteur, qui sera expédiée soit de la France ou de l'Algérie pour le Grand-Duché de Bade ou l'un des États de l'Association postale allemande auxquels le Grand-Duché de Bade sert d'intermédiaire, soit du Grand-Duché de Bade ou de l'un des États de l'Association postale allemande précités pour la France ou l'Algérie, pourra obtenir, jusqu'à concurrence de deux mille francs, le remboursement de ces valeurs en cas de perte ou de spoliation prévue par l'article 6 ci-après, en faisant la déclaration du montant desdites valeurs et en payant d'avance, indépendamment des taxes et droits applicables aux lettres chargées, en vertu de la Convention du 14 octobre 1856, savoir :

1° Un droit proportionnel de vingt centimes par chaque cent francs ou fraction de cent francs, si la lettre est mise à la poste dans un bureau français ;

2° Un droit proportionnel de six kreutzer pour chaque cent francs

1. Voir *De Clercq. Traité de la France*, tome VII, page 167.

ou fraction de cent francs, si la lettre est mise à la poste dans un bureau du Grand-Duché de Bade, du royaume de Wurtemberg ou des principautés de Hohenzollern ;

3° Un droit proportionnel de un gros et neuf pfennings pour chaque cent francs ou fraction de cent francs, si la lettre est mise à la poste dans un bureau du royaume de Saxe ou du duché de Saxe-Altenbourg.

Art. 2. L'administration des postes de France payera à l'administration des postes du Grand-Duché de Bade, pour toute lettre chargée contenant des valeurs déclarées qui sera livrée par un bureau d'échange français à un bureau d'échange du Grand-Duché de Bade, en vertu de l'article précédent, et indépendamment du prix de port et du droit fixe déterminés par les articles 6 et 13 de la Convention du 14 octobre 1856, un droit proportionnel de dix centimes par chaque cent francs déclarés.

De son côté, l'administration des postes du Grand-Duché de Bade payera à l'administration des postes de France, pour toute lettre chargée contenant des valeurs déclarées qui sera livrée par un bureau d'échange badois à un bureau d'échange français, en vertu de l'article précédent, et indépendamment du prix de port et du droit fixe déterminés par les articles 6 et 13 de la Convention du 14 octobre 1856, savoir :

1° Un droit proportionnel de dix centimes cinq septièmes par chaque cent francs ou fraction de cent francs déclarés, pour les chargements de valeurs déclarées expédiées du Grand-Duché de Bade, du royaume de Wurtemberg ou des principautés de Hohenzollern ;

2° Un droit proportionnel de dix centimes quinze seizièmes par chaque cent francs ou fraction de cent francs déclarés, pour les chargements de valeurs déclarées expédiées du royaume de Saxe ou du duché de Saxe-Altenbourg.

Art. 3. Les lettres pour lesquelles les envoyeurs réclameront le bénéfice des dispositions de l'article 1^{er} précédent ne devront pas dépasser le poids de deux cent cinquante grammes.

Art. 4. La déclaration du montant des valeurs contenues dans une lettre devra être faite par l'expéditeur, du côté de la suscription de l'enveloppe, à l'angle gauche supérieur, et sans rature ni surcharge même approuvée.

Cette déclaration énoncera, en langue française, en francs et centimes, et en toutes lettres, le montant des valeurs déclarées, sans autre indication.

Le montant des valeurs déclarées, pour une seule lettre, ne devra pas excéder deux mille francs.

Art. 5. Le fait d'une déclaration frauduleuse des valeurs supérieures

aux valeurs réellement insérées dans une lettre sera puni conformément à la législation intérieure du Pays où la lettre aura été remise à la poste.

Art. 6. Dans le cas où une lettre contenant des valeurs déclarées viendrait à être perdue ou spoliée, soit sur le territoire français, dans des conditions entraînant responsabilité pour l'administration des postes de France, d'après la législation française, soit sur le territoire allemand, dans des conditions entraînant responsabilité pour les administrations faisant partie de l'Association postale allemande, d'après les règlements de ladite Association, l'administration responsable payera ou fera payer à l'envoyeur et, à son défaut, au destinataire, dans un délai de deux mois, à dater du jour de la réclamation, la somme qui aura été déclarée et pour laquelle le droit prévu en l'article 1^{er} aura été acquitté; mais il est entendu que la réclamation ne sera admise que dans les six mois qui suivront la date de l'envoi de ladite lettre; passé ce terme, le réclamant n'aura droit à aucune indemnité.

Art. 7. L'administration qui opérera le remboursement du montant de valeurs déclarées non parvenues à destination sera subrogée à tous les droits du propriétaire.

A cet effet, la partie prenante devra, au moment du remboursement, consigner par écrit les renseignements propres à faciliter la recherche des valeurs perdues et subroger à tous ses droits ladite administration.

Art. 8. Les administrations des postes de France, du Grand-Duché de Bade et des États d'Allemagne auxquels le Grand-Duché de Bade sert d'intermédiaire cesseront d'être responsables des valeurs déclarées contenues dans toute lettre dont le destinataire ou son fondé de pouvoirs aura donné reçu.

Art. 9. La perte d'une lettre chargée contenant des valeurs non déclarées continuera à n'entraîner, pour l'administration sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu, que l'obligation de payer à l'envoyeur une indemnité de cinquante francs, conformément à l'article 14 de la Convention du 14 octobre 1856.

Art. 10. L'envoyeur de toute lettre chargée contenant ou non des valeurs déclarées, et expédiée soit de la France ou de l'Algérie pour le Grand-Duché de Bade ou pour les États de l'Association postale allemande auxquels le Grand-Duché de Bade sert d'intermédiaire, soit du Grand-Duché de Bade ou de l'un des États de l'Association postale allemande précités pour la France ou l'Algérie pourra demander, au moment du dépôt de la lettre, qu'il lui soit donné avis de sa réception par le destinataire.

Dans ce cas, il payera d'avance, pour le port de l'avis, une taxe uniforme de vingt centimes, si la lettre est mise à la poste dans un

bureau français, et une taxe uniforme de six kreutzer ou de deux gros d'argent, si la lettre est mise à la poste dans un bureau allemand.

Art. 11. L'administration des postes de France payera à l'administration des postes du Grand-Duché de Bade la somme de dix centimes pour chaque avis de réception de lettre chargée expédiée de la France ou de l'Algérie à destination du Grand-Duché de Bade ou de l'un des États de l'Association postale allemande auxquels le Grand-Duché de Bade sert d'intermédiaire.

De son côté, l'administration des postes du Grand-Duché de Bade payera à l'administration des postes de France la somme de dix centimes cinq septièmes pour chaque avis de réception de lettre chargée expédiée du Grand-Duché de Bade, du royaume de Wurtemberg ou des principautés de Hohenzollern, et la somme de douze centimes et demi pour chaque avis de réception de lettre chargée expédiée du royaume de Saxe ou du duché de Saxe-Altenbourg à destination de la France ou de l'Algérie.

Art. 12. Le prix du port des papiers de commerce ou d'affaires, des ouvrages manuscrits ou des épreuves d'impression portant des corrections typographiques, qui seront expédiés soit de la France et de l'Algérie pour le Grand-Duché de Bade ou pour les États de l'Association postale allemande auxquels le Grand-Duché de Bade sert d'intermédiaire, soit du Grand-Duché de Bade ou de l'un des États de l'Association postale allemande précités pour la France et l'Algérie, devra être payé par les envoyeurs et réparti entre les deux administrations des postes de France et du Grand-Duché de Bade, conformément au tarif suivant :

NATURE, ORIGINE ET DESTINATION des objets affranchis.	TAXE à payer par l'envoyeur pour l'affranchissement de chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 200 grammes ou fraction de 200 grammes.	SOMME à payer pour chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 200 grammes ou fraction de 200 grammes.	
		par l'adminis- tration des postes de France à l'adminis- tration des postes du Grand- Duché de Bade.	par l'adminis- tration des postes du Grand- Duché de Bade à l'adminis- tration des postes de France.
1	2	3	4
		fr. c.	fr. c.
Papiers de commerce ou d'affaires.	de la France et de l'Algérie pour le Grand-Duché de Bade, le royaume de Wurtemberg et les principautés de Hohenzollern.....	50 centimes....	0 17 1/2 »
	le royaume de Saxe et le duché de Saxe-Altenbourg.....	50 centimes....	0 25 »
	du Grand-Duché de Bade, du royaume de Wurtemberg et des principautés de Hohenzollern pour la France et l'Algérie.....	15 kreutzer.....	» 0 30
	du royaume de Saxe et du duché de Saxe-Altenbourg pour la France et l'Algérie.....	4 1/2 gros d'argent.	» 0 25

Art. 13. Pour profiter du bénéfice de l'article 12 précédent, les objets désignés dans ledit article devront être placés sous bandes ou de manière à pouvoir être facilement examinés dans les bureaux de poste par l'intermédiaire desquels ils seront acheminés, et ne contenir aucune lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle ou pouvant en tenir lieu.

Ceux de ces objets qui ne rempliront pas les conditions ci-dessus fixés ou dont le port n'aura pas été acquitté intégralement par les envoyeurs, conformément aux dispositions de l'article 8, seront considérés et taxés comme lettres.

Art. 14. Les échantillons de marchandises qui seront expédiés par la voie de la poste, soit de la France et de l'Algérie pour le Grand-Duché de Bade et les États de l'Association postale allemande auxquels le Grand-Duché de Bade sert d'intermédiaire, soit du Grand-

duché de Bade et des États de l'Association postale allemande précités pour la France et l'Algérie, devront être affranchis, de part et d'autre, jusqu'à destination.

Art. 15. Les taxes à percevoir pour l'affranchissement des échantillons des marchandises désignés dans l'article précédent seront payées par les envoyeurs et réparties entre les deux administrations des postes de France et du Grand-Duché de Bade, conformément au tarif suivant :

NATURE, ORIGINE ET DESTINATION des objets affranchis.	TAXE à payer par l'envoyeur pour l'affranchissement de chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	SOMME à payer pour chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.		
		par l'adminis- tration des postes de France à l'adminis- tration des postes du Grand- Duché de Bade.	par l'adminis- tration des postes du Grand- Duché de Bade à l'adminis- tration des postes de France.	
1	2	3	4	
		fr. c.	fr. c.	
Échantillons de marchandises	le Grand-Duché de Bade, le royaume de Wurtemberg et les principautés de Hohenzollern.....	10 centimes ...	0 03 1/2	»
	le royaume de Saxe et le duché de Saxe- Altenbourg.....	10 centimes ...	0 05	»
	du Grand-Duché de Bade, du royaume de Wurtemberg et des principautés de Hohenzollern pour la France et l'Algérie.....	3 kreutzer.....	»	0 06
	du royaume de Saxe et du duché de Saxe-Altenbourg pour la France et l'Algérie	9 pfennings ...	»	0 05
	de la France et de l'Algérie pour			

Art. 16. Les échantillons de marchandises ne seront admis à jouir de la modération de taxe qui est accordée par l'article précédent qu'autant qu'ils ne pèseront pas plus de deux cent cinquante grammes, qu'ils n'aient aucune valeur vénale, qu'ils seront placés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du desti-

nataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Ceux des objets désignés dans ledit article qui ne rempliront pas les conditions ci-dessus fixées ou dont le port n'aura pas été acquitté par les envoyeurs, conformément aux dispositions de l'article précédent, seront considérés et traités comme lettres.

Art. 17. Il est formellement convenu entre les deux Parties contractantes que les lettres, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature adressés de l'un des deux États dans l'autre et affranchis jusqu'à destination, conformément aux dispositions tant de la Convention du 14 octobre 1856 que de la présente Convention, ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

Art. 18. L'administration des postes de France et l'administration des postes du Grand-Duché de Bade désigneront, d'un commun accord, les bureaux par lesquels pourra avoir lieu l'échange des lettres contenant des valeurs déclarées, et arrêteront les autres mesures de détail ou d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

Art. 19. La présente Convention, qui sera considérée comme additionnelle à la Convention du 14 octobre 1856, sera ratifiée; les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt que faire se pourra, et elle sera mise à exécution à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le 27 novembre de l'an de grâce 1867.

(L. S.) *Signé* : MOUSTIER.

(L. S.) *Signé* : BARON DE SCHWEIZER.

FRANCE — LUXEMBOURG.

Déclaration entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg, afin de simplifier la législation des pièces à produire par les Sujets de l'un des deux pays pour contracter mariage dans l'autre. Signée à Paris le 24 décembre 1867.

La proposition ayant été faite au Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français, par celui du Grand-Duché de Luxembourg, de simplifier la légalisation des pièces à produire par les sujets de l'un des deux Pays pour contracter mariage dans l'autre,

Les soussignés, agissant au nom de leurs Gouvernements respectifs et considérant, d'une part, que l'utilité réciproque de la mesure dont il s'agit résulte de la continuité des territoires et de la fréquence des relations de voisinage, et, d'une autre part, que la similitude de législation et l'usage habituel d'une langue identique dans les actes publics sont de nature à en faciliter l'application dans la pratique, ont arrêté d'un commun accord et déclaré ce qui suit :

Les actes à produire pour contracter mariage en France, par les sujets luxembourgeois, et dans le Grand-Duché de Luxembourg, par les sujets français, seront à l'avenir admis par les officiers de l'état civil des deux Pays respectivement, lorsqu'ils auront été légalisés, soit par le président d'un tribunal, soit par un juge de paix ou son suppléant. Aucune autre légalisation ne sera exigée par l'officier de l'état civil, hormis le cas où il aurait lieu de mettre en doute l'authenticité des pièces produites.

Le présent Arrangement est conclu pour une période de cinq années, à compter de ce jour, mais il sera renouvelé de plein droit et continuera d'être observé si aucune des deux Parties n'a notifié une intention contraire trois mois au moins avant l'expiration de ce terme.

Fait double à Paris, en l'hôtel des affaires étrangères, le 24 décembre 1867.

(L. S.) *Signé* : MOUSTIER.

(L. S.) *Signé* : JONAS.

FRANCE.

Décret impérial pour l'exécution de la Convention de poste conclue, le 31 octobre 1867, entre la France et les Royaumes-Unis de Suède et de Norwège, en date du 28 décembre 1867.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Vu la convention de poste conclue et signée à Paris, le 31 octobre 1867¹, entre la France et les Royaumes-Unis de Suède et de Norwège ;

Vu les conventions qui règlent les relations de poste entre la France et la Prusse ;

Vu la loi du 14 floréal an x (4 mai 1802) ;

Vu le décret organique sur la presse, du 17 février 1852 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France pour l'affranchissement jusqu'à destination des lettres ordinaires, des lettres chargées, des échantillons de marchandises sans valeur vénale, des journaux, des gazettes, des ouvrages périodiques, des livres brochés ou reliés, des brochures, des papiers de musique, des catalogues, des prospectus, des annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés de la France et de l'Algérie à destination de la Suède ou de la Norwège, seront payées par les envoyeurs conformément au tarif ci-après :

1. Voir ci-dessus, page 600.

NATURE des correspondances.	DESTINATION des correspondances.	CONDITION de l'affranchissement.	TAXE D'AFFRANCHISSEMENT à percevoir par chaque lettre ou paquet portant une adresse particulière.
Lettres ordinaires	Suède.....	Facultatif.....	60 centimes par 10 grammes ou fraction de 10 grammes.
	Norwége	Facultatif.....	70 centimes par 10 grammes ou fraction de 10 grammes.
Lettres chargées	Suède.....	Obligatoire	Droit fixe de 50 centimes en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids.
	Norwége.....	Obligatoire	
Echantillons de marchandises, journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés ou reliés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés.....	Suède.....	Obligatoire	15 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
	Norwége.....	Obligatoire	18 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.

Art. 2. Les taxes à percevoir, en vertu de l'article précédent, pour l'affranchissement des lettres ordinaires pourront être acquittées par les envoyeurs au moyen des timbres d'affranchissement que l'administration des postes de France est autorisée à faire vendre.

Lorsque les timbres-poste apposés sur une lettre représenteront une somme inférieure à celle qui est due pour l'affranchissement, le destinataire aura à payer une taxe égale à la différence existant entre la valeur desdits timbres et la taxe due pour une lettre non affranchie du même poids.

Art. 3. Les lettres chargées expédiées de la France ou de l'Algérie pour la Suède ou la Norwége ne pourront être admises que sous enveloppe et scellées au moins de deux cachets en cire fine. Ces cachets devront fournir une empreinte uniforme reproduisant un signe particulier à l'envoyeur, et être placés de manière à retenir tous les plis de l'enveloppe.

Art. 4. Les échantillons de marchandises ne seront admis à profiter de la modération de taxe qui leur est accordée par l'article 1^{er} du présent décret qu'autant qu'ils n'auront par eux-mêmes aucune valeur vénale, qu'ils seront placés sous bandes ou de manière à ne laisser

aucun doute sur leur nature, et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés ou reliés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés de la France ou de l'Algérie, tant pour la Suède que pour la Norwège, par la voie de la poste, devront être mis sous bandes et ne porter aucune écriture, aucun chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire.

Ceux des objets désignés dans le présent article qui ne rempliront pas les conditions ci-dessus fixées ou dont le port n'aura pas été acquitté intégralement par les envoyeurs, conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, seront considérés et taxés comme lettres.

Art. 5. La perte d'une lettre chargée n'entraînera, pour l'administration sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu, que l'obligation de payer à l'envoyeur une indemnité de cinquante francs.

Art. 6. Les réclamations concernant la perte des lettres chargées ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date de l'envoi desdites lettres; passé ce terme, les réclamants n'auront droit à aucune indemnité.

Art. 7. La taxe à percevoir par l'administration des postes de France pour toute lettre ordinaire non affranchie expédiée de la Suède ou de la Norwège à destination de la France ou de l'Algérie est fixée, savoir :

A quatre-vingts centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes, si la lettre est originaire de Suède,

Et à quatre-vingt-dix centimes également par dix grammes ou fraction de dix grammes, si la lettre est originaire de Norwège.

Art. 8. Les lettres originaires de Suède insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste suédois et les lettres originaires de Norwège insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste norwégiens seront considérées comme non affranchies et taxées comme telles, sauf déduction du prix de ces timbres, lorsqu'elles seront à destination de la France ou de l'Algérie.

Toutefois, lorsque la taxe complémentaire à payer par le destinataire d'une lettre insuffisamment affranchie présentera une fraction de décime, il sera perçu un décime entier pour cette fraction.

Art. 9. Les lettres ordinaires, les lettres chargées, les échantillons de marchandises, les journaux, les gazettes, les ouvrages périodiques, les livres brochés, les livres reliés, les brochures, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, que les adminis-

trations des postes de Suède et de Norwège livreront à l'administration des postes de France affranchis jusqu'à destination et qui porteront du côté de l'adresse l'empreinte d'un timbre fournissant les initiales P D seront exempts de tout droit ou taxe à la charge des destinataires.

Art. 10. Les imprimés désignés dans les articles 1 et 9 précédents ne seront reçus ou distribués par les bureaux dépendant de l'administration des postes de France qu'autant qu'il aura été satisfait, à leur égard, aux lois, décrets, ordonnances ou arrêtés qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation en France.

Art. 11. Il ne sera admis à destination soit de la Suède, soit de la Norwège aucun paquet ou lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, soit enfin tout autre objet passible de droits de douane.

Art. 12. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à dater du 1^{er} février 1868.

Art. 13. Sont et demeurent abrogés nos décrets des 27 janvier et 7 mars 1855, et notre décret du 31 janvier 1866, concernant les correspondances échangées entre la France et l'Algérie, d'une part, et la Suède et la Norwège, d'autre part.

Art. 14. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au Palais des Tuileries, le 28 décembre 1867.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé : MAGNE.

Décret impérial relatif aux taxes à percevoir tant pour les lettres ordinaires affranchies, les lettres chargées et les imprimés déposés dans les bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tanger et à Tunis, à destination du Danemark, de la Suède et de la Norwège, que pour les lettres ordinaires non affranchies provenant du Danemark, de la Suède et de la Norwège, en date du 28 décembre 1867.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut.

Vu les lois des 14 floréal an x (4 mai 1802) et 30 mai 1838 ;

Vu le décret organique sur la presse, du 17 février 1852 ;

Vu la convention de poste conclue, le 27 mai 1867¹, entre la France et le Danemark ;

Vu la convention de poste conclue, le 31 octobre 1867², entre la France et les royaumes-unis de Suède et de Norwége ;

Vu notre décret du 25 octobre 1865, concernant les correspondances recueillies ou distribuées par les bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tanger et à Tunis ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France tant pour les lettres ordinaires affranchies, les lettres chargées et les imprimés de toute nature déposés dans les bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tanger et à Tunis, à destination du Danemark, de la Suède et de la Norwége, que pour les lettres ordinaires non affranchies provenant du Danemark, de la Suède et de la Norwége, seront payées par les envoyeurs ou les destinataires, suivant le cas, conformément au tarif ci-après :

1. Voir *Archives*, 1867, tome IV, p. 1423.

2. Voir plus haut, page 600.

NATURE des correspondances.	ORIGINE des correspondances.	DESTINATION des correspondances.	TAXE A PERCEVOIR			
			pour chaque lettre et par chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes.		pour chaque paquet et par chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	
			fr.	c.	fr.	c.
Lettres ordinaires affranchies jusqu'à destination. (Affranchissement facultatif.).....	Bureaux de poste français établis en Turquie, en Egypte, à Tanger et à Tunis.....	Danemark.....	0	80	»	»
		Suède.....	0	90	»	»
		Norwége.....	1	00	»	»
Lettres ordinaires non affranchies....	Danemark..... Suède..... Norwége.....	Bureaux de poste français établis en Turquie, en Egypte, à Tanger et à Tunis.....	1	00	»	»
			1	10	»	»
			1	20	»	»
Lettres chargées affranchies jusqu'à destination. (Affranchissement obligatoire.).....	Bureaux de poste français établis en Turquie, en Egypte, à Tanger et à Tunis.....	Danemark.....	1	60	»	»
		Suède.....	1	80	»	»
		Norwége.....	2	00	»	»
		Danemark.....	»	»	0	15
		Suède.....	»	»	0	20
		Norwége.....	»	»	0	25

Art. 2. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} février 1868.

Art. 3. Sont et demeurent abrogées les dispositions de notre décret susvisé du 25 octobre 1865, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

Art. 4. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au Palais des Tuileries, le 28 décembre 1867.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le ministre secrétaire d'État au département des finances,
Signé : MAGNE.

DEUXIÈME PARTIE.

RUSSIE.

DOCUMENTS SUR LA QUESTION D'ORIENT.

(Suite¹).

**N° 17. Le prince Gortchakoff au baron de Brunnow
à Londres.**

Saint-Pétersbourg, le 4/16 mars 1867.

Monsieur le Baron,

J'ai lu avec la plus sérieuse attention le discours de lord Derby.

Sur un point essentiel il m'a laissé une impression plutôt favorable, c'est-à-dire qu'il ne nous enlève pas l'espoir de marcher finalement d'accord avec le Cabinet anglais dans une question aussi importante pour tout le monde que celle soulevée en Orient, vu qu'elle peut affecter directement la paix générale. Vous savez à quel point nous avons désiré cet accord dès le premier moment. Vous avez été l'intermédiaire de nos ouvertures à diverses reprises.

Je le dirai avec une entière franchise, nous ne saurions accéder à la doctrine de lord Derby, qui n'admet pas une ligne de démarcation entre les nécessités politiques et les devoirs de l'humanité, et nous ne cesserons de regretter que l'assistance du glorieux pavillon britannique ait été refusée à des vieillards, femmes et enfants, mourant de faim, de froid et de misère. Mais nous voyons d'un autre côté que lord Derby

1. Voir *Archives*, 1868, tome I^{er}, pages 270 à 304, les n° 1 à 16.

est pénétré de la nécessité d'améliorer le sort des chrétiens sous la domination musulmane.

Le premier Ministre a dit : « Il ne sera pas de notre politique d'accélérer une issue qu'il ne sera pas possible en définitive d'éviter, je veux dire, la ruine de l'empire turc, car si cela doit arriver, notre devoir sera de veiller à ce que cela se fasse aussi graduellement que possible et avec le moins de danger. »

Nos prévisions, monsieur le baron, ne vont pas aussi loin. La chute des empires est entre les mains de Dieu. Nous n'objectons pas à ce que l'Empire ottoman continue à exister en Europe, parce que nous ne nous faisons pas d'illusions sur les graves complications qu'amènerait sa disparition, à moins d'une entente complète des grandes puissances. Mais nous croyons que la conservation de l'autorité du Sultan n'est possible que s'il ralliait à son pouvoir ses sujets chrétiens par des liens de confiance et un sentiment de sécurité et de bien-être.

Nous croyons que les promesses faites jusqu'à ce moment ont été à un tel point illusoires que leur simple reproduction serait sans aucun effet, et que le Gouvernement ottoman s'est mis par là lui-même dans la nécessité d'accorder des garanties nouvelles qui feraient accueillir ses paroles par ses sujets chrétiens.

Telle est la ligne sur laquelle nous nous plaçons. Je ne crois pas qu'elle jette un abîme entre nos opinions et celles du premier Ministre de Sa Majesté la reine Victoria. Nos arguments sont puisés dans un ordre d'idées qui ne saurait être étranger à une grande nation comme l'Angleterre, comme ils ne sont pas contredits par ses traditions historiques.

Nous ajoutons cependant une nuance qui s'écarte de cet ordre d'idées, mais que nous tenons à signaler franchement nous-mêmes. C'est la cession de Candie à la Grèce. Il faut que le sang cesse de couler pour qu'une œuvre de pacification générale puisse être entreprise avec quelque chance de succès. Il faut aussi pour cette même œuvre que le passage des troupes turques, si elles parviennent même à dompter l'île, n'ait pas lieu sur un monceau de cadavres et de ruines. Candie a des droits qui datent de la lutte pour l'indépendance grecque. Ils ont été méconnus dans le temps par l'Europe. Depuis lors un lien factice a uni l'île à la Turquie, factice, parce que rien n'a été fait de ce qui lui avait été promis, factice parce que l'aspiration des Crétois vers la nouvelle patrie qu'ils avaient choisie et pour laquelle ils avaient versé leur sang n'a pas manqué de se manifester dans toutes les occasions où ils pouvaient montrer au grand jour tout ce que la domination ottomane avait de pesant pour eux. Cette île ne serait jamais pour la Porte qu'un fardeau qui lui coûterait plus qu'il ne lui rapporterait, et nous croyons qu'elle ferait bien d'en faire le

sacrifice, comme un témoignage de modération et un gage de conciliation. Nous savons, quant à l'annexion de Candie à la Grèce, que le Gouvernement anglais ne partage pas aujourd'hui notre opinion, mais il ne nous paraît pas impossible que le cours des événements ne l'y ramène. Pour ce qui est de nos idées générales appliquées à l'Orient, elles ne se heurtent pas avec celles entretenues par le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique et son illustre père, et nous aimons à y puiser l'espoir qu'une entente finale s'établira entre nous et que le Cabinet anglais s'associera à la marche convenue dans ses lignes principales entre nous et le Cabinet des Tuileries.

Veuillez vous exprimer dans ce sens vis-à-vis de lord Stanley. Si vous le jugez opportun, vous pouvez lui faire confidentiellement lecture de ma lettre, écrite par ordre exprès de Sa Majesté.

Recevez, etc.

Signé: GORTCHAKOFF.

**N° 18. Le prince Gortchakoff au baron de Brunnow
à Londres.**

Saint-Petersbourg, le 15/27 mars 1867.

Monsieur le Baron,

Je profite du courrier anglais pour vous accuser réception de vos dépêches jusqu'au n° 58 inclusivement.

Dans l'incertitude qui règne sur la vitalité du Cabinet britannique et vu la répugnance qu'il témoigne à entamer la grande question politique du moment, nous avons peu de chances pour des pourparlers sérieux et pratiques.

Cependant les événements marchent tout de même et ne s'arrêtent pas parce qu'un Ministère ignore s'il existera ou non. L'Angleterre, quelle que soit la couleur des hommes à la tête du pouvoir, a forcément sa part dans la solution de cette grave question. Nous continuons donc à causer. C'est un devoir auquel nous ne saurions nous soustraire.

Lorsque sir Andrew Buchanan est venu me voir avant-hier, je lui ai dit que je ne pouvais pas m'empêcher de lui signaler que chaque goutte de sang qui serait versée encore en Candie retomberait sur le Cabinet britannique, qu'il encourait encore une grave responsabilité si une explosion plus étendue avait lieu, parce que la lutte continuerait accompagnée de faits qui surexcitent les esprits et souvent révoltent l'humanité; qu'aujourd'hui toutes les grandes puissances,

Russie, Autriche, France, Prusse, Italie, sont d'accord pour conseiller à la Porte d'abandonner le règlement du sort de la Candie aux vœux des populations, ce qui équivaut à une annexion à la Grèce ; que le Cabinet anglais seul refuse de s'y associer. Qu'en résulte-t-il ? Le sang continuant à être versé, nous n'arrivons pas à ce temps d'arrêt et de calme qui permettrait d'aviser, avec le concours de la Porte, à un apaisement résultant d'une amélioration pratique du sort des chrétiens. Une semblable amélioration maintiendrait le pouvoir du Sultan sur ces populations, lui donnerait quelque sécurité pour l'avenir et empêcherait le démembrement de l'Empire ottoman.

Le général Ignatiew propose de demander aux Turcs suspension des hostilités et envoi de commissaires des ambassades et légations pour faire voter les populations crétoises. M. Bourée a communiqué cette proposition à Paris, en demandant des instructions. Notre auguste maître n'y objecte pas pour sa part, mais Sa Majesté trouve qu'elle devrait être réalisée d'un commun accord par les grandes puissances. J'invite le représentant de l'Empereur à Constantinople à chercher à rallier ses collègues.

Dans le dossier du jour vous trouverez deux exemplaires d'un mémoire que j'ai fait rédiger ici sur la valeur du Hatt-Houmayoun. Je l'ai fait lire à sir A. Buchanan et vous pouvez en remettre confidentiellement un exemplaire à lord Stanley.

On nous recommande de Londres et de Paris le Hatt-Houmayoun comme base unique de l'amélioration du sort des chrétiens. Cette insinuation nous a naturellement inspiré le désir de rechercher ce que cet acte a valu et peut valoir aux chrétiens. Le résumé de nos recherches est consigné dans le *memorandum*. Nous croyons en avoir dit assez pour que des esprits impartiaux puissent se former un jugement. C'est la partie négative de notre tâche, celle de la critique. Elle était nécessaire pour déblayer le terrain et dissiper des illusions. Reste à s'occuper de l'œuvre la plus ardue, — de celle du programme des réformes à proposer pour améliorer réellement le sort des chrétiens qui *resteraient sous la domination du Sultan* et multiplier par là les chances du rétablissement et du maintien du repos de l'Orient. Nous nous occuperons de cette tâche sans idée préconçue et sans nous égarer dans la poursuite d'un idéal. Nous ne viserons qu'à ce qui nous semble possible et ce qui assurerait à l'autorité du Sultan un pouvoir plus solide, parce qu'il reposerait sur le contentement au moins comparatif de ses sujets chrétiens. Nous convions tous les grands cabinets à cette œuvre. Mais pour avoir le temps d'y procéder, il faut absolument une phase de calme, et celle-là ne peut être amenée que par la cessation de la lutte dans l'île de Candie.

Nous renouvelons donc nos instances auprès du Cabinet britan-

nique afin que, par son abstention, il n'écarte pas cette chance d'apaisement.

Le principal conseiller du Sultan, Fuad-Pacha, je le répète, est, ou paraît disposé à traiter largement la question des chrétiens et à ne pas se refuser aux conseils des grandes puissances. Il s'est expliqué là-dessus très-catégoriquement vis-à-vis le général Ignatieff. Il admet donc l'intervention des autres Cours. Mais outre ce consentement tacite, il est une autre circonstance qui nous fait envisager la coopération des grandes puissances comme un élément de succès indispensable.

Nous avons toujours désiré de préférence l'exercice de la souveraineté du Sultan dans le règlement des affaires intérieures de l'Empire ottoman, tout en l'exhortant à s'inspirer des principes d'équité et de bienveillance. Or, cette souveraineté a été exclusivement exercée dans la rédaction du Hatt-Houmayoun. Onze années se sont écoulées depuis la publication de cet acte et le sort des chrétiens, au lieu de s'améliorer, s'est aggravé. La confiance qu'ils ont perdue et qu'ils ont eu droit de perdre, ne peut se rétablir que si dans une nouvelle réforme ils voient le concours des grandes puissances chrétiennes qui seraient engagées d'honneur à veiller à une mise en pratique sérieuse.

Je vous livre ces idées pour vos entretiens confidentiels avec le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique.

Recevez, etc.

Signé : GORTCHAKOFF.

Mémoire sur les réformes entreprises en Turquie.

Saint-Pétersbourg, 12-24 mars 1867.

Le présent travail a pour objet de constater que la plupart des dispositions du Hatt-Houmayoun de 1856, relatives aux conditions sociales, politiques, administratives et économiques des populations chrétiennes de l'Empire ottoman n'ont pas été appliquées et qu'elles ne semblent pas pouvoir l'être de manière à satisfaire aux besoins vitaux de ces populations ainsi qu'aux exigences du repos général.

Pour ce qui concerne les questions religieuses et ecclésiastiques auxquelles se rapportent quelques-uns des articles du Hatt-Houmayoun, le Cabinet impérial ne se croit pas en droit de les aborder. Il pense qu'il y aurait de sérieux inconvénients à compliquer les difficultés bien assez graves de l'œuvre pacificatrice et régénératrice que réclame la situation actuelle de l'Orient en se risquant sur un terrain

où les rivalités de culte et le fanatisme religieux peuvent être si facilement soulevés, et si difficilement apaisés.

Des considérations analogues le portent à s'abstenir de toute imixtion dans les affaires exclusivement musulmanes. On ne doit pas perdre de vue que le Coran résume la loi politique et religieuse des mahométans. En sa qualité de successeur des califes, le Sultan réunit des pouvoirs spirituels et temporels que les puissances chrétiennes ne sont ni aptes, ni compétentes à contrôler ou à interpréter.

Leur protectorat collectif n'a été acquis et promis qu'aux nationalités chrétiennes de l'Empire ottoman. Onze années de pénible expérience ayant démontré que le Hatt-Houmayoun, dont on a constaté avec trop d'empressement peut-être « la haute valeur, » n'avait aucune portée pratique ; il s'agit aujourd'hui d'examiner d'un commun accord s'il est encore possible de donner une valeur quelconque à cet acte ou si le protectorat collectif des puissances ne pourrait pas se manifester, dans l'intérêt du repos général comme dans celui des populations chrétiennes de l'Orient, d'une manière plus efficace.

Les observations suggérées au Cabinet des Tuileries par la teneur de l'article III du Hatt-Houmayoun qui proclame théoriquement l'égalité de tous les sujets chrétiens du Sultan et la *cordialité* des rapports existants entre eux, — résument la question. Elles mettent à nu les vices organiques de la situation et démontrent la nécessité d'y remédier radicalement, et non par de nouveaux essais d'application de ces mêmes mesures dont l'insuffisance et l'impossibilité pratique sont évidentes aujourd'hui.

Il n'est que trop vrai, comme le fait observer le mémorandum français, — que « les chrétiens sont regardés par le Gouvernement « turc, par les musulmans, et plus encore par le Sultan comme formant une classe dangereuse, qui doit rester subalterne. »

Il est non moins positif que « quant aux rapports cordiaux de patriotisme, que le Hatt-Houmayoun donne comme existant entre les « diverses classes, cette assertion est trop peu sérieuse pour appeler « une réfutation. »

Les événements de Candie, d'Épire et de Thessalie témoignent enfin, comme l'ont fait précédemment les massacres de Syrie, de Bosnie et d'Herzégovine, que les conflits entre les chrétiens et musulmans sont pour ainsi dire permanents et que les « explosions de haine » ne sont pas accidentelles en Orient, mais d'une calamiteuse continuité.

Ces faits, malheureusement incontestables, étant admis et reconnus de part et d'autre, il semblerait inutile dès lors d'examiner si un acte comme le Hatt-Houmayoun ayant pour but la fusion d'éléments inconciliables a été appliqué ou s'il est applicable, car l'on se trouve en face du dilemme suivant : Ou bien livrer les populations chrétiennes

de l'Orient à la prépotence avouée des musulmans, les reléguer dans cette *subalternité* que les Turcs veulent leur imposer et perpétuer ainsi les perturbations et les *explosions* orientales ; — ou bien aviser aux moyens de séparer les intérêts des chrétiens de ceux des musulmans en conciliant le développement parallèle et progressif des nationalités et des cultes divers placés sous l'autorité commune du Sultan, avec les exigences de l'équilibre européen.

L'analyse impartiale et raisonnée de la teneur du Hatt-Houmayoun ne peut aboutir d'ailleurs qu'aux mêmes conclusions :

L'article IV est ainsi conçu :

« Les garanties promises de notre part à tous les sujets de mon Empire par le Hatt-Houmayoun de Gulhané et les lois du tanzimat, sans distinction de classe ni de culte pour la sécurité de leurs personnes et de leurs biens et pour la conservation de leur honneur, sont aujourd'hui confirmées et consolidées, et des mesures efficaces seront prises pour qu'elles reçoivent leur plein et entier effet. »

Des garanties aussi vitales, qui ont besoin d'être renouvelées chaque dix ou quinze ans, et qui aujourd'hui encore, malgré le protectorat et la constatation collectifs de l'Europe, n'ont pas été respectées, offrent-elles une valeur quelconque aux populations chrétiennes et peut-on rationnellement supposer qu'il suffise d'une nouvelle édition de ces mêmes promesses pour les contenter et inaugurer une ère d'apaisement et de prospérité en Orient ?

Les articles suivants de V à XIV, ayant trait aux questions religieuses, sont passés sous silence.

L'article XV, interdisant « toute distinction ou appellation tendante à rendre une classe quelconque des sujets de l'Empire inférieure à une autre classe à raison du culte, de la langue ou de la race » — n'est pas directement enfreint dans les actes officiels ; toutefois on ne saurait reconnaître avec le mémorandum français que cette clause soit « respectée. » Dans les correspondances des autorités turques, ainsi que dans les sentences de tous les tribunaux, les chrétiens sont qualifiés de « rayas, » parfois même de « giaours. » On a eu lieu de voir tout récemment que la Porte elle-même a recouru, dans le firman donné à Server-Effendi, à une périphrase négative pour désigner les chrétiens de l'île de Crète.

Il n'y a pas lieu de s'étonner, par conséquent, si la loi n'a jamais servi, comme le dit l'article XV, contre l'usage de qualifications injurieuses ou blessantes.

Le mémorandum français constate en termes auxquels on adhère, pleinement « la flagrante violation » de l'article XVII, qui proclame « que tous les sujets ottomans sans distinction de nationalité seront admissibles aux emplois publics. »

Il indique très-judicieusement la cause de cette violation en l'attribuant à « l'orgueil des musulmans, qu'il est difficile de soumettre à l'autorité des chrétiens. »

Est-il présumable que la volonté du Sultan ou les conseils des puissances européennes aplanissent cet obstacle et qu'il soit possible de dompter un orgueil national inspiré et soutenu par le fanatisme religieux? N'en résulte-t-il pas que cet important article du hatt-houmayoun est aussi inexécutable qu'il a été inexécuté?

L'art. XVIII, qui promulgue l'admission de tous les sujets de l'Empire dans les écoles civiles et militaires du Gouvernement, et qui annonce une série de mesures dans l'intérêt de l'instruction publique, est toujours resté à l'état de théorie.

Les faits suivants en témoignent :

Dans la province d'Andrinople, où les chrétiens sont cinq fois plus nombreux que les Turcs, le règlement de l'école militaire d'Andrinople n'admet que trois élèves non musulmans.

Quant aux écoles communales et aux autres établissements d'éducation, non-seulement le Gouvernement turc ne les protège et ne les encourage, mais il s'efforce d'en arrêter le développement et d'en restreindre le nombre.

A cet effet il a eu soin de retrancher les sources de revenus de plusieurs de ces établissements, en Bulgarie, en Bosnie, et dans l'Herzégovine. En outre, l'exercice du professorat se trouve virtuellement interdit à tous ceux des instituteurs qui ont fait leurs études en Serbie, en Grèce ou en Russie; or comme il n'y a pas d'institutions pédagogiques dans tout l'Empire, l'absence de personnes capables de diriger avec intelligence les études les plus élémentaires fait que le nombre des écoles primaires et secondaires devient chaque jour plus insuffisant.

Quant à l'enseignement universitaire, il ne saurait même en être question.

Le chiffre si restreint du budget de l'instruction publique en Turquie n'est certes pas de nature à satisfaire aux besoins des populations de l'Empire, mais le mal ne serait pas aussi profond ni aussi irréparable si, à défaut d'assistance et d'encouragement, leur développement intellectuel n'était pas systématiquement entravé et gêné par les obstacles que le fanatisme des musulmans et leur tendance à maintenir les chrétiens dans la subalternité ne cesseront jamais de susciter.

Les art. XIX, XX, XXI, XXII et XXIII stipulent la création de tribunaux mixtes pour toutes les affaires commerciales, correctionnelles et criminelles entre musulmans et chrétiens, — la publicité des débats judiciaires, — l'admission des témoignages sans distinction de

culte, le jugement des procès civils par les conseils mixtes des provinces, le droit de renvoi par devant les conseils des patriarches ou des communautés pour les causes civiles spéciales entre chrétiens du même rite, — la codification et la publication de lois pénales, correctionnelles et commerciales et des règles de procédure, — la réforme du système pénitentiaire, — l'abolition de la torture et la restriction des châtimens corporels.

Tout en reconnaissant que quelques-unes de ces réformes et de ces garanties judiciaires ne sont pas observées, tout en qualifiant de « choquante » la différence faite entre les dépositions des chrétiens et des musulmans, tout en constatant l'absence de la publicité des débats judiciaires, le mémorandum français semble attribuer l'inexécution de ces causes essentielles du hatt-houmayoun à l'abaissement du niveau intellectuel des populations chrétiennes plutôt qu'à un déni de justice systématique de la part des Turcs et à l'inconciliable antagonisme existant entre la doctrine du Coran et les principes de la civilisation chrétienne.

L'opinion du Cabinet impérial diffère complètement à cet égard de celle du cabinet des Tuileries.

Aucune de ces garanties judiciaires n'a été observée et ne peut l'être tant que les Turcs seront Turcs, c'est-à-dire tant qu'ils n'auront pas renoncé à la doctrine du Coran, qui trace une ligne de démarcation infranchissable entre eux et les chrétiens.

L'égalité devant la loi est la condition première et indispensable de toute organisation judiciaire, et là où il n'y a pas identité de principe, il ne saurait y avoir identité de droits et de devoirs. Un magistrat turc qui voudrait même appliquer les clauses du hatt-houmayoun ne pourrait pas le faire sans violer les lois fondamentales de la société musulmane.

C'est ce qui ressort d'un examen sérieux de la situation actuelle de l'Orient au point de vue juridique.

Les tribunaux mixtes n'existent en réalité que dans quelques grandes villes et pour les étrangers qui grâce à l'intervention active de leurs consuls y obtiennent une justice tolérable. Quant aux causes commerciales, correctionnelles, criminelles ou civiles, de tous les sujets chrétiens de la Porte, elles sont indistinctement renvoyées aux Médjliss, — conseils de province, — où sur 18 ou 20 membres il n'y a ordinairement que deux ou trois chrétiens.

Le nouveau règlement des villayets, dont les premiers essais ont déjà démontré les déficiences, confère, il est vrai, à des tribunaux distincts les pouvoirs judiciaires dont les Médjliss étaient investis, mais la justice n'y a rien gagné. Malgré la grande majorité des chrétiens il n'y a que *trois* non musulmans qui y siègent, tandis que les

Turcs, en dehors de trois délégués nommés par leur population, sont représentés par *une dizaine* de fonctionnaires du Gouvernement avec voix délibérative. Dans ces tribunaux, d'ailleurs, comme dans les Medjliss, les chrétiens n'osent jamais élever la voix, et s'ils le font ils l'expient par des vexations et des persécutions de tout genre. En réalité ils ne font qu'apposer leurs cachets aux décisions prises par les musulmans, sans qu'on les consulte, et en ignorant même pour la plupart du temps la teneur de ces résolutions ou de ces sentences, qui sont écrites en turc.

La publicité des débats judiciaires n'existe que dans deux ou trois des principales villes de l'Empire. Partout ailleurs elle est sévèrement interdite.

Dans aucun tribunal les témoignages des chrétiens ne sont admis sur un pied d'égalité avec ceux des musulmans, et pas un juge turc ne reconnaît la validité de la déposition d'un chrétien contre un musulman, tandis que bien au contraire il suffit du témoignage d'un Turc pour faire condamner un chrétien aux peines les plus rigoureuses quand même son innocence serait notoire et attestée par des centaines de ses coreligionnaires.

La juridiction spéciale des conseils des patriarches ou des communautés n'existe que sur papier.

Les quelques recueils de lois qui ont été publiés sont rédigés en turc, et par conséquent incompréhensibles à la grande majorité des chrétiens.

La réforme du système pénitentiaire n'a jamais été entreprise.

La torture et les châtiments corporels, supprimés en théorie, sont maintenus dans la pratique.

A l'appui de ces assertions on peut citer les points suivants :

Le gouverneur-général du villayet du Danube, Midhat-Pacha, l'un des fonctionnaires les plus éclairés de la Porte, ayant voulu sévir l'année passée contre le brigandage dans les provinces confiées à son administration, fit arrêter, juger et exécuter quelques musulmans qui s'étaient distingués par l'atrocité de leurs forfaits.

Le cadî, le mollah et toutes les autorités turques de la province protestèrent contre cette exécution et déclarèrent au Général gouverneur que s'il persistait à sévir contre de vrais croyants ils allaient soulever la population musulmane et faire massacrer tous les chrétiens. Dès lors Midhat-Pacha fut obligé de renoncer à veiller à la sécurité publique et les brigandages ont repris leur cours. Tant il est vrai qu'une justice impartiale est inconciliable avec les mœurs et les croyances turques.

En 1860, le grand vizir Méhémed-Kiprisli-Pacha, étant venu à Bitolia pour s'acquitter de la mission d'enquête qui lui avait été

confiée par le Sultan à la demande des grandes Puissances, un procès qui intéressait au plus haut point toute la population chrétienne de la province fut déféré en appel à son jugement. Il s'agissait d'un jeune chrétien du nom de Tasco, qui en cherchant à défendre un enfant contre les violences de trois musulmans, blessa l'un des agresseurs. Ce jeune homme, condamné à mort par le tribunal turc, allait être exécuté lorsque le grand vizir arriva à Bitolia. Une demande en grâce signée par toute la population chrétienne lui fut présentée. Méhémed-Kiprisli fit appeler les chefs des corporations qui avaient signé la requête. L'un d'eux ayant voulu démontrer que l'inculpé n'avait fait qu'agir en cas de légitime défense, le grand vizir l'interrompit : — « en lui donnant un soufflet de sa propre main, » — fit emprisonner tous les mandataires des chrétiens et exécuter l'inculpé.

Dès lors qu'un grand vizir accueille ainsi les témoignages des chrétiens et procède de cette façon à l'application de la peine capitale, on peut aisément se figurer comment en agissent les magistrats et les fonctionnaires d'un rang inférieur.

Un autre fait tout récent témoigne de la manière dont la justice musulmane protège les droits de propriété des chrétiens et agit à leur égard dans les contestations avec les Turcs.

En Bosnie, dans le district de Rogatitza, village de Rakititza, le nommé Pétar Baohitch avait acheté il y a quelques années un terrain sur lequel il construisit une maison, trois boutiques et un moulin. Il avait pour voisin un beg musulman qui possédait aussi un moulin et qui, pour se débarrasser de la concurrence, porta plainte devant le tribunal de Sérajevo en revendiquant le terrain acheté par Baohitch. Le tribunal, malgré la production des titres de propriété les plus authentiques par Bachitch, condamna ce dernier à remettre le moulin au beg moyennant une indemnité de 8500 piastres. Encouragé par ce succès le musulman prit possession de l'immeuble, mais ne voulut pas payer l'indemnité. Baohitch ayant réclamé, ce même tribunal, dont la sentence n'avait pas été exécutée, donna raison au musulman et lui adjugea par-dessus le marché les trois boutiques dont le chrétien fut dépossédé.

On pourrait multiplier à l'infini la citation de faits analogues et l'on est autorisé à en déduire que sauf quelques rares exceptions, tous les sujets chrétiens du Sultan n'obtiennent pas et ne peuvent pas obtenir justice contre les musulmans dans les tribunaux où siègent des Turcs qui croient aller à l'encontre des préceptes du Coran en condamnant un de leurs coreligionnaires.

Quant aux prétendues réformes pénitentiaires, il suffit de dire qu'il se trouvait en dernier lieu dans la prison d'Andrinople, construite

pour 150 prisonniers, plus de 500 malheureux littéralement entassés les uns sur les autres.

Dans cette même ville d'Andrinople on voit régulièrement fonctionner un instrument de torture destiné aux inculpés chrétiens. C'est une espèce d'armoire où l'on enchaîne des individus qui ne peuvent ni s'asseoir ni se coucher, et qu'on y enferme jusqu'à ce qu'ils aient fait les aveux requis.

A Sérajevo (Bosnie) ce même système de torture est en pleine vigueur aussi, mais avec quelques raffinements de cruauté.

L'armoire ou *doulap*, dont le modèle a été, dit-on, envoyé de Constantinople même, est plus exigüe que celle d'Andrinople, en sorte que le torturé est obligé de rester accroupi, et pour qu'il ne puisse pas s'appuyer contre les parois, celles-ci sont garnies de clous à pointes aiguës.

Le *mémorandum* français fait observer, par rapport à l'article 24, qui traite de la réorganisation de la police, qu'à cet égard tout est encore à faire.

On pourrait ajouter qu'au préalable il y aurait à défaire tout ce qui existe actuellement.

A l'exception de Constantinople même et de deux ou trois grandes villes de l'Empire, la police turque attend à l'ordre public et à la sécurité des biens et des personnes au lieu de les garantir; elle constitue une des causes principales des souffrances infligées aux populations chrétiennes.

Le personnel de cette police est ordinairement recruté dans les prisons parmi les brigands et les voleurs qui échappent à la vindicte de la loi. Il en résulte une connivence permanente entre les agents de la force publique et les malfaiteurs. Insuffisamment et irrégulièrement payés, les *zaptiés* se dédommagent en pressurant les populations, qui redoutent l'apparition d'agents de police plus que celle des brigands et qui achètent leur éloignement moyennant rançon.

Tout dernièrement, l'autorité d'Andrinople s'est vue contrainte de mettre un terme aux méfaits d'Ali-Pechlévane, officier de police convaincu d'avoir commis dans ses tournées d'inspection à l'intérieur du pays *plusieurs assassinats* et d'avoir extorqué plus de *un million* de piastres.

L'article 25, qui proclame que tous les sujets du Sultan sans distinction de culte seront tenus de satisfaire aux obligations militaires, n'a jamais été exécuté. Le *mémorandum* français croit pouvoir en rejeter la responsabilité exclusive sur l'inertie des chrétiens, sur l'absence des notions de justice parmi eux et sur leur désir de perpétuer des abus dont ils souffrent, mais dont ils *beneficient en même temps pour s'enrichir*, en définitive, tandis que les Turcs s'appauvrissent.

On ne saurait nier que l'asservissement dans lequel les chrétiens sont tenus depuis des siècles, a exercé une funeste influence sur la valeur morale, que l'arbitraire et la violence dont ils sont constamment victimes n'ont pas contribué au développement des idées de justice et de légalité parmi eux, mais si, malgré toutes les entraves morales et matérielles, malgré tous les désavantages de la situation qu'ils subissent, ils parviennent à s'enrichir, tandis que les Turcs s'appauvrissent, comme on le dit, il ne serait que juste d'y voir une preuve d'activité plutôt que d'inertie et d'une incontestable supériorité sur les musulmans.

La contribution de rachat imposée aux chrétiens pour les exempter du service militaire est loin d'être aussi « faible » qu'on le dit dans la note française; elle représente trois fois la valeur du Haratch ou impôt de capitation qu'elle a remplacé. Cette contribution, connue sous le nom de Bédel, frappe indistinctement les hommes mûrs et vialides, comme les enfants, les vieillards, les prêtres, les infirmes et les absents; il s'élève actuellement à 30 piastres par tête, réserve faite des abus et des extorsions de prélèvement.

Il est donc à présumer que ce n'est pas seulement l'inertie qui porte des populations à instincts belliqueux et écrasés d'impôts de tout genre à supporter volontairement une charge aussi onéreuse pour se soustraire au service militaire. Il serait plus juste d'attribuer ce fait à des causes plus plausibles et se rattachant à l'ensemble de la situation.

Les chrétiens savent qu'une fois enrôlés dans l'armée turque, il n'y a pour eux ni avancement ni distinction possible, qu'ils seront toujours maintenus dans la subalternité vis-à-vis des soldats turcs et sacrifiés à ces derniers; enfin ils comprennent qu'une fois enrôlés ils se trouveront pour la plupart du temps dans la cruelle nécessité de servir d'instruments d'oppression musulmane contre leurs coreligionnaires.

On ne réussira jamais par conséquent à placer sous la bannière ottomane des soldats chrétiens, tandis qu'on serait sûr de les voir accourir avec empressement dans les rangs des milices locales exclusivement chrétiennes, chargées de la défense de leurs propres foyers et du maintien de l'ordre public.

Ce qui a été dit plus haut concernant les tribunaux civils et criminels s'applique également aux conseils provinciaux et communaux stipulés dans l'article 26.

N° 19. Le prince Gortchakoff au baron de Budberg à Paris.

Saint-Pétersbourg, le 6/18 avril 1867.

Monsieur le Baron,

M. le marquis de Moustier ayant pris connaissance de notre mémoire sur le hatt-houmayoun, a bien voulu dire que plusieurs de nos jugements s'accordaient avec les siens. Son Excellence a toutefois observé qu'il ne contenait pas de conclusions.

Le travail qu'alors nous avons communiqué à M. le Ministre des affaires étrangères de France avait pour objet d'établir la seule conclusion que le hatt-houmayoun n'avait pas été consciencieusement appliqué et même qu'il n'était pas pratiquement applicable.

Nous nous étions expressément réservé de soumettre plus tard nos idées sur les améliorations à introduire dans la situation des chrétiens d'Orient.

Nous les avons consignées dans le mémoire que vous trouverez ci-après. En remettant une copie à M. le marquis de Moustier, vous voudrez bien ajouter que nous n'avons nullement la prétention d'avoir fait une œuvre complète et que nous ne sommes dirigés par aucune pensée préconçue.

Notre seul but est de faire sortir cette question si importante pour le repos de l'Orient et le maintien de l'autorité du Sultan du vague des idées générales. Nous avons voulu apporter consciencieusement notre quote-part à une œuvre qui ne saurait être indifférente à aucune des grandes puissances chrétiennes animées du désir de conjecturer sans secousses violentes les complications qui menacent l'Orient. Nous les convions à un échange d'idées dont Constantinople nous semble devoir être le centre et où les bases principales étant convenues, les représentants de ces puissances pourraient discuter les détails avec les ministres du Sultan.

Nous aimons à croire que les grands cabinets européens sont convaincus que ce grave intérêt, la pierre angulaire des difficultés où se trouve la Porte, ne saurait sans péril rester encore en souffrance et que les explications à ce sujet afin de pouvoir aboutir au but de pacification que nous avons en vue, devraient subir le moins de retards possible.

Recevez, etc.

Signé : GORTCHAKOFF.

**Mémoire sur les réformes à introduire en Turquie pour
l'amélioration réelle de la situation faite aux populations chré-
tiennes.**

Les efforts de la diplomatie européenne tendent depuis plus d'un demi-siècle à l'apaisement de l'Orient et à la conciliation du maintien de l'Empire ottoman avec le bien-être et la sécurité des populations chrétiennes qui en font partie. Depuis la seconde moitié du règne du sultan Mahmoud les souverains et les hommes d'État turcs ont poursuivi le même but, avec plus ou moins de sincérité ou de persévérance, mais avec un incontestable désir de prévenir les perturbations qui leur créent des difficultés sans cesse renaissantes.

Les réformes du Tanzimat, la charte de Gulhané et le hatt-houmayoun de 1856 ont été les manifestations réitérées, malheureusement toujours stériles, de ces tendances.

Tous les cabinets européens sont d'accord pour reconnaître que ces réformes dont le hatt-houmayoun de 1856 résume le programme n'ont pas été sincèrement appliquées.

Quelques-uns d'entre eux supposent néanmoins qu'elles pourraient l'être et que pour assurer la prospérité des populations chrétiennes de l'Orient, ainsi que la vitalité du Gouvernement turc, il suffirait d'insister sur la stricte exécution de ces réformes en y ajoutant quelques développements d'une importance secondaire.

Le Cabinet impérial en juge autrement. Il est d'avis que l'expérience a surabondamment démontré l'insuffisance de ces réformes, leur impossibilité pratique ainsi que les funestes conséquences des demi-mesures adoptées jusqu'à présent.

Le désintéressement absolu de la politique de l'Empereur, le sincère désir de Sa Majesté de concilier le bien-être de ses coreligionnaires avec le maintien de l'autorité du Sultan, afin de satisfaire aux exigences de l'équilibre européen, ont été constatés par des faits trop notoires, des assurances trop positives pour qu'il soit nécessaire, ou même digne, de repousser des allégations que des défiances obstinées persistent à reproduire.

Le but unique que cette politique poursuit en Orient, c'est la création d'un ordre de choses stable et rationnel qui mette un terme aux calamités dont souffrent les populations auxquelles toute la chrétienté ne saurait être indifférente.

Le Cabinet impérial croit avoir démontré, dans un travail qu'il n'a pas manqué de communiquer aux grandes puissances intéressées dans la question, les causes radicales de l'insuffisance et de l'impos-

sibilité pratique des réformes inscrites dans le hatt-houmayoun de 1856.

Ce travail aboutissait aux conclusions suivantes :

« L'expérience a prouvé que des réformes émanant de l'initiative du Gouvernement turc et abandonnées à son exécution irresponsable sont insuffisantes et inefficaces. Il en résulte pour les puissances sincèrement désireuses d'apaiser et de régénérer l'Orient en y maintenant l'autorité du Sultan, l'obligation morale d'aviser à des moyens plus pratiques, non-seulement pour les recommander ou en constater la valeur », mais pour les définir nettement et veiller d'un commun accord à leur stricte et loyale application. »

C'est pour s'acquitter de cette obligation que le Cabinet impérial a consigné ses idées dans l'aperçu actuel.

On ne peut qu'esquisser à traits généraux l'ensemble des mesures réclamées par la multiplicité et la complexité des intérêts qu'il s'agit de concilier. C'est à des délibérations communes et spéciales, où chacune des grandes puissances apporterait son contingent de lumières, qu'il convient d'en réserver les détails.

Le Cabinet impérial se borne à indiquer les principes qui pourraient servir de bases à l'œuvre si désirable d'apaisement, que les grandes puissances ne sauraient abandonner, après l'expérience acquise, à l'initiative et aux soins exclusifs du Gouvernement turc.

Les considérations qui le portent à s'abstenir de toute immixtion dans les affaires exclusivement musulmanes ont déjà été exprimées et il ne saurait perdre de vue que — « en sa qualité de successeur des califes — le Sultan réunit des pouvoirs spirituels et temporels que les puissances chrétiennes ne sont ni aptes ni compétentes à contrôler. »

Aucune des réformes entreprises en Turquie n'a été mise à complète exécution. La plupart d'entre elles ont eu des résultats diamétralement opposés à ceux qu'on avait eus en vue en les promulguant. Tous les sujets du Sultan sans distinction de culte et d'origine, Turcs, Grecs, Slaves et Albanais, ne s'accordent que pour déplorer ces réformes et entraver leur application.

On est par conséquent autorisé à déduire de ce fait que ces réformes ont une défectuosité radicale qui en paralyse le développement.

L'analyse raisonnée des mesures contenues dans les différentes chartes promulguées par les Sultans, dans le vain espoir de contribuer au bien-être de leurs sujets, amène aux conclusions suivantes : chacune de ces mesures prises isolément ne laisse pas beaucoup à désirer au point de vue de la civilisation, du progrès et de l'équité, mais ce qui leur enlève toute portée réelle, c'est que dans leur ensemble elles reposent sur une base essentiellement défectueuse, c'est-à-dire sur la fusion d'éléments qui se repoussent entre eux.

Les doctrines religieuses et sociales des musulmans sont en contradiction avec toutes les doctrines et tous les principes des chrétiens. Il résulte de cette divergence de principes et de croyance l'impossibilité radicale d'appliquer le même régime aux musulmans et aux chrétiens.

Toutes les précédentes réformes ont méconnu cette nécessité. Dès lors qu'on est sincèrement animé du désir d'apaiser l'Orient et de mettre un terme à ses perturbations, il faut tout d'abord renoncer à cet espoir de fusion entre éléments qui ne peuvent pas s'amalgamer; il faut adopter d'autres bases, choisir un autre point de départ.

Le problème que les grandes puissances sont appelées à résoudre dans l'intérêt de l'équilibre général, comme dans celui des populations de l'Orient et des Turcs eux-mêmes, pourrait être posé dans les termes suivants :

« Créer un ordre de choses sociales, politique et administratif approprié aux exigences respectives des chrétiens et des musulmans de l'Empire ottoman, — organiser leur coexistence parallèle sans les sacrifier les uns aux autres et en assurant leur sécurité et leur développement sous l'autorité commune du Sultan. »

En se mettant à l'œuvre d'un commun et loyal accord, en écartant les défiances réciproques et les vues d'influence exclusive qui ont neutralisé tous les efforts et les essais précédents, il serait d'autant plus facile de résoudre ce problème, qu'on retrouve dans les traditions historiques et les mœurs musulmans les éléments d'une pareille solution.

Ce n'est que depuis quarante ans au plus que les Turcs ont entrepris l'assimilation des nationalités chrétiennes qu'ils ont soumises. Croyant faire acte de civilisation européenne en adoptant les théories d'absorption et de centralisation, ils ont systématiquement dépouillé depuis lors les populations chrétiennes des droits d'autonomie provinciale et communale qu'elles exerçaient dans des conditions plus ou moins satisfaisantes jusqu'au commencement de ce siècle. Il est de fait que c'est précisément à dater de cette époque que les troubles intérieurs et les perturbations sont devenus, pour ainsi dire, chroniques en Turquie. Il est également positif que les provinces où ce changement de système s'est manifesté le plus rigoureusement (à Candie et en Épire, par exemple, en Bulgarie et en Bosnie), sont justement celles où les troubles sont le plus fréquents, où l'autorité du Sultan est le plus ébranlée et où les souffrances des populations ont atteint les plus fortes proportions.

Une démonstration en sens inverse est acquise à l'appui de cette thèse.

L'île de Chio est non-seulement une des plus florissantes de l'ar-

chipel, mais on peut dire que de tous les domaines de l'Empire ottoman, il n'en est pas de plus prospère, de plus tranquille, et où musulmans et chrétiens vivent en meilleure intelligence.

Quoique ravagée de fond en comble lors de la guerre insurrectionnelle de 1821, la population de Chio s'élève à 75 000 âmes. Elle possède 686 églises, 48 écoles communales, une école de haut enseignement, un gymnase et une bibliothèque publique composée de 18 000 volumes, 450 navires de commerce montés par 5 000 matelots, un télégraphe sous-marin, 29 millions d'exportation annuelle, — diverses autres industries locales et une agriculture florissante; — telles sont les conditions exceptionnelles dans lesquelles se trouve cette île, tandis que toutes les autres possessions insulaires du Sultan, sauf l'île de Samos, sont dans une situation dont les calamités crétoises constatent la triste réalité.

Or, il se trouve que l'île de Chio a conservé, par un concours de circonstances accidentelles, l'autonomie administrative dont les autres populations chrétiennes ont été frustrées grâce aux réformes, — que, tout en ayant un gouverneur musulman, le Gouvernement de l'île s'exerce en réalité par une démogérontie ou conseil municipal, annuellement élu par les chrétiens et dont relèvent les démogéronties communales, — que la justice s'exerce par des magistrats élus, — enfin, que la police intérieure est confiée à une milice locale entretenue par les habitants et choisie parmi eux.

L'île de Samos, qui jouit, en vertu des stipulations internationales consignées dans les protocoles des conférences de Londres de 1829 et 1830 (stipulations dont les bénéfices ont été arbitrairement refusés aux Crétois) d'une autonomie administrative avec un gouverneur chrétien, se trouve aussi dans des conditions de prospérité relative.

Il en est de même d'une localité de la Thessalie, connue sous le nom de Saranda-Charia (quarante villages), ainsi que de certains districts de l'Herzégovine, qui ont conservé leurs immunités, qui s'administrent eux-mêmes et où les autorités turques ne pénètrent que pour recevoir le total des impôts perçus et répartis par des chefs électifs.

L'île de Chio est représentée à Constantinople, de même que l'était jadis le pachalik du Péloponèse, par un fondé de pouvoirs spécial, ou kapou-kéhaïa qui traite directement avec la Porte des intérêts de ses mandataires.

Pendant plus de deux siècles enfin toutes les fles de la mer Égée s'administrèrent elles-mêmes en dehors de toute ingérence musulmane. Une fois par an le Capoudan-Pacha faisait la tournée de ces fles pour recueillir le tribut qui leur était imposé. C'est à ces conditions que les Cyclades ont été redevables de leur prospérité et ce n'est que lorsque la Porte a voulu y introduire son système de centralisation

et qu'elle a fait décapiter leur représentant (Nicolas Mourousi, dernier drogman des îles de la mer Égée, titre que portait ce représentant) à bord du navire du Capoudan-Pacha, que les Cyclades se sont détachées de l'Empire.

Les faits précités témoignent qu'il n'est pas impossible de concilier l'autonomie administrative des populations chrétiennes de l'Orient avec le maintien de l'autorité du Sultan. Pour y parvenir il n'est pas besoin de se lancer à l'aventure dans le domaine de l'inconnu. Il ne faut ni renverser, ni bouleverser l'édifice ottoman sous prétexte de le reconstruire à neuf. Il suffit de le débarrasser des dangereuses superfétations qui compromettent sa solidité et de l'étayer par des combinaisons adaptées à ses éléments constitutifs ainsi qu'à sa formation originelle.

Le Cabinet impérial propose en conséquence l'examen d'un ensemble de mesures dont les traits généraux peuvent se résumer ainsi qu'il suit :

I. Délimitations géographiques, groupement des populations.

Les anciennes délimitations géographiques de l'Empire ottoman répondaient aux groupes divers formés par les nationalités conquises. A mesure que les Sultans soumettaient un peuple, ils le rattachaient à l'Empire par un lien de vasselage, lui imposaient un tribut, souvent même y plaçaient un chef musulman, mais ils maintenaient ses limites et son organisation nationale. La création récente des villayets a porté quelques atteintes à l'ancien ordre de choses. Il importerait d'y revenir en constituant autant de provinces qu'il y a de principaux groupes de nationalités réunis sous le sceptre du Sultan.

Ainsi, la population mixte de la Roumélie, avec une partie de la Macédoine, formerait une province, — la Bulgarie une autre, — la Bosnie, l'Herzégovine, l'Albanie et les pachaliks adjacents de la vieille Serbie — une troisième ; — l'Épire, les parties méridionales de l'Albanie, la Thessalie et une partie de la Macédoine, — une quatrième ; — enfin toutes les Sporades, avec Chio pour chef-lieu, constitueraient une cinquième province insulaire.

Chacun de ces groupes, dont la délimitation précise devrait faire l'objet d'une étude spéciale, semble avoir de sérieuses raisons d'être géographiques, ethnographiques et religieuses. Il n'y aurait que peu de choses à modifier pour y adapter les délimitations actuelles.

II. Organisation administrative des provinces, des cantons et des communes.

Le principe d'autonomie devrait servir de base fondamentale à l'organisation administrative de toutes les provinces de la Turquie d'Europe.

Chaque province, comme chaque canton et chaque commune, serait administrée par des chefs indigènes librement élus à la majorité des votes de la population.

Le chef de la commune serait assisté d'un conseil communal élu parmi tous les habitants de la commune sans distinction d'origine, de culte ou de nationalité.

Ce conseil communal répartirait et percevrait les impôts votés par les conseils généraux des provinces. Il serait appelé à veiller, par l'organe de préposés nommés par lui, à la sécurité publique, au maintien des routes communales, des écoles primaires et autres établissements d'éducation et de bienfaisance publique. Il voterait les taxes et les charges locales. Il disposerait de la milice communale recrutée parmi les habitants et chargée de maintenir l'ordre et la sécurité.

Les conseils des sandjaks ou districts seraient organisés sur les mêmes bases, composés de délégués des conseils communaux et placés sous la présidence d'un fonctionnaire de l'État appartenant à la nationalité prédominante du canton. Des délégués de ces conseils de sandjak seraient appelés à constituer le conseil général de la province, placé sous la présidence du gouverneur général. Ce fonctionnaire serait nommé par le Sultan. Il dirigerait les affaires de la province avec l'assistance du conseil général, au vote duquel il aurait à se conformer tout en ayant la faculté d'en appeler dans les cas d'importance majeure à la décision de la Porte.

Les évêques orthodoxes et catholiques-romains, ainsi que les rabbins et les muphtis, siègeront de droit dans les conseils généraux pour défendre les intérêts religieux de leurs cultes respectifs.

III. Organisation judiciaire.

L'organisation judiciaire des populations chrétiennes de l'Empire ottoman serait également constituée sur les bases du principe électif.

Chaque commune élirait un juge de paix appartenant à la nationalité prédominante de la commune et appelé à connaître des causes correctionnelles et des causes civiles d'une certaine valeur entre chrétiens.

Un tribunal de 1^{re} instance, dont les membres seraient élus par les conseils de sandjak, serait créé pour plusieurs cantons et jugerait en appel des causes civiles et criminelles entre chrétiens, ou bien entre chrétiens et musulmans si la partie musulmane accepte volontairement sa compétence. Au besoin il y aurait des cours d'appel pour une ou deux provinces.

Pour les causes mixtes, c'est-à-dire entre chrétiens et musulmans, il y aurait dans chaque province quelques tribunaux mixtes où siègeraient un nombre égal de chrétiens et de musulmans. La présidence serait alternativement dévolue à un chrétien et à un musulman.

Tout chrétien jugé par un tribunal mixte aura le droit de réclamer la présence d'un consul ou d'un agent consulaire étranger qui veillerait à ce que justice impartiale soit rendue. Cette garantie, dont l'expérience a démontré l'indispensable nécessité, pourrait être supprimée avec le temps lorsque les principes de justice et de légalité auront pris racine dans le pays.

Dans les communes et les cantons dont la population est principalement musulmane, les causes entre chrétiens seront du ressort judiciaire du tribunal chrétien le plus proche.

La compétence des cours ecclésiastiques présidées par les chefs des communautés religieuses sera nettement définie. Les causes spéciales entre personnes du même rite pourront y être seulement jugées.

Les tribunaux de commerce seront maintenus dans les grandes villes de l'Empire sous leur forme actuelle, mais sur les bases du principe électif.

Les codes des lois civiles, criminelles et de procédure seront révisés avec l'assistance de jurisconsultes étrangers et publiés en langue turque, grecque, slave et arménienne.

IV. Organisation militaire.

Les sujets chrétiens et israélites du Sultan seront affranchis de la servitude militaire moyennant un impôt d'exonération dont la quotité sera équitablement fixée, et qui n'atteindra que les personnes valides de 18 à 35 ans. Cet impôt sera réparti et perçu par les chefs des communes.

Ceux des chrétiens et des israélites qui voudraient s'enrôler dans l'armée y seront admis au même titre que les musulmans; ils seront exemptés alors de l'impôt d'exonération.

Tous les sujets valides du Sultan sans distinction de culte ou d'origine devront servir dans les rangs des milices locales pour contribuer au maintien de l'ordre public. C'est par ces milices que s'exercera la police, sous la direction des chefs des communes, et le commandement du gouverneur de la province. En aucun cas, les milices ne seront appelées à franchir les limites de leurs cantons respectifs.

V. Finances.

La totalité des impôts et des contributions de chaque province sera fixée en bloc par la Porte, chaque trois ans, en convoquant à cet effet

une commission spéciale de délégués des conseils provinciaux ayant voix consultative.

Ces délégués pourront se rendre les interprètes des demandes et des représentations des provinces dont ils seront les Kapou-Kéhaïas ou fondés de pouvoir.

En fixant le chiffre des impôts et des contributions des différentes provinces, la Porte prendra en considération le chiffre de leur population, leurs ressources agricoles, industrielles et commerciales.

Les impôts seront répartis et perçus par les conseils provinciaux, cantonaux et communaux. Chaque commune répondra du paiement exact des impôts qui lui sont assignés.

Les redevances ecclésiastiques seront fixées par les conseils provinciaux, réparties et perçues par les communes, qui en seront responsables vis-à-vis des chefs de communautés religieuses.

Tous les autres impôts, de quelque nature qu'ils soient, seront abolis, à l'exception des droits de douane sur les produits désignés dans le tarif commercial de l'Empire. Ces droits seront prélevés aux frontières par les autorités douanières qui ne relèveront que du fisc.

VI. Instruction publique.

Dans toutes les communes de l'Empire dont la majorité est chrétienne ou israélite, la liberté d'enseignement ne sera limitée que par les restrictions légales réclamées par la morale publique.

La création, l'entretien et la direction des écoles primaires et secondaires appartiendra aux conseils communaux et à ceux des Sandjaks.

Les écoles spéciales et d'enseignement supérieur entretenues par l'État seront accessibles aux chrétiens comme aux musulmans et aux israélites. Toutefois les conseils généraux des provinces pourront fonder à leurs frais des établissements d'instruction de cette catégorie exclusivement destinés aux élèves du culte et de la nationalité prédominante dans la province ou le canton.

Il ne sera mis aucun obstacle à la faculté d'aller étudier dans les écoles ou les universités étrangères pour les personnes qui se préparent à l'enseignement public, et à leur retour ces personnes seront libres d'exercer le professorat dans les communes et les districts de leurs provinces.

VII. Dispositions générales.

Tous les sujets du Sultan, sans distinction de culte, d'origine et de nationalité, seront égaux devant la loi, et aptes à remplir les fonctions publiques.

Les étrangers qui résident en Turquie jouiront encore du droit d'extraterritorialité pendant quelque temps, c'est-à-dire jusqu'à ce que les nouvelles institutions administratives et judiciaires aient pris racine et soient entrées dans les mœurs et les usages du pays.

A l'expiration de ce terme, et après avoir constaté par une commission européenne *ad hoc* les résultats acquis, les puissances étrangères renonceront à l'exercice des droits exceptionnels acquis à leurs nationaux en vertu des capitulations et des anciens traités.

Les chefs des communautés religieuses chrétiennes conserveront les privilèges et les immunités dont ils jouissent *ab antiquo*, mais ils devront se soumettre aux lois, et régler leurs différends par devant les tribunaux compétents, sans recourir à l'intervention ou à la protection étrangère.

L'administration des douanes, les postes, les télégraphes, les chemins de fer, les grandes voies de communication, seront de la compétence de l'autorité centrale, qui en confiera le soin à des fonctionnaires choisis indistinctement parmi tous les sujets du Sultan.

L'application de ces mesures ne saurait être abandonnée, comme on l'a déjà fait observer et comme l'expérience ne l'a que trop démontré, aux soins exclusifs du gouvernement turc.

Dans l'intérêt même de ce Gouvernement, comme dans celui des populations de la Turquie d'Europe, il faut éviter les écueils contre lesquels sont venues échouer les précédentes tentatives. Il importe d'offrir des garanties sérieuses de la sincérité et de la portée pratique de l'œuvre qui doit être entreprise et accomplie en Orient, si l'on veut prévenir les calamités et les perturbations à venir. A défaut de ces garanties, qui ne sauraient être offertes que par la coopération des cabinets européens, on peut être sûr de voir se briser tous les efforts contre l'opposition, inerte, il est vrai, mais opiniâtre et insurmontable, des populations chrétiennes elles-mêmes, qui ont subi de trop cruelles et de trop fréquentes déceptions pour se fier au bon vouloir ou au savoir-faire des autorités musulmanes.

**N° 20. Le prince Gortchakoff au général Ignatieff
à Constantinople.**

Saint-Petersbourg, le 12/24 avril 1867.

Monsieur l'Ambassadeur,

Votre entretien avec Fuad-Pacha consigné dans votre n° 89 a fixé l'attention de l'Empereur.

Veillez dire à M. le Ministre des affaires étrangères du Sultan que vous en avez rendu compte au Cabinet impérial et que nous avons accueilli avec une satisfaction réelle les sentiments qu'il vous a exprimés.

Pour qu'il puisse en ressortir un bénéfice pour les intérêts de la Turquie, il faudrait tendre à ce qu'ils se convertissent en résultats pratiques.

De part et d'autre vous avez rappelé des souvenirs historiques : l'histoire est certes une grande école, riche en enseignements. Mais pour que ces enseignements ne soient pas un simple effort de mémoire, il faut appliquer aux circonstances où l'on se trouve les leçons qu'ils donnent.

Des amis qui borneraient leurs relations à des protestations stériles de sentiments, se prêteraient mutuellement un bien faible secours.

Fuad-Pacha vous a prié de rechercher en commun un port où la Porte trouverait le calme.

Tous nos efforts tendent à ménager cet avantage au Gouvernement du Sultan et nos conseils n'ont pas d'autre but ; seulement nous n'envisageons pas le présent et l'avenir à travers des illusions.

Nous désirons un apaisement qui donnerait aux Ministres turcs le loisir d'envisager la position à tête reposée, et de combiner les mesures qui peuvent conduire à un ordre de choses meilleur et plus solide pour l'autorité du Sultan.

Pour que cette époque d'apaisement indispensable puisse arriver, il faut absolument que la lutte cesse ; à cet effet nous avons insisté et nous insistons encore sur une suspension des hostilités en Crète.

Je veux admettre que le nouveau commandement turc remporte des avantages, mais ce ne serait que sur des monceaux de cadavres et des flots de sang qui élargiraient irrévocablement l'abîme entre les Crétois et la domination ottomane, et exaspéreraient toujours davantage l'opinion publique de l'Europe, à laquelle aucun gouvernement ne saurait à la longue rester indifférent.

Il nous a semblé que Fuad-Pacha a cherché à vous pressentir si des déterminations relatives à Candie dans le sens des conseils donnés par la Russie seraient envisagées comme une preuve *sine qua non* du bon vouloir de la Porte à notre égard.

A l'occasion répondez résolument : oui ; car alors nous aurions vu que Fuad-Pacha ne se borne pas à des démonstrations théoriques et nous serions partis de là pour augurer aussi bien de ses dispositions que nous le faisons de son incontestable intelligence et de sa perspicacité.

Mais sauf quelques phrases vagues sur son désir personnel d'amé-

liorer le sort des chrétiens, nous n'avons rien entendu de Fuad-Pacha que des assurances qui n'engagent pas l'avenir et des refus positifs aux conseils que nous donnons.

Fuad-Pacha a une trop haute valeur pour ne pas sentir que cela ne suffit pas, et j'aime à croire qu'il nous rend assez justice pour comprendre que cela ne peut pas nous contenter non plus.

Comme je persiste dans l'opinion que Fuad-Pacha est le seul qui puisse efficacement contribuer au salut de la Turquie, et que je regretterais vivement que dans ce moment, suprême pour son pays, il s'égarât dans une voie sans issue, je vous autorise à lire confidentiellement cette lettre à M. le Ministre des affaires étrangères du Sultan. Il ne m'en voudra pas de cet épanchement de franchise et il y verra à la fois une preuve d'estime personnelle et de nos intentions équitables à l'égard de la Porte.

Recevez, etc.

Signé : GORTCHAKOFF.

N° 24. Le prince Gortchakoff à MM. d'Oubril, le comte de Stackelberg, de Kisselef, à Berlin, Vienne et Florence.

Saint-Pétersbourg, le 22 avril/4 mai 1867.

Monsieur le Ministre,

Les cinq grandes puissances dont les représentants avaient fait en dernier lieu une démarche à laquelle la Porte a répondu par une fin de non-recevoir, ont décidé de renouveler collectivement la même démarche. Pour conserver une complète identité d'actions, il était désirable que la note qui serait remise au Gouvernement ottoman fût identique.

M. le marquis de Moustier a bien voulu se charger de la rédaction avec le concours du représentant de S. M. l'Empereur.

J'ai l'honneur de transmettre ce projet à Votre Excellence en la priant de vouloir bien en remettre une copie à M. le Ministre des affaires étrangères.

Si, comme nous avons lieu de l'espérer, les vues qui y sont exposées sont conformes à celles de la Cour près laquelle vous résidez, nous ajouterions un grand prix à ce que son représentant à Constantinople fût sans délai chargé de s'acquitter de la démarche collective convenue dans les termes de la note du marquis de Moustier à laquelle notre auguste maître a donné son plein assentiment.

Agréez, etc., etc.

Signé : GORTCHAKOFF.

Projet de Note identique à remettre à la Porte.

Monsieur, les rapports que vous m'avez adressés sur l'accueil fait par Fuad-Pacha à votre démarche au sujet de la Crète m'ont prouvé que la Porte n'avait pas bien compris le véritable objet des conseils que vous étiez chargé de lui donner de concert avec les représentants de l'Autriche, de l'Italie, de la Prusse et de la Russie.

En effet, le Ministre des affaires étrangères du Sultan, au lieu d'examiner si la mesure qui lui était suggérée ne présentait pas un caractère évident d'opportunité et même d'urgence, s'est engagé dans le champ des conjectures sur les conséquences éventuelles qu'elle pouvait avoir; il a porté ainsi le débat sur des questions qui n'étaient pas posées, en éludant celle qui était seule en discussion. Les puissances sont trop pénétrées de la justesse et de la force des considérations qui ont dicté leur langage dans cette circonstance pour se laisser détourner du but de leurs efforts. Après bientôt dix-huit mois d'une lutte qui a fait couler tant de sang, et qui n'est pas terminée, en présence d'une résistance qui témoigne certainement d'un mal profond dans la condition des populations, il est une nécessité qui s'impose avant toute autre, c'est de s'éclairer sur l'état des choses en Crète et de se rendre un compte exact des besoins du pays. La Porte serait dans une complète illusion si elle supposait qu'aucun des moyens qu'elle a employés jusqu'ici puisse être considéré par les puissances comme conduisant à un degré quelconque au but qu'elles se proposent. En faisant connaître toute leur pensée à cet égard au Gouvernement ottoman et en lui apportant un avis sincère, elles n'excèdent assurément ni leurs traditions ni leurs droits, et les Ministres ottomans ne s'étonneront pas qu'elles mettent aujourd'hui plus d'insistance dans leurs démarches. Le moment nous semble venu, en effet, de rechercher sérieusement l'origine du mal et les remèdes qu'il comporte.

Les populations seules, librement et sincèrement consultées, pourraient l'indiquer. Cette consultation devrait avoir lieu sur place, et il serait important que les puissances fussent mises à même de s'éclairer directement sur l'état réel des choses. Elles ne sauraient voir d'ailleurs qu'avec un profond regret continuer l'effusion du sang, et elles ont assez de confiance, aussi bien dans les sentiments d'humanité et de modération du Gouvernement ottoman que dans sa juste appréciation des intérêts bien entendus de la Turquie, pour n'être pas persuadées d'avance que sur tous ces points il tiendra le compte le plus sérieux des conseils désintéressés et amicaux qui lui sont donnés.

Vous êtes autorisé à laisser copie de cette dépêche au Ministre des affaires étrangères.

N° 22. Le baron Brunnow au prince Gortchakoff.

Londres, 17 avril 1867.

Le télégramme de lundi 10/22 avril, en me donnant avis de la démarche collective qui serait faite à Constantinople pour constater l'unité des vues des cinq grandes puissances en faveur du sort de Candie, m'a réservé de juger si nous pouvions compter sur le concours de l'Angleterre, et prescrit d'agir en conséquence.

Je vais rendre compte à Votre Excellence de la manière dont je me suis acquitté de ses ordres.

Le lendemain de la réception du télégramme du 10/22 avril, j'ai eu avec lord Stanley une première entrevue. Elle m'a conduit à avérer trois choses, dont j'ai pris note :

1° Lord Lyons a ajourné l'envoi d'un employé de son ambassade, destiné à s'enquérir de la situation des affaires en Candie.

Pour motiver cet ajournement, le principal secrétaire d'État dit que l'ambassadeur n'a pas été à même de disposer pour le moment des services d'un employé capable de remplir cette mission. Je n'ai pas caché à lord Stanley que je ne pouvais guère me méprendre sur la cause véritable de ce délai. Il résulte évidemment du désir de suspendre toute enquête sur les lieux jusqu'à ce que la présence d'Omer-Pacha ait produit l'effet que la Porte en espère.

2° Le Gouvernement de S. M. Britannique attendra l'issue de cette dernière tentative qu'Omer-Pacha est chargé de faire pour rétablir l'autorité du Sultan en Candie.

3° Dans le cours de notre entretien, lord Stanley m'a fait observer, qu'en principe, la durée de l'insurrection ne constituerait point, aux yeux du gouvernement de S. M. Britannique, un motif suffisant pour provoquer son intervention. A l'appui de cette théorie, il m'a cité l'exemple de la guerre civile aux États-Unis d'Amérique. Elle s'est prolongée pendant quatre ans, avec des alternatives de succès et de revers, sans que le Cabinet anglais se crût appelé à y prendre part.

Les renseignements dont je viens de résumer la substance ont suffi pour me démontrer que le Gouvernement de S. M. Britannique avait pris la résolution de ne rien faire avant d'avoir appris à connaître l'issue de l'envoi d'Omer-Pacha en Candie.

Je me suis fait un devoir de soumettre cette conclusion à Votre Excellence par mon télégramme expédié d'ici mercredi le 12/24 avril.

Le même jour, j'ai reçu la feuille du *Journal de Saint-Petersbourg* qui publie l'extrait de deux rapports par lesquels le contre-amiral Boutakof rend compte des actes de barbarie commis par les Turcs en Candie.

Cette information, portée à la connaissance du Gouvernement impérial dans les voies officielles, m'a offert l'occasion la plus opportune de demander au principal secrétaire d'État une seconde entrevue. Elle a eu lieu vendredi le 14/26 avril.

Après avoir placé entre les mains de lord Stanley la relation du contre-amiral Boutakof, j'ai dit que les faits dont cet officier distingué est appelé malheureusement à être le témoin, attestent aujourd'hui la vérité des prévisions que j'ai signalées à l'attention du Gouvernement de S. M. Britannique dès le mois de septembre de l'année dernière.

En effet, j'ai représenté alors au principal secrétaire d'État que si les hostilités se prolongeaient en Candie, il était à prévoir que les actes de fanatisme et de cruauté qui caractérisent ordinairement toute guerre intestine en Turquie, finiraient par soulever en Europe un sentiment général d'indignation.

J'ai rappelé à lord Stanley les observations que je lui ai faites à ce sujet. Il s'en souvient parfaitement. Il les a mises par écrit dans l'une de ses dépêches adressées à lord Lyons. Elles font partie du dernier recueil parlementaire placé sous les yeux des Chambres.

L'événement a justifié mes prévisions.

Dans cet état de choses, j'ai dit à lord Stanley qu'il ne devait pas être surpris de voir la Russie persister dans les efforts qu'elle emploie à mettre fin à une lutte qui devient une question d'intérêt général pour toute la chrétienté.

J'ai ajouté, qu'à dire vrai, je n'étais point venu aujourd'hui dans l'intention de demander la coopération de l'Angleterre aux démarches du Cabinet impérial à Constantinople. Je savais, par notre entretien précédent, qu'il avait résolu d'attendre le résultat des opérations dirigées par Omer-Pacha.

Mais quel que fût mon regret de voir l'Angleterre rester à l'écart, je ne devais pas lui laisser ignorer que son abstention n'empêcherait point le Cabinet impérial de persévérer dans les remontrances qu'il adresse à la Porte de concert avec les autres puissances, associées à la Russie par un commun désir d'arrêter l'effusion du sang.

J'ai terminé par déclarer au principal secrétaire d'État que je tenais non-seulement à lui faire connaître cette intention de vive voix, mais que je croyais devoir la constater par écrit, afin qu'il en restât la trace dans les actes du ministère des affaires étrangères.

Dans ce but j'ai remis à lord Stanley le mémorandum ci-joint.

Je dois lui rendre la justice de dire qu'il a apprécié, comme il le fallait, la franchise de mon langage. « Je comprends, m'a-t-il répondu, que vous avez jugé à propos de me donner avis des démarches que votre Gouvernement se propose de faire, dans un « but avoué d'avance, afin qu'il ne soit pas dit que vous ayez cherché « à m'en cacher l'objet. »

Je lui ai répliqué qu'en effet telle a été mon intention. Nous aurions préféré que le Cabinet anglais nous eût prêté son concours. Il a été libre d'adopter une ligne de conduite différente de la nôtre. Mais, malgré son isolement, et tout en le regrettant, la Russie continuera à suivre le chemin qui lui est tracé par son sentiment religieux et national.

En précisant, comme je viens de le faire, l'attitude fortement prise par le Cabinet impérial, je crois avoir rempli les ordres du 10/22 avril d'une manière conforme aux volontés de l'Empereur.

Signé : BRUNNOW.

MÉ MORANDUM.

Au mois de septembre de l'année dernière, l'ambassadeur de Russie, d'ordre de sa Cour, a eu l'honneur d'appeler sur les événements en Candie l'attention sérieuse du Gouvernement de S. M. Britannique.

Il s'est fait un devoir de représenter à lord Stanley que si les hostilités se prolongeaient, les actes de fanatisme et de cruauté, qui caractérisent malheureusement toute guerre intestine en Turquie, finiraient par exciter l'indignation de l'Europe.

Ces prévisions se réalisent. D'après les informations officielles parvenues à la connaissance du Cabinet impérial, la lutte dont l'île de Candie est le théâtre, acquiert un caractère de barbarie qui répugne aux sentiments d'humanité auxquels les nations civilisées aiment à porter respect.

Dans cet état de choses, la Russie, de concert avec les puissances, animées comme elle du désir d'arrêter l'effusion du sang, reconnaît la nécessité de persister fermement dans les efforts qu'elle emploie à mettre un terme aux calamités d'une lutte qui devient l'objet d'une sollicitude commune pour le monde chrétien.

N° 23. Le baron de Budberg au prince Gortchakoff.

Paris, le 17/29 avril 1867.

La lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 4/16 avril a servi de principal thème à mes entretiens avec le marquis de Moustier sur l'affaire de Candie. Je n'ai pas manqué de me tenir dans la direction de vos observations à l'Ambassadeur de France, dont celui-ci se sera empressé de rendre compte à son Gouvernement.

Votre Excellence a commencé par dire à M. de Talleyrand : « Il est grandement temps de nous fournir une preuve palpable des intentions du cabinet des Tuileries. Nous nous félicitons des vues dont la correspondance de M. de Moustier nous fournit une preuve. Mais si j'avais un désir à émettre, c'eût été celui que M. Bourée eût été autorisé à mettre sous les yeux du Gouvernement turc les instructions qu'il reçoit telles qu'elles nous sont communiquées; alors n'y aurait eu ni équivoque ni hésitation. »

Le plus sûr moyen de réaliser ce désir était de se concerter directement avec le marquis de Moustier sur des instructions identiques. Toute « déviation aux extrémités » devenait ainsi impossible, et les populations actuellement éprouvées par la guerre gagnaient un temps précieux. C'était donc le premier but que mon devoir m'imposait, et il a été atteint par le projet ci-joint d'une dépêche identique dont j'ai abandonné la rédaction au Ministre lui-même.

En soumettant ce projet, je me permets d'y ajouter la réflexion que s'il était approuvé intégralement, on éviterait de nouveaux délais, que l'incertitude de la situation générale pourrait rendre d'autant plus préjudiciables.

Le ton ferme de cette communication, qui fait ressortir l'accord complet des cinq puissances, l'avertissement donné à la Porte, qu'elle ne doit plus éluder les questions qu'on lui pose, et que les cabinets ne se laisseront pas détourner du but de leurs efforts; l'insistance avec laquelle on appuie sur la nécessité pour l'Europe de s'éclairer sur l'état des choses en Crète, enfin le rappel des traditions et des droits des puissances, — me semblent de nature à devoir produire une impression salutaire. De plus, on y rencontre des termes évidemment empruntés aux mémoires du Gouvernement impérial, et notamment la phrase qui suit : « La Porte serait dans une complète illusion si elle supposait qu'aucun des moyens qu'elle a employés jusqu'ici puisse être considéré par les puissances comme conduisant, à un degré quelconque, au but qu'elles se proposent. » Votre Excellence remarquera que ce n'est pas seulement une réflexion incidente,

mais une appréciation par laquelle un ensemble de faits se trouve sévèrement caractérisé; en outre on prévient ainsi à l'avance toute nouvelle tentative du Gouvernement turc de prétexter l'appel des délégués candiotes, ou d'autres mesures du même genre pour repousser les conseils des puissances.

Le projet français prend en considération une autre de vos observations au baron de Talleyrand : « Si M. Bourée, disiez-vous, avait déclaré à haute voix que la France insistait sur la libre émission des vœux des Crétois, personne ne se serait mépris à Constantinople ni sur le véritable sens de la première proposition française, ni sur une entente sérieuse entre les deux Cours. »

Maintenant, il serait peut-être même possible d'aller plus loin, puisque la rédaction définitivement arrêtée pourrait être proposée aux Cabinets de Berlin, de Vienne et de Florence.

Lorsque M. de Moustier m'a exposé les termes généraux dans lesquels il formulerait son projet, je lui ai demandé s'il ne trouvait pas possible d'y insérer la demande expresse d'une véritable *enquête* européenne.

Il m'a répondu par deux observations : 1° que la demande pouvait être immédiatement contenue dans la note, sans faire usage d'un mot blessant qui raffermirait le divan dans le refus obstiné qu'il avait opposé aux premières démarches; 2° qu'une certaine modération dans la forme nous ménagerait la possibilité de faire entrer le Cabinet britannique dans le concert général. Cette dernière considération pourrait se réaliser dans le cas où lord Stanley, comme Votre Excellence en exprime l'espoir dans sa lettre du 3/16, « laisse à lord Lyons la faculté d'envoyer un secrétaire d'ambassade à Candie. »

Cependant le projet du marquis de Moustier eût été incomplet s'il n'avait été précédé du télégramme du 16/28 à M. Bourée lui prescrivant de faire *tous ses efforts* pour mettre un terme aux hostilités. Une pareille recommandation était devenue trop urgente pour la faire autrement que par le télégraphe.

J'ose espérer que notre auguste Maître daignera honorer de son suffrage l'ensemble du résultat que nous venons d'obtenir.

Veuillez agréer, etc.

Signé : BUDBERG.

N° 24. Le prince Gortchakoff au baron de Brunnow à Londres.

Saint-Petersbourg, le 2/14 août 1867.

Je profite du retour à Londres du courrier anglais pour vous accuser la réception de vos dépêches jusqu'au n° 176 inclusivement et pour vous envoyer quelques pièces diplomatiques.

Par ce courrier, M. l'ambassadeur d'Angleterre n'a été chargé de me faire aucune communication sinon du sens d'une dépêche à M. le chargé d'affaires britannique à Athènes. Tout en énonçant le désir de voir s'améliorer le sort des chrétiens en Orient, de ceux de la Crète en particulier, et en manifestant une grande confiance dans les sentiments personnels du Sultan sous ce rapport, lord Stanley déclare que dans aucun cas le Cabinet britannique ne saurait exercer une pression quelconque sur la Porte.

J'ai dit à sir A. Buchanan que nos points de vue réciproques sont trop éloignés l'un de l'autre pour que je me livre à une polémique qui serait stérile, et que nous ne perdons pas l'espoir que les atrocités commises en Candie et constatées aujourd'hui par les agents britanniques eux-mêmes ne finissent par réveiller en Angleterre les sentiments d'humanité qui ne sont jamais restés complètement étrangers à ce grand pays.

J'ai ajouté qu'en conseillant au Gouvernement ottoman la cession de l'île que des actes diplomatiques placent dans une position exceptionnelle, et où l'autorité du Sultan ne saurait être maintenue que par des sacrifices permanents hors de proportion avec les bénéfices qu'il en retirerait, notre principal but est d'inspirer aux populations chrétiennes suffisamment de confiance dans l'action des Cours intervenantes pour les disposer à attendre patiemment par cette même action une amélioration réelle de leur sort, que si cette confiance disparaissait par l'inanité des résultats obtenus, je redoutais des complications plus graves et étendues sur le terrain de l'Orient.

Recevez, etc.

Signé : GORTCHAKOFF.

N° 25. Le prince Gortchakoff au baron de Budberg, à Paris.

Saint-Petersbourg, 27 août/8 septembre 1867.

M. l'Ambassadeur de France est venu avant-hier s'acquitter auprès de moi de la démarche que vous nous aviez annoncée par télégraphe.

Il m'a demandé, d'ordre de son Gouvernement, notre opinion sur ce qu'il y avait à faire en face du refus opposé par la Porte à l'enquête, en prenant pour point de départ que les mesures coercitives étaient exclues des combinaisons politiques des Cabinets.

Je lui ai répondu qu'elles n'entraient pas dans notre pensée, mais qu'à défaut de la coercition matérielle, la coercition morale était d'autant plus indispensable, puisque c'était le seul moyen auquel les puissances voulussent recourir pour peser sur les décisions de la Porte, et que dans ce but, pour que cette pression fût efficace, il était de la plus grande importance que rien ne vienne ébranler la croyance de la Porte dans le ferme et complet accord des deux Cabinets.

Or, je n'ai pas dissimulé à M. de Talleyrand que certains faits survenus récemment avaient pu produire, sur les Turcs, cette fâcheuse impression. Ainsi, sans attacher trop de valeur aux ordres récemment donnés à l'amiral Simon, on ne pouvait pas méconnaître que ce fait, rattaché par l'opinion publique à l'entrevue de Salzbourg, avait été interprété comme un symptôme de l'affaiblissement, sinon de la rupture, de l'entente entre nous et la France. Turcs et chrétiens y ont donné cette signification : les premiers y ont puisé un encouragement à tenir ferme dans leur résistance à la pression européenne, les autres un motif d'appréhension et le désespoir.

Les Turcs, intéressés à surveiller tous les signes du temps, ont dû en conclure que l'accord des deux Gouvernements n'était ni complet ni solide.

J'ai prié M. de Talleyrand de signaler à son Gouvernement les inconvénients de ces fluctuations.

Quant à l'avenir, j'ai dit à M. l'Ambassadeur de France, que, pour le moment, nous ne pouvions faire que des conjectures, et qu'il nous paraissait nécessaire d'attendre le résultat des pourparlers commencés à Livadia et qui se poursuivent à Constantinople. Fuad-Pacha a recueilli de la bouche de S. M. l'Empereur l'expression chaleureuse des vœux que nous n'avons pas cessé d'énoncer, c'est-à-dire que le Sultan puisse donner pour base à son pouvoir l'affection de ses sujets chrétiens par de sages réformes qui satisfassent leurs besoins et leur assurent une existence paisible et prospère.

Il a fait à notre auguste Maître les plus belles promesses à cet égard. Lorsque nous en connaîtrons le résultat, le moment sera venu de nous concerter avec le Gouvernement français sur la marche à suivre en commun.

Telle est la substance de mon entretien avec M. de Talleyrand. Il en aura rendu compte à son Gouvernement.

Vous serez sans doute dans le cas de vous en expliquer avec M. de Moustier ou M. de la Valette. Veuillez leur dire que si, en attendant

l'issue du travail qui se poursuit à Constantinople, la grande expérience des choses de l'Orient que possède M. le Ministre des affaires étrangères de France, lui suggérerait quelque combinaison, nous serions toujours prêts à la discuter dans l'esprit de l'intime entente dont les bases ont été posées à Paris et dans laquelle nous ne cessons pas de voir le meilleur gage d'une issue pacifique de la crise présente des affaires en Orient.

Recevez, etc.

Signé : GORTCHAKOFF.

N° 26. Le prince Gortchakoff au baron de Budberg, à Paris.

Saint-Pétersbourg, 21 septembre/3 octobre 1867.

Lorsque le Cabinet français nous a dernièrement interpellé sur ce qu'il avait à faire en présence du refus opposé par la Porte aux démarches des grandes puissances, nous l'avons prié d'attendre l'issue des pourparlers auxquels la présence de Fuad-Pacha à Livadia avait donné lieu.

S. M. l'Empereur avait l'intention de profiter de cette mission de courtoisie pour exprimer sans détour au Ministre turc ses vues et ses sentiments sur la crise actuelle de l'Orient.

Aujourd'hui le résultat de cette négociation nous est connu. M. l'aide de camp général Ignatief ne l'a pas laissé ignorer au chargé d'affaires de France, qui en aura certainement informé son Gouvernement.

Je regrette de devoir constater que ce résultat n'a pas répondu à l'attente de notre auguste Maître.

Si, en dehors des assurances qui nous ont été données quant aux bonnes intentions du Sultan, on extrait la substance pratique des décisions finales de la Porte, on y trouve :

Refus positif de la cession de Candie et de toute enquête européenne sur le terrain politique.

Proclamation d'une amnistie à terme avec expulsion des volontaires, autorisation aux indigènes de s'expatrier en aliénant leurs biens, maintien du blocus et des positions militaires.

C'est-à-dire une invitation aux Crétois de se livrer, désarmés et privés de leurs auxiliaires volontaires, à la merci des Turcs.

Aucune garantie ni pour leur sécurité présente ni pour leur avenir.

Sous ce dernier rapport rien de précis : des assurances vagues.

Enfin, quant aux réformes organiques générales, pour le reste des chrétiens, on les dit encore à l'étude.

Après ce qui s'est passé en Crète, le sang versé, les misères et les ruines accumulées sur cette île, l'énergie déployée par les habitants, les sacrifices qu'ils ont faits et le retentissement de cette lutte dans tout l'Orient chrétien, après les démarches réitérées des grandes puissances et nos efforts directs de conciliation, — un tel résultat est évidemment illusoire.

Non-seulement il n'offre pas les éléments d'une solution quelconque des problèmes actuellement posés en Orient, mais, loin de présenter la moindre chance même d'un apaisement momentané, il semble plutôt fait pour précipiter une crise en achevant d'anéantir la confiance des populations chrétiennes dans la possibilité d'une amélioration de leur sort par l'appui moral de l'Europe.

Pour notre part, nous ne saurions en assumer la responsabilité en nous y associant.

Si le Gouvernement français partage cette impression, le moment est venu de nous entendre sur la marche à suivre en commun.

C'est dans ce but que, d'ordre de Sa Majesté l'Empereur, je vous invite, monsieur le baron, à vous expliquer sans délai avec M. le marquis de Moustier.

Nous sommes arrivés à la conviction que les efforts de persuasion morale de la diplomatie sont épuisés.

Les puissances se trouvent dans l'alternative ou d'une acceptation de cette fin de non-recevoir, ou de l'emploi de mesures de coercition.

La première combinaison est incompatible avec leur dignité et les intérêts européens qu'elles ont à sauvegarder en Orient.

La seconde a été jusqu'ici exclue de leurs prévisions.

Il ne leur reste donc plus, selon nous, qu'à prendre une attitude qui dégage leur responsabilité et témoigne clairement de leurs dispositions en face des complications que peut faire naître l'aveuglement de la Porte.

À cet effet, les Cabinets qui se sont réunis pour lui offrir les conseils qu'elle repousse, pourraient lui adresser la déclaration dont je joins ci-après le canevas, en réservant à Votre Excellence d'en arrêter la rédaction définitive d'accord avec le Cabinet français.

S'il y adhère, les autres puissances seraient invitées à s'y associer.

La pensée d'une semblable déclaration se trouvait déjà exprimée au nom de la France dans les instructions de M. Outrey en date du 10 août.

Elle acquerrait plus de valeur encore si elle était le résultat d'un concert et si elle formait l'objet d'une démarche collective faite avec la solennité et la fermeté requises.

Peut-être la Porte y verrait-elle un motif de salutaires réflexions. Dans tous les cas, cette attitude répond aux intentions de l'Empe-

reur. Sa Majesté ne saurait se rendre plus longtemps solidaire d'une situation dont elle prévoit les périls et qu'elle a tout fait pour conjurer.

Votre Excellence est invitée à exprimer à M. le marquis de Moustier combien notre auguste Maître se féliciterait de voir ce point de vue partagé par l'Empereur Napoléon.

Sa Majesté Impériale persiste, je le répète, à voir dans l'entente des deux Gouvernements le meilleur gage du maintien de la paix générale en face des complications possibles en Orient.

Veuillez, etc.

Signé : GORTCHAKOFF.

PROJET DE DÉCLARATION.

Saint-Petersbourg, le 21 septembre/3 octobre 1867.

Dès le début des regrettables événements survenus dans l'île de Crète, les grandes puissances se sont émues d'un état de choses qui non-seulement blessait leurs sentiments d'humanité, mais dont le contre-coup parmi les populations chrétiennes de la Turquie pouvait mettre en danger le repos de l'Orient et les intérêts de la paix générale.

Plusieurs d'entre elles se sont concertées pour recommander à la Porte d'arrêter l'effusion du sang et de rechercher en commun avec elle une solution à ce déplorable conflit par une loyale enquête sur les griefs et les vœux des Candiotes.

En attendant elles ont insisté pour soustraire aux calamités de la guerre les familles des insurgés.

Le Gouvernement ottoman n'a pas mis d'obstacles matériels à cette œuvre de sauvetage, mais il a opposé aux conseils, aux exhortations, aux démarches pressantes et réitérées des Cabinets une résistance que rien n'a pu ébranler.

L'amnistie par laquelle il a offert de suspendre les hostilités ne présente aucune des garanties qui pourraient la rendre sérieuse et son refus persévérant de l'enquête collective ne laisse pas entrevoir de solution aux abus qui ont mis les armes aux mains des Candiotes, agité l'Orient chrétien et attiré la sollicitude des grandes puissances de l'Europe.

Malgré leurs pressantes instances, aucune réforme organique n'a été adoptée jusqu'ici pour satisfaire les vœux des autres populations chrétiennes de l'Empire ottoman, pour lesquelles le spectacle de cette

lutte acharnée est une excitation permanente à des résolutions désespérées.

Dans ces conjonctures, les puissances qui ont offert leurs conseils à la Porte ont la conscience d'avoir accompli ce que leur prescrivaient leurs sentiments d'humanité et leur sollicitude pour les intérêts généraux et pour ceux de la Turquie elle-même, qui sont indissolublement liés au bien-être et à la tranquillité des populations placées sous le sceptre du Sultan.

Elles appréhendent que la prolongation de ce sanglant conflit et la résistance obstinée de la Porte à leurs exhortations amicales, en dissipant dans l'esprit des populations chrétiennes les dernières lueurs d'espoir d'une amélioration sérieuse de leur sort, ne précipitent en Orient la crise qu'elles ont eu à cœur d'éviter. Elles croient avoir épuisé les efforts de la conciliation et les conseils de la prévoyance.

Dès lors, sans renoncer à la mission d'humanité dont elles considèrent l'accomplissement comme un devoir, il ne leur reste plus qu'à dégager leur responsabilité en abandonnant la Porte aux conséquences de son aveuglement.

Dans la voie qu'il a choisie et dans laquelle il persiste, le Gouvernement ottoman ne pouvait certainement pas compter sur une assistance matérielle quelconque de la part des puissances chrétiennes. Mais les Cabinets qui ont vainement tenté de l'éclairer croient devoir lui déclarer que désormais il ne saurait s'attendre à aucun appui moral de leur part pour l'aider à sortir des embarras que pourrait lui attirer son obstination à repousser leurs avis.

N° 27. Le prince Gortchakoff au général Ignatief, ambassadeur de Russie à Constantinople.

Saint-Petersbourg, 9/21 octobre 1867.

Par mon télégramme de ce matin je vous ai informé de l'acceptation du texte de la déclaration à faire à la Porte, tel qu'il a été combiné à Paris, et je vous ai transmis les ordres de S. M. l'Empereur.

La volonté de notre auguste maître est que Votre Excellence fasse la démarche avec M. le chargé d'affaires de France aussitôt qu'il aura reçu le texte de cette déclaration, qui a dû lui être envoyé de Paris.

Je joins en tout cas ci-après un exemplaire de cette pièce dans sa rédaction modifiée.

Vous aurez à vous concerter avec M. Outrey pour la faire parvenir

au Gouvernement turc dans les formes usitées, afin de donner à cet acte toute la valeur qu'il comporte et la solennité qu'il exige.

Nous avons prescrit par télégraphe aux représentants de S. M. l'Empereur à Berlin et Florence de transmettre aux Gouvernements auprès desquels ils sont accrédités l'invitation de s'associer à cette démarche.

Le Cabinet de Florence nous a déjà fait connaître son adhésion. Nous ne doutons pas de celle du Gouvernement prussien. Il est donc probable que, selon le désir que nous avons exprimé, les représentants de ces deux cours à Constantinople recevront par télégraphe l'ordre de se joindre à vous et à M. Outrey. Quant au Cabinet de Vienne, nous avons réservé au Gouvernement français le soin de lui transmettre la même invitation. Les pourparlers entre eux durent encore, mais nous avons lieu de croire que, malgré sa répugnance, le Gouvernement autrichien ne voudra pas se séparer de la France et s'isoler du concert que nous avons établi.

Il ne reste que le Cabinet de Londres, qui, tout en adhérant en principe à l'idée de la nouvelle intervention, contenue dans notre projet, ne paraît pas vouloir sortir de son abstention vis-à-vis de la Porte.

Quoi qu'il en soit, notre auguste maître vous ordonne, tout en vous efforçant de donner à la démarche actuelle le caractère collectif qui doit en rehausser la valeur en constatant le concert des puissances continentales, de ne pas attendre, pour vous en acquitter, le concours des autres représentants. La simultanéité et l'identité de votre langage et de votre attitude avec le chargé d'affaires de France suffiront pour donner à la déclaration la portée qu'elle doit avoir. Les autres adhésions viendront la renforcer, et cette marche nous paraît mieux répondre à l'urgence du moment.

Vous voudrez bien nous informer par télégraphe aussitôt que les ordres de S. M. l'Empereur auront été remplis.

Recevez, etc.

Signé : GORTCHAKOFF.

N° 28. Le prince Gortchakoff aux ambassades et légations impériales de Russie à l'étranger.

(Circulaire.)

Saint-Pétersbourg, 10/22 octobre 1867.

Vous connaissez la marche suivie par le Cabinet impérial dans les affaires d'Orient.

Vous savez que dès l'année 1860, il a signalé à l'attention de la

Porte et des grandes puissances une situation qui, à son avis, acquiescerait chaque jour plus de gravité.

En effet, d'un côté les populations chrétiennes, voyant l'action collective des grandes puissances, devenue leur seule garantie, paralysée par le manque d'accord, perdaient peu à peu leur espoir d'une amélioration de leur sort et leur confiance dans l'appui de l'Europe.

D'un autre côté, leurs aspirations étaient surexcitées au plus haut degré par les doctrines qu'elles voyaient triompher ailleurs et par les faits accomplis dans les pays voisins.

Ce double courant qui agissait sur ces populations devait rendre leur position plus pénible et leur résignation plus difficile. Des explosions partielles et successives en Syrie, dans le Liban, en Serbie, en Bosnie, en Herzégovine, dans le Monténégro, et finalement en Candie, — étaient venues confirmer nos prévisions et attester l'imminence d'une crise qui s'aggravait en se généralisant.

Néanmoins nos avertissements sont restés infructueux.

Lorsqu'en dernier lieu le soulèvement de Candie révéla le progrès de cette situation, le Cabinet impérial réitéra ses efforts auprès du Gouvernement turc et des grandes puissances.

Il adressa aux Cabinets l'invitation de s'unir à lui pour exhorter la Porte à ne pas laisser grandir cette insurrection qui pouvait avoir son contre-coup dans tout l'Orient chrétien et devenir la première étincelle d'un embrasement général.

En allant au-devant d'une explosion par de sages concessions aux griefs des Candiotes, par une satisfaction équitable aux demandes des Serbes, et enfin par des réformes sérieuses qui assurassent aux sujets chrétiens du Sultan des conditions d'existence tolérables, il était permis d'espérer un apaisement des esprits qui réserverait au temps, au progrès des idées et au développement des intérêts, la solution pacifique des difficultés sociales et politiques de la question d'Orient.

Malgré nos instances, l'accord des Cabinets est resté incomplet, leur langage n'a pas produit sur le Gouvernement turc l'impression désirée. Il a poursuivi les rigueurs d'une répression qui n'a fait que rendre la lutte plus ardente, les passions plus vives, les transactions plus difficiles, et ses essais partiels de conciliation, arrivant à la dernière heure, ont perdu leur opportunité et leur efficacité. Dans ces conjonctures le Cabinet impérial ne s'est point écarté de la voie qu'il avait adoptée dès l'origine. Elle lui était tracée par les vues qui président à la politique de notre auguste Maître, par les traditions de la Russie, ses intérêts de puissance limitrophe et de grande puissance européenne, solidaire du repos de l'Occident et du maintien de la paix générale.

A son avis, s'il y avait encore une chance de prévenir les complications imminentes par des conseils adressés au Gouvernement turc, cette tâche appartenait exclusivement à l'Europe, interposant entre les partis aux prises son autorité collective et leur parlant avec fermeté un langage unanime.

Si cette chance était perdue et la crise inévitable, le devoir et l'intérêt de tous étaient de la circonscrire en écartant toute intervention, et d'empêcher par là qu'elle ne compromît la paix générale.

C'est ce que le Cabinet impérial proposa, sous la date du 16 novembre 1866.

Quelques-unes d'entre les grandes puissances ayant adhéré à ses vues, la première partie de ce programme a été remplie.

Le résultat en est connu. Les démarches pressantes et réitérées du Cabinet impérial et des Gouvernements qui s'y sont associés, ont échoué devant les résolutions de la Porte. Les efforts personnels de persuasion tentés par notre auguste Maître lors de la mission de Fuad-Pacha à Livadia n'ont pas eu plus de succès.

Dès lors, le Cabinet impérial a jugé qu'il ne restait plus qu'à s'acquitter de la seconde partie de la tâche réservée aux puissances.

C'est le but de la déclaration qu'il a proposée et qui, avec quelques nuances de rédaction suggérées par le Cabinet des Tuileries et agréées par les Cabinets de Berlin et de Florence, vient d'être remise à la Porte par leurs représentants à Constantinople.

En vous en transmettant ci-près le texte, je crois nécessaire de préciser le sens que nous y attachons.

Notre auguste Maître tient à dégager sa responsabilité d'une situation dont Sa Majesté Impériale prévoit les périls et qu'elle a tout fait pour conjurer.

Elle tient à empêcher que les rivalités politiques n'ajoutent aux complications déjà si graves de la question d'Orient celle que renferme la situation présente de l'Europe.

C'est dans cette intention que Sa Majesté Impériale a posé le principe de non-intervention, qu'elle est prête à observer tant qu'il sera respecté par les autres puissances.

Toutefois ce principe ne saurait impliquer l'indifférence. C'est pourquoi, pas plus que les Cabinets qui se sont joints à nous, nous ne saurions renoncer à la mission généreuse que leur conscience peut imposer aux grandes puissances dans les occasions où l'humanité leur en ferait une loi.

C'est pourquoi aussi, — en écartant toute action isolée qui aggraverait les complications actuelles de l'Orient, — le Cabinet impérial sera toujours prêt à concourir à un concert européen ayant pour but de les résoudre. Il a la ferme conviction qu'un tel concert ne pourrait

avoir pour objet qu'une œuvre d'équité, digne de puissances chrétiennes, conforme aux intérêts généraux de la paix et de la civilisation, devant lesquels doivent s'effacer toute rivalité politique et toutes vues exclusives.

C'est dans ce sens que vous voudrez bien vous exprimer vis-à-vis du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

Recevez, etc.

Signé : GORTCHAKOFF.

DÉCLARATION.

Dès le début des regrettables événements survenus dans l'île de Crète, les grandes puissances se sont émues d'un état de choses qui, non-seulement blessait leurs sentiments d'humanité, mais dont le contre-coup parmi les populations chrétiennes de la Turquie pouvait mettre en danger le repos de l'Orient et les intérêts de la paix générale.

Plusieurs d'entre elles se sont concertées pour recommander à la Porte d'arrêter l'effusion du sang et de rechercher en commun avec elles une solution à ce déplorable conflit par une loyale enquête sur les griefs et les vœux des Candiotes.

En attendant elles ont insisté pour soustraire aux calamités de la guerre les familles des insurgés.

Le Gouvernement ottoman n'a pas mis d'obstacles matériels à cette œuvre d'humanité, mais il a opposé aux conseils, aux exhortations, aux demandes pressantes et réitérées des Cabinets une force d'inertie que rien n'a pu ébranler.

L'acte d'amnistie par lequel il a offert de suspendre les hostilités ne présente aucune des garanties qui pourraient rendre cette mesure véritablement sérieuse, et son refus définitif de faire une enquête collective ne laisse entrevoir aucune solution des questions pendantes, ni aucun remède aux abus qui ont provoqué le soulèvement des Candiotes, agité l'Orient chrétien, et fixé la sollicitude des grandes puissances européennes.

Malgré leurs pressantes instances, aucune réforme organique n'a été appliquée jusqu'ici pour satisfaire aux vœux des autres populations chrétiennes de l'Empire ottoman, pour lesquelles le spectacle de cette lutte acharnée est une cause permanente d'excitation.

Dans ces conjonctures les puissances qui ont offert leurs conseils à la Porte ont la conscience d'avoir accompli ce que leur dictaient leurs sentiments d'humanité et leur sympathie, non pas seulement pour les intérêts généraux des races chrétiennes, mais encore pour l'avenir

de la Turquie elle-même, car il est indissolublement lié au bien-être et à la tranquillité des populations placées sous le sceptre du Sultan.

Les Cabinets appréhendent que la prolongation de ce sanglant conflit et la résistance obstinée de la Porte à d'amicales exhortations ne dissipent chez ces populations, au moment même où elles s'y rattachaient le plus fortement, l'espoir d'une amélioration véritable de leur sort, précipitant ainsi en Orient la crise qu'ils ont à cœur d'éviter.

Ils croient avoir épuisé les efforts de la conciliation et les conseils de la prévoyance.

Dès lors, sans renoncer à la mission généreuse que leur conscience leur impose, il ne leur reste plus qu'à dégager leur responsabilité, en abandonnant la Porte aux conséquences possibles de ses actes.

Dans la voie qu'il a choisie et dans laquelle il persévère, le Gouvernement ottoman ne pouvait certainement pas compter sur une assistance matérielle de la part des puissances chrétiennes.

Mais les Cabinets, après avoir vainement tenté de l'éclairer, croient de leur devoir de lui déclarer que désormais il réclamerait en vain leur appui moral au milieu des embarras qu'aurait préparés à la Turquie son peu de déférence pour leurs conseils.

TROISIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

AUTRICHE.

Patente impériale du 2 janvier 1867, valable pour les Diètes de la Bohême, la Gallicie et la Lodomérie avec Cracovie, l'Autriche au-dessous et au-dessus de l'Enns, Salzbourg, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, la Bukowine, la Moravie, la Silésie, le Tyrol, le Vorarlberg, l'Istrie, Görz et Gradiska, et Trieste avec son territoire.

Nous, François-Joseph I^{er}, par la grâce de Dieu, empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, et Gallicie, de Lodomérie et d'Illyrie, roi de Jérusalem, archiduc d'Autriche, etc., faisons savoir et ordonnons :

En vertu de la patente du 20 septembre 1865, notre Gouvernement, entré en délibérations avec les représentants des pays de notre couronne hongroise, à l'effet de concilier des prétentions contradictoires concernant les institutions constitutionnelles de l'Empire ;

En raison de l'état de ces délibérations, et désirant amener dans le plus bref délai possible une solution radicale et équitable pour tous de cette tâche si importante, nous avons pris la résolution d'y faire coopérer les représentants de nos autres royaumes et pays.

Quelque disposé que nous soyons à prendre en considération les opinions diverses des pays particuliers de l'Empire sur le droit public, nous croyons que notre premier et notre plus sacré devoir consiste à avoir constamment en vue, comme but et limite de nos efforts, la

consolidation de la monarchie et la satisfaction de ses intérêts généraux.

Les circonstances et la situation de l'Empire exigent impérieusement que les négociations sur la question constitutionnelle aboutissent dans le plus bref délai possible, et que, par suite, les vues diverses en matière de droit et les demandes des royaumes et pays n'appartenant pas à la couronne de saint Étienne, puissent se manifester et se concilier dans une assemblée commune, sans s'écarter du point de vue de la consolidation de la monarchie qui doit servir de règle invariable.

La maintien rigide d'un principe de forme qui dominerait exclusivement le mode de procéder dans l'accomplissement de l'œuvre de conciliation, entraverait la solution de la tâche, serait un grave péril pour le principe constitutionnel, que nous voulons voir complètement sauvegardé et assuré pour l'avenir, et opposerait des obstacles considérables au règlement définitif des rapports politiques intérieurs, en sorte que, au lieu d'être conjurés, les dangers que court l'ensemble de la monarchie n'en seraient qu'augmentés.

Croyant, en conséquence, devoir convoquer en Reichsrath extraordinaire les représentants des royaumes et pays mentionnés et étendre aussi cette convocation à notre Chambre des seigneurs, nous voulons allier le respect des droits acquis par les représentants de ces pays, en raison de l'activité qu'ils ont déployée pendant plusieurs années, en vertu des dispositions du statut pour le Reichsrath du 26 février 1861¹, avec la reconnaissance du droit que notre diplôme du 20 octobre 1860² confère aux Diètes, relativement aux questions d'un intérêt commun en les autorisant à élire leurs représentants.

C'est notre volonté que le nombre des délégués à élire dans chaque pays soit conforme à celui que la loi fixe pour la représentation de l'Empire, et qu'on s'abstienne de donner des instructions aux délégués. L'impérieuse nécessité de favoriser l'œuvre de conciliation commande d'écarter tout obstacle.

Pour ce qui concerne la publicité des séances et les rapports entre les deux Chambres, dont nous nous réservons de nommer les présidents et vice-présidents, ainsi que l'autorisation pour nos ministres et nos chefs de dicastères de prendre part aux délibérations, on s'en tiendra aux dispositions des lois du 26 février et du 31 juillet 1861.

Comme la période électorale de six ans pour les Diètes expire prochainement, et que nous voulons, à propos de l'accomplissement

1. Voir *Archives*, 1861, tome I, page 19.

2. Voir *Archives*, 1861, tome I, page 43.

d'une si importante tâche, que nos peuples puissent exercer de nouveau leur droit électoral, nous croyons devoir autoriser une nouvelle élection des membres des Diètes.

Comptant, en conséquence, sur les sentiments patriotiques de nos peuples, et dans l'espoir que, en raison de la haute gravité de la situation, les intérêts individuels se subordonneront volontiers au grand et unique but consistant à assurer les conditions d'existence de l'ensemble de l'Empire, nous ordonnons ce qui suit, après avoir entendu notre conseil des Ministres :

Art. 1^{er}. Les Diètes de la Bohême, de la Dalmatie, de la Gallicie et de la Lodomérie avec Cracovie, de l'Autriche, au-dessous et au-dessus de l'Enns, de Salzbourg, de la Styrie, de la Carinthie, de la Carniole, de la Bukowine, de la Moravie, de la Silésie, du Tyrol, du Vorarlberg, de l'Istrie, de Gorz et de Gradiska sont dissoutes.

Art. 2. Il sera procédé immédiatement à de nouvelles élections pour ces Diètes.

Art. 3. Les Diètes formées en vertu des élections accomplies, ainsi que le conseil municipal de Trieste, sont convoquées dans leurs lieux de réunion légaux pour le 11 février de l'année courante.

Art. 4. La communication de la présente patente impériale et l'élection des députés pour le Reichsrath extraordinaire formeront les seuls objets de propositions du Gouvernement et des travaux des Diètes et du conseil municipal de Trieste.

Art. 5. Le Reichsrath extraordinaire est convoqué pour le 25 février de l'année courante, à Vienne, notre capitale et résidence.

Art. 6. La discussion de la question constitutionnelle formera le seul objet des travaux du Reichsrath extraordinaire.

Fait à Vienne, notre capitale et résidence, le 2 janvier 1867, dans le dix-neuvième année de notre règne.

Signé : FRANÇOIS-JOSEPH, *m. p.*

Signé : BEUST, *m. p.*, BELCREDI, *m. p.*, LARISCH,
m. p., KOMERS, *m. p.*, WULLERSTORF,
m. p., JOHN, *m. p.*, lieutenant feld-ma-
réchal.

Par ordre souverain : BERNARD, chevalier de MEYER, *m. p.*

PORTUGAL.

Discours du Roi à l'ouverture des Chambres, le 2 janvier 1867.

Dignes Pairs du Royaume et Messieurs les Députés
de la nation portugaise.

Je viens inaugurer la nouvelle période de nos travaux parlementaires. C'est toujours avec un plaisir vivement senti que je me trouve au milieu de vous, accomplissant les préceptes des institutions qui régissent heureusement le pays: A ces institutions, la nation est redevable de la prospérité qu'engendre l'alliance naturelle des principes du progrès, de la liberté et de l'ordre chez les peuples qui savent les adopter avec fermeté et les généraliser avec noblesse.

Comme représentants du pays, vous êtes appelés à veiller au maintien, à la mise en pratique de la constitution, et à prendre, en votre qualité de grands pouvoirs de l'État, la part qui vous incombe dans l'organisation des lois.

Occupez-vous de remplir cette difficile et importante mission en examinant les actes de mon Gouvernement et en établissant les réformes et les améliorations que le bien public demande avec urgence.

La guerre, qui paraissait imminente à la fin de la dernière législature, à éclaté peu après entre la Prusse unie à l'Italie d'un côté, et l'Autriche avec divers États allemands de l'autre. Le Portugal a gardé la stricte neutralité que conseillaient les intérêts nationaux, conservant pendant la guerre avec toutes les puissances, comme aujourd'hui depuis que la paix est faite, les relations de bonne et inaltérable amitié.

Il y a quelques jours seulement, j'avais l'honneur de recevoir dans cette capitale la visite de S. M. la Reine d'Espagne, accompagnée de S. M. le Roi, son auguste époux, de S. A. R. le Prince des Asturies et de S. A. l'Infante dona Isabelle. La présence de ces augustes hôtes a été grandement agréable à mon cœur.

Dans les témoignages réciproques échangés à l'occasion de ce heureux événement, je suis heureux de voir la preuve de l'estime cordiale existant entre les deux couronnes, et des tendances qui, tout en rapprochant deux peuples frères par les origines historiques comme par la gloire de leurs traditions, respectent les nationalités consolidées par les siècles et favorisent le développement des amples ressources dont la nature s'est plu à doter la péninsule. Mon Ministre

des affaires étrangères vous rendra compte du règlement de deux affaires intéressantes longtemps pendantes entre le Portugal et le Saint-Siège. Je veux parler de la prorogation de la juridiction extraordinaire conférée à l'archevêque de Goa, en vertu du concordat sur les droits de mon patronage royal en Orient, et de la question relative à la mission envoyée récemment au Congo. Le résultat satisfaisant des négociations relatives à ces affaires me donne lieu d'espérer que, restant dans le même esprit conciliateur, on trouvera les moyens de résoudre d'autres difficultés en rétablissant l'exercice définitif du patronage dans les régions de l'Asie et de l'Afrique qui en dépendent.

Un Traité important de commerce et de navigation a été conclu entre mon Gouvernement et celui de S. M. l'Empereur des Français¹. Ce Traité inaugure la politique commerciale qu'il nous convient de suivre, dans le sens d'une prudente liberté progressive, afin d'ouvrir des marchés plus étendus à nos produits, en même temps que l'importation sera rendue plus facile au commerce étranger.

J'ai l'espérance qu'en outre de ce traité, il sera possible de vous en soumettre d'autres de nature identique pendant la présente législature. Des conventions avec la France, relativement aux attributions et prérogatives des consuls, et avec la France et la Belgique pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique, seront également présentées à l'examen parlementaire.

Les Traités de frontière et de transit entre le Portugal et l'Espagne ont été ratifiés, de même que les annexes au premier dans lesquelles sont établis des règlements convenables pour l'exécution de quelques-unes de ses prescriptions. On a ratifié également d'autres Traités approuvés pendant la période législative antérieure.

On vous présentera, en temps opportun, les projets nécessaires pour l'amélioration de diverses branches du service extérieur et le résumé des actes les plus importants concernant les relations internationales.

Les relations intérieures, la sécurité et la paix publique se sont maintenues sans altération aucune ; c'est la conséquence de la foi des peuples dans les avantages résultant de la tranquillité générale et de l'influence qu'exerce chaque jour davantage l'esprit public sur le progrès et la vie de la nation.

L'administration civile et l'instruction publique chez les peuples libres sont susceptibles de modifications dans leurs diverses branches ; mais il faut qu'au système qui doit y dominer, lequel n'est autre que l'esprit de liberté, s'unissent et se relient la coopération

1. Voir *Archives*, 1867, tome IV, p. 1335.

directe de la nation pour se développer et s'administrer, et le culte de l'intelligence dans toutes ses aptitudes.

La réforme générale que mon Gouvernement vous proposera relativement à ces questions, et qui embrasse les différentes branches composant l'administration civile et l'instruction publique, est basée sur ces principes.

Les obstacles qui s'opposent à l'accomplissement immédiat de la loi du 6 juin 1864 n'existant plus, le résultat a répondu aux espérances du Gouvernement et aux intérêts que la loi avait pour but de favoriser.

La visite de tous les districts administratifs du royaume recommandée aux Gouverneurs civils ; l'inspection des écoles d'instruction primaire, la coopération spontanée de la nation pour répandre l'instruction dans le peuple et aider au développement de la bienfaisance publique, sont des faits importants que vous apprécierez en examinant les documents qui vous seront soumis.

Les difficultés d'exécution qui précèdent toujours une organisation nouvelle des services publics, surtout dans un département exigeant le concours d'un personnel nombreux, ont empêché l'installation définitive des conservateurs du registre hypothécaire ; néanmoins mon Gouvernement espère que, dans un délai rapproché, le pays jouira des bénéfices de la loi du 1^{er} juillet 1863. Le Ministère compétent soumettra à votre examen le projet de code pénal, la réforme du système pénitentiaire, l'organisation du Ministère public, la dotation du culte et du clergé, ainsi que d'autres affaires d'un égal intérêt public.

Usant des pouvoirs conférés par la loi du 27 juillet 1855 et celle du 19 juin 1866, le Gouvernement a appelé sous les drapeaux la réserve de l'armée et ouvert des crédits extraordinaires aux Ministères des finances pour l'achat d'armes, d'équipements et de matériel de guerre pour une somme de 600 millions de reis. Le 21 novembre dernier, la réserve a été licenciée de nouveau. Mon Gouvernement vous rendra compte de la manière dont il s'est servi desdites autorisations, et vous aurez l'opportunité d'apprécier la raison de ses déterminations.

J'appelle aussi votre attention sur l'organisation de l'armée, qui nécessite une réforme. Préparer les éléments de sa composition plus parfaite, rendre possible le développement de sa force, concilier ces améliorations avec la plus rigoureuse économie et les intérêts généraux du pays, ce sera l'objet de projets spéciaux que vous présentera le Ministre de ce département.

Le code pénal militaire, le code disciplinaire, les lois relatives aux procédures et à la compétence seront également l'objet d'autres pro-

jets que vous prendrez en considération, ainsi que le méritent des questions d'une si haute importance.

La situation du Trésor public exige la plus sérieuse attention et se recommande à votre sollicitude. Mon Ministre des finances vous soumettra les budgets généraux de recettes et de dépenses, de même que d'autres projets ayant pour but d'accroître le crédit public, de continuer les améliorations morales et matérielles du pays, et enfin de faire face à tous les besoins du trésor. J'espère que vous examinerez ces graves questions avec votre patriotisme éclairé, et j'ai pleine confiance dans le concours intelligent du Corps législatif pour mener à bonne fin les réformes que réclame cette branche importante de l'administration de l'État.

Des mesures ont été décrétées relativement aux colonies, en vertu des pouvoirs accordés au Gouvernement par l'acte additionnel à la charte. Vous aurez l'occasion de porter sur elles votre jugement éclairé.

La question du travail libre dans les possessions portugaises d'Afrique occupe la sollicitude de mon Gouvernement.

Le développement moral, commercial et économique dans ces régions s'y rattache intimement. J'espère que nous trouverons là une des sources les plus fécondes de la richesse publique.

Mon Gouvernement vous présentera les mesures propres à améliorer la situation des colonies et de la marine.

Étendre rapidement le réseau des chemins de fer, suivant un plan général qui facilite, sur tous les points, la locomotion ordinaire dans des conditions convenables; poursuivre les ouvrages commencés afin de compléter l'ensemble des voies ferrées dans le Royaume; formuler comme loi les principes généraux sur la constitution des sociétés anonymes et des banques; développer le crédit dans les localités, en créant une représentation facile pour toutes les valeurs, au moyen d'institutions convenables qui complètent la pensée économique de la loi du 22 juin 1866; organiser le système des caisses économiques et des établissements de crédit populaire; donner à l'industrie rurale l'impulsion dépendant de l'administration; créer des ressources pour le dessèchement de marais; rendre à l'agriculture de riches terrains aujourd'hui inutiles: tel est l'ensemble de travaux que vous présentera le Ministère des travaux publics.

Dans la situation politique de la nation chez qui la tranquillité intérieure n'a pas été altérée, et où les libertés publiques constituent la base du Gouvernement, le perfectionnement de l'administration et le sage emploi des ressources nationales sont le problème qui excite le plus l'intérêt du pays.

Je recommande ce point à votre dévouement au bien de la patrie.

L'initiative éclairée du Gouvernement, l'énergie et la grandeur de son mandat, le concours efficace des représentants du pays, sont les conditions qui peuvent assurer l'heureuse réalisation de la mission suprême qui incombe aux États, à l'époque de mouvement et de progrès que nous traversons.

La législation est ouverte.

AUGUSTENBOURG.

**Manifeste du prince Frédéric d'Augustenbourg aux habitants
du Schleswig-Holstein, donné à Bade le 2 janvier 1867.**

Schleswigo-Holsteinois ! durant une période grave et pleine de reverses, nous avons visé, en commun, à un but élevé.

Il s'agissait de remplir un devoir national, de délivrer les duchés de la domination étrangère et de sauver les frontières de l'Allemagne, établies par nos ancêtres. Louange soit à Dieu qui a béni nos efforts. Bien que nous fussions empêchés de combattre une seconde fois avec les armes pour notre liberté, il n'en est pas moins constant que c'est notre première et glorieuse guerre d'affranchissement, votre ferme résistance pendant de longues et tristes années, enfin mon propre droit, qui ont frayé la voie aux armes de l'Autriche et de la Prusse et qui ont fait triompher à la fin notre vieille devise : Affranchissement du Danemark.

Nous pouvions remplir notre devoir national en nous élevant en faveur du droit des duchés à leur indépendance. Vous savez que ce n'est pas l'ambition personnelle, mais uniquement la conscience de mon devoir qui a guidé mes actes. Le développement libéral du pays était assuré par une constitution à laquelle se rattachaient des souvenirs chers pour nous. Vous étiez d'accord avec moi sur ce point que le Schleswig-Holstein eût à satisfaire à toutes les exigences voulues par l'union fédérative de l'Allemagne. Et même, lorsqu'il s'agissait de placer le Schleswig-Holstein dans une position toute spéciale vis-à-vis de la Prusse, comme première puissance de l'Allemagne du Nord, j'ai, pendant le premier mois de la guerre contre le Danemark, de mon propre mouvement et sûr de votre assentiment, fait au Roi de Prusse des propositions qui ont amené alors une entente complète entre le Roi et moi.

Une lutte sanglante a détruit la Constitution de l'Allemagne, et,

bien que nous ne fussions pas sous les armes, quoique l'indépendance intérieure du Schleswig-Holstein soit compatible avec les formes nouvelles que l'on cherche à créer pour l'Allemagne du Nord, elle a brisé notre droit national.

Je ne saurais prêter la main à l'iniquité qui accable les duchés. Je protesterais donc en faveur de mes droits et de mon pays. Et si le Nord-Schleswig est le prix promis à l'étranger pour pouvoir nous traiter avec iniquité, moi, du moins, je veux élever la voix pour le droit que possèdent les Schleswigéois du Nord de rester unis au Schleswig-Holstein, ainsi que pour le droit de l'Allemagne sur le Schleswig-Holstein.

Mais je suis impuissant, en ce moment, à défendre efficacement le droit des duchés ou à vous protéger contre les dangers dont on menace toute intervention active en faveur de ce droit. Je ne dois donc pas charger les consciences et je vous rends, par les présentes, tous les engagements que vous avez contractés envers ma personne individuellement ou en corporations, par serments, promesses ou protestations d'hommage.

Par conséquent, je ne puis davantage vous inviter à agir d'une façon déterminée, et il n'en est pas besoin. Dans de longues luttes, vous avez toujours soutenu l'honneur du pays. Les devoirs envers l'Allemagne et le Schleswig-Holstein guideront aussi, à l'avenir, tous vos actes.

Schleswig-Holsteinois ! quel que soit l'avenir, nous pouvons envisager le passé avec la conviction d'avoir soutenu une lutte juste. En dépit de toutes les tentations, vous avez conservé pure l'antique réputation de la fidélité holsteinoise. Votre fidélité et votre amour m'ont rendu faciles les épreuves de ces années. Le temps et ses revers ne sauraient relâcher les liens de l'attachement et de la confiance qui existent entre nous. A tout jamais je resterai rattaché, avec toutes les fibres de mon cœur, au bonheur et à l'adversité du Schleswig-Holstein.

Que Dieu vous garde ! que Dieu bénisse notre chère patrie !

Baden, le 2 janvier 1867.

Signé : FRÉDÉRIC,
Duc de Schleswig-Holstein.

AUTRICHE.

**Rescrit relatif à la prorogation de la Diète de Croatie,
en date de Vienne le 4 janvier 1867.**

Amés et féaux, etc.

Sur notre invitation, vous avez, dans votre très-humble adresse du 19 décembre dernier, exposé vos vues sur les affaires communes et le traitement commun de ces affaires.

Nous soumettrons ces vues, ainsi que les vœux et demandes formulés dans l'adresse, à un examen approfondi; mais nous devons ajourner notre décision à ce sujet jusqu'au moment où nous connaîtrons le résultat des négociations avec la Hongrie et l'avis tout aussi important de nos autres royaumes et pays.

Pour cette raison, nous croyons devoir proroger pour un temps indéterminé la Diète des royaumes de Croatie et d'Esclavonie. Nous vous conservons d'ailleurs notre faveur royale.

Fait à Vienne, notre capitale et résidence, le 4 janvier 1867, dans la 19^e année de notre règne.

Signé : FRANÇOIS-JOSEPH, m. p.

Contre-signé : ÉMILE baron de BUSSEVICH, m. p.

Par ordre souverain : D^r ÉDOUARD JELLACHICH, m. p.

BAVIÈRE.**Patente royale pour la transmission définitive des territoires
bavarois cédés à la Prusse par le Traité du 22 août 1866, en
date de Munich le 5 janvier 1867.**

Louis II, etc.

En exécution du Traité de paix signé par nous avec le Roi de Prusse, le 22 août 1866¹, lequel Traité a été publié au n^o 5 du Bulletin des lois de notre royaume, le bailliage de Gersfeld, un cercle comprenant Orb et une certaine étendue du territoire délimité con-

1. Voir *Archives*, 1866, tome IV, page 190.

formément au Traité, et l'enclave située hors de notre territoire, pas sent au Roi de Prusse.

Et au moment où ces territoires possédés jusqu'ici par nous et notre maison, vont être authentiquement et immédiatement transmis par notre Plénipotentiaire, le directeur de régence, M. W. Hørmann de Hørbach, afin d'accomplir les obligations résultant du Traité, nous déliions tous les habitants des territoires concédés, des liens qui les unissaient à nous et à notre Gouvernement en qualité de sujets et leur enjoignons de servir leur nouveau Souverain avec la même fidélité et la même soumission.

C'est avec douleur, mais forcé et contraint par la nécessité inéluctable, que nous avons consenti à détacher de nous ces sujets, jusqu'ici toujours si fidèles, et c'est sous l'impulsion de notre amour paternel qu'au moment de la séparation, nous leur exprimons notre royale reconnaissance pour la fidélité inébranlable qu'ils nous ont toujours gardée, et que nous les assurons en outre que nos vœux de bonheur les accompagneront toujours dans l'avenir.

En foi de quoi nous avons rédigé de notre main la présente patente et y avons fait apposer notre sceau royal.

Munich, 5 janvier 1867.

LOUIS.

(Suivent les signatures des Ministres d'État.)

ITALIE.

Adresse de la Chambre des députés en réponse au Discours du Trône¹, Florence, le 11 janvier 1867.

Sire,

Lorsque Votre Majesté montait sur le trône, l'Italie, après avoir fatigué l'adversité comme elle avait dompté la fortune, se cherchait en vain dans ses membres épars. Vous avez ranimé son espoir; vous l'avez mise en mesure de reprendre, par la fermeté et la sagesse, sa place dans l'estime du monde et dans l'amitié des peuples les plus généreux. C'est donc à bon droit, Sire, qu'il vous est échu de procla-

1. Voir *Archives*, 1867, tome I, page 129.

mer, après dix-sept années de règne, que la patrie est libre de toute domination étrangère.

Unie à une époque reculée par la main de ses dominateurs, elle se trouve aujourd'hui plus heureusement unie par l'accord spontané des âmes. Forte de la conscience de son droit, que ses enfants ont toujours fièrement confessé, même sous l'étreinte du despotisme, elle a été vaillamment soutenue par ses soldats, qui, sur terre comme sur mer, dans les rangs des volontaires aussi bien que dans ceux de l'armée, ont déployé un courage à l'épreuve de toute vicissitude; et le puissant appui de ses alliances est venu montrer que sa cause est celle de la civilisation même, qui dans le libre essor de chaque nationalité voit désormais pour toutes la garantie la plus sûre d'ordre et de paix.

La délivrance de Venise, rendue à l'Italie avec un noble entourage de provinces, a, elle aussi, une portée pacifique.

Tout en nous ouvrant l'entrée de ces remparts formidables qui, après avoir trop longtemps été un instrument d'oppression, vont maintenant couvrir notre indépendance, Venise nous apporte l'exemple de sa belle défense civique, l'héritage de ses grandes traditions, et, la main étendue vers l'Orient, elle nous montre l'ancienne route du commerce du monde, où le génie industriel de l'époque nous invite à marcher sur les traces de nos ancêtres, que le temps n'a pas encore effacées.

Nous allons inaugurer cette ère de relations et d'accords pacifiques par la discussion du Traité avec l'Empire d'Autriche que le Gouvernement de Votre Majesté vient de nous présenter, et nous souhaitons que les négociations ultérieures avec cette puissance aplanissent, conformément aux données de la nature et de l'histoire, les difficultés que crée aux deux États le tracé trop souvent anormal et factice des frontières qui les séparent.

Un problème plus élevé et plus complexe s'agit dans la Ville Éternelle. Évacuée au terme fixé par les troupes françaises, Rome voit encore fermenter dans son sein ce trouble, mélange des choses de la terre et du ciel, où l'ordre et la régularité ne se feront jour qu'après avoir été mûris par le temps. Nous attendrons cette maturité avec confiance, dévoués à la liberté de conscience et à la foi des Traités autant que fermes interprètes des aspirations nationales.

Désormais nous pourrons surtout prendre à tâche de ramener l'équilibre dans les finances, d'améliorer l'organisation intérieure et de développer la prospérité de l'État. Il nous tarde de perfectionner, d'après les expériences les plus récentes, nos institutions militaires et nos armes, afin que le pays y trouve toujours un sûr appui, tout en rendant au travail les bras qui seraient à la charge de l'État sans être

réclamés par sa défense. En donnant pour but à nos efforts de distribuer de la manière la plus équitable le fardeau des contributions, de favoriser, autant qu'il est au pouvoir de lois sages, l'essor de la production, et de relever du même coup le crédit public, nous n'hésiterons pas à écarter d'une main vigoureuse ces rouages superflus qui, dans l'administration, comme ailleurs, multiplient les frottements au détriment des forces ; et, par la simplification du système, nous chercherons à activer les transactions sociales et à en accélérer le mouvement, au double profit des citoyens et du Trésor.

Toutes les mesures que, dans ces vues, le Gouvernement de Votre Majesté voudra bien nous soumettre seront, de notre part, l'objet d'études aussi consciencieuses et aussi assidues que le désir du progrès est vif et profond dans nos cœurs.

Sire, la nation italienne ne faillira pas à l'attente qu'elle a suscitée dans le monde pendant les jours orageux de ses épreuves. Dévoués à notre nouvelle tâche, stimulés, à juste titre, par les vifs souhaits du pays, encouragés par votre royale parole, nous reprenons nos travaux avec la ferme volonté de faire tout ce qui dépend de nous pour que ces biens suprêmes que nous avons si ardemment appelés, la liberté et l'indépendance, puissent éveiller au sein du pays, ainsi qu'il est dans leur bienfaisante nature, toutes les puissances de l'esprit et de la volonté, y développer tous les germes de la richesse privée et publique, et en assurer les fruits, afin que l'Italie, responsable aujourd'hui de ses œuvres, autant qu'elle est maîtresse de ses destinées, apporte encore une fois un contingent digne d'elle au courant de la civilisation.

PRUSSE.

Proclamation du Roi aux habitants des duchés de Schleswig et de Holstein, au sujet de leur incorporation dans la monarchie prussienne, en date de Berlin le 12 janvier 1867¹.

Par la patente que j'ai signée aujourd'hui, je vous réunis, habitants des duchés de Holstein et de Slesvig, avec mes sujets, vos voisins et vos frères allemands.

Dégagés désormais par le sort de la guerre, par des traités internationaux et par la rénovation de la patrie commune allemande, des liens que depuis longtemps vous ne supportiez qu'avec répugnance, vous entrez maintenant dans un grand État, dont la population vous

1. Voir *Archives*, 1868, tome I^{er}, page 5.

est alliée par la communauté d'origine et de mœurs et vous est unie par la communauté des intérêts.

Si beaucoup d'entre vous ne se sont pas détachés sans hésitation d'autres relations, j'honore en cela la fermeté éprouvée de votre race, et la considère comme une garantie que vous et vos enfants vous appartiendrez aussi à moi et à ma maison avec fidélité. Vous reconnaîtrez la nécessité de ce qui s'est fait ; car, si on ne veut pas que les faits de la lutte pénible et des victoires sanglantes soient perdus pour l'Allemagne, le devoir de la conservation de nous-mêmes, aussi bien que celui du développement des intérêts nationaux, nous commande d'unir d'une manière ferme et durable les duchés avec la Prusse ; et comme l'a déjà dit mon père qui repose en Dieu, l'Allemagne seule a gagné ce que la Prusse a acquis.

Vous apprécierez ces choses sérieusement, et ainsi, plein de confiance en votre sens allemand et honnête, je compte que vous me promettez votre fidélité aussi sincèrement que je vous reçois dans mon peuple. A votre industrie, et à votre agriculture, à votre commerce et à votre navigation s'ouvrent, par la réunion à mes États, des sources plus fécondes. Ma sollicitude ira efficacement au-devant de votre travail.

Une répartition égale des charges de l'État, une administration énergique et bien ordonnée, des lois mûrement examinées, une administration de la justice équitable et ponctuelle, bref toutes les garanties qui font de la Prusse ce qu'elle est, ce qu'elle s'est montrée dans de dures épreuves, seront désormais des biens dont vous jouirez en commun.

Votre jeunesse capable de porter les armes s'unira fidèlement à ses frères de nos autres États pour la protection de la patrie, et l'armée et la marine prussiennes recevront avec plaisir les braves Slesvig-Holsteinois, de bons marins auxquels une nouvelle page est ouverte désormais dans les annales de la gloire allemande.

Les serviteurs de l'Église seront, à l'avenir, aussi les gardiens de la foi paternelle.

A vos établissements d'instruction, qui depuis tant d'années ont cultivé l'art et la science allemande, je vouerai mon attention particulière, et quand le trône prussien sera reconnu et apprécié, d'autant plus qu'il s'écoulera plus de temps, comme l'abri de la liberté et de l'indépendance de la patrie allemande, alors votre nom sera marqué parmi ceux des meilleurs de ses fils. Alors vous bénirez le moment qui vous a réunis avec une plus grande patrie.

Que Dieu le fasse !

Berlin, le 12 janvier 1867.

Signé : GUILLAUME.

Discours prononcé par le comte de Bismarck dans la séance du 15 janvier 1867 de la Chambre des Seigneurs, au sujet de la loi augmentant de 80 le nombre des députés de la seconde Chambre.

L'honorable préopinant¹ a cru devoir exprimer le regret que le Gouvernement se soit détaché d'un parti qui l'avait si longtemps et si fidèlement soutenu, pour se placer à la tête de ce qui était hier l'opposition. Messieurs, si l'honorable préopinant avait eu un instant seulement dans sa main les rênes du pouvoir, il confesserait qu'à un pareil poste la politique de parti est impossible. Un grand État ne se gouverne pas avec des programmes de parti; tous les programmes entrent en ligne de compte, et de leur résultante, on forme la ligne politique à suivre par le Gouvernement.

Admettons un instant que je ne suis pas Ministre. Je ne puis dire encore si je prendrais place sur les bancs de l'opposition ou sur ceux de la droite; mais ce que je sais bien, c'est que je n'aurais garde de condamner précipitamment un de mes coreligionnaires auquel j'aurais prêté, seize années durant, mon concours, si ce coreligionnaire politique, placé à la tête du pouvoir pendant les crises européennes et intérieures les plus difficiles, et n'ayant trouvé autour de lui que très-peu de personnes décidées à entreprendre une lutte terrible autant qu'aléatoire, si ce coreligionnaire, dis-je, se résolvait, après avoir mûrement réfléchi sur l'ensemble d'une situation nouvelle, à s'engager dans une autre voie.

Les choses ne vont point, chez nous, de telle sorte qu'un Gouvernement prussien puisse se dégager d'un parti; c'est le parti qui, dans telle ou telle circonstance, se détache du Gouvernement. Les voies d'un Gouvernement sont tracées d'avance, et si je voyais au pouvoir un membre de mon parti, un homme en qui j'aurais confiance, dont j'honorerais la clairvoyance et la loyauté, je subordonnerais, dans tel cas donné, mon opinion personnelle à la sienne. Je dirais : dans sa position, cet homme doit pouvoir mieux juger que moi-même de ce qui est possible et de ce qui est opportun.

Messieurs, j'ai regretté qu'il ne me fût pas permis d'assister hier à la discussion, et si je ne prends qu'aujourd'hui la parole, vous me permettrez de revenir sur les débats généraux et d'anticiper, en quelque façon, sur les débats de l'article 4. J'espère que M. le président ne trouvera point cela incompatible avec l'ordre du jour.

1. M. de Senft-Pilsach.

Ceux de MM. les Seigneurs qui rejettent le projet de loi tel qu'il leur vient de l'autre Chambre, ont, j'en suis convaincu, les deux buts suivants : ils veulent, d'abord, établir avec certitude le développement organique de la Chambre des Seigneurs, et, en second lieu, accorder au Gouvernement de plus franches coudées relativement à la mise en vigueur de la Constitution prussienne dans les nouvelles provinces. Ils désirent que le Gouvernement soit libre d'en appliquer tout ou partie, et quand bon lui semblera.

Examinons ces deux questions. Par l'ordonnance du mois d'octobre 1865, ordonnance difficile à émettre dans la situation générale des choses à cette époque, Sa Majesté a prouvé qu'elle était résolue à maintenir, honorer et développer la Chambre des Seigneurs comme un élément organique de notre Constitution. Le Gouvernement du Roi, — soyez-en convaincus, — est non-seulement reconnaissant à la Chambre de l'appui qu'il en a reçu dans des questions difficiles, mais défendra toujours contre toute attaque, et cela par conviction constitutionnelle, l'existence et le développement organique de la Chambre des Seigneurs. Il considère comme des myopes politiques, ces hommes d'État qui croient pouvoir combattre et déclarer illégal tel élément de la Constitution, sans mettre en question par cela même l'édifice constitutionnel tout entier.

L'aveu fait par le Gouvernement qu'il reconnaît l'importance de la Chambre des Seigneurs, sa nécessité, sa conformité avec la Constitution, son indestructibilité, et la protection de la parole royale sous laquelle elle est placée, comme toute autre institution constitutionnelle, cet aveu ne peut être pour vous ni nouveau ni inattendu dans ma bouche.

Mais si vous le tenez pour sincère, vous avez aussi la certitude que pour Sa Majesté toutes les catégories desquelles la Chambre des Seigneurs tire ses membres sont ouvertes dans les nouveaux Pays, aux termes de la Constitution. Je ne sache pas quel empêchement insurmontable se présenterait dans cette circonstance ; et, que le Roi se fût décidé par l'attitude et les conclusions unanimes des deux Chambres, je le considère comme inutile. J'accorde que les éléments d'opposition pourront gagner en consistance par les efforts en commun pour un but commun. Mais vous m'accorderez aussi qu'il n'est pas utile, tant que les circonstances ne sont pas réglées, d'obliger le Gouvernement à appeler des membres dont la conduite rejettera peut-être la Chambre des Seigneurs dans des résolutions regrettables.

Nous pouvons ne pas souhaiter, Messieurs, que des sujets de Sa Majesté le Roi mettent à profit leur position dans cette Chambre pour se faire les organes des partis anti-prussiens ; nous pouvons ne pas souhaiter que des membres de cette Chambre, qui sont mécon-

tents de la politique extérieure de Sa Majesté le Roi, lui refusent le serment de fidélité. Tout cela ne serait point en rapport avec la consolidation de nos lois organiques.

J'ai donc essayé de démontrer ou du moins d'exprimer ma conviction que Sa Majesté le Roi n'est pas tenu de faire venir les membres de toutes les catégories représentées ici de sujets des nouveaux pays. Il deviendra peut-être possible d'appeler des membres de chacune des catégories.

Voici une autre question : Vous rapprocherez-vous plus du but, qui est de donner des latitudes au Gouvernement, en empêchant de mener à bonne fin la loi, si vous la détruisez comme a fait l'autre Chambre ?

Où le Gouvernement est convaincu de la nécessité d'introduire la Constitution pour le 1^{er} octobre de cette année, alors il trouvera des moyens pour vaincre les difficultés qu'il rencontrera ; alors votre résolution est superflue et vous rendrez au Gouvernement plus pénible cette tâche déjà si difficile en soi ; ou le Gouvernement reculera devant ces difficultés et les considérera comme insurmontables, vous aurez alors réussi à jeter d'une certaine façon des bâtons dans les roues de la machine gouvernementale. Vous aurez créé entre les deux pouvoirs parlementaires un nouveau conflit que le Gouvernement se verra obligé de faire cesser, ou auquel les événements mettront fin.

Le Gouvernement, quand même il se rendrait à votre désir, pourrait dissoudre la Chambre des Députés si cela devenait nécessaire par suite des changements dans la Chambre des Seigneurs ; ainsi pourrait-il se présenter un nouveau conflit de plus longue durée et nous arriverions où nous ne voulons point arriver, à nous laisser surprendre par les événements. Les événements extérieurs ont contribué à faire cesser le précédent conflit, et résoudraient peut-être aussi le nouveau ; mais dans les circonstances critiques où nous sommes, je ne regarde comme prudent de la part d'aucun des corps parlementaires d'ouvrir et de faire naître de graves questions constitutionnelles. Personne ne peut prévoir dans quel sens tourneront les événements. Il est plus utile pour les deux institutions, de ne pas laisser se distendre les liens de la Constitution existante, de n'y laisser faire aucune brèche.

La deuxième question est celle-ci :

Rendez-vous réellement au Gouvernement un service contre sa volonté, en lui donnant un plus grand espace de temps et en empêchant l'introduction de la Constitution au 1^{er} octobre ?

J'avoue que ce délai est court et que chacun désire des améliorations dans son sens, à la Constitution. Que cela soit nécessaire,

personne ne l'a mieux reconnu que votre fondateur le Roi défunt Frédéric-Guillaume IV. Mais, Messieurs, nous n'avons pas d'autre constitution que celle-là; ne tombons pas dans les fautes de nos adversaires, d'ignorer les développements qui se sont produits jusqu'à aujourd'hui et d'agir, non d'après les données présentes, mais d'après des données désirables et hypothétiques.

Dans ce moment de crise allemande, de crise européenne peut-être, je ne tiens point pour utile de rendre par des tentatives en vue de modifier et réformer notre Constitution, la situation du Pays douteuse et incertaine

Plus tard peut-être en viendra le moment.

Une nation qui s'est définitivement constituée, qui a rempli les tâches de sa politique extérieure, peut aborder sans crainte le terrain des luttes constitutionnelles. Quant à nous, la lutte qui nous a occupés pendant près de cinq années, nous venons à peine d'y mettre un terme, moyennant des concessions blâmées par mon honorable ami, M. de Kleist. Eh bien! Messieurs, traversez d'abord quatre années d'une lutte pareille, avec la conscience de votre responsabilité pour l'ensemble de la situation, et placés entre des forces dont vous n'êtes le maître ni à l'extérieur, ni à l'intérieur, et vous conviendrez alors que le Gouvernement a bien fait d'aplanir le conflit, en tant qu'il le pouvait sans humilier la Couronne.

Ce que j'en dis tend uniquement à prouver qu'il n'est pas bien de provoquer de nouveau la lutte en ce moment, comme il est impolitique de prolonger au delà du strict nécessaire la situation incertaine des nouveaux pays. Le délai est court, d'ici au 1^{er} octobre, mais il suffira, nous l'espérons. J'en eusse préféré un plus court. Bonne ou mauvaise, la Constitution prussienne est encore le ciment le plus efficace que nous puissions donner à l'État agrandi. Rien n'est plus propre à fondre des éléments de nature divergente, que de les faire travailler en commun à un même but. Nos adversaires se dépouilleront de maints préjugés en opérant avec nous dans l'œuvre nationale. Laisser le couvercle de la caisse trop longtemps ouvert, si je puis me servir de cette métaphore, ne me paraît pas prudent par le temps qui court. Plus tôt nous en aurons fini avec les Pays annexés et avec la Fédération du Nord, plus nous serons cuirassés contre les intempéries politiques pouvant nous surprendre.

C'est pour ce motif que le Gouvernement accélère de tout son pouvoir la convocation du *Reichstag*. Dur labeur, pour un Gouvernement, que de passer, sans prendre haleine, d'une campagne parlementaire à l'autre. Et cependant, nous nous y sommes résolus, car, dans notre conviction, tout ajournement nous nuit. Il est périlleux surtout d'ajourner l'avènement d'une communauté constitutionnelle à laquelle

prendront part les nouveaux Pays. Voilà pourquoi nous nous sommes imposé la tâche de terminer, dans les huit mois qui nous restent encore, l'organisation devant précéder dans les nouvelles provinces la mise en vigueur de la Constitution prussienne. Si, contre son attente, le Gouvernement ne réussit pas, il convoquera de nouveau, avant le 1^{er} octobre, les deux Chambres de la Diète, pour leur proposer que la mise en vigueur de la Constitution soit ajournée, mais il espère n'être point obligé d'en venir là.

La loi (augmentation du nombre de députés), telle qu'elle vous vient de l'autre Chambre, ne répond pas au projet originaire du Gouvernement. Mais nous devons compter avec tous les éléments de l'action législative. Si le Gouvernement, au lieu d'accepter la loi sous cette forme, l'eût renvoyée modifiée à la seconde Chambre, un nouveau délai de vingt jours devenait nécessaire pour la seconde lecture. Nous n'aurions pu alors atteindre notre but dans le courant de cette session, à moins d'ajourner outre mesure la convocation du Parlement. Je vous prie donc d'adopter la loi, telle qu'elle vous arrive de l'autre Chambre. Je prie également l'honorable M. Senfft-Pilsach de ne conclure à aucun dissentiment entre moi et mes amis politiques; aujourd'hui, comme hier, je suis encore leur ami.

RUSSIE.

Note circulaire du prince Gortschakoff au sujet des rapports de la Russie avec la cour de Rome, en date de Saint-Petersbourg le 4/ 16 janvier 1867.

Monsieur,

Les actes de la Cour de Rome ayant mis Sa Majesté l'Empereur dans l'impossibilité de continuer les relations diplomatiques avec le Gouvernement pontifical, il en est résulté la nécessité d'abroger le concordat de 1847 qui réglait les rapports du Cabinet impérial avec le Saint-Siège.

L'oukase de Sa Majesté l'Empereur qui consacre cette décision vous est connu. Ce document se borne à constater l'abrogation du concordat. Il n'a pas été accompagné des considérations destinées à expliquer et motiver l'adoption de cette mesure.

Cette réserve dictée au Cabinet impérial par égard pour le Saint-Siège n'a pas été observée par le Gouvernement pontifical.

Il vient de livrer à la publicité un recueil de documents dont la pensée et la rédaction ont pour but de dégager le Saint-Siège de toute responsabilité, et de la faire retomber tout entière sur le Cabinet impérial. A cet effet, ce recueil expose la marche de ce regrettable conflit d'une manière partielle et inexacte.

La Cour de Rome nous affranchit, par là, des scrupules qui nous avaient retenus. Elle nous appelle sur le terrain de la discussion, et nous fait même un devoir de l'y suivre.

Les actes de notre auguste Maître ne redoutent point la lumière.

Vous trouverez ci-joint un exposé rigoureusement véridique des faits qui ont abouti à la rupture des rapports diplomatiques entre les deux Cours.

Vous êtes autorisé à donner à cette pièce la publicité qu'elle comporte.

Vous aurez soin en même temps de faire ressortir qu'en suivant la Cour de Rome dans cette pénible discussion, le Cabinet impérial n'est guidé par aucune pensée hostile à l'égard du Saint-Siège. Il n'a pas d'autre but que de rétablir la vérité.

Ses principes de tolérance religieuse et la constante sollicitude de l'Empereur pour tous les cultes professés dans ses États, n'en demeurent pas moins la règle invariable de sa conscience politique.

En tant qu'il dépendra de Sa Majesté impériale, ses sujets catholiques romains n'auront pas à souffrir de la cessation des rapports que notre auguste Maître s'était efforcé d'entretenir avec le Saint-Siège en vue de leurs intérêts religieux.

Recevez, etc.

GORTCHAKOFF.

Résumé historique des actes de la Cour de Rome qui ont amené la rupture des rapports entre le Saint-Siège et le Cabinet impérial et l'abrogation du concordat de 1847.

Le principe de tolérance religieuse est dans les traditions gouvernementales comme dans les mœurs de la Russie. L'exercice des cultes étrangers a été légalement admis dans l'Empire sous le règne de Pierre le Grand avec certaines mesures, plutôt défensives que restrictives, analogues à celles qui ont été adoptées par la plupart des États, même catholiques.

Ces mesures, faisant partie depuis lors des lois fondamentales de l'Empire, ne portaient aucune atteinte au principe de la plus large tolérance.

Elles avaient uniquement en vue de mettre l'Église dominante à

l'abri de la propagande et de garantir l'autorité souveraine contre les empiétements de la Cour de Rome, en interdisant aux sujets russes professant la religion catholique romaine des rapports directs avec un pontife qui est en même temps un souverain étranger.

Cette propagande et ces empiétements avaient pu se développer impunément dans les provinces de l'Empire qui, pendant près de deux siècles, ont été asservies à la république polonaise. Des centaines de milliers d'orthodoxes y furent convertis de gré ou de force au rite latin. Un plus grand nombre encore fut obligé, par des moyens dont l'histoire constate l'extrême violence, de reconnaître la suprématie des papes, en adhérant à cette combinaison, bien plus politique que religieuse, généralement connue sous le nom d'*Union*.

Lorsque ces provinces furent délivrées de la domination qui les opprimait et qu'elles redevinrent russes, la grande Souveraine qui accomplit cette glorieuse revendication, loin de chercher à exercer des représailles, témoigna de sa tolérance en instituant des diocèses catholiques romains appropriés aux exigences locales, en subvenant aux frais du culte, en créant des séminaires et en confiant l'administration supérieure des intérêts de l'Église romaine à un collège ecclésiastique, présidé par un prélat aussi vertueux qu'éclairé.

Mais en même temps l'impératrice Catherine s'exprimait avec une entière franchise vis-à-vis du pape Pie VI, dans les termes suivants :

« Si, à l'exemple de mes ancêtres, je veux tolérer dans mes vastes domaines tous les cultes sans exception, et dans ce nombre le culte romain, je ne consentirai jamais à ce que les croyants de ce rite dépendent en quoi que ce soit d'un pouvoir étranger quelconque. C'est pourquoi toutes les bulles et les brefs de la Cour de Rome ne peuvent être publiés en Russie qu'avec la sanction du Souverain. »

Les successeurs de l'impératrice Catherine ne se départirent pas des mêmes principes.

L'empereur Alexandre I^{er}, que le sort des armes avait rendu maître de la Pologne, agit à l'égard de l'Église romaine avec non moins de générosité et de confiance que vis-à-vis de la nation polonaise.

Le clergé latin conserva tous les privilèges, tous les biens-fonds, toute l'influence qu'il s'était appropriés. C'est à peine s'il fut mis un terme aux criants abus de la prépotence cléricale et du fanatisme religieux qui avaient contribué à la chute de la Pologne.

La participation du clergé latin au mouvement insurrectionnel de 1830, participation constatée et réprouvée par le Saint-Siège lui-même dans l'encyclique du 15 août 1832, témoigna de la nécessité d'assigner des limites à l'influence dont ce clergé faisait un si funeste abus.

L'empereur Nicolas se vit obligé en conséquence de restreindre les moyens d'action matérielle dont l'Église romaine disposait en Russie et en Pologne.

A cette fin une partie des biens-fonds considérables que le clergé latin avait accumulés furent sécularisés et affectés aux exigences réelles du culte ; quelques-uns des couvents catholiques romains, qui ne contenaient pas le nombre canonique de moines ou de religieuses, furent supprimés, enfin toute communication directe avec le Saint-Siège et toute propagande latine furent sévèrement interdites.

La Cour de Rome, qui avait reconnu l'existence du mal, crut devoir élever des obstacles à l'application des seuls moyens propres à y remédier efficacement.

Elle protesta contre quelques-unes de ces mesures. Elle refusa son concours ou son adhésion explicite aux autres.

L'empereur Nicolas étant venu en 1845 à Rome, Grégoire XVI exposa les prétendus griefs du Saint-Siège dans une notice remise à l'Empereur par Sa Sainteté elle-même.

Les conclusions de la note transmise deux jours après au Pape résumant les principes qui servaient de guide à l'empereur Nicolas et les intentions qui l'animaient par rapport à l'Église romaine.

« L'Empereur, y était-il dit, prie le Souverain Pontife d'être fermement persuadé que personne n'a plus à cœur que Sa Majesté de maintenir l'Église romaine sur un pied à la fois digne et respectable, en Russie comme en Pologne. Les vœux que l'Empereur adresse au Ciel embrassent, avec une sollicitude égale et sans distinction de culte, les intérêts spirituels de tous les peuples dont la divine Providence lui a confié les destinées. Tout ce qui *peut être fait* pour la réalisation des intentions du Saint-Père, sans heurter de front les lois organiques de l'Empire ou sans léser les droits et les canons de l'Église dominante, *sera fait*. La parole impériale le garantit à Sa Sainteté. Mais, ainsi qu'il a été observé plus haut, il y a des choses et des nécessités auxquelles il ne dépend pas de la volonté de l'Empereur de se soustraire. »

La parole impériale fut loyalement remplie par la conclusion du concordat de 1847, qui concédait à l'Église romaine tout ce qu'il était possible de concéder dans les limites indiquées.

Mais ce à quoi le Saint-Siège a prétendu de tout temps en Russie, c'est à la faculté de franchir ces limites.

« Il est de l'essence de la religion catholique d'être intolérante », écrivait en juin 1804 le cardinal secrétaire d'État Gonsalvi au cardinal Caprara ¹.

1. Mémoire du cardinal Gonsalvi. Correspondance avec le cardinal Caprara, à l'occasion du sacre de Napoléon I^{er}.

C'est surtout en Pologne et en Russie que la Cour de Rome est restée fidèle à ce principe.

En leur qualité de gardiens des lois de l'Empire et de protecteurs des droits de l'Église orthodoxe, les souverains de Russie ne pouvaient pas satisfaire à de pareilles exigences.

Telle est la cause principale des différends sans cesse renaissants entre la Cour impériale et celle de Rome, différends qui ont abouti, en suite d'actes dont l'initiative et la responsabilité appartiennent à Pie IX, à une cessation de tous rapports politiques et à l'abrogation du concordat de 1847.

C'est ce dont témoigne l'analyse succincte des rapports entre les deux Cours sous le règne actuel.

Les sentiments personnels de l'empereur Alexandre II et ses dispositions à l'égard de l'Église romaine sont fidèlement exposés dans la lettre suivante, adressée par ordre de Sa Majesté à son Ministre près le Saint-Siège, en date du 13 mai 1863 :

« Le principe de la liberté de conscience, y est-il dit, est profondément gravé dans les convictions de notre auguste Maître, toutefois comme un principe compris dans toute sa pureté et non dans le sens que la Cour de Rome y a attaché de tout temps, en réclamant pour la foi catholique une liberté sans limites au préjudice des autres cultes. Par son essence, l'Église orthodoxe n'est ni militante, ni propagandiste, mais elle a le droit de ne point être livrée sans défense aux envahissements d'une Église qui est l'un et l'autre. Nous ne cherchons ni ne chercherons à enlever ses ouailles à un autre troupeau, mais nous avons le droit et l'obligation de veiller à ce que les nôtres ne soient pas détournées de leur foi. En un mot, notre Église n'est pas oppressive. Il serait étrange de prétendre que dans un pays où l'immense majorité des habitants professe la foi orthodoxe, l'Église nationale soit placée dans une position d'infériorité. »

L'Ambassadeur extraordinaire envoyé par le Saint-Père en Russie pour assister aux fêtes du couronnement, eut lieu de s'assurer, par l'accueil dont Sa Majesté l'honora, du bon vouloir sincère dont elle était animée à l'égard du Saint-Siège.

Mgr Chigi avait été chargé en même temps de différentes réclamations auprès de la Cour impériale concernant l'application et l'interprétation de quelques clauses du concordat de 1847. Il eut lieu de s'assurer que, dès son avènement au trône, l'Empereur avait confié à un comité spécial composé de hauts fonctionnaires de l'Empire l'examen de ces réclamations avec l'ordre d'y satisfaire dans les limites légales.

Le rapport de ce comité a été communiqué à la Cour de Rome et celle-ci vient de le livrer à la publicité avec plusieurs autres documents dans un recueil récemment paru sous le titre « d'Exposition docu-

mentée des soins constants employés par le Souverain Pontife Pie IX, pour remédier aux maux que souffre l'Église catholique dans les domaines de la Russie et de la Pologne. »

Il appert de ce rapport que toutes les réclamations du Saint-Siège ont fait l'objet d'une étude consciencieuse et qu'il a été donné prompte et ample satisfaction à toutes celles qui étaient fondées en justice ou qui n'étaient pas inconciliables avec les lois organiques de l'Empire et les droits de l'Église dominante.

Sans se déclarer néanmoins satisfaite et tout en accueillant les importantes concessions de la Cour impériale par un redoublement d'exigences, le Saint-Siège observa jusqu'en 1859 une attitude relativement modérée.

Dans une lettre que Pie IX adressait le 31 janvier 1859 à l'empereur Alexandre, le Saint-Père rendait hommage « aux qualités éminentes de l'intelligence et du cœur qui distinguent Sa Majesté, » et offrait « ses remerciements les plus sincères de ce que l'Empereur avait bien voulu se mettre à même de pourvoir à quelques-uns des sièges épiscopaux et aux suffraganiats vacants. » — Puis, entre autres demandes, le Souverain-Pontife formulait celle d'avoir un représentant permanent du Saint-Siège en Russie.

L'Empereur y répondit en renouvelant au Saint-Père l'assurance de sa vive et constante sollicitude pour les intérêts religieux de ses sujets du rite catholique romain. Sa Majesté informait en même temps Sa Sainteté qu'elle avait chargé son Ministre à Rome de s'expliquer vis-à-vis du cardinal Antonelli sur les détails mentionnés dans la lettre pontificale « avec la franchise et la bienveillance mutuelles qui président aux rapports des deux Gouvernements. »

Malheureusement, le Saint-Siège commençait déjà à se départir à cette époque de cette franchise et de cette bienveillance dont il a cru devoir s'écarter complètement à l'égard de la Cour impériale pendant les tristes événements qui se sont succédé en Pologne depuis 1858 jusqu'en 1864.

L'Empereur Alexandre avait inauguré son règne en ouvrant les portes de l'exil à 9000 Polonais. Un régime aussi doux, aussi tolérant que possible fut appliqué au royaume. Des réformes conçues dans un esprit très-libéral et susceptibles de développement ultérieur furent adoptées.

Des institutions provinciales furent octroyées ; la liberté individuelle reçut de nombreuses garanties ; l'instruction publique, les finances et les institutions judiciaires obtinrent les encouragements et les perfectionnements voulus.

Tous ces bienfaits furent accueillis avec défiance ou avec un mauvais vouloir opiniâtre que la plus patiente longanimité ne parvint pas

à désarmer. Les classes élevées de la société polonaise organisèrent et entretenirent une agitation qui, grâce aux encouragements et aux instigations du dehors, ne tarda pas à dégénérer en insurrection.

Les motifs qui les y portaient s'expliquent par un simple rapprochement de dates.

L'abolition du servage en Russie, qui, de prime abord, semblait offrir d'insurmontables obstacles, était déjà en voie de réussite en 1859. Une aussi vaste réforme sociale devait naturellement réagir en Pologne et amener, de manière ou d'autre, la délivrance des populations rurales du royaume de l'état de servitude réel, sinon avoué, où elles étaient tenues. Le parti aristocratique prit la résolution de mettre à tout prix obstacle à une réforme dont la conséquence inévitable devait être l'abolition du pouvoir féodal et des privilèges dont il jouissait. Brisant avec son passé et tous ses principes, il tendit la main à la révolution cosmopolite qui, en prévision d'un pareil revirement, se tenait aux aguets.

C'est le 19 février 1861 que l'oukase d'émancipation fut promulgué à Saint-Petersbourg. C'est le 24 février de la même année que la Société agricole réunie à Varsovie, assumant le caractère d'une assemblée constituante, adopta des résolutions ratifiées par Mieroslawsky, qui écrivait huit jours après de Paris que : « ces résolutions devaient servir de point de départ au soulèvement national. »

Dès l'origine de ces troubles une grande partie du clergé catholique romain contribua par de sourdes menées aux préparatifs insurrectionnels. En 1858, plus de 20 ecclésiastiques du diocèse de Plock furent également convaincus d'avoir prêché la désobéissance aux autorités constituées et provoqué l'agitation des esprits, sous prétexte d'organiser des sociétés de tempérance.

D'autres prêtres latins du gouvernement de Witebsk furent traduits la même année devant les tribunaux pour avoir, contrairement aux lois organiques de l'Empire, administré les Saints-Sacrements à des individus de la religion orthodoxe.

Ces menées ne furent pas ignorées du Saint-Siège. Elles se trouvent consignées dans le Recueil des documents romains, pages 154 et 160. Mais loin d'y être désapprouvées, elles se trouvent mentionnées dans l'Exposé de la secrétairerie d'État, page 38, avec des éloges pour leurs auteurs et des récriminations contre les autorités russes.

Cette attitude du Saint-Siège et les encouragements prodigués de Rome par des voies secrètes et illégales, ainsi que nous le constaterons plus bas, ne tardèrent pas à pousser une grande partie du clergé latin du royaume dans la voie où il a si gravement compromis la dignité du sacerdoce chrétien et les intérêts religieux et matériels du troupeau qui lui était confié.

Profitant de leur influence sur les classes inférieures de la société et sur les femmes en particulier, se servant de l'arme puissante du confessionnal, le clergé compléta et propagea l'organisation révolutionnaire.

Le fanatisme religieux, l'habitude d'intervenir constamment et sans scrupule dans les affaires corporelles, unis au relâchement disciplinaire du clergé régulier et séculier, cimentèrent cette alliance sacrilège entre l'Église et la révolution.

L'historique de la participation du clergé catholique à la dernière insurrection polonaise a été fidèlement exposé dans un document officiel livré à la publicité¹.

Toutefois, il est indispensable de reproduire à cette place quelques-unes des données contenues dans ce rapport, afin qu'on puisse dûment apprécier le rôle que la Cour de Rome a cru devoir assumer pendant les calamiteux événements dont la Pologne a été le théâtre.

La première démonstration considérable eut lieu le 11 juin 1860, à l'occasion d'un enterrement. Le moine récollet Spleszynski prononça à cette occasion un sermon d'une extrême violence révolutionnaire.

Aussitôt après des prédications séditeuses retentirent du haut des chaires ecclésiastiques, d'abord à Varsovie, puis dans les provinces. Dans presque toutes les églises on vendit publiquement des collections imprimées de chansons révolutionnaires, ainsi que des portraits des coryphées de l'insurrection. Dans la capitale et dans plusieurs autres villes, les moines placèrent devant les monastères des statues de la sainte Vierge et des saints, avec des lampes et des cierges allumés et convoquaient la foule désœuvrée à chanter des hymnes séditeux.

Ces excitations provoquèrent souvent des scènes déplorables ; ainsi, par exemple, à la porte de l'église de la Sainte-Croix, dans les environs de Radom, après un sermon du moine Bernardin Casimir, l'un des principaux fauteurs de ces rassemblements religieux, la foule assomma un homme et une femme, mis on ne sait pourquoi en suspicion.

En 1861, commença toute une série de processions ayant le caractère avoué de démonstrations politiques.

En même temps, et comme si l'on eût eu à cœur de prouver que ce n'étaient pas des actes individuels, mais une insurrection cléricale systématique et collective, de nombreuses réunions de prêtres séculiers et de moines s'organisèrent dans tout le royaume.

1. Rapport de la Commission spéciale instituée à Varsovie, par ordre suprême, en 1864.

A l'une d'entre elles, convoquée le 2/14 novembre à Lysa-Gora, plus de 300 prêtres et moines se réunirent pour prononcer des discours séditieux et faire des prières publiques pour le succès de la révolution.

La plus nombreuse et la plus significative de ces réunions fut celle du clergé de Podlachie en novembre 1862. On y adopta à l'unanimité une résolution constatant « l'accord et l'intime solidarité établis entre le clergé et le parti révolutionnaire. »

Des députés des différents autres diocèses adhérèrent à tout un programme d'action révolutionnaire qui ne contenait que des réserves en faveur des droits de l'Église catholique romaine et qui imposait entre autres obligations aux membres du clergé, celle « de faire prêter serment aux personnes chargées de toutes les opérations du comité central. »

On n'ignore pas que la plupart de ces « opérations » avaient l'assassinat pour objet, et il est douloureux d'avoir à constater que plusieurs prêtres, non-seulement ont fait prêter serment à ces opérateurs, mais se sont même associés ou substitués à eux.

Il suffira de dire pour compléter ces données que plus de 500 prêtres catholiques romains ont été légalement convaincus de participation directe et matérielle aux actes sanglants de l'insurrection polonaise.

Dès les premières manifestations de ces criminelles menées, le Cabinet impérial en informa le Saint-Siège, en réclamant l'intervention de l'autorité suprême du Pape pour ramener le clergé latin au paisible accomplissement de sa sainte mission. Une première démarche étant restée sans résultat, et le chapitre diocésain de Varsovie ayant voulu accroître l'agitation populaire par la fermeture des églises, le vice-chancelier de l'Empire adressa au Ministre de Sa Majesté à Rome la lettre suivante, en date du 9 octobre 1861 :

« Je vous envoie copie d'un rapport du comte Lambert (lieutenant de l'Empereur à Varsovie) sur les derniers événements. Vous y verrez le rôle que joue le clergé catholique romain du royaume, rôle qui n'a pas varié dès le premier moment où des troubles ont surgi.

« S'il a fait fermer les églises de Varsovie, parce qu'il les croit profanées, j'en trouve qu'il s'est rendu justice. La profanation date du jour où les passions humaines ont pénétré dans l'enceinte sacrée et où des hymnes séditieux ont remplacé les accents de la piété chrétienne. Sous ce rapport, certes, il y a eu profanation et si, après les avoir purifiées, le clergé rouvre les églises avec la résolution de n'y tolérer que ce que prescrivent les commandements du Seigneur, il n'aura rempli que son devoir. Je doute toutefois que tel soit le sentiment qui l'anime. Au contraire, il me revient que son intention est d'étendre la

mesure de la fermeture des églises à tout le royaume, de mettre, pour ainsi dire, le pays en interdit ecclésiastique et de priver les fidèles de la grâce de la parole divine, pour servir des passions haineuses toutes mondaines. J'aime encore à douter qu'il ose se porter à cette extrémité. Si, malgré les avertissements qui lui seraient donnés à cet effet, il passait outre, je remplirais le devoir de dénoncer ce fait à la justice et au jugement du Saint-Père.

« Pour le moment, je ne vous charge d'aucune démarche formelle auprès du Saint-Siège. Je ne veux pas renouveler aujourd'hui un appel qui n'a pas été entendu. Mais je vous autorise à donner à Mgr le cardinal Antonelli lecture de la lettre de M. le comte Lambert et de celle que je vous adresse aujourd'hui.

« Je place une confiance trop entière dans la haute intelligence de Son Éminence pour douter qu'elle ne saisisse dans l'intérêt même de la religion, la portée de l'attitude prise par le clergé catholique du royaume, et que, renseignée sur ce qui s'y passe, elle ne reconnaisse la nécessité d'y porter remède. »

Cette communication, appuyée de pièces si convaincantes, n'obtint qu'un accueil évasif. S. Ém. le cardinal Antonelli, après avoir pris les ordres du Pape, dit à M. de Kissélef que « le Saint-Père désapprouvait confidentiellement la conduite du clergé polonais ; » mais lorsque le Ministre de Sa Majesté demanda que cette désapprobation fût publiquement exprimée, le cardinal secrétaire d'État répondit : « Qu'il était d'autant moins loisible au Saint-Père de se poser *nettement* dans cette question, que le clergé polonais se plaint des entraves qu'il rencontre dans l'exercice de ses obligations religieuses, que le Saint-Siège n'avait avec lui aucune communication libre et directe, et que n'ayant pas de représentant en Russie, il était privé de toute source officielle d'informations et de tout moyen direct d'action sur un clergé avec lequel il n'était pas librement ni directement en rapports¹. »

Appréciant la gravité des circonstances et voulant écarter jusqu'au moindre prétexte de malveillance, le Cabinet impérial prit la résolution de faire au Saint-Siège une concession des plus importantes, en admettant l'envoi d'un prélat romain en Russie.

Le prince Gortchakoff adressa en conséquence, par ordre de Sa Majesté, à M. de Kissélef une dépêche où il était dit :

« En vous transmettant les augustes paroles du Saint-Père, S. Ém. le cardinal secrétaire d'État vous a entretenu des plaintes du clergé polonais relativement aux entraves qu'il rencontrerait dans l'exercice de ses obligations religieuses et en particulier du manque

1. Rapport en Cour de M. de Kissélef, en date de Rome, le 29 octobre/10 novembre 1861.

de communications libres et directes entre le Saint-Siège et ce clergé qui priverait la Cour de Rome de toute source d'information et de tout moyen d'action. Son Éminence a terminé en vous faisant entendre que le Saint-Père aurait désiré pouvoir envoyer quelque prélat à Varsovie pour y porter ses recommandations et admonitions au clergé catholique romain.

« Si dans l'Empire de Russie, comme dans beaucoup d'autres pays, même dans ceux qui professent le culte catholique romain, les rapports du clergé avec une autorité placée en dehors de l'État, ont dû être réglés par certaines formalités, c'est en vertu d'un principe politique généralement admis en Europe et d'un concordat librement conclu avec le Saint-Siège. Il ne saurait par conséquent être dérogé à cette règle, qui n'entrave nullement les rapports du clergé catholique avec le Saint-Siège et se borne à en établir la forme et la marche.

« Notre auguste Maître considère comme un de ses devoirs les plus sacrés d'assurer à tous ses sujets la plus entière liberté de conscience, à tous les ministres du culte, à quelque rite qu'ils appartiennent, la protection la plus étendue dans l'exercice de leur mission spirituelle. En y assignant pour limites les lois prescrites par l'intérêt général de l'Empire, Sa Majesté impériale ne fait que se conformer à une nécessité existant pour les Souverains dans tous les pays. Elle ne croit pas qu'en traçant aux ministres du culte la condition de ne point causer le désordre, la désunion ou le scandale, ces lois leur imposent des obligations qui ne puissent pas s'accorder avec leur mission de paix et de charité, ou qui ne leur laisseraient pas la latitude nécessaire pour la remplir. Mais en dehors de ces conditions indispensables, l'Empereur a pris pour guide dès son avènement au trône, les principes de la tolérance la plus large, et vous pouvez, monsieur, réitérer à S. Ém. le cardinal secrétaire d'État l'assurance de la sollicitude que Sa Majesté sera toujours prête à accorder en particulier aux besoins spirituels de ses sujets du rite catholique romain. C'est dans le but d'en donner une nouvelle preuve que notre auguste Maître a pris en sérieuse considération le désir manifesté par le Saint-Père de pouvoir envoyer en Russie un prélat qui serait chargé de porter ses admonitions et recommandations au clergé polonais.

« L'Empereur est disposé à y consentir comme un témoignage d'affectueuse déférence envers Sa Sainteté.

« Sa Majesté Impériale appelle le grand jour sur tous ses actes; ce qu'elle repousse, c'est la calomnie qui détruit la confiance. Un délégué du Saint-Père pourra apprécier de ses propres yeux et rapporter fidèlement à Sa Sainteté le véritable état des choses. Il se convaincra que dans les événements actuels du royaume de Pologne les intérêts de la religion ne sont nullement en cause et que c'est, au contraire,

par une indigne profanation qu'on la fait descendre dans l'arène des passions¹. »

En s'acquittant de cette communication, M. de Kissélef fit comprendre au cardinal secrétaire d'État que le Cabinet impérial serait même disposé à voir changer la mission provisoire du prélat envoyé par le Saint-Père en mission permanente. Mais tandis que le Saint-Siège désapprouvait *confidentiellement* la conduite du clergé polonais et qu'il profitait de la situation pour demander et obtenir d'aussi importantes concessions, le Saint-Père adressait et faisait parvenir secrètement à l'archevêque de Varsovie, M. Fialkowski, un bref qui ne contenait que des encouragements pour le clergé, ainsi que l'expression des sympathies pontificales pour les vœux du peuple polonais, vœux que le Saint-Père qualifiait de *légitimes*, malgré leurs violentes et subversives manifestations.

L'existence de ce bref avait été révélée après la mort de l'archevêque Fialkowski par les publications de deux organes dévoués à la Cour de Rome. Il était à peine possible de douter de son authenticité ; toutefois, ce n'est que sous une forme dubitative que le Cabinet impérial protesta contre la teneur de ce bref, ainsi que contre l'illégalité de sa transmission en dehors des voies établies.

Le cardinal secrétaire d'État, sans nier précisément l'existence de ce bref, fournit à M. de Kissélef les explications suivantes : « Le Saint-Père, dit-il, est obligé de se défendre contre des accusations de ne pas montrer assez de zèle pour les intérêts de l'Église.

« D'ailleurs, il n'y a pas eu de bref proprement dit, mais une lettre du Pape, écrite en latin, il est vrai, comme d'usage, mais pas *sur parchemin*, émanant du secrétariat des lettres latines, et non de la chancellerie des brefs². »

Ces subtilités n'atténuaient aucunement la portée d'un acte émanant du Souverain Pontife lui-même et dont la Cour de Rome reconnaît aujourd'hui l'authenticité en l'insérant (page 168, Doc. LX) dans le Recueil officiel qu'elle vient de publier.

Sur ces entrefaites, l'archevêque de Varsovie, M. Fialkowski, étant décédé, la Cour de Rome insista sur l'utilité qu'il y aurait à lui désigner promptement un successeur. Le Cabinet impérial déféra immédiatement à ce vœu, en nommant au siège archiepiscopal de Varsovie l'abbé Féliniski.

Le Saint-Père voulut bien dire lui-même à M. de Kissélef, dans une audience accordée à ce ministre le 15/27 décembre 1861, combien ce choix lui agréait, « qu'il remerciait sincèrement l'Empereur des sen-

1. Dépêche du prince Gortchakoff à M. de Kissélef, en date de Saint-Petersbourg, le 27 novembre 1861.

2. Rapport en Cour de M. de Kissélef, en date du 19/31 décembre 1861.

timents et des dispositions bienveillantes de Sa Majesté tant pour sa personne que pour l'intention de compléter les bonnes relations entre les deux Cours. »

Sa Sainteté exprima en outre le vœu que le prélat qu'elle se proposait d'envoyer en mission temporaire en Russie, y restât à titre de représentant permanent du Saint-Siège.

Peu de temps après, en mars 1862, le cardinal Antonelli informait confidentiellement M. de Kissélef que Mgr Berardi avait été désigné pour remplir les fonctions de nonce à Saint-Petersbourg. Mais en même temps le cardinal secrétaire d'État posa au ministre de Sa Majesté une question qui dénotait clairement l'intention de la Cour de Rome de n'accueillir une aussi importante concession que par un redoublement d'exigences.

« Les lois qui interdisent toute communication directe entre le Saint-Siège et le clergé catholique seront-elles applicables au nonce ? » demanda Son Éminence.

M. de Kissélef ayant prié le cardinal secrétaire d'État de mettre cette question par écrit, afin qu'il pût en référer à sa cour et recevoir une réponse précise, Son Eminence énuméra dans une note verbale toutes les lois de l'Empire dont l'abrogation lui semblait désirable et dont plus d'une fois la Cour de Rome avait fait semblant d'ignorer l'existence¹.

La réponse du Cabinet impérial ne se fit pas attendre.

Tout en chargeant M. de Kissélef « d'exprimer la satisfaction de l'Empereur pour le choix de Mgr Berardi, ainsi que l'espoir que la présence de ce prélat en Russie éclairera le Saint-Père sur l'esprit et les tendances des actes de l'Administration impériale, et dissipera les préventions que la malveillance s'efforce d'élever entre les deux gouvernements, » le vice-chancelier de l'Empire informait M. de Kissélef, par ordre de l'Empereur, en date du 27 mars 1862 :

« Que les règlements en question étendaient, en effet, aux nonces le principe exigeant l'intermédiaire du gouvernement impérial pour toutes les communications officielles du Saint-Siège avec le clergé dans l'Empire et le Royaume ; — qu'en adoptant cette règle, qui doit être maintenue, on obéissait à des considérations politiques d'un ordre supérieur et non à un sentiment quelconque de défiance ou de mauvais vouloir ; — que le Souverain, seul juge des intérêts généraux de l'État, parmi lesquels ceux de la religion ont droit à toute sa sollicitude, est seul à même d'apprécier l'ensemble de ces intérêts et de les faire converger vers le but final qui lui est imposé, celui du bien du pays ;

1. Rapport en Cour de M. de Kissélef, en date du 27 février/11 mars 1862, et annexes.

« Que si ces principes s'appliquent aux communications officielles que la Cour pontificale est dans le cas d'adresser au clergé, à plus forte raison doivent-ils s'appliquer à celles du nonce apostolique, qui n'est que le délégué et le représentant du Saint-Siège ;

« Et enfin que ces principes généralement admis, même dans les pays où la religion catholique est le culte dominant, n'y ont pas été trouvés inconciliables avec la présence de nonces permanents¹. »

La Cour de Rome ne pouvait pas raisonnablement exiger du Souverain d'un Empire où la religion orthodoxe est dominante, qu'il accordât aux nonces apostoliques des prérogatives plus étendues que celles dont les représentants du Saint-Siège jouissent en France, par exemple, où le culte catholique romain est celui de l'État.

Or, la législation française définit nettement la position faite aux nonces.

L'article 1^{er} des dispositions organiques faisant suite au Concordat de 1801, et rigoureusement observées jusqu'à présent, interdit toute communication de la Cour de Rome en dehors du contrôle gouvernemental.

L'article 2 des mêmes dispositions est ainsi conçu :

« Aucun individu se disant nonce, légat, vicaire ou commissaire apostolique, ne pourra, sans l'autorisation du gouvernement, exercer sur le sol français, ni ailleurs, aucune fonction relative aux affaires de l'Église. »

Les articles 207 et 208 du Code pénal français établissent des peines rigoureuses (amende de 500 fr., emprisonnement d'un mois à deux ans et bannissement) pour toute infraction à ces lois.

Un incident tout récent témoigne que le Souverain Pontife accepte ces dispositions de la législation française, qu'il ordonne à ses représentants de s'y soumettre et que la thèse du *non possumus* développée à l'égard de la Russie dans l'exposé officiel de la Cour de Rome n'est pas soutenable en justice et en logique.

Le nonce apostolique à Paris, Mgr Chigi, ayant adressé, en 1865, aux évêques d'Orléans et de Poitiers, en dehors des voies légales, des lettres qui ont été livrées à la publicité, l'ambassadeur de France à Rome porta plainte contre cette infraction aux lois existantes. Le Saint-Siège hésitant à donner la satisfaction réclamée, le gouvernement français réitéra ses instances. Mgr Chigi fut désavoué et le *Moniteur universel* du 7/19 février 1865 constata que « le nonce a exprimé à Sa Majesté l'Empereur Napoléon, en audience particulière, ses regrets ainsi que l'assurance qu'il n'avait jamais eu l'intention de s'écarter du respect dû aux règles du droit international. »

1. Dépêche du prince Gortchakoff à M. de Kisséléf, en date du 27 mars 1862.

Pour s'expliquer l'insistance avec laquelle la Cour de Rome formulait des exigences qu'elle savait très-bien être inadmissibles, pour se rendre compte des lenteurs intentionnellement apportées par elle à la conclusion d'une affaire qui lui tenait tant à cœur peu de temps auparavant, il suffira de rappeler qu'à cette même époque les troubles suscités en Pologne avaient servi de point de départ et de prétexte à une action diplomatique dirigée contre la Russie et dont les effets ne tardèrent pas à se manifester peu de temps après par des tentatives d'ingérence de la plupart des cabinets européens dans les affaires intérieures de l'Empire.

Plus que tout autre, la Cour de Rome était soumise à cette action. Il y a tout lieu de croire que telle a été la cause déterminante des actes dont il suffit de faire la simple énumération pour démontrer en toute évidence que l'initiative et la responsabilité de la rupture actuelle entre les deux Cours et de l'abrogation du Concordat de 1847 appartiennent au Gouvernement pontifical.

Au moment même où les négociations concernant la nonciature se nouaient et où le Cabinet impérial donnait des témoignages réitérés de sa sincère intention de les faire aboutir, Pie IX adressait, secrètement et contrairement aux lois organiques de l'Empire, une lettre au nouvel archevêque de Varsovie, où Sa Sainteté se substituait, pour ainsi dire, au Souverain du pays et où elle invitait Mgr Féliniski à s'absenter de son diocèse pour se rendre à Rome dans un moment où sa présence était à peine suffisante pour faire rentrer le clergé du royaume dans l'accomplissement des devoirs dont il s'écarterait chaque jour davantage.

En signalant à M. de Kissélef cette nouvelle infraction aux stipulations internationales, le vice-chancelier faisait observer encore une fois :

« Nous désirons sincèrement les meilleurs rapports avec le Gouvernement pontifical. Nous lui en avons donné des preuves ; toutefois, je dois vous le dire avec un profond chagrin, mais avec une intime conviction, que la route où ce gouvernement paraît vouloir s'engager n'est pas celle qui conduit à une entente.... Si la Cour de Rome veut prendre pour point de départ qu'une concession doit en amener d'autres jusqu'à l'infini, elle se livre à une illusion qu'en vue de la bonne intelligence que nous désirons consolider avec elle, il est de mon devoir de dissiper dès le début¹. »

Ce qu'il importe de constater, c'est que ces communications clandestines du Saint-Siège avaient pour effet immédiat d'accroître les troubles et d'encourager les manifestations du clergé polonais.

1. Lettre du prince Gortchakoff à M. de Kissélef, du 11 avril 1862.

A peine Mgr Féliniski eut-il reçu la lettre pontificale, qu'il crut devoir s'affranchir de toute obéissance, voire même de tout ménagement, vis-à-vis des autorités du Royaume.

Le gouvernement ayant été informé que la procession qui se célèbre habituellement à Varsovie le jour de la Saint-Marc, devait donner lieu à des désordres, fit prier l'archevêque de Varsovie que pour cette fois-ci la cérémonie eût lieu dans l'intérieur de l'église et non dans les rues.

L'archevêque se retrancha dans des questions de principe, et malgré les instances réitérées des autorités, malgré la défense insérée dans les journaux et communiquée à chacun des curés, il ordonna au clergé de célébrer cette procession avec une pompe inusitée.

Les désordres prévus éclatèrent. Le sang faillit couler dans les rues de Varsovie, et lorsque le lieutenant impérial fit demander à Mgr Féliniski des explications, cet archevêque répondit :

« Que le clergé avait agi par son ordre, que lors des futures processions il se mettrait lui-même à la tête, malgré toute défense qui serait faite par le gouvernement, qu'il contestait absolument à celui-ci le droit d'interdire le libre exercice des cultes, qu'au besoin il irait jusqu'à la fermeture des églises, et enfin qu'il *préférerait voir dix mille hommes couchés par terre* plutôt que de céder une parcelle du droit que lui reconnaissaient les lois canoniques. » — Ce langage fut signalé à Rome, mais n'encourut aucune désapprobation.

A cette époque d'ailleurs (avril 1863), le Saint-Siège s'associait ouvertement à la coalition diplomatique organisée contre la Russie.

Pie IX adresse le 22 avril 1863 à S. M. l'Empereur une lettre motivée « par le vif intérêt qui se manifeste de toutes parts chez les peuples et les gouvernements en faveur de la Pologne, » lettre où après avoir longuement énuméré les prétendues entraves apportées à l'exercice du culte latin, le Saint-Père ne réclamait pas seulement en faveur du clergé romain des prérogatives incompatibles avec l'indépendance et la sécurité de l'État, ainsi qu'avec l'exercice de l'autorité souveraine, mais encore le droit « *de diriger le peuple et d'influer sur l'instruction publique.* » (Che il clero ricuperi la sua influenza nell' insegnamento e direzione del popolo.)

Dans un consistoire secret tenu à Rome, le 29 octobre 1866, Pie IX a émis l'assertion suivante :

« Ni nos réclamations adressées au gouvernement russe par notre cardinal secrétaire d'État, ni les lettres adressées par nous à l'Empereur n'ont eu de résultat. Notre lettre du 22 avril 1863 est restée sans réponse. »

« Nihil autem valuerunt nostræ expostulationes per Cardinalem ac publicis negotiis factæ apud illud Gubernium, nihil nostræ litteræ ad

« ipsum serenissimum principem scriptæ (22 avril 1863), quibus nullum fuit datum responsum. » (Exposé des documents romains, annexe C, page 303.)

C'est avec un profond regret que nous devons constater l'inexactitude de cette assertion.

L'Empereur reçut le 29 avril 1863 la lettre en question.

Le 11 mai de la même année, Sa Majesté adressa au Saint-Père une réponse qu'un courrier spécial porta à Rome et qui fut remise entre les mains de S. Ém. le cardinal Antonelli par M. de Kissélef, le 20 mai/1^{er} juin 1863.

Cette lettre responsive était conçue dans les termes suivants :

« Très-saint Père,

« Mon Ministre à Rome m'a transmis la lettre de Votre Sainteté. Je l'ai lue avec l'attention que j'accorderai toujours à toutes les communications qui émanent d'elle et qui ont pour objet les intérêts importants qu'elle et moi avons à sauvegarder. Je regrette néanmoins que Votre Sainteté ne m'entretienne que des faits du passé. Elle voit dans certaines réclamations non satisfaites de l'Église catholique romaine dans le royaume de Pologne, la cause exclusive des désordres qui affligent actuellement ce pays. Cependant il y a peu d'États en Europe qui aient été plus cruellement éprouvés par les attaques de la révolution que ceux où l'Église catholique romaine exerce une autorité sans limites. Il faut en conclure que le mal a d'autres causes. Je les ai signalées en partie à Votre Sainteté, en attirant son attention sur la conduite répréhensible et même sur les crimes d'un grand nombre de membres du clergé catholique romain du royaume de Pologne. Je l'ai fait non pour élever des griefs mais dans la ferme persuasion qu'il suffirait d'éclairer Votre Sainteté sur des excès aussi condamnables pour qu'elle trouvât dans sa conscience les accents d'indignation et dans son autorité spirituelle l'influence nécessaire pour ramener au sentiment de leur devoir les membres du clergé qui s'en étaient si gravement écartés.

« Cette alliance des ministres de la religion avec les auteurs de désordres qui menacent la société, est un des faits les plus révoltants de notre époque. Votre Sainteté doit avoir autant que moi à cœur de la faire cesser.

« C'est dans le but de prévenir une aussi déplorable situation que déférant à un vœu constant de Votre Sainteté et de ses augustes prédécesseurs, j'ai exprimé l'année dernière mon adhésion à l'envoi d'un nonce apostolique. Je regrette les obstacles indépendants de ma volonté qui ont ajourné jusqu'à présent la réalisation de ce projet. Je suis toujours prêt à recevoir un envoyé de Votre Sainteté et à l'ac-

cueillir avec les sentiments de cordialité que je désire voir présider à nos relations. Je suis convaincu qu'une entente directe sur la base du concordat conclu avec mon gouvernement et celui de Votre Sainteté ferait jaillir la lumière que j'appelle, afin d'écarter des malentendus, causés par des rapports erronés ou malveillants, et servirait utilement la cause de l'ordre politique et des intérêts religieux, inséparables à une époque où l'un et l'autre ont à se défendre des attaques de la révolution. Tous les actes de mon règne et ma sollicitude pour les besoins spirituels de mes sujets de tous les rites sont un gage des sentiments que j'y apporterai.

« Je prie Votre Sainteté de recevoir l'assurance réitérée de ma haute considération et de ma sincère estime.

« Signé : ALEXANDRE. »

En même temps le vice-chancelier de l'Empire chargeait le ministre de Sa Majesté à Rome d'informer le Saint-Siège que : — « Quant à la position du nonce près la Cour impériale, l'Empereur est disposé à adopter pour règle la législation en vigueur en France, où la religion catholique romaine est le culte dominant. »

M. de Kisséléf était muni en outre d'un memorandum circonstancié où les griefs élevés dans la lettre pontificale étaient réduits à leur juste valeur par des faits et des chiffres difficiles à récuser.

Enfin dans une lettre confidentielle adressée à M. de Kisséléf, le prince Gortchakoff, prévoyant le cas où ces concessions paraîtraient encore insuffisantes, faisait les observations suivantes :

« Je ne suis pas éloigné de croire que la Cour de Rome a de plus larges convoitises, mais il me paraît difficile qu'elle les avoue, car ce serait jeter le masque à la face de l'Europe. Si le Gouvernement pontifical ne se contente pas de voir accueillir son envoyé sur le même pied que celui qui réside dans un pays essentiellement catholique, la responsabilité du refus ne tombera pas sur nous, et alors vous auriez soin de ne pas laisser ignorer les facilités offertes par le Cabinet impérial¹. »

Il est à observer qu'on a soigneusement évité de faire, dans le recueil romain, la moindre allusion à des documents d'une pareille importance, ainsi qu'aux négociations qui s'en sont suivies.

Il est néanmoins positif que M. de Kisséléf a échangé avec le cardinal secrétaire d'État de longues explications au sujet de la correspondance du Saint-Père avec S. M. l'Empereur. Par rapport à l'envoi du nonce, Son Éminence a même demandé au ministre de Russie ce que l'on entendait par la position faite au représentant du Saint-Siège

1. Dépêche et lettre confidentielle du prince Gortchakoff à M. de Kisséléf, du 11 mai 1863.

à Paris ; il s'est efforcé d'établir une distinction entre la théorie de la législation française et la pratique en vertu de laquelle les stipulations restrictives des dispositions organiques ne seraient pas appliquées en France. Cette insistance à subordonner l'envoi du nonce à la concession de prérogatives que la France elle-même, quoique catholique, a toujours refusée au Saint-Siège, ainsi que le prouve l'incident survenu en 1865 et relaté plus haut, révélait des arrière-pensées dont le Cabinet impérial était en droit de se défier et qui ont eu nécessairement pour conséquence d'écarter cette combinaison pour le présent comme dans l'avenir.

Le Saint-Père se prononça d'ailleurs fort clairement à cet égard. Le 6/18 juin 1863, ayant reçu M. de Kissélef en audience particulière, Sa Sainteté, après avoir longuement parlé de la lettre de l'Empereur, dont l'existence est niée aujourd'hui, ajouta : « Qu'il croyait que le moment était trop difficile pour que la présence d'un nonce à Saint-Petersbourg pût être d'une utilité efficace, et que dans les circonstances actuelles son envoi serait *embarrassant*¹. »

La malveillance et l'hostilité de la Cour de Rome se manifestaient à cette époque en raison exacte des difficultés intérieures et extérieures contre lesquelles le Gouvernement impérial avait à lutter.

Le 31 août 1863, le cardinal-vicaire de Rome publia un mandement où il invitait les habitants de la capitale à prendre part à une procession destinée à désarmer la colère de Dieu excitée par l'allanguissement de la foi et par les iniquités caractérisant la triste époque où nous vivons.

Après avoir cité comme un témoignage de cette colère divine l'épizootie sévissant dans les États pontificaux, le cardinal-vicaire terminait ce mandement en disant :

« Et puis c'est la volonté du Saint-Père qu'en cette circonstance on fasse des prières particulières pour l'infortunée Pologne, qu'il voit avec douleur devenue en ce moment le théâtre de massacres et de sang. La nation polonaise ayant toujours été catholique, servait de boulevard contre l'invasion de l'erreur ; elle mérite certainement que l'on prie, afin qu'elle soit libérée des maux qui l'affligent, qu'elle ne perde jamais son caractère et qu'elle se montre toujours fidèle à la mission qui lui a été confiée. »

En attendant, la nation russe se groupait autour du trône avec un élan dont l'histoire offre peu d'exemples. Elle déclarait à la face du monde entier qu'elle était prête à verser jusqu'à la dernière goutte de son sang pour défendre la dignité du Souverain et l'intégrité du territoire national.

1. Dépêches de M. de Kissélef, du 8/20 juin 1863, n° 40, 42 et 43.

La force armée domptait l'insurrection. L'ingérance étrangère se ralentissait et s'épuisait, faute d'entente et d'éléments d'action.

L'œuvre pénible, mais inévitable de la répression une fois accomplie, l'Empereur se devait à lui-même, comme aux intérêts bien entendus de tous ses sujets, de prévenir le retour d'aussi calamiteuses perturbations, en guérissant un à un les vices organiques qui rongeaient la société polonaise.

Une série de réformes indiquées par les enseignements de l'expérience comme par ceux de la sagesse politique, furent mises à l'étude, discutées, élaborées, et c'est de leur progressive, mais imperturbable amélioration, que résultera, Dieu aidant, l'œuvre si salutaire et si désirable de la véritable régénération d'un peuple de même origine, de même race, soumis au même sceptre que le peuple russe et dont les destinées sont par conséquent inséparables de celles de la Russie.

Parmi ces réformes il n'en était peut-être pas de plus urgentes que celles qui furent adoptées à l'égard du clergé catholique romain du royaume.

Le nombre des institutions monacales s'était multiplié à l'infini, et l'on a pu voir par les faits ci-dessus exposés la part active que le clergé régulier avait prise à l'insurrection.

Malgré les règlements canoniques et la bulle de Benoît XIV du 2 mai 1744, il y avait dans le royaume soixante-quinze couvents qui existaient contrairement aux prescriptions de cette bulle. Ces couvents furent supprimés.

Les biens-fonds des couvents furent sécularisés et leurs revenus affectés à l'entretien des cloîtres maintenus, ainsi qu'à la bienfaisance et à l'instruction publique.

Des mesures analogues furent adoptées à l'égard du clergé paroissial. Les revenus de ce clergé étaient répartis d'une manière aussi peu judicieuse que peu équitable.

La grande majorité des curés de paroisse était reléguée dans la misère, tandis que le haut clergé et quelques favoris percevaient des sommes considérables.

On mit un terme à ce triste état de choses par une série de mesures conformes à celles qui ont été adoptées dans plus d'un État catholique.

Il était impossible de maintenir aux sièges épiscopaux du royaume les prélats qui s'étaient signalés par l'illégalité et l'animosité de leur conduite.

Mgr Féliniski surtout, dont nous avons exposé les actes, ne pouvait pas rester à Varsovie. Il fut envoyé à Yaroslaw, tout en conservant sa juridiction et son traitement archiépiscopal.

Toutefois, ayant persisté dans sa conduite, ayant même, contrairement à une promesse formelle et écrite, envoyé des directions secrètes à son vicaire Rzewuski pour lui enjoindre de maintenir le deuil ecclésiastique dans le royaume, Mgr Féliniski fut ultérieurement empêché d'administrer son diocèse.

Le Gouvernement agit avec encore moins de rigueur à l'égard de Mgr Kalinski, évêque grec uni de Chelm, malgré son active participation au mouvement insurrectionnel et le fanatisme avec lequel il s'efforçait d'imposer à ses ouailles les rites et les cérémonies de l'Eglise romaine ; les autorités du royaume eurent l'ordre de ne pas consentir à la consécration de cet évêque.

Le 24 avril 1864, le jour de la célébration de la fête de saint Fidèle de Sigmaringen, le Saint-Père prononça au Collège Urbain de la Propagande une allocution dont on a essayé plus tard d'atténuer la violence et de contester les termes, mais où il est positif que Pie IX accusait personnellement S. M. l'Empereur « de tourmenter et d'opprimer l'Eglise, d'attenter à la foi catholique et de persécuter des malheureux, parce qu'ils étaient restés fidèles jusqu'à la mort à la religion de Jésus-Christ. »

Les mêmes accusations se reproduisirent avec non moins de véhémence dans une lettre encyclique adressée par le Pape, le 30 juillet 1864, aux évêques de Pologne, pour les exhorter « à la constance et à la persévérance. »

Il n'était plus de la dignité de l'Empereur de se faire représenter auprès d'un Souverain qui agissait ainsi à l'égard de Sa Majesté.

M. de Kissélef fut rappelé de Rome. La gestion des affaires de la Légation impériale fut confiée au premier secrétaire, baron de Meyendorff, qui reçut l'ordre de se maintenir dans une réserve absolue et de ne prendre l'initiative d'aucune démarche diplomatique. Le Cabinet impérial, appréciant en même temps l'inutilité d'entretenir des rapports suivis avec un Gouvernement dont le mauvais vouloir systématique se manifestait par des actes pareils, se borna dès lors à accuser réception des communications de la Cour de Rome, s'abstenant de toute discussion, voire même de tout échange d'idées.

Conformément à ses instructions, le baron de Meyendorff évita même pendant près d'un an de se présenter au Vatican. Il lui fut officieusement insinué que cette abstention produisait une pénible impression et qu'on la verrait cesser avec plaisir.

Ayant sollicité des ordres du Cabinet impérial, il fut autorisé à présenter ses hommages au Saint-Père lors de la réception du Corps diplomatique pour les fêtes de Noël.

Le 15/27 décembre 1865, le baron de Meyendorff eut en conséquence l'honneur d'être admis en présence du Pape.

Les regrettables incidents de cette audience ont été livrés à la connaissance publique et interprétés de la manière la plus arbitraire et la plus erronée.

Personne n'ayant assisté à cette audience, il fallait opposer les assertions d'un simple fonctionnaire diplomatique à celles du Souverain Pontife romain.

Par des motifs de réserve et convenance faciles à apprécier, le Cabinet impérial s'est abstenu de le faire et de rectifier les versions inexactes qu'on était intéressé à mettre en circulation.

La Cour de Rome a jugé convenable de soulever une question aussi délicate.

Elle a inséré à cet égard dans son exposé de documents officiels des assertions qu'il est maintenant impossible de ne pas rectifier.

Après avoir énuméré les questions abordées par le Saint-Père dans cette audience, le narrateur officiel du Saint-Siège s'exprime dans les termes suivants :

« M. le Chargé d'affaires n'hésita pourtant pas à contester l'authenticité de faits aussi notoires ; après quelques allusions inconvenantes vis-à-vis du Saint-Père, il se permit de dire que rien de tout cela ne serait arrivé si les catholiques s'étaient comportés comme les protestants, car ces derniers ayant pris le parti du Gouvernement pendant l'insurrection, avaient obtenu beaucoup de faveurs refusées aux catholiques, vu l'hostilité de leur attitude, et il poussa la hardiesse jusqu'à conclure qu'il n'y avait rien de surprenant à ce que les catholiques eussent ainsi agi, attendu que le catholicisme est identique à la révolution.

« A cette réplique, le Pape, enflammé d'une juste indignation, sentant offensée l'universalité des fidèles, dont il est l'auguste chef, lui répondit en le congédiant : J'estime et je respecte S. M. l'Empereur, mais je ne puis en dire autant de son Chargé d'affaires, qui, certainement, contrairement à la volonté de son Souverain, vient m'insulter dans mon Cabinet¹. »

Tout en voulant encore épargner aux adhérents de l'Église romaine des détails qui ne pourraient que les affliger, il importe de repousser quelques-unes de ces assertions.

Le Chargé d'affaires de Russie ne s'est pas permis de dire que le catholicisme et la révolution ne font qu'un.

Ce qu'il a dit, c'est qu'en Pologne le catholicisme s'était allié à la révolution.

1. Exposé officiel des documents romains, pages 53 et 54.

Ce fait si profondément regrettable était acquis à l'histoire. Il avait été signalé au Saint-Siège plus d'une fois, et il n'eût dépendu que de lui de le prévenir. Le Saint-Père ayant attribué à l'Empereur des intentions de persécutions religieuses, le Chargé d'affaires de Sa Majesté a pu et dû opposer à cette allégation si gratuite une vérité sans doute affligeante, mais irrécusable.

Le Chargé d'affaires de Russie ayant été brusquement congédié par le Saint-Père, toute relation diplomatique avec la Cour de Rome devenait impossible et le Cabinet impérial adressa en conséquence au baron de Meyendorff l'ordre de prévenir le cardinal Antonelli qu'à la suite de l'accueil qui lui avait été fait par Sa Sainteté, sa mission politique était finie, — l'Empereur ne pouvant conserver auprès du Saint-Siège un représentant des intérêts de la Russie dont la dignité ne serait pas mise à l'abri de toute atteinte.

Le baron Meyendorff s'acquitta de ses ordres le 28 janvier/9 février 1866.

Le cardinal Antonelli, après avoir exprimé ses regrets, lui demanda s'il devait considérer cette démarche comme un rappel de la légation impériale. Le baron de Meyendorff lui répondit qu'il restait à Rome jusqu'à nouvel ordre, comme simple expéditeur des affaires courantes, et que le mécanisme de la légation continuerait à fonctionner.

Cette situation se prolongea jusqu'au 1^{er}/13 mars.

A cette date, le cardinal Antonelli dit officiellement au baron Meyendorff : « Que depuis sa déclaration que sa mission politique était terminée, la Cour de Rome considérait la légation de Russie comme n'existant plus; que si le Pape ne lui avait pas envoyé ses passe-ports, ce n'était que parce que Sa Sainteté savait qu'il devait partir dans quelques semaines et que, comme il avait déclaré que jusqu'à nouvel ordre il restait à Rome pour expédier les affaires courantes, Son Éminence avait consenti à ce que la légation continuât à fonctionner, afin qu'il eût toute faculté de les terminer avant son départ; que enfin le Saint-Père n'accueillerait pas le successeur qu'on pourrait accréditer auprès de lui après le départ du baron Meyendorff; qu'il n'était pas dans les intentions de Sa Sainteté de voir rétablir une légation russe à Rome, et que, quant aux intérêts des sujets russes, le baron Meyendorff pouvait les confier à la légation d'une autre puissance. »

A la suite de cette déclaration, le second secrétaire de la légation, resté à Rome pour la garde des Archives, reçut l'ordre de descendre immédiatement l'écusson de l'hôtel et de déclarer au cardinal Antonelli que : « le Pape ayant pris l'initiative de la rupture, Sa Majesté déclinait toute responsabilité des conséquences qui pourraient en résulter. »

Dans une des Communications officielles de la Cour de Rome, le cardinal secrétaire d'État écrivait en 1865 :

« Que le Saint-Père espérait que l'Empereur ne mettrait pas sa conscience dans l'indéclinable nécessité de révéler au monde entier la série des préjudices que souffre continuellement l'Église catholique dans les États impériaux et royaux¹. »

Il fut répondu à cette menace dans les termes suivants :

« La conscience de notre auguste Maître l'absout de toute intention d'opprimer la religion catholique. Nous irons avec un calme parfait au-devant de l'exécution de la menace qui termine le mémoire du cardinal Antonelli. »

Les faits ci-dessus exposés témoignent que le Cabinet impérial avait des motifs très-valables pour ne pas redouter cet appel à l'opinion publique et qu'en abrogeant le concordat de 1847, après avoir épuisé toutes les ressources de la conciliation, il n'a fait qu'accepter les conséquences d'une situation dont l'initiative et la responsabilité appartiennent au Saint-Siège.

SUÈDE.

Discours du Roi à l'ouverture de la Diète, le 19 janvier 1867.

Messieurs,

Nous venons d'inaugurer, par des prières communes adressées au Tout-Puissant, à l'effet d'implorer sa protection et ses bienfaits, la nouvelle époque dans laquelle notre patrie est entrée, en entourant de formes rameunies son antique liberté. Ces mêmes prières partent du fond de mon cœur, en vous saluant aujourd'hui, messieurs, lorsque, pour la première fois, vous vous trouvez réunis pour assumer, en qualité de représentants du peuple suédois, les importantes fonctions exercées pendant des siècles par les États généraux du royaume. Dans la persuasion de vous trouver vous-mêmes intimement pénétrés du sentiment de la haute influence qu'exerceront sur l'avenir vos premiers pas dans cette carrière, je me plais à exprimer la conviction, qu'en travaillant au progrès de la société dans la direction qu'exige notre époque, vous vous avancerez avec prudence vers le but, en conservant soigneusement les biens qui nous sont dévolus en héritage de nos ancêtres.

1. *Mémorandum* du cardinal secrétaire d'État, en date du 30 janvier 1865.

Jaloux de maintenir les relations d'amitié heureusement établies avec toutes les puissances étrangères, et ne nourrissant aucun désir de prendre part à la solution des questions litigieuses qui ont ému, ou qui menacent d'émouvoir encore d'autres parties de l'Europe, je me flatte d'un espoir fondé que les royaumes unis, entourés de tous côtés de frontières naturelles, pourront continuer à jouir, sans interruption, des bienfaits de la paix.

Des événements dont nous venons d'être récemment les témoins ont toutefois renouvelé les avertissements que nous fournissait déjà l'expérience du passé, et nous ont rappelé que, pour le maintien de notre indépendance, nous devons, confiants dans la divine Providence, compter en premier lieu sur nous-mêmes et sur nos propres moyens de défense. Jusqu'à ce que le plan de l'organisation de l'armée, présenté à la dernière Diète, ait pu être remanié, en vue des amendements décidés par les États généraux, rien ne saurait être d'une plus haute importance pour le développement de nos moyens défensifs que le soin de fournir l'armée et la marine d'un matériel perfectionné. Convaincu de l'empressement de la nation de se soumettre, pour obtenir ce résultat, aux sacrifices indispensables, je n'ai point hésité à vous demander des allocations considérables pour l'acquisition de fusils de nouveau modèle, malgré l'obligation de couvrir cette dépense au moyen d'un nouvel impôt.

Du reste, vous vous convaincrez, par la proposition sur les revenus et les dépenses de l'État, laquelle, conformément aux prescriptions de la Constitution, vous sera aujourd'hui remise, que j'ai cru devoir recommander la plus stricte économie. Même en ce qui concerne la construction des chemins de fer, j'ai cru, en me fondant sur la situation financière actuelle, que ces travaux, dans l'avenir le plus prochain, devront être circonscrits à la continuation de la voie principale, destinée à relier de plus près encore les deux peuples frères.

Des projets de plusieurs lois et ordonnances d'une majeure importance ont été mis en œuvre. Ainsi, il en a été élaboré pour la révision du pacte d'union avec la Norvège, pour le rachat de l'impôt foncier, pour la loi martiale, pour une régularisation générale des pensions de retraite, pour l'institution de registres fonciers et hypothécaires, de même que pour les droits et devoirs résultant de l'application de l'hydraulique à nos eaux intérieures. Le court espace de temps qui s'est écoulé depuis la dernière Diète n'a point permis de formuler définitivement ces projets et ce bref délai n'a point vu surgir autant de nouveaux besoins que pendant la période habituellement plus prolongée entre les réunions de la représentation nationale. Je regarde comme un avantage de n'avoir point aujourd'hui à vous saisir d'un plus grand nombre de questions, de sorte que vous puissiez convenir

des dispositions réglementaires nécessitées par les nouvelles formes représentatives, ainsi que des questions les plus considérables qui pourront émaner de votre initiative, dans l'espace fixé pour la session par la loi fondamentale, et lequel, depuis que vos réunions sont annuelles, ne devra être dépassé que dans des cas extraordinaires.

Nos principales industries, l'agriculture et l'exploitation des mines, ont eu à lutter, depuis longtemps, contre les circonstances défavorables, et presque toutes les branches de l'industrie se sont ressenties de l'influence nuisible de la crise financière si étendue dont le crédit a eu à souffrir. Une situation améliorée a cependant déjà commencé à se produire à cet égard, et le remède le plus efficace aux difficultés qui existent encore, dépend moins de mesures de la part du Gouvernement que de la sollicitude individuelle.

J'ai salué avec bonheur le jour où je vous vois rassemblés pour la première fois autour de moi ; je compte avec confiance sur votre concours éclairé pour tout ce qui peut assurer le bien public, et je souhaite que vos travaux portent des fruits qui autoriseront la patrie reconnaissante à vous compter au nombre de ceux qui ont contribué, d'une manière durable, à sa gloire et à sa prospérité.

En déclarant ouverte la présente session, je vous offre, messieurs, les assurances de toute mon affection et de ma bienveillance royale.

RUSSIE.

**Discours prononcé par le Gouverneur général de Finlande
à l'ouverture de la Diète finlandaise, le 25 janvier 1867.**

Représentants du Grand-Duché de Finlande !

Conformément aux intentions que j'ai exprimées à l'ouverture de la dernière Diète, je vous ai convoqués de nouveau pour examiner différentes questions importantes dont la solution demande votre coopération. Après une interruption de plusieurs années les différentes classes de la société avaient été réunies à la dernière Diète, et l'expérience qui a été acquise par suite de ce fait a prouvé la nécessité de convocations régulières de ces Diètes. Je vous présente, par conséquent, un projet réglant l'ordre de ces convocations, élaboré d'après mes instructions. J'espère trouver chez vous la coopération à mes vœux et à mes désirs de voir ces réunions des représentants du Pays établies sur des bases entièrement conformes à la dignité de votre convocation solennelle pour m'aider dans mes soins pour le bien-être du pays.

Malgré les tristes conséquences de plusieurs années de mauvaise récolte, j'éprouve la consolation de ne pas être obligé de vous demander de nouveaux impôts. Par la grâce de Dieu, les espérances dans une récolte meilleure, qui ont été cependant incertaines dans le courant de l'année dernière, se sont, à ma sincère satisfaction, réalisées néanmoins au point que si la récolte ne peut être appelée abondante, elle a été du moins assez satisfaisante pour que ma sollicitude pour les besoins et les souffrances du peuple ne soit plus un poids pour mon cœur.

Lorsque j'ai attiré l'attention des représentants des classes de la société sur quelques inconvénients des lois fondamentales du Grand-Duché de Finlande qui s'étaient manifestés par suite de la marche des événements et du changement des rapports après l'annexion de la Finlande à l'Empire, j'ai exprimé le désir de raffermir ces lois par quelques éclaircissements et compléments indispensables. Mais la réalisation de ce désir exigeait un travail si sérieux et si minutieux que le projet n'a pas encore atteint le degré de maturité suffisante pour que je puisse, conformément à ma première intention, faire à la Diète présente des propositions à ce sujet. En présence des ressources limitées du Pays, la question de la réforme de l'administration financière, nécessitant des dépenses considérables, doit être remise à un moment plus propice pour le pays. J'appelle la bénédiction divine sur vos louables efforts et votre utile activité dans le concours que vous me prêtez à développer et affermir le bien-être du Pays.

Sur ce, je déclare la session de la Diète ouverte.

Projet relatif au nouveau mode de convocation des Diètes finlandaises, communiqué par le Gouvernement à la Diète actuelle.

Les règlements et prescriptions, relatifs aux réunions et assemblées des États, publiés il y a longtemps, et qui sont aujourd'hui en vigueur en Finlande, n'étant pas sous beaucoup de rapports suffisamment complets, clairs et déterminés, Sa Majesté a ordonné d'élaborer un nouveau règlement pour les Diètes du Grand-Duché de Finlande et de le soumettre à l'examen des États dans la présente Diète. Les points principaux de ce Règlement sont les suivants :

1° Les États de Finlande se rassemblent tous les quatre ans, sur la convocation de l'Empereur et Grand-Duc, en Diète ordinaire, mais ils peuvent, si l'Empereur le juge nécessaire, être convoqués en Diète extraordinaire.

2° Les séances de la Diète se tiennent dans la capitale, excepté dans les cas où la crainte d'une attaque de l'ennemi ou d'autres graves obstacles s'y opposent.

3° La convocation à la Diète ordinaire se fait trois mois au moins à l'avance avant l'ouverture des séances et est publiée par l'intermédiaire des pasteurs et des autres autorités locales, qui ont dans leurs attributions le soin de veiller à l'élection des membres.

4° La Diète ordinaire ne siège pas plus de trois mois, à compter du jour de son ouverture, mais elle peut être close avant ce terme, suivant la volonté de l'Empereur.

5° Les États du pays ne sont pas liés par d'autres prescriptions que les lois fondamentales du pays.

6° Les représentants s'engagent à observer la bienséance et la modération, mais ils ne peuvent pas être l'objet d'observations ou être privés de leur liberté à la suite de l'expression de leurs opinions dans les débats, à moins que les cinq sixièmes au moins des membres de l'État auquel appartient un député accusé ne le demandent.

7° Toute violence envers les États, leurs commissions ou leurs membres séparément, et toute violation de la liberté des débats et des décisions, est punie comme une trahison, et est l'objet de poursuites sévères.

8° Les membres de la chevalerie et de la noblesse élisent leurs représentants à la Diète, conformément à l'ordre établi.

9° Le clergé siège à la Diète dans la personne des archevêques, convoqués par l'Empereur, et d'un certain nombre de mandataires, élus dans chaque diocèse.

10° La représentation de la bourgeoisie est réglée de la manière suivante : chaque ville a le droit d'avoir un représentant et plus, selon le chiffre de sa population mâle. Il y a un représentant par 6000 habitants; les villes qui ont moins de 1500 habitants peuvent, ou élire un représentant spécial, ou se joindre à d'autres villes pour en élire un.

11° Jouissent du droit de vote : les bourgeois, les propriétaires de bateaux, d'exploitations, les industriels jouissant de différents privilèges et les propriétaires de maisons, ainsi que les bourgmestres et les conseillers municipaux.

12° Ne jouissent pas du droit de vote : les femmes, tant mariées que non mariées; les propriétaires de maisons exemptes de l'impôt foncier ou appartenant au clergé; les personnes employées sur les bâtiments de commerce; les soldats de l'armée; les garde-magasins et les gardes de diverses institutions publiques et privées, — ceux qui se trouvent en service ou qui ont un travail permanent chez autrui, les journaliers et tous ceux qui vivent d'un travail casuel. Les élections se font à l'Hôtel-de-Ville le jour fixé à cet effet.

13° Les représentants des paysans sont élus dans la proportion d'un pour chaque arrondissement.

14° Ne peuvent être élus représentants : les habitants qui ne professent pas la religion chrétienne; ceux qui n'ont pas atteint l'âge de vingt-cinq ans; celui qui a pris part à l'élection du mandataire d'un autre État que celui dans lequel il se présente comme candidat à la représentation.

15° L'élection est décidée par la majorité des voix; lorsque deux candidats obtiennent chacun un même nombre de voix, le sort décide entre eux de la nomination.

16° Le candidat élu ne peut décliner l'acceptation de son mandat que pour des motifs reconnus par la loi, ou s'il a dépassé soixante ans d'âge.

17° Chaque représentant jouit d'un traitement convenable et des indemnités de déplacement lui sont allouées par l'arrondissement qui l'a élu.

18° Les fonctionnaires publics qui voudraient exercer par leur crédit ou leur autorité de l'influence sur la marche des élections, seront démis de leurs fonctions.

Les autres personnes qui entraveraient la marche libre et naturelle des élections par des menaces, la fraude ou la violence, seront passibles d'une incarcération de 14 jours à 3 mois, et même d'une année.

19° A chaque Diète régulière, l'administration financière du pays est obligée de présenter avant l'ouverture de la session, ou dans le courant des deux premières semaines après son ouverture, un compte rendu de l'état des finances du pays, pour qu'il soit examiné et discuté par les membres de la Diète.

20° Chaque État est obligé d'avoir un secrétaire pour la rédaction des protocoles des séances.

21° Toutes les commissions élues par les membres de la Diète sont obligées de se réunir dans l'espace de quatre jours après leur nomination et ensuite de présenter leurs propositions et leurs projets, à mesure qu'ils sont prêts, à l'assemblée générale de leurs États respectifs.

22° Les discussions des États sont publiques, excepté dans le cas où les États décident que les débats auront lieu à huis clos.

23° Les États peuvent se réunir en particulier pour discuter les questions à présenter à la Diète, mais n'ont pas alors le droit de les décider définitivement.

24° Tout membre de la Diète qui désire remettre une pétition est obligé de faire préalablement part de son intention au doyen de sa corporation et de laisser copie écrite de cette pétition au secrétaire de la corporation.

25° Les propositions de l'Empereur et Grand-Duc à la Diète ne peu-

vent pas être adoptées définitivement avant que les Commissions n'aient fait entendre leur opinion sur ces propositions.

26° Les avis émis par les Commissions doivent être communiqués à chaque État séparément pour qu'ils soient discutés simultanément dans chacun d'eux.

27° Les propositions de l'Empereur et Grand-Duc doivent toujours avoir la première place dans les débats des États.

28° Quand une question, élaborée par les Commissions, est présentée à la décision de la Diète, les États peuvent, ou bien prendre immédiatement une décision définitive, ou bien envoyer de nouveau la question aux Commissions pour qu'elle soit plus amplement examinée.

29° Lors de la décision définitive d'une affaire quelconque, il doit être donné lecture de tous les actes y relatifs, si un des membres le demande. Aucune affaire, sur laquelle ont eu lieu des débats, ne peut être définitivement décidée, tant que les États n'ont pas déclaré, sur l'interpellation du maréchal de la Diète, que les débats sur cette question sont clos.

30° Les propositions du maréchal de la Diète pour la décision définitive des différentes questions doivent être formulées de façon à ce qu'elles ne puissent amener qu'une réponse affirmative ou négative. De nouveaux débats ne doivent pas s'engager à ce sujet.

31° Le relevé des voix doit s'effectuer au moyen de billets imprimés portant les mots *oui* ou *non*.

32° Les votes se comptent d'après le nombre des membres; pour éviter un nombre égal de voix en faveur d'une proposition, le maréchal de la Diète est obligé après chaque scrutin, et avant que les bulletins ne soient dépouillés, d'en retirer un et de le mettre de côté. Si, au dépouillement du scrutin, les voix sont malgré cela également partagées, le bulletin retiré décide la question.

33° Le maréchal de la Diète ne peut refuser de mettre en délibération une question proposée par un membre, que dans le cas où cette question est contraire aux lois fondamentales de l'État, ou d'une nature telle qu'elle ne puisse être débattue publiquement; le motif du refus doit être alors clairement défini.

34° Les décisions prises par la Diète ne peuvent être changées, mais elles peuvent être complétées par des suppléments qui ne changent pas la substance de la décision.

35° Le député qui n'a pas assisté à une décision quelconque peut, dans une remarque annexée au procès-verbal, déclarer qu'il n'a pas pris part à cette décision, mais qu'il est d'accord avec les considérations qui la motivent.

36° A chaque Diète ordinaire, les États élisent un nombre de man-

dataires égal pour chacun d'eux, pour contrôler, conformément aux instructions rédigées et approuvées par la Diète, l'état des fonds de la Banque de Finlande, remis à la garde et aux soins des États.

37° Un reviseur est en outre élu parmi les membres de chaque État, pour prendre part à la révision annuelle, dont ces fonds font l'objet.

38° Les lois fondamentales de l'État ne peuvent être faites, modifiées, élucidées ou abrogées que sur la proposition de l'Empereur et Grand-Duc et avec le consentement de tous les États. Les propositions de ce genre peuvent être ou adoptées par la Diète à laquelle elles sont présentées, ou remises à la Diète suivante, si deux États au moins le demandent.

39° Lorsque des questions relatives à la modification ou à la suppression d'immunités, de privilèges ou de droits des différents États, ou à la promulgation de nouveaux privilèges, immunités ou droits des États, sont soulevées, on doit observer les règlements prescrits par la loi à cet égard.

40° Quand l'Empereur et Grand-Duc désire connaître l'avis des États sur des questions relatives à l'administration économique du pays ou à d'autres affaires et institutions publiques, les États sont obligés de présenter un exposé écrit de ces avis.

41° Toutes les décisions prises au sujet des propositions faites par l'Empereur et Grand-Duc doivent être également présentées par écrit.

42° Les décisions de la Diète sont signées par tous les membres des États ; les autres papiers émanant des différents États sont signés seulement par le maréchal de la Diète et les doyens.

43° Lors de la clôture de la Diète, au jour fixé à cet effet, tous les représentants des États se réunissent, après l'office divin, dans la salle du trône, où, par l'intermédiaire de leur maréchal et des doyens, ils adressent à l'Empereur ou à son représentant l'expression de leur fidèle dévouement et de leur respect, après quoi la Diète est déclarée fermée et les États dissous. Ensuite les États échangent les compliments d'adieu d'usage par l'intermédiaire de députations.

44° Les propositions présentées à la Diète par l'Empereur et Grand-Duc, les avis des Commissions et les actes écrits des États, adressés à l'Empereur, doivent être imprimés séparément.

45° Le présent ordre d'organisation de la Diète doit, dans ses détails, servir de loi fondamentale inviolable pour le gouvernant et pour les États de Finlande, jusqu'à ce qu'il soit modifié ou abrogé par leur décision commune.

PRUSSE.

Discours du Roi à la clôture des Chambres le 9 février 1867.

Illustres, nobles et honorés et messieurs des deux Chambres de la monarchie.

A la clôture d'une période mémorable et féconde, je vous remercie d'avoir aidé mon Gouvernement à accomplir les espérances que j'avais rattachées à cette session. En accordant un bill d'indemnité pour l'administration des finances opérée sans budget pendant les dernières années, vous vous êtes prêtés à la conciliation du conflit de principe qui, depuis des années, avait entravé l'action commune de mon Gouvernement et de la représentation du pays.

J'ai la confiance que les expériences acquises et l'appréciation générale des véritables conditions fondamentales de notre vie constitutionnelle contribueront à empêcher dans l'avenir le renouvellement d'une situation pareille.

En accordant les moyens extraordinaires pour les besoins de l'armée et de la flotte, vous avez reconnu ce que la politique de mon Gouvernement, appuyé sur l'aptitude éprouvée et la bravoure de mon armée, a produit jusqu'ici et manifesté la résolution de conserver ce qui est acquis.

La fixation du budget, avant le commencement de l'exercice actuel, est un nouveau gage de l'affermissement de notre situation constitutionnelle.

En renonçant provisoirement à certaines allocations particulières, dont il est difficile de se passer dans la gestion de l'administration, mon Gouvernement a donné une nouvelle preuve de la valeur qu'il attache à une entente avec la représentation du pays. Il peut espérer avec d'autant plus de confiance que, plus tard, on ne manquera pas de reconnaître les besoins en question et d'y donner satisfaction.

C'est avec une vive gratitude que je reconnais l'empressement avec lequel la représentation du pays a accordé à mon Gouvernement les moyens d'alléger la position des guerriers qui, dans les combats pour la patrie, sont devenus incapables de gagner leur subsistance, ainsi que des veuves et des enfants de ceux qui sont tombés.

La représentation du pays ayant accordé sa coopération suivie dans l'exécution des changements nécessités par l'extension considérable du territoire prussien et ayant placé, avec confiance, en mes mains, le soin d'opérer la transition de l'ancien état de choses dans les pays nouvellement acquis à la communauté complète avec les anciennes provinces, je puis espérer avec confiance que les habitants de tous les pays actuellement à la Prusse se sentiront de plus en plus chez

eux dans la grande communauté de leurs compatriotes et anciens voisins et prendront part avec un dévouement croissant à leur grande tâche.

L'admission déjà préparée de représentants de ces pays dans les deux Chambres de la monarchie contribuera à affermir et vivifier la conscience de la communauté avec les anciennes parties du pays.

Mais avant tout la sollicitude consciencieuse vouée à la culture de tous les germes de la prospérité publique, telle que le peuple prussien est habitué à l'éprouver de la part de son Gouvernement, et qu'elle a été avancée beaucoup dans la session qui finit par le concours des Chambres avec mon Gouvernement, fera sentir de plus en plus aussi aux populations des nouvelles provinces les bénéfices de la nouvelle communauté.

Dans toutes les branches de la vie publique, mon Gouvernement, appuyé sur l'entente avec la représentation du pays a pu réaliser des allègements et des améliorations considérables.

Le commencement de la suppression du monopole du sel et de la taxe additionnelle aux frais de justice, le règlement des rapports des associations d'industrie et d'exploitation, la suppression des restrictions au taux de l'intérêt, les traités de commerce et les conventions postales, la transformation des fiefs de Poméranie, l'abolition des droits de navigation du Rhin, l'amélioration des traitements des employés inférieurs et des instituteurs, enfin le vote des crédits nécessaires pour exécuter et compléter des chemins de fer importants seront salués comme des fruits heureux de cette session.

Pendant que le développement spécial de l'État prussien a reçu du concours de la représentation du pays avec mon Gouvernement une impulsion heureuse, le fait que le projet de Constitution de la Confédération du Nord a été accepté par tous les Gouvernements alliés à la Prusse, m'autorise à espérer avec confiance que sur la base d'une organisation unitaire telle que l'Allemagne l'avait vainement désirée à travers des luttes séculaires, le peuple allemand jouira enfin des bienfaits auxquels il est appelé par la Providence en vertu de la plénitude de puissance et de civilisation dont il est doué, sitôt qu'il sait sauvegarder sa paix à l'intérieur et à l'extérieur.

Je regarderais comme la plus belle gloire de ma couronne que Dieu m'ait appelé à faire servir la puissance de mon peuple, fort par sa fidélité, sa bravoure et sa civilisation, à établir une union durable des peuples et des princes allemands. J'ai confiance en Dieu qui nous a conduits jusqu'ici dans sa grâce et qui nous fera atteindre ce but.

F. AMYOT.

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1868

III

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

GRANDE-BRETAGNE — PAYS-BAS.

**Convention pour un Échange de territoire sur la côte occidentale
d'Afrique, signé à Londres le 5 mars 1867.**

S. M. le Roi des Pays-Bas et S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande étant tombés d'accord qu'un échange de territoire sur la côte ouest de l'Afrique pourrait se faire à leur avantage mutuel et favoriserait les intérêts des habitants, ont résolu de conclure une Convention dans ce but, et ont à cet effet nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Pays-Bas, le sieur Adophe baron *Bentinck*, commandeur de l'ordre du Lion néerlandais, chevalier grand-croix de

l'ordre de la Couronne de la Chêne, Chambellan de Sa Majesté, son Ministre d'État, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Cour de Saint-James, et le sieur Cornelis-Jean-Marius *Nagtglas*, chevalier de l'ordre du Lion néerlandais, ex-gouverneur de Saint-Georges-d'Elmina, etc.

S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Henri Howard Molyneux, comte de *Carnarvon*, lord Porchester, Membre du Conseil privé, son principal Secrétaire d'État des colonies et le très-honorable Edward-Henri Stanley, lord *Stanley*, Membre du Conseil privé, Membre du Parlement et son principal Secrétaire d'État des Affaires étrangères.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. S. M. le Roi des Pays-Bas cède à Sa Majesté tous les forts, possessions et droits de souveraineté ou de juridiction qu'il possède sur la Côte d'Or, à l'est de l'embouchure de River-Sweet, où leurs territoires respectifs sont contigus, et S. M. Britannique cède à S. M. le Roi des Pays-Bas tous les forts, possessions et droits de souveraineté ou de juridiction qu'elle possède sur la Côte d'Or, à l'ouest de River-Sweet où leurs territoires sont contigus.

Les limites entre les possessions de S. M. le Roi des Pays-Bas et celles de S. M. Britannique forment une ligne tracée au nord du centre de l'embouchure de River-Sweet jusqu'à la limite du présent Royaume Ashantic, mais avec telles déviations dans un espace de trois milles anglais, à partir de la côte, qui seront nécessaires pour conserver dans le territoire néerlandais tout village qui a été sous la dépendance habituelle du Gouvernement des Pays-Bas, à Saint-Georges-d'Elmina, et dans le territoire britannique tout village qui a été sous la dépendance habituelle du Gouvernement de la Grande-Bretagne à Cape-Coast.

Art. 2. Les deux hautes Parties contractantes conviennent que le tarif suivant des douanes sera fixé dans leurs possessions respectives sur la Côte d'Or.

	Possessions néerlandaises.	Possessions britanniques.
Ale, bière, vin et spiritueux, par litre....	8 cents,	par gallon. 6 pence.
Cigares, tabac à priser et tabac de toute sorte.....	par k'log.. 10 cents,	par livre.. 1 penny.
Poudre à canon.....	—	—
Armes à feu de toute sorte....	chaque..... 6 cents,	chaque. .. 1 shilling.
Pour toutes autres marchandises de toute sorte.....	} à 3 pour 100 de la valeur sur facture.	

Art. 3. Afin d'empêcher toute fraude dans l'importation des marchandises, les hautes Parties contractantes s'engagent à donner plein pouvoir à leurs agents des douanes sur la Côte d'Or, à l'effet d'exiger

des commandants de navires une déclaration de la nature, de la quantité et de la valeur des marchandises qu'ils pourront être autorisés à débarquer.

Dans le cas où les agents des douanes seront d'avis que la valeur ainsi déclarée est insuffisante, ils auront le droit de prendre les marchandises pour le compte du Trésor, en payant à l'importateur le montant de son évaluation et en addition 10 0/0, plus les droits de douanes qui auront pu être payés.

Art. 4. Le tarif des droits de douanes, spécifié dans l'article 2, entrera en vigueur à partir du jour qui sera fixé par les deux Gouvernements et sera exécutable pendant dix années et plus jusqu'à l'expiration des douze mois après la notification d'une des deux Parties contractantes d'y mettre un terme ou de les reviser.

Art. 5. Le tarif des droits de douanes pourra être exigé ou non par les autorités locales, à leur discrétion ou suivant les ordres de leurs Gouvernements respectifs, en ce qui concerne les marchandises importées pour l'usage de ces mêmes autorités ou pour l'usage de la consommation personnelle des agents au service du Gouvernement.

Art. 6. La remise mutuelle des forts, possessions et droits de souveraineté et de juridiction, stipulée dans l'article premier de la présente Convention, dépend de l'établissement du tarif proposé et n'aura lieu qu'après que le Gouvernement de chaque pays aura obtenu le décretement des lois et règlements nécessaires pour établir le tarif pour le temps et aux conditions fixés comme ci-dessus, et que ce tarif sera mis en cours d'exécution.

Art. 7. Après la remise dont il est parlé dans l'article précédent, une carte des nouvelles frontières sera dressée d'après les termes de l'article premier. Deux exemplaires de cette carte, certifiés par chacun des Gouvernements seront annexés à cette Convention, à l'effet de montrer les limites; ces limites ne pourront subir aucun changement dans le cas même ou quelque'un des villages mentionnés dans l'article premier serait abandonné par la suite, ou si le tarif venait à être modifié ou annulé.

Art. 8. La présente Convention, après avoir reçu, en ce qu'il est nécessaire, l'approbation des autorités législatives, sera ratifiée, et es ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de quatre mois ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le 5 mars mil huit cent soixante-sept.

(L. S.) Signé : BENTINCK.

(L. S.) Signé : CARNARVON.

(L. S.) Signé : C.-J.-M. NAGTGLAS.

(L. S.) Signé : STANLEY.

PAYS-BAS — PRUSSE.

Convention additionnelle à la Convention d'extradition des malfaiteurs du 17 novembre 1850¹, en date de Berlin le 20 juin 1867.

S. M. le Roi des Pays-Bas et S. M. le Roi de Prusse, ayant jugé utile de comprendre au nombre des crimes et délits mentionnés à l'article 2 de la Convention du 17 novembre 1850² le délit d'escroquerie, et de conclure dans ce but une Convention additionnelle, ont muni à cet effet de leurs pleins pouvoirs, savoir :

S. M. le Roi des Pays-Bas, le sieur Charles-Malcolm-Ernest-George comte du *Bylandt*, son Chambellan et son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de S. M. le Roi de Prusse, et

S. M. le Roi de Prusse, le sieur Bernard *Köning*, son Conseiller intime de légation ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Aux crimes et délits mentionnés à l'article 2 de la Convention du 17 novembre 1850 est ajouté : 9° Escroquerie.

Art. 2. La présente Convention additionnelle sera publiée dans les deux pays aussitôt après l'échange des ratifications, qui aura lieu dans le délai de quatre semaines, ou plus tôt, si faire se peut. Elle sera mise en vigueur dix jours après celui de la publication. Elle aura la même durée que la Convention du 17 novembre 1850, à laquelle elle se rapporte, et les deux Conventions seront censées dénoncées simultanément, si la Convention du 17 novembre 1850 venait à être dénoncée par l'une ou l'autre des hautes Parties contractantes.

1. Lagemans. *Recueil des Pays-Bas*, tome III, page 260.

2. Art. 2. L'extradition n'aura lieu que dans le cas de condamnation, accusation ou poursuite, pour les crimes ou délits suivants, commis hors du territoire de la partie à laquelle l'extradition est demandée ;

1° Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre, viol ;

2° Incendie ;

3° Faux en écriture y compris la contrefaçon de billets de banque, de papier monnaie et d'effets publics ;

4° Fabrication de fausse monnaie, altération de monnaie légale et émission avec connaissance de monnaie fausse ;

5° Faux témoignage ;

6° Vol accompagné de circonstances aggravantes, soustraction commise par les dépositaires ou comptables publics, concussion ;

7° Corruption de fonctionnaires publics ;

8° Banqueroute frauduleuse.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le 20 juin 1867.

(L. S.) Signé : C. DE BYLANDT.

(L. S.) Signé : B. KÖNIG.

ITALIE.

Loi sur les biens ecclésiastiques votée le 31 juillet 1867.

Art. 1^{er}. Ne sont plus reconnus comme corps moraux :

1° Les chapitres des églises collégiales, les églises *ricettizie*, les églises *comunie* et les chapellenies chorales, sauf pour celles d'elles qui ont charge d'âmes, un seul bénéfice ou une quote sur la masse paroissiale ;

2° Les canonicats, les bénéfices et les chapellenies de patronage royal et laïque des chapitres des églises cathédrales ;

3° Les abbayes et les prieurés de nature abbatiale ;

4° Les bénéfices auxquels, par leur fondation, n'est pas imposée une charge actuelle d'âme ou l'obligation principale permanente d'aider au curé dans l'exercice de sa cure ;

5° Les prélatures et les chapellenies ecclésiastiques ou laïques ;

6° Les institutions avec un caractère de perpétuité qui, sous quelque dénomination ou titre que ce soit, sont généralement qualifiées comme fondations pieuses ou legs pieux pour le culte, quand même elles ne seraient pas érigées sous un titre ecclésiastique, à l'exception des fabriques ou des œuvres destinées à la conservation des monuments et des édifices sacrés qui seront conservés pour le culte. Les institutions de nature mixte seront conservées pour la partie des revenus et du patrimoine qui, selon l'article 2 de la loi du 13 août 1862, devait être indistinctement administrée, sauf, quant aux confréries, ce qui sera ordonné par une autre loi spéciale, sans qu'il soit différé, en attendant, de les soumettre à la surveillance de l'autorité civile.

La désignation des œuvres que l'on veut conserver comme étant destinées à la conservation des monuments et la désignation des édifices sacrés à conserver au culte, seront faites par décrets royaux qui devront être publiés dans le délai d'une année à dater de la promulgation de la loi.

Art. 2. Tous les biens de toute espèce appartenant aux susdits corps moraux supprimés seront dévolus au domaine de l'État, sous les exceptions et réserves ci-après exprimées.

Quant aux biens immeubles, le Gouvernement, sauf la disposition de l'article 21, inscrira en faveur du fonds du culte, pour avoir effet du jour de la prise de possession, une rente de 5 0/0 égale au revenu de ces mêmes biens, certifié et soumis à la taxe de mainmorte, sous la déduction de 5 0/0 pour dépenses d'administration. Pour les provinces vénitiennes et le Mantouan, la rente à inscrire correspondra à celle certifiée pour les effets de l'équivalent d'impôt, aux termes du décret royal du 4 novembre.

Quant aux canons, cens, redevances, décimes et autres prestations annuelles, provenant du patrimoine des corporations religieuses et des autres corps moraux supprimés par la loi du 7 juillet 1866 et par la présente loi, le domaine les assignera au fonds du culte, en conservant l'administration pour le compte du fonds du culte même. Ést abrogée, en conséquence, l'obligation de l'inscription de la rente y relative, imposée par l'article 11 de la loi du 7 juillet 1866.

Les canons, les cens, les redevances, les décimes et autres prestations annuelles appartenant aux corps moraux non supprimés continueront à faire partie de leurs dotations respectives.

Après cessation de ce qui est assigné aux corps participant aujourd'hui des églises *ricettizie* et des églises *comunie* ayant charge d'âmes, la rente inscrite comme il est dit ci-dessus, et leurs canons, cens, redevances et décimes assignés au fonds du culte, passeront aux communes dans lesquelles existent lesdites églises, avec l'obligation pour elles de doter les fabriques paroissiales et de constituer un supplément de traitement aux curés, ainsi qu'il est dit au n° 4 de l'article 28 de la loi du 7 juillet 1866.

Art. 3. Ceux qui sont investis légalement des corps moraux supprimés aux termes de l'article 1^{er}, ceux qui font partie des églises *ricettizie*, des églises *comunie* et des chapellenies chorales qui sont en possession, recevront, leur vie durant et à dater du jour de la publication de la présente loi, des patrons, s'il s'agit de bénéfices, de chapellenies, de patronage laïque, et dans les autres cas, des fonds du culte, une indemnité annuelle correspondant au revenu net de la dotation ordinaire, pourvu qu'ils continuent à remplir les obligations imposées à ces corporations.

L'indemnité susdite ne pourra jamais être augmentée, même à titre de participation à la masse commune, par suite de retraite ou de mort parmi les membres d'un chapitre, et elle cessera si le bénéficiaire vient à être pourvu d'un autre bénéfice ou s'il se trouve quelque autre cause de déchéance.

Si le bénéficiaire actuel a le droit d'habiter une maison qui fait partie de la dotation du patrimoine ecclésiastique supprimé, il continuera à en user.

Art. 4. Sauf les exceptions prévues à l'article 5, les droits de patronage, de dévolution ou de réversibilité ne pourront, quant aux immeubles, être exercés que sur la rente y relative qui sera inscrite.

Les droits ci-dessus indiqués sur tout bien meuble ou immeuble dévolu au domaine devront être dans les formes légitimes, et sous peine de déchéance, exercés dans le terme de cinq ans à dater de la publication de la présente loi, sauf les effets des lois antérieures quant aux droits déjà vérifiés en vertu de ces mêmes lois.

Les privilèges et les hypothèques légitimement inscrits sur les biens immeubles dévolus au domaine de l'État, aux termes de la loi du 7 juillet 1866 ou de la présente loi, conserveront leur effet.

Cependant on devra, dans l'inscription sur le grand-livre de la dette publique, de la rente pour le fonds du culte ou pour les corps ecclésiastiques, faire respectivement la déduction de la somme correspondante aux intérêts du crédit hypothécaire inscrit.

Les privilèges et les hypothèques inscrits pour garantir l'exécution des charges imposées aux fondations cesseront de plein droit d'avoir aucun effet.

Art. 5. Les patrons laïques des bénéfices dont il est question à l'article 1^{er} pourront revendiquer les biens constituant la dotation, pourvu que, dans le terme d'une année à dater de la promulgation de la présente loi, ils en fassent déclaration, par un acte régulier, exempt de taxe d'enregistrement, et qu'ils payent en même temps un quart des 30 0/0 de la valeur des mêmes biens calculés sans déduction des charges, sauf à acquitter ces mêmes charges comme de droit, et enfin qu'ils s'obligent à payer, en trois termes égaux annuels, les trois autres quarts avec les intérêts, sous la réserve dans les rapports avec les investis et pendant l'usufruit de l'application de l'article 507 du Code civil.

Lorsque le patronage sera mixte, réduit à la moitié des 30 0/0 dont il est parlé ci-dessus, le patron laïque devra en outre payer, de la même manière et dans les mêmes termes, une somme égale à la moitié des biens déchargés des charges inhérentes aux bénéfices.

Si le patronage actif se trouvait séparé du passif, les avantages qui leur sont accordés par la présente loi seraient partagés entre eux.

Les biens des prélatures et des chapellenies dont il est parlé au n° 5 de l'article 1^{er} des fondations et des legs pieux, seront dégagés par l'effet de la présente loi, sauf l'accomplissement des charges, comme de droit, et moyennant paiement, de la manière et dans les termes

ci-dessus indiqués, de la double taxe de succession entre étrangers, sous peine, à défaut, de déchéance.

Art. 6. Les canonicals des églises cathédrales ne seront pas pourvus au delà du nombre de douze, y compris le bénéfice paroissial et la dignité ou les offices capitulaires. Les chapellenies et les autres bénéfices desdites églises ne seront pas pourvus au delà du nombre de six.

Quant aux messes épiscopales, les revenus ou autres produits temporels des évêchés restés ou qui seront laissés vacants, continueront à être dévolus aux économats qui devront principalement les employer, comme tout autre produit, à améliorer les conditions des curés et des prêtres qui seront dans le besoin, aux dépenses du culte et de restauration des églises pauvres et à d'autres usages de charité, en conformité des dispositions du décret royal du 26 septembre 1860.

Les comptes de cet emploi seront présentés tous les ans au Parlement, avec le budget du ministère de grâce et justice et des cultes.

Art. 7. Les biens immeubles déjà transférés au domaine par la loi du 7 juillet 1866 et ceux à lui transférés en vertu de la présente loi, seront administrés et aliénés par l'administration domaniale sous la surveillance immédiate d'une commission instituée dans chaque province du royaume, et en observant les prescriptions ci-après exprimées.

La commission provinciale délibère sur les contrats de métayage, de locations et d'aliénations, sur la division en lots et sur tout autre incident concernant l'administration et les aliénations. Le directeur domanial aura l'administration de fait et d'exécution des délibérations de la commission provinciale.

Art. 8. La commission provinciale sera composée du préfet, qui en sera le président, du procureur du Roi près le tribunal du chef-lieu de la province, du directeur du domaine ou de son délégué, de deux citoyens élus, tous les deux ans, par le conseil provincial, même hors de son sein. Une commission centrale de contrôle, composée d'un conseiller d'État, d'un conseiller de la cour des Comptes, du directeur général du domaine et des taxes, du directeur du fonds du culte et de deux autres membres nommés par décret royal, présidée par le Ministre des finances, surveillera l'administration et veillera à la marche des aliénations, de la manière ci-après mentionnée et selon les dispositions qui seront établies par un règlement qui sera approuvé par décret royal. Elle présentera au Parlement une relation annuelle sur la marche de l'administration et des aliénations susmentionnées, laquelle relation sera examinée par la commission du budget.

Art. 9. Les biens seront divisés en petits lots autant que possible, en tenant compte des intérêts économiques, des conditions agricoles et des circonstances locales.

Art. 10. Les aliénations auront lieu par enchères publiques, avec l'assistance d'un des membres de la commission provinciale. Le prix sur lesquels s'ouvriront les enchères sera déterminé par la moyenne arithmétique entre l'impôt principal foncier multiplié par 7 et capitalisé en raison de 100 pour 5; le revenu constaté et soumis à la taxe de mainmorte et à l'impôt équivalent, multiplié par 20, augmenté de 10 pour 100, et le loyer le plus élevé des dix dernières années, déduction des impôts, multiplié par 20 si les biens se trouvent actuellement ou ont été loués dans ladite période de temps.

Il n'y aura lieu à expertise directe que dans les cas où ladite commission, par une délibération motivée, en déclarera la nécessité.

Art. 11. Sera admis à concourir, quiconque prouvera avoir déposé dans une caisse quelconque de l'État, en valeur qui sera spécifiée à l'art. 17, le dixième du prix déterminé, conformément à l'article précédent.

Art. 12. Dans le cas où les premières enchères n'aboutiraient pas, l'administration domaniale procédera, avec l'assistance d'un membre de la commission provinciale, à de secondes enchères par offres cachetées. Les offres par lettres cachetées seront présentées avec le certificat du dépôt du dixième du prix et, selon l'article précédent, elles seront décachetées en public le jour fixé par les avis. L'adjudication sera proclamée en faveur de celui dont l'offre dépassera les autres, et qui sera tenue au moins égale au prix préalable pour les enchères.

Si cette seconde expérience était aussi sans résultat, on pourra ouvrir de nouvelles enchères avec une réduction de prix, pourvu que la mesure et le montant de la réduction soient décidés à l'unanimité par la commission provinciale. L'approbation de la commission centrale sera nécessaire si la délibération de la commission provinciale a été prise à la simple majorité.

Il n'y aura jamais lieu à aliénation par contrat privé.

Art. 13. L'adjudication publiée, l'acquéreur devra dans les dix jours verser à l'une des caisses de l'État la différence entre le dixième du prix d'estimation déposé par lui et le dixième du prix d'adjudication, outre les frais et taxes de transmission, de transcription et d'inscription hypothécaire indiqués aux avis enchères. Si l'acquéreur a fait le dépôt en titre de la dette publique, il devra en outre le convertir en valeurs indiquées à l'article 17. Dans l'intervalle des dix jours susdits, la commission devra examiner et approuver, s'il y

à lieu, l'acte d'adjudication. Dans les huit jours qui suivront la présentation du certificat de la trésorerie attestant l'effectuation du versement, le préfet délivrera à l'acquéreur un extrait du procès-verbal d'adjudication concernant le lot acquis, lequel lot devra être au moins sommairement décrit. Il fera au bas de l'extrait mention de l'approbation donnée par la commission et le munira de son ordonnance exécutive.

Cet extrait, signé par le préfet, muni du sceau de la préfecture, aura force de titre authentique et exécutif de l'achat et vente. On procédera, en vertu de ce titre, à la prise de possession, à la transposition au cadastre et à la transcription. Dans le cas où trente jours seraient écoulés sans que l'adjudicataire ait rempli toutes les prescriptions contenues dans le présent article, on procéderait à de nouvelles enchères du fonds, aux frais et risques de l'adjudicataire, lequel perdra le dépôt effectué et sera en outre tenu au remboursement des dommages.

Art. 14. Les neuf autres dixièmes du prix seront payés, par quotes égales, en dix-huit ans, à l'intérêt composé de 6 0/0.

La valeur des meubles qui se trouvent attachés au fonds pour son service et sa culture, aux termes de l'article 413 du Code civil, devra être versée en même temps que le premier dixième du prix. Les bois de haute futaie ne pourront être coupés, ni tout, ni en partie, jusqu'à ce que l'adjudicataire ait payé le prix total ou une partie du prix correspondant à la valeur de la coupe, ou s'il n'a pas préalablement fourni à l'agent du domaine une garantie suffisante du paiement, en se conformant, en tous cas, aux dispositions des lois forestières. Il sera fait la remise de 7 0/0 sur les quotes anticipées pour solde du prix au moment du paiement du premier dixième, et celle de 3 0/0 à ceux qui payeront d'avance les quotes suivantes dans les deux ans qui suivront le jour de l'adjudication.

Art. 15. L'hypothèque légale à laquelle a droit le domaine sur les fonds aliénés en vertu de l'article 1969 du Code civil, sera inscrite d'office par le conservateur des hypothèques, aux termes de l'article 1985 du même code, sur la présentation qui sera faite, par les soins du préfet, de l'extrait du procès-verbal d'adjudication mentionné à l'article 13.

Les articles 20 et 22 de la loi sur le crédit foncier du 14 juin 1866, seront applicables contre les débiteurs en retard pour les versements des intérêts ou de tout ou partie du prix.

Art. 16. Est maintenue pour la province de Sicile et pour les biens auxquels elle se rapporte, la loi du 10 août 1862, n° 743.

Art 17. Il est donné faculté au Gouvernement d'émettre, aux époques et de la façon qu'il jugera plus à propos, dans les règles qui sont

établies par décret royal, autant de titres productifs au 5 0/0 qu'il est nécessaire pour faire entrer dans les caisses de l'État la somme effective de 400 millions. Ces titres seront acceptés à la valeur nominale en compte du prix d'achat des biens à vendre par effet de la présente loi, et les titres seront annulés au fur et à mesure que les biens seront vendus.

Art. 18. Une taxe extraordinaire est imposée sur le patrimoine ecclésiastique, à l'exclusion des paroisses et à l'exception des biens spécifiés dans le dernier paragraphe de l'article 5, dans le cas et sous les conditions y exprimées.

Cette taxe sera de 30 0/0 et se percevra comme suit :

a) Sur le patrimoine représenté par le fonds du culte sera annulé le 30 0/0 de la rente déjà inscrite à ce fonds, en exécution des lois précédentes de suppression ; il sera inscrit le 30 0/0 en moins de la rente dont on devrait faire l'inscription en vertu desdites lois et de la présente ; et, en dernier lieu, sur le 70 0/0 qui resterait à assigner ou inscrire au moins autant de rente qu'il en faut pour représenter le 30 0/0 de la valeur des canons, redevances, cens, dîmes et autres prestations annuelles, appliqués par le domaine au fonds du culte et sur lesquelles on ne fera aucun prélèvement direct.

b) Sur le patrimoine des corps moraux ecclésiastiques non supprimés, on retiendra, en l'inscrivant en moins, le 30 0/0 de la rente due à chaque corps, en remplacement des biens immeubles passés au domaine. Sur le 70 0/0 qui serait encore dû à ce titre, on retiendra, en l'inscrivant en moins, le 30 0/0 de la valeur des canons, cens, redevances, dîmes et autres prestations annuelles appartenant audit corps ; on ne fera, dans ce cas, aucun prélèvement direct sur ces prestations. Si le 30 0/0 de la valeur de ces prestations annuelles surpassait celui de 70 0/0, la différence de la rente à inscrire en substitution des immeubles sera perçue en prélevant une part correspondante desdits canons, cens, redevances, dîmes et autres prestations.

c) Sur les biens des corporations religieuses supprimées de la Lombardie, on percevra la taxe extraordinaire du 30 0/0, en quatre cotes annuelles, dans les modes et formes adoptés pour le recouvrement de l'impôt foncier.

Art. 19. Si, par effet de la taxe extraordinaire du 30 0/0 le revenu net d'un évêché était réduit à une somme inférieure à 6000 fr., les titulaires actuels recevraient du fonds du culte une somme annuelle complétant les 6000 fr.

Art. 20. La part de concours imposée par l'article 31 de la loi du 7 juillet 1866 sera perçue sur le revenu dépouillé des charges inhérentes au corps ecclésiastique non supprimé.

Art. 21. Le recouvrement des créances de l'administration du fonds du culte se fera avec les privilèges fiscaux établis par les lois pour le recouvrement des impôts.

Art. 22. Les dispositions de la loi du 7 juillet 1866 continueront à avoir leur effet en tout ce qui n'est pas contraire à la présente.

CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD. — ITALIE.

Traité de navigation, signé à Florence le 14 octobre 1867.

S. M. le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, d'une part, et S. M. le Roi d'Italie, d'autre part, animés d'un égal désir de contribuer au développement des relations maritimes et commerciales entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et l'Italie, ont résolu de conclure une Convention, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi de Prusse,

S. Exc. Charles-George-Louis-Guido comte de *Usedom*, son Chambellan et Conseiller intime actuel, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi d'Italie et membre de la chambre des États de Prusse, chevalier de l'ordre de l'Aigle-Rouge de 1^{re} classe, et grand-croix de l'ordre des Saints-Maurice-et-Lazare, etc.;

S. M. le Roi d'Italie,

S. Exc. le chevalier Urbain *Rattazzi*, chevalier de l'ordre suprême de la Très-Sainte-Annonciade, etc., président du conseil des ministres, son Ministre secrétaire d'État pour les affaires de l'intérieur, chargé du portefeuille du ministère des finances, député au Parlement national, etc.,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les navires allemands qui entreront chargés ou sur lest dans les ports d'Italie, ou qui en sortiront, et les navires italiens qui entreront chargés ou sur lest dans les ports de la Confédération ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur provenance ou de leur destination, ne payeront dans ces ports, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de pilotage, de quarantaine, de port, de phare, ou autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomina-

tion que ce soit, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers ou d'établissements quelconques, que ceux dont y sont ou seront passibles les navires nationaux venant des mêmes lieux et ayant les mêmes destinations.

Art. 2. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires du commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux de l'une des Hautes Parties contractantes aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre, la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 3. La nationalité des navires sera admise de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque partie, au moyen des documents délivrés par les autorités compétentes aux capitaines, patrons et bateliers.

La perception des droits de navigation se fera respectivement au choix du capitaine, soit d'après le chiffre de tonnage inscrit sur les documents susmentionnés. A cet effet, les Hautes Parties contractantes conviendront d'une base fixe pour la conversion du tonneau de jauge italien en lest allemand et *vice versa*, et cette base ainsi arrêtée servira réciproquement de règle pour les droits de navigation à prélever dans les ports respectifs.

Art. 4. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États de l'une des Hautes Parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés ou être exportés par des navires de l'autre puissance.

Les marchandises importées dans les ports des deux Parties par des navires de l'une ou de l'autre puissance pourront y être livrées à la consommation, au transit, ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayants cause, le tout sans être assujetties à des droits de magasinage, de surveillance ou autres charges de même nature plus forts que ceux auxquels sont ou seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. 5. Les marchandises de toute nature importées de quelque lieu que ce soit dans les États de l'une des Hautes Parties contractantes par les navires de l'autre y jouiront des mêmes exemptions, restitutions de droits, primes ou autres faveurs quelconques, et ne payeront respectivement d'autres ni de plus forts droits de douane, de navigation ou de péage, perçus au profit de l'État, des communes, des cor-

porations locales, de particuliers ou d'établissements quelconques, et ne seront assujetties à aucune autre formalité que si l'importation en avait lieu sous pavillon national.

Art. 6. Les marchandises de toute nature exportées des États de l'une des Hautes Parties contractantes par les navires de l'autre pour quelque destination que ce soit, ne seront pas assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toute prime et restitution de droits et autres faveurs qui sont et seront accordées par chacune des deux parties à la navigation nationale

Art. 7. Les navires de l'une des Hautes Parties contractantes entrant dans un des ports de l'autre et qui n'y voudraient que compléter leur chargement ou décharger une partie de leur cargaison pourront, en se conformant aux lois et règlements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation.

Art. 8. Les navires de l'une des Hautes Parties contractantes entrant en relâche forcée dans l'un des ports de l'autre n'y payeront, soit pour le navire, soit pour son chargement, que les droits auxquels les nationaux sont assujettis dans le même cas, et y jouiront des mêmes faveurs et immunités, pourvu que la nécessité de la relâche soit légalement constatée, que ces navires ne fassent aucune opération de commerce et qu'ils ne séjournent pas dans le port plus longtemps que ne l'exige le motif qui a nécessité la relâche. Les déchargements et rechargements motivés par le besoin de réparer les bâtiments ne seront point considérés comme opération de commerce

Art. 9. Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer, dans les ports et places de commerce de l'autre, des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, se réservant toutefois de n'en pas admettre dans tels lieux qu'elles jugeront convenable d'en excepter généralement. Ces consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents, ainsi que leurs chanceliers, jouiront, à charge de réciprocité, des mêmes privilèges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ou jouiront ceux des nations les plus favorisées; mais, dans le cas où ils voudraient exercer le commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes lois et usages auxquels sont soumis dans le même lieu, par rapport à leurs transactions commerciales, les particuliers de leur nation.

Art. 10. Lesdits consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents

consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes résidant dans les Etats de l'autre, recevront des autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de leurs pays respectifs, qu'ils soient ou non inculpés de crimes, délits ou contraventions commis à bord desdits bâtiments.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents, et justifieront par l'exhibition des registres du bâtiment, rôle d'équipage ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie ou l'extrait desdites pièces, dûment certifié par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie dudit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Lesdits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition desdits consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des agents précités, lesquels, selon l'occasion, les réintégreront à bord du bâtiment auquel ils appartiennent ou les renverront dans le pays desdits agents, sur un navire de la même ou de toute autre nation, ou les rapatrieront par la voie de terre.

Le rapatriement par la voie de terre se fera sous escorte de la force publique, à la réquisition et aux frais des agents précités, qui devront, à cet effet, s'adresser aux autorités compétentes.

Si dans les deux mois à compter du jour de leur arrestation, les déserteurs n'étaient pas réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent ou s'ils n'étaient pas rapatriés par la voie de terre ou de mer, de même si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis en outre quelque crime ou délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur ce fait et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du pays où la désertion a eu lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art 11. En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des Hautes Parties contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et

immunités que la législation de chacun des États respectifs accorde à ses propres navires en pareille circonstance. Il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour les personnes que pour le navire et sa cargaison. Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du pays. Toutefois les consuls ou agents consulaires respectifs seront admis à surveiller les opérations relatives à la réparation, au ravitaillement ou à la vente, s'il y a lieu, des navires échoués ou naufragés à la côte. Tout ce qui aura été sauvé du navire et de la cargaison, ou le produit de ces objets, s'ils ont été vendus, sera restitué aux propriétaires ou à leurs ayants cause, et il ne sera pas payé de frais de sauvetage plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient assujettis en pareils cas.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 12. Les Hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilège, faveur ou immunité concernant la navigation à aucun autre État qui ne soit aussi, de plein droit et à l'instant, étendu à leurs sujets respectifs.

Art. 13. Le droit d'accession à la présente convention est réservé à tout État qui appartient actuellement ou qui appartiendra par la suite au Zollverein.

Cette accession pourra se faire par un échange de déclarations entre les États contractants et l'Italie.

Art. 14. La présente Convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1868.

Elle aura la même durée que le traité de commerce conclu entre le Zollverein et l'Italie le 31 décembre 1865.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Florence dans l'espace de deux mois à compter du jour de la signature ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Florence, le 14 du mois d'octobre de l'année 1867.

(L. S.) *Signé* : USEDOM.

(L. S.) *Signé* : U. RATTAZZI.

PROTOCOLE.

En procédant à la signature de la Convention de navigation conclue sous la date d'aujourd'hui entre la Confédération de l'Allemagne du

Nord et l'Italie, les Plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés par leurs Gouvernements, déclarent :

1° Qu'en tant que continueront à exister des consuls particuliers des États composant la Confédération de l'Allemagne du Nord, leur seront également appliquées les dispositions des articles 9 et suivants de la susdite Convention de navigation, touchant les attributions, immunités et privilèges des consuls et agents consulaires respectifs.

2° Que les stipulations insérées dans le traité de commerce conclu entre l'Italie et le Zollverein le 31 décembre 1865 seront indistinctement applicables, à partir de l'époque où la Convention de navigation entrera en vigueur, à tous les États composant la Confédération de l'Allemagne du Nord, qu'ils fassent ou non partie de l'association douanière allemande.

3° Que par conséquent, à partir de la même époque, cesseront d'avoir effet tous les Traités et Conventions de commerce ou de navigation conclus précédemment entre quelques-uns de ces mêmes États et le Gouvernement d'Italie ou quelques-uns des anciens États compris actuellement dans le royaume italien.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susdits ont signé le présent protocole, qui aura la même force et valeur que la Convention de navigation dont il formera une annexe, et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire, à Florence, le 14 octobre 1867.

(L. S.) Signé : USEDOM.

(L. S.) Signé : U. RATTAZZI.

PAYS-BAS — PRUSSE.

Déclaration au sujet de la Convention d'extradition conclue entre les Pays-Bas et le Hanovre, laquelle se trouve remplacée par les Conventions d'extradition entre les Pays-Bas et la Prusse, en date de La Haye le 17 octobre 1867.

Le Gouvernement de S. M. le Roi des Pays-Bas et celui de S. M. le Roi de Prusse, ayant jugé utile de constater que la Convention d'extradition des malfaiteurs, conclue entre les Pays-Bas et le ci-devant Royaume de Hanovre, a, par suite de l'annexion de ce Royaume à la Prusse, cessé d'être en vigueur, et se trouve remplacée par la Convention d'extradition, conclue entre les Pays-Bas et la Prusse le 17 novembre 1850, et par la Convention additionnelle du 20 juin 1867 entre ces mêmes États, la présente déclaration a été expédiée à cet effet

pour être échangée contre une déclaration de la même teneur du Gouvernement Prussien.

Fait à La Haye, le 17 octobre 1867.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Signé : DE ZUYLEN DE NYEVELT.

BELGIQUE — PAYS-BAS.

Convention pour régler les communications par chemin de fer entre les deux pays, conclue à La Haye le 9 novembre 1867.

S. M. le Roi des Pays-Bas et S. M. le Roi des Belges, animés du désir de procurer au commerce et aux relations entre leurs États respectifs les avantages, qui peuvent résulter de nouvelles communications directes par le chemin de fer, ont nommé des Plénipotentiaires pour conclure une Convention à cet effet, savoir :

S. M. le Roi des Pays-Bas,

Le sieur Jules-Philippe-Jacques-Adrien comte de *Zuylen de Nyevelt*, chevalier grand-croix des ordres du Lion néerlandais et de la Couronne de Chêne de Luxembourg, grand officier de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., etc., Son Chambellan et Ministre des Affaires Étrangères;

Le sieur mr. Jean *Heemskerk*, commandeur de l'ordre du Lion néerlandais, Son Ministre de l'Intérieur; et

Le sieur jhr. Guillaume-Jean-Gérard *Klerck*, conseiller :

S. M. le Roi des Belges,

Le sieur Alcindor baron *Beaulieu*, commandeur de l'ordre de Léopold de Belgique, grand cordon de l'ordre d'Adolphe de Nassau, etc., etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour des Pays-Bas; et

Le sieur Eugène-Pascal-Téophile O Sullivan de *Terdeck*, Directeur au Ministère des Travaux Publics, chevalier de l'ordre de Léopold de Belgique, officier de l'ordre de la Couronne de Chêne du Luxembourg;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1. Les deux Gouvernements déclarent qu'ils ont chacun sur son territoire accordé la concession des chemins de fer :

1° De Neuzen par Sluiskil, Axel et Hulst à Saint-Nicolas ;

2° De Sluiskil par Sas de Gand et Zelzaete à Gand ;

3° De Eindhoven par Valkenswaard, Achel et le camp de Beverloo à Hasselt;

4° De Tilbourg par Barle-Nassau à Turnhout.

La concession de ces chemins de fer a été accordée à l'effet de relier la ville et le port de Neuzen avec les chemins de fer de la Belgique dans les stations de Gand et de Saint-Nicolas, et de relier les chemins de fer de la Belgique avec ceux de l'État néerlandais dans les stations d'Eindhoven et de Tilbourg.

A Saint-Nicolas, à Gand, à Hasselt, à Turnhout, à Eindhoven et à Tilbourg ces chemins de fer seront raccordés à ceux existants, de manière à ce que les locomotives, les voitures et les wagons des deux pays puissent circuler sans entraves sur les différentes lignes.

A Neuzen le chemin de fer sera relié avec le port extérieur, de manière à ce que les marchandises puissent être transbordées directement des navires sur les wagons et réciproquement, et à Sluiskil le chemin de fer, se dirigeant vers Gand, sera raccordé avec celui de Neuzen à Saint-Nicolas.

Les Hautes Parties contractantes déclarent approuver le raccordement à la frontière, tel qu'il a été exécuté des chemins de fer de Eindhoven à Hasselt, de Tilbourg et Turnhout et de Sluiskil à Gand. Elles détermineront de commun accord sur le point de jonction et le raccordement à la frontière du chemin de fer de Neuzen à Saint-Nicolas.

Art. 2. Les deux Gouvernements aviseront, chacun pour les parties situées sur son territoire, aux mesures à prendre, à l'effet d'obtenir que la partie du chemin de fer de Sluiskil à Gand, comprise entre Zelzaete et Sluiskil, et le chemin de fer de Neuzen à Saint-Nicolas soient mis en exploitation dans le plus court délai possible et, si faire se peut, au plus tard dans un délai de deux ans, à partir de la date de l'échange des ratifications de la présente Convention.

Art. 3. Chacun des deux Gouvernements arrêtera et approuvera les projets relatifs à la construction sur son territoire des chemins de fer dont il s'agit.

Ils auront soin néanmoins que cette construction ait lieu de manière à ce que les locomotives, les voitures et les wagons des deux pays puissent circuler sans aucune difficulté sur tout le parcours de ces chemins de fer.

La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails sera d'un mètre quatre cent trente-cinq millimètres (1.435 m.).

Les tampons des locomotives et des wagons seront établis de telle manière, qu'il y ait concordance avec les dimensions adoptées sur les chemins de fer en exploitation dans les deux pays.

Art. 4. Les deux Gouvernements rechercheront les moyens d'ob-

tenir que la section, comprise entre les stations frontières de chacun de ces chemins de fer et située en partie sur le territoire néerlandais et en partie sur le territoire belge, soit exploitée par une seule compagnie.

Ils permettront que les compagnies ou administrations chargées de l'exploitation des lignes sur les deux territoires s'entendent à ce sujet. En cas d'accord à cet égard, accord qui reste soumis à l'approbation des Hautes Parties contractantes, les deux Gouvernements se réservent de s'entendre ultérieurement en ce qui concerne cette exploitation par voie de correspondance.

Art. 5. Toute administration, à laquelle sera confiée l'exploitation commune de parties néerlandaises et de parties belges de ces chemins de fer, sera tenue de désigner, tant dans les Pays-Bas qu'en Belgique, un agent spécial et un domicile d'élection, où devront être adressés les ordres, les communications et les réquisitions, que les Gouvernements respectifs et les autorités compétentes auront à faire parvenir à cette administration.

Art. 6. Les deux Gouvernements auront soin de faire rédiger les règlements de police pour ces chemins de fer, autant que possible d'après les mêmes principes, et de faire organiser l'exploitation, autant que faire se pourra, d'une manière uniforme.

Art. 7. Les deux Gouvernements feront de commun accord en sorte, qu'autant que possible, dans les stations dans lesquelles, tant dans les Pays-Bas qu'en Belgique, ces chemins de fer sont reliés avec ceux existant dans les deux pays, il y ait correspondance entre les départs et les arrivées des trains les plus directs.

Ils se réservent de déterminer le minimum de trains destinés au transport des voyageurs et sont, dès à présent, tombés d'accord que ce minimum ne pourra dans aucun cas être moindre que deux par jour dans chaque direction.

Art. 8. Les Hautes Parties contractantes donneront leurs soins à ce que sur ces chemins de fer pour tout transport dépassant la frontière, il soit adopté un tarif aussi modique et aussi uniforme que possible.

Sur tout le parcours de ces chemins de fer il ne sera pas fait de différence entre les sujets des deux États quant au mode et au prix de transport et au temps de l'expédition. Les voyageurs et les marchandises, passant de l'un des deux États dans l'autre, ne seront pas traités sur le territoire de l'État dans lequel ils entrent moins favorablement que les voyageurs et les marchandises circulant à l'intérieur de chacun des deux pays.

Art. 9. Les deux Gouvernements conviennent réciproquement, que les formalités à remplir pour la vérification des passe-ports et pour la

police concernant les voyageurs seront réglées de la manière la plus favorable, admise dans les deux États.

Art. 10. Pour favoriser autant que possible l'exploitation de ces chemins de fer, les deux Gouvernements accorderont aux voyageurs, à leurs bagages et aux marchandises transportées en ce qui concerne les formalités d'expédition en douane, toutes les facilités compatibles avec les lois douanières et les règlements généraux des deux États et spécialement celles qui sont déjà ou qui seront accordées par la suite sur tout autre chemin de fer, traversant la frontière de l'un des deux États.

Les marchandises et bagages, transportés de l'un dans l'autre des deux pays et en destination de stations autres que celles situées à la frontière, seront admis à passer outre jusqu'au lieu de leur destination, sans être soumis aux visites de la douane dans les bureaux de la frontière, pourvu qu'à ce lieu de destination se trouve établi un bureau de douane, qu'il soit satisfait aux lois et aux règlements généraux, et pour autant que, dans certains cas, d'après ces lois et règlements, la visite ne soit pas jugée nécessaire ailleurs.

Art. 11. Les sociétés chargées de l'exploitation de ces chemins de fer seront tenues, en ce qui concerne le service des postes entre et dans les stations frontières, de remplir les obligations dont l'indication suit :

1° Transporter gratuitement par chaque convoi pour voyageurs les voitures de la poste des deux Gouvernements avec leur matériel de service, les lettres et les employés chargés du service ;

2° Transporter gratuitement, tant que les deux Gouvernements ne feront pas usage de la faculté mentionnée au paragraphe précédent, les malles de la poste et les courriers qui convoient les malles dans un compartiment bien fermé d'une voiture ordinaire du chemin de fer, arrangé à cet effet d'après les ordres du Gouvernement qui requiert le transport ;

3° Accorder aux employés de l'administration postale la libre entrée des voitures destinées au service de la poste et leur laisser la faculté de prendre et de remettre les lettres et les paquets.

4° Mettre à la disposition des administrations postales des deux États un local convenable pour le service de la poste ;

5° Établir, autant que faire se pourra, de la conformité entre l'exploitation du chemin de fer et le service du transport des lettres, de la manière qui sera jugée nécessaire par les deux Gouvernements pour obtenir un transport aussi régulier et aussi prompt que possible.

Les administrations des postes des deux États s'entendront entre elles relativement à l'emploi de ces chemins de fer pour le service postal entre les stations frontières.

Art. 12. Les deux Gouvernements consentent à ce qu'il soit établi des télégraphes électro-magnétiques pour le service de ces chemins de fer.

Des télégraphes électro-magnétiques pour le service international et public pourront également être établis le long de ces chemins de fer par les soins des deux Gouvernements, chacun sur son territoire.

Art. 13. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye, dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la signature, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à La Haye, le 9 novembre mil huit cent soixante-sept.

(L. S.) Signé : DE ZUYLEN DE NYEVELT.

(L. S.) Signé : HEEMSKERK.

(L. S.) Signé : G.-J.-G. KLERCK.

(L. S.) Signé : BEAULIEU.

(L. S.) Signé : E. O SULLIVAN DE TERDECK.

FRANCE — PAYS-BAS.

Convention de poste conclue à Paris, le 22 janvier 1868.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi des Pays-Bas, également animés du désir d'améliorer, au moyen d'une nouvelle Convention, le service des correspondances entre la France et les Pays-Bas, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Léonel, marquis de Moustier, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son Ministre et Secrétaire d'État au département des Affaires étrangères ;

Et S. M. le Roi des Pays-Bas, M. le baron de Zuylen de Nyevelt, son Chambellan et son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français, commandeur de l'ordre du Lion néerlandais, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura, au moins une fois par jour, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes des Pays-Bas

un échange de lettres, d'échantillons de marchandises et d'imprimés de toute nature au moyen des services français et néerlandais et des services de poste établis sur le territoire des États par l'intermédiaire desquels les deux administrations peuvent échanger entre elles des dépêches closes.

Art. 2. Les frais résultant du transport, entre la frontière française et la frontière néerlandaise, des dépêches closes désignées dans l'article précédent, seront supportés par l'administration des postes de France.

Art. 3. Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, soit de la France et de l'Algérie pour les Pays-Bas, soit des Pays-Bas pour la France et l'Algérie, pourront, à leur choix, laisser le port desdites lettres à la charge des destinataires ou payer ce port d'avance jusqu'à destination.

Art. 4. Le prix du port des lettres ordinaires qui seront échangées entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants des Pays-Bas, d'autre part, sera réglé conformément au tarif ci-après :

DÉSIGNATION DES LETTRES.	PRIX DE PORT à payer par l'expéditeur de chaque lettre affranchie ou par le destinataire de chaque lettre non affranchie et pour chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes.	SOMME À PAYER POUR CHAQUE LETTRE et par chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes,	
		par l'administration des postes de France à l'administration des postes des Pays-Bas.	par l'administration des postes des Pays-Bas à l'administration des postes de France.
1	2	3	4
Lettres affranchies. { de la France et de l'Algérie pour les Pays Bas.....	40 centimes.	13 centimes 1/3.	»
des pays-Bas pour la France et l'Algérie.	20 cents.	26 centimes 2/3.
Lettres non affranchies. { de la France et de l'Algérie pour les Pays-Bas.....	30 cents.	40 centimes.
des Pays-Bas pour la France et l'Algérie.	60 centimes.	20 centimes....	»

Art. 5. Les lettres ordinaires expédiées à découvert, par la voie de la France, soit des pays mentionnés au tableau A annexé à la présente Convention pour les Pays-Bas, soit des Pays-Bas pour ces mêmes pays, seront échangées entre l'administration des postes de France et l'administration des postes des Pays-Bas aux conditions énoncées dans ledit tableau.

Il est convenu, toutefois, que les conditions d'échange fixées par le tableau A susnommé pourront être modifiées, d'un commun accord, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes des Pays-Bas.

Art. 6. Les lettres qui seront dirigées de la France sur les Pays-Bas, pour être envoyées dans les colonies et autres pays d'outre-mer au moyen des bâtiments de l'État ou du commerce partant des ports des Pays-Bas pour les pays d'outre-mer, devront être affranchies jusqu'au port d'embarquement.

L'administration des postes de France payera à l'administration des postes des Pays-Bas, pour prix du transit desdites lettres sur le territoire des Pays-Bas, la somme de sept cents par lettre et pour chaque dix grammes ou fraction de dix grammes.

Art. 7. Le port des lettres qui seront expédiées des colonies néerlandaises pour la France, au moyen des bâtiments naviguant entre lesdites colonies et les Pays-Bas, sera acquitté par les destinataires de ces lettres.

L'administration des postes de France payera à l'administration des Pays-Bas, pour le port colonial, le port de voie de mer et le prix du transit sur le territoire des Pays-Bas des lettres ci-dessus désignées, la somme de trente cents par lettre et par chaque quinze grammes ou fraction de quinze grammes.

Il est convenu que les conditions d'échange fixées par le présent article et par l'article 6 précédent pourront être modifiées, d'un commun accord, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes des Pays-Bas.

Art. 8. L'administration des postes de France pourra livrer à l'administration des postes des Pays-Bas des lettres chargées à destination des Pays-Bas.

De son côté, l'administration des postes des Pays-Bas pourra livrer à l'administration des postes de France des lettres chargées à destination de la France et de l'Algérie, et, autant que possible, à destination des pays auxquels la France sert d'intermédiaire.

Le port des lettres chargées devra toujours être payé d'avance jusqu'à destination.

Art. 9. Toute lettre chargée expédiée de la France ou de l'Algérie pour les Pays-Bas supportera au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids, un droit fixe de cinquante centimes, et, réciproquement, toute lettre chargée expédiée des Pays-Bas pour la France ou l'Algérie supportera au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids, un droit fixe de vingt-cinq cents.

Art. 10. L'administration des postes de France payera à l'adminis-

tration des postes des Pays-Bas, en sus du prix résultant des dispositions de l'article 4 de la présente Convention, un droit fixe de seize centimes deux tiers pour toute lettre chargée expédiée de la France et de l'Algérie à destination des Pays-Bas.

Réciproquement, l'administration des postes des Pays-Bas payera à l'administration des postes de France, en sus du prix résultant de l'article 4 précédent, un droit fixe de trente-trois centimes un tiers pour toute lettre chargée expédiée des Pays-Bas à destination de la France et de l'Algérie.

Quant aux prix de port ou autres droits spéciaux dont les deux administrations auront à se tenir réciproquement compte pour les lettres chargées originaires ou à destination des pays auxquels l'administration des postes de France sert d'intermédiaire, ils seront fixés, d'un commun accord, entre ces deux administrations.

Art. 11. Dans le cas où quelque lettre chargée contenant ou non des valeurs-papier payables au porteur viendrait à être perdue, celle des deux administrations sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu payera à l'envoyeur une indemnité de cinquante francs ou de vingt-cinq florins, dans le délai de deux mois, à dater du jour de la réclamation; mais il est entendu que les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt des chargements; passé ce terme, les deux administrations ne seront tenues, l'une envers l'autre, à aucune indemnité.

Art. 12. L'envoyeur de toute lettre chargée expédiée soit de la France ou de l'Algérie pour les Pays-Bas, soit des Pays-Bas pour la France ou l'Algérie, pourra demander, au moment du dépôt de la lettre, qu'il lui soit donné avis de sa réception par le destinataire.

Dans ce cas, il payera d'avance, pour le port de l'avis, une taxe uniforme de vingt centimes ou dix cents.

Art. 13. L'administration des postes de France payera à l'administration des postes des Pays-Bas la somme de six centimes deux tiers pour chaque avis de réception de lettre chargée expédiée de la France ou de l'Algérie à destination des Pays-Bas.

De son côté, l'administration des postes des Pays-Bas payera à l'administration des postes de France la somme de treize centimes un tiers pour chaque avis de réception de lettre chargée expédiée des Pays-Bas pour la France ou l'Algérie.

Art. 14. Tout paquet contenant des échantillons de marchandises de nulle valeur, qui sera expédié de la France ou de l'Algérie pour les Pays-Bas, sera affranchi jusqu'à destination moyennant le payement d'une taxe de dix centimes par quarante grammes ou fraction de quarante grammes, et, réciproquement, tout paquet contenant des objets de même nature, qui sera expédié des Pays-Bas pour la France

ou l'Algérie, sera affranchi jusqu'à destination moyennant le payement d'une taxe de cinq cents par quarante grammes ou fraction de quarante grammes.

Le produit des taxes à percevoir en vertu du présent article sera réparti entre les administrations des postes des deux pays, dans la proportion de trois quarts au profit de l'administration des postes de France et d'un quart au profit de l'administration des postes des Pays-Bas.

Art. 15. Les journaux, les gazettes, les ouvrages périodiques, les livres brochés ou reliés, les brochures, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés soit de la France et de l'Algérie pour les Pays-Bas, soit des Pays-Bas pour la France et l'Algérie, devront être affranchis, de part et d'autre, jusqu'à destination.

Art. 16. Les taxes à percevoir pour l'affranchissement des objets désignés dans l'article précédent seront payées par les envoyeurs et réparties entre les deux administrations des postes de France et des Pays-Bas conformément au tarif suivant :

ORIGINE.	DESTINATION.	TAXE A PAYER par l'envoyeur pour l'affranchisse- ment de chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	SOMME A PAYER POUR CHAQUE PAQUET portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes,	
			par l'administration des postes de France à l'administration des postes des Pays-Bas.	par l'administration des postes des Pays-Bas à l'administration des postes de France.
1	2	3	4	5
France et Algérie..	Pays-Bas.	8 centimes.	2 centimes.....	»
Pays-Bas.....	France et Algérie..	4 cents.....	6 centimes.

Art. 17. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés à découvert, par la voie de la France, soit des pays désignés dans le tableau B annexé à la présente Convention pour les Pays-Bas, soit des Pays-Bas pour ces mêmes pays, seront échangés entre l'administration des postes de France et l'administration des postes des Pays-Bas aux conditions énoncées audit tableau.

Il est entendu, toutefois, que les conditions d'échange fixées par le tableau B susmentionné pourront être modifiées, d'un commun accord, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes des Pays-Bas.

Art. 18. Les journaux et autres imprimés qui seront échangés entre la France et les pays d'outre-mer par la voie des Pays-Bas devront être affranchis jusqu'au port néerlandais d'embarquement ou de débarquement.

L'administration des postes de France payera à l'administration des postes des Pays-Bas, pour prix de transit sur le territoire des Pays-Bas de chaque paquet desdits journaux et autres imprimés portant une adresse particulière, la somme d'un cent par quarante grammes ou fraction de quarante grammes.

Art. 19. Les échantillons de marchandises ne sont admis à jouir des modérations de taxe accordées par l'article 14 précédent qu'autant qu'ils n'auront par eux-mêmes aucune valeur vénale, qu'ils seront placés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Pour jouir des modérations de port accordées par les articles 16, 17 et 18, les imprimés désignés dans lesdits articles devront être mis sous bandes et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'expéditeur et la date.

Ceux des objets désignés dans le présent article qui ne rempliront pas les conditions ci-dessus déterminées ou qui n'auront pas été affranchis par les expéditeurs jusqu'aux limites respectivement fixées par les articles 15, 17 et 18, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Il est entendu que les dispositions contenues dans les articles susmentionnés n'infirmen en aucune manière le droit qu'ont les deux administrations de ne pas effectuer, sur leurs territoires respectifs, le transport et la distribution de ceux des imprimés désignés auxdits articles à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation tant en France que dans les Pays-Bas.

Art. 20. Le Gouvernement français prend l'engagement d'accorder au Gouvernement néerlandais le transit en dépêches closes, sur le territoire français, des correspondances originaires des Pays-Bas ou passant par les Pays-Bas à destination des États auxquels la France sert ou pourrait servir d'intermédiaire, et, réciproquement, de ces

États pour les Pays-Bas et les États auxquels les Pays-Bas servent ou pourraient servir d'intermédiaire.

De son côté, le Gouvernement néerlandais prend l'engagement d'accorder au Gouvernement français le transit en dépêches closes, sur le territoire néerlandais, des correspondances originaires de la France ou passant par la France à destination des États auxquels les Pays-Bas servent ou pourraient servir d'intermédiaire, et, réciproquement, de ces États pour la France et les États auxquels la France sert ou pourrait servir d'intermédiaire.

Art. 21. L'administration pour le compte de laquelle seront transportées les dépêches closes désignées dans l'article 20 précédent payera à l'administration qui effectuera ce transport la somme de cinq centimes par kilogramme de lettres, poids net, et d'un quart de centime par kilogramme d'échantillons de marchandises ou d'imprimés, aussi poids net, pour chaque kilomètre existant en ligne droite entre le point où commencera ledit transport et le point où il finira.

Toutefois, l'administration des postes des Pays-Bas payera à l'administration des postes de France, tant pour prix du transport sur le territoire français que pour prix du transport à travers le canal de la Manche des dépêches closes que ladite administration des postes des Pays-Bas échangera avec l'administration des postes de la Grande-Bretagne par la voie de la France, un prix moyen de trente centimes par trente grammes de lettres, poids net, et un autre prix moyen de cinquante centimes par kilogramme de journaux et autres imprimés, aussi poids net, qui seront contenus dans ces dépêches.

Art. 22. Le Gouvernement français promet de faire transporter en dépêches closes, avec ses propres correspondances, les lettres, échantillons de marchandises ou imprimés que les Pays-Bas échangeront par la voie de la France et des paquebots français ou anglais avec leurs possessions d'Asie et d'Amérique.

L'administration des postes des Pays-Bas payera à l'administration des postes de France, pour prix du transit à travers la France et pour port de voie de mer des lettres, échantillons et imprimés ci-dessus désignés, savoir :

1^o Pour prix du transit à travers la France, la somme d'un franc par trente grammes de lettres ou par kilogramme d'échantillons de marchandises ou d'imprimés ;

2^o Pour prix du transport par paquebots français ou anglais entre Marseille et Singapore ou entre Saint-Nazaire et Fort-de-France, la somme de un franc trente centimes par trente grammes de lettres et la somme de un franc quatre-vingt-dix centimes par kilogramme d'échantillons de marchandises ou d'imprimés ;

3° Pour prix du transport par paquebots français entre Singapore et Batavia ou entre Fort-de-France et Surinam, la somme de quarante centimes par kilogramme d'échantillons de marchandises ou d'imprimés.

Dans le cas où des modifications seraient ultérieurement introduites soit dans les prix de transit que l'office des postes britanniques doit payer à l'administration des postes de France pour les malles anglaises originaires ou à destination des Indes orientales, soit dans les prix payés à l'office britannique par l'administration des postes de France pour le transport par mer, au moyen des paquebots britanniques, des dépêches que cette administration expédie ou reçoit par la voie desdits paquebots, il est convenu que les prix fixés ci-dessus seront réduits ou augmentés, suivant le cas, conformément auxdites modifications.

Art. 23. Le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut, des feuilles d'avis et autres pièces de comptabilité résultant de l'échange des correspondances transportées en dépêches closes par l'une des deux administrations pour le compte de l'autre, et qui sont mentionnées dans les articles 20, 21 et 22 précédents, ne sera pas compris dans les pesées de lettres, journaux et imprimés de toute nature sur lesquelles devront être assis les prix de transport fixés par lesdits articles.

Il est convenu, toutefois, que les dispositions du présent article, ainsi que celles fixées par les articles 21 et 22 précédents pourront être modifiées, d'un commun accord, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes des Pays-Bas.

Art. 24. Les administrations des postes de France et des Pays-Bas dresseront chaque mois les comptes résultant de la transmission des correspondances et des dépêches closes que les deux administrations se livreront réciproquement, en vertu des dispositions de la présente Convention; et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans les trois mois qui suivront le mois auquel le compte se rapportera.

En cas de non-paiement du solde d'un compte dans le délai ci-dessus fixé, le montant de ce solde sera productif d'intérêts à dater du jour de l'expiration dudit délai et jusqu'au jour où le paiement aura lieu. Ces intérêts seront calculés à raison de cinq pour cent l'an et devront être portés au débit de l'administration retardataire, sur le compte du mois pendant lequel la somme productive d'intérêts aura été soldée.

Il est convenu que, tant dans l'application des taxes que pour toutes les écritures qui résulteront de l'exécution de la présente Convention,

le franc sera assimilé à un demi-florin ou cinquante cents, monnaie des Pays-Bas, et, réciproquement, que le florin des Pays-Bas sera assimilé à deux francs, monnaie de France.

Art. 25. Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature mal adressés ou mal dirigés seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyés par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs pour les poids et prix auxquels l'office envoyeur aura livré ces objets en compte à l'autre office.

Les objets de même nature qui auront été adressés à des destinataires ayant changé de résidence seront respectivement livrés ou rendus chargés du port qui aurait dû être payé par les destinataires.

Les lettres ordinaires, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature qui auront été primitivement livrés à l'administration des postes de France ou à l'administration des postes des Pays-Bas par d'autres administrations, et qui, par suite du changement de résidence des destinataires, devront être réexpédiés de l'un des deux pays pour l'autre, seront réciproquement livrés chargés du port exigible au lieu de la précédente destination.

Art. 26. Les correspondances de toute nature échangées à découvert entre les deux administrations des postes de France et des Pays-Bas, qui seront tombées en rebut pour quelque cause que ce soit devront être renvoyées, de part et d'autre, à la fin de chaque mois, et plus souvent, si faire se peut.

Celles de ces correspondances qui auront été livrées en compte seront rendues pour le prix pour lequel elles auront été originairement comptées par l'office envoyeur.

Celles qui auront été livrées affranchies jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière de l'office correspondant seront renvoyées sans taxe ni décompte.

Quant aux correspondances non affranchies tombées en rebut qui auront été transportées en dépêches closes par l'une des deux administrations pour le compte de l'autre, elles seront admises pour les poids et prix pour lesquels elles auront été comprises dans les comptes des administrations respectives, sur de simples déclarations ou listes nominatives mises à l'appui des décomptes, lorsque les correspondances elles-mêmes ne pourront pas être produites par l'office qui aura à se prévaloir du montant de leur port vis-à-vis de l'office correspondant.

Art. 27. Les deux administrations des postes de France et des Pays-Bas n'admettront à destination de l'un des deux pays, ou des pays qui empruntent leur intermédiaire, aucun paquet ou lettre qui con-

tiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, soit tout autre objet passible de droits de douane.

Art. 28. L'administration des postes de France et l'administration des postes des Pays-Bas désigneront, d'un commun accord, les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives; elles régleront les conditions auxquelles seront soumises les correspondances de l'un des deux pays pour l'autre insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste; elles régleront également la direction des correspondances transmises réciproquement; elles fixeront aussi tant les conditions auxquelles pourront être échangées à découvert, entre les bureaux d'échange respectifs, les correspondances originaires ou à destination des colonies et des pays étrangers qui empruntent l'intermédiaire de l'un des deux pays pour correspondre avec l'autre, que les conditions auxquelles pourront être transmises, par la voie des paquebots-poste français et par la voie des paquebots-poste britanniques, les correspondances expédiées de la France, de l'Algérie et des pays auxquels la France sert d'intermédiaire pour les possessions néerlandaises d'outre-mer, et *vice versa*, et arrêteront les dispositions relatives à la forme des comptes mentionnés à l'article 21 précédent, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux administrations en reconnaîtront la nécessité.

Art. 29. La présente Convention aura force et valeur à partir du jour dont les deux parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États, et elle demeurera obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant cette dernière année, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les administrations des postes des deux pays, après l'expiration dudit terme.

Art. 30. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double original, le 22 janvier 1868.

(L. S.) *Signé* : MOUSTIER.

(L. S.) *Signé* : BARON DE ZUYLEN DE NIEVELT.

A. — Tableau indiquant les conditions auxquelles seront échangées, entre l'administration des postes et les administrations des pays étrangers, les lettres et les paquets, et aux quels la France sert d'intermédiaire.

DÉSIGNATION DES PAYS dont la correspondance avec la Suède peut être transmise à découvert par la voie de la France.	à destination des pays désignés dans		
	Condition de l'affranchisse- ment.	Limite de l'affranchissement	Total des taxes à payer par les habitants des Pays-Bas pour chaque lettre affranchie et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 gramme
1	2	3	4
			cents.
Tanger (Maroc), Tunis, Alexandrie, le Caire, Suez, Port-Saïd, Jaffa, Beyrouth, Tripoli de Syrie, Lattaquié, Alexandrette, Mersina, Rhodes, Smyrne, Mételin, les Dardanelles, Gallipoli, Constantinople, Salonique, Varna, Sulina, Tulscha, Galatz, Ibraïla, Inéboli, Sinope, Samsoun, Kérassunde, Trébizonde.	Facultatif.....	Destination.....	40
Suisse, Grande-Bretagne.....	Facultatif.....	Destination.....	30
Italie, États-Pontificaux, Portugal, île de Malte, royaume de Grèce.	Facultatif.....	Destination.....	40
Martinique, Guadeloupe, Guyane française, îles Saint-Pierre et Miquelon, Sénégal, Pondichéry, Chandernagor, Karikal, Yanaon, Mahé, île de la Réunion, Mayotte et dépendances, Sainte-Marie de Madagascar, établissements français en Cochinchine, Nouvelle-Calédonie, îles des Pins, îles Loyalty, Shang-Hai (Chine), Yokohama (Japon), Antioa, la Barbade, la Dominique, Essequibo, la Grenade, Montserrat, Nevis, Saint-Christophe ou Saint-Kitts, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, la Trinité, la Jamaïque, Tabago, Tortola, Bahama, Honduras britannique, Bermudes, Sainte-Hélène, îles Turques, Canada, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, île du Prince-Édouard, Terre-Neuve, Aden, Indes orientales britanniques, Ceylan, Penang, Singapore, Hong-Kong, Seychelles, île Maurice, Nouvelles-Galles du Sud, Victoria, Queensland, Australie occidentale, Nouvelle-Zélande, îles Marquises, îles Basses, îles de la Société, Indes orientales néerlandaises.	Facultatif.....	Destination.....	50

France et l'administration des postes des Pays-Bas, les lettres expédiées à découvert des pays sur les Pays-Bas, et vice versa. .

LETTRES

Première colonne du tableau.		Originaires des pays désignés dans la première colonne du tableau.											
Prix que doit payer l'office des Pays-Bas à l'office de France pour chaque lettre affranchie et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes.		Prix que doit payer l'office de France à l'office des Pays-Bas pour les lettres non affranchies.		Condition de l'affranchissement.		Limite de l'affranchissement.		Total des taxes à payer par les habitants des Pays-Bas pour chaque lettre non affranchie ou chargée de port de transit et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes.		Prix que doit payer l'office des Pays-Bas à l'office de France pour chaque lettre non affranchie ou chargée de port de transit et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes.		Prix que doit payer l'office des Pays-Bas pour les lettres affranchies.	
5		6		7		8		9		10		11	
fr.	c.							cents.		fr.	c.		
»	04	Le même prix que pour les lettres non affranchies à destination de la France.		Facultatif..	Destination.....		50		»	80		Le même prix que pour les lettres affranchies provenant de la France.	
»	46	Le même prix que pour les lettres non affranchies à destination de la France.		Facultatif..	Destination.....		40		»	60		Le même prix que pour les lettres affranchies provenant de la France.	
»	06	Le même prix que pour les lettres non affranchies à destination de la France.		Facultatif..	Destination.....		50		»	80		Le même prix que pour les lettres affranchies provenant de la France.	
»	86	Le même prix que pour les lettres non affranchies à destination de la France.		Facultatif..	Destination.....		60		»	»		Le même prix que pour les lettres affranchies provenant de la France.	

<p>DÉSIGNATION DES PAYS</p> <p>dont la correspondance avec les Pays-Bas</p> <p>peut être transmise</p> <p>à découvert par la voie de la France.</p> <p>1</p>	<p>Condition</p> <p>de</p> <p>l'affranchisse-</p> <p>ment.</p> <p>2</p>	<p>à destination des pays désignés dans la</p> <p>Limite</p> <p>de l'affranchissement.</p> <p>3</p>	<p>Total</p> <p>des taxes</p> <p>à payer</p> <p>par les</p> <p>habitants</p> <p>des</p> <p>Pays-Bas</p> <p>pour chaque</p> <p>lettre</p> <p>affranchie</p> <p>et</p> <p>par chaque</p> <p>10 grammes</p> <p>ou fraction</p> <p>de 10</p> <p>grammes.</p> <p>4</p> <p>cents.</p>
Brésil, États-Unis de l'Amérique du Nord..	Facultatif.	Destination.....	60
Espagne, Gibraltar.....	Obligatoire....	Frontière de sortie de France.	40
Australie méridionale, Tasmanie (voie de Suez).	Obligatoire....	Ports de l'océan Austral desservis par les paquebots britanniques.....	50
Pays d'outre-mer sans de parages,	Obligatoire....	Port de débarquement... par les paquebots-poste français et autres bâtiments partant ou à destination des ports de France.	50
	Obligatoire....	Port de débarquement... par la voie d'Angleterre et des paquebots-poste britanniques ou des bâtiments de commerce.	50
	Obligatoire....	Ports des mers de l'Inde ou de la Chine desservis par les paquebots français ou anglais..... par la voie de Suez.....	50
Iles Sandwich.....	Obligatoire....	San-Francisco.....	60
Côtes occidentales de la Nouvelle-Grenade, République de l'Équateur, Pérou, Bolivie, Chili (voie de Panama).....	Obligatoire....	Ports de l'océan Pacifique desservis par les paquebots britanniques.....	60
Amérique centrale, Mexique (voie de Panama)	Obligatoire....	Panama.....	60

LETTRES.

première colonne du tableau.

originaires des pays désignés dans la première colonne du tableau.

Prix que doit payer l'office des Pays-Bas à l'office de France pour chaque lettre affranchie et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes.		Prix que doit payer l'office de France à l'office des Pays-Bas pour les lettres non affranchies.	Condition de l'affranchissement.	LIMITE de l'affranchissement.	Total des taxes à payer par les habitants des Pays-Bas pour chaque lettre non affranchie ou chargée de port de transit et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes.	Prix que doit payer l'office des Pays-Bas à l'office de France pour chaque lettre non affranchie ou chargée de port de transit et par chaque 10 grammes ou fraction de 10 grammes.	Prix que doit payer l'office de France à l'office des Pays-Bas pour les lettres affranchies.
5		6	7	8	9	10	11
fr.	c.				cents.	fr.	c.
1	06	Le même prix que pour les lettres non affranchies à destination de la France.	Facultatif..	Destination.....	70	1	20
»	66	»	Obligatoire..	Frontière d'entrée en France.	50	»	80
»	86	»	Obligatoire..	Alexandrie.....	60	1	»
»	86	»	Obligatoire..	Port d'embarquement.	60	1	»
»	86	»	Obligatoire..	Port d'embarquement.	60	1	»
»	86	»	Obligatoire..	Ports des mers de l'Inde ou de la Chine desservis par les paquebots français ou anglais.	60	1	»
1	06	»	Obligatoire..	San-Francisco.....	70	1	20
1	06	»	Obligatoire..	Ports de l'océan Pacifique desservis par les paquebots britanniques.	70	1	20
1	06	»	Obligatoire..	Panama	70	1	20

DÉSIGNATION DES PAYS ÉTRANGERS	IMPRIMÉS				
	à destination des pays désignés dans la première colonne du tableau.		originaires des pays désignés dans la première colonne du tableau.		
	Limite de	Prix que doit payer l'office des Pays-Bas à l'office de France pour chaque paquet et par chaque 40 gram. ou fraction de 40 gram.	Limite de	Prix que doit payer	
auxquels				l'office de France à l'office des Pays Bas pour chaque paquet et par chaque 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	l'office des Pays-Bas à l'office de France pour chaque paquet et par chaque 40 gram. ou fraction de 40 grammes.
la France sert d'intermédiaire.	l'affranchisse- ment obligatoire.	3	l'affranchisse- ment obligatoire.	5	6
1	2	3	4	5	6
		fr. c.			fr. c.
Pays outre-mer sans distinction de parages.	Par les paquebots-poste fran- çais et autres bâtiments partant ou à destination des ports de France.	Port de débar- quement.	0 15	Port d'embar- quement.	" 0 15
	Par la voie d'Angleterre et des paquebots britanniques ou des bâtiments du com- merce.	Port de débar- quement.	0 15	Port d'embar- quement.	" 0 15
	Par la voie de Suez.....	Ports des mers de l'Inde ou de la Chine des- servis par les paquebots français ou britanniques.	0 15	Ports des mers de l'Inde ou de la Chine des- servis par les paquebots français ou britanniques.	" 0 15
Îles occidentales de la Nouvelle-Gre- nade, république de l'Equateur, Pérou, Bolivie, Chili (voie de Panama).	Ports de l'océan Pacifique des- servis par les paquebots britanniques.	0 20	Ports de l'océan Pacifique des- servis par les paquebots britanniques.	"	0 20
Amérique centrale, Mexique (voie de Panama).	Panama.....	0 20	Panama.....	"	0 20
États d'Europe non désignés dans le présent tableau.	Frontière fran- çaise d'entrée.	0 02	Frontière fran- çaise d'entrée.	"	0 10

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES, CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC.

BAVIÈRE.

Note identique du prince de Hohenlohe aux ministres du Roi à Stuttgart, Carlsruhe et Darmstadt, sur l'organisation millitaire des États de l'Allemagne du Sud, en date du 19 janvier 1867.

Monsieur,

Les traités fondamentaux de la Confédération germanique se trouvent abolis de fait par les événements de l'année dernière, et pendant que l'Allemagne du Nord se constitue de nouveau comme confédération sous la direction de la Prusse, une tentative de même nature n'a pas encore été faite jusqu'ici par les Gouvernements du Sud. Le Roi, mon auguste maître, reconnaît trop les difficultés qui s'opposent à la formation d'une nouvelle confédération entre la Bavière et les autres États allemands, et notamment le Gouvernement auprès duquel vous avez l'honneur d'être accrédité, pour sortir dans le moment présent de la position expectante qu'il a gardée jusqu'ici et pour vouloir préparer la mise en délibération des traits fondamentaux d'une nouvelle constitution fédérale.

Il n'y a qu'une seule direction où le Gouvernement du Roi considère comme un commandement urgent de la conservation de soi-même, de faire en sorte qu'à la place des dispositions fondamentales abrogées par la force des circonstances, on en mette d'autres et, si c'est possible, de meilleures.

L'organisation militaire de la Confédération n'existe plus.

Il est grandement temps, pour protéger la Bavière et les autres États du sud-ouest de l'Allemagne, savoir : le royaume de Wurtemberg, le grand-duché de Bade et le grand-duché de Hesse, en tant que ce dernier n'appartient pas à la Confédération du Nord, contre des dangers extérieurs et intérieurs, de remplacer par une nouvelle organisation militaire celle qui existait jusqu'ici, et de profiter, en l'établissant, des leçons des dernières années.

Une délibération et une entente des quatre Pays susmentionnés sur la nécessité et les traits fondamentaux d'une organisation militaire pareille paraît d'autant plus urgente, que l'opinion publique demande à bon droit, dans tous ces pays, une transformation de l'organisation de l'armée, que le Gouvernement bavaïois aussi bien que les autres Gouvernements ont reconnu la nécessité d'une révision des lois relatives à la formation de l'armée et que cette révision même est projetée.

Or, il y a le grand danger que cette révision s'opère dans lesdits Pays d'une manière différente et qui soit de nature à empêcher pour toujours une organisation militaire uniforme de ces États. Ce danger existe notamment en Bavière, où déjà un projet complet d'organisation militaire se trouve élaboré, et est soumis à l'examen du Conseil des Ministres.

La voie pour éviter ce danger, c'est, suivant le Gouvernement du Roi, la conclusion d'une convention qui établisse les traits fondamentaux d'une organisation militaire commune, ou du moins analogue, des quatre États susnommés, sous réserve de l'approbation des Chambres.

Le moyen pour surmonter le plus sûrement et le plus rapidement les difficultés de l'exécution serait, d'après le Gouvernement du Roi, une Conférence des Ministres des affaires étrangères et de la guerre des quatre États.

Vous êtes chargé d'inviter le Gouvernement de.... à participer à une conférence pareille, qui aurait, en même temps, à prendre une décision sur les dispositions relatives aux anciennes forteresses fédérales d'Ulm et de Rastadt.

Comme lieu de la Conférence, on propose Stuttgart; comme moment de la réunion, vu l'urgence des circonstances, la fin de janvier 1867.

Étant parvenue à obtenir un accord provisoire sur ce plan, la Bavière a proposé les points suivants comme objet de la délibération.

I. Les Gouvernements réunis en conférence reconnaissent comme un besoin du temps d'augmenter et d'organiser les forces défensives

de leur Pays de telle manière qu'elles soient capables d'une action commune imposant le respect.

II. Ils s'unissent par conséquent, sous réserve de la coopération constitutionnelle de leurs Chambres, pour augmenter autant que possible leurs forces défensives sous une organisation militaire établie sur les principes de l'organisation prussienne.

III. Comme principes de ce système militaire qui devront être communs aux quatre États, on désigne :

1° L'entrée dans l'armée, d'après les principes de l'obligation universelle du service militaire, avec suppression du tirage au sort, de la permutation et du remplacement, et avec le temps de présence sous les drapeaux nécessaire pour une instruction militaire complètement suffisante.

2° Passage des hommes ayant accompli leur service dans la réserve de guerre de leur division avec exercices de trois mois pendant la durée de leur obligation militaire et emploi dans la guerre au même titre que la ligne ;

3° Ensuite, entrée dans les bataillons de réserve à former dans les circonscriptions administratives avec de courts exercices annuels en temps de paix, exercices dont ils pourront être dispensés, et emploi à côté de la ligne dans la guerre ;

4° Emploi du reste des hommes capables de porter les armes comme landwehr pour le service intérieur et local, en deux sections, dont la plus jeune pourra être employée en temps de guerre au dedans des frontières du Pays, la plus âgée au lieu du domicile seulement.

Les hommes mariés sont également tenus au service de la landwehr. Pendant le temps régulier de présence sous les drapeaux (§ 1^{er}) le mariage et l'émigration seront interdits.

On assurera par des lois les conditions de la formation de bons sous-officiers.

IV. La Conférence aura à fixer les minima des quote-parts de la population à comprendre dans les catégories 1 à 3 du § 3, au-dessous desquelles les législations des États particuliers ne pourront descendre.

V. Les Gouvernements réunis reconnaissent, relativement à l'organisation de leurs armées, le principe que ces armées doivent être divisées et équipées aussi uniformément que cela est nécessaire pour une action commune.

VI. Ils auront à s'entendre sur les instructions à donner à une Commission militaire *ad hoc* présidée par la Bavière, qui devra être convoquée le plus tôt possible.

VII. En ce qui touche les forteresses d'Ulm et de Rastadt, il y aura

lieu d'ajourner toute décision jusqu'à l'achèvement des travaux de la Commission de liquidation, qui devront être hâtés autant que possible.

Sur ces bases, la Conférence, à laquelle les Ministres des affaires étrangères et de la guerre de Bavière ont l'intention d'assister, sera ouverte à Stuttgart le 3 février 1867¹.

Déclaration du prince de Hohenlohe dans la séance du 19 janvier 1867 de la seconde Chambre, en faveur d'une alliance fédérative avec la Prusse.

La dissolution de la Confédération et l'exclusion de l'Autriche de celle-ci ont mis la situation des États moyens en danger. L'intégrité de l'Allemagne et l'union de toutes les branches de la nation allemande doivent être le but de nos efforts, et tant que cette union sera irréalisable, nous devons tendre à ce que la plus grande partie de l'Allemagne soit placée sous un pouvoir central unique avec une représentation parlementaire.

Cela n'est pas immédiatement réalisable pour la Bavière. La Prusse a reconnu la ligne du Mein. C'est à déplorer, mais la conséquence incontestable en est que la Prusse doit repousser les États du Sud.

Avec la pression unitaire qui domine, il n'est pas conciliable avec la dignité de la Bavière de réclamer une entrée sans conditions dans la Fédération de l'Allemagne du Nord. D'un autre côté, le Gouvernement bavarois est fermement résolu à s'opposer à toute tentative dirigée contre une union fédérative de l'Allemagne. La Bavière n'entrera dans aucune Confédération des États du Sud sous le protectorat d'une puissance étrangère, et acceptera tout aussi peu une Confédération des États du Sud, sous la conduite de l'Autriche, chez qui l'élément allemand a évidemment le dessous. Une Confédération du Sud de l'Allemagne élargirait l'abîme entre l'Allemagne du Sud et l'Allemagne du Nord.

Mais, de la sorte, la position de la Bavière ne serait pas seulement négative, elle serait encore isolée. La Bavière a besoin d'une protection; elle doit s'appuyer sur une grande puissance. Cette grande puissance ne peut être que la Prusse. L'alliance fédérative avec la Prusse, tel doit donc être le programme de la Bavière.

Ce programme entraîne le placement de l'armée, au cas de guerre,

1. Voir le protocole signé à Stuttgart le 5 février 1867. (*Archives*, 1867, t. III, page 1096.)

sous ses ordres, et rend nécessaire une réorganisation de l'armée conforme à l'organisation de la sienne. Cette réorganisation serait plus efficace, si les États du sud-ouest de l'Allemagne l'entreprenaient sur les mêmes bases; aussi la Bavière s'efforce-t-elle d'amener un rapprochement entre l'Allemagne du Sud et l'Allemagne du Nord.

Le double but précis du Gouvernement bavarois est donc : la création d'une alliance constitutionnelle avec le reste des États allemands aussi prompte, aussi étroite que possible, en sauvegardant la conservation de la souveraineté et de l'indépendance du Pays, et, jusqu'à ce que ce résultat soit obtenu, la création d'une force qui commande le respect, au moyen d'une réorganisation efficace de l'armée et par l'achèvement de la constitution intérieure sur des bases libérales.

Si nous réussissons sur ces données, on recherchera notre alliance et nous n'aurons plus besoin d'en chercher une de tous côtés; nous serons alors en situation d'obtenir la solution dans des conditions favorables pour le Pays, de questions importantes telles que la réorganisation du *Zollverein*.

Une confédération entre les États du sud-ouest de l'Allemagne élargirait la scission entre l'Allemagne du Sud et l'Allemagne du Nord.

GRANDE-BRETAGNE.

**Discours de la Reine, à l'ouverture du Parlement,
le 5 février 1867.**

Mylords et messieurs,

En faisant appel de nouveau à vos conseils et à votre assistance, je suis heureuse de vous informer que nos relations avec les puissances étrangères sont sur un pied amical et satisfaisant.

J'espère que la conclusion de la guerre dans laquelle la Prusse, l'Autriche et l'Italie ont été engagées, pourra amener l'établissement d'une paix durable en Europe.

J'ai suggéré au Gouvernement des États-Unis un mode par lequel les questions pendantes entre les deux pays, par suite de la guerre civile, pourront recevoir une solution amicale et qui, si l'on répond à cette ouverture, comme je l'espère avec un même esprit, écartera tous les prétextes possibles de mésintelligence et contribuera à établir des relations de cordiale amitié.

La guerre entre l'Espagne et les républiques du Chili et du Pérou

continue encore. Les bons offices de mon Gouvernement conjointement avec celui de l'Empereur des Français n'ayant pas réussi à opérer une réconciliation, si, par arrangement entre les parties elles-mêmes ou par la médiation de toute autre puissance amie, la paix vient à être rétablie, l'objet que j'avais en vue se trouvera également atteint de l'une ou de l'autre manière.

Le mécontentement qui régnait dans quelques provinces de l'Empire turc, s'est manifesté par une insurrection actuelle en Crète. De concert avec mes alliés, l'Empereur des Français et l'Empereur de Russie, je me suis abstenue de toute intervention active dans ces perturbations intérieures; mais, nos efforts combinés ont tendu à amener de meilleures relations entre la Porte et ses sujets chrétiens, relations qui ne sont pas incompatibles avec les droits souverains du Sultan.

Les négociations prolongées auxquelles a donné lieu l'acceptation par le prince Charles de Hohenzollern du Gouvernement des Principautés danubiennes, ont été heureusement terminées par un arrangement auquel la Porte s'est empressée d'acquiescer et qui a été sanctionné par le concours des puissances signataires du Traité de 1856.

Des résolutions en faveur d'une plus intime union des provinces du Canada, de Nova-Scotia et de New-Brunswick, ont été adoptées par leurs diverses législatures, et des délégués dûment autorisés et représentant toutes les classes du parti colonial et l'opinion publique ont concouru aux conditions dans lesquelles une telle union peut être le mieux réalisée. D'accord avec leurs vœux, un bill vous sera soumis. Ce bill, par la consolidation de l'intérêt et des réformes des colonies, donnera de la force aux diverses provinces, comme membres du même Empire et animés de sentiments de fidélité vis-à-vis de la même souveraine.

J'ai appris avec un profond regret que le fléau de la famine a lourdement pesé sur mes sujets dans quelques parties des Indes. Des instructions ont été envoyées à mon gouvernement des Indes pour qu'il fasse les plus grands efforts afin de mitiger la détresse qui a sévi pendant l'automne de l'année dernière.

Le bienfait d'une abondante récolte a depuis lors considérablement amélioré la condition des populations souffrantes.

Les efforts persévérants et les prétentions peu scrupuleuses de traitres conspirateurs, à l'étranger, ont, l'automne dernier, éveillé les espérances de quelques personnes désaffectionnées en Irlande et les appréhensions de la population fidèle.

Mais l'exercice à la fois ferme et modéré des facultés confiées au Pouvoir exécutif et l'hostilité manifestée contre la conspiration par des hommes de toutes classes et de toutes croyances, ont puissamment

contribué à rétablir la confiance publique, et ont rendu sans espoir toute tentative pour troubler la tranquillité générale.

J'ai la confiance que vous pourrez conséquemment vous dispenser d'avoir recours à une législation exceptionnelle pour cette partie de mes domaines.

Je reconnais, avec une gratitude infinie pour le Dieu tout-puissant, la grande diminution qui s'est produite dans les ravages faits par le choléra et par l'épidémie sévissant sur les bestiaux. Néanmoins, la continuation de ce dernier fléau dans quelques pays étrangers, et sa réapparition, accidentelle dans celui-ci, rendront encore nécessaires certaines mesures préventives. J'espère que les souvenirs laissés par le choléra tendront à porter l'attention vers ces mesures sanitaires que l'expérience a indiquées comme les meilleures.

Considérant comme de la plus haute importance un approvisionnement suffisant d'eau saine et pure, j'ai ordonné la nomination d'une Commission à l'effet de rechercher les meilleurs moyens de l'assurer d'une manière permanente pour la métropole et les principales villes dans les districts abondamment peuplés du royaume.

Messieurs de la Chambre des communes,

J'ai ordonné que les budgets de l'année financière courante soient mis sous vos yeux. Ils ont été préparés avec beaucoup d'attention au point de vue de l'économie et des nécessités du service public.

Vous donnerez, j'en ai l'assurance, tout votre appui à des dépenses modelées et calculées de manière à améliorer la condition de nos soldats et à établir la base d'une armée de réserve convenable.

Mylords et messieurs, votre attention sera de nouveau appelée sur l'état de la représentation du peuple dans le Parlement, et j'ai la confiance que vos délibérations, conduites dans un esprit de modération et de bon vouloir mutuel, mèneront à l'adoption de mesures qui, sans porter un trouble regrettable dans l'équilibre du pouvoir politique, étendront librement les franchises électorales.

Les dissidences qui s'élèvent fréquemment entre les patrons et leurs ouvriers, causant beaucoup de souffrances particulières, de dommage au public, et provoquant parfois, ainsi qu'on l'a dit, des actes d'outrage et de violence, m'ont décidée à nommer une Commission pour examiner l'organisation des unions industrielles, et autres associations soit de patrons, soit d'ouvriers, faire son rapport à ce sujet, avec l'autorisation de suggérer tout amendement à la loi pour leur mutuel avantage.

Des demandes vous seront adressées à l'effet d'obtenir des pouvoirs parlementaires, lorsqu'il sera nécessaire de rendre cette requête effective; j'ai décidé que des bills vous seraient présentés pour

l'extension des provisions des Factory Acts à d'autres industries, spécialement désignées par la commission royale, relativement à l'emploi d'enfants et pour l'établissement de meilleurs règlements, conformément au principe de ces Acts, dans les ateliers où sont employés en grand nombre des femmes et des enfants.

La condition de la marine marchande a attiré sérieusement mon attention. Des plaintes m'ont été adressées, établissant que le recrutement des matelots est insuffisant et que les dispositions prises pour la santé et la discipline à bord des navires sont imparfaites. Des mesures vous seront proposées dans le but d'augmenter la force de cet important service. J'ai vu avec satisfaction les adoucissements introduits dans les lois françaises sur la navigation.

J'ai exprimé à l'Empereur des Français mon intention de soumettre au Parlement une proposition ayant en vue l'extinction sur des termes justes et équitables des exemptions de charges locales sur le fret dont jouit encore un petit nombre d'individus, dans des ports anglais. Sa Majesté Impériale a, dans la prévision de cette mesure, accordé déjà aux vaisseaux anglais, le bénéfice de la nouvelle loi; un bill relatif à cette question vous sera présenté, afin d'adopter un meilleur règlement pour l'arrangement des affaires des compagnies de chemins de fer qui sont dans l'impossibilité de remplir leurs engagements.

Des mesures vous seront également demandées à l'effet d'améliorer les conditions des malades et des autres malheureux de la métropole, et aussi pour une meilleure distribution de secours à l'intérieur.

Votre attention sera également appelée sur l'amendement de la loi de la faillite, la consolidation des *cours de probate* (vérification des testaments) et de divorce, et de l'amirauté, et sur les moyens d'expédier plus vite et d'une manière plus suivie les affaires accumulées dans les cours supérieures du droit commun (*common law*) et dans les assises.

Les relations entre les propriétaires et le fermier en Irlande ont appelé toute ma sollicitude. Il vous sera présenté un bill qui, sans immixtion dans les droits de la propriété, offrira un encouragement direct aux détenteurs de terres pour améliorer leur exploitation et il fournira un simple mode d'obtention de compensation, pour des améliorations permanentes.

Je recommande à votre mûre attention ces mesures et d'autres qui vous seront soumises et je fais le vœu que vos travaux puissent, avec la bénédiction de la Providence, contribuer à la prospérité du pays et au bonheur de mon peuple.

AUTRICHE.

**Discours du comte Goluchowski à l'ouverture de la nouvelle
Diète de Galicie, le 18 février 1867.**

Haute assemblée,

Par le manifeste du 20 septembre 1865, l'action et les attributions du Reichsrath ont été suspendues, dans l'espoir qu'on arriverait plus facilement par là à effectuer la réconciliation du Gouvernement impérial avec les pays de la couronne de Saint-Etienne, et à terminer ainsi une ancienne contestation. Les négociations entreprises dans ce sens se prolongeant outre mesure, on a senti le besoin d'entendre la voix des pays qui sont situés sur la rive occidentale de la Leitha. C'est pourquoi, par sa patente du 2 janvier de cette année, Sa Majesté impériale avait daigné convoquer les représentations des pays non hongrois pour former une réunion extraordinaire du Reichsrath; elle a ordonné, en outre, que, vu la grande importance des points à résoudre, il serait procédé à de nouvelles élections de députés pour les Diètes provinciales ayant à élire dans leur sein un nombre de délégués établis par la loi.

Mais comme, depuis cette époque et après la publication de la patente en question, les pourparlers avec la Diète hongroise sont sur le point d'aboutir maintenant au terme désiré, S. M. l'Empereur a résolu d'abandonner son projet et a enlevé, par sa patente du 4 du courant, au Reichsrath déjà convoqué, son caractère extraordinaire. Je présente à la Diète une communication du Gouvernement qui développe les motifs de cette démarche importante. Les habitants de la Galicie, nos compatriotes, qui avaient déjà donné tant de preuves de leur dévouement toutes les fois qu'il s'agissait du bien public, ont cette fois encore bien mérité de notre pays en choisissant pour cette Diète les hommes les plus dignes, ceux en qui nous trouvions surtout le modèle des vertus civiques. Je me félicite donc de pouvoir saluer ici cordialement au nom de Sa Majesté Impériale, cette réunion nombreuse d'hommes nobles et éminents que le pays envoie ici pour se faire représenter.

La session actuelle ne durera que peu de temps, car nous sommes presque à la veille du jour où le Reichsrath, convoqué par Sa Majesté, commencera son action constitutionnelle.

Sans perdre de vue la grandeur séculaire de temps immémorial qui a placé l'Empire au rang des premières puissances européennes, et sans méconnaître la mission de l'Autriche, procédons à l'œuvre qui

nous intéresse spécialement avec une gravité consciencieuse, et choisissons au sein de la Diète, 38 délégués les plus dignes et les plus nobles qui, en ce moment décisif pour l'Empire aussi bien que pour notre pays, sauront se faire gardiens des droits nationaux imprescriptibles et réclamer avec une éloquence aussi éclairée qu'énergique, comme avec une sagesse et une modération éprouvées, les franchises qui, quoique non réalisées jusqu'ici, nous sont néanmoins solennellement garanties.

ÉTATS ROMAINS.

Allocution du Pape dans le Consistoire secret du 22 février 1867.

Vénérables frères,

La charité de Jésus-Christ nous pressant de chercher le moyen de pourvoir au veuvage de tant de diocèses italiens, nous avons écrit dans le mois de mars de l'année 1865 une lettre autographe au roi Victor-Emmanuel, le priant de nous envoyer un mandataire avec lequel il nous serait permis de traiter d'une affaire aussi grave. Ce Prince s'étant rendu à notre invitation, des négociations furent réellement entamées, lesquelles, néanmoins, non pas certainement par notre faute, faillirent et trompèrent nos desirs, car nous n'étions descendu à chercher des négociations que poussé par un zèle ardent d'assurer le salut des âmes que le Saint-Siège apostolique a toujours justement préféré à toute autre chose.

L'affaire a été reprise par la volonté de ceux qui exercent le pouvoir en Italie; nous ne pouvons traiter ce sujet, vénérables frères, sans une grande tristesse et sans une profonde douleur. Les prélats que nous devons envoyer aux sièges qui sont vacants ne trouveront pas seulement soustraits les biens constituant ce patrimoine diocésain, et enlevé à leur administration ce qui était destiné à leur entretien et à celui des pauvres; mais qui pis est, les pierres du sanctuaire dispersées, les refuges de la perfection religieuse désertés, les habitants des cloîtres privés de tout moyen de subsistance, les vierges consacrées à Dieu arrachées des asiles solitaires où elles s'étaient réfugiées avec l'aide de la grâce pour y vivre et y mourir dans le baiser de leur céleste époux.

Il est pénible, douloureux, de destiner des évêques à ces sièges; surtout dans l'incertitude actuelle des choses publiques. Que conclure

cependant? Abandonnerons-nous notre décision? Loin de là. Que les agriculteurs parlent pour la vigne plantée par Dieu et arrosée par le sang de son fils; qu'ils aillent pour la cultiver, au nom de Jésus-Christ, confiants dans son aide; qu'ils y arrivent, pénétrés de la protection de la Vierge qui les entendra de la manière la plus efficace.

Siège de la sagesse, elle est appelée à remplir les pasteurs de la discipline et de l'intelligence; refuge des pécheurs, elle conduira facilement dans leur sein beaucoup de leurs brebis égarées; consolation des affligés, elle soulagera, par leur ministère, les souffrances de bien des malheureux; aide des chrétiens, elle conciliera à ces pasteurs la vénération et la piété filiale d'un grand nombre de leurs fidèles, vénération, piété et affection qui leur feront trouver de la consolation dans l'exercice difficile de leur ministère et du courage dans la guerre contre les ennemis de Dieu et les anges des ténèbres, dont les efforts incessants tendent à s'emparer de toute la vigne évangélique dans le but de la remplir de lamentables ruines.

C'est pourquoi nous nommerons parmi les nouveaux pasteurs quelques-uns de ceux qui appartiennent à l'Italie, conservant l'espoir qu'il nous sera donné d'en nommer d'autres et d'autres encore dans les consistoires futurs, si cependant les jugements qui ne sont pas trop dissemblables des hommes vivants selon les opinions du siècle peuvent s'accorder avec les nôtres, en ce qui regarde surtout l'élection des personnes. Il n'est pas nécessaire d'insister sur la condition présente des choses; ce qui arrivera, à moins de changements opérés par la main du Très-Haut, est assez ouvertement annoncé par la série d'événements malheureux qui ont déjà eu lieu. Nous devons cependant avoir toute confiance en Dieu, qui, nous ayant jusqu'ici, par la protection de la Vierge immaculée et des saints apôtres, si évidemment protégé à l'ombre de ses ailes, changera, comme nous l'espérons, notre amertume en joie.

Cherchons, vénérables frères, de hâter et de conduire à maturité cet événement si désiré, par nos prières, par la concorde de nos esprits, et par l'exercice de toutes les vertus chrétiennes.

CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD.

**Discours du Roi de Prusse à l'ouverture du Parlement du Nord,
le 24 février 1867.**

Illustres, nobles et honorés Messieurs du Parlement du Nord,

C'est un moment solennel que celui où je viens parmi vous. De grands événements ont amené l'heure (et de grandes espérances s'y rattachent) où il m'est donné de prononcer ces paroles devant une assemblée telle qu'on n'en avait vu depuis des siècles autour d'un souverain allemand. J'en rends grâces à la Providence divine qui a conduit l'Allemagne vers le but désiré, par des voies que nous n'avons pu ni choisir ni prévoir.

Confiants dans ce guide suprême, nous attendions ce but d'autant plus vite qu'en jetant un regard en arrière sur l'histoire de l'Allemagne, nous reconnaitrions plus clairement les causes qui avaient écarté de ce but et nous et nos ancêtres.

Autrefois puissant, grand, respecté, parce qu'il était uni et gouverné par des mains fortes, l'Empire allemand est tombé, non sans qu'il y ait eu faute de la part de son chef et de ses membres, dans le morcellement et dans l'impuissance. Privée de son influence dans les conseils de l'Europe et de son action sur ses propres destinées, l'Allemagne est devenue l'arène des puissances étrangères, pour lesquelles elle a versé le sang de ses enfants, fourni les champs de bataille et le prix des combats. Mais jamais le peuple allemand n'a cessé d'aspirer aux biens qu'il avait perdus, et l'histoire de notre temps est pleine de son désir de reconquérir à l'Allemagne et au peuple allemand la grandeur de son passé. Si ces aspirations jusqu'ici ne l'ont pas conduit au but; si, au lieu de remédier au morcellement, elles n'ont fait que l'augmenter, parce qu'on s'est laissé égarer par des espérances ou par des souvenirs sur la valeur du passé, par des illusions sur la réalité des faits, ce résultat démontre la nécessité de chercher l'union du peuple allemand sur la base des faits, et de ne plus sacrifier ce qui est praticable à ce qui est désirable.

C'est dans cet esprit que les Gouvernements confédérés, en se rattachant à des relations auxquelles ils s'étaient habitués autrefois, se sont entendus sur un certain nombre d'institutions déterminées et limitées, mais importantes dans la pratique, institutions qui se trouvent tout autant dans la sphère de la possibilité immédiate que dans celle des besoins incontestés.

Le projet de Constitution qui doit vous être soumis n'impose à l'autonomie des États particuliers, en faveur de l'ensemble de ces États, que ces sacrifices qui sont indispensables pour protéger la paix, et nous garantir la sécurité du territoire fédéral, ainsi que le développement du bien-être de ses populations.

J'ai à rendre grâces à mes confédérés pour l'empressement avec lequel ils sont venus au-devant des besoins de la partie commune. Je leur exprime cette reconnaissance avec l'assurance que j'aurais été prêt à faire preuve du même dévouement au salut commun de l'Allemagne, lors même que la Providence ne m'aurait pas placé à la tête de l'État fédéral à titre de membre le plus puissant et par conséquent le plus naturellement appelé à la direction de la communauté.

Mais, comme héritier de la couronne de Prusse, je me sens fort de ce sentiment, que les succès de la Prusse ont été aussi des étapes pour arriver au rétablissement et à l'élévation de la puissance et de l'honneur de l'Allemagne.

Malgré les avances qui ont été faites de tous côtés, et bien que les grands événements de l'année dernière aient convaincu tout le monde que la réorganisation de la Constitution allemande était indispensable, de même qu'ils ont rendu les esprits plus accessibles qu'ils ne l'étaient autrefois, et qu'ils ne le seront peut-être plus tard, à l'adoption de cette réorganisation, nous avons néanmoins éprouvé, pendant les délibérations récentes, combien est lourde la tâche d'amener une entente complète entre tant de Gouvernements indépendants, dont les concessions doivent se concilier avec les résolutions de leurs Chambres respectives.

Plus vous songerez, Messieurs, à ces difficultés, plus vous aurez soin, j'en suis convaincu, de ne pas perdre de vue, dans l'examen du projet de Constitution, la grave responsabilité des dangers que pourrait courir la réalisation pacifique et légale de l'œuvre commencée, dans le cas où l'entente qui vient de s'établir entre les Gouvernements sur le projet actuel serait compromise par les modifications du Reichstag.

Aujourd'hui il s'agit avant tout de ne pas négliger le moment favorable pour l'érection de l'édifice dont le couronnement futur pourra être abandonné avec confiance à l'action commune des souverains et des populations de l'Allemagne.

Le règlement des relations nationales de la Confédération du Nord avec nos compatriotes du Sud est abandonné par les traités de paix de l'année dernière à un libre arrangement entre les deux parties. Pour amener cette entente, nous tendrons franchement, en allant au-devant d'eux, la main à nos frères de l'Allemagne du Sud dès

que la Confédération du Nord sera assez avancée dans l'établissement de sa Constitution pour être à même de conclure des traités.

Le maintien du Zollverein, les soins communs à donner aux intérêts matériels, la garantie commune de la sécurité du territoire allemand seront les conditions fondamentales de l'entente à laquelle aspireront probablement les deux parties.

De même que les instincts du génie allemand sont en général tournés vers la paix et les œuvres de la paix, de même la Confédération des Etats allemands aura un caractère essentiellement défensif. Le mouvement allemand pendant la dernière période d'années n'a pris son origine dans aucune tendance hostile à ses voisins, dans aucune idée de conquête, mais uniquement dans le besoin de procurer aux vastes territoires qui s'étendent des Alpes à la mer les bases fondamentales d'un développement politique que la marche des événements pendant les siècles passés n'avait pas laissé arriver à maturité.

C'est uniquement pour la défense, et non pour l'offensive, que les races allemandes s'unissent, et la preuve que leur fraternité est comprise ainsi par les peuples voisins, est fournie par l'attitude bienveillante des Etats de l'Europe les plus puissants, qui, sans appréhension et sans envie, voient l'Allemagne prendre possession des mêmes avantages d'une grande communauté politique dont ils jouissent eux-mêmes depuis des siècles.

Il ne dépend que de nous-mêmes, en ce moment, de notre union, de notre patriotisme, de garantir pour l'avenir toute l'Allemagne contre le danger de retomber dans le morcellement et dans l'impuissance, de cultiver, en pleine possession de son autonomie, son développement constitutionnel et sa prospérité, et de remplir, dans le conseil des peuples, sa vocation pacifique. J'ai l'espoir que la postérité, en jetant un regard sur nos travaux communs, ne dira pas que les épreuves et les échecs de notre passé sont restés sans profit pour le peuple allemand. J'espère au contraire que nos enfants tourneront leurs yeux avec reconnaissance vers le Reichstag, vers le fondateur de l'unité, de la liberté et de la puissance de l'Allemagne.

Messieurs, toute l'Allemagne, même celle qui est située en dehors des frontières de notre Confédération, est dans l'attente des décisions qui seront prises ici. Puissent, par notre œuvre commune, le rêve des siècles être réalisé, les aspirations et les luttes des générations modernes atteindre ce but !

Au nom de tous les Gouvernements confédérés, au nom de l'Allemagne, je m'adresse à vous en toute confiance. Aidez-nous à exécuter avec promptitude et certitude le grand travail national. Que la bénédiction de Dieu, qui est tout, accompagne et fasse prospérer l'œuvre patriotique !

CONFÉDÉRATION DU SUD DE L'ALLEMAGNE.

Projet de Constitution des États du Sud arrêté dans l'Assemblée du parti allemand, à Carlsruhe, le 24 février 1867.

1° Les royaumes de Bavière et de Wurtemberg, le grand-duché de Bade, ainsi que le grand-duché de Hesse, à l'exclusion des territoires compris dans la Confédération du Nord, forment, aux termes de l'art. 4 du traité de paix du 23 août 1866, une Union d'États.

2° Le but de cette Union est en première ligne le rétablissement de l'union nationale réservée dans le traité de paix de Prague pour l'Allemagne du Sud avec la Confédération du Nord, c'est-à-dire l'établissement d'une Constitution pour l'Allemagne tout entière. Aussi longtemps qu'on ne pourra pas atteindre à ce but par suite d'obstacles infranchissables, l'Union des États du Sud doit préparer cette unité nationale :

a. Par le moyen d'une alliance avec la Confédération du Nord pour la protection de l'intégrité du sol allemand contre toute attaque ;

b. Par l'établissement d'une direction militaire et diplomatique une ;

c. Par l'introduction d'une constitution militaire une, ayant pour base l'obligation universelle du service militaire avec un temps plus court de présence sous les drapeaux ;

d. Par l'étude et la conclusion des traités réservés dans l'art. 71 de la Constitution de la Confédération du Nord ;

e. Par la proposition d'autres mesures encore réglant les intérêts de la patrie commune ;

f. Par l'examen de la marche de la Constitution de la Confédération du Nord, afin de l'accepter en temps utile pour les États de l'Union.

3° En toutes circonstances, le but de l'Union des États du Sud est de maintenir l'indépendance extérieure et la sûreté intérieure des États distincts.

4° La direction des affaires intérieures et extérieures de l'Union des États du Sud sera confiée à un directoire uni, formé des représentants des gouvernements des États-Unis.

La Bavière en aura la présidence.

Elle aura trois voix ; le Wurtemberg : deux ; Bade : deux ; la Hesse-Darmstadt : une. Au cas d'égalité de voix, l'objet de la délibération sera soumis au Parlement et la délibération prise à la majorité des voix.

5° Le directoire de l'Union s'occupera :

- a. Du soin de remplir le but de l'Union ;
- b. De la mise à exécution des lois et ordonnances, en concours avec le Parlement ;
- c. De la préparation de tous les projets de lois devant être soumis au Parlement ;

d. De la convocation et de la clôture de ce corps.

6° Le Parlement des États du Sud, en dehors des convocations extraordinaires, se réunira le 1^{er} mai de chaque année. Il sera formé conformément à la loi du 12 avril 1849. Il y aura un cercle électoral par 50 000 âmes. Le Parlement et ses membres auront les droits que leur confère la Constitution de l'empire, de l'année 1849, article 7 ; le mandat des députés dure 3 ans.

7° Les membres du directoire de l'Union, les ministres d'État des États distincts régulièrement nommés et leurs suppléants et adjoints, ainsi que les membres du Parlement prêteront serment en ces termes, à leur entrée en fonctions :

Je jure de maintenir la Constitution et les lois de l'Union des États, et d'agir selon mes forces pour la réalisation de l'unité libre et nationale de l'Allemagne.

8° Le Parlement décide :

a. De l'acceptation, de la modification et de l'application de la Constitution de l'Union ;

b. De tous les projets qui lui seront soumis, conformément à l'art. 2 de la Constitution.

c. Il discute et fixe le budget de l'Union.

d. Il a le droit de proposer des lois dans les limites de compétence de l'Union.

9° Il sera nommé une commission parlementaire de 7 membres, ayant mission de contrôler les actes du directoire composé conformément à l'art. 4.

10° Pour qu'un projet devienne loi de l'Union, il faut le concours du directoire et du Parlement. Chacun des gouvernements de l'Union peut se faire représenter du Parlement.

11° Les charges de l'Union qui devront être supportées proportionnellement aux populations, seront réservées à une entente ultérieure, pour :

a. Les traitements des fonctionnaires de l'Union, et les frais du Parlement ;

b. Les dépenses de l'armée et en particulier des anciennes forteresses fédérales du Sud ;

c. Les institutions quelconques de l'Union.

12° Quant à l'armée de l'Union, une loi sera immédiatement proposée au Parlement, après sa convocation.

Quant au placement des contingents distincts, l'art. 62 de la Constitution de la Confédération du Nord semble en tous cas applicable.

13° Les membres du directoire de l'Union, leurs suppléants et adjoints sont responsables, vis-à-vis du Parlement, du maintien de la Constitution et des lois de l'Union. Une loi spéciale sur ce point sera proposée à ce sujet au Parlement.

Règlements transitoires.

14° L'assentiment des Représentations des pays du Sud doit être demandé immédiatement.

15° La convocation du Parlement aura lieu dans le délai de deux mois.

Disposition finale.

16° L'Union des États de l'Allemagne du Sud se dissoudra aussitôt qu'une Fédération nationale de tous les États de l'Allemagne aura été établie.

AUTRICHE.

Adresse à l'Empereur, votée par la Diète de Bohême, par 156 voix contre 76, dans la séance du 25 février 1867.

Très-auguste empereur et roi, très-gracieux maître,

Par votre très-haute patente du 2 janvier 1867, Votre Majesté a daigné convoquer la Diète de Bohême et l'inviter à envoyer des députés à une assemblée extraordinaire du Reichsrath.

Cependant, lors de sa réunion, la très-obéissante Diète, qui jouit depuis des temps anciens du droit inestimable d'être en rapport immédiat avec l'auguste roi de Bohême, apprit, non par la parole de Votre Majesté, mais par une communication de votre Gouvernement, que non-seulement la patente en vertu de laquelle elle s'était réunie était écartée, mais que même le manifeste impérial du 20 septembre 1865, que la Diète avait salué avec joie dans deux adresses comme l'entrée dans la voie d'une libre entente, était abandonné dans ses parties essentielles.

La très-obéissante Diète croit de son devoir d'exprimer l'impression douloureuse que cette communication a produite, et de faire connaître avec une profonde vénération, mais franchement et sans

détour, le pénible sentiment provoqué en Bohême par la crainte de voir la précieuse assurance impériale contenue dans ces manifestes se réduire à néant.

Mais ce danger devient plus pressant encore par l'invitation adressée à la Diète de procéder à des élections pour le Reichsrath qui est qualifié de constitutionnel, bien que la loi fondamentale qui seule pourrait justifier cette qualification soit abrogée dans ses parties essentielles.

Le Reichsrath actuellement convoqué ne doit plus être une représentation de tout l'empire; il ne peut plus être convoqué dans la composition prescrite par cette loi fondamentale; les fonctions que celle-ci déférait au Reichsrath ne peuvent plus être exercées par cette Assemblée; il n'est plus possible de rétablir, conformément à cette loi fondamentale, la position des organes suprêmes du Gouvernement vis-à-vis du Reichsrath, ni les rapports des royaumes et pays avec l'empire, ni leurs relations réciproques.

Votre Majesté a daigné déclarer qu'une loi fondamentale, qui est l'objet d'une délibération dans une des parties de l'empire, ne saurait avoir force de loi obligatoire dans l'autre. Votre Majesté admettra d'autant plus qu'une loi fondamentale, repoussée définitivement et abandonnée par le Gouvernement dans une partie de l'empire, inexécutable par suite dans sa totalité, et qui d'ailleurs n'a jamais été exécutée complètement, puisse former, par quelques-uns de ses débris, le droit constitutionnel du reste de l'empire.

La très-obéissante Diète est donc bien autorisée à considérer toujours l'Assemblée qui vient d'être convoquée comme une Assemblée extraordinaire placée en dehors des cadres du droit constitutionnel existant.

Or, une Assemblée dont l'action ne serait fixée ni limitée par aucune règle de droit positive, mais qui serait appelée néanmoins à intervenir avec voix délibérative dans les questions constitutionnelles les plus importantes, une telle Assemblée n'aurait d'autre limite de son action que sa volonté en sa puissance.

Ni les droits de la Couronne, ni les conditions d'unité et de puissance de l'empire, conditions les plus hautes de l'ordre et de la sécurité à l'intérieur et à l'extérieur, n'auraient leurs garanties indispensables, et ni les droits des royaumes et pays, solennellement reconnus par Votre Majesté dans le diplôme du 20 octobre 1860, ni même leur individualité politique, ne seraient assurés, si tout le droit constitutionnel devait dépendre de décisions prises à la majorité des voix par de pareilles assemblées.

La très-obéissante Diète ne remplirait pas ses devoirs les plus sacrés envers le pays qu'elle est appelée à représenter, si elle s'ab-

stenait de déclarer avec respect à Votre Majesté qu'elle voit dans de tels buts un danger grave pour les conditions vitales de l'empire, pour les droits les plus fondés et pour les intérêts les plus importants du pays. Elle deviendrait infidèle à sa mission si elle renonçait à l'importante promesse de Votre Majesté d'entendre la voix des représentants du royaume pour l'œuvre de la transaction et d'en tenir compte, en lui accordant une valeur égale à celle de la Hongrie et des autres pays de l'empire. Enfin, elle ne serait pas la fidèle interprète des sentiments et des opinions du peuple, si elle ne déclarait que le royaume de Bohême, qui met sa fierté à être un membre jouissant de son plein droit, inséparable de la monarchie autrichienne, de l'Autriche tout entière, proteste contre l'idée de voir son existence fondue dans une « moitié occidentale de l'empire », combinaison politique qui manque de toute base légale, et dont la forme serait incompatible avec l'existence incontestable en droit et en fait de la Couronne de Bohême, avec la signification de la série des couronnements remontant aux temps les plus anciens des glorieux ancêtres de Votre Majesté comme roi de Bohême, et avec la signification politique incontestée jusqu'ici des Diètes de Bohême.

Majesté, dans les bons et les mauvais jours le royaume de Bohême a conservé sa fidélité et son attachement inébranlable à l'Autriche et à la dynastie de Votre Majesté, et les paroles bienveillantes par lesquelles Votre Majesté a reconnu récemment cette fidélité et cet attachement retentissent encore dans nos cœurs.

Le royaume de Bohême est prêt à soutenir de toutes ses forces les conditions et les garanties de la liaison inséparable de l'unité et de la puissance de l'empire ; il est prêt aussi à faire, dans ce but, les sacrifices nécessaires. Or le pays qui manifeste une telle volonté ne doit pas craindre qu'on méconnaisse ou qu'on interprète faussement ses intentions, s'il élève aujourd'hui la voix avec le respect qu'il doit, mais aussi avec une libre franchise.

La très-obéissante Diète a exposé à plusieurs reprises à Votre Majesté qu'elle était disposée à soutenir par une coopération fidèle Votre Majesté dans la voie tracée par la patente du 20 septembre 1865, et aujourd'hui encore elle est prête à tenir cette promesse. Elle avait cru avec confiance et se croit toujours en droit d'espérer que l'occasion lui serait offerte d'examiner avec soin les propositions promises dans ce manifeste et d'en dire son avis. Si maintenant il faut renoncer à cet espoir, parce que le Gouvernement impérial voit un moyen de hâter l'entente désirée dans des délibérations communes entamées sans délai entre des royaumes et pays qui n'ont pas encore été consultés, la très-haute Diète, appréciant les dangers qu'entraîne l'in-

certitude de la situation, ne veut pas porter obstacle, en tant que cela lui est possible, à cette manière d'agir.

Par conséquent, la très-obéissante Diète déclare qu'elle est prête à participer à une délibération commune de ce genre, en tant que le droit public n'en éprouvera aucun préjudice : à des délibérations d'une Assemblée qui ne coure pas le danger de rendre plus tranchées encore les oppositions qui existent par des coups de majorité, et de rétrécir en même temps les pouvoirs de la Couronne, d'une Assemblée à laquelle puissent se faire entendre, pour être portées à la connaissance de Votre Majesté, les voix des royaumes et pays comme tels; d'une Assemblée enfin qui fournisse au royaume la garantie que, conformément à l'adresse de la Diète du 7 décembre 1866, il ne puisse rien se faire sans l'assentiment de cette Diète qui changeait la position légale traditionnelle de la Bohême et de ses relations vis-à-vis du trône et de l'empire.

Avec cette assurance renouvelée, la très-obéissante Diète de Bohême s'adresse à la personne sacrée de son gracieux monarque, avec la confiance inébranlable que la justice et la bienveillance de Votre Majesté sont bien éloignées de vouloir faire violence à des convictions loyales, en déposant aux pieds du trône la prière :

Que Votre Majesté apostolique veuille permettre que la Diète prenne part aux délibérations communes par l'envoi de ses députés, sous les conditions respectueusement exprimées dans la présente adresse. Que Dieu conserve, protège et bénisse Votre Majesté apostolique, impériale et royale.

A la suite de ce vote, la Diète a été dissoute par la patente impériale suivante :

**Patente impériale du 26 février 1867, portant dissolution
de la Diète du royaume de Bohême.**

Nous, François-Joseph I^{er},

Par la grâce de Dieu, empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, roi de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, de Galicie, de Lodomérie et d'Illyrie; roi de Jérusalem, etc., archiduc d'Autriche, etc.

Le gouverneur de notre royaume de Bohême a porté à notre connaissance la résolution de la Diète du 25 de ce mois.

Les sentiments de fidélité et d'attachement à notre personne et à notre maison, qui ont été de nouveau exprimés à cette occasion, ont

régioi, comme toujours, notre cœur paternel, parce qu'ils forment un écho fidèle des sentiments du peuple de Bohême, qui nous sont bien connus.

Ayant sérieusement à cœur le développement de la prospérité de toutes les parties de notre empire, et fermement résolu d'appuyer leurs efforts, qui tendent au développement des libertés intérieures, nous croyons que notre premier et plus important devoir de souverain dans le présent consiste à mener à fin promptement et d'une manière salubre le règlement de la situation constitutionnelle de toute la monarchie.

La Diète elle-même exprime la conviction que cette tâche est nécessaire et urgente. Mais, comme la majorité de cette Diète a pris une résolution qui, si nous l'approuvions, empêcherait d'atteindre ce but, nous croyons devoir nous adresser de nouveau à la population de notre royaume de Bohême et ordonnons :

I. La Diète de notre royaume de Bohême devra être dissoute en exécution de l'article 10 du règlement de la Diète, et de nouvelles élections sont à décréter immédiatement.

II. Nous nous réservons de déterminer plus tard l'époque de la réunion de la nouvelle Diète.

Fait à Vienne, notre capitale et résidence, le 26 février 1867, dans la dix-neuvième année de notre règne.

Signé : FRANÇOIS-JOSEPH, m. p.

BEUST, *m. p.*, KOMERS, *m. p.*, WULLERSDORFF, *m. p.*,
JOHN, *lieutenant feld-maréchal, m. p.*

CONFÉDÉRATION DU NORD.

Discours prononcé par le comte de Bismarck, en soumettant au Parlement le Projet de Constitution fédérale, dans la séance du Parlement du 4 mars 1867.

Au nom des hauts gouvernements alliés, j'ai l'honneur de soumettre au Parlement le Projet de Constitution fédérale sur lequel ces gouvernements se sont mis d'accord. Je joins à ce Projet une copie authentique des Traités qui ont servi, jusqu'à ce jour, de base constitutive à l'Alliance, ainsi qu'une copie des Protocoles relatifs aux

Conférences dans lesquelles a été fixé, entre les plénipotentiaires des hauts gouvernements, le Projet de Constitution qui vous est soumis.

Je m'abstiendrai, Messieurs, de rien ajouter, à cette occasion, au discours par lequel le Roi, mon très-gracieux maître, a ouvert nos séances.

Vous me permettrez d'appeler votre attention sur un seul point :

L'article 6 du traité d'alliance provisoire conclu le 18 août de l'année dernière est ainsi conclu :

« L'Alliance restera en vigueur jusqu'à la conclusion du nouveau Pacte fédéral, et, à tout événement, pour le terme d'une année, dans le cas où le nouveau Pacte fédéral ne serait pas conclu avant l'expiration de ce terme. »

Mon intention n'est pas d'entrer dans l'examen de la situation où se trouverait l'Allemagne, si d'ici au 18 août de la présente année, c'est-à-dire dans cinq mois et demi, — à partir de ce jour, — notre œuvre n'a point abouti.

Cette situation, je l'espère, ne se produira pas. Toutefois, il me sera permis de rappeler à votre attention que les Diètes — quelques-unes, du moins, parmi elles — se sont expressément réservé, ainsi que vous le savez tous, de soumettre à leur délibération le résultat des nôtres.

Nous serons donc, le lendemain de la clôture du Parlement, placés dans la nécessité de convoquer en toute hâte les Diètes de vingt-deux États alliés. Il est vivement à désirer que le Projet de Constitution ait traversé cette phase avant la date du 18 août.

Ce sont là, pour nous, autant de nouveaux motifs d'accélérer nos travaux.

En nous montrant, dans l'Allemagne du Nord, prompts et décisifs à conclure, nous avançons essentiellement, à mon avis, le règlement prévu par les traités de nos rapports avec l'Allemagne du Sud, sous la forme plus ou moins achevée que prête à ces rapports la pensée de chacun de nous. La confiance nécessaire aux Allemands du Sud, pour se rallier à leurs compatriotes du Nord, grandira dans la mesure de l'énergie qu'ils nous verront déployer pour marcher vers un but de plus en plus proche. Là encore, Messieurs, nous trouverons de puissantes raisons de hâter nos travaux et de nous mettre promptement d'accord sur les points qui pourraient nous diviser.

Il faut qu'il y ait, dans notre tempérament national, un côté portant obstacle à l'unité de l'Allemagne. Autrement, ou nous n'aurions pas perdu cette unité, ou nous l'aurions rapidement reconquise. Reportons-nous, par la pensée, aux temps de la grandeur germanique, à l'époque des premiers empereurs, nous trouvons qu'aucun autre

pays, en Europe, ne semblait réunir alors autant de chances que l'Allemagne d'arriver à une puissante unité nationale. Promenez vos regards, au moyen âge, de l'empire moscovite des Rurik aux possessions des Goths d'Occident et des Arabes en Espagne, l'Allemagne se présente à vous comme étant, de tous les pays européens, celui qui avait la perspective la plus certaine de demeurer un empire uni.

Comment avons-nous perdu l'unité ? Comment n'avons-nous pu, jusqu'à ce jour, la reconquérir ? La faute en est, pour le dire en un mot, au sentiment excessif de virile indépendance qui, en Allemagne, poussait l'individu, la commune, la race, à mettre leur confiance plutôt dans leurs propres forces que dans celles de la communauté. Il nous manquait cette flexibilité de l'individu et de la race prêts à s'incliner devant le bien de la nation, flexibilité qui a permis aux peuples, nos voisins, de s'assurer, avant nous, les bienfaits auxquels nous aspirons.

Messieurs, les gouvernements vous ont, dans le cas actuel, donné, je crois, un bon exemple. Il ne s'en trouvait aucun, parmi eux, qui n'eût à sacrifier, au but partiel jusqu'ici atteint, de hautes considérations, des vœux plus ou moins légitimes. Montrons, à notre tour, Messieurs, qu'une histoire de six siècles de douleur n'a pas été stérile pour l'Allemagne ; montrons que nous avons su prendre à cœur la leçon qu'il fallait tirer des tentatives manquées de Francfort et d'Erfurth, tentatives que nous tous, ici présents, avons vues échouer sous nos propres yeux. Cet échec a créé en Allemagne un état d'incertitude et de malaise qui a duré seize années et qui devait, dans une catastrophe comme celle de l'année dernière, trouver le terme qu'il plairait à Dieu de lui donner.

Le peuple allemand, Messieurs, est en droit d'attendre de nous que nous prévenions le retour d'une semblable catastrophe, et j'ai la conviction que, d'accord avec les gouvernements alliés, vous n'avez rien de plus vivement à cœur que de remplir cette attente légitime de la nation.

Discours du comte de Bismarck, en réponse aux critiques dont le Projet de Constitution avait été l'objet dans la discussion générale, dans la séance du Parlement du lundi 11 mars 1867.

Si je prends la parole à ce moment de la discussion, mon intention n'est pas, selon le vœu de l'honorable préopinant, de vous éton-

ner par des audaces d'homme d'État, mais plutôt de vous mettre en garde contre cette qualité dangereuse. Mon intention n'est pas non plus, elle ne *peut* être de vous développer — et cela pour la raison même qui nous a empêchés de vous les soumettre — les motifs dont on a signalé l'absence en tête du Projet de Constitution. C'était là, Messieurs, un travail trop vaste, et si ce travail eût dû toucher de près à la hauteur de la mission qui nous occupait, nous aurions dû écrire tout un volume.

En soumettant des motifs à l'assemblée des commissaires fédéraux, Dieu sait quel temps se fût perdu en discussions, autant de temps, au moins, qu'il en eût fallu pour élaborer ces motifs. Ne concluez donc pas, de leur absence, à peu de considération, de notre part, pour l'effet que le Projet de Constitution devait produire. C'est le temps qui nous a littéralement manqué.

Quatre semaines de travail auraient à peine suffi à un conseiller pour écrire le canevas d'un Exposé de motifs. Supposons que les gouvernements alliés eussent réussi à se mettre d'accord sur le texte définitif, je ne crois pourtant pas que nous fussions réunis dans cette enceinte, à l'heure qu'il est, si des motifs eussent dû vous être soumis. Nous aurions, dans un Exposé pareil, couru risque de mettre en discussion des choses qui ne seront peut-être même pas discutées. Les motifs se dégageront, dans les débats généraux d'abord, dans les débats spéciaux ensuite, des discours de ceux d'entre vous qui appuieront le Projet, ou des déclarations que vous inviterez les gouvernements à vous donner sur les points douteux venant à surgir. J'appellerai, à ce sujet, l'attention sur deux remarquables discours de l'honorable représentant de Wiesbaden, lesquels ont déjà notablement suppléé à l'absence d'un Exposé de motifs.

Mon intention n'est pas, non plus, d'anticiper sur la discussion spéciale; je me bornerai à mettre en relief quelques-uns des points de vue généraux qui ont dominé l'élaboration de notre Projet. Il n'a pas pu entrer dans nos idées de créer l'idéal théorique d'une Constitution servant à la fois d'éternelle garantie, et à l'unité de l'Allemagne, et au libre jeu de tous les mouvements particularistes. Laissons à l'avenir le soin de trouver, si elle existe quelque part, cette pierre philosophale; la mission du présent n'est pas de songer à réaliser, à quelques décimètres près, cette quadrature du cercle.

Nous nous sommes imposé pour tâche, en rappelant à notre souvenir et en appréciant, je crois, à leur juste valeur, les forces résistantes qui avaient fait échouer les tentatives de Francfort et d'Erfurth, de ne pas provoquer ces forces au delà de la stricte mesure réclamée par notre but. Nos efforts ont donc tendu à trouver le minimum des concessions que, dant tout intérêt d'ordre allemand, les parties doi-

vent faire au Tout, si ce Tout doit être viable. Qu'un pareil travail s'appelle ou non Constitution, peu importe. S'il est accepté, la voie, croyons-nous, s'ouvre libre devant le peuple allemand; et nous pouvons avoir assez de confiance dans le génie de notre propre peuple pour espérer que, une fois engagé dans cette voie, il saura bien arriver au but.

Le Projet actuel suffisant, du moins dans notre opinion, pour atteindre ce premier résultat, je comprends à merveille que beaucoup de vœux ne se trouvent point satisfaits; je comprends que l'on eût désiré, et désiré sur-le-champ, à côté du Projet qui vous est soumis, d'autres et plus vastes propositions. Mais ce que je ne comprends pas, c'est que l'on trouve là une raison suffisante pour rejeter ce que l'on a sous la main, et prétendre en même temps, que l'on veut une Constitution pouvant conduire l'Allemagne à son unité.

Des objections ont été faites, des vœux se sont produits des deux côtés, du côté unitaire, si je puis parler ainsi, et du côté particulariste. Les unitaires signalent dans le Projet actuel de Constitution, comme dans le Projet précédent, l'absence d'un ministère constitutionnel responsable. Qui nommerait ce ministère? Le demander à une association de vingt-deux gouvernements, c'est demander l'impossible. Vous ne pouvez pas davantage, sur vingt-deux gouvernements, en exclure vingt et un de tout concours dans l'institution du pouvoir exécutif, ou bien nous aurions dû créer une direction monarchique unitaire. Mais alors, Messieurs, plus de Fédération; vous médiatisez tous les princes auxquels ce pouvoir monarchique n'est point conféré. A une telle médialisation, nos alliés n'auraient point consenti; nous-mêmes n'y avons point visé. Nous pourrions l'obtenir de force, a-t-on insinué; elle s'opérera en partie d'elle-même, a-t-il été dit par d'autres orateurs, dont un me touchant d'assez près.

Nous ne partageons pas cette dernière attente; nous ne croyons pas qu'il se trouve beaucoup de princes allemands tout prêts à échanger leur position actuelle contre celle d'un pair anglais. Nous ne leur avons jamais fait, nous ne songeons point à leur faire cette insinuation. Encore moins pouvons-nous, comme semblerait le désirer l'honorable préopinant, en appeler à la violence, au pouvoir prépondérant de la Prusse, pour obtenir de force une concession qui n'est pas spontanément offerte. User de violence! et contre qui? Contre des alliés qui nous ont fidèlement assistés au moment du péril, ou contre des princes avec lesquels nous venons de sceller une paix que nous espérons éternelle, — dans le sens ordinaire, tout au moins, du mot *éternel* ici-bas? Nos futurs rapports doivent être fondés, non sur la violence vis-à-vis des princes et de leurs peuples,

mais sur la confiance que nous inspirerons en observant fidèlement les traités. Tant qu'on les observera vis-à-vis de nous, avec le même scrupule, cette confiance doit rester inébranlable.

Il a été fait allusion, par l'un des honorables préopinants, aux déclarations que certains des Gouvernements alliés ont fait insérer dans le Protocole final en faveur d'un Pouvoir central plus unitaire. Je regrette que ces déclarations aient attendu, pour se formuler, la rédaction du Protocole final. Si elles s'étaient produites dans le cours de la discussion, on aurait pu juger de l'accueil qu'était disposée à leur faire la majorité des Gouvernements. Mais comme on les a émises seulement après la clôture des délibérations, elles ne sont à mes yeux que lettre morte et que professions de foi sans œuvres.

Les objections des particularistes sont plus graves, à mon avis, et plus sérieusement présentées que celles des unitaires. *Particularisme* s'était dit, jusqu'à ce jour, d'une dynastie, d'une caste s'opposant, au nom d'un intérêt égoïste, à l'établissement d'institutions communes. Nous avons affaire, aujourd'hui, à une nouvelle espèce de particularisme : le particularisme parlementaire. Comme on se ralliait jadis à ces cris dynastiques : En avant, Guelfes ! en avant, Gibelins ! ainsi l'on dit aujourd'hui : En avant, Chambres ! en avant, Parlement ! Plusieurs honorables orateurs ont déjà fait valoir le droit des Chambres prussiennes à frapper de leur veto le résultat de nos délibérations. Les Chambres du plus petit État confédéré ont, je crois, un droit égal que personne ne voudra sérieusement contester, et vis-à-vis duquel personne ne s'avisera d'en appeler à la force ; car notre société doit être une société de justice, non de prépotence.

Le représentant d'une république du Nord de l'Allemagne s'enthousiasme tout à coup pour la Constitution prussienne ; un prêtre catholique la place au même niveau que le salut de son âme, fait intervenir le Nouveau-Testament, et s'adresse à nous sur un ton, en des termes trahissant l'émotion la plus profonde, à la seule idée que l'on pourrait modifier — par les voies légales, bien entendu — un seul article de cette Constitution. Je ne doute pas un instant de la conviction sincère qui a inspiré ces paroles ; mais je suis surpris que l'orateur en ait atténué l'effet par un trait plaisant lancé à mon adresse : « Je saurai bien, a-t-il dit, me tirer d'affaire, si notre œuvre n'aboutit point. »

Inutile, Messieurs, d'examiner si je saurais me tirer d'affaire en cas pareil ; je ne chercherais *point* à m'en tirer. Je n'ai jamais refusé mes services à mon roi et à mon pays, mais je les refuserais alors, et laisserais débrouiller le chaos par ceux-là mêmes qui l'ont amené.

Quand j'ai entendu d'autres orateurs, des membres de la seconde Chambre prussienne avec lesquels j'ai mainte opinion commune,

— et qui, je le crois, désirent réellement le succès de nos travaux, — prétendre que la Constitution prussienne demeure encore au-dessus de la Constitution fédérale, et citer déjà par-devant les assises des Chambres prussiennes l'œuvre concertée ici entre tous les Gouvernements de la Fédération, qui ont eu tant de peine à s'entendre, et les représentants, librement élus, de trente millions d'Allemands, — alors, Messieurs, un sentiment d'humiliation s'est emparé de moi, à la pensée que les députés nouveaux parmi nous perdraient cette illusion, qu'ils avaient peut-être, de voir les hommes grandir avec leurs desseins, et l'horizon des idées s'étendre avec les frontières de l'État.

Les orateurs qui proclament ici avec tant de désinvolture que la Chambre prussienne adoptera ou rejettera, dans tel ou tel cas, le résultat de nos travaux, ont déjà vu mettre en doute la qualité qu'ils avaient pour parler ainsi. Que répondriez-vous, leur dirai-je, à l'un des Gouvernements alliés nous tenant ce langage : « Si la Constitution fédérale ne me garantit ni ceci, ni cela, je ne l'accepte à aucun prix ? » Que répondriez-vous à une classe, à une caste faisant la même déclaration, à un membre de l'Assemblée des Seigneurs du Mecklembourg se présentant pour vous dire : « Sire, nos droits — qui ne pèsent pas moins dans la balance de la justice que ceux de la Chambre prussienne — ne sont point sauvegardés, nous nous retirons du jeu ? »

Reportez-vous, Messieurs, au lendemain des tentatives avortées de Francfort et d'Erfurth. Et ici, je relèverai, en passant, une erreur commise à cette tribune. L'échec d'Erfurth n'est point dû, autant qu'on a voulu le prétendre, à l'opposition des Gouvernements engagés, bien que notre Gouvernement d'alors n'ait pas, selon moi, fait preuve de toute l'énergie désirable. Il faut l'imputer simplement au Hanovre et à la Saxe, plus confiants dans l'armée autrichienne, massée derrière Olmütz, que dans la Confédération des trois royaumes. On peut énumérer une foule d'autres causes secondaires ; la cause dominante était là.

Quoi qu'il en soit, rappelez-vous que la presse d'alors, qui nous appelait le parti des *hobereaux* prussiens, en nous signalant au public comme responsables de l'avortement, ne trouvait pas de terme assez fort pour flétrir « cet indigne manque de patriotisme, ces égoïstes intérêts de caste qui nous faisaient préférer à la Confédération un État féodal de la grandeur des Marches de Brandebourg. » Quels amas d'injures et de reproches semblables ne pourrais-je pas exhumer d'articles de journaux oubliés aujourd'hui ! Tout cela, parce que nous étions censés avoir fait échouer une œuvre qu'il n'était pas dans nos forces de faire aboutir !

Quand on a revendiqué ici, avant-hier, le même droit pour les Chambres prussiennes, aucune exclamation d'étonnement ne s'est produite, à part celle que j'ai refoulée au dedans de moi.

Messieurs, les orateurs dont je parle n'apprécient pas, je crois, dans toute sa gravité, la situation où nous sommes. Croyez-vous, en vérité, que le mouvement grandiose qui a, l'année dernière, amené le choc de peuples entiers, du Belt aux mers de Sicile, du Rhin au Pruth et Dniester; que cette fatale partie de dés où des couronnes de roi et d'empereur ont fait l'enjeu; que ce million de soldats allemands ensanglantant les champs de bataille depuis le Rhin jusqu'aux Carpathes; que le souvenir de plusieurs milliers de nos frères, moissonnés par le fer ou la maladie, et scellant de leur mort notre résurrection nationale; croyez-vous que tout cela, par une simple résolution des Chambres prussiennes, pourra être jeté à l'oubli des archives?

Loin de nous la pensée d'exprimer une menace. Je respecte les droits de nos Chambres, comme je les aurais volontiers respectés par le passé, si, dans ma conviction, ils avaient pu se concilier avec l'existence de l'État prussien. Mais, j'en suis fermement convaincu, les Chambres d'aucun pays allemand ne nous opposeront leur veto, si nous arrivons ici à nous entendre.

Je voudrais voir les orateurs qui croient possible une éventualité pareille, mis en présence d'un invalide de Königgrätz les interrogeant sur le résultat des gigantesques efforts de l'été dernier. Oseraient-ils lui répondre : « Oui, l'unité allemande a échoué encore une fois; mais nous la retrouverons bien à l'occasion; c'est chose facile : on peut, tous les jours, s'entendre là-dessus. Mais nous avons sauvé le droit budgétaire des Chambres prussiennes, le droit de remettre chaque année en question l'existence de l'armée, un droit, bien entendu, dont, en bons patriotes que nous sommes, nous ne ferons jamais usage; et s'il plaisait à la Chambre de renouveler ses anciens errements, nous citerions à notre barre, comme traître au pays, le ministre agissant en dépit de nous. Car c'est là notre droit. Voilà pourquoi la Prusse a lutté, sous les murs de Presbourg, avec l'Empereur d'Autriche ? » Et vous consoleriez ainsi l'invalide qui a perdu ses membres, la veuve dont le mari est resté sur les champs de bataille?... En vérité, Messieurs, vous créez là une situation impossible. Je me détourne volontiers de ces rêveries, pour passer à des choses plus réelles, à quelques objections qui ont été faites contre la teneur du Projet de Constitution.

On a déjà dit — et je ne sais si l'expression est restée dans le discours du Trône, — que nous tenons notre œuvre pour susceptible d'améliorations. Je peux, du moins, témoigner ici que nous ne som-

mes inaccessibles à aucune proposition ayant pour but sérieux, dans la pensée de ses auteurs, de faciliter notre œuvre ou de la perfectionner.

Vous n'irez pas, je l'espère, soupçonner notre Gouvernement, ni aucun des vingt-deux Gouvernements alliés, de vouloir briser avec le progrès historique du système constitutionnel en Allemagne, et, en élevant Parlement contre Parlement, donner le coup de mort au parlementarisme. Qu'y gagnerions-nous? Peut-on se représenter comme possible, à la longue, un gouvernement qui, — après avoir entrepris de fondre au creuset, ou de forger à froid, le feu venant à s'éteindre, une unité nationale pour laquelle tous les États de l'Europe n'ont pas les mêmes sympathies, — s'imposerait la tâche systématique d'étouffer, de confisquer le droit du peuple à participer à ses affaires? Un tel gouvernement s'engagerait dans une réaction effrénée, dans des luttes incessantes avec ses propres sujets. Messieurs, n'attendez pas d'une dynastie comme celle qui gouverne la Prusse; n'attendez d'aucune des dynasties souveraines de l'Allemagne qu'elles abordent une œuvre nationale avec cette hypocrisie, — je ne peux me servir d'un autre terme.

Nous voulons donc le degré de libéralisme compatible avec la sécurité commune. Il ne peut s'agir ici que de déterminer des limites. Qu'est-ce qui est *définitivement* compatible avec cette sécurité? Quelles institutions peut-elle admettre dès aujourd'hui? Une période de transition est-elle nécessaire? Combien de temps doit-elle durer?

Notre intention ne peut être de dérober le budget militaire à votre connaissance, même pendant la période, — selon moi indispensable, — où vous mêmes n'auriez à le traiter que comme budget fixe. Nous procéderions, — autant que mes idées à ce sujet ont eu le temps de prendre quelque clarté, — de la façon suivante : il vous serait soumis, dans tous les cas, un budget embrassant toutes les dépenses de la Fédération, et, par conséquent, les dépenses militaires. Seulement, nous donnerions comme base à ces dernières le traité à conclure, pour une durée de plusieurs années, avec les États du Nord, de sorte que, pendant cette période, on ne pourrait toucher au budget militaire, ou y opérer d'autres radiations que celles approuvées par le généralissime fédéral. Il est possible que le généralissime partage certaines de vos idées; qu'il dise lui-même : je peux, je veux laisser tomber tel ou tel chapitre; mais vous devez nous accorder une période pendant laquelle l'existence de l'armée fédérale n'aura point à dépendre du hasard des majorités parlementaires.

Il est peu vraisemblable, je l'accorde volontiers, qu'il se trouve jamais au sein du Parlement une majorité refusant de voter les dé-

penses jugées par vous nécessaires à la défense du pays. Je ne crains pas, sous ce rapport, les ligues particulières auxquelles il a été fait allusion. Ce que j'appréhende, c'est la confusion possible de deux questions, touchant : l'une, à la ligne de démarcation entre les pouvoirs du Parlement et ceux des Princes; l'autre, au système militaire défensif de l'Allemagne vis-à-vis de l'étranger. Je ne peux trouver bon que cette influence parlementaire ambitionnée, et que nous reconnaissons volontiers aux Chambres, choisisse, pour se faire sentir, précisément la question militaire, alors que tant d'autres champs d'action lui restent ouverts.

Il y aurait, je crois, un moyen peut-être plus efficace de regagner sur les Gouvernements cette influence dont la perte inspirait avant-hier des regrets à certains orateurs : ce serait, par exemple, grâce à vos lois sur les douanes, de couper à la Fédération le meilleur de son revenu; vous n'auriez, pour cela, qu'à rayer du budget fédéral le traitement de nos douaniers. Vous pourriez encore, voulant écarter un cabinet qui n'a pas votre agrément, paralyser la marche des chemins de fer et des télégraphes. Cela vaudrait peut-être mieux que de réserver pour vous seuls le droit de composer l'armée et d'en fixer l'effectif; car, ici, vos décisions ébranlent le fondement même de la sécurité et de l'existence de l'État, notamment dans un État fédératif où les concessions seraient aussi impossibles au Pouvoir central qu'elles l'ont été pendant plusieurs années au Gouvernement prussien.

Si l'armée fédérale, notre institution pour le moment la plus complète et la plus indispensable, devait être mise en question tous les ans par le vote du budget militaire, je comparerais, — passez-moi l'image empruntée à une carrière que j'ai suivie jadis, — cette situation à celle d'un département dit eaux et forêts, dans lequel on déciderait, au vote par tête, — personne, pas même les non-propriétaires, n'étant exclu du scrutin, — si les digues du département doivent être lâchées au moment de la crue des eaux. Pour ma part, j'irais ailleurs, n'osant établir là mon domicile, de crainte de voir un jour les propriétaires de prairies vagues l'emporter sur les propriétaires de champs plantés ou drainés, et tout le monde périr sous l'inondation.

Dans tous les cas, ainsi que je l'ai déjà fait entendre, nous avons besoin, dans la question militaire, d'une période de transition, jusqu'au moment où l'intimité de notre organisme fédéral ne fera de nous qu'une même chair et qu'un même sang. Cette pensée ralliera, je l'espère, une grande partie des constitutionnels les plus rigides, s'ils ont à cœur le succès de notre œuvre.

Certaines questions déjà soulevées m'amènent maintenant, Mes-

sieurs, — pour empêcher que la discussion n'aborde trop souvent ce thème, — à vous toucher quelques mots de nos rapports avec l'Allemagne du Sud.

M. le député Waldeck, plaçant pour la création d'un ministère constitutionnel unitaire, disait, avant-hier : « Nous y gagnerions les Allemands du Midi. » Le plus sûr moyen de les effrayer serait, je crois, de s'engager dans une voie pareille qui aboutit, ou à peu près, ainsi que je l'ai déjà dit, à la médiatisation des Princes. Qui entendez-vous par Allemands du Sud ? Pour le moment, ce sont les Gouvernements de Bavière, de Wurtemberg et de Bade. Imaginez-vous que des institutions comme celle que propose M. Waldeck exerceraient sur LL. MM. les Rois de Bavière et de Wurtemberg une force d'attraction toute spéciale ? Messieurs, je sais le contraire !

Nos rapports avec l'Allemagne du Sud se dégageront, à mon avis, dans une marche aisée et sûre, de l'article final du Projet de Constitution. Nous avons tout d'abord, de commune avec l'Allemagne du Sud, l'Union douanière (*Zollverein*), aujourd'hui flottante, en quelque sorte, parce que les traités de paix stipulent une dénonciation à six mois de terme, jusqu'à ce qu'un règlement définitif à ce sujet soit intervenu entre l'Allemagne du Nord et celle du Midi. La faculté de dénonciation était indispensable, pour rendre ce règlement possible. Dans ma pensée donc, aussitôt que la Constitution de l'Allemagne du Nord aura été fixée, nous inviterions les États du Sud à se joindre à nous, pour délibérer sur les moyens de substituer un *Zollverein* durable, organique, au *Zollverein* originaire résiliable tous les douze ans. Ce bienfait est déjà garanti à l'Allemagne du Nord par les articles du Projet relatifs à la législation douanière. Mais nous ne pouvons exiger que les trois ou quatre États du Sud adoptent, sans autre forme de procès, tout ce qu'aura décidé, ici, une législature à laquelle ils sont totalement étrangers. Encore moins pouvons-nous leur accorder, contre les décisions légales du Parlement de l'Allemagne du Nord, un droit de veto à partager entre ces trois ou quatre Gouvernements et leurs Chambres.

Si le *Zollverein* doit être conservé dans son étendue actuelle, nous ne pouvons ne pas créer des institutions organiques en vertu desquelles l'Allemagne du Sud puisse participer à la confection des lois douanières. Je m'abstiens de préciser davantage ; mais le but seul de ces institutions en indique la forme et la portée naturelles. Portée que je n'aurai garde de méconnaître, comme par la simple appellation dédaigneuse de : *Parlement douanier*, on méconnaît de quelle haute importance est, pour toute l'Allemagne, la communauté des intérêts économiques. Quelles luttes n'avons-nous pas soutenues déjà pour réaliser cette communauté ! Celui-là en peut juger, qui était

alors aux affaires. N'étaient-ce pas, précisément, ces intérêts douaniers qui, en 1862 et 1864, nous apparaissaient comme les intérêts les plus élevés de notre vie politique? Vous admettez donc avec peine qu'une fois créés, ces organes de législation, communs au nord et au midi de l'Allemagne, puissent se soustraire à leur mission naturelle, qui sera d'étendre insensiblement leur compétence aux autres questions d'intérêt matériel, et même d'amener pour toute l'Allemagne maintes pratiques uniformes de législation, procédure, etc.?

En ce qui touche la question de puissance, je tiens pour définitivement assurée, contre toute attaque, l'union du nord et du midi de l'Allemagne, dans toutes les occasions où il s'agira de la sécurité du territoire germanique. Le Sud, au cas où son intégrité serait menacée, ne peut mettre en doute l'appui fraternel, absolu, du Nord, de même que le Nord est complètement certain de l'appui du Sud, contre toute attaque venant du dehors.

Permettez-moi, uniquement encore pour prévenir des redites, de toucher ici à quelques autres sujets, à la question de l'impôt fédéral, par exemple. Que la capitulation actuelle soit un mode imparfait, un expédient de nature transitoire, je l'accorde volontiers. Je reconnais comme parfaitement concluante la comparaison déjà établie entre les riches citoyens de Brême et de Hambourg et les habitants des forêts de la Thuringe. Les idées mêmes échangées à ce sujet entre les commissaires des États alliés prouvent que vous n'êtes point seuls à proclamer la nécessité d'un impôt fédéral; l'on a déjà examiné quelles pourraient être les matières imposables. Si donc vous réussissez à surmonter des difficultés que les Commissaires fédéraux n'ont pu vaincre, faute de temps, c'est-à-dire si vous élaborez sur l'heure une législation fiscale assez parfaite pour être mise en pratique, je ne crois pas que les Gouvernements alliés y fassent, au moins en principe, opposition. Mais c'est, à mon sens, un point de législation qu'il faut remettre à l'avenir. Constituons-nous d'abord le plus tôt possible : il nous sera facile ensuite de régler, et cette question, et celle que l'honorable représentant de Wiesbaden a soulevée à propos de la liberté de circulation. Quelque incomplet qu'on le trouve, l'alinéa 1^{er} de l'article 4 du Projet renferme, dans sa teneur si fort critiquée, tout ce sur quoi nous pouvons provisoirement nous entendre.

Il faut compter ici avec certains droits, quelques-uns très-importants, garantis par les Constitutions particulières, et qu'on ne peut violemment brusquer. N'oubliez pas que l'alinéa dont je parle défère expressément au Pouvoir fédéral législatif : la liberté de circulation, d'établissement, d'industrie, etc. L'honorable député de Wiesbaden, s'il est membre, comme je l'espère, du futur Parlement, aura donc occasion de revenir sur la matière. Il en est de même pour le droit

civil, le droit hypothécaire, et autres sujets que l'on doit réserver à la législation fédérale. Les Gouvernements alliés, il y a lieu de le croire, ne retarderont le règlement définitif de ces matières que dans la stricte mesure imposée par l'existence de droits actuels difficiles à écarter en un tour de main.

Il en est de même encore pour cette question d'Emprunts fédéraux, à laquelle un des honorables préopinants regrette que le Projet de Constitution ne consacre aucun article. Ce regret a de quoi surprendre. Voici, en effet, la teneur de l'article 65 :

« Outre les dépenses affectées par l'art. 58 à l'armée fédérale comme à tout ce qui en dépend, et celles que l'art. 50 affecte à la marine, toutes les dépenses d'ordre commun seront fixées par la législature fédérale, et, à moins de ne pas avoir un caractère permanent, fixées pour la durée de la période législative. »

Faut-il, maintenant, conclure un emprunt réclamé par des dépenses d'ordre général? L'article 65, à mon avis, indique la marche à suivre pour se procurer les sommes voulues et les répartir. En passant par les délibérations et les décisions du Conseil fédéral et du Parlement, l'emprunt reçoit sa sanction légale.

D'autres orateurs, enfin, ont signalé dans le Projet l'absence du droit d'interpellation. Messieurs, l'omission peut paraître incommode; mais il n'est, certainement, venu jusqu'ici à la pensée d'aucun de vous qu'une interpellation nous étant adressée, nous la laisserions sans réponse. Rien ne s'oppose, non plus, à ce que l'Assemblée, si elle en trouve le temps, examine les pétitions qu'on lui adresse, pourvu qu'elles se rapportent au sujet qui nous occupe. Nous ne pouvons en accepter d'autres pour le moment.

Messieurs, bien que le Projet de Constitution fédérale vous ait été soumis sans un Exposé à fond des motifs généraux, vous trouverez tous les Gouvernements prêts à vous donner, sur chacun des articles à l'occasion desquels vous pourriez regretter cette lacune, des explications motivées. Mais ceci, je crois, est surtout l'affaire de la discussion spéciale; car vous n'éprouverez le besoin de demander des motifs, ni pour tous les articles, ni pour un très-grand nombre, qui se motivent fort clairement d'eux-mêmes.

Je ne sais si, pendant la discussion générale, un de mes collègues ou moi nous aurons occasion de reprendre la parole. Pour le moment, à ce que j'ai déjà dit, je n'ajouterai, une fois de plus, que cette invitation : Travaillons vite, Messieurs! Mettons, pour ainsi dire, l'Allemagne en selle : elle chevauchera bien d'elle-même!

Discours du comte de Bismarck, en réponse à M. de Münchhausen, député du Hanovre, dans la séance du Parlement du 11 mars 1867.

J'éprouve le respect le plus sincère et le plus sympathique pour les sentiments de l'homme resté fidèle à une dynastie déchue, que cette dynastie soit tombée par sa propre faute, ou renversée par la force des événements. Je ne peux donc trouver mauvais que l'honorable préopinant ait éprouvé le besoin de s'épancher; j'aurais seulement désiré qu'à l'expression de ses sentiments personnels, il se fût abstenu de mêler, en les appuyant, sur une interprétation inexacte des faits, ou même sur des faits inexacts, des accusations dirigées contre le Gouvernement prussien. Il m'aurait épargné ainsi la tâche ingrate de le réfuter.

Je repousse d'abord comme une calomnie indigne que je n'ai pu lire de sang-froid, dans certains journaux, le reproche fait au Gouvernement du Roi de Prusse, de n'avoir pas tenu la capitulation de Langensalza. Cette capitulation n'était pas un traité d'État. Il n'est venu à la pensée d'aucun des négociateurs, aussi longtemps que les troupes sont restées à Langensalza, de voir dans cet acte autre chose qu'une Convention militaire destinée à prévenir, pour la durée de la campagne, une nouvelle effusion de sang entre des troupes longtemps amies et qui avaient de commun maint glorieux souvenir.

C'est dans ce sens qu'a été garantie à S. M. le Roi Georges sa propriété privée, celle, bien entendu, qu'il avait dans son camp, ou portait sur lui. Quant au reste de sa fortune privée, déjà tombée alors entre nos mains ou pouvant se trouver dans le royaume de Hanovre, et quant au règlement d'autres questions qui s'y rattachent, c'est affaire de *traités d'État*. Personne, à Langensalza, n'a songé à un traité de telle nature. Il faut descendre à des chicanes d'avocat ou de sophiste, pour torturer cette Capitulation au point d'en tirer contre nous le reproche d'avoir violé un traité. L'honorable préopinant, dont je suis personnellement connu, est la dernière personne de qui j'aurais attendu ce reproche. Car il est ici depuis plusieurs semaines, ma porte lui est ouverte, et il aurait pu, tous les jours, obtenir sur ses griefs des explications pleinement satisfaisantes.

Si S. M. la Reine Marie préfère, même en ce moment, séjourner en pays prussien, bien que son époux n'ait pas fait la paix avec le Roi de Prusse, c'est là un témoignage de la protection que princes et princesses, même quand ils sont nos ennemis, trouvent toujours sur notre sol un témoignage aussi de leur confiance dans cette protec-

tion, et j'admire que la Reine Marie ait poussé la sienne si loin. Mais je sais que le séjour, que la présence, non de la Reine, mais de la Cour à Marienbourg, sert de manteau à des intrigues que nous ne pouvons supporter à la longue, et dont Sa Majesté le Roi, mon auguste maître, a donné l'ordre de rompre les fils. C'est à la suite de cet ordre que le major de Klenck a été arrêté sous les yeux de S. M. la Reine de Hanovre.

Si Sa Majesté ne veut pas être témoin de ces spectacles, qu'elle habite ailleurs qu'à Marienbourg. Nous avons en jeu des intérêts trop élevés; le repos de la province ne peut être sacrifié à de simples égards de convenance, nous sommes résolus, du moins, à ne pas souffrir qu'on s'en fasse un jeu. M. de Klenck, d'après nos nouvelles, était porteur d'autres papiers. Des agents hanovriens l'ont averti à temps qu'on veillait sur lui. Prévenu de la sorte, ou il a cru prudent de ne pas se charger des autres missives, ou il a eu le loisir de les mettre en lieu sûr. On n'a trouvé sur lui qu'une lettre du Roi Georges à la Reine Marie. Il n'était pas dans les intentions de Sa Majesté le Roi que cette lettre fût ouverte. Le Roi Georges est libre d'écrire ce qu'il lui plaît à son auguste épouse; le repos de l'État n'y court aucun danger. Il y a eu des instructions mal comprises et, partant, outrepassées, comme il arrive souvent dans la vie, surtout quand les rapports sont tendus. On n'en voulait qu'à ces manifestes venus d'Hietzing, et qui, écrits dans le style de *l'Observateur wurtembergeois* (*Württembergischer Beobachter*), étaient destinés à être répandus parmi les paysans hanovriens, soit à l'occasion des élections, soit en vue de quelque désordre.

S. M. le Roi, dans une lettre adressée à l'un des personnages de la Cour royale de Marienbourg, a donné l'ordre de témoigner à la Reine Marie son regret de l'incident. Ces incidents-là peuvent se produire partout. Ils ne sont pas habituels en Prusse : rien ne le prouve mieux que le séjour continu de la Reine de Hanovre à Marienbourg, alors que son époux refuse de faire la paix avec nous.

L'honorable préopinant s'est plaint, en outre, du régime appliqué jusqu'ici à l'administration du Hanovre. Je comprends cette plainte. Le Hanovre est habituellement sous un régime absolu, qui durera jusqu'au 1^{er} octobre prochain. A partir de cette date, la province jouira de toutes les garanties constitutionnelles qui protègent en ce moment les autres États de la monarchie. Mais, d'ici là, l'honorable préopinant devra s'accommoder de voir le Hanovre régi par des mesures qui, dans la conviction personnelle de Sa Majesté, sont nécessaires pour assurer en ce pays la domination prussienne.

Nous ne tolérerons pas la résistance, nous la briserons. Personne ne regrette plus que moi ces nécessités.

J'ai déjà touché, tout à l'heure, aux souvenirs et aux traditions séculaires qui liaient l'armée prussienne à celle du Hanovre, et la politique du Hanovre à la nôtre. Les alliances de la Guerre de Sept ans formaient un groupe parfaitement naturel, présent encore à la mémoire de nous tous. Depuis quelques années, le Hanovre s'était détaché d'une alliance si naturelle. Je n'ai pas épargné les avertissements à ses ministres, — M. Plateh me rendra ce témoignage. — Si vous craignez, leur ai-je dit, les ambitions de la Prusse, vous ne pouviez mieux faire, pour les désarmer, que de devenir nos alliés fidèles. Jamais, après même la campagne la plus triomphante, un prince de la maison de Hohenzollern ne diminuera ses alliés de l'épaisseur d'un cheveu. Mais si, tout en ayant les mêmes intérêts que nous, vous donnez la main à nos ennemis; si vous créez, entre Hambourg, Minden et Cologne, un État tout prêt à saisir notre premier embarras extérieur, notre première volte-face contre le Sud, pour nous attaquer de flanc, je ne dirai pas le poignard, mais les armes à la main, nous ne pourrions supporter à côté de nous un tel État, menaçant, par sa seule existence, celle de la Prusse; et le ministre prussien qui ne mettrait pas à profit la première occasion de se débarrasser d'un voisin si dangereux, trahirait son pays, trahirait l'Allemagne! Vous n'auriez pas dû nous donner cette occasion, nous imposer ce devoir.

Nous avons longtemps négocié, — trop longtemps peut-être, — pour conclure une alliance avec le Hanovre. Nous négocions encore à Langensalza. Tout est venu échouer, contre quoi? Contre le refus du Roi Georges de nous garantir que l'armée hanovrienne s'abstiendrait, pour la durée d'une année seulement, de toute hostilité contre nous. Nous avons offert notre alliance, dès le jour où nous avons prévu la possibilité d'une guerre. On nous a trainés de tergiversation en tergiversation. On se disait prêt, dans des Notes officielles, à conclure un traité de neutralité, et, pendant ce temps, on continuait à secrètement armer : on dirigeait sur Stade munitions et matériel de guerre, pour prendre là une forte position, s'unir au Corps de Gablenz, aux troupes que la Maison d'Augustenbourg aurait pu mobiliser dans le Holstein et pour lesquelles étaient déjà prêtes des armes que nous avons plus tard trouvées à Hambourg, — puis, de concert avec l'Autriche, on aurait opéré une diversion sur nos flancs.

La Prusse ne peut s'exposer deux fois à un pareil danger. Nous avons prolongé les négociations, espérant que le Hanovre se raviserait. C'est à contre-cœur que nous avons tiré l'épée contre un peuple voisin et jusque-là notre ami, un peuple parlant notre langue et dans les veines duquel coulait notre sang. Pour prévenir cette fatale ne-

cessité, nous avions à temps, — c'était, je crois, le 9 ou le 11 juin, ou peu après, — déclaré officiellement au Hanovre : « Si le gouvernement hanovrien vote pour la motion autrichienne du 14 juin, à Francfort, nous verrons là une déclaration de guerre, et agirons en conséquence. »

Vous étiez donc complètement avertis, mais vous aviez confiance dans les 800 000 hommes de troupes autrichiennes. C'était le chiffre donné par le prince Solms, qui a rendu un mauvais service à son auguste parent, — alors indécis entre la Prusse et l'Autriche, — en l'entraînant dans le camp ennemi.

Messieurs, dans des questions si graves, cette innocente manière de voir à laquelle on s'est habitué en Allemagne pendant cinquante années de paix, n'est plus admissible. Certains États allemands, la guerre une fois finie, ont pris vis-à-vis de nous une attitude qui semblait dire : « Nous ne pensions pas la partie si sérieuse; remettons tout sur l'ancien pied. Nous n'avons fait, dans le Hanovre, qu'une parade au fusil chargé. Soyons amis comme autrefois, et ne nous tenez pas rigueur. »

Messieurs, on s'est mépris sur la gravité des choses. Était-ce l'aveuglement fatal dont Dieu frappe souvent les princes? Était-ce l'ignorance des réalités de cette vie, défaut commun à trop de diplomates ou de ministres? Je laisserai à d'autres le soin de l'examiner. On a voulu la guerre, on l'a voulue, les yeux bien ouverts. On était résolu, en cas de victoire, à s'emparer de provinces prussiennes. Et l'on aurait ensuite le droit de s'étonner que la guerre ait eu des suites sérieuses! L'on s'en prendrait à nous sur le ton de l'élégie!

Messieurs, quand la Prusse risquait son sang et sa liberté; quand tout le royaume et sa glorieuse couronne formaient l'enjeu; quand les Croates menaçaient de nous piller, et la domination étrangère de nous asservir, je ne sais pendant combien d'années, et que l'on a choisi ce moment de suprême péril pour nous plonger son arme dans le flanc, on est mal venu à toucher la corde du sentiment et à se plaindre du manque d'égards. Ou si l'on croit pouvoir parler de la sorte, on fait preuve d'un aveuglement capable de conduire à leur ruine les États et les couronnes qui en sont atteints.

L'honorable préopinant nous a fait un autre reproche : il s'est plaint que, sans jugement, contre le droit, contre la législation, plusieurs de ses compatriotes aient été dirigés sur la forteresse de Minden.

Il peut être plus régulier de les conduire dans une forteresse hanovrienne; mais il ne s'en trouvait pas une seule dans tout le Hanovre. Telle est, à mon avis, l'unique plainte que l'on puisse élever

au point de vue juridique, dans un pays actuellement placé, en vertu du droit de la guerre et du droit des gens, sous un gouvernement absolu, le gouvernement de la conquête. Le conquérant était votre ami, votre compatriote, il se conduit comme tel, je le veux bien ; mais enfin, c'est un conquérant. Vous plaindre que dans un tel pays, et dans un tel moment l'homme qui trouble le repos soit enfermé préventivement, et mis hors d'état de nuire, c'est prouver que vous n'avez pas une idée bien claire de la différence à établir entre un régime absolu et un régime constitutionnel qui garantit les citoyens contre l'abus de la force.

Des actes analogues n'ont-ils pas eu lieu chez nous *toto die*, avant que nous eussions notre Constitution, et les juristes les plus subtils y trouvaient-ils à redire ? En principe, le droit n'est pas outre-passé. Que, maintenant, l'individu frappé le soit *moralement* à tort, c'est là une distinction difficile à établir d'ici, et dans des circonstances pareilles. Aussi désiré-je pour vous que le 1^{er} octobre arrive, cette année, plus vite que d'habitude. Vous serez délivrés alors de toutes ces rigueurs. Nous observerons à votre égard la Constitution prussienne, dans toutes les garanties qu'elle donne à la liberté personnelle, aussi scrupuleusement que vis-à-vis des autres provinces de la monarchie. Mais, précisément parce que le terme est si court, nous ne souffrirons pas que l'on joue avec le feu. Je vous y invite instamment, vous et vos amis : Ne nous provoquez pas ! Nous vous opposerions une énergie que vous n'êtes pas de taille à soutenir.

Discours du comte de Bismarck, en réponse aux protestations du député polonais, M. Kantack, dans la séance du Parlement du 18 mars 1867.

Messieurs, s'il est un point hors de doute, c'est que nous avons tous été élus, — les députés de la province de Posen comme les autres, — pour constituer la Fédération du Nord. Dans ce but seulement, les électeurs de la province ont été invités à donner leur suffrage, et l'on peut juger, par les rapports électoraux, de l'empressement inaccoutumé qu'ils ont mis à répondre à cet appel : sur cent électeurs, près de quatre-vingt-dix ont voté.

En protestant donc contre l'étendue que nous voulons donner à la Fédération nouvelle, l'orateur auquel je succède nous a, dans ma pensée, fait entendre assez clairement que sa protestation est dirigée, non contre la Fédération, mais contre l'unité de la monarchie prus-

sienne. Reconnaître cette unité, et contester, cependant, que l'État auquel on appartient, ait le droit de poursuivre, de concert avec les gouvernements voisins, un but politique qu'il espère ainsi plus facilement atteindre, — voilà une contradiction qui ne viendra jamais à la pensée de tout homme ayant conservé la moindre logique.

Je le répète, — et, sur ce point, le discours que vous venez d'entendre n'a laissé subsister aucun doute, — la protestation est dirigée contre l'unité de la monarchie prussienne. Sinon avec plus de droit, du moins avec un peu plus de logique, l'orateur aurait pu, à mon avis, saisir, pour protester, une précédente occasion, je veux parler du moment où a été discutée la Constitution prussienne. On me dispensera d'entrer ici dans l'examen des arguments empruntés par l'orateur à une époque remontant au delà de cette Constitution. Au besoin, ceux d'entre vous, Messieurs, qui ont assisté dix fois, vingt fois aux mêmes débats, littéralement aux mêmes, dans la Chambre prussienne des députés, pourraient, à leur tour, répéter, sans y changer un seul mot, les réfutations qui en ont fait justice.

Ma tâche n'est pas de mettre ici en relief les détails dénaturés, les faits inexacts ou prescrits, mais d'établir le point de vue du gouvernement prussien vis-à-vis de ces aspirations hostiles à l'unité de l'État, qui est garantie par l'article 1^{er} de la Constitution. Il m'importe, avant tout, — et nos alliés, je crois, sont en droit de s'y attendre, — il m'importe, avant tout, de combattre l'illusion à laquelle on s'abandonnerait, en imaginant qu'un nombre considérable des électeurs représentés ici par MM. les députés de nationalité polonaise, s'associent aux démonstrations que vous venez d'entendre contre l'unité de la monarchie prussienne. Comme si ces messieurs avaient mandat pour représenter ainsi la province, comme s'ils étaient autorisés à exprimer en son nom des opinions qui leur sont toutes personnelles !

A qui apprendrai-je que les habitants de la partie prussienne de l'ancienne république de Pologne ont été les premiers, et avec une reconnaissance bien légitime, à se louer des bienfaits d'une civilisation supérieure à celle qu'ils possédaient auparavant ? Je peux le dire avec orgueil, cette portion de la république de Pologne, placée aujourd'hui sous la domination prussienne, est plus prospère, mieux garantie dans ses droits, plus attachée à son gouvernement qu'elle ne l'a jamais été, de mémoire d'homme, et aussi loin qu'on remonte dans l'histoire de la Pologne.

La grande majorité des habitants de la province, toutes les fois que l'occasion lui en a été offerte, n'a pas manqué d'en témoigner sa reconnaissance, toujours mêlée de protestations d'attachement au Gouvernement prussien et à la Maison royale.

Tous les moyens de séduction, mis en œuvre pour « raviver le sentiment national » dans des insurrections, qui se renouvellent presque tous les quinze ans, n'ont pu égarer les sujets prussiens de langue polonaise, au point de leur faire prendre, en nombre relativement considérable, une part quelconque à ces mouvements de la minorité. La noblesse, la classe des employés des biens seigneuriaux et la classe ouvrière ont seules fourni une poignée de factieux. Quant aux paysans, on les a toujours vus protester énergiquement en masse, et les armes à la main, contre toute tentative ayant pour but de ramener un état de choses dont ils avaient entendu leurs pères ne parler qu'avec tristesse. C'est même là ce qui, en 1848, obligea le Gouvernement, par considération d'humanité, à faire marcher contre les insurgés d'autres troupes que des troupes polonaises. Sur tous les champs de bataille, — je m'en rapporte, à ce sujet, au témoignage de l'honorable général placé à la tête du cinquième corps d'armée, — les soldats polonais ont fait preuve des mêmes sentiments de fidélité. En Danemark et en Bohême, ils ont, avec la bravoure particulière à leur nationalité, scellé de leur sang leur attachement au Roi.

Ces mêmes habitants auraient-ils, dans les dernières élections, où ils ont pris une part si active, témoigné d'autres sentiments, — des sentiments pouvant faire naître la pensée que l'orateur auquel je succède est l'interprète d'un nombre considérable de ses électeurs? Cette question m'oblige à revenir sur les débats de la dernière semaine à propos des élections polonaises.

J'ai fait entrevoir alors au préopinant que je lui communiquerais quelques-unes des nouvelles qui nous avaient été transmises sur ces élections. Son discours d'aujourd'hui m'oblige à tenir parole; je prends donc la liberté de déposer sur le bureau de la Chambre un rapport du premier président de la province de Posen. La lecture du rapport entier serait trop longue; mais je vous demanderai la permission d'y puiser quelques faits de nature à éclairer mes arguments.

Vous avez entendu dire à MM. les députés de nationalité polonaise que les partis, que le clergé ne s'étaient jamais renfermés, vis-à-vis des élections, dans un rôle plus passif. Je ne crois pas que la dixième partie des cas où le contraire a eu lieu, soit arrivée à la connaissance des autorités. Le Polonais, dans le respectable attachement qu'il porte aux serviteurs de son Église, ne se résout qu'avec peine à témoigner contre eux. Nous en savons assez, néanmoins, pour reconnaître *ex ungue leonem*. Je citerai trois ou quatre faits, sans les donner comme plus saillants que les autres : ils se valent tous.

Le prêtre Wczorkewicz, de Splawie, s'est adressé, dans les termes

suivants, à une réunion de paysans polonais : « Les élections sont là ; remuons-nous, ou l'on nous défendra de parler polonais, de dormir en polonais, de prier en polonais, de chanter et de pleurer en polonais, de prêcher en polonais. Tous nos enfants deviendront Allemands, et alors, il en sera de nous en Allemagne comme en Russie ; l'on nous pendra, si nous nous disons Polonais. »

Autre cas :

Le prêtre Kunze, de Kiebel, l'un des candidats du district de Bomst-Meseritz, a non-seulement convoqué des réunions électorales en différentes localités, dans la ville de Wolstein, par exemple, et, sans égard pour le mandement de Monseigneur l'archevêque, recommandé sa propre candidature ; il a parcouru encore les paroisses de Priement, d'Altkloster, et de Schlussenze, dont les curés s'abstenaient de toute agitation, et engagé les électeurs à lui donner leurs voix, disant aux Polonais qu'on en voulait à leur langue et à leur culte, aux Allemands qu'on en voulait à leur foi catholique.

A Zodyn, un propriétaire de biens nobles, M. Jaensch, ayant demandé à ses paysans, dans la journée du lundi, 11 février, pour quel motif ils voulaient donner leurs voix au prêtre Kunze, ceux-ci lui ont répondu :

« Ne nous en voulez pas ; nous vous devons mille bienfaits, et notre bien vous est à cœur ; mais cette fois, nous ne pouvons suivre vos conseils : il y va du salut de notre âme. Le curé Kunze nous a dit : « Si vous ne m'obéissez pas, si vous ne votez pas pour moi, je vous « refuserai l'absolution à Pâques. »

A Woynowo, des femmes de paysans allemands catholiques sont allées trouver leur seigneur, M. Boehmack, et lui ont demandé pourquoi il voulait égarer leurs maris dans une affaire où le salut de leur âme était engagé.

Le prêtre Zebski, de Slupia, — ne faisant, d'ailleurs, qu'imiter beaucoup de ses confrères, — a prêché, le 10 février, sur les élections, et assuré, en sanglotant, à ses paroissiens que, s'ils ne nommaient pas un député polonais, c'en était fait indubitablement de la religion catholique et de la langue polonaise. Après le service divin, les bedeaux ont distribué, hors de l'église, les bulletins de vote.

Je dépose ce document, où sont relatées au moins vingt et peut-être cinquante manœuvres analogues, sur le bureau de la Chambre. Tout le monde peut en prendre connaissance, et je me réserve de le livrer à la publicité. Des rapports détaillés ne nous sont pas encore parvenus sur les élections dans la province de la Prusse occidentale, ni par conséquent sur la partie polonaise de cette province. Mais je suis autorisé à conclure, des pièces mises sous mes yeux, que, dans des localités où, de notoriété commune, trois personnes seulement

parlaient polonais, cent trente électeurs de religion catholique se sont crus obligés, par des scrupules de conscience et dans l'intérêt du salut de leur âme, de voter pour le candidat polonais.

L'influence des femmes, ici comme toujours, a été fort active. On cite même ce propos féminin : « Si nous laissons nos maris voter pour un Allemand, dans quinze jours viendra un pasteur évangélique qui nous baptisera, et nous serons tous Allemands. » La sainteté du caractère ecclésiastique ne me permet pas de douter que le bas clergé de la province n'ait cru lui-même à ce qu'il disait à ses ouailles ; mais alors, Messieurs, devant une telle ignorance des choses de ce monde, le Gouvernement est en droit de vivement désirer que le haut clergé intervienne pour dissiper ces ténèbres, dans un pays surtout où les prêtres surveillent, comme inspecteurs, l'éducation de la jeunesse.

Tout ceci m'autorise à conclure que, si Messieurs les députés polonais, à côté de leur mandat général, ont un autre mandat particulier, ce ne peut être que de défendre contre toute attaque l'Église catholique. En ce cas, Messieurs, ils trouveront dans le Gouvernement royal, dans ma personne même, un allié aussi sûr, aussi déclaré, que dans celle de mon collègue catholique, M. le conseiller intime de Savigny. Pour achever d'éclaircir cette question, et savoir définitivement si ce sont les catholiques qui ont voté pour sauvegarder leurs croyances, ou les Polonais pour affirmer ici leurs aspirations nationales, quelques données statistiques sont indispensables.

Le dernier recensement donne pour les provinces de Posen et de la Prusse occidentale, — les seules qui entrent ici en ligne de compte, — un chiffre de 2 700 000 et quelques habitants, dont 1 150 000 Polonais, et 1 400 000 catholiques, polonais et allemands ensemble. Il en résulte que, dans les deux provinces, environ 300 000 catholiques allemands ont été déterminés, par ces intrigues, à voter en majorité pour les candidats polonais. Dans d'autres circonscriptions électorales, l'extrême gauche du parti progressiste a manœuvré, de son côté, en faveur du candidat polonais, M. de Domierski.

Vous n'êtes donc pas autorisés, je crois l'avoir démontré ici, à parler au nom des 3 millions d'habitants de ces deux provinces. Tout au plus avez-vous qualité pour prendre la parole au nom des catholiques. Mais ne vous dites pas les interprètes des Polonais ; ne plaidez pas la cause de nationalité, au nom d'électeurs qui n'ont voté pour vous que par crainte de se voir menacés dans ce qu'ils ont de plus cher, leurs croyances, alors, surtout, que cette crainte avait été éveillée en eux par d'artificieuses et mensongères insinuations.

En touchant au passé, le préopinant m'a invité, en quelque sorte, à le suivre sur ce terrain. J'examinerai, à mon tour, si, même au point de vue de l'histoire, il a mission de se donner comme le représentant spécialement autorisé des intérêts de ces deux provinces.

Quelles sont les origines de la Prusse occidentale et de la domination de l'Ordre Teutonique en Prusse? Le duc Conrad de Masovie, voulant mettre un terme aux incursions des hordes alors païennes des Prussiens, qui portaient le ravage jusqu'au cœur de ses États, la Cujevie et la Masovie, appela à son aide les chevaliers de l'Ordre Teutonique. Il leur donna le petit pays de Dobrin, alors polonais, et leur promit, en même temps, — ce qui était dans la nature des choses, — de reconnaître comme leur possession tout ce qu'ils enlèveraient à la barbarie de l'homme et de la nature à la tribu inculte et païenne des Prussiens.

Tout le pays situé à l'est de la Vistule et qui forme aujourd'hui une portion considérable de la Prusse occidentale et de la Prusse orientale, devint ainsi un pays absolument germanique, habité et défriché par des colons allemands. L'ordre acquit plus tard, en vertu des traités les plus légitimes, la partie de la Prusse occidentale située sur la rive gauche de la Vistule. Au treizième siècle, en effet, après l'extinction non point d'une dynastie polonaise, mais de la ligne des ducs transpoméraniens dont Metewin II était le dernier rejeton, la Transpoméranie et sa capitale, Dantzig, échurent à leur souverain féodal, Waldemar, margrave de Brandebourg. Celui-ci en prit possession; mais après sa mort prématurée, ses successeurs, hors d'état de conserver cet héritage, firent abandon à l'Ordre Teutonique du territoire appelé alors Transpoméranie et qui est la Poméranie actuelle.

Plus tard, la Couronne de Pologne en dépouilla, par la guerre et la conquête, l'Ordre Teutonique, qu'avaient affaibli les intrigues de ce que j'appellerai le parti progressiste prussien de cette époque, c'est-à-dire les villes et les États provinciaux, d'intelligence alors avec les Polonais, leurs ennemis. Les Allemands furent défaits à Tannenberg. Enfin, après un long va-et-vient de traités entre Dantzig, les autres villes et les États de la Prusse occidentale, il fut conclu avec la Couronne de Pologne une convention établissant entre la Pologne et la Prusse occidentale des rapports d'union personnelle, rapports souvent invoqués plus tard, mais toujours sans succès, par les habitants de la Prusse occidentale, qui protestaient alors, comme le font ici les députés polonais.

En 1466, la paix de Thorn ratifia cette transaction, et c'est ainsi que la Pologne, du droit de la conquête, droit sanctionné plus tard,

par des traités, devint maîtresse de la Prusse occidentale. Elle usa bien vite de sa domination pour poloniser le pays, non point en y portant la civilisation, comme nous le faisons pour cette Pologne que l'on nous accuse de germaniser, mais en employant le feu, le fer et la tyrannie.

Sans respect pour les traités conclus, elle installa dans la Prusse occidentale des fonctionnaires polonais, qui s'y enrichirent, en dépouillant les nobles et en les polonisant de force. Ainsi, du nom de la vieille famille allemande *Hutten*, par une simple traduction, on faisait : *Czapski*; *Rautemberg*, en polonais, devenait : *Klinski*, et *Stein* : *Kaminski*.

Je pourrais multiplier ces exemples, et vous montrer le sang german coulant dans les veines d'hommes qui se montrent, aujourd'hui, les ennemis les plus acharnés de l'Allemagne. On viola les franchises des villes; on promit plus tard la liberté religieuse, on l'accorda même en théorie, mais pour la violer dans la pratique, en fermant les églises, en les confisquant au profit de communautés catholiques qui n'existaient pas, qu'il fallut créer et dont on prit le noyau parmi les nobles acquéreurs de biens ou les fonctionnaires envoyés dans la province. Beaucoup de citoyens, — je ne rappellerai ici que l'exemple de la ville de Thorn, — payèrent de leur tête leurs protestations. Sur 19 000 villages, 3000 seulement échappèrent aux ravages des Polonais dans la Prusse occidentale, après la bataille de Tannenberg. On trouva que c'était encore trop. Les guerres entre Polonais et Suédois diminuèrent le nombre des contrées épargnées jusqu'alors, et il est plus d'un exemple d'armées polonaises licenciées, auxquelles on assignait, comme colonies, les villages allemands dévastés.

Là, Messieurs, dans la contrée de Marienbourg et de Stum, se trouve le berceau de vos électeurs d'aujourd'hui, descendants de soldats polonais établis en colons sur les ruines des fermes allemandes. Vos compatriotes sont originaires de ces contrées de Thorn, de Rhaden, de Friedeck et de Löbau, d'où les sources de la civilisation germanique se sont répandues sur la Prusse.

En présence de ces faits, de cette violence que vos ancêtres ont exercée partout où ils ont été les maîtres, je ne comprends pas que vous invoquiez l'histoire. Vos prétentions sur la Prusse occidentale n'ont eu de valeur qu'autant que le glaive qui l'avait conquise a été assez puissant pour la conserver; elles sont tombées quand le droit d'où vous les faisiez émaner a cessé avec votre force.

Il en est de même pour le grand-duché de Posen. Ce pays, où se trouvent aujourd'hui 800 000 Prussiens parlant polonais, et 700 000 Prussiens parlant allemand, nous l'avons conquis à la suite de

grandes et pénibles guerres. Pendant la guerre de Sept ans, la Pologne, au lieu de nous servir de rempart, a toujours été le point de ralliement et d'asile des armées russes. Nous l'avons conquise, pour la seconde fois, en 1815, à la suite d'une terrible lutte engagée contre un ennemi qui nous était supérieur. Les traités ont sanctionné cette conquête. Tous les États se forment de même. Nous possédons la Pologne avec non moins de droit que la Silésie. Si vous combattez le droit de la conquête, c'est que vous n'avez pas lu votre propre histoire. Mais vous l'avez lue, voilà pourquoi vous mettez tant de soin à la taire.

Le pays riverain du lac de Goplo et de la Warthe, et que l'on appelle aujourd'hui la Grande Pologne, s'est agrandi insensiblement, par voie d'agglomérations, de la Petite Pologne, dans la contrée de Cracovie. Le tout ensemble ne dépassait pas les limites de la Galicie occidentale actuelle et du grand-duché de Posen, que dis-je? n'atteignait même pas celles du royaume de Pologne proprement dit. Devenus puissants par leurs alliances avec les grands-ducs de Lithuanie, qui leur apportaient des pays conquis déjà très-considérables, les souverains polonais, dans leur soif de conquêtes, cherchèrent querelle à l'Ordre Teutonique. Ils s'étaient contentés, auparavant, de s'agrandir aux dépens de la Russie. A dater de la période, relativement pacifique, qu'inaugurèrent les établissements des Chevaliers Teutoniques, — ceux-ci ayant soumis les tribus païennes des Prussiens, vers 1230 environ, — cette soif de conquêtes se tourna de nouveau contre les Russes, alors pressés par les hordes des Tartares mongols.

La Pologne y gagna les territoires de la Galicie orientale, habités par ces mêmes Ruthènes qui peuplent les provinces de la Volhynie et de la Podolie, et le sud-est du royaume de Pologne. Les armes polonaises pénétrèrent bien loin au delà du Dniéper, elles conquièrent l'antique résidence russe de Kijew, plus loin encore, Tschernigow, Smolensk, et d'immenses territoires, plus vastes, à eux seuls, que le lot échu à la Russie, lors du premier partage de la Pologne. En même temps, les Lithuaniens avaient largement taillé dans le territoire de la tribu russe établie aux environs de Witebsk. Se sentant alors assez forts, Polonais et Lithuaniens réunis fondirent sur l'Ordre Teutonique, lui arrachèrent la Prusse occidentale, cette province qu'il avait légitimement conquise sur la barbarie et rendue florissante. Puis ils la dévastèrent, et assujettirent la classe libre des paysans à ce régime oppresseur qui a toujours caractérisé la domination polonaise.

Le préopinant nous a dit sans trop de détours ce qu'il ferait des provinces prusso-polonaises, si on les détachait de leur faisceau

actuel, si, au moment où nous cherchons à faire disparaître la servitude des frontières, on laissait s'établir un nouveau cordon de douanes entre la Prusse occidentale et la Pologne d'un côté, l'ouest de l'Allemagne ou la Prusse orientale de l'autre. Il a nommé le partage de la Pologne une iniquité. Messieurs, nous n'avons pas été plus iniques en partageant la Pologne, que vous ne l'avez été en partageant la Russie au quatorzième siècle, alors que vous étiez assez forts pour cela. Descendez en vous-mêmes, et dites-vous que le crime de la conquête, vous l'avez commis cent fois, quand vous disposiez de la puissance voulue.

L'on n'a qu'à admettre par la pensée le rétablissement de la république de Pologne, dans ses frontières de 1772, — je ne veux pas remonter plus haut, — pour être convaincu de l'impossibilité d'un pareil retour dans l'histoire. Cela, pour une raison bien simple : il n'y a plus assez de Polonais !

Les Polonais sont bien moins nombreux qu'on ne croit, de par le monde. On les porte à 16 millions. Le territoire de la république de Pologne en 1772, — abstraction faite de la Livonie, conquête polonaise que les traités de paix de 1660 donnèrent à la Suède, et de tout le pays que la Russie acquit par la paix d'Andrussow, au delà du Dniéper, y compris la ville de Kijew, mais sans le gouvernement du même nom, — le territoire de l'ancienne république, dis-je, est habité aujourd'hui par vingt-quatre millions d'hommes environ parmi lesquels 7 millions et demi de Polonais, pas un de plus. Sur le nombre, un million et demi sont dispersés dans les vastes provinces occidentales de l'empire russe, parmi des populations, non-seulement qui ne sont pas polonaises, mais qui ne veulent point l'être, et ne retourneraient, à aucun prix, sous l'ancienne domination de la Pologne.

Voyez, en Galicie, l'inimitié des Ruthènes contre les Polonais, auxquels ils étaient soumis autrefois, comme les habitants de la Prusse occidentale. Je cite cet exemple, précisément parce qu'il est universellement connu ; vous jugerez, par là, des sentiments de ces 10 millions d'habitants non polonais qui peuplent, avec 1 million et demi de Polonais véritables, l'ouest de l'empire russe.

Les dix pour cent de Polonais disséminés dans l'ouest de la Russie, et qui ne sont autres que les anciens maîtres imposés par la conquête, ou des renégats ayant adopté les mœurs et la langue polonaise, — ont, vis-à-vis d'eux, quatre-vingt-dix pour cent d'autres peuples, presque tous de famille russe, tels que les Ruthènes et les gens de la Russie Blanche. Ces populations ne parlent que russe, elles prient en russe, comme elles pleurent en russe, quand elles sont sous la domination polonaise. Enfin, elles veulent rester russes, et assistent le

Gouvernement russe dans ses luttes contre les nobles polonais. Les autres sont des Lithuaniens, des Lettons, des Allemands, et, parmi eux, un nombre considérable de juifs. Sur vingt-quatre millions, vous en avez donc douze vis-à-vis desquels on serait injuste au degré suprême, si l'on redonnait à dix pour cent des leurs une domination redoutée et détestée des 90 centièmes de ceux qui restent.

En Galicie, comme je le disais tout à l'heure, vous avez deux millions de Ruthènes, à côté de deux millions de Polonais habitant l'ouest de cette province; dans le royaume de Pologne proprement dit, 3 400 000 Polonais, 250 000 Russes au sud-est du gouvernement de Lublin, 250 000 Lithuaniens, du Niémen jusque près de Suwalki; dans la pointe nord-est du royaume enfin, 300 000 Allemands et 600 000 juifs. J'ai déjà dit que, dans la province de Posen, on comptait 800 000 Polonais seulement, et dans celle de la Prusse occidentale, environ 350 000.

Tout calcul fait, en ne considérant, bien entendu, que les groupes assez compacts pour se former en communes et avoir au moins chez eux la majorité, vous arrivez, si je ne me trompe, à un chiffre de 6 500 000 Polonais, et, au nom de ces six millions, vous demandez à dominer sur vingt-quatre millions d'hommes! Le ton, l'accent que vous donnez à votre demande, feraient supposer qu'il n'y a pas pour vous d'humiliation plus profonde, de servitude plus indigne, que de ne plus pouvoir tenir sous le joug ceux dont vous avez fait vos esclaves pendant près de cinq siècles.

Il ne faut qu'ouvrir les yeux à la réalité, et cette prétention ne tient plus devant le jugement de l'Europe, elle s'évanouit en utopie, une utopie qui, pour être réalisée, demanderait que l'on détruisît d'abord trois grands empires, l'Autriche, la Prusse et la Russie, que l'on renversât trois des cinq ou six grandes puissances européennes afin de rebâtir de leurs débris la domination fantastique de six millions de Polonais sur dix-huit millions d'êtres qui n'appartiennent, ni par le sang ni par les sympathies, à la Pologne. Ces six millions de Polonais voudraient-ils même avoir des Polonais pour maîtres? Je ne le crois pas: le passé leur a légué de trop douloureuses expériences.

Pourquoi le mouvement polonais s'est-il arrêté dans la Galicie occidentale? Parce que la noblesse polonaise a dû se convaincre que les paysans devaient son but: le rétablissement de la Pologne. Effrayée de cette perspective, la population des campagnes a tourné le dos au mouvement et aux nobles. Les nobles eux-mêmes, saisis d'un frisson, à la pensée des sanglantes horreurs commises par les paysans en 1846, ont remis le sabre au fourreau et préféré vivre en

paix, du moins jusqu'à nouvel ordre, avec le Gouvernement autrichien. Il me suffira, je crois, surtout vis-à-vis de MM. les députés polonais, qui connaissent encore mieux que moi-même la vraie situation, d'invoquer un si éclatant exemple, pour prouver que même les six millions et demi de Polonais n'ont nulle envie de retourner sous le joug de quelque deux cent mille nobles.

On en peut voir un nouveau témoignage dans le cours de la dernière insurrection en Russie. Je ne vanterai pas la domination russe comme bien élémentaire; mais le paysan polonais la préfère encore à celle des gentilshommes ses compatriotes. Dans tous les lieux où elles arrivaient et d'où les gendarmes-pendeurs avaient disparu, les troupes russes, il y a trois ans, rencontraient un accueil et un appui aussi empressés qu'on pouvait s'y attendre de la part de populations intimidées.

Je vous y invite donc, Messieurs, vous qui prétendez représenter ici le peuple polonais, renoncez à troubler l'Europe, la Prusse, notre propre province, en poursuivant un but placé absolument hors de toute atteinte. On flatte peut-être vos espérances en vous le donnant comme accessible; mais alors on vous trompe, ou vous vous trompez vous-mêmes, ce qui arrive souvent quand on entretient ses illusions avec ses désirs.

Que la noblesse polonaise éprouve pour l'ancien état de choses une certaine nostalgie, je le comprends sans peine; nous voyons un fait absolument analogue se produire dans les territoires allemands soumis autrefois à des princes ecclésiastiques.

Mais renoncez à courir plus longtemps après un tel fantôme, joignez-vous à nous, joignez-vous à la majorité de vos frères de langue polonaise en Prusse, joignez-vous aux paysans polonais, pour prendre part aux bienfaits de notre civilisation, bienfaits qui trouvent une garantie nouvelle dans les gages donnés à la sécurité de la paix par la Fédération germanique du Nord. Associez-vous avec loyauté à l'œuvre commune, et notre main vous est franchement tendue, nous serons heureux de vous saluer au milieu de nous comme frères et compatriotes.

Mais que l'Assemblée, dans sa grande majorité allemande, médite cet éloquent enseignement des destinées de la Pologne.

Elle verra où un grand et puissant État, conduit par une noblesse brave, guerrière, mais égoïste, peut arriver quand il met la liberté de l'individu au-dessus, je ne dirai pas de l'unité de l'État, mais de sa sécurité extérieure, lorsque, en d'autres termes, les franchises individuelles étouffent comme une plante parasite les intérêts généraux.

Qui voudrait refuser son admiration au degré d'énergie déployé

par la noblesse polonaise dans ses luttes en vue de reconquérir la domination passée ? Et cependant, ni les plus énergiques efforts, ni le plus grand dévouement, ni la plus brillante bravoure n'ont suffi aux quelques individus engagés dans ces différentes tentatives, pour regagner les biens une fois perdus. Le mot du poète demeure vrai : « Ce moment que tu as laissé échapper, l'éternité ne te le rendra pas. »

**Déclaration du comte de Bismarck, en réponse au discours de
M. Kryger, député du Schleswig septentrional, dans la séance
du Parlement du 18 mars 1867.**

Je me réfère tout d'abord, en réponse au discours que vous venez d'entendre, à ce que j'ai déjà dit sur la même question dans la Chambre prussienne des députés, et aux actes lus du haut de cette tribune par le premier orateur, actes qui feront partie intégrante de la discussion d'aujourd'hui. Mon but spécial, en prenant la parole, est de réfuter deux assertions du préopinant. D'après la première de ces assertions, les frontières septentrionales de la Fédération du Nord seraient encore douteuses, indécises. Le Projet de Constitution une fois accepté, la Fédération du Nord aura pour frontières septentrionales celles qui ont été stipulées, lors de la paix de Vienne, entre le Danemark d'une part, la Prusse et l'Autriche de l'autre. Une nouvelle ligne, si elle doit être tirée, suppose des négociations nouvelles, et je ne crois pas que les concessions auxquelles pourra se déterminer la Prusse, sous ce rapport, rencontrent quelque opposition de la part de ses confédérés. Opposition difficile à prévoir, en effet, puisque nos alliés y ont renoncé en quelque sorte d'avance, en reconnaissant, par le traité d'alliance qu'ils ont conclu avec nous, la pleine validité du traité de paix de Prague, sur l'article 5 comme sur les autres.

La seconde assertion, néanmoins inexacte, consiste à prétendre que tout habitant du Schleswig pourrait, sur le traité conclu entre la Prusse et l'Autriche, fonder un droit quelconque à réclamer le vote des populations. Sa Majesté l'empereur d'Autriche a seul le droit de réclamer de nous l'exécution de la paix de Prague. Dans quelle mesure ? C'est là un point que l'instrument du traité laisse indéfini, donnant ainsi au Gouvernement prussien la latitude de se diriger d'après ce qu'il croit lui-même tout à la fois équitable et conforme aux intérêts de l'État.

En déclarant à la Chambre prussienne des députés, — et le député Kantack n'a pas manqué de vous citer ces paroles, — que, dans certaines circonstances, étant donnée la situation géographique d'une nationalité étrangère soumise à l'État prussien, lorsque, d'ailleurs, cette nationalité manifeste ses vœux avec persistance, et ne se détache de la Prusse que pour retourner au Gouvernement régulier de la mère patrie, — la Prusse pourrait, etc., — en faisant, dis-je, ces déclarations, j'ai précisément et uniquement voulu parler du Schleswig septentrional ; j'ai voulu dire que ni la puissance ni l'homogénéité de l'État n'avaient aucun intérêt capital à ce que la Prusse comptât de plus ou de moins, au nombre de ses sujets, quelques habitants qui, parlant danois, préféreraient appartenir au Danemark.

La ligne frontière que nous ne pouvons ni ne voulons dépasser, sera marquée par l'intérêt de notre sécurité militaire. Nous ne reconnaitrions, ni n'accorderions à aucun prix, — rien d'ailleurs ne nous y oblige, — une frontière qui affaiblirait de ce côté notre position stratégique, et pourrait nous mettre dans la nécessité de reconquérir une fois de plus ce Duppel qui nous a coûté tant d'efforts et un sang si précieux. Il n'est pas dit, dans l'instrument du traité de paix : *le district nord du Schleswig*, ce qui aurait pu faire supposer que le Schleswig était divisé en deux districts : l'un du Nord et l'autre du Sud. Il n'est pas dit, non plus : *un district indiqué par la différence de langue* ; l'on s'est servi de cette expression : *les districts nord du Schleswig*. Le Schleswig peut compter plusieurs, et même un nombre considérable de ces districts. On peut se les représenter de très-petite, comme aussi de très-grande dimension ; mais je ne crois pas que leur étendue définitive atteigne les proportions qu'on se figure à Copenhague.

Je n'examinerai pas si, pour fixer la ligne frontière, nous avons besoin de l'assentiment de l'Autriche. Dans le cas où le Cabinet impérial le demanderait, nous ne nous refuserions pas à négocier ; mais à négocier sur le point de savoir si nous sommes obligés ou non de requérir cet assentiment. Nous devons toutefois, au préalable, entrer en négociations avec le Gouvernement danois, pour savoir s'il accepte la rétrocession, dans quelles limites il l'accepte, et à quelles conditions. Supposé que, parmi les habitants à rétrocéder, il s'en trouvât d'allemands déclarant bien haut qu'ils veulent rester tels, nous ne pourrions, à mon avis, faire autrement que d'assurer leur sort futur, soit en nous réservant des enclaves, soit en concluant avec le Danemark un traité international, pour la scrupuleuse observation duquel nous devrions demander d'autres garanties que celles qui protégeaient si imparfaitement jadis les Allemands du Schleswig.

N'oublions pas, enfin, qu'il pèse sur le Schleswig-Holstein une dette

considérable affectant chaque partie des duchés. De la dette danoise, les duchés ont pris à leur charge 29 000 000 de thalers danois, ou, si mon calcul est juste, environ 22 500 000 thalers prussiens. Comme part de ses frais de guerre, dans la campagne du Schleswig-Holstein, nous avons accordé à l'Autriche, d'après la teneur du traité de Prague, le solde de 15 millions. Nos propres frais de guerre, que le traité de paix de Vienne impose aux duchés l'obligation de nous rembourser, s'élèveront, ainsi qu'on l'a estimé approximativement, à 25 millions de thalers. Voilà donc une somme de plus de 60 millions de thalers, soit plus de 60 thalers par tête d'habitant. Une population d'environ 100 000 âmes, par exemple, devrait donc nécessairement prendre à sa charge une dette proportionnelle de 6 millions et quelque cent mille thalers. Tous ces points demandent à être éclaircis dans les négociations avec l'Autriche et avec le Danemark, avant de procéder à l'exécution de l'article 5 du traité de Prague. La Constitution fédérale ne peut être ajournée jusque-là, ni la frontière septentrionale de la Fédération rester jusque-là indéfinie. Aucun Schleswigéen n'est donc autorisé à déduire pour lui-même, de l'article en question, un simple droit moral; qu'il ne puisse en déduire un droit juridique, c'est là ce que je n'ai nul besoin de démontrer, devant une Assemblée qui compte tant de jurisconsultes dans son sein.

Discours du comte de Bismarck sur les relations de la Prusse et de la Hollande, en réponse au discours de M. Schraps, député de la Saxe, dans la séance du Parlement du 18 mars 1867.

Je suis heureux que l'honorable préopinant m'ait donné l'occasion de repousser ici les soupçons absurdes répandus par certaines feuilles au sujet de nos relations avec la Hollande. Je ne sais qui a pu trouver intérêt à insinuer que la Hollande, ou une partie quelconque du territoire hollandais, fût menacée par la Prusse ou par l'Allemagne, comme si un homme d'État prussien avait jamais songé à porter envie ou préjudice aux possessions hollandaises.

Les craintes semées à cet égard ont pu avoir pour le Gouvernement du roi de Hollande l'agréable effet de rendre les Chambres néerlandaises plus empressées à voter le budget militaire; mais là ne saurait être l'origine de ces bruits absolument imaginaires, et auxquels nous n'avons jamais donné, même par une simple syllabe, l'ombre d'une occasion pour se produire.

Nous avons eu avec la Hollande, — avec les Pays-Bas, pour parler plus exactement, — une petite explication sur le Luxembourg, à l'occasion de la dernière guerre. Le Gouvernement du grand-duc de Luxembourg ne suivit pas l'exemple que nous lui avions donné en nous séparant de l'ancienne Confédération germanique, après la déclaration de guerre des 14 et 16 juin ; il maintint son envoyé auprès de la Diète, s'associant ainsi, en quelque sorte, puisqu'il continuait d'en faire partie, à la ligue qui était en guerre avec nous. J'entrai sur le point en explications avec M. le ministre des Pays-Bas, qui, sans avoir un mandat précisément direct, représentait cependant ici, *ex mandato præsumpto*, le Gouvernement du Luxembourg. Nous convinmes tous les deux que, juridiquement parlant, nos pays étaient en guerre, mais que, de part ni d'autre, nous n'avions le moindre intérêt à nous mettre en campagne ; on promit de ne point tirer l'un sur l'autre, et nous nous crûmes sur parole.

J'ai peine à croire que dans ces antécédents, on se soit cru autorisé à voir le germe d'une crainte pour la Hollande, d'une menace pour les Pays-Bas : tout cela est du passé.

Personne n'ignore que le Gouvernement du roi des Pays-Bas désire dégager de tout lien avec l'Allemagne un pays embrassant, depuis longues années, une partie de la province de Limbourg, c'est-à-dire une partie immédiate du territoire hollandais. Des propositions formelles avaient déjà été soumises dans ce sens à la Diète de Francfort. En insistant avec force sur l'entrée du duché de Limbourg dans la Fédération du Nord, nous aurions, j'en suis convaincu, donné des occasions de crainte aux Pays-Bas, puisqu'il y allait d'un déchirement d'unité politique analogue à celui que MM. les députés polonais voudraient faire subir à la monarchie prussienne, sans le système de Fédération compacte que nous inaugurons aujourd'hui. Nous nous sommes abstenus de toute insinuation à cet égard.

Quant au Luxembourg, jamais ni le souverain, ni le gouvernement, ni la population de ce pays ne nous ont manifesté le vœu d'entrer dans la Fédération du Nord.

On pourrait, en donnant aux termes leur sens le plus rigoureux, admettre qu'à l'exemple des traités de paix conclus avec Meiningen et Reuss, un traité de paix avec le Luxembourg était indispensable. Mais cette indirecte déclaration de guerre impliquée dans le maintien de l'envoyé luxembourgeois auprès de la Diète germanique est demeurée sans suites d'aucune espèce, et, n'ayant point amené d'hostilité, ne pouvait nécessiter un traité de paix.

De notre côté, nous n'avons pas plus renoncé à maintenir les liens unissant le Luxembourg et le Limbourg à l'Allemagne, que nous n'avons fait de leur maintien un principe de droit. Nous ne pouvons

exercer aucune violence, aucune contrainte vis-à-vis des souverains qui ne veulent pas entrer dans la Fédération du Nord. Si l'un des autres États actuellement nos confédérés s'était refusé opiniâtrément, énergiquement, à faire partie de la Fédération du Nord, il eût fallu, en raison de la situation géographique de cet État, des considérations bien impérieuses pour nous décider à user de pression, au point où en sont les affaires en Europe, et alors qu'à l'exemple des autres grandes puissances, nous avons intérêt à ne point augmenter les éléments d'incendie qui pourraient mettre le feu au continent. Je me bornerai donc à constater ici : que le Luxembourg n'a jamais manifesté ni l'intention, ni le désir d'entrer dans la Fédération germanique du Nord ; que le Limbourg a formellement exprimé le vœu de n'être point importuné à ce sujet.

Déclaration du comte de Bismarck, sur le même sujet, en réponse à un discours de M. Carlowitz, député prussien, dans la séance du Parlement du 18 mars 1867.

Malgré les déclarations assez précises, selon moi, que j'ai données, dans la dernière séance, sur les rapports de la Prusse et de la Fédération germanique du Nord avec l'Allemagne du Sud, l'honorable préopinant a évoqué de nouveau le spectre d'une alliance entre les États allemands du Sud et l'étranger contre la Prusse. Je croyais m'être exprimé en termes suffisamment clairs, je vois aujourd'hui que je n'ai pas été compris, même d'un politique aussi clairvoyant et aussi rompu aux affaires que l'est l'honorable orateur. Je suis donc heureux de pouvoir ajouter que ces rapports, dont je m'étais permis d'indiquer seulement la nature, entre le Nord et le Sud de l'Allemagne, sont déjà garantis par des traités, depuis la conclusion de la paix. J'espère que cette assurance tranquillisera complètement l'honorable orateur.

Ce n'est pas tout : l'honorable orateur, qui trahit un goût particulier à toucher aux questions délicates et difficiles, est revenu sur une autre me paraissant mériter encore moins d'insistance : la question du Luxembourg. J'ai déjà, tout à l'heure, donné à ce sujet les explications nécessaires. Mais l'honorable orateur me semble ici en contradiction avec lui-même : il regardait autrefois comme un des côtés les plus défectueux de l'ancienne Confédération germanique qu'elle comptât, parmi ses membres, des souverains possédant, en dehors de la Confédération, de grands territoires. Il n'en propose pas moins

aujourd'hui, ou de faire entrer le roi des Pays-Bas, comme grand-duc de Luxembourg, dans la Fédération du Nord, ou de lui prendre son grand-duché, qui lui appartient de plein droit : *tertium non datur*.

L'honorable orateur a formulé une espèce de reproche dont je me trouve atteint personnellement, quand il a dit que l'on n'avait pas tiré, à Nikolsbourg, un assez grand parti de la victoire de nos troupes. Je regrette de n'avoir pu, alors, être éclairé de ses conseils : nous aurions sans doute obtenu davantage. Quant à la question du Luxembourg, Messieurs, il est encore loisible à l'honorable orateur de s'en charger, et s'il réussit à persuader au grand-duc d'entrer dans la Fédération du Nord, il pourra se flatter d'avoir créé, en attendant mieux, une question européenne de plus.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêche de lord Lyons à lord Stanley au sujet des réformes et du régime auquel sont soumis les chrétiens de Turquie, en date de Constantinople le 6 mars 1867.

Milord,

J'ai eu, le 3 de ce mois, une longue et sérieuse conversation avec le grand vizir Aali-Pacha sur la situation intérieure de l'Empire turc. S. A. m'a donné l'assurance que les ministres actuels du Sultan étaient bien décidés à effectuer, aussitôt qu'il serait possible, d'importantes réformes.

Un des principaux objets de ces réformes serait d'améliorer la condition des sujets chrétiens de la Porte, de leur ouvrir une carrière dans les services publics, et de faire disparaître entre eux et les musulmans les distinctions qui, bien que la loi les ait en grande partie supprimées, subsistent encore en pratique, et entretiennent des sentiments hostiles et pleins d'animosité. On se propose également d'adopter des mesures tendantes à faciliter l'emploi des capitaux européens pour améliorer le système financier, et par-dessus tout pour répandre et encourager l'éducation.

S. A. m'a fait observer que, ces jours derniers, il avait été ajouté au Grand-Conseil de justice trois nouveaux membres chrétiens, et qu'un chrétien, M. Aristide Baltazzi, avait été nommé adjoint au ministre des finances et gouverneur de la Banque.

C'est là, me dit S. A., un commencement qui sera suivi d'autres nominations de chrétiens à des postes honorables et importants. De plus, ajouta-t-il, on se propose d'étendre le système qui consiste à unir en une grande province de nombreux pachalicks sous un gouverneur général. Il sera pris une mesure pour que les chrétiens soient sérieusement représentés dans les divers medjlisses ou conseils des vilayets, et les lieutenants-gouverneurs dans les districts chrétiens seraient des chrétiens.

Il a été déjà décidé, continua le Grand-Vizir, qu'on proposerait en même temps aux représentants des puissances étrangères d'en venir à un accord sur l'exécution de l'article du hatti-humayoun de 1856 ¹, qui concède aux étrangers le droit de posséder des biens-fonds.

Je suis, a-t-il dit en terminant, occupé, de concert avec Fuad-Pacha et ses autres collègues, à élaborer des plans de réformes plus considérables, que je vous communiquerai dès qu'ils seront parvenus à maturité.

Signé : LYONS.

ITALIE.

Discours du Roi à l'ouverture du Parlement, le 22 mars 1867.

Messieurs les Sénateurs,
Messieurs les Députés,

Pour le bonheur de l'Italie, qui m'a confié ses destinées, j'ai jugé à propos que la représentation du pays se retrempât dans la source du suffrage national.

J'ai confiance qu'elle y aura puisé la conscience des graves besoins de la patrie et la force nécessaire pour y pourvoir. Il y eut un temps pour les résolutions audacieuses et les entreprises hardies. J'ai marché dans cette voie, plein de confiance dans la sainteté de la cause que Dieu m'a appelé à défendre.

La nation a répondu avec empressement à mon appel. Par notre accord et notre persévérance, nous avons acquis l'indépendance et maintenu la liberté.

Maintenant que son existence est assurée, l'Italie demande que les forces de l'intelligence et de la volonté n'aient pas à s'épuiser dans les intempérances et les rivalités, mais qu'elles soient, au contraire,

1. Voir *Archives*, 1867, tome IV, p. 1746.

concentrées dans le but de lui donner une organisation stable et sage, afin de pouvoir développer dans le repos et la tranquillité des éléments de vie et de prospérité qu'elle a reçus de la Providence.

La nation demande que les Chambres et le Gouvernement aient à s'appliquer avec sagesse et résolution à cette œuvre réparatrice. Les peuples aiment et apprécient les institutions en raison des bienfaits qu'elles réalisent.

Il est nécessaire de montrer que nos institutions donnent satisfaction aux plus nobles aspirations, à l'activité et à la dignité nationales, et qu'elles sont en même temps une garantie de la bonne organisation de l'État et du bien-être des populations, afin qu'on ne voie pas diminuer en elles cette confiance dans la liberté qui fait l'honneur et la force de notre reconstitution politique.

Pour arriver à ce résultat, mon Gouvernement soumettra à vos délibérations un projet complet de réorganisation administrative qui, fortifiant en même temps la liberté et l'autorité, rendra plus faciles et moins coûteux les rapports entre les administrateurs et les administrés.

Pendant que les provinces et les communes jouiront d'une plus grande liberté dans la sphère de leurs attributions, on devra réunir dans les mains du chef de la province des pouvoirs plus étendus, de manière à diminuer les dérangements inhérents à la centralisation par l'application d'un remède qui puisse renforcer les liens de l'unité.

On vous présentera en même temps des projets de lois pour rendre plus simple et uniforme le mode de perception des impôts, pour réformer quelques parties de notre système de contributions, et pour obtenir, par une méthode plus rationnelle de comptabilité, un contrôle sûr et une démonstration rapide de l'emploi des deniers publics.

Les besoins et les engagements de l'État ne nous permettent point, pour le moment, de diminuer, comme je le voudrais, les charges qui pèsent sur mon peuple.

En attendant, une stricte économie dans les dépenses, une application vigilante des nouvelles lois, une moralité sévère, maintenue dans toutes les branches de l'administration publique, feront paraître les impôts moins lourds à payer.

La prompté discussion et l'application efficace des réformes proposées peuvent seules rétablir notre crédit et éloigner la nécessité de nouveaux impôts. La question financière est aujourd'hui pour l'Italie non-seulement une question de suprême intérêt, mais elle est aussi une question d'honneur et de dignité nationale. Le Parlement voudra, je n'en doute point, mettre toute son activité à résoudre cette question.

Dans des occasions solennelles nous avons promis à l'Europe que nous deviendrions pour elle une force de civilisation, d'ordre et de paix aussitôt que nous serions remis en possession de notre existence nationale.

Maintenant, c'est à nous qu'il appartient de maintenir cette promesse et de répondre à l'espérance que l'on avait mise en nous.

Messieurs les Sénateurs, messieurs les Députés,

L'honneur, le salut et l'avenir de la nation sont maintenant entre vos mains.

Si c'est une gloire pour nous d'avoir accompli par tant de sacrifices l'œuvre de notre indépendance, et d'avoir donné à la nation le mouvement et la vigueur de la vie, ce sera pour nous une gloire non moins grande de l'organiser à l'intérieur, de la rendre sûre d'elle-même, respectée et forte.

PAYS-BAS.

Dépêche du comte de Zuylen de Nyevelt au comte de Bylandt, à Berlin, au sujet des affaires du Luxembourg, en date de La Haye le 27 mars 1867.

Monsieur le Comte,

Vous n'ignorez pas, et le Cabinet de Berlin le sait aussi bien que nous, que le Grand-Duché de Luxembourg est entièrement séparé politiquement et administrativement du Royaume des Pays-Bas. Le même système de responsabilité ministérielle qui résulte de notre loi fondamentale est établi dans le Grand-Duché ; néanmoins l'opinion publique persiste à considérer ce pays comme formant partie des Pays-Bas, et il est incontestable que des difficultés entre le Luxembourg et d'autres États ont souvent exercé une influence fâcheuse sur les relations entre les Pays-Bas et ces mêmes puissances. Je ne citerai par exemple que l'effet déplorable pour nos relations avec la Prusse, produit par les négociations qui ont précédé l'entrée du Grand-Duché dans le Zollverein.

Personne ne s'étonnera, par conséquent, que le Gouvernement néerlandais verrait avec satisfaction la cession du Luxembourg par le Roi soit à quelque membre de son auguste famille, soit à une Puissance étrangère, pourvu toutefois que cette cession n'impliquât pas les Pays-Bas dans des difficultés.

Au moment où il est avéré que la position future du Grand-Duché

fait l'objet de pourparlers devenus nécessaires pour éviter des complications dans l'avenir, je crois de mon devoir de fixer l'attention du Cabinet de Berlin sur les considérations qui précèdent.

Dans le cas où le Gouvernement de S. M. le Roi de Prusse serait d'avis qu'un ajustement des affaires du Grand-Duché engage plus ou moins la responsabilité du Gouvernement des Pays-Bas, il est évident que nous serions autorisés à intervenir diplomatiquement dans cette affaire; mais cette action ne pourrait avoir qu'un but, celui de concilier autant que possible tous les intérêts engagés dans la question, et d'en faire servir la solution à l'affermissement de la paix.

Je vous autorise, monsieur le Comte, à offrir dans ce sens nos bons offices à la Prusse, ainsi que nous le ferions, en cas d'acceptation, à la France, comme aux deux Puissances les plus directement intéressées dans cette affaire.

Si M. le comte de Bismarck jugeait cette entremise amicale inopportune, je serai charmé de dégager la responsabilité du Gouvernement du Roi dans cette question épineuse.

En tout cas, je me plais à croire que le Cabinet de Berlin ne verra dans cette démarche qu'une preuve de la loyauté de nos intentions et du prix que nous attachons à conserver les meilleurs rapports avec l'Allemagne.

En vous priant, monsieur le Comte, de laisser entre les mains de S. E. M. le Président du Conseil une copie de cette dépêche, j'en profite de cette occasion pour vous réitérer l'assurance de ma haute considération.

Signé : DE ZUYLEN DE NIEVELT.

AUTRICHE.

**Adresse de la Chambre des députés de Pesth à l'Empereur,
votée dans la séance du 28 mars 1867.**

Lorsque Votre Majesté, à l'ouverture de la présente Diète, exprima solennellement du haut du trône le vif désir qu'il nous fût donné de mener à bonne fin la grande œuvre de la transaction, nous espérons, nous, représentants de la nation, que nous réussirions en peu de temps à arriver à une solution satisfaisante et durable des grandes difficultés qui nous occupent. Nous l'espérons, parce que Votre Majesté avait choisi elle-même, dans son discours du trône, pour point

de départ la Pragmatique-Sanction comme étant la base légale reconnue des deux côtés.

Nous étions convaincus que Votre Majesté désirant une transaction durable et solide, le terrain légal, sans lequel tout compromis par voie constitutionnelle est une impossibilité, terrain légal que Votre Majesté avait reconnu elle-même et qu'elle avait choisi comme point de départ, serait rétabli de suite et dans toute son étendue.

Mais nous avons la douleur de voir que notre espérance n'est pas encore réalisée à cette heure. La Pragmatique-Sanction, dont la partie qui garantit les droits de la constitution a été suspendue par un acte de pouvoir unilatéral, est encore suspendue de fait; notre constitution n'est pas encore rétablie, et la mise en vigueur de la continuité du droit, que nous avons sollicitée à plusieurs reprises, n'est pas encore opérée.

Sur quelle base devons-nous donc établir l'œuvre du compromis, si la seule base assurée n'est pas encore réalisée?

Par quelle voie devons-nous tendre vers le but qui nous est posé, si le seul chemin qu'il nous est permis de prendre comme représentants de la nation, celui de la constitutionalité, nous est fermé?

Nous avons développé dans les adresses présentées à Votre Majesté par cette Diète toutes les raisons puissantes en vertu desquelles nous avons insisté à bon droit sur le rétablissement immédiat de notre Constitution. Nous avons déclaré que les lois constituantes, aussi longtemps qu'elles ne seraient pas supprimées par la voie légale, devaient être inviolablement maintenues et réellement observées. C'est là une condition d'existence de l'État sans laquelle ni le pays pris dans son ensemble, ni les individus ne peuvent trouver dans la loi un appui assuré.

La reconnaissance des lois et le refus de les mettre à exécution ne sauraient exister de droit l'une à côté de l'autre. Ce n'est pas sans inquiétude que nous voyons que les motifs que nous avons allégués et les prières réitérées que nous avons adressées n'ont pas été en état d'engager Votre Majesté à accomplir ce vœu si légitime de la nation, dont le refus est en même temps celui des droits assurés par la Pragmatique-Sanction et une suppression de la condition essentielle de la Pragmatique-Sanction.

Le rescrit que Votre Majesté a daigné nous faire parvenir en réponse à notre seconde adresse n'est pas en état, même par les promesses et la reconnaissance qu'il renferme, de calmer nos inquiétudes, car nous avons demandé le rétablissement immédiat de notre Constitution et la continuité entière de notre droit, et notre prière n'a pas été accomplie.

Ce qui n'est pas refusé d'une manière positive dans le rescrit est subordonné au temps et aux circonstances; mais renvoyer à un autre temps le maintien et l'exécution des lois établies en vertu d'un droit ou les faire dépendre de conditions ultérieures à remplir est non-seulement contraire à notre Constitution, mais aussi aux principes fondamentaux de la légalité et du constitutionalisme.

Nous prions donc Votre Majesté de vouloir bien ne pas rendre impossible l'œuvre d'une transaction satisfaisante, en retardant le rétablissement de notre Constitution et de la continuité du droit. Tant que nous serons placés en dehors de la Constitution, nous ne pourrions pas user du droit constitutionnel de la législation.

Les seuls arrangements qui puissent nous conduire à notre but sont ceux qui auront été pris entre la nation et le monarque sur la base de la Constitution.

Un pouvoir absolu d'un côté, et de l'autre une nation privée de sa liberté constitutionnelle, ne sauraient arriver à un accommodement satisfaisant, durable et solide.

C'est à nous, représentants de la nation, que la Constitution donne le droit de conclure, dans l'intérêt du trône et de la patrie, une transaction avec le souverain, c'est-à-dire avec l'autre partie du pouvoir législatif, et sans Constitution l'exercice de notre droit ne repose sur aucune base solide.

Il y a des situations dans la vie des Etats qu'il est impossible de maintenir longtemps sans danger. Il y a des situations qui, sans amener de nouveaux troubles, épuisent la force de l'État et le rendent incapable de résister à de violentes secousses ou du moins d'y survivre longtemps.

Cet état se produit quand la situation intérieure d'un État reste longtemps inachevée, quand la force matérielle de l'ensemble et de l'individu est épuisée, quand la croyance et la confiance sont ébranlées. Où le trône et l'État trouveraient-ils un appui sûr, si ses propres peuples ne peuvent pas le lui offrir?

En tout temps une situation pareille a présenté des dangers; mais elle est surtout dangereuse de nos jours, où de graves questions non résolues, des intérêts et des esprits en surexcitation menacent de tous côtés les peuples de l'Europe de complications interminables.

Notre situation intérieure, celle de la monarchie tout entière, n'est pas non plus de nature à nous tranquilliser entièrement sur les éventualités que les complications intérieures et des hasards incalculables peuvent amener.

Il y a encore bien des choses pour lesquelles il faut se mettre promptement d'accord, et qu'il n'est peut-être plus permis de différer.

Que Votre Majesté ne permette pas que les événements qui peuvent surgir d'un moment à l'autre nous trouvent dans une pareille situation. Qu'elle nous fournisse le moyen et l'occasion de réaliser une entente rassurante et de régler notre propre situation intérieure d'une manière qui prévienne l'anéantissement des forces matérielles, déjà épuisées, et de la prospérité de l'ensemble et des individus, qui favorise autant que possible le développement de cette prospérité, qui, en donnant satisfaction aux citoyens de toutes les nationalités et de toutes les confessions de notre patrie avec justice et équité, consolide le pays et en fasse le soutien inébranlable du trône et de l'État.

Pour que ce but puisse être atteint, il est nécessaire avant tout, ainsi que nous l'avons exposé dans nos précédentes adresses, que la Constitution soit complètement rétablie et que la continuité du droit entre en vigueur de fait.

En adressant de nouveau des prières à ce sujet à Votre Majesté, et en insistant derechef sur ce point, nous n'agissons donc que dans l'intérêt de notre propre patrie, dans l'intérêt de Votre Majesté et de sa maison souveraine et dans celui de toute la monarchie.

La légitimité de notre demande repose sur les lois et sur les traités fondamentaux, qui forment aussi la base des rapports légaux existant entre nous et la dynastie de Votre Majesté. Elle repose sur le principe général du constitutionalisme et aussi sur l'opportunité qui commande de prendre en considération, avec prévoyance, la situation politique actuelle et des événements qui peuvent facilement surgir.

Nous ne saurions discuter en ce moment la partie du rescrit royal qui contient des observations au sujet des rapports résultant des intérêts communs et du projet de la sous-commission des Quinze.

Nous avons chargé, le 1^{er} mars de cette année, une commission composée de soixante-sept membres de s'occuper de cette question. Cette commission a élu dans son sein la sous-commission dont il s'agit, et dont les conclusions devront par conséquent être débattues par la commission des soixante-sept avant que le rapport de cette commission soit présenté. Par suite, nous ne pourrons exposer nos vues sur les observations en question du rescrit royal que quand nous serons en mesure de délibérer et de prendre des résolutions au sein de la Diète sur le projet tout entier.

Nous avons soumis à plusieurs reprises à Votre Majesté nos prières en faveur de nos concitoyens condamnés ou exilés pour des motifs politiques, et malheureusement il n'a pas été déféré jusqu'ici à nos prières. Nous renouvelons cette prière, et nous supplions très-res-

pectueusement Votre Majesté de rendre à leur patrie et à leurs familles nos concitoyens qui se trouvent dans le cas indiqué.

La conciliation seule peut faire produire à l'entente un effet satisfaisant, et cette conciliation sera d'autant plus facile et plus probable qu'il restera moins de douleur et d'amertume dans le cœur des citoyens.

Voilà ce que nous avons cru de notre devoir d'exposer avec une sincère confiance à Votre Majesté, en réponse au dernier rescrit qui nous a été gracieusement transmis.

Nous maintenons fermement sous ce rapport tout ce que nous avons dit dans nos précédentes adresses relativement au rétablissement de notre Constitution et à l'application de la continuité du droit.

La réalisation de ces vœux peut seule tranquilliser la nation et nous mettre en état d'accomplir les devoirs sacrés qui nous incombent dans le domaine de la législation ; elle peut seule nous faire espérer que l'entente aboutira d'une manière salubre. C'est précisément pour cela que nous ne saurions nous désister, sur aucun point, de ces demandes légitimes, car notre position comme représentants, la loi, le constitutionalisme, l'intérêt de la patrie et du trône, et notre conscience nous interdisent au même degré un pareil désistement. Que Votre Majesté daigne ne pas repousser les vœux de la nation et ne pas subordonner le rétablissement de notre Constitution à des conditions au sujet desquelles nous ne serions pas en droit, sans ce rétablissement, de prendre des résolutions par voie législative.

Que Votre Majesté considère gracieusement que dans la Pragmatic-Sanction le maintien des droits et de la Constitution de la nation est intimement lié à l'ordre de succession et n'est subordonné à aucune autre condition.

Que Votre Majesté ne retarde pas la réalisation de nos vœux, exigée non-seulement par le droit et la loi, mais commandée aussi impérieusement par l'intérêt du trône et de la patrie et par les enseignements d'une époque critique.

Nous avons salué avec joie la décision souveraine en vertu de laquelle Votre Majesté veut gouverner constitutionnellement dans toute sa monarchie. Nous constatons avec joie, par le rescrit que Votre Majesté nous a gracieusement adressé dans ces derniers temps, que Votre Majesté a l'intention d'instituer aussi dans ses autres pays un ministère responsable, l'une des conditions fondamentales du constitutionalisme. Nous sommes convaincus que c'est là l'unique moyen par lequel Votre Majesté peut raffermir la sûreté du trône ainsi que les forces et la puissance de l'État, car par là seulement il deviendra possible que chaque pays particulier, en défendant avec dévouement

l'État contre des dangers extérieurs, défende en même temps sa propre Constitution, et que la liberté de l'un des pays serve d'appui à la liberté de l'autre.

Il est impossible que Votre Majesté, en cherchant à atteindre ce but élevé, refuse de rétablir complètement la Constitution hongroise, qui existe depuis des siècles et est garantie par de solennels traités fondamentaux; il est impossible que Votre Majesté ne prenne pas gracieusement en considération le principe fondamental du droit politique d'après lequel le premier et le plus sacré devoir du souverain est de maintenir intacts et d'exécuter les lois qui, de droit, sont en vigueur tant qu'elles n'ont pas été abrogées par la voie ordinaire de la législation; il est impossible que Votre Majesté ne tienne pas compte de ce principe et ébranle ainsi la foi et la confiance de ses peuples dans l'avenir assuré de leur liberté constitutionnelle.

Que Votre Majesté veuille donc avant tout rendre à la nation hongroise sa liberté constitutionnelle, afin que cette nation voie ses droits assurés, qu'elle se fortifie par la concorde, accroisse ses forces matérielles, et puisse être ainsi, au milieu de tous les périls, un ferme appui pour le trône de Votre Majesté.

ITALIE.

**Adresse du Sénat en réponse au discours d'ouverture du 22 mars
de la session législative, le 1^{er} avril 1867.**

Sire,

Le bien de l'Italie, qui a d'abord réclamé sur les champs de bataille le bras et l'épée de Votre Majesté, invoque aujourd'hui votre sagesse, afin de pourvoir à d'autres graves nécessités, et il vous a déterminé à interroger de nouveau les sentiments de la nation, réunie dans ses comices.

Dieu, qui a favorisé la plus juste des causes, fermera pour nous l'ère des magnanimes colères et des heureuses hardiesses, et nous accordera le privilège envié d'acquérir notre indépendance, en conservant inviolable notre liberté.

Les fruits précieux de l'une et de l'autre, Sire, ne seront point compromis ou retardés par les rivalités stériles, par l'ambition immodérée, par l'esprit factieux des partis.

La nation, en effet, a le sentiment des dures nécessités et des pé-

rils qui la menacent, et elle s'appliquera désormais à se reconstituer elle-même et à féconder les germes innombrables de prospérité et de grandeur qui lui ont été accordés par la nature et préparés par les traditions précieuses et glorieuses d'une civilisation qui est la plus ancienne de l'Occident.

Aussi le Parlement et le Gouvernement entendront-ils l'invitation pressante que Votre Majesté leur adresse de se livrer à l'œuvre réparatrice, et ils n'auront garde d'oublier votre maxime si vraie que « les peuples aiment et apprécient les institutions en raison des bienfaits qu'elles leur procurent. »

Nos institutions, encore trop jeunes, ont grand besoin de donner des preuves qu'elles sont capables de développer et d'assurer de toute façon l'activité et la moralité nationales, le bien-être public et privé. Alors seulement naîtront la foi et l'amour pour ces franchises d'où procèdent surtout la force et l'honneur de notre organisation politique.

Le sénat attend avec impatience un ensemble complet de réorganisation administrative capable de rendre plus faciles et moins dispendieux les rapports entre le Gouvernement et la nation, et de donner plus de vigueur encore à l'autorité comme à la liberté, ces deux pivots de tout corps social bien ordonné.

D'une part, aux intérêts locaux doivent pourvoir plus largement les intéressés eux-mêmes; d'autre part, il est nécessaire d'augmenter les moyens d'action dont disposent les chefs des provinces. De la sorte, tandis qu'on verra diminuer les irrégularités et les erreurs d'une centralisation excessive, on verra aussi se resserrer davantage les liens d'unité dans l'État.

Le sénat attend également avec le plus vif intérêt les propositions de lois propres à rendre uniformes, simples et peu coûteux les moyens de percevoir les impôts, de réunir leurs branches diverses, de régulariser les modes de comptabilité, afin que l'on puisse à tout instant procéder à une prompte et exacte vérification de la situation du trésor et de l'usage des deniers publics.

Il est pénible pour le cœur paternel de Votre Majesté qu'il ne soit pas possible de diminuer le poids des charges communes; mais le sénat espère du moins que, grâce aux économies et à une rigoureuse application des réformes projetées, grâce aussi à la liquidation des biens ecclésiastiques, comme à la vigilance exercée sur tous les services et tous les actes administratifs, les peuples, se voyant en présence d'un avenir meilleur, supporteront avec résignation les charges actuelles.

Le sénat, en ce qui le concerne, appliquera toute son activité à l'étude de ces questions, bien convaincu que leur promptة discussion

et leur solution immédiate peuvent seules rétablir notre crédit, éloigner la nécessité de nouveaux impôts; enfin, que les questions de finances impliquent non-seulement toute notre existence économique, mais engagent grandement la loyauté et l'honneur de l'Italie.

Nous avons donné notre parole, en reconquérant notre autonomie, de devenir un élément de civilisation et un gage de paix et d'équilibre pour l'Europe. L'heure est venue de tenir ces promesses et de justifier par l'effet les espérances magnifiques que nous avons fait naître.

Sire, le sénat, plein de gratitude pour vos conseils et vos exhortations, ne manquera pas à sa mission, que les circonstances rendent laborieuse et difficile.

Tous, nous sentons que la tâche d'assurer la réorganisation intérieure de la patrie et de lui donner le calme, la prospérité, la splendeur, n'est pas moins belle ni moins glorieuse que de l'avoir délivrée du joug de l'étranger et d'avoir réuni en un seul corps les membres épars de sa personnalité immortelle.

Adresse de la Chambre des députés en réponse au discours d'ouverture de la session législative, voté dans la séance du 6 avril 1867.

Sire,

Les représentants de la nation sentent profondément le devoir de se consacrer entièrement à recomposer et à terminer l'organisation de l'État. C'est à cette œuvre que les convie la parole de Votre Majesté; c'est à cette œuvre que les excite la confiance du pays qui vient de les élire.

Si les audacieux desseins et les entreprises hardies ont été nécessaires pour revendiquer la liberté et l'indépendance de la patrie opprimée pendant des siècles, il faut à présent, pour la maintenir dans son intégrité, la prudence et la fermeté vigilante du Gouvernement de Votre Majesté, ainsi que la coopération active et constante de la représentation nationale. C'est ainsi que l'Italie sera à la hauteur de l'attente qu'elle a su éveiller dans le monde, et qu'elle prendra parmi les nations européennes la place qui lui appartient.

L'existence de l'Italie comme nation est assurée, car, s'il est difficile de la constituer dans son organisation intérieure, il serait impossible de la désagréger et de rompre de nouveau son unité.

Mais si cette certitude nous rassure d'un côté, de l'autre il ne se-

rait point sage de nous reposer tranquillement sur cette assurance et de ne point chercher avec une ardeur infatigable à atteindre le but de notre constitution organique. Aussi convient-il qu'avec la satisfaction des aspirations les plus généreuses aillent de pair le réveil et le progrès de nos forces et de notre prospérité intérieure.

Par ce moyen, la foi dans nos libres institutions, qui, sous les auspices de Votre Majesté, a été le gage de notre renaissance nationale, se fortifiera de plus en plus et deviendra inébranlable dans l'âme des Italiens.

Que si la résolution généreuse de parvenir au but suprême de l'indépendance nationale a ranimé en eux une ardente émulation, maintenant ils voudront, par des résolutions plus calmes, mais non moins énergiques, en assurer les résultats bienfaisants.

La représentation nationale examinera avec un soin diligent les projets de loi sur l'administration qui lui ont été annoncés par Votre Majesté, en ayant toujours pour but de développer convenablement les libertés communales et provinciales, et de faciliter les rapports entre les administrateurs et les administrés.

Asseoir d'une main résolue et ferme les finances de l'État est une nécessité suprême et universellement reconnue. Pour y parvenir, il sera sans nul doute indispensable de simplifier et de rendre moins coûteux les recouvrements des impôts, d'en corriger les imperfections et de mieux en assurer la légitime distribution.

Le résultat sera également favorisé par ces larges mesures d'économies sévères et bien entendues, par une meilleure assiette et une équitable liquidation des biens ecclésiastiques qui est impérieusement exigée par les nécessités publiques.

La représentation nationale est d'autant plus pénétrée de l'importance souveraine qu'il y a de réorganiser avec efficacité et promptitude l'administration et les finances de l'État, que c'est là le seul moyen capable de rétablir comme il convient notre crédit et d'ouvrir plus largement les sources de la richesse publique.

C'est ainsi qu'il sera donné à l'Italie, mieux ordonnée et plus forte, de parvenir au terme de ses destinées nationales et de remplir la mission de civilisation qui lui est propre.

Sire, le désir qui anime votre cœur anime aussi le nôtre. Nous aspirons à une solide organisation intérieure, qui puisse nous donner l'assurance que l'Italie deviendra enfin une nation satisfaite de son sort, et toujours, comme partout et en tout, une nation respectée.

CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD.

**Discours prononcé par le roi Guillaume lors de la clôture du
Parlement de la Confédération du Nord, le 17 avril 1867.**

Illustres, nobles et honorés Messieurs du Reichstag de la Fédération du Nord,

C'est avec un sentiment de satisfaction sincère que je vous vois de nouveau réunis autour de moi, après la clôture de vos importants travaux.

Les espérances que j'exprimais dernièrement, ici même, au nom des Gouvernements alliés, se sont réalisées depuis.

Vous avez compris avec une gravité patriotique toute la hauteur de votre tâche, et exercé sur vous-mêmes un empire volontaire, afin de ne pas perdre de vue le but commun. Aussi avons-nous réussi à édifier sur ses bases sûres une œuvre constitutionnelle, que nous pouvons, en toute confiance, laisser à l'avenir le soin de développer.

Le Pouvoir fédéral est investi d'attributions indispensables, mais aussi suffisantes, pour la prospérité et la puissance de la Fédération, les États particuliers, garantis dans leur avenir par l'ensemble même de la Fédération, conservent la liberté de leurs mouvements, partout où la diversité et l'autonomie restent possibles et fécondes. Aux représentants du peuple est assurée, dans les grandes questions nationales, une action en harmonie, à la fois, avec l'esprit des constitutions et avec le besoin que les Gouvernements éprouvent de sentir derrière leurs actes l'adhésion du peuple allemand.

Nous tous, qui avons contribué à la réussite de cette œuvre nationale, Gouvernements alliés et représentants des peuples, nous sommes empressés de faire sur certains points le sacrifice de nos opinions et de nos vœux ; nous le pouvions, convaincus que ces sacrifices profitaient à l'Allemagne, et que notre union les valait bien.

Cet empressement unanime, ces efforts sur soi-même pour concilier des vues opposées, garantissent en même temps le progrès futur et fécond de la Fédération qui, scellée aujourd'hui, achemine vers leur couronnement des espérances communes à nous et à nos frères de l'Allemagne du Sud. Le temps est venu, où notre patrie allemande se trouve, grâce à l'union de ses forces, en état d'assurer sa paix, son droit et sa dignité.

La conscience nationale, dont le *Reichstag* s'est fait la haute expression, a trouvé un écho puissant dans tout le pays de la patrie alle-

mande. Toute l'Allemagne, gouvernements et peuples, n'est pas moins unanime sur ce point : que la puissance nationale, de nouveau reconquise, doit, avant tout, être employée à assurer les bienfaits de la paix.

Honorés Messieurs, la grande œuvre à laquelle la Providence nous a trouvés dignes de concourir, touche à son accomplissement. Les représentations législatives des divers États ne refuseront point leur assentiment constitutionnel à ce que vous avez fait d'accord avec les Gouvernements. Le même esprit qui a assuré la réussite de vos travaux, présidera à leurs délibérations.

Le premier *Reichstag* de l'Allemagne du Nord peut donc, en se séparant, se sentir fier de la conscience que les remerciements l'accompagnent, et que l'œuvre qu'il vient de créer portera, avec l'assistance divine, d'heureux fruits pour nous et pour les âges à venir.

Que la bénédiction de Dieu s'étende sur nous et sur notre chère patrie !

PRUSSE.

Discours du Roi à l'ouverture des Chambres prussiennes

le 29 avril 1867.

Illustres, nobles et honorés Messieurs des deux Chambres du Parlement,

Il est sorti des délibérations du Reichstag, au sein duquel le peuple prussien a envoyé ses représentants, en vertu de la loi sanctionnée par vous, une constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, par laquelle le développement unitaire de la nation paraît être définitivement assuré.

Je vous ai réunis autour de mon trône pour soumettre cette Constitution à vos délibérations. L'œuvre de l'union nationale que le Gouvernement a commencée avec votre coopération doit maintenant être achevée avec votre assentiment.

C'est sur cette base que la protection du territoire fédéral, la culture du droit commun et de la prospérité du peuple seront sauvegardées désormais par l'union commune de toutes les populations du nord de l'Allemagne et de leurs Gouvernements.

Par l'inauguration de la Constitution fédérale, les attributions des représentations des États particuliers subiront des restrictions inévitables sur tous les points qui, désormais, seront soumis à un dévelop-

pement commun ; mais le peuple lui-même n'aura à renoncer à aucun des droits dont il jouissait jusqu'ici.

Il n'en transférera la sauvegarde qu'à des représentants dans la communauté élargie, et l'assentiment des représentants librement exprimé par le peuple, sera également nécessaire dans la Confédération du Nord à toute nouvelle loi.

Par la Constitution fédérale, on a pris soin, sous tous les rapports, que les droits à l'exercice desquels les représentations des pays particuliers auront à renoncer, seront transférés dans la même étendue à la représentation générale du Reichstag.

La consolidation assurée de l'indépendance nationale, la puissance et la prospérité doivent marcher de front avec le développement du droit allemand et des institutions constitutionnelles.

Mon Gouvernement a la confiance que les membres du Parlement, en appréciant à sa juste valeur le besoin national le plus urgent, prêteront volontairement la main à la prompt solution de notre tâche présente.

Messieurs, la Confédération nouvellement établie comprend avant tout les États seuls de l'Allemagne du Nord ; mais une communauté étroite et nationale les unira toujours aux États du sud de l'Allemagne.

Les relations solides que mon Gouvernement a déjà conclues dans l'automne dernier, par une alliance offensive et défensive avec ces États, seront étendues, par des traités spéciaux, à la grande communauté de l'Allemagne du Nord.

Le vif sentiment qu'ont les Gouvernements et les peuples de l'Allemagne méridionale des dangers du morcellement de l'Allemagne, le besoin d'une ferme union nationale qui trouve dans toute l'Allemagne une expression de plus en plus décidée servira à hâter la solution de ce problème.

Les forces unies de la nation seront appelées et seront propres à garantir à l'Allemagne les bienfaits de la paix et la protection efficace de ses droits et de ses intérêts.

Dans cette conviction, mon Gouvernement aura à cœur de prévenir tout trouble de la paix européenne, par tous les moyens compatibles avec l'honneur et les intérêts de la patrie.

Le peuple allemand fort par son union pourra envisager avec confiance les éventualités que l'avenir nous réserve si vous, Messieurs, voulez m'aider avec le patriotisme dont on a fait toujours preuve en Prusse dans les moments graves, à achever la grande œuvre de l'union nationale.

SUÈDE.

**Discours du Roi lors de la clôture de la session de la Diète
le 16 mai 1867.**

Messieurs,

La nouvelle représentation a passé par sa première épreuve. Après avoir attendu, dans une vive sollicitude, l'époque de sa convocation, la nation a suivi avec une attention soutenue la marche de ses travaux. Avec moi, elle reconnaîtra sans doute vos efforts consciencieux pour le bien d'une patrie chérie.

Vos délibérations ont embrassé des questions d'une grande importance, et si vous n'avez pu parvenir à les décider en leur entier, vos travaux préparatoires ne manqueront certainement pas de porter des fruits à l'avenir.

Pendant le courant de la Diète, vous m'avez annoncé, en demandant ma sanction, l'adoption de votre part, et dans l'ordre voulu par la loi fondamentale, d'une modification dans la loi sur la liberté de la presse, au sujet de la faculté de livrer à la publicité des documents jusqu'ici réservés. Sur l'avis de mon Conseil d'État, j'ai jugé à propos d'accéder au projet que vous m'aviez soumis.

En traitant la question des dépenses de l'État et celle de la continuation du réseau de nos chemins de fer, vous avez jugé convenable et conforme aux ressources actuelles du pays d'opérer des retranchements à l'égard d'une partie des allocations que je vous avais proposées. Appréciant les difficultés qui se sont opposées à fournir des moyens suffisants à tous les besoins de l'État, je remplis un devoir cher à mon cœur, en vous exprimant ma reconnaissance d'avoir voté l'augmentation de quelques impôts, pour rétablir la balance du budget, plutôt que de recourir encore, dans ce but, à la voie des emprunts.

Ce n'est que grâce à votre travail assidu qu'il est devenu possible de terminer la session actuelle dans le terme indiqué par la Constitution. Ces efforts vous honorent en même temps qu'ils ont été de la plus haute importance pour établir la confiance publique dans le nouvel ordre des choses. Une plus longue expérience de l'application de vos règlements et de la nécessité de circonscrire l'action principale de la Diète à un nombre plus restreint des grandes questions sociales, qui ne sauraient trouver simultanément une solution complète, prouveront, — je l'espère, — que le temps assigné aux Diètes suffira dorénavant plus facilement à l'accomplissement de leurs travaux.

En adressant au Tout-Puissant les prières les plus ferventes, pour qu'il daigne étendre sur la Suède et sa population une main protectrice, et nous accorder en tout ses bénédictions, je déclare close la session actuelle, et en vous autorisant, Messieurs, à rentrer dans vos foyers, je vous renouvelle les assurances de mon affection et de ma bienveillance.

BRÉSIL.

Discours prononcé par l'Empereur à l'ouverture de l'Assemblée législative, le 22 mai 1867.

Augustes et très-dignes représentants de la nation,

La réunion de l'Assemblée générale me cause toujours, comme à tous les Brésiliens, un vif plaisir et de flatteuses espérances.

Dans toutes les provinces la tranquillité publique a été maintenue intacte, et l'ordre qui en général a régné pendant la dernière élection est une nouvelle preuve de l'amour que le peuple brésilien porte aux institutions nationales.

Grâce à la divine Providence, l'état de la santé publique est satisfaisant dans la plus grande partie de l'Empire. Le fléau du choléra, je le constate avec regret, qui a fait son apparition dans la ville et sur quelques points de Rio de Janeiro de San-Pedro, de Rio-Grand-do-Sul de Santa-Catarina, diminue rapidement et n'a point causé les mêmes ravages que lors de sa première apparition. Le Gouvernement a pris à ce sujet toutes les mesures qui étaient en son pouvoir.

La guerre provoquée par le président du Paraguay n'est pas encore arrivée au terme désiré; mais le Brésil et les républiques argentine et orientale, fidèles à l'alliance conclue, ne tarderont pas à l'atteindre.

Dans l'accomplissement d'un devoir sacré, le Gouvernement a reçu les plus puissants secours des efforts incessants de tous les Brésiliens, et il met toute sa confiance dans la vaillance de l'armée, de la marine, de la garde nationale et des volontaires de la patrie, qui ont acquis tant de titres à la profonde reconnaissance de la nation.

Le choléra, ayant malheureusement envahi le Rio de la Plata, a causé chez les alliés campés devant l'ennemi des ravages considérables. Je regrette profondément la mort de tant de braves qui appe-

laient de tous leurs désirs le moment où ils pourraient exposer dans les batailles leur vie pour la patrie.

Le Gouvernement du Pérou a offert au Brésil et aux républiques alliées ses bons offices, comme préliminaires d'une médiation de cette république, conjointement avec celles du Chili, de la Bolivie et de l'Équateur, pour le rétablissement de la paix avec le Paraguay. Postérieurement le Gouvernement des États-Unis a offert sa gracieuse médiation pour la même fin. Les alliés ont reçu avec reconnaissance ces offres, mais ils n'ont pu toutefois les accepter, l'honneur national ne le permettant pas.

J'ai le plaisir de vous annoncer que le Brésil est en paix avec toutes les autres puissances étrangères et que le Gouvernement emploie tous ses soins à développer ces relations amicales.

On a signé à Paris, et elle est maintenant en vigueur, une déclaration interprétative de l'art. 7 de la convention consulaire faite avec la France¹, terminant ainsi les différends qui s'élevaient dans l'application de cette convention au sujet des hérédités, et on espère que le Gouvernement obtiendra un résultat identique par rapport aux autres conventions d'une même nature.

Je suis heureux de vous annoncer que, par le décret n° 3749 du 7 décembre dernier, la navigation de l'Amazone et de quelques-uns de ses affluents et des fleuves Tocantins et San Francisco sera libre, à partir du 7 décembre prochain, aux navires marchands de toutes les nations.

Cette mesure, qui répond à l'attente des nationaux et des étrangers, promet d'être pour l'empire la source de très-grands bénéfices.

Le revenu public continue à augmenter, mais la dépense, spécialement celle causée par les nécessités de la guerre, s'est augmentée au point de produire dans le budget de l'État un déficit qu'il est d'un intérêt vital de combler par les moyens que votre sagesse et votre patriotisme vous suggéreront.

L'élément servile de l'empire ne peut manquer de mériter votre considération dans un moment opportun, de manière toutefois qu'en respectant la propriété actuelle et sans causer une trop forte secousse à notre principale industrie, l'agriculture, vous portiez toute votre attention sur les graves intérêts de l'émancipation.

Promouvoir la colonisation doit être l'objet particulier de votre sollicitude.

L'instruction publique ne mérite pas moins votre intérêt.

Parmi les mesures réclamées pour le service de l'armée, viennent

1. Du 21 juillet 1866. Voir *Archives*, 1867, tome I, page 37.

en premier lieu une loi sur le recrutement, celle sur le code pénal et sur le code d'instruction martiale.

L'expérience nous a fait voir qu'il était urgent de modifier le cadre des officiers de la flotte.

On a reconnu aussi par l'expérience le besoin de modifier l'organisation de la garde nationale, principalement en vue de sa plus facile mobilisation dans des circonstances extraordinaires.

Augustes et très-dignes Messieurs les représentants de la nation,

Votre dévouement au bien public et vos lumières me sont un sûr garant que vous fournirez au Gouvernement les moyens de surmonter les difficultés présentes et que vous affermirez de plus en plus les bases de la prospérité de notre patrie.

La session est ouverte.

AUTRICHE.

Discours de l'Empereur à l'ouverture du Reichsrath le 22 mai 1867.

Très-honorés Messieurs des deux Chambres du Reichsrath,

C'est avec une vive satisfaction que je vois de nouveau le Reichsrath réuni autour de moi. Donnant suite à mon appel, les royaumes et les pays qui ont été invoqués ont envoyé leurs mandataires, et j'attends avec confiance de leur concours patriotique de nouvelles garanties pour le bien-être de l'Empire et de tous les pays que la Providence a confiés à mon sceptre.

Ce que j'ai promis, lorsque pour la première fois j'ai salué de cette même place le Reichsrath, est resté le but invariable de mes efforts. Le rétablissement des institutions constitutionnelles sur une base assurée, voilà ce que je n'ai pas cessé un instant d'avoir en vue.

Or, ce but ne pouvait être atteint sans que l'accord fût établi entre l'ancien droit constitutionnel de mon royaume de Hongrie et les lois fondamentales données par mon diplôme du 20 octobre 1860 et ma patente du 26 février 1861. Cet accord qui a été sincèrement reconnu par le royaume de Hongrie, peut seul procurer aux autres royaumes et pays, non-seulement le plein et entier dévouement de la Hongrie à l'Empire, mais il peut seul aussi leur procurer à eux-mêmes la jouissance continue et non troublée des droits et libertés dérivant

de nos lois fondamentales, ainsi que leur développement ultérieur conforme aux besoins des temps.

De lourdes épreuves ont frappé la monarchie et ont été un nouvel et grave avertissement de faire droit à cette nécessité.

Mes efforts n'ont pas été infructueux. Un arrangement satisfaisant pour les pays de ma couronne de Hongrie s'est établi, arrangement qui assure leur union avec l'ensemble de la monarchie et la puissance de cette dernière en dehors.

J'espère que le Reichsrath ne refusera pas sa sanction à cet arrangement et qu'une appréciation impartiale de toutes les circonstances qui s'y rattachent, éloignera de son sein des appréhensions qui devraient me préoccuper sérieusement si je n'avais pas la ferme conviction qu'un loyal concours de tous doit faire prospérer le nouvel état de choses.

Le passé, le présent et l'avenir nous avertissent de mettre courageusement la main à l'accomplissement de l'œuvre commencée. Le Reichsrath, — j'attends cela de son dévouement patriotique, — ne voudra pas, vu les circonstances urgentes, se refuser à un prompt règlement de nos affaires publiques sur la base offerte; il ne voudra pas, au lieu de cela, poursuivre un but irréalisable, qui ne pourrait conduire qu'à de nouvelles expériences sans aucune chance de succès.

Le Reichsrath, — j'attends cela de son équité, — n'estimera pas au-dessous de leur valeur les avantages de la voie où je suis entré, avantages qui sont déjà devenus sensibles pour la position de l'Autriche dans le concert des États européens. Le Reichsrath, et son intelligence éprouvée me le garantit, ne méconnaîtra pas enfin combien le nouvel ordre de choses, tout en entourant de nouvelles garanties inébranlables les droits et libertés constitutionnels de mes pays de la couronne hongroise, doit entraîner nécessairement la même sécurité pour les autres royaumes et pays qui composent mon empire.

La réalisation de cette perspective dépend essentiellement de la consolidation des lois fondamentales du 20 octobre 1860 et du 26 février 1861, dans les pays dont les représentants sont maintenant de nouveau réunis ici. C'est pourquoi l'envoi sans condition des députés au Reichsrath a été un autre fait commandé par la nécessité.

Mais, de même que je suis resté étranger à la pensée d'amoindrir, dans les droits qui leur reviennent, les autres royaumes et pays de mon empire, il est dans mes intentions de leur accorder, par la voie d'une entente avec le Reichsrath, toute extension de leur autonomie, répondant à leurs vœux et pouvant être concédée sans danger pour l'ensemble de la monarchie.

Avant tout, vu l'entente établie avec la représentation de la Hongrie, en tant qu'elle concerne les affaires communes, on soumettra donc à votre sanction les modifications devenues nécessaires dans ma patente du 26 février 1861, avec une loi sur la responsabilité ministérielle et une modification du paragraphe répondant aux besoins constitutionnels.

D'autres projets de loi, et principalement ceux qui ont été promis aux diètes par ma résolution du 4 février de cette année, vous seront aussi présentés.

Les affaires financières appelleront spécialement votre attention et votre coopération constitutionnelle.

Un exposé détaillé vous sera présenté sur les mesures extraordinaires qui ont été prises depuis la dernière session, mesures qui ont été impérieusement nécessitées par l'explosion d'une guerre désastreuse.

Des mesures d'une nature rassurante ont déjà été prises pour les besoins de l'année courante. Ainsi, le Reichsrath sans se laisser détourner de sa voie par les exigences ou par les embarras du moment, peut se consacrer à la solution des graves et persistants problèmes financiers qui s'offrent à lui par suite des rapports d'union à établir avec les pays de ma couronne de Hongrie.

Ici, votre tâche principale sera de veiller à ce qu'aucune partie n'ait à se plaindre de charges qui excèdent la mesure de ses ressources.

Honorés Messieurs des deux Chambres du Reichsrath,

Aujourd'hui que nous tendons à fonder une œuvre de paix et de concorde, jetons le voile de l'oubli sur un passé récent qui a fait à l'Empire de profondes blessures. Prenons en considération les enseignements qu'elles nous ont laissés; mais puisons dans un courage indomptable la force et la volonté de rendre à l'Empire le repos et la prospérité à l'intérieur, le prestige et la puissance à l'extérieur. J'ai pour garant de l'accomplissement de cette tâche la fidélité de mes peuples, qui s'est maintenue dans les jours de suprême calamité. Que ce ne soit point une arrière-pensée de représailles qui guide nos pas; qu'une plus noble satisfaction nous soit accordée si par nos efforts et par nos travaux nous réussissons de plus en plus à changer la défaveur et l'inimitié en respect et en sympathie. Alors les peuples de l'Autriche, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, et quelle que soit la langue qu'ils parlent, se grouperont autour du drapeau impérial et se reposeront avec une joyeuse confiance dans cette parole d'un de mes ancêtres que l'Autriche, sous la protection du Tout-Puissant, vivra et prospérera jusque dans l'avenir le plus reculé.

**Rescrit de l'Empereur pour la dissolution de la Diète de Croatie,
fait à Vienne le 25 mai 1867.**

Nous, François-Joseph, etc.

Chers fidèles !

Dans notre rescrit royal du 23 avril dernier, nous vous avons invités, plein de confiance en votre fidèle attachement à faire en sorte que la Croatie et l'Esclavonie soient représentées dans l'acte de couronnement qui doit avoir lieu au sein de la Diète de Hongrie, à accéder légalement de votre côté aussi à la résolution concertée avec ladite Diète sur la position légale des pays de la couronne de Hongrie concernant les affaires communes et à préparer ainsi la voie pour l'aplanissement des différends qui existent encore.

Nous avons fait cela dans l'intention de rendre possible, par la voie la plus courte, le rétablissement de la situation légale et de l'accord fraternel entre tous les pays de la couronne de Hongrie; en même temps nous vous avons communiqué une résolution de la Diète hongroise, par laquelle celle-ci vous invitait fraternellement à envoyer, uniquement dans le but indiqué, des Plénipotentiaires à la Diète de Hongrie, et vous donnait l'assurance qu'elle vous accorderait l'autonomie que vous désirez, dans la plus large mesure possible, et qu'elle insérerait dans le diplôme inaugural, non-seulement le droit public commun de la couronne de Hongrie, mais aussi les droits légaux des royaumes de Dalmatie, de Croatie et d'Esclavonie.

Cette résolution vous donnait également le choix de faire élire les membres de la délégation commune à ma couronne de Hongrie, soit de concert avec la Diète hongroise, soit par votre propre Diète; elle vous reconnaissait en outre le droit d'envoyer vos députés, non suivant les dispositions des lois de 1848, mais d'après le mode que vous fixeriez vous-mêmes, et déclarant en même temps que la Diète ne tirerait de l'acceptation de cette proposition aucune conséquence de quelque nature qu'elle fût relativement à la décision définitive des questions litigieuses encore pendantes.

Nous pensions donc pouvoir attendre avec pleine confiance le résultat de vos délibérations à ce sujet et considérer comme levés les obstacles les plus essentiels à une transaction parfaitement satisfaisante. Mais l'adresse votée par la majorité de la Diète de Croatie s'est mise en opposition sur tous les points avec nos intentions paternelles. C'eût été un vœu sincère de notre cœur paternel de voir représentée aussi à l'occasion de notre couronnement la Diète des royaumes de Croatie et d'Esclavonie; mais, comme la Diète de Croatie a élevé d'une

manière péremptoire des prétentions auxquelles il était impossible de faire droit, soit à cause de leur nature même, soit à cause de la brièveté du temps, et qui tendaient à rendre directement impossible toute entente constitutionnelle, et comme c'est notre volonté royale de ne pas retarder plus longtemps le couronnement désiré de tous côtés, nous nous trouvons dans la nécessité de dissoudre par les présentes la Diète de Croatie, de l'action ultérieure de laquelle, sous l'influence de la majorité actuelle, nous ne pouvons attendre aucun résultat utile.

Nous ne renonçons pas néanmoins à l'espoir que la fidèle population de nos chers royaumes de Croatie et d'Esclavonie, appréciant justement et comprenant exactement nos intentions paternelles, favoriseront de toutes leurs forces, et dans leur propre intérêt, l'œuvre de la transaction, et rendront possible par leur concours loyal le rétablissement d'une situation légale.

En nous réservant, en conséquence, la faculté de convoquer de nouveau prochainement la représentation des royaumes de Croatie et d'Esclavonie, et en déclarant dissoute la Diète convoquée à Agram par notre rescrit du 11 avril 1867, nous vous conservons notre grâce et bienveillance royale.

Donné dans notre capitale et résidence de Vienne, le 25 mai 1867.

FRANÇOIS-JOSEPH.

Signé : Baron ÉMILE KUSSEVICH.

**Adresse de la Chambre des Seigneurs à l'Empereur, votée
dans la séance du 5 juin 1867.**

Majesté Apostolique,

En répondant à l'appel par lequel Votre Majesté a ouvert une nouvelle carrière à l'activité du Reichsrath, la Chambre des Seigneurs considère, au début de ses travaux, comme le premier et le plus urgent de ses devoirs de déposer aux pieds du trône l'expression respectueuse de sa reconnaissance pour la résolution par laquelle Votre Majesté a mis fin à la période aussi grave que funeste de la suspension regrettable de la vie constitutionnelle de la monarchie, et par laquelle Votre Majesté a daigné appeler de nouveau les royaumes et les pays représentés dans le Reichsrath à apporter à la solution des grandes questions publiques un concours dont le défaut a été si profondément senti dans ces derniers temps. C'est avec une reconnaissance non moins respectueuse, et avec l'espoir de voir renaître l'ère constitution-

nelle, que nous saluons l'assurance renouvelée par Votre Majesté que le rétablissement des institutions constitutionnelles sur une base solide est resté le but inébranlable de ses vues.

Pénétrée de la conviction que l'existence glorieuse de l'Empire, la paix durable à l'intérieur, ainsi que la prospérité de tous les pays et de tous les peuples de l'Autriche, ne peuvent être assurées d'une manière durable qu'en s'appuyant sur un droit constitutionnel généralement reconnu, respecté et inattaquable, la Chambre des Seigneurs s'appliquera à atteindre ce but élevé et à concourir à la solution de toutes les autres questions qui lui incombent en vertu de la Constitution, avec zèle et avec d'autant plus de persévérance et de dévouement qu'elle ne peut ni ne veut dissimuler la profonde gravité de la situation et les nombreuses difficultés dont celle-ci est entourée; car, aussi loin que l'on remonte dans l'histoire, on ne rencontre nulle part l'exemple d'une situation aussi sérieuse et aussi compliquée que celle dans laquelle la monarchie s'est trouvée pendant la période fatale qui vient de s'écouler.

Lorsque Votre Majesté a attiré nos regards sur le champ d'activité qui nous est ouvert, la première chose qui nous a frappés a été la question des rapports politiques entre les royaumes et les pays représentés dans le Reichsrath actuel d'une part, et le royaume de Hongrie d'autre part. Mais à l'égard du but proposé ici, c'est-à-dire du concert à établir entre les droits réclamés par le royaume de Hongrie et les lois fondamentales décrétées par le diplôme du 20 octobre 1860 et par la patente impériale du 26 février 1861, la Chambre des Seigneurs voit une limite infranchissable posée à la liberté entière de ses décisions dans la circonstance qu'il a déjà été arrêté avec la Hongrie un compromis provisoire destiné à assurer la liaison de ce royaume avec l'ensemble de la monarchie, ainsi que la paix à l'intérieur et la puissance de l'Empire à l'extérieur.

Sire, quand les efforts de tous les grands États européens, surtout de ceux qui sont nos voisins, tendent avec énergie à agrandir leur puissance, tant par l'augmentation de leur territoire que par des institutions plus unitaires et plus concentrées, une division politique de l'Empire en deux parties, de cet Empire, qui, déjà par sa position au cœur de l'Europe, est livré au choc de toutes les tempêtes politiques de cette partie du monde, et en ce moment, après la perte d'une riche province et notre sortie de la Confédération germanique, doit nous remplir des inquiétudes les plus graves et les plus fondées.

Bien que la Chambre des Seigneurs ne puisse pas passer ces craintes sous silence, bien qu'elle ne désavoue pas dans ce moment le point de vue dont elle ne s'est point départie jusqu'ici, elle ne peut pourtant pas méconnaître l'importance d'événements et de faits qui,

il est vrai, sont en dehors de sa responsabilité, ni la force de la pression exercée par les circonstances. La Chambre des Seigneurs ne saurait donc se soustraire à l'obligation, qui incombe au Reichsrath, de travailler de son côté aussi, dans un esprit de patriotisme et de conciliation, à la transaction préparée par Votre Majesté, pour que le nouvel ordre de choses assure, en réalité, dans une égale mesure et avec les mêmes garanties, les droits et les libertés constitutionnelles de toutes les parties de l'Empire, mais pour qu'il garantisse aussi les conditions fondamentales de la sûreté et de la considération de l'ensemble de l'Autriche, parmi les États européens, de sa prospérité et de sa satisfaction durable à l'intérieur.

Nous comptons à cet effet sur le maintien de l'unité de l'armée, sur la juste participation de chacune des parties de la monarchie aux charges de l'État et à la dette publique, sur l'égalité et la conformité de la législation des deux parties en ce qui concerne l'impôt et les grandes questions d'économie nationale; nous comptons pour les affaires communes sur une organisation constitutionnelle des assemblées représentatives, qui facilite la marche régulière des affaires et qui porte à la fois l'empreinte des liens qui unissent toutes les parties de la monarchie, mais avant tout sur des garanties suffisantes pour assurer aussi par la voie administrative l'application et l'exécution énergique des décisions législatives.

C'est dans ce sens, et en ayant toujours en vue les besoins indispensables de l'ensemble de la monarchie, que nous examinerons consciencieusement et à fond les projets qui nous ont été annoncés sur les modifications indispensables de la patente impériale du 26 février 1861, non sans espérer que, par des sentiments conciliants, par le respect réciproque du droit, et en vertu de la conformité des intérêts vitaux, il sera possible de donner la forme convenable à ce qui a été fait, tout insuffisant que cela est, et d'y introduire un esprit capable de développer de toutes parts, par la satisfaction et par la coopération de toutes les parties, le dévouement complet à la prospérité générale.

Nous accueillons avec plaisir le projet de loi sur la responsabilité ministérielle que Votre Majesté nous promet, de même que la modification de l'article 13 de la patente impériale du 26 février 1861, comme devant former le complément, la vivification et la consolidation de nos lois constitutionnelles. Ces projets de lois et d'autres, particulièrement ceux qui ont été annoncés aux Diètes par la résolution impériale du 4 février dernier, et qui tendent à étendre l'autonomie des pays et à établir l'entente avec le Reichsrath, seront examinés par la Chambre des Seigneurs avec tout le soin que comporte leur importance; nous porterons également toute notre attention sur

les questions financières, ainsi que sur les mesures extraordinaires prises depuis la dernière session, et toute notre application tendra à faire rentrer la gestion et le contrôle des finances dans la voie constitutionnelle par la coopération du Reichsrath, à reprendre les efforts interrompus en vue du rétablissement de l'équilibre du budget et à ramener peu à peu l'état de la valeur monétaire et le crédit public dans des conditions satisfaisantes.

Nous devons persister à espérer qu'en présence de la solution durable que nous devons donner aux questions financières, l'esprit d'équité et le sentiment de justice des représentants de la Hongrie nous laisseront pour l'entente à établir avec les pays de la couronne de Hongrie cette latitude qui seule rend possible de remplir la principale des tâches dont parle Votre Majesté, celle dont dépend le bien-être des générations des pays représentés dans le Reichsrath, c'est-à-dire de faire en sorte qu'aucune partie n'ait à se plaindre de charges disproportionnées.

Sire, les peuples de l'Autriche aspirent à une paix durable et honorable, afin de faire fructifier pour eux, pour leurs enfants et pour la patrie, par le travail paisible et honnête, les trésors dont la Providence a comblé abondamment l'Autriche; mais ces trésors ne sont vraiment inépuisables que s'ils sont exploités par une activité régulière, et si l'on en tire profit dans une sage mesure.

Ces peuples s'associent aux paroles généreuses de Votre Majesté, étendent volontiers le voile de l'oubli sur un passé récent et approuvent cette politique qui, par esprit de conciliation, veut se procurer la satisfaction de changer la défaveur et l'inimitié en respect et en affection; politique qui sera d'autant plus élevée et plus noble que l'Autriche se relèvera et se fortifiera davantage par ses propres efforts. Mais il n'y a pas de voile assez fort et assez épais pour cacher tous les maux et toutes les blessures dont souffre l'État, et cela ne serait pas désirable, car leur vue nous offre l'enseignement des moyens par lesquels on peut arriver à la guérison durable des maux et à une nouvelle force vitale.

Que Votre Majesté daigne permettre à la Chambre des Seigneurs d'exprimer, avec une franchise respectueuse, sa conviction, que la régénération et le rajeunissement de la monarchie ne peuvent être obtenus et assurés que si l'on s'associe sagement aux idées fécondes et en même temps conservatrices du temps présent; que si l'on répond avec intelligence à leurs exigences, et si l'on fait en sorte qu'elles deviennent une réalité par leur introduction dans les institutions du pays.

Le développement de la culture intellectuelle est aussi profitable sous le rapport de la prospérité matérielle; les œuvres et la valeur

des travaux de paix retremperont et aiguïseront le glaive de l'Autriche, s'il devait être tiré de nouveau pour la défense du pays.

La Chambre des Seigneurs coopérera avec un loyal dévouement, avec persévérance et fidélité à l'œuvre de la paix et de la concorde projetée sous les auspices de Votre Majesté. Puisse cette œuvre être couronnée d'un heureux succès, avec la protection du ciel, pour la gloire du trône, l'accroissement de la puissance de l'Empire, la prospérité de tous les royaumes et des pays placés sous le sceptre de Votre Majesté, afin que la parole de l'aïeul impérial reste constamment vraie, et que, sur le terrain moderne aussi, l'Autriche existe et repose inébranlablement sur la base du droit et de la liberté, et fleurisse jusque dans les temps les plus reculés!

Que Dieu conserve, bénisse et rende heureuse Votre Majesté! que Dieu protège et bénisse l'Empire!

Signé : J.-D. Cardinal RAUSCHER,

Président de la Commission pour l'Adresse.

ANTOINE AUERSPERG, *rapporteur.*

Adresse de la Chambre des députés, en réponse au Discours de l'Empereur du 24 mai, votée dans la séance du 6 juin 1867.

Majesté Apostolique,

En convoquant le Reichsrath, Votre Majesté a dans sa sagesse et sa justice rétabli un état de choses constitutionnel dans les royaumes et pays représentés au sein du Reichsrath.

Après un intervalle de deux années, il est de nouveau possible à la Chambre des députés de déposer aux pieds du trône l'expression de ses vœux.

Ce furent là pour l'Autriche deux fatales années.

Ce qui, dans les pays où les principes du 20 octobre 1860 et du 26 février 1861 avaient été appliqués pendant des années, était déjà solidement établi et constituait la base assurée du développement futur, fut de nouveau remis en question. Les affaires les plus importantes de l'État furent réglées sans la coopération et le contrôle des représentants du peuple; le crédit de la Monarchie fut par là sensiblement compromis, ce qui exerça l'influence la plus pernicieuse sur les intérêts matériels de tous ceux qui sont intimement liés à ce crédit. C'est ainsi qu'il se fit qu'après les rudes coups du sort qui frappèrent la Monarchie l'an dernier tant de cœurs patriotiques perdirent tout espoir, que le sentiment du découragement et du manque de con-

fiance dans l'avenir de la Monarchie s'empara des esprits et se propagea de plus en plus.

C'est au milieu de telles circonstances que la Chambre des députés se réunit de nouveau; la Chambre des députés a la conscience des difficultés que présente la situation et de la grandeur des problèmes qu'elle doit résoudre; mais elle a aussi la conscience de ses devoirs envers le trône et envers le peuple, et elle est pénétrée de la conviction qu'elle ne doit chercher sa force qu'en se faisant franchement l'interprète des idées, des vœux et des besoins de la population.

Nous sommes profondément convaincus de la nécessité de rétablir promptement l'ordre dans les rapports politiques dont dépend la tranquillité à l'intérieur de la Monarchie.

Sous ce rapport, le rétablissement de la Constitution dans le royaume de Hongrie est aujourd'hui un fait qui rend indispensable le règlement des affaires communes, ainsi que des rapports financiers et économiques avec les pays de la couronne de Hongrie.

Nous devons profondément regretter que la suspension de la loi fondamentale du 26 février 1861 ait mis l'Assemblée représentative constitutionnelle des royaumes et pays non hongrois hors d'état de donner son avis sur ces objets, et qu'ainsi le règlement désiré de ces questions, un règlement équitable et profitable pour les deux parties et n'imposant pas plus de charges à l'une qu'à l'autre, ne puisse pas immédiatement entrer en vigueur.

Mais la généreuse confiance avec laquelle Votre Majesté est allée au-devant de la représentation légale de son royaume de Hongrie nous permet aussi d'espérer une heureuse solution de cette importante question, et nous impose l'obligation de profiter avec empressement de l'occasion qui s'offre pour établir l'entente sur le règlement des rapports politiques. Si en cette occasion nous prenons comme règle invariable, comme nous le devons, la garantie des droits et les intérêts des royaumes et pays que nous représentons, il ne peut pas résulter de là, nous en sommes assurés, d'obstacle à l'entente. Car une entente ne peut faire naître cette satisfaction qui est l'unique garantie d'une existence durable qu'à la condition de reposer sur la reconnaissance et sur le respect des droits réciproques et de tenir compte des nombreux intérêts qui sont en jeu.

Les dangers qui menacent les deux partis de la Monarchie, si nous sommes désunis, et les enseignements que nous tous avons été à même de puiser en abondance dans les expériences des dernières années, sont autant d'avertissements sérieux et énergiques donnés à tous les peuples placés sous le sceptre de Votre Majesté, pour qu'ils veillent à ce que l'œuvre commencée soit de cette façon heureusement achevée.

Mais, sous un autre rapport, la révision et le complément de la loi

fondamentale du 26 février 1861 forment une nécessité urgente. La Chambre des députés sent qu'il est de son devoir de dire, avec une franchise respectueuse, que la confiance qui de toutes parts a été profondément ébranlée ne peut être réveillée et consolidée, et que le sentiment naturel du droit ne peut être satisfait que si les droits du Reichsrath sont entourés de garanties d'une valeur égale à celles dont jouit la Constitution hongroise. Pour arriver à la consolidation des rapports politiques, il faut que l'on soit bien convaincu que le droit constitutionnel est une vérité, que son existence et son développement progressif sont à l'abri de toute atteinte. Mais une telle conviction est impossible si de part et d'autre on ne reconnaît pas irrévocablement qu'aucune loi ne peut entrer en vigueur sans l'approbation des représentants du peuple.

A cause de cela même, nous manquerions à notre devoir si nous cherchions à dissimuler combien toutes les classes de la population ont été péniblement affectées de ce que l'ordonnance impériale du 28 décembre 1866, qui modifie dans ses parties les plus essentielles la loi du 29 septembre 1858 sur le recrutement de l'armée et touche de si près aux intérêts des familles, ait été décrétée sans l'approbation constitutionnelle des représentants du peuple, et de ce que sur les observations de la Diète de la Hongrie, cette ordonnance ait été mise hors de vigueur pour la Hongrie, tandis que les réclamations élevées par les autres Diètes ne furent pas écoutées et restèrent sans effet; il n'a même pas encore été déclaré jusqu'ici que cette ordonnance devait subir les formalités constitutionnelles, mais la Chambre des députés compte bien qu'elle lui sera soumise.

Nous soumettrons à un examen consciencieux le projet de loi annoncé relativement à une modification de l'article 13, conforme aux besoins constitutionnels. Mais nous devons exprimer notre étonnement que, en présence de la volonté souveraine de ne plus laisser subsister cette disposition devenue si fatale au droit constitutionnel, le Gouvernement de Votre Majesté ait pris dans ces derniers temps des mesures relatives à des questions qui, en vertu de la Constitution, appartiennent à la compétence de la représentation nationale et dont il semble très-douteux qu'elles puissent être caractérisées comme pressantes et ne comportant pas d'ajournement.

Nous attendons en conséquence les communications relatives à toutes ces mesures, en exprimant l'espoir que leur exécution ultérieure sera suspendue, autant que cela sera possible, jusqu'à ce que le Reichsrath ait eu l'occasion de se prononcer à ce sujet.

Des garanties constitutionnelles n'existant que dans la forme ne peuvent d'ailleurs, si étendues qu'elles soient, satisfaire par elles-mêmes l'attente légitime de la population.

La réforme de toute la législation et de toute l'administration dans le sens de la liberté et du progrès constitue une impérieuse nécessité. Il saute aux yeux de chacun que presque toutes les parties de la législation judiciaire ont besoin d'une grande transformation, et il est tout aussi clair qu'on ne saurait attendre, pour l'abrogation de certaines dispositions légales criantes, que toute la législation soit transformée, mais que ces dispositions devront plutôt être abrogées par des lois spéciales.

Les droits politiques des citoyens et en général le droit d'association, de réunion et la liberté de la presse exigent un prompt règlement dans le sens constitutionnel et à l'instar de la législation des États avancés.

Nous contribuerons volontiers à élargir l'autonomie des différents royaumes et pays dans le sens exprimé dans le langage élevé de Votre Majesté, de manière à tenir compte de toutes les demandes légitimes.

Mais nous devons en même temps désigner comme une nécessité indispensable la révision du Concordat par la voie de la législation constitutionnelle à l'égard de tous les rapports qui sont du domaine de la législation de l'État.

Nous respectons l'indépendance de l'Église et sommes loin de vouloir y porter atteinte; mais nous sommes convaincus que ni une loi ni un contrat ne peuvent aliéner irrévocablement pour tous les temps des droits qui, dans les formes actuelles de la vie politique, rentrent dans les droits de souveraineté les plus importants de l'État. Nous croyons qu'il est impossible que l'État puisse aliéner en faveur d'une puissance complètement indépendante de lui ses droits relatifs à l'exercice du pouvoir judiciaire et à la législation en matière d'enseignement, ou qu'il puisse renoncer au droit de réaliser dans toute son étendue le plus naturel de tous les droits politiques, celui de l'égalité de tous les citoyens devant la loi sans distinction de la confession à laquelle ils appartiennent.

La situation financière surtout est grave et a besoin d'un prompt règlement. Personne ne saurait plus douter que les calamités financières n'exercent la plus profonde influence sur toutes les branches de la vie publique, ainsi que sur la prospérité des citoyens pris individuellement. Déjà lors de l'ouverture de la précédente session, la Chambre des députés a exprimé unanimement à Votre Majesté la conviction que la situation financière de l'Empire était très-sérieuse, que l'utilisation constante du crédit public même pendant des années de paix ne pouvait que conduire à de graves embarras et amener finalement des crises fatales.

Depuis cette époque, la situation financière s'est aggravée. La dette publique s'est constamment accrue et, par là, les sommes nécessaires

pour le paiement des intérêts et l'amortissement convenu de la dette ont atteint par elles-mêmes et surtout en raison de la diminution notable des revenus de l'État, dont on ne saurait espérer une augmentation dans un temps prochain, des proportions considérables.

L'utilisation constante du crédit de l'État près de s'épuiser, et le manque complet de tout contrôle par une représentation nationale, ont eu pour effet de ne rendre possible qu'aux conditions les plus onéreuses la conclusion des emprunts devenus nécessaires.

C'est ainsi qu'il a fallu recourir, pour se procurer de l'argent, au plus grave de tous les moyens, à l'émission, sur une vaste échelle, de papier-monnaie. Par là, la consolidation des banknotes du pays, qui avait été presque réalisée, grâce à de grands sacrifices, a été de nouveau empêchée pour un temps dont il n'est pas possible de prévoir la durée.

Cet état du papier-monnaie du pays et l'état des finances et du crédit en général réagissent d'une façon de plus en plus évidente et sensible sur les forces productrices de la patrie, dont le raffermissement est la condition indispensable de tout développement salutaire.

La Chambre des députés consacrera à ces questions et aux projets qui doivent être présentés touchant ces questions, sa plus consciencieuse attention ; elle ne peut toutefois s'abstenir d'exprimer dès à présent le profond regret qu'on ait contracté, tout récemment encore, sans attendre le concours de la représentation nationale, des obligations extraordinaires pour le trésor et qu'on ait commencé de vastes entreprises qui occasionneront de grandes dépenses pour l'avenir.

La Chambre des députés croit devoir exprimer avec confiance l'attente qu'il ne sera plus procédé de la sorte, mais qu'on reviendra, au contraire, sur toutes les mesures qui pourront encore être révoquées. Car cette manière de procéder est non-seulement, en raison des circonstances, un danger pour les contribuables lourdement imposés, mais elle est aussi un danger pour les droits des créanciers de l'État.

Pour résoudre la tâche qui lui incombe aujourd'hui dans des conditions devenues plus difficiles, l'Autriche a besoin non-seulement de la paix à l'intérieur, mais aussi de la paix avec le dehors.

La Chambre des députés partage la conviction que ce qui sera fait et créé, de concert avec la couronne, pour relever la prospérité générale et rétablir une vie constitutionnelle à tout jamais assurée sur la base d'un développement libre et national, est de nature à accroître considérablement la puissance de l'Empire.

Sire, nous ne pouvons ni ne devons nous dissimuler que l'Autriche se trouve à l'entrée d'une phase nouvelle, qui décidera de tout son avenir, de son existence même. La Chambre des députés s'efforcera

d'accomplir ses grandes tâches avec une loyauté et un dévouement à toute épreuve.

Puisse l'esprit de conciliation animer tous les peuples que la Providence a placés sous le sceptre de Votre Majesté; puisse cet esprit, grâce à une appréciation nette et intelligente de la situation, faire triompher la conviction que par l'union seule des forces de tous il sera possible de surmonter les vicissitudes qui peuvent nous atteindre, mais que la désunion conduirait à la ruine de tous.

Que Dieu protège, conserve et bénisse Votre Majesté!

PRUSSE.

Dépêche du baron de Werther au comte de Bismarck sur l'état de l'opinion publique en Hongrie, en date de Vienne, le 18 juin 1867.

Monsieur le Comte,

Pendant mon court séjour à Pesth, il m'a plu, non-seulement de m'informer de l'opinion des divers membres de la Diète sur l'avenir réservé au récent accord politique et sur la manière de penser de la population elle-même, mais encore et surtout de m'enquérir si et jusqu'à quel point les Hongrois sont pénétrés de reconnaissance envers la Prusse, à l'influence de laquelle ils doivent, en définitive, leur situation politique actuelle.

Quant au premier point, l'opinion du *leader* actuel de la politique hongroise me paraît refléter l'opinion commune. Le Comte Andrassy a exprimé à une personne de confiance sa conviction qu'il parviendrait à mettre d'accord la députation et les délégués de Hongrie avec la députation et les délégués de ce côté (de la Leitha), quand les esprits auraient été préparés par la grandeur et l'émotion des fêtes du couronnement.

D'après lui, une entente générale sur les divers points de l'élaboration des LXVII sera d'autant plus facile que la tendance de la Diète actuelle est favorable aux plans du Gouvernement Impérial; par conséquent, les concessions à obtenir du Reichsrath, pour effacer les profondes divisions actuelles, seront considérablement amoindries.

Cependant l'influence du parti Deak, c'est-à-dire du parti ministériel, sur la marche des événements, a paru jusqu'à un certain point affaiblie immédiatement avant et immédiatement après le couronne-

ment. On a craint un moment qu'un certain nombre de ces membres, trompés dans leurs ambitions personnelles, au contentement desquelles ils avaient subordonné leurs votes, ne fissent un mouvement de conversion vers la gauche. Mais l'abandon fait par le Roi des 100 000 ducats donnés, le jour du couronnement, aux survivants pauvres de l'armée révolutionnaire de 1848, et l'amnistie absolue proclamée par le Roi, ont fait dans ce pays une telle sensation, qu'on m'assure que même les membres de la gauche la plus extrême (le parti de la révolution) ont été forcés d'avouer que leur jour n'était pas encore arrivé, et qu'ils devaient remettre la réalisation de leurs espérances à une époque ultérieure, ou la subordonner à la faveur d'éventualités encore inconnues.

Ces mesures, proposées par le comte Andrassy, ont été acceptées par le Roi sans la moindre objection, sans peut-être même qu'il se doutât de leur profonde signification. Elles ont arrêté la désertion dans le parti ministériel et effacé l'impression de la circulaire de Kossuth, dont je vous ai entretenu dans d'autres rapports.

En général, on ne peut nier qu'il n'existe dans le mouvement de la politique intérieure de la Hongrie un courant extrêmement libéral, qui tiendra la couronne dans sa dépendance. La force que la Maison impériale d'Autriche puise dans cet état de choses, pour le moment, est soumise aux circonstances changeantes de l'avenir et de l'opinion momentanée de la nation, de sorte qu'on ne peut en parler d'une manière certaine que dans le présent. Il est cependant probable que le développement ultérieur du dualisme laissera plutôt attendre un affaiblissement des aspirations austro-allemandes.

L'accueil que moi et les membres de la légation avons trouvé à Pesth m'a été fort agréable, et contraste avec celui qu'on nous réserve ici (à Vienne) dans ce qu'on appelle la « société. » Les informations que j'ai reçues sur l'opinion dans l'intérieur de la Hongrie m'ont convaincu que, dans toutes les couches de la société, on a beaucoup de sympathie et de reconnaissance pour la Prusse. La députation du Reichsrath a été, il est vrai, reçue avec beaucoup de démonstrations extérieures; mais l'Autrichien allemand n'est pas aimé des Hongrois, qui nous regardent dans l'avenir, nous Prussiens, comme leurs protecteurs médiats contre les tendances dominatrices de Vienne.

Signé : WERTHER.

Note de M. de Heydebrandt-Lasa, ministre de Prusse à Copenhague, au comte Frijs de Frijsenborg, ministre des affaires étrangères, au sujet de l'exécution de l'article 5 du Traité de Prague du 30 août 1866 sur la rétrocession d'une partie du Schleswig-Holstein au Danemark.

Copenhague, le 18 juin 1867.

Le soussigné a eu plusieurs fois l'honneur d'appeler dans un entretien confidentiel, l'attention du président du Cabinet danois sur les questions qui se rattachent à l'exécution de l'article 5 du traité conclu à Prague le 30 août de l'année dernière, entre la Prusse et l'Autriche. Il a exprimé le désir de son Gouvernement de s'entendre amialement avec le Gouvernement danois sur certaines questions préliminaires soulevées par l'hypothèse nécessaire de la rétrocession d'une partie du duché de Schleswig-Holstein au Danemark.

Ces questions portaient sur les garanties indispensables pour assurer la protection des nationaux allemands résidant sur ce territoire et sur la part proportionnelle de la dette des duchés que le Danemark devrait prendre à sa charge.

Le Président du conseil s'est déclaré disposé à entrer en négociation sur ces points, et le Gouvernement de S. M. le Roi, gracieux souverain du soussigné, était en droit de s'attendre à ce que le ministre royal danois à Berlin serait bientôt à même de faire connaître les vues de son Gouvernement sur les deux points ci-dessus désignés.

A son très-vif regret, le Gouvernement prussien n'a trouvé, dans la dernière ouverture du Gouvernement danois consistant dans une dépêche du 1^{er} juin communiquée confidentiellement par M. le ministre Frys à M. de Quaade, au lieu des déclarations plus précises qu'il avait espérées, qu'un renvoi aux lois et traités existants, que M. le Ministre juge amplement suffisants, et cela à tel point que toute garantie plus large lui semblerait superflue, voire même dangereuse.

Le Gouvernement du soussigné ne croit pas devoir considérer cette déclaration comme l'expression définitive de la pensée du Gouvernement royal danois. Un examen plus approfondi de la question ne pourra manquer de faire ressortir aux yeux du Gouvernement danois la nature particulière des circonstances qui interdisent au Gouvernement prussien de se contenter ici d'un simple renvoi aux lois existantes et des vagues assurances de la bienveillance non contestée que le Gouvernement royal danois témoignerait éventuellement à ses futurs sujets.

Le Gouvernement danois trouvera naturel que si S. M. le Roi de Prusse s'est déclaré disposé à laisser s'accomplir le vœu d'un retour au Danemark, qui pourrait se manifester parmi les sujets du Schleswig septentrional, les vœux et les besoins de ses sujets allemands dans ces territoires, n'ont pas à ses yeux une moindre importance. Abandonner malgré elle à une puissance étrangère des communes allemandes que cette cession condamnera à perdre leurs droits nationaux et les livrer aux dangers dont l'appréhension se manifeste assez hautement parmi elles, lorsqu'elles se souviennent du passé, voilà ce à quoi le traité de Prague n'a pas engagé la Prusse.

Par l'article 5 de ce traité de paix le Gouvernement royal a précisément attesté qu'il veut dans toute la limite du possible, prendre en considération les droits nationaux des populations. Or ce devoir s'impose à lui d'une façon toute spéciale quand il s'agit de ses propres compatriotes. Comment oublierait-il, d'ailleurs, que la cause principale du conflit qui a naguère altéré les bons rapports existant entre les deux Gouvernements, a été l'impossibilité où s'est trouvé le Gouvernement de S. M. le roi de Danemark, à la suite du remaniement de l'ancienne Confédération de la monarchie de garantir aux sujets allemands de la couronne danoise, la protection de leur nationalité et de leur langue, dont ils jouissaient autrefois.

Aujourd'hui le Gouvernement de S. M. le Roi, auguste maître du soussigné, aurait à redouter le contre-coup des événements et des luttes des dernières années; il aurait plus que jamais à craindre que les plaintes des habitants allemands du Schleswig, qui ont trouvé en Allemagne leur écho naturel, ne trouvassent l'occasion trop justifiée de se reproduire si les communes allemandes du Schleswig septentrional étaient livrées sans garanties constitutionnelles à l'autorité d'un Gouvernement qui, avec la meilleure volonté de sauvegarder les droits de ses sujets allemands a pourtant avant tout, à compter avec les sentiments nationaux et les dispositions d'une représentation populaire danoise.

Le Gouvernement du Roi de Danemark partagera, sans aucun doute, la conviction du soussigné, qu'il est prudent dans l'intérêt du rétablissement, souhaité de part et d'autre, des relations amicales entre l'Allemagne et le Danemark, de ne pas semer de nouveaux germes de dissensions analogues à ceux qui ont naguère troublé la paix des deux pays et qui ont, par le fait, exposé à de graves dangers la paix européenne.

En conséquence, le soussigné a reçu de son Gouvernement la mission de demander officiellement à M. le Président du Conseil des ministres si le Gouvernement royal danois se croit en état de prendre des dispositions et de faire pressentir des mesures qui donnent des garanties précises à la protection et à la sécurité des intérêts natio-

naux des Allemands résidant isolément ou en communes dans les portions de territoire à céder éventuellement et de quelle nature seraient ces garanties au triple point de vue individuel local et communal; — ou bien s'il juge impossible de prendre en considération et de sauvegarder les intérêts nationaux de ses futurs sujets allemands, ou du moins s'il décline définitivement de s'expliquer par avance sur ce point d'une façon plus précise.

Il est superflu de faire remarquer que de la réponse qui sera donnée à ces questions dépendra l'étendue des territoires qui seront appelés à se prononcer par la voie du suffrage, c'est-à-dire de ceux à rétrocéder. Plus le Gouvernement royal désire, dans le règlement de cette affaire, tenir compte des dispositions des populations en même temps que donner au Gouvernement danois une preuve de ses sentiments amicaux, plus il est en droit d'attendre que le Gouvernement danois, en venant au-devant de ses efforts, lui rendra cette tâche plus prompte et plus facile.

En outre, le soussigné prend la liberté de demander aussi une déclaration précise sur le second point, qu'il a déjà abordé dans ses entretiens confidentiels, à savoir quelles sont les intentions du Gouvernement royal danois relativement à la part proportionnelle de la dette des duchés que le Danemark prendrait à sa charge. En même temps, il profite de cette occasion pour présenter, etc.

Signé: HEYDEBRANDT-LASA.

Message du Roi aux Chambres des seigneurs et des députés de Berlin réunis pour la clôture du Parlement prussien, lu par M. von der Heydt, ministre des finances, le 24 juin 1867.

Illustres, nobles et honorés Messieurs des deux Chambres du Parlement.

S. M. le Roi a daigné me donner l'ordre de clore en son nom la session des deux Chambres. Le Gouvernement de S. M. reconnaît avec une vive gratitude que la Chambre des Seigneurs a donné à l'unanimité, et la Chambre des députés à une grande majorité, son adhésion à la Constitution de la Confédération du Nord.

Dans l'empressement que les deux Chambres ont mis à renoncer à une partie des droits dont elles étaient investies, en faisant taire tous les scrupules, le Gouvernement de S. M. croit devoir honorer une nouvelle preuve des sentiments allemands et du dévouement patrio-

tique qui sont l'héritage du peuple prussien, et sur lesquels repose la mission de la Prusse en Allemagne.

Par l'adhésion des Chambres prussiennes à la Confédération de l'Allemagne du Nord, toutes les conditions préliminaires pour la mise en vigueur de cette Constitution en Prusse sont désormais remplies. La promulgation de la Constitution fédérale aura lieu immédiatement et simultanément dans tous les pays confédérés.

C'est ainsi que sera préparé au développement national de l'Allemagne un nouveau terrain que toutes les forces patriotiques devront s'unir pour féconder. Le peuple prussien pourra envisager avec d'autant plus de satisfaction la nouvelle Constitution de l'Allemagne, que celle-ci est issue des germes qui ont été cultivés de tout temps en Prusse par les soins communs du souverain et du peuple.

Tandis que l'Allemagne du Nord formera désormais une union d'États étroitement liés, la communauté nationale, qui était déjà assurée pour la protection du territoire allemand, doit s'étendre également à la vie économique du peuple allemand. Le Zollverein, dont la fondation a été autrefois le signal du développement unitaire de l'Allemagne, doit être mis d'accord avec les conditions vitales de l'Allemagne du Nord.

Grâce à la modération et à l'amour de la paix de toutes les puissances, on est parvenu à préserver de toute perturbation le développement pacifique des relations européennes. Les rapports amicaux et pleins de confiance qui existent entre S. M. le Roi et les souverains des États puissants qui nous avoisinent fournissent à la confiance générale un gage sérieux de la durée d'une paix féconde.

Le désir et les efforts du Gouvernement de S. M. tendront constamment à sauvegarder la mission et la puissance de l'État nouvellement fortifié, principalement en lui assurant les bienfaits de la paix.

Au nom de S. M. le Roi, je déclare close la session des deux Chambres du Parlement.

ÉTATS-ROMAINS.

**Allocution de N.-S. P. le Pape, dans le Consistoire
du 28 juin 1867.**

Vénérables frères,

C'est pour nous, au milieu de nos cruelles amertumes, une joie et une consolation singulières que de jouir de nouveau de votre présence et de votre affluence si précieuses, ainsi que de pouvoir vous adresser la parole dans cette magnifique assemblée.

Vous, en effet, conduits dans cette ville de toutes les régions de la terre sur un signe de notre désir et par l'inspiration de votre piété ; vous, si éminents par votre religion, appelés à partager notre sollicitude, vous n'avez rien de plus à cœur, dans ces temps de calamités, que de nous apporter vos secours pour défendre le catholicisme et procurer le salut des âmes, adoucir nos chagrins multipliés et fournir les preuves, de jour en jour plus étendues, de votre fidélité, de votre bonne volonté, de votre obéissance envers cette chaire de Pierre.

Nous sommes donc profondément réjoui de votre aspect et devant ce nouveau témoignage de votre piété et de votre amour, nous nous rappelons volontiers tous ceux que, jusqu'à ce jour, vous avez donnés à l'envi avec une telle concorde, avec un zèle de toute nature, sans épargner les soins, sans vous laisser détourner par l'adversité. Aussi, c'est ce souvenir si suave et si doux, si profondément imprimé dans notre âme et qui doit y demeurer toujours, c'est ce souvenir qui fait que le sentiment de notre reconnaissance et de notre affection, plus ardent et plus vif que jamais, a besoin de s'épancher hautement et publiquement envers vous tous par des signes plus manifestes et par des gages plus éclatants.

Mais, si ce retour rapide sur le temps passé nous pénètre d'une telle consolation, vous-mêmes, vénérables frères, vous comprendrez aisément, nous en sommes convaincu, de quelle joie et de quel amour brûle aujourd'hui notre cœur, tandis que nous avons de nouveau le bonheur de jouir de votre présence et de votre affection, vous qui, des plus lointaines provinces catholiques, vous êtes rendus près de nous sur notre simple désir, et poussés par votre piété et votre attachement.

Rien, en effet, ne saurait nous être plus souhaitable, rien plus agréable que de nous trouver dans votre assemblée, que de profiter des fruits de notre mutuelle réunion surtout pour accomplir ces so-

lennités dans lesquelles tout ce qui se passe devant nos yeux parle de l'unité de l'Église catholique, de l'immobile fondement de cette unité, du soin et de la gloire avec lesquels cette unité doit être protégée et maintenue. Oui, tout parle de cette admirable unité, par laquelle, comme une sorte de canal, coulent dans le corps mystique du Christ, les dons et les grâces de l'Esprit divin, suscitant dans chacun de ses membres ces exemples de foi et de charité, qui tiennent en admiration le genre humain tout entier.

Il s'agit, en effet, vénérables frères, en ce moment, de décerner les honneurs des saints à d'illustres héros de l'Église, dont la plupart ont combattu le glorieux combat du martyre. Les uns pour défendre le principat de cette chaire apostolique qui est le centre de la vérité et de l'unité ; les autres pour revendiquer l'intégrité et l'unité de la foi ; d'autres enfin, pour ramener à l'Église catholique les hommes entraînés par le schisme, ont subi volontiers une mort précieuse. Tellement, que le dessein merveilleux de la divine Providence éclate manifestement ici, puisqu'elle a donné ces exemples d'attachement à l'unité catholique et le triomphe de ces adhérents précisément dans le temps où la foi catholique et l'autorité du siège apostolique sont attaquées par les machinations les plus implacables.

Il s'agit, en outre, de célébrer par des rites solennels la mémoire de ce jour de si favorable augure où le bienheureux Pierre et son co-apôtre Paul, ayant subi, il y a 1800 ans, dans cette ville, le plus illustre martyre, ont consacré de leur sang la citadelle imprenable de l'unité catholique.

Que pouvait-il donc y avoir, vénérables frères, de plus désirable pour nous et plus en harmonie avec le triomphe de tels martyrs, que de faire briller, dans les honneurs qui leur sont rendus, d'un éclat et d'une lumière magnifiques, les plus beaux exemples et les plus splendides spectacles de l'unité de l'Église catholique ? Quoi de plus juste que cette allégresse du triomphe des princes des apôtres qui appartient à tout l'univers catholique, fût encore rehaussée par votre présence et par votre zèle ? Quoi de plus convenable, en in, que la splendeur de tant et de si grands spectacles fût rendue plus brillante encore par l'accession de votre piété et de votre allégresse ?

Mais, cette piété et cette union intime avec le Siège apostolique n'est pas seulement un accord avec les circonstances et avec vos sentiments, vénérables frères. Il est surtout d'une grande importance que nous en tirions les fruits les plus salutaires, soit pour comprimer l'audace des impies, soit pour pouvoir la faire tourner à l'avantage commun des fidèles et au vôtre. Il est nécessaire que les adversaires de la religion comprennent, d'après elle, quelle est la force et la vie de cette Église catholique qu'ils ne cessent de poursuivre de leur

haine ; qu'ils apprennent combien est insensée et inepte l'injure qu'ils lui adressent quand ils l'accusent d'être épuisée de forces et de manquer à son temps ; qu'ils apprennent combien ils sont mal inspirés de se fier à leurs propres succès, à leurs efforts et à leurs entreprises, et qu'ils voient qu'on ne saurait briser un faisceau de forces tel que celui que Jésus-Christ et sa vertu divine ont resserré sur la pierre de la Confession des apôtres. Il faut donc, aujourd'hui plus que jamais, vénérables frères, que tous les hommes voient clairement qu'il n'y a de lien étroit et sûr entre les âmes que là où règne sur tous le seul et même esprit de Dieu, et que si les hommes abandonnent Dieu, et méprisent l'autorité de l'Église, ils n'atteignent pas cette félicité qu'ils cherchent dans la voie du crime, mais sont précipités misérablement dans les plus cruelles discordes et dans les plus funestes orages.

Que si l'on considère l'avantage commun des fidèles, vénérables frères, que peut-il y avoir, pour les nations catholiques, de plus salutaire et de plus favorable à l'accroissement de l'obéissance envers nous et la chaire apostolique, que de voir combien les droits de l'unité catholique sont chers à leurs pasteurs et de contempler ces pasteurs traversant les vastes espaces de la terre et des mers, sans aucun souci des inconvénients du voyage, pour voler vers Rome et vers la chaire apostolique, afin de révéler dans notre humble personne le successeur de Pierre et le Vicaire de Jésus-Christ ici-bas ?

Cette autorité d'exemple leur fera reconnaître bien mieux que les enseignements les plus subtils combien ils doivent être remplis de vénération, de déférence, de soumission envers Nous, à qui, dans la personne de Pierre, il a été dit par Notre-Seigneur Jésus-Christ : « Paissez mes agneaux, paissez mes brebis, » et à qui, par ces paroles, ont été confiées la sollicitude et la puissance suprême sur l'Église universelle.

Bien plus, vénérables frères, vous-mêmes, en accomplissant votre sacré ministère, vous obtiendrez un fruit excellent de cette déférence envers le Siège apostolique. En effet, plus les liens de la foi, de la tendresse et de l'amour vous attacheront à la pierre angulaire de l'édifice mystique, plus aussi, comme nous l'enseigne la mémoire de tous les âges de l'Église, vous vous sentirez revêtus de cette force et de ce courage qui sont exigés de la grandeur de votre charge, contre les assauts de l'ennemi et les adversités de la fortune.

Est-ce autre chose que voulait comprendre Notre-Seigneur Jésus-Christ, lorsque, donnant à Pierre le soin de soutenir la fermeté de ses frères : « J'ai, dit-il, prié pour toi, afin que ta foi ne défaille pas, et que, lorsque tu seras converti, tu confirmes tes frères. » En effet, comme saint Léon le-Grand l'indique, « le Seigneur prend un soin particulier de Pierre, et il prie spécialement pour la foi de Pierre,

comme si la condition des autres était plus sûre, le cœur de leur prince n'étant point vaincu. C'est donc en Pierre que toute bravoure est déposée, et le secours de la Grâce divine est ainsi coordonné que la fermeté accordée par le Christ à Pierre, est conférée par Pierre aux autres apôtres¹.

C'est pourquoi nous avons toujours été persuadé qu'il ne pouvait pas se faire que cette force dont Pierre a été comblé par un don spécial du Seigneur, ne se répandît pas en vous chaque fois que vous approcheriez de la personne de Pierre, vivant dans ses successeurs, ou même seulement quand vous aborderiez dans cette ville que le prince des apôtres a arrosée de ses sueurs sacrées et de son sang triomphal. Bien plus, vénérables frères, jamais nous n'avons douté que de ce sépulcre même où reposent les cendres du bienheureux Pierre au milieu de la vénération éternelle de l'univers, ne sorte une certaine puissance cachée, une vertu salutaire qui inspire aux pasteurs du troupeau du Seigneur les fortes entreprises, les grands desseins, les sentiments magnanimes, et grâce à laquelle leurs forces restaurées infligent à l'audace impudente des ennemis, inégale à la vertu et à la puissance de l'unité catholique, une défaite et une ruine certaines dans un combat inégal.

Pourquoi, en effet, le dissimulerions-nous ? Vénérables frères, voilà longtemps que nous sommes sur le champ de bataille et que nous luttons pour la défense de la religion et de la justice contre des ennemis perfides et acharnés ; le combat est si prolongé, si redoutable, que toutes les forces réunies de la milice sacrée paraissent à peine suffisantes pour résister. Quant à nous, combattant pour la cause de l'Église, pour la liberté et pour les droits de notre charge suprême, jusqu'ici nous avons échappé, grâce au secours du Dieu tout-puissant, à de mortels périls.

Mais, cependant, nous sommes entraîné et ballotté par les vents et les flots contraires ; nous ne craignons pas le naufrage parce que l'assistance présente de Notre-Seigneur Jésus-Christ ne nous permet pas de craindre ; mais nous sommes affligé d'une intime douleur à la vue de tant de monstrueuses et nouvelles doctrines, de tant de crimes et d'impiétés commises contre l'Église et le Siège apostolique. Nous les avons déjà condamnés et réprouvés ailleurs², et de nouveau, aujourd'hui, pour obéir à l'office de notre charge, nous les condamnons et nous les réprouvons publiquement.

Toutefois, dans les circonstances actuelles et au milieu de la joie que nous procure votre présence, nous voulons éviter de rappeler

1. Ser. III in anniv. an. suo.

2. Alloc. consist., 29 octobre 1866.

tant de sollicitudes, de soucis et d'angoisses qui torturent et déchirent notre cœur par de graves et continuelles blessures.

Nous les porterons plutôt sur les autels que nous avons tant de fois chargés de nos prières et arrosés de nos larmes. Nous révélerons, nous épancherons de nouveau, dans nos supplications réitérées, toutes ces souffrances, au sein de la miséricorde du Père céleste, nous confiant sans réserve à celui qui sait et qui peut procurer la gloire et le salut de son Église et qui, rendant justice à tous ceux qui souffrent l'injure pour notre cause et à tous ceux qui se font nos adversaires, prononcera au jour fixé son juste jugement.

Cependant, vous, vénérables frères, vous comprenez avec votre sagesse éprouvée combien il est important, pour s'opposer aux desseins des impies et pour réparer les désastres de l'Église, que votre accord unanime avec nous et avec ce siège apostolique brille toujours davantage et s'enracine plus puissamment de jour en jour. Bien plus, cet amour de l'union catholique qui, lorsqu'il s'est attaché aux âmes, veut se répandre au loin pour l'utilité d'autrui, cet amour, assurément, ne vous permettra pas de vous reposer jusqu'à ce que vous ayez, par tous vos efforts, amené à cette même concorde universelle, à cette communauté indestructible de la Foi, de l'Espérance et la Charité, tous les ecclésiastiques dont vous êtes les chefs, et tous les fidèles qui vous sont confiés.

Certes, il ne pourrait y avoir de spectacle plus beau, aux yeux des anges et des hommes, que de reproduire, dans ce pèlerinage qui nous conduit de la terre d'exil à la patrie, l'image fidèle de ce pèlerinage que les douze tribus d'Israël accomplissaient dans leur commun voyage vers les heureuses régions de la promesse. Elles marchaient toutes ensemble, chacune dirigée par ses chefs, distincte par son nom, divisée par sa place dans le camp ; chaque famille obéissait à ses pères, chaque troupe de guerriers à ses capitaines ; la multitude obéissait au prince, et pourtant il n'y avait dans toutes ces races qu'un seul peuple qui adorait le même Dieu et priait au même autel ; un seul peuple soumis aux mêmes lois, au même souverain-pontife Aaron, au même envoyé de Dieu, Moïse ; un seul peuple usant d'un même droit dans les travaux de la guerre et les fruits de la victoire ; un seul, enfin, qui, vivant sous les mêmes tentes, se nourrissant d'un aliment merveilleux, aspirait, dans ses vœux unanimes, au même but.

Certes, nous savons et nous avons éprouvé que vous donnerez tous vos soins à garder perpétuellement cette union ; vous nous en avez donné déjà tant de gages par votre foi et votre concorde ! C'est ce que nous garantissent votre haute intégrité, votre éminente vertu qui brillent toujours, semblables à elles-mêmes et supérieures à tous les

périls ; c'est ce que nous garantissent ce grand zèle et cette infatigable ardeur qui vous pressent de procurer le salut éternel des hommes et d'augmenter la gloire de Dieu. C'est ce que nous garantit enfin, et ce que nous garantit avec la plus complète certitude, cette prière sublime que le Christ lui-même, avant ses derniers tourments, offrait à son Père, en le priant que « ils soient tous un comme vous, mon Père, êtes en moi, et moi en vous, et qu'ils soient un en nous, » et il est impossible que le Père céleste n'exauce pas cette prière.

Quant à nous, vénérables frères, rien ne nous est plus désirable que de recueillir de votre union avec le Saint-Siège apostolique le fruit le plus salubre et le plus heureux que nous avans pensé devoir en découler pour l'Église universelle. Depuis longtemps déjà nous roulions dans notre esprit un dessein qui a déjà été connu de plusieurs de nos vénérables frères, et que nous espérons pouvoir mettre à exécution aussitôt que nous en trouverons l'opportunité vivement désirée par nous. Ce dessein est de tenir un sacré concile œcuménique et général de tous les évêques du monde catholique, où seront recherchés, avec l'aide de Dieu, dans l'union des conseils et des sollicitudes, les remèdes nécessaires et salutaires aux maux qui affligent l'Église.

Nous avons le plus grand espoir que, grâce à ce concile, la lumière de la vérité catholique répandra sa clarté salubre au milieu des ténèbres qui obscurcissent les esprits, et leur fera connaître, avec la grâce de Dieu, le sentier véritable du salut et de la justice. En même temps l'Église, comme une armée invincible rangée en bataille, repoussera les assauts de ses ennemis, brisera leurs efforts et, triomphant de ces même ennemis, étendra et propagera le règne de Jésus-Christ sur la terre.

Maintenant, afin que nos vœux soient exaucés et que nos soins et les vôtres obtiennent pour les peuples chrétiens des fruits abondants de justice, élevons nos yeux vers le Dieu-source de toute bonté et de toute équité, en qui repose, pour ceux qui espèrent, la plénitude du secours et la fécondité de la grâce.

Puisque nous avons pour avocat auprès de son père, Jésus-Christ, fils de Dieu, ce Pontife souverain qui a pénétré les cieux, qui toujours vivant intercède pour nous, et qui, dans l'admirable sacrement de l'Eucharistie, est avec nous tous les jours jusqu'à la consommation des siècles, mettons, vénérables frères, mettons ce Rédempteur comme un seing sur notre cœur, comme un seing sur notre bras, et portons en toute confiance nos prières assidues à cet autel où l'auteur même de la grâce a établi le trône de sa miséricorde, et où il attend, désireux de les reconforter, tous ceux qui souffrent et sont surchargés.

Supplions-le donc humblement et sans cesse d'arracher son Église à tant de maux et de dangers, de lui donner la joie de la paix, la victoire sur ses ennemis, afin que, pour la gloire de son nom, il ajoute à vous et à nous de nouvelles forces, afin qu'il enflamme les cœurs des hommes de ce feu qu'il est venu apporter sur terre, et qu'il ramène par sa vertu puissante à de salutaires résolutions tous ceux qui sont dans l'erreur.

Il sera digne de votre piété, vénérables frères, de consacrer tous vos soins à augmenter chez les fidèles qui vous sont confiés la connaissance de Notre-Seigneur Jésus-Christ; qu'ils le vénèrent, qu'ils l'aiment, qu'ils le visitent fréquemment dans l'auguste sacrement où il est présent. Rien ne sera plus conforme à votre zèle et à votre sollicitude que de faire veiller dans les cœurs des fidèles une piété reconnaissante, une flamme continuelle de charité, comme autour de ses autels veillent les flambeaux sacrés.

Et pour que Dieu incline plus facilement son oreille vers nos prières, sollicitons vivement les suffrages : d'abord de la Vierge Mère de Dieu, Marie Immaculée, car nul patronage n'est plus puissant auprès de lui; ensuite des saints apôtres Pierre et Paul, dont nous allons célébrer la naissance au ciel, et enfin de tous les bienheureux qui, régnant avec Jésus-Christ dans les cieux, attirent par leurs prières les présents de la divine largesse sur les hommes.

Enfin, vénérables frères, à vous, à tous nos autres vénérables les évêques des nations catholiques, à tous les fidèles confiés à vos soins et aux leurs, et de qui nous avons reçu et nous recevons sans cesse tant de témoignages de piété et d'amour, à tous et à chacun, nous accordons du fond du cœur notre bénédiction apostolique jointe à tous nos vœux pour leur bonheur.

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES

DU DEUXIÈME VOLUME DE LA HUITIÈME ANNÉE.

(1868)

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, CONSTITUTIONS, ETC., ETC.

	1839	Pages.
Juin.....	27 <i>Pays-Bas, Nassau.</i> Convention concernant les arrangements devenus nécessaires par suite de la cession d'une partie du Grand-Duché de Luxembourg.....	445
	1865	
Avril.....	11 <i>Autriche, Prusse (Zollverein).</i> Traité de commerce.....	585
	1867	
Février....	15 <i>Autriche, Belgique.</i> Traité de commerce et de navigation.....	447
Mars.....	5 <i>Grande-Bretagne, Pays-Bas.</i> Convention pour un échange de territoire sur la côte occidentale d'Afrique.....	729
Mai.....	8 <i>Prusse, Bavière, Saxe, Wurtemberg, Bade, Hesse Grand-Ducal, États de Thuringe, Brunswick, Oldenbourg.</i> Convention relative à l'établissement d'un droit sur le sel.....	450
Juin.....	20 <i>Pays-Bas, Prusse.</i> Convention additionnelle à la Convention d'extradition des malfaiteurs du 17 novembre 1850.....	732
—	— <i>Turquie.</i> Firman donné par le Sultan au Vice-Roi d'Égypte, l'autorisant à faire des règlements pour l'administration intérieure de l'Égypte, etc.....	452
Juillet....	15 <i>France, Siam.</i> Traité pour régler la position du royaume de Cambodge.....	595
—	26 <i>Haïti, Saint-Domingue.</i> Traité de paix et d'alliance.....	453
—	28 <i>France</i> Décret appliquant aux pays qui ont signé antérieurement des Traités de commerce avec la France, les dispositions du Traité signé avec le Portugal le 11 juillet 1866.....	456
—	28 <i>France.</i> Décret appliquant aux pays qui ont fait antérieurement des Traités de commerce avec la France, les dispositions du Traité conclu le 11 juillet 1866 avec le Portugal, en ce qui concerne les marchandises d'origine ou de manufacture portugaise.....	457
—	28 <i>France.</i> Décret pour l'application des dispositions du Traité conclu avec le Portugal, le 11 juillet 1866, concernant les tissus taxés à leur valeur.....	458
—	28 <i>France.</i> Décret pour l'application des dispositions du Traité de com-	

	1867	Pages.
	merce avec le Portugal, concernant l'importation des marchandises d'origine portugaise.....	459
Juillet.....	31 <i>Italie</i> . Loi sur les biens ecclésiastiques.....	733
Août.....	7 <i>France, Siam</i> . Convention relative à l'importation des vins et spiritueux dans le royaume de Siam.....	597
—	8 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au chevalier de Vetsera à Constantinople. Affaires de Crète. Instructions aux commandants des navires autrichiens pour donner asile aux victimes de la lutte en Candie.....	461
Septembre.	26 <i>France, Uruguay</i> . Arrangement relatif au maintien de la Convention de commerce et de navigation du 8 avril 1836.....	598
Octobre ..	14 <i>Confédération de l'Allemagne du Nord, Italie</i> . Traité de navigation.....	740
—	17 <i>Pays-Bas, Prusse</i> . Déclaration au sujet de la Convention d'extradition conclue entre les Pays-Bas et le Hanovre, laquelle se trouve remplacée par la Convention du 17 novembre 1850 et la Convention additionnelle du 20 juin 1867, en date de La Haye.....	745
—	31 <i>France, Suède et Norvège</i> . Convention de poste.....	600
Novembre.	9 <i>Belgique, Pays-Bas</i> . Convention pour régler les communications par chemins de fer entre les deux pays, conclue à La Haye.....	746
—	27 <i>France, Bade</i> . Convention additionnelle à la Convention de poste du 14 octobre 1856.....	622
Décembre.	24 <i>France, Luxembourg</i> . Déclaration pour simplifier la légalisation des pièces à produire par les sujets de l'un des deux pays pour contracter mariage dans l'autre.....	629
—	28 <i>France</i> . Décret pour l'exécution de la Convention de poste conclue le 31 octobre 1867 avec la Suède et la Norvège.....	630
—	28 <i>France</i> . Décret relatif aux taxes à percevoir tant pour les lettres ordinaires affranchies, les lettres chargées et les imprimés déposés dans les bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tanger et à Tunis à destination du Danemark, de la Suède et de la Norvège que par les lettres ordinaires non affranchies provenant du Danemark, de la Suède et de la Norvège....	633

1868

Janvier....	22 <i>France, Pays-Bas</i> . Convention de poste conclue à Paris.....	750
-------------	---	-----

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

1865

Juin.....	1 <i>Brésil</i> . Le baron de Penedo à M. Drouyn de Lhuys. Envoi d'un mémorandum relatif à l'affaire de la corvette brésilienne <i>le Brazil</i> ..	568
—	9 <i>France</i> . M. Drouyn de Lhuys au baron de Penedo. Affaire de la corvette brésilienne <i>le Brazil</i> . Réponse à 1 ^{er} juin.....	576

1866

Novembre.	8 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin. Négociations à entamer pour la révision du Traité de commerce et de douanes du 11 avril 1865.....	536
-----------	--	-----

1866

Pages.

Novembre.	11	<i>Autriche.</i> Le baron de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. Manière de voir du cabinet de Vienne sur les affaires de Serbie..	469
—	14	<i>Autriche.</i> Le prince de Metternich au baron de Beust. Communication à M. de Moustier de la dépêche du 10 novembre sur les affaires de Serbie.....	470
—	14	<i>Autriche.</i> Le comte de Wimpffen au baron de Beust. Réponse à dépêche du 8 novembre. Conversation avec M. de Thile.....	537
—	16	<i>Autriche.</i> Le baron de Beust au prince de Metternich. Entretien confidentiel du prince avec M. de Moustier sur les affaires d'Orient et celles de Serbie.....	466
—	19	<i>Autriche.</i> Le comte Apponyi au baron de Beust. Communication à lord Stanley de la dépêche du 16 au prince de Metternich, au sujet des réclamations serbes.....	468
Décembre.	5	<i>Autriche.</i> Le comte de Kálnoky au baron de Beust. Opinion de lord Stanley sur les affaires de Serbie.....	469
—	6	<i>Autriche.</i> Le comte de Mülinen au baron de Beust. M. de Moustier désire connaître les vues de l'Autriche en face de la question d'Orient.....	474
—	18	<i>Autriche.</i> Le baron de Beust au comte de Wimpffen à Berlin. Communication du baron de Werther au sujet de la révision du Traité de commerce du 11 avril 1865.....	537
—	19	<i>Autriche.</i> Le comte Kálnoky au baron de Beust. Conversation avec lord Stanley sur les affaires de Serbie.....	471
—	19	<i>Grande-Bretagne.</i> M. Graham Bonar au baron de Beust. Négociations commerciales entre l'Autriche et l'Angleterre.....	554
—	20	<i>Autriche.</i> Le baron de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. Opportunité de concessions à faire par la Turquie à la Serbie....	471
—	20	<i>Autriche.</i> Le comte de Wimpffen au baron de Beust. Réponse à dépêche du 18 décembre. Invitation par la Prusse à la Saxe et à la Bavière d'envoyer leur adhésion aux négociations douanières à ouvrir à Vienne.....	538
—	21	<i>Autriche.</i> Le comte de Mülinen au baron de Beust. Entretien avec M. de Moustier sur les affaires de Serbie.....	472
—	21	<i>Principautés-Unies.</i> Le prince G. Stirbey aux Agents diplomatiques de la Roumanie à l'étranger. Circulaire sur la situation du pays.	576
—	22	<i>Hesse Grand-Ducal.</i> Discours de M. de Dalwigk. Ouverture des Chambres.....	580
—	23	<i>Autriche.</i> Le baron de Beust à M. Bonar. Négociation concernant le Traité de commerce avec l'Angleterre.....	557
—	24	<i>Autriche.</i> Le baron de Beust à M. Graham Bonar. Négociations commerciales avec l'Angleterre. Réponse à 19 décembre.....	555
—	25	<i>Autriche.</i> Le comte de Kálnoky au baron de Beust. Approbation par lord Stanley des conseils de modération donnés par l'Autriche à la Serbie.....	473
—	28	<i>Hanovre.</i> Rescrit du roi George, concernant tous ceux qui ont appartenu à l'armée hanovrienne.....	581
—	30	<i>Autriche.</i> Le comte de Mülinen au baron de Beust. Difficulté de trouver un moyen de pacifier l'Orient; M. de Moustier consulte afin de connaître l'avis de chacun sur le remède à porter au mal.	475
—	31	<i>Autriche.</i> Discours du comte Goluchowski. Clôture de la session de la Diète de Galicie.....	582
—	31	<i>Principautés-Unies.</i> Adresse de la Chambre des députés en réponse au discours du Trône.....	583

1867

Janvier... 1 *Autriche.* Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris.

	1867	Pages.
	Graves préoccupations au sujet des affaires d'Orient. Vues du cabinet de Vienne.....	475
Janvier....	2 <i>Autriche</i> . Patente pour la Bohême, la Galicie, la Lodomérie, la haute et basse Autriche, Salzbourg, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, la Bukowine, la Moravie, la Silésie, le Tyrol, le Vorarlberg, Goerz, Gradiska et Trieste.....	678
—	2 <i>Portugal</i> . Discours du Roi à l'ouverture des Chambres.....	681
—	2 <i>Augustembourg</i> . Proclamation du prince Frédéric aux habitants du Schleswig-Holstein pour protester en faveur de ses droits.....	685
—	4 <i>Autriche</i> . Rescrit pour la prorogation de la Diète de Croatie.....	687
—	5 <i>Bavière</i> . Patente royale pour la transmission définitive des territoires bavarois cédés à la Prusse par le Traité du 22 août 1866.....	687
—	6 <i>France</i> . Le duc de Gramont au baron de Beust. Envoi de la Convention monétaire du 23 décembre 1865 entre la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse en vue de l'adhésion de l'Autriche... 558	
—	11 <i>Italie</i> . Adresse de la Chambre des députés au Roi, en réponse au discours d'ouverture des Chambres.....	688
—	12 <i>Prusse</i> . Proclamation du Roi aux habitants des Duchés de Schleswig, de Holstein, au sujet de leur incorporation dans la monarchie prussienne.....	690
—	15 <i>Prusse</i> . Discours du comte de Bismarck à la Chambre des Seigneurs au sujet de la loi augmentant de 80 le nombre des députés de la seconde Chambre.....	692
—	16 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff aux Agents diplomatiques de la Russie à l'étranger. Circulaire. Rapports de la Russie avec la cour de Rome.....	696
—	19 <i>Suède</i> . Discours du Roi à l'ouverture de la Diète.....	719
—	19 <i>Bavière</i> . Le prince de Hohenlohe aux ministres du Roi à Stuttgart, Carlsruhe et Darmstadt. Circulaire. Organisation militaire.....	766
—	19 <i>Bavière</i> . Déclaration en faveur d'une alliance fédérative avec la Prusse, faite à la Chambre des députés par le prince Hohenlohe..	769
—	22 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. Propositions de la Russie à la France pour remédier à la situation des affaires d'Orient, en maintenant le statu quo en Turquie. Réponse de M. de Moustier. Points soumis à l'appréciation de la France; considérations, instructions données au prince de Metternich.....	480
—	25 <i>Russie</i> . Discours prononcé par le gouverneur général de Finlande à l'ouverture de la Diète finlandaise.....	721
—	27 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au duc de Gramont. Réponse à sa note du 6 janvier. Convention monétaire du 23 décembre 1865.....	561
Février....	3 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust aux Agents diplomatiques de l'Autriche à l'étranger. Circulaire. Renseignements sur l'attitude du gouvernement autrichien et sur ses vues à l'occasion des affaires d'Orient.....	487
—	3 <i>Autriche, Zollverein</i> . Protocole de Vienne ajournant provisoirement les négociations pour la révision du Traité de douanes du 11 avril 1865.....	539
—	5 <i>Grande-Bretagne</i> . Discours de la Reine à l'ouverture du Parlement.....	770
—	9 <i>Prusse</i> . Discours du Roi pour la clôture des Chambres.....	727
—	13 <i>Autriche</i> . Le comte de Wimpffen au baron de Beust. L'ajournement des négociations douanières à Vienne n'a pas le caractère d'une rupture.....	539
—	18 <i>Autriche</i> . Discours du comte Goluchowski à l'ouverture de la nouvelle Diète de Galicie.....	774
—	22 <i>États-Romains</i> . Allocution du Pape dans le consistoire secret à l'occasion des missions Vegezzi et Tonello.....	775

1867

		Pages.
Février....	24 <i>Confédération de l'Allemagne du Nord</i> . Discours du Roi de Prusse à l'ouverture du Reichsrath.....	777
—	24 <i>Allemagne</i> . Projet de Constitution de l'Union des États du Sud arrêté dans l'Assemblée du parti allemand à Carlsruhe.....	780
—	25 <i>Autriche</i> . Adresse de la Diète de Bohême à l'Empereur.....	782
—	26 <i>Autriche</i> . Patente pour la dissolution de la diète de Bohême.....	786
Mars.....	4 <i>Confédération du Nord</i> . Discours du comte de Bismarck en soumettant le projet de Constitution du Nord au Reichstag.....	786
—	6 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de lord Lyons à lord Stanley au sujet des réformes et du régime auquel sont soumis les Chrétiens de Turquie.....	819
—	11 <i>Confédération du Nord</i> . Discours du comte de Bismarck en réponse aux critiques dont le projet de Constitution avait été l'objet dans la discussion générale du Reichstag.....	788
—	11 <i>Confédération du Nord</i> . Discours du comte de Bismarck en réponse à M. Münchhausen, député du Hanovre dans le Reichstag.....	799
—	12 <i>Principautés-Unies</i> . Le prince Georges B. Stirbey au baron de Beust. Sa mission au nom des Principautés. Projet de cartel pour l'extradition des malfaiteurs; facilités à donner au commerce; entente sur le raccordement des lignes de chemins de fer; modification dans l'exercice de la juridiction consulaire, agent de Principautés à accréditer à Vienne.....	522
—	14 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. Envoi d'un mémoire de M. de Moustier sur les réformes à introduire en Turquie.....	510
—	15 <i>Autriche</i> . Le baron de Prokesch au baron de Beust. Projet de loi pour le droit de possession d'immeubles par les étrangers en Turquie; régularisation des Vacoufs.....	511
—	16 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff au baron de Brunnow à Londres. Discours de lord Derby sur les affaires d'Orient; espoir du cabinet de Saint-Petersbourg de marcher finalement d'accord avec l'Angleterre dans cette question; la conservation de l'autorité du Sultan ne peut être assurée qu'autant qu'il se ralliera ses sujets chrétiens. Cession de la Candie à la Grèce, à l'idée de laquelle les événements pourront bien ramener le gouvernement anglais.....	636
—	17 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au prince Georges B. Stirbey. Réponse à sa note du 12 mars. Questions signalées par le gouvernement des Principautés-Unies.....	524
—	18 <i>Confédération du Nord</i> . Discours du comte de Bismarck en réponse aux protestations de M. Kantack, député polonais dans le Reichstag.....	808
—	19 <i>Confédération du Nord</i> . Déclaration du comte de Bismarck en réponse à M. Kryger, député du Schleswig septentrional au Reichstag.....	814
—	18 <i>Confédération du Nord</i> . Discours du comte de Bismarck sur les relations de la Prusse avec la Hollande, dans la séance du Reichstag.....	816
—	22 <i>Italie</i> . Discours du Roi à l'ouverture du Parlement.....	820
—	23 <i>Autriche</i> . Le comte de Wimpffen au baron de Beust. Conversation avec M. de Bismarck sur les négociations douanières.....	540
—	27 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff au baron de Brunnow à Londres. Responsabilité de l'Angleterre dans les affaires de Crète; accord des grandes puissances pour l'annexion de la Candie à la Grèce; mémoire sur le Hatt Houmayoun.....	638
—	27 <i>Pays-Bas</i> . Le comte de Zuylen de Nyevelt au comte de Byland à Berlin, au sujet des affaires du Luxembourg.....	822

		Pages.
Mars.....	28 <i>Autriche</i> . Adresse de la Chambre des députés à l'Empereur.....	823
—	29 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. Arrangement relatif aux forteresses de Serbie. Application générale de réformes administratives en Turquie.....	473
—	29 <i>Autriche</i> . Le baron de Prokesch au baron de Beust. Envoi de ses observations sur le mémoire de M. de Moustier, relatif aux réformes à introduire en Turquie.	513
—	29 <i>Autriche</i> . Le baron de Prokesch au baron de Beust. Observations sur le Mémoire de M. de Moustier du 22 février. Réformes en Turquie.....	513
Avril.	1 <i>Italie</i> . Adresse du Sénat en réponse au Discours royal d'ouverture de la session législative du 22 mars.....	828
—	6 <i>Italie</i> . Adresse de la Chambre des députés en réponse au Discours du Trône du 22 mars.....	830
—	17 <i>Confédération du Nord</i> . Discours du Roi de Prusse à la clôture du Reichstag.	832
—	18 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff au baron de Budberg à Paris. Envoi d'un memorandum sur les réformes à introduire en Turquie pour l'amélioration réelle de la situation faite aux populations chrétiennes, pour être communiqué à M. de Moustier.....	649
—	24 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff au général Ignatieff, à Constantinople. Satisfaction des sentiments exprimés par Fuad pacha, mais pour qu'un apaisement arrive, il faut que la lutte cesse en Crète... .	658
—	29 <i>Russie</i> . Le baron de Brunnow au prince Gortchakoff. Envoi d'un Memorandum remis à lord Stanley sur les événements de Candie.	662
—	29 <i>Russie</i> . Le baron de Budberg au prince Gortchakoff. Envoi d'un projet de dépêche identique rédigé par le marquis de Moustier. Affaires de Candie	665
—	29 <i>Prusse</i> . Discours du Roi à l'ouverture du Parlement prussien....	833
—	30 <i>Autriche</i> . Le baron de Prokesch au baron de Beust. Conversation avec le général Ignatieff sur les affaires de Candie.....	490
Mai.....	4 <i>Autriche</i> . Le baron de Prokesch au baron de Beust. Instructions à M. Bourée pour demander à la Porte la cessation des hostilités en Candie.....	491
—	4 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff à MM. d'Oubril, le comte de Stackelberg, de Kisséleff, à Berlin, Vienne et Florence. Envoi d'un projet de Note identique à remettre à la Porte par les cinq grandes Puissances sur les affaires de Crète.....	660
—	15 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris. Démarche de la France à Constantinople, au sujet de l'île de Candie à laquelle l'Autriche ne peut s'associer; il faut une entente générale des Puissances.....	491
—	16 <i>Suède</i> . Discours du Roi à la clôture de la session de la Diète....	835
—	17 <i>Autriche</i> . Le baron de Prokesch au baron de Beust. Entrevue avec Fuad Pacha sur les affaires de Crète, opposition de la Turquie à l'admission de commissaires européens en Candie.....	493
—	22 <i>Autriche</i> . Discours de l'Empereur à l'ouverture du Reichsrath... .	838
—	22 <i>Bésil</i> . Discours de l'Empereur à l'ouverture de la session législative.....	836
—	25 <i>Autriche</i> . Rescrit impérial pour la dissolution de la Diète de Croatie.....	841
—	28 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron de Prokesch à Constantinople. Proposition de la France à la Porte d'envoyer une commission d'enquête en Crète pour s'informer des vœux des habitants. Acceptation par le cabinet de Vienne.....	494
Juin.....	5 <i>Autriche</i> . Adresse de la Chambre des Seigneurs à l'Empereur, en réponse au discours du Trône du 22 mai.....	842

1866

		Pages.
Juin.....	6 <i>Autriche</i> . Adresse de la Chambre des députés, en réponse au discours d'ouverture du 22 mai.....	846
—	18 <i>Prusse</i> . Le baron de Werther au comte de Bismarck. État de l'opinion publique en Hongrie.....	850
—	18 <i>Prusse</i> . M. Heydebrandt Lasa, ministre de Prusse à Copenhague, au comte Frijs de Frijsenborg. Exécution de l'art. 5 du Traité de Prague relatif à la rétrocession d'une partie du Schleswig au Danemark.....	853
—	20 <i>Turquie</i> . Fuad Pacha aux Représentants de la Porte à Paris, Vienne, Berlin et Saint-Pétersbourg. Dépêche identique des grandes Puissances sur les Affaires de Crète.....	496
—	24 <i>Prusse</i> . Message du Roi pour la clôture du Parlement prussien....	855
—	26 <i>États-Romains</i> . Allocution du Pape dans le Consistoire secret.....	857
Juillet. . .	2 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris. Question des israélites en Roumanie; intervention de l'Autriche en leur faveur.....	525
—	18 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au baron d'Eder à Bucharest. Télégramme. Noyade de deux israélites à Galatz. Demander au gouvernement roumain la punition des coupables.....	526
—	26 <i>Autriche</i> . Le chevalier de Vetsera au baron de Beust. Barbaries commises à Galatz contre les israélites. La Porte propose la nomination d'une commission mixte d'enquête.....	526
—	31 <i>Autriche</i> . Le baron de Eder au baron de Beust. Explications du gouvernement roumain sur la noyade des deux israélites à Galatz, qu'il fait retomber sur des soldats turcs.....	527
—	31 <i>Autriche, France</i> . Convention monétaire, préliminaires entre l'Autriche et la France.....	563
Août.....	10 <i>Autriche</i> . Le baron Le Meysenbug au baron d'Eder à Bucharest. Réponse à 31 juillet. Noyade de deux israélites à Galatz; faire tous ses efforts pour obtenir la vérité dans cette affaire.....	528
—	11 <i>Autriche</i> . Le baron de Meysenbug au chevalier de Vetsera, à Constantinople. Affaires des israélites en Roumanie; instructions envoyées au baron d'Eder au sujet d'une commission mixte d'enquête.....	529
—	12 <i>France</i> . Le duc de Gramont au baron de Beust. Convention monétaire, préliminaires entre l'Autriche et la France. Réserves sur la question de l'étalon dans laquelle l'intervention du Corps législatif doit avoir lieu.....	562
—	13 <i>Autriche</i> . Le chevalier de Vetsera au baron de Beust. La Porte ne veut accepter la formation d'une commission d'enquête, pour les affaires de Candie, qu'autant qu'on exclura toute violation de la souveraineté de la Turquie.....	499
—	14 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff au baron de Brunnow, à Londres. Conversation avec l'Ambassadeur d'Angleterre. Lord Stanley ne veut exercer aucune pression sur la Porte en ce qui concerne la Crète.....	667
—	17 <i>Autriche</i> . Le baron d'Eder au baron de Beust. Commission d'enquête pour l'affaire des israélites à Galatz. Démission de M. Bratiano..	529
—	28 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au prince de Metternich, à Paris. Entrevue de Salzbourg; démarche à faire auprès de la Russie pour la solution des affaires de Crète.....	500
Septembre.	3 <i>Autriche</i> . M. Stiglich, consul à la Canée, au chevalier Vetsera, à Constantinople. Transport des Crétois au Pirée par une canonnière autrichienne.....	462
—	3 <i>Autriche</i> . Le chevalier de Vetsera au baron de Beust. Fin de non-recevoir de la Roumanie dans l'affaire des israélites.....	530
—	6 <i>Autriche</i> . Le chevalier de Vetsera au baron de Beust. Ordre à l'a-	

	1867	Pages.
	miral Simon de la part de la France de suspendre le transport des réfugiés crétois par les bâtiments français.....	464
Septembre.	6 <i>Autriche</i> . Le chevalier de Vetsera au baron de Beust. Ordre de la Turquie de cesser pendant un mois les hostilités en Crète. Amnistie générale. La Porte ne consentira jamais à la cession de la Candie.....	501
—	8 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff au baron de Budberg, à Paris. Refus opposé par la Porte à la demande d'enquête sur les affaires de Crète, nécessité que la Porte croie à un ferme et complet des deux cabinets de Saint-Pétersbourg et des Tuileries.....	667
—	17 <i>Autriche</i> . Le chevalier de Vetsera au baron de Beust. Transport des réfugiés crétois sur la canonnière autrichienne <i>le Wall</i>	465
—	18 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au chevalier de Vetsera, à Constantinople. Ordre de suspendre le transport des réfugiés candiotés à bord des navires autrichiens.....	465
Octobre....	1 <i>Autriche</i> . Le chevalier de Vetsera au baron de Beust. La Porte croit le moment venu pour mettre la dernière main à l'œuvre du rétablissement de la paix en Candie. Espérances d'Aali Pacha dans le succès de sa mission en Crète. Mesures arrêtées en principe par la Turquie.....	501
—	3 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff au baron de Budberg, à Paris. Insuccès des pourparlers de Livadia au sujet de la Crète, nécessité de s'entendre sur la marche à suivre en commun, projet de déclaration.....	669
—	4 <i>Autriche</i> . Le chevalier de Vetsera au baron de Beust. Nouvelle organisation des vilayets en Turquie; communications de Fuad Pacha.....	519
—	8 <i>Autriche</i> . Le chevalier de Vetsera au baron de Beust. Rapatriement des réfugiés crétois en Grèce par les soins de la Turquie.....	466
—	8 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte Apponyi à Londres et au comte de Mülinen à Paris. Envoi de la dépêche du 1 ^{er} octobre du chevalier de Vetsera sur les affaires de Crète.....	504
—	12 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte de Wimpffen, à Berlin. Reprise des négociations de la Prusse avec la France, relativement aux droits de douane sur les vins; envoyer les nouvelles qui arriveront de Paris sur la marche de l'affaire.....	540
—	15 <i>Autriche</i> . Le chevalier de Vetsera au baron de Beust. Arrivée du grand Vizir en Crète, ses efforts pour rétablir la paix, opposition des chefs de l'insurrection.....	504
—	16. <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte de Mülinen, à Paris. L'Autriche ne peut se joindre à la déclaration projetée par la France et la Russie à adresser à la Porte au sujet des affaires de Crète; sans modifications au texte primitivement arrêté.....	505
—	21. <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff au général Ignatieff, à Constantinople. Acceptation du texte de la déclaration à faire à la Porte tel qu'il a été combiné à Paris, faire la démarche avec le représentant de la France sans attendre les adhésions des autres puissances. Affaires de Crète.....	672
—	22 <i>Russie</i> . Le prince Gortchakoff aux Ambassades et Légations impériales à l'étranger. Circulaire. Envoi de la déclaration identique remise à la Porte par les Puissances, au sujet des affaires de Crète.....	673
—	25 <i>Autriche</i> . Le chevalier de Vetsera au baron de Beust. Organisation des vilayets en Turquie.....	521
Novembre.	18 <i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte de Wimpffen, à Berlin. Négociations à Paris sur la réduction des droits de douane sur les vins. Traité de la France avec le Mecklembourg, base proposée par l'Autriche.....	541

1867

Pages.

Novembre.	19	<i>Autriche</i> . Le baron de Beust au prince de Metternich à Paris. Négociations sur les droits d'entrée des vins et la résiliation du Traité avec le Mecklembourg transportée par la France à Berlin. Démarches à faire auprès du Gouvernement français.....	542
—	22	<i>Autriche</i> . Le comte de Wimpffen au baron de Beust. Entretien au sujet du tarif sur les vins avec M. Benedetti, qui a reçus les instructions les plus étendues pour traiter cette question.....	543
—	27	<i>Autriche</i> . Le comte de Wimpffen au baron de Beust. Acceptation par la Prusse de la proposition de l'Autriche sur la question du tarif des vins et la résiliation du Traité avec le Mecklembourg..	544
—	30	<i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte de Wimpffen, à Berlin. Mission de M. Depretis à Paris, au sujet du Tarif des vins.....	544
Décembre.	2	<i>Autriche</i> . Le comte de Wimpffen au baron de Beust. Négociations pour la réduction du Tarif des vins avec la France.....	545
—	8	<i>Autriche</i> . Le baron d'Eder au baron de Beust. Persécutions contre les israélites dans les Principautés, effets des protestations des Puissances. Arrivée à Bucharest de sir Moyse Montefiore, refus du Gouvernement roumain d'accepter une commission mixte d'enquête.....	530
—	16	<i>Autriche</i> . Le baron de Beust à M. de Lenk à Belgrade. Grands préparatifs militaires en Serbie, étonnement général qu'ils excitent. Quels sont les projets du Gouvernement serbe?.....	533
—	16	<i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte de Wimpffen, à Berlin. Négociations pour la réduction du Tarif des vins avec la France...	546
—	19	<i>Autriche</i> . Le baron de Beust à M. de Lenk à Belgrade. Copie d'une dépêche de M. Moustier sur les armements extraordinaires de la Serbie.....	534
—	20	<i>Autriche</i> . Le comte de Wimpffen au baron de Beust. Prétentions de la France en dehors de la question du Tarif des vins sur trois autres objets distincts.....	547
—	21	<i>Autriche</i> . Le baron de Beust au prince de Metternich, à Paris. Réductions consenties par la France sur le tarif des vins, mais autres exigences sur d'autres objets, tâcher d'obtenir des concessions.....	548
—	25	<i>Autriche</i> . Le baron de Prokesch au baron de Beust. Envoi du règlement administratif de la Turquie pour la Crète. Approbation de ce règlement par ses collègues de France et d'Angleterre.....	506

1868

Janvier....	3	<i>Turquie</i> . Fuad Pacha à Heyder Effendi, à Vienne. Réponse à la proposition d'enquête faite par les quatre Puissances sur l'affaire de Crète.....	507
—	4	<i>Autriche</i> . Le comte de Wimpffen au baron de Beust. Réponse de M. de Bismarck aux demandes françaises relativement aux réductions de Tarifs.....	549
—	4	<i>Prusse</i> . Le comte de Bismarck au baron de Werther, à Vienne. Conversation avec M. Benedetti sur les négociations relatives à l'abaissement des tarifs.....	549
—	4	<i>Autriche</i> . Le comte de Wimpffen au baron de Beust. Télégramme. Réponse de M. Delbruck à M. Benedetti, sur les demandes de la France, relativement aux tarifs.....	550
	8	<i>Autriche</i> . Le baron de Beust au comte de Wimpffen, à Berlin. Dépêche de M. de Bismarck à M. de Werther, en date du 4 janvier. Démarches du Cabinet de Vienne auprès du Gouvernement français. Insister auprès de M. de Bismarck sur des concessions à la France.....	551

1863

		Pages.
Janvier,	9 <i>Autriche</i> . Le baron de Eust au prince de Metternich et au comte Apponyi à Paris et à Londres. Réformes dans l'administration de la Turquie. Sort déplorable des Crétois transportés en Grèce....	522
—	9 <i>Autriche</i> . Le prince de Metternich au baron de Beust. La France cède sur les deux points en discussion dans la question douanière.	552
—	17 <i>Prusse</i> . Le comte de Bismarck au baron de Werther à Vienne. Entente avec la France sur la question douanière.....	552
—	23 <i>Autriche</i> . Le comte de Wimpffen au baron de Beust. M. Benedetti a reçu l'avis de terminer la question relative au tarif des tissus suivant la proposition prussienne	553
—	25 <i>Autriche</i> . Le comte Wimpffen au baron de Beust. La France ayant retiré ses dernières demandes, la question douanière est terminée.	554

FIN DE LA TABLE DU DEUXIÈME VOLUME.

F. AMYOT.